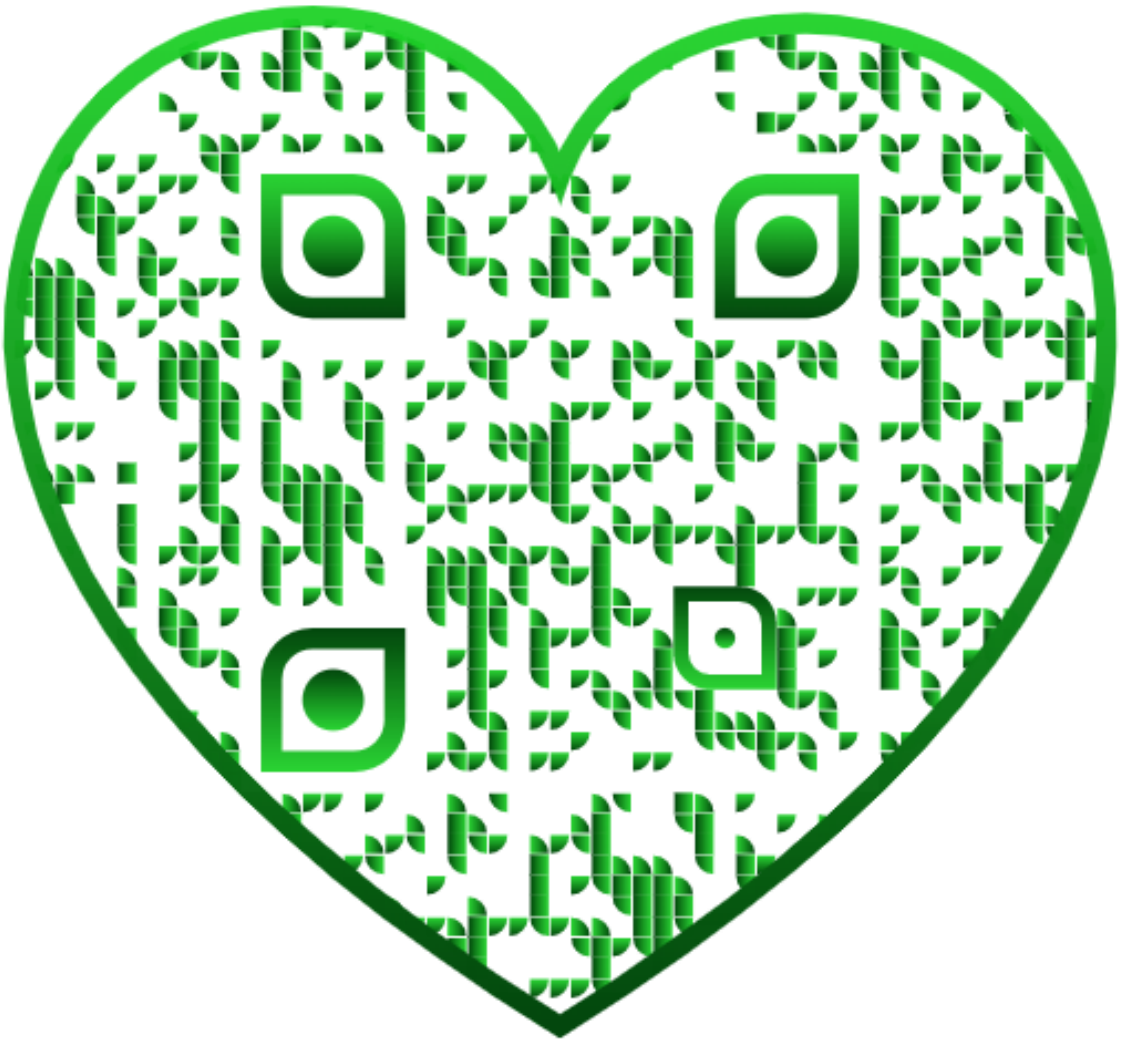
JEAN-FRANÇOIS
GAYRAUD

LA MAFIA ET LA MAISON BLANCHE

UN SECRET SI BIEN GARDÉ, DE ROOSEVELT À NOS JOURS

PLON



JEAN-FRANÇOIS
GAYRAUD

LA MAFIA ET LA MAISON BLANCHE

UN SECRET SI BIEN GARDÉ, DE ROOSEVELT À NOS JOURS

PLON

Jean-François Gayraud

La Mafia et la Maison Blanche

Un secret si bien gardé de Roosevelt à nos jours

PLON
www.plon.fr

Couverture : Hokus Pokus Créations

© Éditions Plon, un département de Place des Éditeurs, 2023

92, avenue de France
75013 Paris
www.plon.fr – www.lisez.com

ISBN : 978-2-259-31565-4

« Cette œuvre est protégée par le droit d'auteur et strictement réservée à l'usage privé du client. Toute reproduction ou diffusion au profit de tiers, à titre gratuit ou onéreux, de tout ou partie de cette œuvre, est strictement interdite et constitue une contrefaçon prévue par les articles L 335-2 et suivants du Code de la Propriété Intellectuelle. L'éditeur se réserve le droit de poursuivre toute atteinte à ses droits de propriété intellectuelle devant les juridictions civiles ou pénales. »

Ce document numérique a été réalisé par PCA

« Il y a deux histoires : l'histoire officielle, menteuse, qu'on enseigne, l'histoire *ad usum delphini* ; puis l'histoire secrète, où sont les véritables causes des événements, une histoire honteuse. »

Honoré de Balzac, *Illusions perdues*[1].

« Nous n'avons le choix qu'entre des vérités irrespirables et des supercheries salutaires. »

Cioran, *Écartèlement*[2].

Sommaire

Couverture

Titre

Copyright

Introduction. La part d’ombre de la démocratie américaine

I. Franklin D. Roosevelt ou comment signer des pactes avec le diable

II. L’inconnu de Kansas City : Harry S. Truman

III. John F. Kennedy : l’étau diabolique

IV. Assassinat de John F. Kennedy : l’ombre de la Mafia

V. Lyndon B. Johnson ou l’ère de l’apaisement avec la Mafia

VI. Richard Nixon, un président associé de la Mafia

VII. Ronald Reagan, une carrière à l’ombre de la Mafia

VIII. Bill Clinton, un progressiste en eaux troubles

IX. Barack Obama, l’immaculé de Chicago ?

X. Donald Trump, en affaires avec la Mafia

XI. Joe Biden, fin de partie mafieuse ?

Conclusion. Agir sans être vu

Annexe

Bibliographie

Notes

La part d’ombre de la démocratie américaine

> « L’imbécillité croit que tout est clair, quand la télévision a montré une belle image, et l’a commentée d’un hardi mensonge. La demi-élite se contente de savoir que presque tout est obscur, ambivalent, “monté” en fonction de codes inconnus. Une élite plus fermée voudrait savoir le vrai, très malaisé à distinguer clairement dans chaque cas singulier, malgré toutes les données réservées et les confidences dont elle peut disposer. »
>
> Guy Debord,
> *Commentaires sur la société du spectacle*[1].

La Mafia aux États-Unis : en déclin mais toujours vivante…

La mafia italo-américaine est-elle morte ? En septembre 2022, la Justice de New York engage des poursuites contre 6 membres et associés de la Mafia appartenant à la Famille Lucchese, ce pour une vaste opération de jeu illégal et de blanchiment d'argent ayant fonctionné durant une quinzaine d'années (2004-2020) en utilisant des sites Internet de paris sportifs établis au Costa Rica ; ainsi, chaque semaine, de 400 à 1 300 parieurs étaient enregistrés. Le principal suspect, le mafieux Anthony Villani, percevait environ 1 million de dollars annuels de gains illégaux.

Au début du XXIe siècle, la mafia italo-américaine a certes perdu de son lustre. Ceux qui savent n'en disconviennent pas. Sa belle époque, celle parfois de sa quasi-toute-puissance, est révolue. L'acmé de l'emprise mafieuse sur la société américaine se situe en effet entre les décennies 1920 et 1980. Il est aujourd'hui difficile de se représenter la force de ce pouvoir criminel, aussi bien sur les politiques, les syndicats ou des secteurs entiers de l'économie du « leader du monde libre ». Dans un livre important sur la mafia italo-américaine publié en 1969, alors que nombre de ses confrères sont encore dans le déni de son existence même[2], le sociologue Donald R. Cressey utilise des mots forts pour décrire cet *imperium* mafieux : « *Cosa Nostra* fonctionne comme un gouvernement illégal invisible » ; précisant toutefois que « son objectif politique n'est pas la compétition avec les administrations officielles du gouvernement légitime. À la différence du Parti communiste, elle n'est pas intéressée par la réforme politique et économique. Son objectif est négatif : la neutralisation du gouvernement (“*nullification of government*”) »[3]. En effet, *Cosa Nostra*[4] n'est pas une organisation criminelle ordinaire. Ainsi que le note le professeur James B. Jacobs de l'université de New York, *Cosa Nostra* est l'entité criminelle la plus vaste, sophistiquée, puissante et remarquable de l'histoire des États-Unis,

dont on ne peut saisir la singularité qu'en s'affranchissant des œillères disciplinaires, donc en brisant le mur séparant la criminologie de la science politique et de l'économie[5].

Depuis ces décennies fastes, le relatif déclin de la Mafia s'explique par trois facteurs. 1. Les Italo-Américains ne vivent plus en ghettos, enfermés dans les Little Italy des villes : leur désenclavement géographique, social et culturel les a soustraits à l'emprise mafieuse. 2. D'autres organisations criminelles à base ethnique, dynamiques et alimentées par une immigration récente et nombreuse, ont conquis des parts de marché criminelles : gangs de rue hispaniques, triades chinoises, bandes russophones, cartels de la drogue colombiens et mexicains, bikers criminalisés, etc. 3. Le gouvernement fédéral est sorti de sa torpeur répressive dans les années 1980. Jusque-là, une politique de quasi-non-ingérence dans les affaires mafieuses avait permis à *Cosa Nostra* de vivre dans une certaine impunité. Comme nous le verrons en détail, les 48 années du directorat de J. Edgar Hoover au FBI (1924-1972) sont celles d'un prudent évitement de toute confrontation avec les Familles[6] de la Mafia. Après sa mort, une répression ciblée et régulière, au moyen de lois adaptées, permet, non de déraciner ces Familles, mais de régulièrement éroder leur activité, de simplement « tondre le gazon » pour reprendre l'expression imagée et fataliste des agents de terrain du FBI.

Car c'est là une particularité de la mafia italo-américaine : sa longévité. La première Famille mafieuse apparaît au XIX^e^ siècle à La Nouvelle-Orléans et, depuis presque deux siècles, la Mafia survit, en s'adaptant aux transformations de la société américaine et à la répression judiciaire. Cette faculté d'adaptation – et disons-le, stricto sensu, de résilience – s'explique probablement par son essence spécifique : loin d'être un simple phénomène de banditisme classique, la mafia italo-américaine relève d'une sociologie de *société secrète*[7]. Toujours en quête d'invisibilité, les Familles de la Mafia savent se faire oublier, passant parfois sous le radar de l'attention médiatique et judiciaire durant des décennies. On croit certaines Familles mortes ? Elles ne sont en réalité que profondément cachées. Si certaines disparaissent, d'autres ne sont que moribondes et parviennent à renaître de manière cyclique.

Pour autant, même si la Mafia a perdu de sa superbe, elle est loin d'être morte. Contrairement à un lieu commun répandu, cette confédération de Familles criminelles n'est pas le vestige d'un passé folklorique et distrayant, un simple sujet de divertissement fictionnel. L'obsession à la décrire sous l'angle d'un *colorful past* (« passé folklorique ») est fausse, car la Mafia est toujours profondément enracinée dans la société américaine. Ses Familles sont bien vivantes et dangereuses, même si, répétons-le, elles n'ont plus leur pouvoir

d’antan. Aujourd’hui, selon le FBI, la mafia italo-américaine compte encore environ 3 000 membres et associés aux États-Unis, répartis pour l’essentiel dans les grandes villes du Nord-Est (New York, Philadelphie, etc.), du Midwest (région des Grands Lacs : Chicago, etc.), du Sud et de la Californie, se livrant de manière routinière à une variété d’activités criminelles très profitables : trafic de drogue, blanchiment d’argent sale, racket, jeu illégal, proxénétisme, contrefaçons, assassinats, corruption politique, infiltration des syndicats de salariés (dockers, etc.) et de lucratifs marchés économiques (bâtiments, travaux publics, béton, ordures, cinéma, boîtes de nuit et restauration, etc.) et financiers (les Bourses de New York, etc.). Il faut d’autant plus se garder d’enterrer trop vite la Mafia que la pression exercée par les autorités fédérales s’est relâchée depuis le début du XIX^{e} siècle. Les contraintes nées de « la guerre contre le terrorisme » (2001) et du regain des activités d’espionnage russe et chinois ont provoqué une baisse importante des effectifs alloués à la lutte anti-Mafia au profit des impératifs de sécurité nationale. Un tel effet d’aubaine et de diversion a forcément permis aux Familles de redéployer leurs activités criminelles.

Si la Mafia est loin d’être un vestige de l’histoire des États-Unis, elle n’en constitue pas non plus une anomalie, tant ce pays est marqué depuis ses origines par la violence, la corruption et la criminalité organisée. La mafia italo-américaine semble en parfaite congruence avec une civilisation profondément dysfonctionnelle dont elle constitue un miroir déformant. Il y a une *violence fondatrice* (le génocide des Amérindiens, l’esclavage, la banalisation des armes à feu, l’omniprésence des gangs, l’intensité de la conflictualité privée) ancrée dans la psyché américaine et son industrie du divertissement (Hollywood) qui l’exalte avec constance. Par ailleurs, la Mafia comme réalité sociale est devenue indissociable de sa représentation fictionnelle qui a eu pour conséquence de la transformer en mythe et d’en augmenter la puissance séductrice et intimidante[8].

Protégée par le politique

La force, même diminuée, des Familles de la mafia italo-américaine s'explique par un facteur : la *variable politique*. Depuis des décennies, la Mafia est une véritable puissance criminelle grâce à la corruption à grande échelle de politiciens, de juges et de policiers. La corruption des élus est le facteur explicatif de cette puissance durable. Son histoire est ainsi indissociable de celle des machines politiques démocrate et républicaine. Le chef mafieux Bill Bonanno est clair sur ce point : « Il va sans dire qu'aucune de nos activités dans notre monde n'aurait pu réussir sur le long terme sans la protection de la police et de la structure politique[9]. » Comme l'explique à son tour William F. Roemer[10], l'agent du FBI qui traque de 1957 à 1980 les mafieux de la Famille de Chicago : « La Mafia [« *the Mob* »] ne peut opérer sans la corruption. » Obtenue par l'intimidation ou l'argent, la corruption explique son enracinement durable. Durant les décennies glorieuses, il faut s'imaginer des villes, évoluant dans une ambiance de Far West, autrement dit d'anomie profonde, dirigées parfois, ou cogérées, avec des chefs de Famille faisant littéralement la loi : Johnny Lazia puis Charles Binaggio à Kansas City (Missouri) ; Al Capone puis Tony Accardo à Chicago (Illinois) ; Charles « Lucky » Luciano, Vito Genovese et Frank Costello à New York (New York) ; Carlos Marcello à La Nouvelle-Orléans (Louisiane), etc. Sans compter que l'ombre de la Mafia s'étend souvent au-delà des élus locaux, jusqu'au Congrès. Régulièrement, des membres de la Chambre des représentants ou des sénateurs sont identifiés en « odeur de mafia », à l'image des démocrates Roland Libonati (1900-1991) et Frank Annunzio (1915-2001), élus de l'Illinois, ou encore de James A. Traficante (1941-2014), élu de l'Ohio. Cette corruption mafieuse du pouvoir politique doit être analysée pour ce qu'elle est : un moyen et non un but. Il s'agit pour les mafieux d'obtenir l'impunité judiciaire et un accès à des rentes criminelles (marchés publics, emplois fictifs, etc.). Le mafieux ne s'intéresse pas

directement à l'exercice du pouvoir, il cherche simplement à le neutraliser et à le privatiser pour faciliter le cours de ses activités criminelles. Il en recherche les fruits, non la possession. Les mafieux n'ont aucune préférence partisane ou idéologique. Ils n'ont a priori d'inclination ni pour les démocrates ni pour les républicains ; même si, jusqu'aux années 1960, la Mafia se meut tel un poisson dans l'eau au sein des machines électorales démocrates pour une raison de simple sociologie politique : les immigrés d'origine italienne sont alors plutôt des électeurs du Parti démocrate qui s'est fait une spécialité de la représentation des minorités non WASP (« *White Anglo-Saxon Protestant* »). Mais la Mafia est fondamentalement pragmatique et apolitique, comme le montre ce témoignage ironique devant la commission du sénateur Estes Kefauver (1950-1951) – dont nous reparlerons – du mafieux de Chicago, Philip D'Andrea :

> « Quand nous demandâmes au témoin Philip D'Andrea, un ex-affidé d'Al Capone, si ce dernier avait été républicain ou démocrate, D'Andrea répondit : "Il était républicain quand cela lui convenait, je présume, et sinon démocrate". Je [Estes Kefauver] lui demandais : "Vous voulez dire que tous vous jouiez sur les deux tableaux ?", "C'est exact", répondit le témoin[11]. »

En 1972, dans son livre *Payoff* devenu un classique de la description du rôle de la Mafia dans la vie politique américaine, l'écrivain et professeur Michael Dorman propose une fine description du problème :

> « Les dirigeants à la main de fer qui contrôlent la Mafia ont fermement étranglé la politique américaine. Utilisant des tactiques telles que les pots-de-vin, les contributions aux campagnes électorales, les menaces, le chantage, la manipulation des urnes et la livraison de grands blocs électoraux, ils ont répandu leurs tentacules à tous les niveaux du gouvernement. Des mairies aux capitales des États, des couloirs du Congrès à la Maison Blanche, aucun officiel n'est considéré par la Mafia comme étant à l'abri d'une éventuelle corruption. Sans ses relations politiques, la Mafia pourrait être acculée à la faillite en un clin d'œil. Elle ne survit et ne prospère que parce que les politiciens influents et les agents des forces de l'ordre trouvent des alliances secrètes avec des gangsters, à la fois opportunes et rentables[12]. »

Cependant, le contexte de la guerre froide n'est pas indifférent pour expliquer la tolérance dont la Mafia fait l'objet de la part d'une fraction notable des élites politiques, administratives et économiques. Contrairement à une idée reçue, le communisme n'est pas la seule grande peur des Américains durant la confrontation Est-Ouest. Le crime organisé en est une autre, moins connue ou oubliée, mais qui à l'époque tient une place considérable dans le débat public américain. Chacune de ces deux peurs, toutes légitimes qu'elles soient, est alors accompagnée de bouffées d'hystérie et de paranoïa. Elles n'en ont pas moins existé et cohabité : un ennemi de l'extérieur (le communisme) et un ennemi de l'intérieur (la criminalité organisée) pour reprendre le titre d'un livre de Robert F. Kennedy sur la pénétration des syndicats par la Mafia, publié en 1960 : *The*

Enemy Within[13]. Cependant, ces deux peurs vont être « connectées » de manière subtile[14]. Dans une société préoccupée par la menace du communisme international et du radicalisme intérieur, une partie des élites va considérer la Mafia comme une force de stabilisation des institutions et du capitalisme, tous ayant en partage un même ethos du profit et un patriotisme forcené. Ayant des intérêts convergents dans la perpétuation d'un système fondé sur l'enrichissement individuel, ces élites ne voient que des avantages à tolérer, protéger, voire encourager la présence de la Mafia, perçue moins comme une réalité criminelle que comme une déformation de la libre entreprise et du capitalisme. Les années de la guerre froide sont ainsi propices à la formation d'alliances informelles mais solides entre la Mafia, des politiciens et des hommes d'affaires. Même si des médias et des commissions d'enquête agitent régulièrement le spectre de la menace mafieuse, la menace existentielle que semble faire peser le communisme sur les États-Unis submerge toute considération sur la corruption des institutions. Une alliance invisible entre le monde d'en haut (« *upperworld* ») et le monde d'en bas (« *underworld* ») permet aux mafieux de s'immerger avec facilité non seulement dans les « eaux glacées du capitalisme » (Karl Marx), mais surtout dans le système des élites politiques et économiques. Durant un demi-siècle, le directeur du FBI, J. Edgar Hoover, sera le pilier et le garant de ce statu quo aussi discret que subtil. L'homme est en effet un conservateur manifestant une foi absolue dans le modèle américain de la libre entreprise.

Cela dit, on ne peut analyser le déclin relatif du pouvoir mafieux sans s'interroger sur les nouveaux rapports entre les élus et les chefs mafieux. À partir des années 1980, la Mafia commence à perdre une partie de son emprise traditionnelle sur la classe politique américaine, faute d'avoir su maintenir aussi fermement que par le passé son pouvoir de corruption sur certains élus. La difficulté croissante à corrompre le politique, donc à acheter de l'impunité, ne peut s'expliquer par un subit accès de moralité des politiciens ; elle se comprend d'abord à l'aune d'une rupture majeure : la nouvelle politique de répression entamée dans les années 1980. Avec un FBI et un département de la Justice désormais plus agressifs, les politiciens comprennent que leur allégeance mafieuse devient politiquement et pénalement dangereuse. Quoi qu'il en soit, corrompre le pouvoir politique est la *grande affaire* des Familles de la mafia italo-américaine, hier comme aujourd'hui, sur le plan local, mais aussi national. Si on peut acheter un maire ou un *congressman*, pourquoi ne pas envisager un jour de disposer de *son* homme à la Maison Blanche ? Pour cela, comme en Bourse, il faut avoir suffisamment de flair pour investir sur des valeurs montantes du monde des affaires ou de la politique qui, un jour, auront peut-être

un destin national. Ralph Salerno, un ex-policier de la ville de New York devenu un expert reconnu de la lutte contre la Mafia, explique en 1967 : « Le crime organisé mettra un homme à la Maison Blanche un jour et il ne le saura pas jusqu'à ce qu'ils lui remettent l'addition[15]. »

Entre négationnisme et complotisme…

L'hypothèse d'un Président des États-Unis en exercice subissant une influence mafieuse bute sur 2 écueils antithétiques, également naïfs. Le premier, courant et confortable, consiste à nier le questionnement, donc à refuser d'observer et d'analyser. Cette réaction correspond à un réflexe primaire consistant à refouler a priori, sans examen, ce qui dérange et effraie. De manière implicite, le rejet d'une telle hypothèse s'appuie sur un préjugé commode : la politique ne serait que lumière et transparence, sans interférences d'intérêts économiques et financiers cachés, sans arrière-cours glauques. Nul groupe de pression discret ne viendrait jamais polluer les mécanismes démocratiques. Comme si la politique n'était pas un champ de forces parfois obscures ; comme si l'intérêt général, surtout aux États-Unis, n'était pas l'addition d'intérêts particuliers en compétition, de groupes attendant dans le vestibule ou le couloir : stricto sensu, les *lobbys* (« hall, vestibule »). Le second écueil est tout aussi dangereux puisque c'est celui d'une vision simpliste et paranoïaque de l'histoire selon laquelle de discrets marionnettistes en coulisses réduiraient à l'état de jouets passifs des politiciens cupides ou apeurés. L'histoire ne serait ainsi qu'une vaste manipulation, selon les 4 grands principes de base identifiés par le politologue Pierre-André Taguieff : « Rien n'arrive par accident, tout ce qui arrive est le résultat d'intentions ou de volontés cachées ; rien n'est tel qu'il paraît être ; tout est lié, mais de façon occulte.[16] » Dans *La Société ouverte et ses ennemis* (1949), le philosophe des sciences Karl Popper explique le conspirationnisme : « C'est l'opinion selon laquelle l'explication d'un phénomène social consiste en la découverte d'hommes ou de groupes ayant intérêt à ce qu'un phénomène se produise (parfois il s'agit d'un intérêt caché qui doit être révélé au préalable) et qui ont planifié et conspiré pour qu'il se produise[17]. » Ce biais de la pensée a même été présenté comme un trait culturel caractéristique de l'Amérique contemporaine par Richard Hofstadter dans son

livre au titre explicite : *Le Style paranoïaque. Théories du complot et droite radicale en Amérique* (1965)[18].

Encore faut-il ne pas se laisser piéger par la *vigilance anti-complotiste*, car elle est parfois utilisée à dessein pour interdire des questionnements dérangeants. À force de brandir l'épouvantail des théories de la conspiration, on prend le risque de n'accepter que les explications convenues, confortables et conformes. Ce détournement de vigilance intellectuelle propose alors une vision de l'histoire aseptisée selon laquelle toutes les décisions publiques seraient limpides dans leurs motivations ; il n'y aurait ni réalité cachée, ni acteur de l'ombre, ni desseins dissimulés. La surface des choses se suffirait à elle-même. L'histoire nord-américaine démontre, comme nous allons le voir, que dès que l'on s'approche de certaines interrogations, l'accusation de conspirationnisme est utilisée pour disqualifier les « chercheurs » (sociologues, journalistes, politologues ou policiers) qui refusent l'aveuglement ou la complicité à l'égard de la corruption mafieuse.

Quoi qu'il en soit, ces 2 visions (naïveté et complotisme) sont également tronquées et aboutissent à évacuer le sujet, soit en le rejetant d'emblée par l'*occultation*, soit en le ridiculisant par l'*anathème*. Le refus de considérer que des forces discrètes existent est tout aussi peu crédible que de leur accorder une toute-puissance. Au demeurant, l'histoire contemporaine des États-Unis démontre sans conteste l'influence des groupes de pression agissant en coulisses, aux portes de la Maison Blanche. Il faut se souvenir du discours de fin de second mandat du président Dwight D. Eisenhower, le 17 janvier 1961, mettant en garde contre la montée en puissance d'un « complexe militaro-industriel ». Qui peut nier le rôle mortifère sur la démocratie américaine des grands lobbys des industries pharmaceutiques, des armes à feu, de la finance ou du pétrole, faisant le siège du pouvoir afin que leurs intérêts particuliers deviennent discrètement l'intérêt général[19] ? Dans ce contexte, ce que des groupes privés ayant pignon sur rue font, parfois à la limite de la légalité, pourquoi des groupes privés criminels ne le feraient-ils pas, eux aussi, en coulisses ?

En effet, le pouvoir politique sur scène se double parfois d'un pouvoir politique *obscène* : à la fois « hors de la scène » politique au sens théâtral, blessant ou immoral selon le sens courant, et dans tous les cas « sinistre » conformément à son étymologie latine (« *obscenus* »). Dans le contexte italien de la seconde moitié du XX^{e} siècle et de la mafia sicilienne, le juge anti-Mafia Roberto Scarpinato parvient à ce diagnostic quand il écrit ainsi dans *Le Retour du prince* : « Le véritable pouvoir est toujours "obscène" : il opère "hors scène" [« *ob scenum* »]. Sur scène, dans les lieux institutionnels, il met en scène une représentation à destination du public. […] En public, le pouvoir se met en

scène, revêtant quantité de masques à l'intention des spectateurs ; à l'abri des regards, il ôte son masque et dévoile son vrai visage[20]. » De même, l'historien Jacques de Saint Victor revisite l'histoire de l'Italie du XIX^e^ au XXI^e^ siècle à travers *Un pouvoir invisible*[21] que sont les mafias italiennes du Mezzogiorno. Le politologue italien Norberto Bobbio soulève cette question en parlant de « pouvoirs invisibles », de « pouvoirs occultes », d'« État dans l'État », d'« État parallèle ». Ce sont de claires références à toutes ces forces illégales et souterraines minant le jeu démocratique de l'intérieur : les mafias, les loges maçonniques telle *Propaganda Due* (loge P2), des fractions incontrôlées des services secrets, etc. Norberto Bobbio écrit par exemple, comme en écho à *La Lettre volée* d'Edgar Poe, que « Rien n'est plus visible que la présence du pouvoir invisible[22]. » On peut toujours s'amuser des fictions (le roman policier et d'espionnage) qui, depuis le XIX^e^ siècle, recherchent derrière des réalités de surface des trames d'intrigues, de crimes et de complots[23]. Mais, plus sérieusement, la question de l'invisible derrière le pouvoir n'est pas celle du complot mais plus fondamentalement celle de *l'unité du pouvoir*. Comme le rappelle Michel Foucault, les vraies relations de pouvoir sont toujours cachées et il n'y a de complétude du pouvoir que par la reconnaissance de sa face cachée (« la loi des moitiés »[24]).

Une autre histoire des États-Unis…

Cela pour dire qu'entre déni et conspirationnisme, entre une sous-exposition et une surexposition, il existe un champ d'exploration, un nuancier de situations complexes, proposant de l'histoire politique un *éclairage criminel*. Il ne s'agit pas de proposer une histoire criminelle du pouvoir ainsi réduit à une série d'actes déviants, mais plutôt une histoire de l'influence d'une criminalité organisée spécifique, en l'occurrence la Mafia, sur le pouvoir politique. Il n'y a pas de « complot mafieux » dans l'histoire politique nord-américaine, mais l'action en coulisses d'un acteur criminel puissant et stratège, la Mafia, essayant d'imposer ses intérêts, ce à l'image de n'importe quel autre groupe de pression. L'histoire de la mafia italo-américaine doit être considérée non comme un sujet folklorique et marginal, secondaire et parallèle de la grande histoire des États-Unis, mais plutôt comme une dimension à part entière de la vie politique et économique américaine et de son processus particulier de formation de ses élites.

Il existe un *American Way of Crime*, ainsi que le montrent Frank Browning et John Gerassi dans leur livre ainsi titré[25]. Si l'on suit ces auteurs, les grandes forces qui ont présidé à la fondation de l'Amérique – un populisme cow-boy et le puritanisme violent de la Nouvelle-Angleterre – ont créé un paradigme faisant de la criminalisation des entreprises et de la vie quotidienne un élément clé de la réussite aux États-Unis ; un paradigme désormais mondialisé. Cette criminalisation aurait provoqué l'émergence d'un *sixième pouvoir* – après le législatif, le judiciaire, l'exécutif, la presse (quatrième) et le militaire/renseignement (cinquième) – capable d'influencer en profondeur le gouvernement, le droit, l'économie, les valeurs, les goûts, les mœurs : le crime organisé, jouant le rôle d'un « gouvernement d'appoint », indépendant des autres pouvoirs. Dans une veine comparable, l'avocat et professeur de droit August Bequai dans son ouvrage *Organized Crime*[26] n'hésite pas à qualifier le crime organisé aux États-Unis de « cinquième pouvoir ».

Cependant, le crime organisé et institutionnalisé aux États-Unis est encore largement une histoire cachée. L'histoire de la Mafia ne peut s'écrire qu'avec précaution car elle est celle d'une organisation secrète qui, par définition, ne cesse de se dérober au regard de l'observateur. Ce champ d'investigation, en raison du secret qui l'entoure, mais aussi du parfum de fantasme et de glamour dont la fiction l'a nimbé, est pétri de pièges, de distorsions et d'exagérations parfois intéressées[27], mais aussi de dénis naïfs, apeurés ou calculés.

Ce livre propose donc d'éclairer l'histoire politique visible par l'apport d'une histoire invisible et de l'invisible, cachée, au profit d'une *histoire épaisse et profonde*[28]. Il sera question de mettre en lumière l'histoire convenue par ses marges « profanes » et « sales », afin de lui restituer toutes ses dimensions, y compris les moins pures et avouables. Il faut s'immerger dans ce que le professeur Peter Dale Scott nomme les « *deep politics* » (« politiques profondes »), un univers de collusions secrètes et de violations des lois. Nous allons donc raconter l'histoire des États-Unis différemment. L'historien est un enquêteur (Hérodote, *L'Enquête*) mais aussi un conteur par la perspective et la coloration qu'il donne aux faits. Comme le dit l'historien Hayden White[29], « l'histoire s'écrit ». Elle est un choix narratif et stylistique. L'histoire est un récit comportant une mise en intrigue (« *emplotment* ») ou une mise en texte ; l'historien agence des faits et des protagonistes, qu'il construit plus qu'il ne trouve. Ici, la mise en lumière sera celle des parts d'ombre des présidents américains.

La haute criminalité est une dimension oubliée de la grande histoire, à l'image de ce que des travaux contemporains d'histoire ont avancé pour le renseignement[30]. Il ne s'agit pas d'écrire une « histoire secrète » mais plutôt une histoire de l'invisible et du crime en politique. Sans se livrer à un exercice de structuralisme, il est évident que *l'invisible peut éclairer le visible*. Cette histoire alternative est forcément prudente dans ses conclusions, tant les sources sont parfois elliptiques, contradictoires et fragiles. Les biographies politiques des présidents se révèlent la plupart du temps pudiques sur la question des relations mafieuses. Les historiens privilégient la grande histoire – celle des événements et des décisions de politique publique –, ignorant souvent la « petite », celle des faits sociaux ou privés qui, dans le sujet qui nous occupe, explore les bas-fonds et les coulisses. Les questions criminelles, probablement jugées de basse condition intellectuelle et vulgaires, sont souvent évitées. Pourtant, comme nous l'observerons, nombre de grandes « décisions » politiques ont eu des motivations cachées, maquillées a posteriori par des considérations plus nobles. Afin de surmonter ces pudeurs, évitements et autres maquillages, il faut se plonger dans une littérature plus spécialisée, celle sur le crime, afin de faire émerger ces

facettes sombres.

Cela dit, l'exploration de la mafia italo-américaine n'est pas un exercice aisé. La littérature sur le sujet est abondante, mais elle comporte des pièges. La chose mafieuse se dérobe aisément à la connaissance car il est par nature difficile de connaître une réalité dont la sociologie est celle de la *clandestinité* et non de la simple illégalité. Les Familles de la mafia italo-américaine sont, rappelons-le, des sociétés secrètes et régies à ce titre par l'art du silence, de l'ellipse et de l'occultation. Notre savoir mafieux dépend de ce fait largement de sources judiciaires, circonstances qui n'offrent donc de la réalité que ce que le hasard de la répression fait émerger. Sauf exception, les mafieux, leurs associés et complices, ou les victimes sont en effet peu enclins à écrire leurs mémoires ou à se confier à des journalistes ; heureusement, parfois certains de leurs proches se livrent à cet exercice périlleux.

Cependant, le savoir issu des pièces judiciaires comporte un double paradoxe. D'abord, les réalités mafieuses ne se dévoilent qu'au moment de leur répression, une circonstance pouvant donner l'illusion d'une réalité criminelle affaiblie, sur la défensive, moribonde. Imaginons que nous ne connaissions la vie des grands hommes que par les certificats médicaux de leurs médecins, nous aurions la sensation de leur infinie précarité ou fragilité, non de leurs forces. Cette « connaissance par l'échec » conforte alors ceux qui de manière mécanique annoncent la mort de la Mafia ou du moins son déclin. Ensuite, ce seul éclairage judiciaire laisse accroire que la mafia italo-américaine n'est présente que là où l'État a su ponctuellement la débusquer. Tel l'ivrogne ayant perdu ses clés, nous ne cherchons que sous le lampadaire éclairé. Nous ne comprenons donc la réalité mafieuse qu'à travers le bruit et la lumière judiciaires. A contrario, nous imaginons la mafia italo-américaine absente quand elle demeure silencieuse. Or, le silence mafieux n'est pas le signe a priori de sa disparition mais plutôt de sa vigueur, comme la médecine nous l'enseigne : « La santé, c'est la vie dans le silence des organes », citation attribuée à René Leriche. C'est ainsi que, régulièrement, on croit certaines Familles éteintes depuis des décennies ; puis, subitement, à l'occasion d'interpellations de quelques-uns de leurs membres, on les découvre toujours actives là où on ne les attendait plus. Elles œuvraient simplement dans la discrétion, loin de l'attention des médias et de la justice. Leur invisibilité nourrissait notre ignorance. Enfin, il convient de rester attentif aux inclinations politiques des auteurs (historiens, journalistes, écrivains) – ou démocrates ou républicains – et aux circonstances des révélations sur les liens supposés entre un président et la mafia italo-américaine. Le contexte politique et historique des mises en lumière mafieuses n'est pas toujours neutre. Leur réception mérite aussi d'être analysée. L'histoire mafieuse des présidents évolue

autant à l’aune des découvertes historiques que des relectures globales de leurs mandats.

Ce livre explore les relations entre la Mafia et les présidents américains de 1933 à nos jours. Avant 1933, l’histoire est muette sur ce sujet, et cette béance s’explique probablement par le fait que la Mafia aux États-Unis n’était encore qu’au stade primaire de son développement. Après 1933, comme nous le verrons, elle devient une véritable puissance, apte à développer des contacts politiques de haut niveau. Nous étudierons ainsi 10 présidences (Roosevelt, Truman, Kennedy, Johnson, Nixon, Reagan, Clinton, Obama, Trump et Biden) pour lesquelles les nombreuses sources explorées (mémoires, biographies, procès, rapports officiels, etc.) apportent des éléments pertinents et recoupés. En revanche, nous n’aborderons pas 5 d’entre elles (Eisenhower, Ford, Carter, Bush père puis fils). Ce silence sur ces périodes n’est pas le fait d’un choix ou d’un oubli, mais s’explique par l’absence de sources crédibles. En effet, au fil des années, nos recherches n’ont jamais fait apparaître de traces suffisamment pertinentes. Au demeurant, ce vide doit être interprété avec prudence, puisque l’absence de preuve n’est pas toujours la preuve de l’absence.

1
Franklin D. Roosevelt ou comment signer des pactes avec le diable

Aux portes de la Maison Blanche…

Aux États-Unis, la Mafia est historiquement un produit d'importation. Entre 1890 et 1920, environ 4 millions d'Italiens, venant principalement du Mezzogiorno, le Sud méprisé et délaissé par Rome, émigrent vers le Nouveau Monde pour fuir la pauvreté. Les Familles criminelles de Calabre, de Campanie et de Sicile n'essaient pas de profiter de la situation, dans une logique stratégique, pour s'y installer, autrement dit pour ouvrir des comptoirs ou des succursales mafieuses ; les expatriations de mafieux répondent en priorité à des initiatives personnelles. Dans un premier temps, ce sont donc des mafieux à titre individuel et surtout un terreau socioculturel qui s'exportent de l'Italie du Sud vers les premiers lieux d'implantation des migrants italiens : La Nouvelle-Orléans (Louisiane), le Nord-Est (New York, Boston, Philadelphie, Scranton, Pittston, etc.) et la région des Grands Lacs (Chicago, Pittsburgh, etc.). C'est à New York que les migrants d'origine italienne sont les plus nombreux : 1 million, soit 15 % de la population de la ville. Ces migrants italiens ignorent tout de leur nouveau pays, sont méprisés par les WASP et vivent dans des ghettos où ils se retrouvent sous la coupe de patrons quasi esclavagistes et parfois de groupes criminels menés par leurs congénères.

L'emprise mafieuse ou proto-mafieuse se manifeste publiquement dès la fin du XIX^e^ siècle à travers des racketteurs qui, s'attaquant à leurs coreligionnaires d'origine italienne, adornent leurs lettres d'extorsion de dessins à l'encre noire représentant souvent une main noire (« *Mano Nera* »). La *Main noire*, moins une organisation qu'un mode opératoire et une marque, devient synonyme de crime organisé d'origine italienne. Cependant, à l'occasion de faits-divers criminels, des Familles émergent, se révélant enracinées à New York[1] et à La Nouvelle-Orléans, ces 2 villes se disputant « l'honneur » d'abriter la première Famille mafieuse de l'histoire nord-américaine : celle de Giuseppe Morello (New York) ou celle de Charles Matranga (La Nouvelle-Orléans). Il est toutefois établi que

La Nouvelle-Orléans a bien accueilli la première Famille mafieuse. Le procès des assassins du chef de la police de la capitale de la Louisiane, David Hennessy (tué en 1890), en fournit en 1890-1891 les premières démonstrations et documentations judiciaires lorsque le grand jury affirme « l'existence d'une organisation secrète connue sous le nom de Mafia établie sans aucun doute possible[2] ».

À partir des années 1920, 2 événements précipitent la transformation et l'ascension des clans criminels d'origine italienne aux États-Unis : la Prohibition et le fascisme. La Prohibition (Volstead Act, 1919-1933), en faisant de la production et de la vente d'alcool un crime fédéral, offre subitement au monde criminel une source gigantesque de revenus illicites. La poussée du puritanisme féministe à l'origine de la Prohibition enrichit les gangsters italiens, mais aussi irlandais et juifs, dans des proportions telles que leur rapport avec le monde politique s'en trouve inversé. Les mafieux italo-américains ainsi nantis imposent désormais leur loi aux autres gangsters (irlandais, juifs, afro-américains, etc.) et aux politiciens. Par ailleurs, à la même période, le gouvernement fasciste en Italie décide, à partir de 1924, de combattre en Sicile tout contre-pouvoir, légal ou illégal. La Mafia incarne l'un de ceux que l'étatisme fasciste ne peut tolérer. La répression violente menée par le préfet Cesare Mori, surnommé le « préfet de fer », provoque la fuite aux États-Unis de plusieurs centaines de mafieux aguerris et compétents.

Dans ce contexte, se produit à New York un épisode fondateur passé à la postérité sous le nom de la *guerre de Castellammare* (1930-1931)[3], durant lequel s'affrontent 2 clans mafieux dirigés par des Siciliens : l'un par Giuseppe « Joe the Boss » Masseria[4] et l'autre par Salvatore Maranzano, le premier exigeant la soumission du second. Charles Lucania, dit Charles « Lucky » Luciano, un des adjoints de Joe Masseria, profite de ces circonstances exceptionnelles. Ce jeune stratège désire prendre le pouvoir et en finir avec l'archaïsme des vieux chefs, les *Mustache Petes*[5], paralysés, estime-t-il, par des traditions éculées importées d'Italie (honneur, etc.) et des querelles sanglantes désastreuses pour le développement des affaires. Lucky Luciano est un « jeune Turc » qui veut imposer une conception entrepreneuriale du crime. Il trahit Joe Masseria en l'assassinant (avril 1931), prend la direction de son gang, puis s'associe à Salvatore Maranzano, un homme sophistiqué et cultivé, apte à transformer la vieille Mafia. Désormais débarrassé de son rival, Salvatore Maranzano prend l'initiative d'une modernisation de la mafia italo-américaine, conforme aux desseins de Lucky Luciano. Il révolutionne les structures et l'esprit de la vieille Mafia, et jette les fondements d'une américanisation de la Mafia, toujours valable au XXIe siècle. Il se proclame *capo di tutti capi* (« chef de tous les

chefs ») et affirme la prééminence des chefs de New York sur ceux des autres villes. Admirateur de Jules César, il modèle chaque Famille criminelle sur l'organisation des légions romaines : un chef (« *boss* » ou « *capo* »), un sous-chef (« *underboss* » ou « *sottocapo* »), des équipes de rue (« *crews* » ou « *decini* ») d'une dizaine de soldats initiés (« *soldiers* » ou « *made men* » ou « *button men* ») dirigés par des capitaines (« *captains* » ou « *capodecina* » ou « *capo* »). Ce système hiérarchique et féodal fonctionne autour de normes strictes (loi du silence ou « *omerta* », régulation de la violence, etc.) et d'un *ethos* économique et entrepreneurial. La priorité est au business. Une Famille mafieuse n'est pas une réalité biologique, mais une unité construite autour d'hommes choisis à partir de critères stricts (sang italien, catholique, sexe masculin, etc.), puis initiés lors d'un rite plus ou moins formel[6]. La nouvelle Famille criminelle a la priorité sur toute autre forme de socialisation et d'allégeance (famille biologique, église, syndicat, parti politique, etc.). Le processus de modernisation enclenché, Lucky Luciano fait assassiner Salvatore Maranzano en septembre 1931[7] et devient le chef indiscuté de la mafia italo-américaine. Il endosse la révolution culturelle et organisationnelle imposée par Maranzano et la parachève par 2 autres novations : les 24 Familles reconnues sont supervisées au plan national par une commission (« *commission* » ou « *copola* ») réglant les litiges et décidant des grandes options stratégiques, tel un conseil d'administration de multinationale ; et un conseiller (« *advisor* » ou « *consigliere* ») assiste chaque chef de Famille. La confédération désormais organisée, dirigée et riche est en ordre de marche. Pour s'affranchir définitivement et parachever sa volonté de puissance, elle n'a plus qu'une étape à franchir : celle de la Maison Blanche…

Premier pacte : devenir président… à tout prix

Dans l'entre-deux-guerres, le Parti démocrate est corrompu par l'omniprésence de la Mafia. Nombre de ses grands élus et boss locaux sont étroitement liés aux gangsters italo-américains par intérêt ou par crainte, souvent les deux. Tout candidat démocrate à l'élection présidentielle sait qu'il doit, à un moment ou à un autre, trouver un compromis avec cette force agissante en coulisses. Non que celle-ci soit toute-puissante, mais elle peut être déterminante pour faire basculer des scrutins indécis. Le moment crucial est celui de la Convention nationale du parti qui décide du futur candidat.

Franklin D. Roosevelt ne peut l'ignorer, lui qui, au début des années 1930, compte déjà plus de 2 décennies d'expérience politique. En juin-juillet 1932 à Chicago, dans la perspective de l'élection présidentielle de l'année suivante, les délégués du Parti démocrate doivent choisir entre 2 gouverneurs de l'État de New York qui, après avoir été amis, se détestent : Franklin D. Roosevelt, en exercice, et Alfred Emanuel Smith dit Al Smith, son prédécesseur. Les mafieux sont suffisamment influents pour peser discrètement dans ce choix ; et, comme nous le verrons, ils sauront s'en souvenir à l'avenir pour d'autres échéances présidentielles. Le choix du candidat démocrate est crucial car celui qui disposera de cette investiture est presque certain d'être élu président des États-Unis. En effet, le candidat républicain, en l'occurrence le président en exercice Herbert C. Hoover, semble quasi battu d'avance tant la crise de 1929 et ses conséquences l'ont rendu impopulaire.

Qui choisir entre Franklin D. Roosevelt et Al Smith ? Dans ses mémoires, un livre à manier avec prudence mais crédible, Lucky Luciano, qui règne alors sur toutes les Familles de la Mafia, raconte à sa manière les événements de Chicago :

> « Roosevelt n'avait pas une chance que la ville de New York vote pour lui s'il ne passait pas un accord avec Tammany, et en 1932, les types qui contrôlaient Tammany étaient contrôlés par Frank Costello et

> moi. C'était ce qu'on attendait, parce que j'avais un drôle de pressentiment au sujet de Roosevelt. J'aimais bien Smith et c'était lui que je voulais comme président, mais il ne causait pas mieux que moi, et ça m'aurait quand même dérangé de voir arriver à la Maison Blanche un type qui aurait parlé comme s'il sortait directement du Lower East Side. J'avais le sentiment que Roosevelt aurait peut-être un léger avantage sur Smith. Je le respectais parce qu'il était un de ces gars de la haute société que je fréquentais étroitement à Palm Beach et à Saratoga, et c'étaient des gens cultivés. Mais quelque chose me disait qu'on ne pouvait pas faire confiance à Roosevelt. J'en ai parlé à Costello et à Lansky, et ils m'ont ri au nez. Costello m'a dit : "Charlie, tu sais pas de quoi tu parles. Moi, je vis avec ces politiciens pratiquement vingt-quatre heures sur vingt-quatre, et je les connais mieux que toi. Et je peux te dire tout de suite que M. Roosevelt a tellement envie de devenir président qu'il fera n'importe quoi, y compris te lécher le cul dans la vitrine de chez Macy's, si ça peut l'aider"[8]. »

La Mafia dispose en effet d'un atout. Elle sait que Franklin D. Roosevelt doit négocier avec la représentation du Parti démocrate à New York – Tammany Hall – donc de facto avec elle. Or, les démocrates de New York sont hostiles au gouverneur de l'État. Pour Roosevelt l'équation est claire : comment neutraliser Tammany Hall, la machine démocrate de la ville ? La Mafia voit là immédiatement une opportunité stratégique. Elle décide de placer dans la balance l'enquête du juge Samuel Seabury portant sur la corruption dans les services publics à New York. Cette enquête dévastatrice a été lancée par Franklin D. Roosevelt, après l'assassinat du gangster Arnold Rothstein (1928). Les révélations issues de l'enquête font quotidiennement la première page des journaux, mettant au jour la corruption de juges, de policiers, du maire de la ville, James J. Walker, et leurs liens avec les mafieux, dont Lucky Luciano, Frank Costello, Vito Genovese et Louis « Lepke » Buchalter. Tout ce bruit devient gênant pour les affaires et le risque d'emprisonnement pour certains hommes de la Mafia se rapproche. Inquiets, les mafieux proposent un pot-de-vin de 2 millions de dollars au juge Seabury qui le refuse et en informe le *New York Times* ! L'enquête du juge devient même gênante pour Franklin D. Roosevelt qui n'a jamais été un croisé de la lutte contre la corruption de Tammany Hall. Comme le souligne à l'époque Walter Lippmann, le journaliste vedette du *New York Herald Tribune*, l'enquête risque de l'obliger à faire un choix décisif entre rompre avec Tammany Hall ou rendre les armes face à la corruption. « Le seul type qui pouvait contrôler Seabury, poursuit Lucky Luciano, c'était Roosevelt, et là, on pensait avoir un atout maître. On avait la plupart des délégués à la Convention dans notre poche, et on pouvait l'empêcher de gagner dans l'État de New York ; peut-être que ça lui coûterait l'investiture du parti. Si un candidat n'est même pas épaulé par son propre État, il a l'air d'un con[9]. » Dans ce contexte, en mai 1932, Lucky Luciano et Frank Costello rencontrent un avocat manifestement mandaté par Franklin D. Roosevelt pour négocier avec eux. L'avocat se dit à la recherche de financements pour la campagne électorale. Lucky Luciano détaille la suite de la conversation :

> « J’en ai eu marre de voir tout le monde tourner autour du pot, alors j’ai annoncé la couleur franco. J’ai dit : “Il y a un truc sur lequel il faudrait bien s’entendre. Roosevelt a un certain Seabury qui est en train de semer la merde dans certains milieux de la ville. Alors, assez de tergiversations. Si on vous donne satisfaction, et vous savez ce que je veux dire, vous devez nous donner satisfaction, et vous savez ce que je veux dire. Mais je veux que vous nous donniez tout de suite une preuve de votre bonne volonté”.[10] »

Ils se séparent en se serrant la main chaleureusement. L’accord est conclu. Peu après, le gouverneur Franklin D. Roosevelt fait un discours à Albany dénonçant la corruption mais, tout en applaudissant aux efforts du juge Seabury, il conclut que le comité d’enquête manque de preuves concluantes contre le maire et Tammany Hall. Frank Costello exulte devant Lucky Luciano :

> « Qu’est-ce que je te disais ! Il a tellement envie d’être président que pour peu il se croirait déjà à la Maison Blanche. Je t’avais dit qu’il raconterait n’importe quoi, goberait n’importe quoi et promettrait n’importe quoi, du moment que ça ferait de lui un président ! »[11]

Lucky Luciano est quant à lui moins enthousiaste. Peu importe, au demeurant. Comme il le dit lui-même : « [Mais] de toute façon, on a misé sur 2 chevaux dans une course à 2 partants. On ne peut pas ne pas gagner[12]. » En effet, au sein du Parti démocrate, pour la Convention, les mafieux se répartissent les rôles : Lucky Luciano est avec la faction d’Albert (Al) C. Marinelli soutenant Al Smith, et Frank Costello est avec la faction de James (Jimmy) Hines soutenant Franklin D. Roosevelt[13]. Afin de choisir le « bon » candidat, l’idée est d’attendre le dernier comptage des voix, quand l’appoint mafieux sera décisif, pour emporter la majorité des deux tiers nécessaires. Durant la Convention de Chicago, les mafieux – Lucky Luciano, Frank Costello, Meyer Lansky, Abe « Longy » Zwillman, Moe Dalitz, etc. – et les 2 caciques du parti Al Marinelli et Jimmy Hines descendent tous à l’hôtel Drake. Lucky Luciano prend une suite luxueuse de 6 pièces pour lui et son ami Al Marinelli : les 2 hommes ne se quittent pas. Frank Costello fait de même dans une aile opposée pour lui et son ami Jimmy Hines, le « Grand Sachem » de Tammany Hall : là aussi, les deux hommes ne se quittent pas. Al Marinelli, dont le fief se trouve au sud de Manhattan (14th Street), est un affidé de la Mafia de New York. Lucky Luciano a construit sa carrière politique au sein de Tammany Hall et de la ville de New York, en lui obtenant par exemple le poste envié et utile de *City Clerk*, ce qui en fait le responsable de la sélection des grands jurys pour les mises en accusation pénale ou encore du comptage des votes lors des élections ! Pendant la Prohibition, Al Marinelli est l’heureux propriétaire d’une entreprise de camionnage dirigée en sous-main par Lucky Luciano. En 1937, le procureur Thomas Dewey accusera publiquement Al Marinelli d’être « l’allié politique de voleurs et de gros racketteurs »[14]. À l’hôtel Drake, malgré la Prohibition encore

en vigueur pour quelques mois, l'alcool coule à flots, fourni obligeamment par les chefs de la Famille de Chicago, Joe Accardo et Paul « The Waiter » Ricca, ce depuis la récente incarcération d'Al Capone. Parmi les délégués présents, nombre de politiciens amis de la Mafia passent du bon temps, tels le sénateur de Louisiane Huey P. Long et le boss de Kansas City, Tom Pendergast, dont nous reparlerons. Autour de Lucky Luciano à l'hôtel Drake, les mafieux en profitent pour prendre une décision de stratégie entrepreneuriale. Désormais, la Mafia implantera dans l'État de Louisiane, dont La Nouvelle-Orléans, ses casinos, salles de jeux et autres machines à sous, en coopération avec Huey P. Long.

Cependant, les trois premiers scrutins ne parviennent pas à départager un des candidats. Le choix du vote mafieux entre Al Smith et Roosevelt se décide tardivement. Cette procrastination est purement tactique :

> « On a attendu jusqu'à la dernière seconde pour prendre position, explique Lucky Luciano, et les types de Smith et de Roosevelt nous sortaient littéralement par les oreilles. Ils savaient tous qu'on contrôlait la plupart des délégués de New York. Sans eux, Smith n'avait pas l'ombre d'une chance. Peut-être que Roosevelt aurait gagné de toute façon, mais on savait qu'il y avait pas mal de grosses légumes représentant des États importants qui retenaient leurs délégués en se disant que si Roosevelt ne pouvait même pas avoir l'appui de son propre État, il valait peut-être mieux qu'ils le laissent carrément tomber et qu'ils trouvent quelqu'un d'autre.[15] »

Si l'on en croit Lucky Luciano, les mafieux, en accord avec quelques boss politiques majeurs, dont Tom Pendergast de Kansas City et Huey P. Long de Louisiane, choisissent le candidat Roosevelt car Frank Costello s'est finalement fait confirmer qu'une fois qu'il serait élu, l'enquête du juge Seabury serait étouffée. Lucky Luciano se charge d'annoncer la mauvaise nouvelle à Al Smith :

> « Naturellement, Smith n'était pas né de la dernière pluie. Il m'a tout de suite demandé ce que Roosevelt m'avait promis en échange, et j'ai décidé de lui dire la vérité. Je lui ai dit : "Al, Roosevelt va fermer les yeux sur le rapport Seabury, et il va les garder fermés. Tu as vu au printemps dernier quand il a fait sa déclaration. Après ça, il faut qu'on lui fasse confiance."[16] »

Al Smith est sidéré. Il se met à pleurer, lui qui rêve de la Maison Blanche depuis si longtemps. Sous le coup de l'émotion, il affirme à Lucky Luciano qu'il aurait tué Seabury de ses propres mains si tel avait été le souhait des mafieux. Reprenant ses esprits, Al Smith regarde Lucky Luciano droit dans les yeux et lui assène une sombre prédiction : « Charlie, Frank Roosevelt ne tiendra pas sa promesse. C'est la plus grosse erreur que t'aies faite de ta vie, de lui faire confiance. Il aura ta peau[17]. » Le 1er juillet, le quatrième tour de scrutin donne enfin la victoire à Franklin D. Roosevelt. Cependant, la prédiction d'Al Smith conforte Lucky Luciano dans le pressentiment d'être tombé dans un piège, et que Roosevelt est « un politicien retors et opportuniste ». En effet, dès qu'il est

nommé officiellement candidat démocrate, ce dernier lâche la bride au juge Seabury, appuyé par le représentant de New York au Congrès, Fiorello H. La Guardia. Le juge Seabury fait comparaître devant son comité d'enquête la fine fleur des juges et politiciens démocrates de New York, dont le maire James Walker, qui peu après est contraint de démissionner (1932). Face à l'importance des révélations sur la corruption et les liens avec la Mafia, l'indignation populaire est à son comble. Tammany Hall sort décapitée. Jimmy Hines est arrêté et emprisonné à la prison de Sing Sing.

Cependant, l'aide apportée à Franklin D. Roosevelt a probablement dépassé le seul apport de votes lors de la Convention de Chicago en 1932. À ce titre, le témoignage de Sam « Mooney » (« lunatique ») Giancana, qui sera dans les décennies suivantes le chef de la Famille de Chicago, mérite de retenir l'attention :

> « Ils sont tous pareils, dit-il. Regarde le président Roosevelt… Merde, il est arrivé à la Maison Blanche avec le fric de l'Organisation. On s'est servi d'Hollywood et de Joe Schenck pour financer sa campagne et Joe Kennedy aussi à Boston… il lui a filé des millions. Roosevelt a des tas d'ascenseurs à renvoyer.[18] »

Afin de dissimuler ses bienfaits, la Mafia participe en effet au financement de la campagne électorale de Franklin D. Roosevelt en utilisant sa mainmise quasi totale sur l'industrie du film en Californie. À travers la Twenty Century Fox de Joe Schenck, la Mafia fait transiter plus d'un demi-million de dollars aux fonds de campagne de Franklin D. Roosevelt, *via* le *Postmaster General* Farley[19]. Joe Schenck n'est probablement pas le seul bienfaiteur. Toujours selon le mafieux de Chicago, Franklin D. Roosevelt sait se montrer reconnaissant une fois élu par 2 choix : en faisant, comme nous le verrons, du syndicaliste Sidney Hillman, président de l'Amalgamated Clothing Workers, un visiteur fréquent à la Maison Blanche et un conseiller écouté ; et en nommant Harry S. Truman, un autre ami historique de la Mafia, comme nous le verrons aussi, président du Democratic National Committee, puis, plus tard encore, son vice-président[20].

Dès son arrivée à la Maison Blanche en 1933, Roosevelt coupe les ponts avec Tammany Hall et soutient l'élection du réformateur républicain Fiorello H. La Guardia à la mairie de New York. Pour autant, les mafieux ne perdent qu'une partie de leur protection. Frank Costello parvient dans les années suivantes à conserver une large influence sur les démocrates de la ville. Mais, quelques années plus tard, Lucky Luciano lui-même se retrouve acculé par la justice. Le procureur de New York Thomas Dewey le fait accuser en 1936 de proxénétisme et condamner à 30 ans d'incarcération à la prison de Sing Sing. Le mafieux en tire une leçon que la Mafia n'oubliera pas durant les décennies

suivantes :

> « On s'était fait avoir jusqu'à l'os. Mais il y a une chose que je dois dire à l'actif de Roosevelt – il savait y faire. Bien sûr, je regrette de ne pas avoir mis Meyer (Lansky) et Frank (Costello) au courant des doutes que j'avais eus à Chicago, parce que désormais tout devenait clair. Mais aujourd'hui, quand j'y réfléchis, je me dis que j'aurais fait exactement comme lui si j'avais été à sa place, et il n'était pas différent de moi. J'avais fait buter Masseria et Maranzano pour arriver au sommet. Ce que j'avais fait était illégal ; j'avais enfreint la loi. Roosevelt nous a envoyés en taule ou cloué le bec, à nous et à d'autres comme Hines et Walker. Ce qu'il a fait était légal. Mais le procédé était le même ; quel que soit le point de vue où on se place, on était tous les deux des faux jetons de première bourre. Je ne dis pas qu'on a fait élire Roosevelt, mais on a pas mal poussé à la roue. J'avais toujours su que les politiciens étaient des champions de l'entourloupette, qu'on pouvait les acheter pour une bouchée de pain, mais qu'on ne pouvait pas leur faire confiance une minute. Mais j'ai eu le tort de penser qu'avec un futur président des États-Unis, ce serait pas pareil. J'aurais jamais cru qu'on pouvait devenir président en utilisant des méthodes de gangster. […] Mais je suppose que personne ne devrait pouvoir devenir président des États-Unis grâce au soutien d'un gangster[21]. »

L'aide de la Mafia dans la nomination de Franklin D. Roosevelt doit être appréciée avec nuance. Le gouverneur de l'État de New York avait de très nombreux soutiens au sein de l'appareil démocrate, dont le moindre ne sera pas John « Cactus Jack » Garner, un rival lors de la convention de Chicago, à qui Roosevelt offre la vice-présidence en échange des votes des délégations du Texas et de Californie. L'apport de la Mafia aura été précieux, sans pour autant être décisif. Sans avoir été des faiseurs de rois, les mafieux ont du moins assuré à Franklin D. Roosevelt une victoire qui n'était pas acquise d'avance. L'épisode de la convention de Chicago montre qu'il n'est pas un homme totalement libre. Il a négocié avec les mafieux, en les roulant dans la farine. L'homme est rusé et prudent car s'il sait vitupérer avec talent contre l'« argent organisé » (« *organized money* ») et les « barons voleurs » (« *robber barons* ») de Wall Street ou de la grande industrie, des hommes ayant mis en coupe réglée la société américaine et provoqué la crise financière de 1929 ; il se montre en revanche toujours plus prudent sur le registre du « crime organisé » (« *organized crime* ») et de la Mafia.

Le boss Joseph Bonanno raconte dans ses mémoires *A Man of Honor* avoir rencontré Franklin D. Roosevelt durant la première année de sa présidence en 1933, lors d'une soirée privée. L'introduction se fait par Albert Marinelli, son contact habituel au sein de la machine démocrate de New York. Chef de sa Famille à 28 ans, un âge exceptionnel pour de telles fonctions, Joseph Bonanno se laisse convaincre par Albert Marinelli qui voit là une manière polie de remercier le mafieux pour ses services électoraux : « Toi et tes amis vous avez apporté beaucoup de votes », dit-il au mafieux[22]. La soirée privée se déroule dans un restaurant de Manhattan, à New York. Albert Marinelli le présente au président Franklin D. Roosevelt qui lui aurait dit : « Vous êtes donc le bel

homme (« *handsome guy* ») dont on m'a parlé. Si vous venez à Washington, n'oubliez pas de me rendre une visite. Ravi de vous avoir rencontré. Et merci pour votre aide[23]. »

Cependant, certains mafieux semblent se faire des illusions quant à leur emprise sur le Président. Sam « Mooney » Giancana explique ainsi en 1936 à son frère Chuck :

« Ouais, c'est le président parfait, pas de problème. Il est de notre côté, dit Mooney avec un sourire entendu.

— De notre côté ?

— Celui du gang, Chuck, celui du gang.

— Oh, dit-il, ne saisissant toujours pas toutes les implications des propos de Mooney.

— Sinon, il serait mort… comme Cermak. Comme Huey Long[24]. »

Huey P. Long est un politicien démocrate, gouverneur de Louisiane (1928-1932), puis sénateur de cet État au Congrès (1932-1935), haut en couleur, aux accents populistes, profondément corrompu et inféodé à la Mafia, qui meurt assassiné par un tireur solitaire et aigri, voire déséquilibré, Carl Weiss, en septembre 1935. Ce dernier est immédiatement abattu de 61 balles par les gardes du corps du sénateur. Mais si l'on en croit Sam Giancana, loin de cette version officielle, l'assassinat est en réalité le fait de la Mafia qui ne supporte plus qu'un politicien ait oublié de partager ses gains mal acquis. Cependant, la référence à Anton Cermak, le maire de Chicago, est plus troublante encore. Afin d'en saisir toutes les implications, il faut se plonger dans un attentat survenu en Floride peu après l'élection présidentielle.

Rappel à l'ordre ? Miami, 15 février 1933

Le 15 février 1933, le Président nouvellement élu arrive à Miami (Floride), où il termine des congés avant sa prise de fonction officielle le 4 mars. Franklin D. Roosevelt vient de passer une douzaine de jours à pêcher dans les Caraïbes, sur le *Nourmahal*, le yacht de son ami l'homme d'affaires et milliardaire Vincent Astor. Avant de prendre un train pour rentrer à New York vers 22 heures, il accepte de prendre la parole devant des pontes du Parti démocrate réunis à Bayfront Park, lors du rassemblement annuel de l'American Legion. Roosevelt s'y rend en voiture décapotable, accompagné du maire de Miami, Redmond Gautier. Les habitants sont massés le long du parcours, célébrant un homme qui redonne de l'optimisme à un pays meurtri par la violence de la crise sociale et économique. Il y a environ 25 000 personnes, soit la foule la plus imposante de l'histoire de la ville. Arrivé à Bayfront Park, où 15 000 personnes sont massées, le véhicule de Franklin D. Roosevelt s'arrête au pied de l'amphithéâtre (7 000 places assises), là où sont réunies des personnalités, tel le maire de Chicago, Anton Cermak. La foule est en liesse, baignée par la musique de l'American Legion. En raison de son handicap dû à une poliomyélite, Roosevelt reste assis dans son véhicule, hissé à l'arrière, pour délivrer au microphone un bref discours d'une minute, soit 145 mots. Il rend ensuite le micro à Redmond Gautier, puis dirige son attention vers les dignitaires démocrates qui, descendus de l'estrade, viennent le féliciter. Il interpelle de façon amicale Anton Cermak : « Tony, descends me voir », lui lance-t-il. Le maire de Chicago s'exécute, demandant à ses nombreux gardes du corps de ne pas le suivre. Le président élu et le maire discutent durant 3 minutes. Puis Anton Cermak s'éloigne de la voiture présidentielle et se dirige, non vers l'estrade, mais en direction de la foule. À ce moment-là, un groupe d'hommes d'affaires apporte au président élu, qui s'est rassis, un long télégramme de bienvenue signé par 28 000 habitants de Miami, et forme ainsi involontairement un bouclier humain autour de la voiture

officielle. C'est alors que 5 coups de feu sont tirés. Rapidement, le tireur présumé, noyé dans la foule, est arrêté. C'est un certain Giuseppe Zangara, porteur d'un revolver de calibre 32. Menotté par la police, les vêtements à moitié arrachés par les spectateurs qui ont voulu le lyncher, il est emmené au quartier général de la police de Miami. Franklin D. Roosevelt est indemne. S'il en avait été autrement, l'histoire du monde en aurait été changée[25]. Pour la dernière fois de sa vie politique, sa protection a été incroyablement légère : seulement 6 membres du Secret Service et quelques dizaines de policiers de la ville à moto.

Le maire de Chicago Anton Cermak est le premier à avoir été touché par les tirs, il est le plus sévèrement blessé. La balle s'est logée dans la partie droite de sa cage thoracique. Exceptionnellement, il ne portait pas son gilet pare-balles : il y a trop d'humidité dans l'air et il est affaibli par une infection de l'estomac due à de l'eau croupie bue à l'hôtel. Dans le chaos ambiant, Franklin D. Roosevelt insiste pour qu'il soit transporté immédiatement dans son véhicule jusqu'au Jackson Memorial Hospital. Durant le parcours, le Président tente de le réconforter. Le lendemain, Anton Cermak sort des urgences et semble sauvé. Roosevelt revient à l'hôpital et les deux hommes peuvent se parler. Le *Chicago Tribune* rapporte qu'Anton Cermak lui aurait dit : « Je suis heureux que ce fût moi et non vous » (« *I'm glad it was me instead of you* »), une phrase dont l'authenticité est douteuse, inscrite toutefois plus tard sur la tombe du maire et sur une plaque commémorative de l'attentat à Bayfront Park. Mais le 6 mars, soit 19 jours plus tard, le maire de Chicago meurt en raison de complications postopératoires (péritonite, gangrène, pneumonie). Les 4 autres victimes survivent ou ne sont blessées que superficiellement. La réaction pleine de sang-froid au moment de l'attentat du président élu a impressionné les Américains et concouru à sa popularité déjà grande. Le tireur Giuseppe Zangara est inculpé pour meurtre et plaide coupable. La mort d'Anton Cermak provoque sa condamnation à la peine capitale (10 mars), en l'occurrence à la chaise électrique. Dans un délai incroyablement rapide, et après n'avoir passé que 10 jours dans le couloir de la mort, Giuseppe Zangara est exécuté au pénitencier de Floride, à Raiford, le 20 mars 1933. Entre l'attentat et sa mise à mort, il ne s'est écoulé que 5 semaines (33 jours). La justice a été rendue avec célérité puisque c'est l'exécution légale la plus rapide de l'histoire des États-Unis au XX^{e} siècle.

Cet attentat suscite aujourd'hui encore beaucoup d'interrogations. Les historiens sont en désaccord sur deux points fondamentaux : d'abord, qui était la cible du tireur ? Franklin D. Roosevelt ou Anton Cermak, le président élu ou le maire de Chicago ? Ensuite, et par conséquent, quel fut le mobile ? Fut-il strictement politique ou de type mafieux ? Cet attentat relève-t-il du terrorisme

(politique) ou du crime mafieux ? La plupart des historiens[26] proposent une lecture strictement politique de l'attentat. Selon cette thèse convenue, reposant sur les interrogatoires et les mémoires de Giuseppe Zangara après l'attentat, le mobile est limpide et la cible sans ambiguïté : le Calabrais était un activiste politique, un anarchiste, déséquilibré à défaut d'être irresponsable, souffrant d'un ulcère grave, ayant agi seul tel un « loup solitaire » comme on le dit déjà à l'époque, plein de haine contre « les riches et les puissants », voulant tuer un président des États-Unis, peu importe lequel ; il ne semble avoir contre Franklin D. Roosevelt aucune animosité personnelle : « Il est un homme bon, dira-t-il, mais il est président. » Ce dernier n'aurait dû la vie qu'à l'intervention opportune d'une spectatrice dans la foule, Lilian Cross, qui, frappant le bras du tireur avec son sac à main, aurait dévié le tir ; mais ce point est discuté par les historiens. Ou peut-être est-ce (aussi) sa toute petite taille qui empêche Giuseppe Zangara de bien viser : il mesure en effet 1,52 mètre (« *5 feet* »). À l'époque, la police et le Secret Service épousent la thèse d'un attentat politique commis par un anarchiste contre le président des États-Unis. Dans un mémoire adressé au ministre de la Justice en 1950, le directeur du FBI J. Edgar Hoover est tout aussi affirmatif : « Il n'y a aucune preuve que Zangara se soit jamais rendu à Chicago ou ait eu des proches ou des associés dans cette ville… Toute l'enquête démontre que Zangara a voulu tuer le Président et aucune preuve n'a été trouvée que la tentative visait Cermak[27]. » Cependant, selon une autre version, minoritaire mais plus convaincante, la cible véritable du tireur est Anton Cermak et le mobile purement crapuleux. Nombre d'historiens spécialisés dans l'histoire de la Mafia, dont Scheim[28], Gus Russo[29] et John William Tuohy s'appuyant sur des documents officiels du Secret Service[30], émettent en effet une autre version, celle au demeurant qui circule immédiatement alors à Chicago. Selon celle-ci, Anton Cermak était la véritable cible et Giuseppe Zangara un tueur recruté par la Mafia spécialement pour cet attentat. Pour s'en convaincre, il faut revenir sur les parcours personnels d'Anton Cermak et de Giuseppe Zangara. Qui sont-ils ?

Anton Cermak est élu maire de Chicago en 1931, sur un programme officiel de lutte contre le crime organisé, en battant le maire en place, William Hale « Big Bill » Thomson, un politicien très corrompu ; mais il remporte cette victoire avec l'appui discret de la Mafia. Anton Cermak ne veut pas débarrasser Chicago des gangsters, mais prendre personnellement le contrôle de toute la criminalité organisée de « Windy City ». En effet, à peine Anton Cermak élu, les mafieux de l'*Outfit* représentés par Al Capone se rendent compte que le nouveau maire les a trompés et qu'il ne poursuit en réalité qu'un seul objectif : les éliminer afin de les remplacer par sa propre association criminelle. Le maire a joué double jeu. Depuis longtemps, son entreprise de racket présente deux

dimensions. Il y a d'une part la United Societies, un regroupement quasi obligatoire des brasseurs, distilleurs et débitants de boissons, et d'autre part une coopération avec le gangster irlandais Roger Touhy (et ses frères) spécialisé dans le jeu et le trafic d'alcool, contrôlant par ailleurs le syndicat des camionneurs (Teamsters) et qui refuse alors avec obstination la domination des Italiens de la Mafia. Anton Cermak et Roger Touhy sont rejoints ensuite par un ex-associé de l'*Outfit*, le gangster Teddy Newberry, une sorte de transfuge. Anton Cermak a pour seule ambition de devenir très riche, et à cette fin il veut que le monde d'en haut (« *upperworld* ») contrôle le monde d'en bas (« *underworld* »). Totalement corrompu, il est surnommé « *Ten Percent Cermak* » car il veut toucher une part sur toutes les activités possibles, légales ou illégales (trafic d'alcool, jeu clandestin, etc.). À partir d'informations privilégiées, il fait fructifier ses affaires dans les secteurs de l'immobilier et des assurances. Au moment de son élection, il dispose de 7 millions de dollars, une somme considérable pour un fils de policier de Chicago. Anton Cermak croit d'autant plus en ses chances qu'il dispose à sa guise de la police de la ville, transformée pour partie en milice privée. Les deux camps – Cermak/Touhy/Newberry contre la Mafia – se livrent à une terrible guérilla urbaine (enlèvements, assassinats par dizaines, attentats). Le nombre d'hommes de main de l'*Outfit* tués après l'élection d'Anton Cermak triple en 2 années. La presse rend compte quotidiennement de scènes de guerre entre les gangsters italiens et irlandais. L'acmé de cette confrontation est la tentative d'assassinat de Frank Nitti (décembre 1932), cousin et boss remplaçant dans l'*Outfit*[31] d'Al Capone après son incarcération. Sur ordre d'Anton Cermak et Teddy Newberry, deux policiers corrompus de la *Special Squad*, Harry Miller et Henry Lang, se rendent chez Frank Nitti et lui tirent dessus à 3 reprises, dans le dos et le cou, alors qu'il ne porte pas d'arme et n'a pas tenté de se défendre ou de fuir. Henry Lang se tire une balle dans la main pour faire croire à une situation de légitime défense. Par malchance, le mafieux survit et le complot est mis au jour. Cet échec remplit d'effroi Anton Cermak et ses affidés qui savent que la Mafia ne pardonnera pas ce crime. Ils ont raison : Paul « The Waiter » Ricca, qui dirige désormais l'*Outfit*, comprend que la seule solution à ce conflit durable et sanglant est l'assassinat du maire de Chicago. Anton Cermak porte désormais un gilet pare-balles, change régulièrement de lieu d'habitation, fait protéger sa famille, augmente le nombre de ses gardes du corps, puis finit par quitter Chicago (21 décembre 1932) pour se réfugier en Floride, prétextant un besoin urgent de repos afin de se remettre d'une dysenterie. Le 7 janvier 1933, Teddy Newberry est retrouvé mort assassiné dans l'Indiana.

Qui est Giuseppe Zangara ? Calabrais de naissance, il passe 5 ans dans

l’armée en Italie, où il devient tireur d’élite (1917-1923). Il émigre ensuite aux États-Unis, accueilli par un oncle dans le New Jersey, reprend son métier de maçon et est naturalisé en 1929. Cette année-là, il est arrêté pour trafic d’alcool et incarcéré 7 mois dans la prison fédérale d’Atlanta. En 1931, il part s’installer en Floride où il devient un joueur compulsif. Parieur impénitent, et malchanceux, sur les courses de chiens et de chevaux, il est très endetté auprès de la Mafia. Pris à la gorge, il est contraint de prendre part à un trafic d’héroïne dirigé par Dave Yaras, un associé de la Mafia de Chicago. Giuseppe Zangara sert de « mule », transportant de l’héroïne depuis la Floride jusqu’à New York ; là, il remet la drogue aux réseaux locaux de Benjamin « Bugsy » Siegel et Longy Zwillman, puis retourne en Floride avec l’argent collecté. Giuseppe Zangara est devenu un gangster entre les mains de la Mafia de Chicago. Même s’il s’emporte souvent contre les « présidents capitalistes et les rois », à aucun moment il ne se signale pour une activité ou des propos anarchistes, communistes, socialistes ou fascistes. Sur les registres électoraux, il s’est classé comme républicain. Lorsque Paul « The Waiter » Ricca demande à Dave Yaras de lui trouver un homme de main pour assassiner Anton Cermak, dont la présence est annoncée à Bayfront Park le 15 février, le gangster sait qu’il dispose du parfait idiot utile pour cela en la personne de Giuseppe Zangara. La Mafia lui met le marché en main, une offre qu’il ne peut refuser : il doit assassiner Anton Cermak s’il ne veut pas être torturé et tué ; il lui est aussi promis que sa mère ne sera pas abandonnée s’il est pris après l’attentat. S’il n’est pas tué par la police ou la foule en colère, il n’aura qu’à simuler la folie, ce qui lui évitera la peine de mort dans cet État libéral du Sud. Le 14 février, la veille de l’assassinat, Giuseppe Zangara achète pour trente dollars un revolver de calibre 32 et dix cartouches chez un prêteur sur gages de Miami. Le 15 février, jour de l’attentat, Giuseppe Zangara loue une chambre au Bostick Hotel, situé au sud de Miami près de Bayfront Park. Il y reste jusqu’au soir ; entre-temps, il a longuement observé les lieux : les entrées et les sorties, les allées et venues dans le hall. Plus tard, nul ne comprendra comment Giuseppe Zangara a pu savoir qu’Anton Cermak, ami des propriétaires du Bostick, les époux Horace et May Bostick, est censé séjourner dans l’établissement. En réalité, il a été renseigné par ses commanditaires. May Bostick déclarera ultérieurement au Secret Service être convaincue que le Calabrais voulait tuer le maire de Chicago.

À Bayfront Park, malgré la foule, Giuseppe Zangara parvient à se positionner à environ huit-dix mètres (« *25-30 feet* ») du président élu. Hissé à l’arrière de son véhicule, comme nous l’avons vu, il est potentiellement une cible parfaite. Pour beaucoup de témoins de la scène, Giuseppe Zangara a tiré dans la direction d’Anton Cermak, non de Franklin D. Roosevelt qui était pourtant une

cible facile, surtout pour un tireur d'élite formé à l'armée. Cependant, si l'on en croit Kenneth Allsop dans *The Bootleggers*[32] et Sam Giancana lors de confidences à son frère Chuck[33], Giuseppe Zangara n'est qu'un « pigeon ». Dans la foule, près du Calabrais, il y a un tueur d'Al Capone qui tire sur Anton Cermak et le blesse avec un calibre 45, puis parvient à s'enfuir en profitant de la confusion. Le vrai tireur n'est donc pas Giuseppe Zangara qui sert simplement de diversion. Selon Sam Giancana, c'est au final une opération « agréable et soignée »[34] (« *nice and neat* »), et les propos anticapitalistes de Giuseppe Zangara ne sont qu'un écran de fumée destiné à masquer sa véritable cible, et son allégeance à la Mafia est alors dissimulée par une police complaisante et corrompue.

Évidemment, la Mafia n'a pas l'intention de laisser en vie Giuseppe Zangara après l'attentat. Paul « The Waiter » Ricca délègue sur place deux de ses hommes de main, « Three Fingers » Jake White et Frankie Rio, porteurs de badges de police de la ville de Cicero (banlieue de Chicago). Dans la confusion post-attentat, ils doivent éliminer Giuseppe Zangara. Ils échouent en raison de la mobilisation immédiate des forces de police et de la foule après les coups de feu. Un vague écho de cet épisode avorté émerge par la suite. Durant son premier interrogatoire après son arrestation, le shérif Hardie pose une question embarrassante à Giuseppe Zangara : « Joe, tu as dit à quelqu'un que si tu ne tuais pas le Président ce soir, tes amis te tueraient demain. Tu as dit ça ?[35] » Le Calabrais s'empresse de nier. Après l'attentat, au Jackson Memorial Hospital, le président élu fait remarquer au Secret Service qui assure sa sécurité qu'aucune des victimes des tirs ne se trouvait proche de lui, qu'elles étaient à côté du maire de Chicago, et que durant son discours de 8 minutes, le tireur n'a pas fait feu sur lui. Franklin D. Roosevelt sera en effet toujours convaincu que Giuseppe Zangara était un gangster qui visait le maire de Chicago, non lui. Sur son lit d'hôpital, Anton Cermak partage cette opinion : il est convaincu d'avoir été la cible, et pas le Président. Ainsi, lorsque son secrétaire arrive de Chicago pour prendre de ses nouvelles, Anton Cermak lui dit spontanément : « Donc vous êtes en vie ! Je pensais que peut-être ils avaient aussi tiré sur le bureau [à Chicago]. »

Si la thèse de l'assassinat politique contre le président élu est contestée de nos jours par des spécialistes de l'histoire de la Mafia, elle l'est aussi à l'époque des faits par le journaliste vedette Walter Winchell[36]. Ce dernier parvient juste après l'attentat à rencontrer Giuseppe Zangara qui lui révèle que le maire de Chicago était bien la cible, sur commandite de la Mafia ; et qu'en cas d'échec, Anton Cermak aurait été tué lors de l'inauguration de la foire internationale de la ville en mai 1933. Le journaliste ne peut publier l'information, car ses éditeurs considèrent qu'elle n'est pas étayée par d'autres preuves. De même, le

témoignage de Leonard Chapman, directeur de la prison de Raiford où Giuseppe Zangara est enfermé, et l'un de ses rares visiteurs, mérite de retenir l'attention. Selon ses mémoires, les derniers mots de Giuseppe Zangara au moment de mourir sont : « *Viva Italia ! Viva Camorra ! Goodbye all poor people everywhere !*[37] » Leonard Chapman s'interroge :

> « Premièrement, essayait-il réellement de tuer le Président ou le maire de Chicago Cermak ? […] Deuxièmement, faisait-il partie d'un gang qui avait concocté de tuer le nouveau président élu ? Troisièmement, était-il un agent de quelque pouvoir étranger ? Ou un membre de la Camorra ?[38] »

Encore ne faut-il pas se méprendre sur le sens du mot « Camorra » à l'époque, qui désigne alors souvent de manière indistincte toutes les organisations criminelles italiennes, au-delà de Naples, donc y compris *Cosa Nostra* en Sicile et aux États-Unis. Il est intéressant de relever combien les historiens et politistes épousent aisément la thèse de la tentative d'assassinat politique contre Franklin D. Roosevelt, là où les spécialistes de l'histoire du crime organisé optent en général pour un assassinat à mobile mafieux contre le maire de Chicago. Cependant, même si la thèse d'un attentat contre le président élu est exacte, on s'étonne de l'aveuglement de ces auteurs écartant a priori toute possibilité d'un mobile mafieux contre Franklin D. Roosevelt. En effet, son « double jeu » – pour reprendre le titre en anglais du livre de Chuck et Sam Giancana – pendant et après la Convention démocrate de juin-juillet 1932 aurait pu représenter un excellent mobile pour un « cadavre exquis », comme disent les Italiens. Quels qu'aient été la cible et le mobile, l'affaire Cermak-Zingara doit être connue car elle est riche en leçons, comme nous le verrons, pour la compréhension des assassinats, 3 décennies plus tard, de John F. Kennedy à Dallas (1963), puis de Robert Kennedy à Los Angeles (1968). Il est en effet des modes opératoires pleins d'enseignements…

Second pacte : gagner la guerre contre l'Allemagne nazie

L'entrée en guerre des puissances de l'Axe (Allemagne, Italie, Japon) n'est pas sans impact pour les États-Unis, un pays fondé par d'incessantes vagues d'immigration, en particulier allemandes et italiennes. Les migrants allemands et italiens sont installés principalement sur la côte est du pays et occupent, en raison même de leur arrivée récente, les métiers parmi les plus ingrats, comme ceux de docker et de pêcheur. Par ailleurs, une frange importante de ces nouveaux Américains n'est pas sans éprouver une certaine sympathie pour les régimes fasciste et nazi. Leur loyauté pourrait-elle être mise en doute ? Pourraient-ils former une sorte de « cinquième colonne » ? Les pêcheurs américains d'origine italienne ou allemande ne pourraient-ils pas ravitailler des sous-marins allemands en haute mer ? Que les docks de New York et de toute la côte est constituent un territoire névralgique pour l'issue de la guerre, tous les protagonistes intéressés à ce « grand jeu » en sont bien conscients : les autorités civiles et militaires chargées de la conduite de la guerre et de la protection du territoire, ainsi que les mafieux qui contrôlent les docks depuis des générations et les services secrets allemands. L'intégrité des docks est un impératif : à la fois pour l'économie du pays (le transit des marchandises) et pour l'armée (l'acheminement des troupes en Angleterre puis sur les théâtres d'opérations d'Europe et de Méditerranée)[39]. Les sous-marins *U-Boote* allemands font subir des pertes graves aux navires alliés en Atlantique. Un événement cristallise les passions : l'incendie du navire *Normandie* le 9 février 1942, alors qu'il est amarré dans le port de New York. Récemment transformé en transport de troupes, le *Normandie* – rebaptisé *Lafayette* depuis sa reconversion – doit embarquer 10 000 soldats américains pour l'Angleterre. Le feu est finalement maîtrisé mais, malgré les apparences, le *Normandie* reste inutilisable durant toute la guerre. Est-ce un sabotage des puissances de l'Axe, un accident ou un incendie criminel dû à la Mafia[40] ? L'enquête menée par le FBI, le *District*

Attorney de New York Frank S. Hogan et la Marine aboutit à une cause accidentelle : l'incompétence d'un ouvrier œuvrant sur le navire (le chalumeau d'un soudeur)[41]. Cependant, les conclusions officielles en laissent plus d'un sceptique : le feu a été d'une rare intensité et cette perte est étrangement providentielle pour l'Allemagne. Quoi qu'il en soit, il est alors évident pour tous qu'une victoire en Europe est impossible si les ports américains ne sont pas sécurisés. Cependant, à la fin des années 1930, si la Mafia est riche et puissante, elle vient aussi de subir un revers notable. Comme nous l'avons déjà noté, le procureur de New York Thomas E. Dewey a fait condamner le chef de l'organisation, Lucky Luciano, à une peine de prison de 30 à 50 ans pour proxénétisme. L'entrée en guerre des États-Unis en décembre 1941 offre une occasion inespérée à la Mafia et à Lucky Luciano de prendre une revanche : un effet d'aubaine de grande ampleur, que l'ouverture des archives militaires rend désormais incontestable, malgré des décennies de dénégation officielle[42].

Entre janvier et septembre 1954, William B. Herlands, *New York State Commissioner of Investigation*, conduit une enquête officielle mais secrète au sujet d'une rumeur de collaboration entre la Marine des États-Unis (U.S. Navy) et la Mafia durant la Seconde Guerre mondiale. La question centrale étant de déterminer la contribution exacte de Lucky Luciano à la lutte contre les puissances de l'Axe. Ladite rumeur prend sa source dans l'une des décisions les plus sensationnelles de l'après-guerre, lorsque le 3 janvier 1946 Thomas E. Dewey, devenu gouverneur de l'État, décide la libération de Luciano aux fins d'expulsion en Italie ; une décision dont le message d'explication adressé à l'Assemblée de l'État suscite immédiatement des questionnements : « Dès l'entrée des États-Unis dans la guerre, les forces armées ont cherché l'aide de Luciano pour inciter d'autres personnes à fournir des informations sur d'éventuelles attaques ennemies. Il semble qu'il ait coopéré à cet effort, bien que la valeur réelle des informations obtenues ne soit pas claire. » Sandra Lansky, la fille de Meyer Lansky, rapporte un détail révélateur sur son père : sa plus grande fierté fut de posséder un livre commémorant la capitulation japonaise sur le cuirassé *Missouri* portant les autographes manuscrits du général MacArthur, de l'amiral Nimitz et de quelques autres dignitaires. Toujours selon la fille du mafieux, il s'agissait d'un cadeau de l'U.S. Navy pour son action secrète ayant abouti à « purger les quais des saboteurs de l'Axe »[43]. Or, le rapport final de cent une pages du *State Commissioner* William B. Herlands est extraordinaire et sans ambiguïté dans ses conclusions : le chef mafieux et ses affidés ont aidé de manière déterminante la Navy, ce à deux stades. D'abord, aux États-Unis, dans la sécurisation du port et des quais de New York contre les risques d'espionnage, de sabotage et de grève ; grâce à *Cosa Nostra*, les agents de la Navy œuvrent en

toute facilité sur les docks pour mener à bien leur mission de contre-espionnage. La Mafia leur procure même des cartes de membres du syndicat des dockers, l'ILA (International Longshoremen Association). Jusqu'à la fin de la guerre, il n'y a plus ni attentat, ni espionnage massif des puissances de l'Axe, ni grève perturbant l'activité des ports. Ensuite, offshore, le recueil de renseignements auprès de la communauté italo-américaine aux États-Unis aide au débarquement en Sicile par une connaissance des ports et des villes de l'île, et au-delà dans la péninsule italienne (cartographie, contacts utiles et de confiance localement, souvent des mafieux, etc.)[44].

L'initiative d'une collaboration avec la Mafia revient à la Navy – en l'occurrence au Third Naval District et au *Lieutenant Commander* Charles Radcliffe Haffenden – qui a compris que nul mieux que la Mafia ne contrôle les ports, les quais, les dockers et les pêcheurs de la côte est des États-Unis. Par l'entremise du bureau du procureur de New York, la Navy entre en contact avec Joe « Socks » Lanza puis Lucky Luciano (via d'abord leurs avocats respectifs : Joseph K. Guerin et Moses Polakoff) qui leur ouvrent les portes du monde portuaire qu'ils contrôlent. Il ne nous appartient pas de relater ici dans le détail les circonstances, souvent rocambolesques, de cette collaboration cruciale pour le cours de la guerre, mais juste de souligner qu'elle fut connue à Washington du directeur de renseignement de la Navy (Office of Naval Intelligence), du secrétaire d'État à la Navy et du chef d'état-major général des forces armées des États-Unis, Dwight D. Eisenhower. Il est difficile de savoir en revanche si Franklin D. Roosevelt ou ses conseillers eurent à en connaître sur le moment. Toutefois, les biographes de sœur Pascalina, la secrétaire et confidente de Pie XII, surnommée avec ironie « la papesse »[45], affirment que le président Franklin D. Roosevelt, conscient du caractère stratégique des docks pour l'avenir de la guerre, aurait convoqué d'urgence l'archevêque de New York Francis Spellman à la Maison Blanche. Celui qui est aussi aumônier général des armées se serait vu révéler par le Président que les Allemands étaient en train de gagner « la bataille de l'Atlantique » car les *U-Boote* imposaient leurs lois sur les océans. Les Allemands étaient informés à l'avance des dates des mouvements de transporteurs et de cargos. Convaincu que la Mafia, qui contrôlait les quais et les docks, pouvait seule mettre fin à ces divulgations d'informations et aux sabotages, le Président aurait demandé à l'archevêque de se rapprocher des gangsters, tous issus de milieux catholiques. Le Président savait que le boss Frank Costello était un catholique pratiquant et un fidèle des messes de l'archevêque dans la cathédrale Saint Patrick de New York. Gêné et prudent, l'archevêque lui aurait répondu qu'il devait demander l'autorisation au pape avant d'entamer une telle démarche, espérant secrètement que le Saint-Père lui

dise non. Face à l'hésitation de l'archevêque Francis Spellman, le président Roosevelt se serait mis à mâchonner son fume-cigarette et avec un sourire espiègle lui aurait dit : « Rien ne peut remplacer une victoire, mon cher évêque. Dites au Saint-Père de ma part que mon grand ami Winston a sagement défini la moralité en temps de guerre par ces mots : "Si Hitler envahissait l'enfer, je ferais au moins une référence favorable au diable à la Chambre des Communes"[46]. » À Rome, fin mars 1942, la sœur Pascalina accueille donc un archevêque qu'elle n'a jamais vu aussi troublé par cette demande d'arrangement avec la Mafia. Il demande à la sœur d'évoquer le sujet avec Pie XII, avant que lui-même ne le fasse. Sœur Pascalina accepte à contrecœur et comprend que le Saint-Père ne souhaite pas aborder en direct ce sujet délicat avec l'archevêque Francis Spellman, ce au grand soulagement de ce dernier. Pie XII aurait dit à la sœur Pascalina : « […] Murmurez à l'oreille de notre ami américain qu'il n'a pas besoin d'aborder ce point avec moi. Ce serait beaucoup plus agréable si Son Excellence et moi limitions notre audience privée de demain à une brève prière. J'ai toute confiance dans la discrétion de l'archevêque Spellman. C'est à lui de prendre sa décision[47]. » De retour aux États-Unis, l'aumônier général des forces armées américaines aurait alors organisé une réunion secrète entre le *Lieutenant Commander* Charles Radcliffe Haffenden et le boss Frank Costello. En arrivant, Frank Costello se serait agenouillé et aurait baisé l'anneau de l'archevêque. Il se serait dit « honoré et heureux de pouvoir se rendre utile à son Église et à son pays »[48]. Par la suite, la sœur Pascalina refusa toujours de répondre à la question de savoir si Pie XII avait aidé la Maison Blanche à trouver un refuge en Italie à Lucky Luciano après sa libération.

Même si les circonstances de cette collaboration entre la Mafia et l'État fédéral américain sont obscures dans leurs origines, une question demeure intacte : quel aura été son prix ? Il semble que la collaboration entre la Navy et les mafieux n'ait pas comporté de contrepartie formelle et explicite. La Navy se serait toujours refusée à s'engager sur un terrain sur lequel de toute façon la Justice ne l'aurait pas suivie, en particulier les services du procureur de la ville de New York. La situation fut en réalité plus subtile qu'une simple contrepartie explicite. Nombre de mafieux étaient des patriotes sincères et détestent Mussolini (pour les Siciliens chassés de leur île) ou Hitler (pour les associés juifs, tel Meyer Lansky). Par ailleurs, Lucky Luciano obtint de Charles R. Haffenden qu'il le fasse transférer de la prison de Dannemora au nord de l'État de New York à celle de Great Meadow, à Comstock, près de la capitale, Albany, ce, sous prétexte de faciliter la transmission de ses instructions à ses affidés de New York. Le chef de la Mafia va en effet recevoir souvent et longuement ses associés dans le crime, officiellement pour organiser les

modalités de la collaboration avec la Navy. En réalité, Lucky Luciano se contente de donner un feu vert peu chronophage. L'essentiel du temps passé avec ses amis mafieux (Frank Costello, Meyer Lansky, etc.) lui sert désormais à diriger étroitement les affaires de la Mafia, comme s'il était en liberté ou presque. Le pouvoir de la Mafia sort grandi d'une situation que tout le monde connaît à New York : « Les termes de ce pacte avec le diable furent tacites : la Navy était en train de sécuriser sa base pour les convois pour la victoire en Europe, en échange d'une acceptation implicite du contrôle des quais par le monde sous-terrain [la Mafia][49]. »

2
L’inconnu de Kansas City : Harry S. Truman

Le 12 avril 1945, à l’aube de son quatrième mandat[1], Franklin D. Roosevelt meurt, épuisé par la maladie et les épreuves – une crise économique et une guerre mondiale. Comme le prévoit la Constitution, son vice-président, Harry S. Truman, lui succède, un politicien peu au fait des grands dossiers. Il n’occupe ses fonctions que depuis le 20 janvier 1945 – par ailleurs, Franklin D. Roosevelt l’a tenu à l’écart des enjeux sensibles du moment, tel le projet Manhattan (fabrication de la bombe atomique). Ce président par « accident »[2], comme il se définira lui-même, est un quasi-inconnu, et ses compatriotes doutent alors de sa capacité à assumer une charge aussi lourde. Aujourd’hui, Harry S. Truman est pourtant considéré comme un des plus grands présidents de l’histoire américaine qui, dans un contexte historique dangereux, a pris des décisions cruciales. Ses admirateurs rappellent ainsi qu’il utilisa 2 fois la bombe atomique contre le Japon pour terminer la guerre, affronta le début de la guerre froide, initia la création de l’OTAN, lança le plan Marshall en Europe, engagea une politique d’endiguement par l’envoi de troupes en Corée et en Chine, aida à la création de l’État d’Israël ; et sur le plan intérieur, en démocrate sincère, il lança un Fair Deal, dans la droite ligne du New Deal de son prédécesseur. Toutefois, au moment où il devient le 33^{e} président des États-Unis, Harry S. Truman est perçu de manière ambiguë. Il a l’image d’un honnête homme à titre personnel, mais issu d’une ville corrompue (Kansas City, capitale du Missouri), façonné par un système de pur clientélisme (le *bossism*), et comme la simple créature politique d’un douteux seigneur féodal, Tom Pendergast.

Le Kansas City de Tom Pendergast : clientélisme, corruption et Mafia

En effet, les adversaires tant démocrates que républicains de Harry S. Truman n'ont de cesse de mettre en cause sa probité politique en raison de son allégeance au système démocrate de Kansas City, dirigé par la famille Pendergast. Cette machine politique représente au début du XX^e^ siècle l'acmé du clientélisme corrompu et mafieux. Pour en juger, un rapide état des lieux s'impose. Les racines de la « machine Pendergast » datent des années 1880, lorsqu'un tenancier de bar d'origine irlandaise (« *saloonkeeper* »), James Pendergast, crée à Kansas City la première organisation politique stable : un club démocrate. « Big Jim », tel est son surnom, devient un *ward/political boss* (« chef politique ») dans la plus pure tradition clientéliste, au profit des déshérités du district industriel de la ville (*West Bottoms*) aux origines diverses – Afro-Américains, Italiens, Allemands, Juifs et Irlandais – qu'il soumet à l'échange classique : leurs votes contre des emplois et des services publics. Ce qu'il explique clairement aux électeurs, sans fard, ainsi que le rapporte un journal local : « Vous m'aidez et je vous aiderai. Vous votez comme je vous le dis, et quand mes hommes sont élus, je m'assurerai que vous obteniez un emploi[3]. » Clientéliste donc, mais James Pendergast se bat néanmoins avec sincérité pour les pauvres et les déshérités, ce qui explique sa popularité. Le *bossism* pratiqué à Kansas City n'a rien d'exceptionnel ; il s'explique par les vagues migratoires de pauvres se déversant dans les villes, dont le Parti démocrate se veut le représentant. La pratique du *bossism* est répandue, connue sous les vocables *Machine* ou *Organization* ; à New York, comme nous l'avons vu, la machine démocrate s'appelle Tammany Hall.

Lorsque James Pendergast meurt en 1911, ses frères Tom, Mike et John héritent de l'Organisation, Tom prenant la direction des opérations. Ils parviennent au cours du quart de siècle suivant à étendre l'influence de la

machine Pendergast sur toute la ville et dans le comté rural de Jackson, puis sur l'État du Missouri. L'appétit de pouvoir de la famille Pendergast est sans limites et, dans les décennies 1920 et 1930, Tom devient l'homme le plus puissant du Missouri, au point que dans les années 1930 le parlement de l'État est surnommé la « Case de l'oncle Tom » (« *Uncle's Tom Cabin* ») par référence ironique au roman éponyme d'Harriet Beecher Stowe. Pour y parvenir, Tom Pendergast poursuit la politique de clientélisme de son aîné défunt et de franche proximité avec les milieux d'affaires. Il y ajoute cependant, en matière électorale, des pratiques de trucage des votes, d'intimidations et de meurtres. En effet, les élections se déroulent souvent dans un climat de grande violence. Tel est le cas lors des municipales de mars 1934, surnommées les « élections sanglantes » (« *bloody elections* ») lorsqu'un groupe de réformateurs tente de faire battre la machine Pendergast. La Famille locale de la Mafia, dirigée par John « Johnny » Lazia, est à la manœuvre : elle tue 4 opposants de la Machine[4], en agresse 200 autres, et ses hommes armés circulant en voiture dissuadent les opposants d'aller voter. Dans le même temps, des joueurs et des prostituées affidés bourrent les urnes en faisant voter 50 000 électeurs fantômes ; ce qui fait dire à un Tom Pendergast, toujours cynique à défaut d'être dissimulateur : « Tous les cimetières doivent remplir leur devoir. » Interrogé sur le déroulement de ces élections, le jeune politicien local Harry S. Truman répond qu'il n'a rien à voir avec la vie politique de Kansas City puisqu'il vote dans sa ville, Independance.

Tom Pendergast dispose de revenus importants en tant que propriétaire d'entreprises en position quasi monopolistique : entre autres, la Pendergast Wholesale Liquor Company (alcool) et la Ready-Mixed Concrete Company (béton), et a des intérêts dans une société de ramassage des ordures. Les bâtisseurs et promoteurs immobiliers qui s'avisent de ne pas faire appel à la société de béton du boss ont la désagréable surprise de recevoir la visite d'un inspecteur de l'administration municipale qui découvre alors forcément quelques violations des règlements en vigueur. Tom Pendergast possède aussi le Jefferson Hotel, qui attire prostituées et voyous en tous genres. À la suite de son frère aîné, Tom Pendergast est étroitement associé à tous les intérêts des industries de l'alcool (saloons, etc.) et plus encore du jeu (cartes, machines à sous, casinos), florissant à Kansas City. Il est au demeurant plus que le grand protecteur de l'industrie du vice : il en assure la promotion et l'expansion ; d'autant que le boss est lui-même un joueur compulsif, sa passion des courses de chevaux lui coûtant une fortune. Le jeu est pourtant interdit, tout autant que la vente d'alcool, Prohibition oblige (1919-1933). Pour autant, Tom Pendergast ne se cache pas et assume. À la question d'un journaliste sur le fait que Kansas City est une des villes « les plus ouvertes des États-Unis » (« *wide-open town* »), il répond avec

franchise : « Si par ville grande ouverte vous voulez parler des jeux d'argent et de poker distrayant les pauvres à la manière de ce que font les riches dans leurs clubs, alors c'est bien une ville ouverte. Je n'y mettrai pas fin[5]. » Son contrôle sur la police de la ville est déterminant pour entraver la répression contre la prostitution et les salles de jeux, mais aussi pour fermer les yeux sur les exactions de ses nervis lors des élections, ou encore pour enterrer un problème judiciaire en faveur d'un électeur. Tom Pendergast se livre par ailleurs à des fraudes et manipulations de grande ampleur qui précipiteront sa fin.

Les Pendergast tiennent une ville haute en couleur, surnommée la « Paris of the Plains » pour sa vie nocturne et artistique débridée. Kansas City est aussi depuis le siècle précédent un cloaque qui n'a rien à envier à des villes comparables que sont La Nouvelle-Orléans (Louisiane) ou Chicago (Illinois) : là où jeux, prostitution, violence, jazz[6] et Mafia s'épanouissent librement. Chaudron du vice et du crime, Kansas City est une ville très dangereuse. Dans l'entre-deux-guerres, la corruption et la violence y sont devenues telles qu'il s'agit désormais d'un sujet de préoccupation nationale. En 1927, Kansas City présente un taux d'homicides par habitant supérieur à celui du Chicago d'Al Capone, pourtant de sinistre réputation. Une grande partie des activités criminelles de la ville prend en effet ses racines dans le quartier italien du North Side, surnommé comme il se doit « Little Italy ». Une puissante Famille de *Cosa Nostra* y émerge à la fin du XIX^{e} siècle. Méconnue à tort, elle joue pourtant un rôle important dans l'histoire mafieuse des États-Unis, en particulier dans le développement du Las Vegas moderne, cité du jeu imaginée par la Mafia. Or, Tom Pendergast est un politicien réaliste qui a besoin de ces votes italiens. Il choisit donc de coopérer avec Johnny Lazia, qui contrôle avec fermeté ce quartier italien et ses habitants. Le mafieux garantit des voix aux élections et offre ses services pour intimider les adversaires politiques, voire pire ; en retour, le politicien lui garantit l'inaction de la police municipale, donc l'impunité pour ses activités criminelles (jeux, etc.). Les deux boss, l'un criminel, l'autre politique, forment une alliance, disons pragmatique.

La Famille de Kansas City, étroitement liée à celle de Chicago, est en effet puissante, au point de constituer un pouvoir de l'ombre avec lequel il faut savoir composer. L'invitation de Johnny Lazia à la grande convention des chefs de la Mafia en 1929 à Atlantic City (New Jersey) marque la reconnaissance de sa puissance au niveau national[7]. Henry Morgenthau, secrétaire d'État au Trésor de Franklin D. Roosevelt et figure centrale du Parti démocrate, surnomme Johnny Lanzia le « Al Capone de Kansas City ». La convergence des intérêts de la machine Pendergast et de la Famille représentée par Johnny Lazia est de l'ordre de la symbiose. Politique et crime organisé vivent entrelacés, et ce d'autant plus

aisément que nul n'ose nommer le pouvoir mafieux pour ce qu'il est, et, de plus, un homme comme Johnny Lazia peut entretenir l'illusion d'une certaine respectabilité sociale car il est aussi un homme d'affaires et un leader démocrate ; il représente en effet le parti dans le quartier nord-est de Kansas City. Au début des années 1930, « la distinction » entre la machine Pendergast et la Mafia, et plus généralement le Milieu local, est devenue difficile. Le Parti démocrate n'a au demeurant pas les moyens de s'opposer à Tom Pendergast tant son pouvoir local est indiscutable et son soutien électoral au président Franklin D. Roosevelt indéfectible. Au faîte de sa puissance, personne ne peut donner d'ordres à Tom Pendergast, si ce n'est Johnny Lazia dont les « arguments » sont toujours convaincants. Ce dernier est l'un des piliers du système Pendergast. Au temps de leur splendeur, Tom Pendergast et Johnny Lazia contrôlent la police municipale de Kansas City depuis que celle-ci est passée, en 1932, du contrôle de l'État à celui de la municipalité ; une situation qui s'achèvera en 1939 tant les effets apparaissent désastreux. Durant la période faste (1932-1939), Johnny Lazia dispose même d'un bureau au sein du département de la police et un agent fédéral envoyé à Kansas City pour enquêter sur ses activités criminelles peut ainsi constater que c'est lui qui répond au téléphone[8]. Il n'est donc pas question de la simple corruption de quelques policiers mais bien de la prise de contrôle complète de ce service public par les intérêts conjugués des deux boss. La police municipale de Kansas City est décrite comme très largement corrompue, protégeant nombre d'activités illégales, et relâchant les gangsters sur intervention de leurs supérieurs ou contre rémunération. Une soixantaine d'entre eux sont d'ailleurs d'ex-voyous tout juste sortis du pénitencier de Leavenworth, recrutés sur l'insistance de Johnny Lazia ! En 1934, 10 % des policiers de la ville ont des antécédents judiciaires.

Toutefois, le mafieux meurt assassiné en juillet 1934. Les noms de ses assassins demeureront inconnus. L'hypothèse de concurrents au sein du Milieu ou de sa Famille est évoquée. Par ailleurs, une rumeur court à l'époque affirmant que, quelques semaines auparavant, Johnny Lazia aurait brandi un couteau devant Tom Pendergast, et que de ce fait ce dernier l'aurait fait éliminer. En réalité, l'explication est probablement plus simple. Depuis 1934, Johnny Lazia est en procès pour évasion fiscale. Un détail – en est-ce bien un ? – mérite d'être souligné : son avocat, Jerome Walsh, est un ami de Harry S. Truman[9]. La machine Pendergast se met en action pour défendre le mafieux. Un des agents du fisc est passé à tabac à son domicile, et le bureau du fisc est cambriolé. Par ailleurs, Tom Pendergast adresse en mai 1933 une lettre de suppliques à James Farley, président du Parti démocrate (« *Chairman of the Democratic National Committee* ») et ministre des Postes de Franklin D. Roosevelt, dont la teneur est

stupéfiante : « Jerome Walsh et John Lazia seront à Washington pour vous voir […]. Actuellement, John Lazia est un de mes lieutenants en chef, et son bien-être m'importe sincèrement plus que tout ce que vous pourriez faire pour moi maintenant ou dans le futur. […][10]. » Quoi qu'il en soit, Johnny Lazia a l'imprudence de menacer, si le procès a lieu, de révéler les détails de la corruption à Kansas City. Or, il n'est pas évident qu'une telle perspective ait beaucoup plu au monde mafieux et politique : parfois, menacer de parler est une façon de se condamner à mort. Lors des funérailles, le cercueil est suivi dans les rues de Kansas City par 200 véhicules et une flotte de camions. Tom Pendergast, sa famille et toute l'élite locale du Parti démocrate sont présents. Sur son lit de mort, le mafieux aurait déclaré : « Dites à Tom Pendergast que je l'aime[11]. » Johnny Lazia disparu, les « affaires » reprennent leur cours habituel. Les hommes passent, la Famille demeure. Toutefois, le successeur apparent à sa tête, Charles Binaggio, rompt les équilibres avec la machine Pendergast à mesure que son étoile pâlit, contrôlant directement environ 35 000 votes. Pour la première fois dans son histoire, la Famille de Kansas City n'est plus dépendante des Pendergast. Désormais, Charles Binaggio dirige à la fois sa Famille et la machine, et en partie l'État du Missouri.

Mais Tom Pendergast n'est pas seulement l'ami des mafieux de sa ville. Lorsqu'il voyage à New York, il fréquente Lucky Luciano et Frank Costello, deux figures majeures de la confédération mafieuse. Il est même présent lors de la grande convention réunissant tous les plus grands chefs en 1929, à Atlantic City. Toutefois, l'alliance Lazia-Pendergast ne dispose que d'une autonomie relative. La machine Pendergast et la Famille de Kansas City fonctionnent sous le contrôle de l'*Outfit*, comme toutes les Familles se situant à l'ouest de Chicago.

Kansas City est réputée à juste raison être un havre d'impunité pour les gangsters, nombre d'entre eux venant de loin pour s'y réfugier. Un épisode symptomatique va marquer les esprits et avoir un retentissement national : « le massacre de l'Union Station » en juin 1933[12]. Alors que la Mafia tisse sa toile discrètement dans tous les États-Unis, des *rural desperados* (John Dillinger, Bonnie and Clyde, etc.), violents et vagabonds, défrayent la chronique judiciaire, effrayant l'opinion publique et offrant au tout jeune FBI une occasion de se distinguer à bon compte. Ces *public enemies* savent que Kansas City peut devenir un sanctuaire, et ce contre rémunération à Johnny Lazia, transformant la capitale du Missouri en capitale nationale du crime. L'un de ces *desperados* est Frank « Jelly » Nash, un assassin et voleur évadé du pénitencier de Leavenworth. L'équipe du FBI qui le capture et tente de prendre un train à Kansas City (à Union Station) est prise sous les tirs de ses complices venus le libérer, avec l'accord et l'appui de Johnny Lazia. L'embuscade fait 5 morts dont

Frank « Jelly » Nash et 4 représentants des forces de l'ordre. Les assassins fuient la ville avec l'aide de Lazia. La scène de crime choque toute la nation et fait la une des journaux. L'anomie, la violence et la corruption d'une ville sont exposées au grand jour[13]. Le massacre d'Union Station marque un tournant dans la lutte contre le crime aux États-Unis : le FBI se voit doter de nouveaux pouvoirs et moyens, et entame sa mue vers une organisation plus professionnelle ; mais en privilégiant toujours le combat contre ces gangsters solitaires, plutôt que contre les intimidantes Familles de *Cosa Nostra*. Dans ce cloaque, il y a aussi des policiers intègres, à l'image du shérif du comté de Jackson, Thomas B. Bash. Dans la nuit du 11 au 12 août 1933, alors qu'il rentre chez lui en compagnie de son épouse et d'un adjoint, le shérif Bash intervient par hasard dans une embuscade armée tuant un certain Ferris Anthon, un ennemi de Johnny Lazia. Le shérif tue deux assaillants et son adjoint arrête le troisième : Charles « Mad Dog » Gargotta, un mafieux connu pour être un homme de main de Tom Pendergast et Johnny Lazia ; un quatrième homme parvient à s'enfuir. Après moult péripéties, et grâce à la corruption de la police et du procureur, Charles « Mad Dog » Gargotta est acquitté. Ce que l'on sait moins cependant, c'est qu'après les faits, le jeune juge Harry S. Truman, jamais en retard d'un service pour ses amis Tom Pendergast et Johnny Lazia, décide de baisser le budget de fonctionnement du bureau du shérif Bash. Au final, ce dernier obtient d'un tribunal le rétablissement de son budget. Truman tente de se justifier en expliquant que le shérif risquait par ses dépenses de mettre le comté en faillite ! Un Harry S. Truman dont les piques sur le shérif Bash en disent long : « Je me demande ce que le B. signifie dans son nom. Taureau [« *bull* »] ou balivernes [« *baloney* »][14]. »

Harry S. Truman : de l'importance de ses « parrains » politiques

Revenons un peu en arrière. C'est dans ce contexte politique et social glauque, d'une ville sous domination mafieuse, que Harry S. Truman entame sa carrière politique. À son retour de la Première Guerre mondiale, où il s'est illustré en France comme un capitaine d'artillerie courageux et compétent, Truman décide de s'engager en politique, en quête d'une ascension sociale. Il souhaite se présenter à l'élection de juge de comté (« *County Court Judge* »), un poste qui n'a rien à voir, malgré les apparences, avec une activité judiciaire : c'est en réalité une fonction municipale élective de gestion des marchés publics, d'entretien des routes et de distribution d'emplois, gérant des millions de dollars[15]. Il n'est plus question en effet pour lui de sa rude vie d'agriculteur, d'investisseur (mines, pétrole) peu avisé, de commerçant failli ou enfin de petit banquier, qui plus est toujours endetté ; autant d'expériences professionnelles successives révélant un Truman ayant un faible sens des affaires. Seule la politique semble pouvoir lui offrir un destin enviable. Son engagement volontaire dans la Garde nationale, mû par un patriotisme sincère, n'est pas non plus dénué d'arrière-pensée : se servir de ses états de service comme d'une rampe de lancement pour sa carrière politique. Mais pour y parvenir, en bon démocrate, il doit faire allégeance à la machine électorale dirigée par Tom Pendergast et sa famille, et en accepter les mœurs clientélistes et corrompues.

Le *boss of boss*, Tom Pendergast, choisit donc Harry S. Truman comme candidat démocrate pour la fonction de juge du comté rural de Jackson. Pour quelles raisons ? D'abord, le hasard de la vie veut que le fils de Mike Pendergast, James (Jim), très actif en politique, a servi durant la Première Guerre mondiale sous les ordres de Truman ; il sait que le capitaine d'artillerie est un homme fiable et le recommande donc à son père. Surtout, au-delà, Tom Pendergast comprend que Truman réunit les qualités qui vont plaire aux

électeurs du comté rural de Jackson : engagé volontaire et vétéran de guerre, officier de réserve, membre de l'American Legion, paysan du cru, une réputation d'honnête homme, baptiste et franc-maçon. Il présente donc le profil idéal pour remporter une de ces trois fonctions administratives de juge, si importante pour le bon fonctionnement des affaires municipales et de la machine Pendergast[16]. Il contrebalance tout ce que la machine représente alors : la citadinité, le catholicisme et la corruption. Le pari est gagné. Harry S. Truman est élu en 1922, battu en 1924 par la lame de fond du président républicain Calvin Coolidge, puis réélu en 1926, cette fois comme *Presiding Judge*[17], et à nouveau en 1930, soit durant 8 années. Même si les biographes du futur président ne s'étendent pas sur le sujet, il est évident que Truman est élu, certes sur son talent personnel, mais aussi grâce à des trucages électoraux qui sont la spécialité de ses protecteurs. Il est alors aux premières loges pour observer le clientélisme et la corruption de la machine Pendergast. Il est, semble-t-il, cynique et sans illusions sur les règles du jeu politique dans le Missouri, comme en atteste le passage d'une lettre envoyée en 1917 à sa future femme, Bess Wallace : « Si j'étais riche, je dépenserais autant mon argent à acheter des votes et des emplois que des yachts et des autos[18]. » Son ambition personnelle est satisfaite, au prix de compromis éthiques. Comme l'explique l'historien Robert Dallek, « Truman détourne les yeux des appétits voraces de la machine Pendergast pour les emplois publics qui ont rapporté à ses patrons des rendements financiers égaux aux revenus des hommes d'affaires les plus prospères de la région[19] ». Le juge Truman n'est pas dupe. Cependant, il ne se contente pas de détourner le regard ; il rend des services à Tom Pendergast dont il est un obligé politique, le vassal d'un seigneur féodal. Il doit donner des postes ou des contrats aux amis de la machine. Comme l'écrit un de ses biographes, Harry S. Truman « connaissait non seulement les illégalités commises par la machine mais il participait aussi à certaines d'entre elles[20] ». Il fait ce qu'on attend de lui : « Il distribuait des emplois publics aux loyalistes de la machine, aux amis proches, et aux parents nécessiteux[21]. » Dans son journal personnel tenu de 1930 à 1934, le futur président décrit les services qu'il doit rendre à Tom Pendergast : « J'ai dû laisser un ancien tenancier de saloon et un ami du *big boss* [Tom Pendergast] voler environ 10 000 dollars…[22] » Harry S. Truman doit faire des compromis, comme il le reconnaît lui-même, jusqu'à se compromettre. Il est au demeurant très conscient de la corruption endémique qui l'entoure[23]. L'historien Gus Russo va plus loin, en le décrivant même faisant le coursier et allant collecter la taxe hebdomadaire due à la machine Pendergast par une tenancière de maison close de la ville[24]. On est alors loin de l'image façonnée plus tard d'un juge Truman vivant de manière exemplaire au milieu d'un cloaque politique, et composant

avec la corruption ambiante ; son intégrité personnelle n'ayant au demeurant jamais été mise en cause – ni détournement d'argent ni corruption personnelle. Tous ses biographes reconnaissent cependant qu'il a plutôt œuvré au service de l'intérêt général : pas d'impôts excessifs et des services publics assurés (hôpitaux, entretien des routes, aide aux indigents, etc.), en particulier durant la Grande Dépression des années 1930. Pour le dire autrement, Harry Truman présente les dispositions idéales pour être un *front man* (« homme de paille »), une sorte d'idiot utile à des politiciens véreux et des mafieux. Les historiens semblent troublés par ce qu'ils analysent à tort comme une contradiction apparente : comment une personnalité honnête a-t-elle pu pactiser avec des mentors aussi corrompus, Tom Pendergast, et, en coulisses, Johnny Lazia ? La contradiction n'est qu'apparente : Truman est un ambitieux fermant les yeux, et Pendergast-Lazia forment un duo d'habiles tacticiens. Même pour ses biographes les moins hostiles, il est évident qu'il doit réaliser des compromis politiques, à l'origine de fortes tensions intérieures : « Le conflit entre une éthique de service public désintéressée et les exigences de la politique, explique Alonzo L. Hamby, le rongeaient périodiquement, et le laissaient angoissé[25]. » Truman sert d'alibi. En réalité, poursuit Alonzo L. Hamby, à mesure que Kansas City devient ouverte aux 4 vents, corrompue, et dominée par les gangsters, « Truman fournissait un vernis de respectabilité »[26]. Mais son rôle n'est pas négligeable. L'ambitieux juge Harry S. Truman, le mafieux Johnny Lazia et le maire corrompu de Kansas City, McElroy, forment un véritable triumvirat[27] placé juste en dessous du boss, Tom Pendergast.

Ce dernier a l'intelligence politique de donner les votes de Kansas City à Franklin D. Roosevelt pour l'élection présidentielle de 1932, ce qui lui permet d'obtenir en retour de la part du président élu, de placer quelques-uns de ses affidés à des postes importants. Harry S. Truman devient ainsi directeur du programme fédéral d'emploi (« Federal Reemployment Service ») de la Civil Works Administration dans le Missouri. Il va sans dire que les programmes de travaux publics du New Deal profitent aussi à l'entreprise de béton de Tom Pendergast. Plus que jamais, Harry S. Truman est l'obligé du boss. Lorsqu'il demande à concourir aux élections de gouverneur de l'État ou pour un poste au Congrès et que Tom Pendergast refuse de l'aider, il ne peut que s'incliner. « Son angoisse sur son avenir était profonde et douloureuse[28] », comme le souligne David McCullough ; il aurait pu ajouter sa très grande dépendance à l'égard de la machine, à qui il ne peut rien refuser. Puis, la chance lui sourit. En désespoir de cause, le boss est obligé de faire appel à lui pour conquérir le poste de sénateur du Missouri, après avoir essuyé le refus des 4 candidats pressentis. Il le fait d'autant plus volontiers que Truman est un candidat dont les qualités

(honnêteté, ruralité, etc.) peuvent faire oublier l'odeur de corruption et de Mafia de plus en plus forte émanant de la machine électorale démocrate. Les derniers mois ont en effet été riches en événements peu glorieux : le massacre d'Union Station (juin 1933) ; l'élection municipale de Kansas City au bilan de 4 tués et 11 blessés (mars 1934) ; l'assassinat de Johnny Lazia (juillet 1934) ; une campagne de presse nationale menée par Raymond Moley[29] accusant la police de Kansas City d'être la plus corrompue du pays. Harry S. Truman se présente et remporte la primaire pour l'investiture démocrate, mais la campagne est rugueuse. Poursuivi par le spectre du *Pendergatism*, il est décrit par ses concurrents comme un « imbécile » ou un « larbin de Pendergast » (« *Tom's office boy* »). Il est élu en 1934 face à un républicain, porté par la vague rooseveltienne, et il prend ses fonctions au Congrès avec la réputation infamante de « sénateur de Pendergast » (« *senator from Pendergast* »). Il est considéré comme la marionnette du boss, guère plus. Cette victoire est celle d'un homme, mais aussi et surtout de la machine, dont le pouvoir semble indestructible. Harry S. Truman est réélu en 1940 face à un républicain par 51 % des voix – malgré l'opposition du procureur fédéral Maurice Milligan et de l'ancien gouverneur Lloyd C. Stark lors de la primaire démocrate. Les élections sénatoriales de 1934 et 1940 sont marquées par des fraudes électorales et des violences. Harry S. Truman est certes réélu, mais il est politiquement affaibli par la condamnation en 1939 de son mentor, Tom Pendergast, pour fraude fiscale, ainsi que plusieurs de ses amis et associés de Kansas City. Il a omis de déclarer un million de dollars de revenus et falsifié les comptes de 8 sociétés dans lesquelles il possédait des intérêts. Il purge une peine de 15 mois de prison au pénitencier de Leavenworth. Les enquêtes mettent au jour la gestion clientéliste et corrompue de la ville : des déficits gigantesques et dissimulés, des abattements d'impôts injustifiés, et près de 3 000 emplois fictifs rémunérés. Lors du procès, s'adressant au grand jury, le juge Albert L. Reeves est cinglant : « Je vous charge, messieurs, de commencer le siège de la citadelle du crime organisé, autorisé et protégé à Kansas City […][30]. » Harry S. Truman prend toutefois la défense de son mentor, en dénonçant une chasse aux sorcières menée par des juges républicains. Il se démène à Washington pour tenter de le sauver… en pure perte. Une fois le boss condamné, il appelle en personne le directeur de la prison où Tom Pendergast purge sa peine afin de s'assurer qu'il est traité équitablement. Il expliquera plus tard : « Je n'ai jamais déserté un navire qui sombre. Il fut mon ami quand j'avais besoin de lui, et je demeurerai le sien. » Ce qui fera dire à Elmer Irey, le responsable du service fédéral du fisc (Internal Revenu Service, IRS) qui a pris la tête de la croisade anti-Pendergast avec Maurice M. Milligan, que Truman était « la créature de Tom Pendergast ».

Jusqu'au bout, il ne peut rien lui refuser.

Lorsque, dans les années 1930, les enquêtes fédérales s'enchaînent en raison de fraudes électorales importantes dans son État d'origine, le sénateur Harry S. Truman s'emporte en déclarant au Congrès de façon indécente et ridicule qu'un « démocrate a autant de chances d'obtenir un procès équitable devant une cour fédérale du Missouri qu'un Juif devant un tribunal d'Hitler ou un partisan de Trotsky devant Staline[31]. » Le sujet des fraudes électorales le rend d'autant plus nerveux qu'il en a toujours bénéficié. C'est pourquoi, lorsque le procureur fédéral Maurice Milligan annonce qu'il lance des enquêtes sur les fraudes massives de la machine Pendergast, Truman tente d'empêcher le renouvellement de son mandat, une manœuvre qui échoue sur intervention personnelle du président Roosevelt (1938)[32]. Dans l'esprit du sénateur du Missouri, l'action du procureur est perçue comme une « rebuffade insultante à sa politique de patronage »[33]. Le juge fédéral Albert L. Reeves décrit alors Harry S. Truman de manière cinglante : « Un homme qui a été désigné par des voix fantômes [« *ghost voices* »], qui a été élu par des votes fantômes [« *ghost votes* »], et, si la vérité était connue, qui a un aide écrivain [« *ghost writer* »][34]. » Autrement dit, le politicien est la marionnette d'acteurs corrompus et mafieux. Truman est dans le déni des malversations du boss de Kansas City et de sa machine, ce qui s'explique par un mélange d'aveuglement, de complicité et de service commandé. Pour lui, Tom Pendergast est un honnête homme car il savait tenir parole :

> « En politique, explique Richard Lawrence Miller, Truman considérait l'honnêteté et l'honneur en termes de promesses tenues. Pendergast peut avoir violé loi après loi, avoir été associé à des gangsters notoires qui intimidaient et tuaient, avoir trompé ses concitoyens en corrompant des officiels, Truman considérait encore Pendergast comme honnête et droit car il avait dit qu'il ferait certaines choses et qu'il a su tenir ses promesses. […] L'amitié était plus importante que l'intérêt général.[35] »

Harry S. Truman ne veut pas reconnaître que la machine Pendergast, dont il est un rouage important, n'est en réalité qu'une organisation criminelle qui ne dit pas son nom. Quoi qu'il en soit, la presse rend compte des dérives du système qui meurt ainsi sous l'indignation de l'opinion publique. Tom Pendergast est en prison et sa machine électorale est brisée. En revanche, la Famille mafieuse de la ville poursuit ses activités, réussissant à reprendre l'ascendant sur les nouveaux politiciens à la tête de Kansas City. L'emprise mafieuse va même devenir plus forte que du temps de Tom Pendergast. À titre personnel, Truman sort de l'épisode immaculé : les enquêtes du FBI et d'un grand jury fédéral qui examinent les archives de son activité de juge ne découvrent aucune malversation.

Le sénateur se déploie afin de donner de lui l'image d'un honnête et incorruptible politicien. En tant que président du Military Affairs Subcommittee, il traque avec efficacité les fraudes portant sur les contrats de guerre, permettant ainsi de sauver des milliards de dollars de dépenses. Sa carrière politique connaît un ultime rebondissement quand la Convention nationale du Parti démocrate de 1944 le choisit comme vice-président aux côtés de Franklin D. Roosevelt pour les futures élections présidentielles. Ce ticket présidentiel n'est pas anodin. Les initiés savent en effet que le président en exercice est gravement malade et qu'il ne terminera pas son quatrième mandat s'il est réélu. Celui qui sera choisi comme vice-président lors de cette Convention démocrate sera donc forcément président. Et comme il n'est pas question de reconduire au poste de vice-président le trop libéral (de gauche) Henry Wallace, le président Franklin D. Roosevelt se retrouve immédiatement sous pression, pour orienter son choix, de personnages de l'*upperworld* mais aussi de l'*underworld*. Il semble que Truman ne veuille pas de cette nomination, effrayé à la fois par la dimension du poste et par la perspective de voir ses anciennes amitiés remonter à la surface. Ses « amis » du monde souterrain sont d'un tout autre avis, qui voient en lui un homme qui sera, encore et toujours, facile à manipuler. Les historiens racontent longuement comment les mérites et les démérites des candidats potentiels au ticket présidentiel sont débattus durant l'année précédente, lors de la Convention démocrate, par le président Franklin D. Roosevelt et ses proches. Contre toute attente, alors que personne ne croit en ses chances, Harry S. Truman est désigné comme vice-président. Mais la Convention démocrate a été habilement orientée, car le vrai choix s'est opéré en amont et en coulisses, selon des critères peu conventionnels. Si Truman n'a pas d'ennemis – à la différence des autres candidats à la vice-présidence, ce qui fait sa force –, il a surtout beaucoup d'« amis », dont il ne soupçonne même pas l'existence pour certains. Que s'est-il passé ?

Le président Franklin D. Roosevelt donne à Robert E. Hannegan, président du Parti démocrate, une instruction simple et claire : « *Clear it with Sidney* », autrement dit, il doit régler cette question sensible avec Sidney Hillman. L'expression « *Clear it with Sidney* » devient à l'époque une sorte de mantra. Qui est donc cet homme si puissant en coulisses qui aurait imposé Harry S. Truman ? Sidney Hillman est une des figures centrales du syndicalisme ouvrier américain. Il joue un rôle pivot dans l'émergence du New Deal. Il est considéré comme l'homme le plus puissant du pays après le Président. Il croise la route de Harry S. Truman durant la Seconde Guerre mondiale : le sénateur du Missouri s'oppose alors durement à lui lors de sa commission d'enquête sur les contrats de guerre. Mais l'essentiel se noue dans les deux décennies précédentes.

Président du syndicat ouvrier du vêtement, l'Amalgamated Clothing Workers of America (ACWA), Sidney Hillman part en guerre dans les années 1920 contre les gangsters liés à la Mafia qui infiltrent le secteur de l'habillement depuis longtemps. Nombre de responsables syndicaux, par intérêt personnel ou en quête de gros bras pour se confronter au patronat, ont en effet pris l'habitude de s'acoquiner avec des mafieux et des gangsters, tel le redouté Louis « Lepke » Buchalter. À la tête d'un groupe d'assassins passé à la postérité sous le nom de « *Murder Incorporated* », Louis Buchalter a pris le contrôle de sociétés de transport et de fabrication de vêtements, ainsi que de sections locales de l'ACWA. C'est un associé et ami des figures centrales de la Mafia de New York : Lucky Luciano, Meyer Lansky, Frank Costello et Joe Adonis. En 1931, Sidney Hillman décide donc de mettre fin à cette pénétration mafieuse en s'opposant frontalement à Buchalter et à ses principaux affidés au sein de l'ACWA, Abraham Beckerman et Philip Orlofsky. Ce combat est tardif, Hillman feignant de découvrir une réalité ancienne et connue de tous. Quoi qu'il en soit, il ne parvient à nettoyer les écuries d'Augias que partiellement ; il échoue ainsi à en expulser Buchalter. Il semble même, comme le souligne Steven Fraser – un auteur pourtant peu hostile à Sidney Hillman –, que « certaines preuves fragmentaires » laissent penser que le syndicaliste et le gangster ont su trouver « des arrangements »[36]. Après de multiples péripéties politico-judiciaires, le gangster est condamné à mort pour l'assassinat d'un transporteur, Joseph Rosen. Alors que son exécution ne cesse d'être différée par le jeu des recours légaux, la presse affirme que Buchalter, emprisonné à Sing Sing, a parlé au *District Attorney* Frank Hogan, et a désigné de « hautes personnalités » comme étant liées à la Mafia, en particulier « un leader syndical majeur, puissant dans la vie politique nationale, un homme ayant commandité plusieurs homicides ». Pour les initiés, l'allusion à Sidney Hillman est claire. Buchalter avait déjà prévenu : « Si je parlais, beaucoup de gens importants seraient touchés. Quand je dis importants, je veux dire importants. Les noms vous surprendraient[37]. » Le gangster abat donc son ultime atout pour sauver sa vie. Frank Hogan dira en effet plus tard à l'avocat et journaliste Ernest Cuneo que Buchalter avait impliqué Sidney Hillman dans au moins un meurtre commandité, celui d'un patron d'usine de vêtements s'opposant à lui, pour lequel le syndicaliste lui avait donné 75 000 dollars[38]. Selon le journaliste du *New York Times* et historien de la Mafia Selwyn Raab[39], Buchalter déclara à la justice avoir perçu chaque semaine de Sidney Hillman une somme d'argent, via des comparses, dont une partie était donnée ensuite à Lucky Luciano et d'autres mafieux ; le paiement était destiné à contraindre d'autres syndicalistes ou des patrons récalcitrants. Le gangster aurait précisé avoir occasionnellement rencontré en privé le syndicaliste, et reçu une

fois de lui 25 000 dollars pour l'avoir aidé à remporter une grève dure. Il est aussi question de l'assassinat, en 1931, d'un patron opposé à la présence de l'ACWA. Les déclarations du gangster sont transmises au FBI et au Federal Bureau of Narcotics. Deux hommes de main de Buchalter, Paul Berger et Albert Tannenbaum, déjà emprisonnés pour meurtre et d'autres crimes, confirment en partie les déclarations de leur chef. Le jour de son exécution, Sidney Hillman rencontre Frank Hogan durant 90 minutes. Le procureur s'entretient ensuite avec le gouverneur républicain de l'État de New York, Thomas E. Dewey, candidat actif aux élections présidentielles. Ce dernier décide subitement de différer l'exécution de 48 heures. La presse spécule. Le *Daily Mirror* déclare que le délai a été accordé car l'associé de la Mafia aurait offert des éléments au gouverneur Dewey, qui ferait de lui un candidat imbattable à l'élection présidentielle. Le procureur se méfie de longue date de Sidney Hillman, tout comme d'un autre syndicaliste de l'industrie du vêtement, David Dubinsky, président de l'International Ladies Garment Workers Union. Peu après sa prise de poste, Thomas E. Dewey avait invité les deux dirigeants syndicaux à dîner à son domicile afin d'obtenir leur aide dans son combat contre l'infiltration mafieuse dans l'industrie du vêtement. Les deux nient catégoriquement avoir quelque connaissance que ce soit sur le racket ou la corruption dans leur secteur. Le procureur n'est pas dupe de leur mensonge. Quoi qu'il en soit, Buchalter est alors convaincu qu'il peut sauver sa tête en distillant des informations. Il se trompe, et est finalement exécuté. Disposait-il d'éléments à charge sérieux contre Sidney Hillman, démontrant son double jeu avec la Mafia ? Pour le savoir, encore eût-il fallu ouvrir une enquête approfondie au moment de ses premières déclarations ; mais le soupçon de liens avec la Mafia d'un des principaux soutiens et conseillers du président Franklin D. Roosevelt aurait provoqué un immense scandale.

Certains auteurs, tel Gus Russo, estiment que derrière une image de respectabilité, Sidney Hillman entretient en réalité des relations étroites avec la Mafia, depuis l'époque où, à New York, il utilise les gangsters pour faire pression, y compris par la violence, sur les patrons de l'industrie de l'habillement ainsi que sur des syndicats concurrents, dans le but d'imposer l'ACWA. Ce pacte avec le diable aurait créé des liens indéfectibles, surtout quand il y aurait eu une « commande » de meurtre, à l'image de celui de Guido Ferreri, un patron récalcitrant. Le principal suspect de cet assassinat est justement Bulchater. Interrogé par la police, ce dernier fait appel à Sidney Hillman qui arrive avec son avocat, Fiorello La Guardia, futur maire de New York. Lorsque, plus tard, le procureur de New York William O'Dwyer tente de faire extrader Buchalter pour cet assassinat du pénitencier de Leanvenworth

(Kansas), où il purge une peine de 44 ans pour trafic de drogue et racket, Sidney Hillman obtient du président Franklin D. Roosevelt qu'il n'accorde pas son extradition. Toutefois, comme nous l'avons vu précédemment, Buchalter est malgré tout extradé vers l'État de New York, puis condamné à mort et exécuté, pour le meurtre cette fois de Joseph Rosen, un autre petit patron en conflit avec Sidney Hillman. Ce dernier est-il le commanditaire de l'assassinat ? Quoi qu'il en soit, il est fort possible que pour tous ses services, Buchalter rackette abondamment Sidney Hillman pour le compte de la Mafia de New York. Les accusations de liens mafieux contre Sidney Hillman ne viennent pas seulement des milieux républicains et conservateurs. Ses adversaires de gauche ne sont pas en reste, qui l'accusent de représenter le pire du mouvement ouvrier quand il s'est agi de traiter avec les racketteurs. À l'image du leader du Parti socialiste, Norman Thomas, affirmant : « Je pense que M. Hillman a eu beaucoup de chance que M. Lepke soit allé à la chaise électrique sans avoir parlé plus qu'il ne l'a fait[40]. » Pour revenir au cas de Harry S. Truman, on ne peut écarter l'hypothèse que l'homme qui a fait de lui un roi est en « odeur de mafia », tenu et soumis par les mafieux de New York. La figure d'un Sidney Hillman – tout comme celle de Jimmy Hoffa, dont nous reparlerons – illustrerait comment l'histoire du syndicalisme américain au XX^{e} siècle est indissociable de celle du crime organisé et de la Mafia.

Dans le même temps, d'autres influenceurs en « odeur de mafia » agissent en coulisses en faveur de Harry S. Truman, en particulier tous les grands boss démocrates, dont les plus corrompus, tel le maire de Chicago Edward J. Kelly, successeur d'Anton Cermak, ou encore Frank (« *I am the Law* ») Hague du New Jersey ; pour autant, aucun n'a alors le poids de Sidney Hillman. La signification profonde de ce choix problématique qui ravit les mafieux ne passe pas inaperçue auprès des élites de Washington. Harold Ickes, *Interior Secretary* de Roosevelt, écrit : « Je réagis vigoureusement contre la méthode de sa nomination et la position de domination apparente que les boss corrompus ont maintenant dans l'organisation du Parti démocrate »[41]. Eleanor Roosevelt, l'épouse du Président, n'est pas dupe non plus quand elle écrit à Henry Wallace : « Il me semble que les boss ont bien œuvré de manière discrète[42]. » La presse n'est pas en reste, à l'image du *Chicago Tribune* : « Nous sommes confrontés au squelette souriant de Truman le banqueroutier, Truman l'instrument souple du boss Pendergast dans le pillage de la municipalité de Kansas City, Truman le béni-oui-oui (« *yes man* ») et le porte-voix au Sénat des gangsters politiques[43]. » Durant la campagne présidentielle de 1944, les attaques des républicains se concentrent sur Harry S. Truman, traité de « gangster », au moment où l'état de santé de Franklin D. Roosevelt s'aggrave : voter pour Roosevelt, disent-ils, c'est en

réalité voter pour « Truman président ». Ils ont raison.

Toute sa vie, ce dernier souffrira de ce parrainage encombrant de la machine Pendergast. Il ne cachera jamais son association avec Tom Pendergast – le pouvait-il ?! – mais en se défendant de toute malversation : « J'ai dit à de nombreuses reprises qu'il [Pendergast] ne m'a jamais demandé de commettre un acte malhonnête, et je le jure. J'ai fait mon travail selon ma conscience. Et il n'a jamais interféré, même quand il fut personnellement dans de profondes difficultés[44]. » Dans son *Autobiography*[45], Truman occulte, contre toute vérité historique, le rôle joué par le boss de Kansas City dans son ascension politique. De manière symptomatique, l'ouvrage comporte un chapitre dédié à ses relations avec Tom Pendergast, destiné à en minimiser l'intensité, commençant par ce propos : « Il y a eu beaucoup de spéculations concernant mes relations politiques avec T. J. Pendergast (Tom).[46] » L'intéressé ajoute sur un ton virulent et surtout victimaire, à la fois pour son mentor et pour lui-même : « Comme Pendergast était persécuté à propos de ses difficultés financières, qu'il fut inculpé de fraude fiscale et envoyé à la prison fédérale de Leavenworth, il fut utilisé par mes opposants pour me discréditer. Mes opposants, que ce soit au sein du Parti démocrate en 1940, ou dans la presse de sabotage, ou parmi les éditorialistes menteurs, ou au sein du pauvre et délabré Parti républicain aux méthodes assassines, n'ont jamais pu me blesser politiquement par ces abus et calomnies[47]. » Certes, mais il ne peut ignorer que sa carrière politique jusqu'à la Maison Blanche a été appuyée, si ce n'est façonnée, par des politiciens corrompus et des gangsters. Ironie de l'histoire, le candidat républicain qui s'oppose au ticket Roosevelt-Truman lors des élections présidentielles de novembre 1944 est Thomas E. Dewey, l'ex-procureur de New York, célèbre pour avoir poursuivi, puis réussi à faire condamner à la prison à perpétuité Lucky Luciano, le chef de la Mafia, dans une obscure affaire de proxénétisme.

Une présidence sous influence ?

Lorsque Tom Pendergast meurt en janvier 1945, Harry S. Truman, devenu vice-président, se rend à son enterrement, malgré les mises en garde de son entourage qui ne goûtent pas de voir son nom et sa fonction associés au boss de Kansas City. Il déclare alors crânement : « Il a toujours été mon ami et j'ai toujours été le sien. » Comportement et déclaration d'un homme loyal ou soumission définitive à un système corrompu ? Les deux probablement. Quoi qu'il en soit, lorsqu'il devient président des États-Unis quelques mois plus tard, en avril 1945, il a l'image d'un homme « honnête et sincère » pour 87 % des Américains interrogés, selon un sondage Gallup (juin 1945). Pourtant, le président Harry S. Truman va continuer à entretenir des liens étroits avec la machine Pendergast de Kansas City, en l'occurrence avec Jim, qui a repris le flambeau de l'oncle Tom. Et cette machine poursuit ses habitudes de trucage et d'intimidation lors des élections. Par ailleurs, Truman n'a pas l'intention d'être le président d'une croisade anti-Mafia, il se sait trop compromis pour oser s'aventurer sur ce terrain boueux. Ainsi, pour les Pendergast, comme pour la Mafia, l'arrivée de Harry S. Truman à la Maison Blanche est de manière incontestable une bonne nouvelle.

Dans l'esprit de la Mafia, Truman est sa *chose*. Sam Giancana, figure centrale et futur chef de la Famille de Chicago, parle de lui en utilisant une expression symptomatique, « *our boy* » (« notre garçon/homme »), et se montre sans ambiguïté sur l'emprise que les mafieux pensent tenir sur l'élu. En 1948, Sam Giancana offre une synthèse implacable de la situation à son frère Chuck :

> « [Mais] Truman, bon, il peut nous raconter des conneries qu'il est un homme comme les autres, les gens gobent ça, mais la vérité c'est qu'il marche depuis toujours avec nos gars, à Kansas City. […]
> Bon sang, parce que, là-bas, c'est exactement comme à Chicago. Ils avaient un maire irlandais, Pendergast, qui touchait gros… Il adorait parier sur les canassons. Et ils avaient les Italiens, quand il leur fallait des hommes de main et pour faire marcher les rackets. Alors, Truman nous doit tout, c'est un fait. Pendergast l'a nommé juge et, avec l'aide des hommes de main italiens à ses côtés, il l'a fait

élire au Sénat. Quand la campagne présidentielle de 1944 est arrivée, c'est Kelly, qui était maire ici, à Chicago, qui a obtenu qu'il soit vice-président de Roosevelt. Merde, Chicago a fait désigner et élire Roosevelt et Truman. Roosevelt a été correct avec nous et on a été corrects avec lui. Il est mort et, depuis, Truman est notre homme à la Maison Blanche. Avec lui, il n'y a pas de vagues[48]. »

Le Président donne rapidement l'impression de se débarrasser de tous ceux qui, de près ou de loin, ont participé à la condamnation de Tom Pendergast et aux enquêtes fédérales pour fraude électorale contre la machine démocrate du Missouri[49]. Il remercie ainsi au fil des mois : le procureur fédéral de Kansas City, Maurice Milligan[50] ; le secrétaire d'État au Trésor Henry Morgenthau qui supervise le fisc (IRS) ; le chef du Treasury intelligence, Elmer Irey, qui malgré ses 39 années de services ne peut même pas partir à la retraite avec la traditionnelle lettre de félicitations signée par le président des États-Unis ; le ministre de la Justice, Francis Biddle. Il s'abstient toutefois de renvoyer J. Edgar Hoover dont le service a pourtant joué un rôle déterminant dans toutes ces enquêtes contre ses amis démocrates du Missouri. Harry S. Truman a peur du directeur du FBI, même s'il déclare le contraire en privé[51], un homme qui n'ignore rien de la corruption à Kansas City ni des accointances mafieuses de la machine Pendergast. Il y a forcément un dossier Truman, très documenté, aux archives de la Sûreté fédérale. Un chantage implicite est-il à l'œuvre ? Probablement. Par ailleurs, le président des États-Unis et le directeur du FBI ont un intérêt commun : aucun des deux ne veut croiser le fer avec la Mafia. Hoover reste donc en poste, même si Truman se méfie des méthodes du FBI. Il est effrayé par cette agence surpuissante et incontrôlable que lui laisse Franklin D. Roosevelt, ce qu'il exprime un mois après sa prise de fonction dans une note datée du 12 mai 1945 : « Nous ne voulons ni Gestapo ni police secrète. Ceux du FBI vont dans ce sens. Ils se mêlent de scandales sexuels et de chantage alors qu'ils devraient attraper les criminels. Ils ont aussi l'habitude de dénigrer les représentants des polices locales. CELA DOIT CESSER. Nous avons besoin de collaboration.[52] »

Les deux hommes vont ainsi passer leur temps à se méfier l'un de l'autre et à se détester. Il faut admettre que J. Edgar Hoover est réellement effrayant ou que leurs intérêts communs sont forts pour que le Président n'ose le congédier. Dans d'autres circonstances, Truman démontrera qu'il n'est pas aisément intimidable puisqu'il n'hésitera pas à démettre de son commandement un héros de la Seconde Guerre mondiale, à l'immense popularité, mais à la loyauté douteuse : le général Douglas MacArthur, et ce en pleine guerre de Corée ! Truman poussera le pacte de non-agression avec J. Edgar Hoover jusqu'à le décorer de la médaille du Mérite pour « services exceptionnels ». Il a pourtant raison de se méfier du directeur du FBI. Durant la campagne présidentielle de 1948, ce

dernier n'a eu qu'une obsession : le chasser de la Maison Blanche afin de pérenniser son pouvoir[53]. À cette fin, il joue la carte du candidat républicain Thomas E. Dewey, au demeurant un de ses vieux amis, en mettant à son service, et en secret, les ressources du FBI. Il espère que le républicain une fois élu le nommera ministre de la Justice. Le FBI a fait passer à Thomas E. Dewey tous les éléments utiles sur les anciennes relations de Harry S. Truman avec la machine Pendergast[54]. Contre toute attente, et malgré la déloyauté du directeur du FBI, Truman est réélu.

Entre-temps, Harry S. Truman s'entoure à la Maison Blanche, et dans certaines administrations fédérales, de proches et d'affidés souvent venus du Missouri, parfois incompétents et malhonnêtes[55]. Vingt ans après la présidence de Warren G. Harding (1921-1925) restée célèbre pour sa corruption endémique et son copinage (« le gang de l'Ohio »), c'est cette fois un « gang du Missouri », dit-on, qui conquiert Washington ! La référence n'est pas flatteuse. Harry S. Truman pratique en effet une politique clientéliste, consistant à placer des obligés et des amis, et ce, conformément aux leçons de son mentor Tom Pendergast. L'ex-procureur Maurice Milligan porte un diagnostic sévère sur le comportement du Président : « La carrière de Harry S. Truman se serait arrêtée loin de la Maison Blanche sans l'aide du boss Pendergast. Quand le sénateur est devenu vice-président en 1944, le stock politique de la machine Pendergast renaissante a explosé, mais ce n'était rien en comparaison avec les occasions en or qui venaient avec l'arrivée de Truman à la présidence. De nouveaux postes, des places vacantes et des démissions qui étaient à la discrétion du Président, toutes sortes de favoritisme fédéral trouvèrent une acceptation reconnaissante dans les rangs d'hommes de la machine (Pendergast), tous des amis du Président[56]. »

Un exemple, parmi d'autres, montre l'imprudence du Président dans ses choix quand il nomme en 1949 un de ses amis, William M. Boyle, vice-président puis président du Democratic National Committee. Rouage de la machine Pendergast et de son ascension, cet ex-policier, puis avocat, et enfin politicien, devient la cible des journalistes et des républicains pour ses activités percluses, a minima, de « conflits d'intérêts ». Il a l'image d'un escroc. En septembre 1949, un dîner de gala est offert en son honneur dans l'auditorium municipal de Kansas City. Le Président est le *guest speaker* de la soirée : il prend la défense de son ami. Il y a 2 000 invités devant lesquels il déclare : « Tous sont des amis attachants »[57]. L'image du Président n'en sort pas grandie. Comme l'écrit l'historien Robert J. Donovan, « le nombre d'escrocs et de racketteurs présents à ce dîner en présence d'un président est un scandale en soi[58]. » Parmi ces douteux « amis », il y a le mafieux Charles Binaggio, chef de la Famille de Kansas City

depuis 1939, assis en face de Harry S. Truman, non loin du ministre de la Justice McGrath. La presse rend compte avec intérêt de la présence de cet « ami » si spécial. Truman peut difficilement ignorer un homme qui l'a aidé à récolter 150 000 dollars lors de sa campagne présidentielle, un an plus tôt.

Au fil des années, les scandales s'enchaînent, touchant les administrations fiscales, de la Justice, des Postes, etc. L'un d'entre eux n'a pas pour protagoniste de simples escrocs. Il concerne directement *Cosa Nostra*, en l'espèce 4 mafieux importants de Chicago : Paul « The Waiter » Ricca, Louis « Little New York » Campagna, Phil D'Andrea et Charles « Cherry Nose » Gioe. Le scandale est double, portant d'abord sur un transfert de prison, puis sur une libération sur parole. En décembre 1943, les 4 mafieux – ainsi que Frank Maritote et Johnny Roselli – sont condamnés à 10 ans de prison pour avoir été les protagonistes d'un scandale d'extorsion de très grande ampleur touchant l'industrie cinématographique, en réalité les studios d'Hollywood (la Twentieth Century Fox, etc.). Contre rémunération, les mafieux assuraient la « paix sociale » (pas de grève sauvage), le syndicat des salariés du cinéma, l'IATSE (International Alliance of Theatrical Stage Employees) étant sous le contrôle de la Famille de Chicago. Ce dossier pénal passé à la postérité sous le nom d'« affaire Bioff », patronyme d'un des racketteurs œuvrant pour la Mafia, William Bioff, apporte la démonstration que, depuis les années 1920, la Famille de Chicago, The *Outfit*, est la figure tutélaire, en coulisses, du cinéma américain, avec pour « ambassadeur » local, un de leurs soldats : Johnny Roselli. Au printemps 1945, alors que le président Franklin D. Roosevelt est décédé et que l'*Attorney General* Francis Biddle a été démis de ses fonctions, Paul « The Waiter » Ricca, Louis « Little New York » Campagna et Phil D'Andrea demandent leur transfert au pénitencier de Leavenworth (Kansas) où se trouve déjà Charles « Cherry Nose » Gioe. Les autorités fédérales s'y opposent, puisqu'il est de saine politique pénitentiaire de ne pas regrouper tous les membres d'un même gang dans le même établissement. Pourtant, Paul « The Waiter » Ricca et Paul « Little New York » Campagna obtiennent gain de cause le 8 août 1945. Peu habitués à subir des rebuffades, les mafieux ont su manœuvrer avec habileté.

Ces deux mafieux de Chicago ont choisi un bon avocat. C'est en réalité la Famille de Chicago qui fait ce choix, non pas au sein de l'excellent barreau de leur ville, mais à Saint Louis (Missouri), en la personne de Paul Dillon. Il n'est pas n'importe qui, puisqu'en 1934 et 1940, il a été le responsable de la campagne pour les élections sénatoriales de Harry S. Truman, mais aussi l'avocat de Johnny Lazia, le chef de la Famille de Kansas City. Paul Dillon a été présenté à Truman par Tom Pendergast qui lui a personnellement demandé de superviser sa campagne sénatoriale. Ce dernier remporte ces deux élections,

largement corrompues par des fraudes massives. Paul Dillon n'a donc pas été choisi au hasard : à Kansas City, il est l'avocat des mafieux et de la machine Pendergast. Désormais, avec Truman, il dispose d'un accès direct à la Maison Blanche. L'émissaire de la Mafia de Chicago auprès de Paul Dillon pour ce dossier sensible est Edward « Putty Nose » Brady. Paul Dillon est un avocat bien connu de la Famille de Chicago qui a déjà su l'utiliser par le passé pour défendre certains de ses membres en délicatesse avec la justice. Ce choix stratégique est opéré par Murray « Curly » Humphreys, l'homme qui au sein de l'*Outfit*, est le stratège des relations avec l'*upperworld* des politiciens. À ce titre, il connaît personnellement Harry S. Truman. Comme l'explique Gus Russo : « Humphreys savait qu'en jouant la carte de Kansas City, il était en train de menacer subtilement d'ouvrir une boîte de Pandore que Washington ne pourrait ignorer[59]. » La Mafia sait que Truman est depuis longtemps un homme *vulnérable*. En parallèle, Curly Humphreys exige aussi l'aide de Roland Libonati, démocrate de l'Illinois élu à la Chambre des représentants, qui travaille de facto depuis toujours sous les ordres de l'*Outfit*. Après l'élection de Truman, Paul Dillon est évidemment un visiteur régulier à la Maison Blanche. En mai 1945, il rend visite à Washington au directeur adjoint du Bureau des prisons, Frank Loveland, à qui il se présente comme « un ami proche du Président ». Celui-ci refuse la demande de transfèrement de Paul « The Waiter » Ricca et Louis « Little New York » Campagna d'Atlanta à Leavenworth. Comme Paul Dillon ne peut rester sur un échec avec des clients aussi exigeants, l'avocat porte carrément sa demande plus haut ; et c'est ainsi que l'*Attorney General* donne des ordres pour que soit effectué ce transfèrement. Mais le meilleur est à venir : au pénitencier de Leavenworth, en violation des règlements, et pendant un an, Paul « The Waiter » Ricca et Louis « Little New York » Campagna reçoivent la visite régulière de prestigieux amis : Curly Humphreys et Joe Accardo, le chef de la Famille de Chicago, tour à tour sous l'identité de Joseph Bulger – président de l'Unione Siciliana – et d'Eugene Bernstein, qui n'est pourtant pas leur conseil mais celui de l'*Outfit* pour le droit fiscal. Ces rencontres au sommet n'ont rien de gratuit. Les mafieux discutent d'un sujet sérieux : à l'été 1947, ils auront effectué un tiers de leur peine et seront donc éligibles à une libération sur parole.

Mais les deux racketteurs d'Hollywood qui tentent d'obtenir une libération sur parole doivent pour cela surmonter un double obstacle : des poursuites en cours pour fraude fiscale et fraude postale. La question fiscale trouve une solution inespérée : la dette initiale de 600 000 dollars en taxes et pénalités est ramenée à 126 000 dollars. La somme n'est pas déboursée par les mafieux ; elle est le fruit d'une collecte organisée par Joseph Bulger auprès des « amis » de la Famille. Encore un miracle ! Pour obtenir l'abandon des charges de fraude

postale, il faut convaincre le ministre de la Justice. À cette fin, les deux mafieux prennent pour avocat Maury Hughes, de Dallas, un associé et ami d'enfance du ministre de la Justice, Tom Clark, ainsi que de Harry S. Truman. Il a également l'avantage d'être un haut cadre du Parti démocrate, présent lors de la convention d'investiture de 1944, ayant travaillé avec Sidney Hillman à la formation du ticket gagnant Roosevelt-Truman. L'équation est forcément bonne : l'ami Truman contrôle Clark et l'ami Clark contrôle le Bureau des libérations sur parole. Pour traiter ce dossier, Paul Dillon engage dans son équipe l'avocat de Paul « The Waiter » Ricca, A. Bradley Eben dont la mère, Mary Agnes Eben, travaille à la Maison Blanche comme secrétaire adjointe du Président. Le monde est si petit quand on sait s'y prendre.

Enfin, selon Sam Giancana, le travail en coulisses de l'*Outfit* va plus loin encore. Curly Humphreys, le responsable des contacts avec le monde politique pour l'*Outfit*, ne ménage pas sa peine, faisant de nombreux allers-retours à Washington, en particulier pour échanger avec le ministre de la Justice, Tom Clark. Paul « The Waiter » Ricca promet à l'*Attorney General* un siège à la Cour suprême s'il l'aide à sortir de prison. Par ailleurs, les studios de cinéma d'Hollywood, toujours sous la pression des syndicats qui mènent grèves et arrêts de travail sauvages pour les racketter, doivent verser une contribution « volontaire » de 5 millions de dollars au président Truman ; en outre, celui-ci se voit promettre le soutien financier et politique des syndicats contrôlés par la Mafia et de la machine démocrate de Chicago pour la future élection présidentielle de 1948[60].

Les deux mafieux obtiennent gain de cause le 6 mai 1947. L'ordre est venu directement du ministre de la Justice. Ce dernier n'en est pas à une faveur près pour les mafieux. En 1946, il a déjà démantelé le groupe d'enquête sur Al Capone (CAPGA : *Capone Gang*). Il a aussi sabordé une enquête du FBI sur les fraudes électorales et les meurtres à Kansas City, orchestrés par Charles Binaggio, ayant entraîné la défaite à l'élection pour la Chambre des représentants du démocrate Roger Slaughter, un ennemi de Harry S. Truman. Tom Clark est un corrompu d'habitude : un mois après sa prise de fonction (juillet 1945), il accepte un énorme pot-de-vin afin de classer un dossier sur un marché militaire[61]. C'est un ami de J. Edgar Hoover, Lyndon B. Johnson et Clint Murchinson, le pétrolier texan en « odeur de mafia ». Avant de devenir *Attorney General*, Tom Clark fut lobbyiste pour les intérêts du pétrole texan. Pour couronner le tout, il se dit aussi à New York que le mafieux Frank Costello a promis 250 000 dollars au directeur général de la Poste, Robert Hannegan, membre du cabinet de Harry S. Truman afin d'user de son influence dans ce dossier de libération sur parole. Une autre rumeur circule selon laquelle Jake

Guzik, le « ministre des finances » de l'*Outfit*, a rassemblé 300 000 dollars pour faire sortir ses amis. La Famille de Chicago définit même une « liste des prix », avec une prime pour chaque mafieux qui aura pu sortir.

Ces obstacles fiscaux et judiciaires levés, l'avocat Paul Dillon est reçu à Washington le 5 août par le président du Bureau des libérations sur parole (« Federal Parole Board »), T. Webber Wilson, qui n'est autre qu'un de ses meilleurs amis, tout comme un autre de ses membres, Fred S. Rogers. T. Webber Wilson a la réputation à Washington d'être un homme corrompu, connu pour accepter des pots-de-vin en échange de remises en liberté. Des instructions téléphoniques sont transmises au Bureau des libérations sur parole de Chicago : l'urgence semble commander de ne pas attendre d'instructions écrites. Une semaine plus tard, le 13 août 1947, les 4 mafieux sont libérés sur parole, après n'avoir purgé qu'un tiers de leur peine. Il ne s'agit évidemment pas d'une faute d'étourderie ou d'une méconnaissance de la dangerosité de ces individus, si l'on en juge par ce mémorandum du procureur fédéral à l'*Attorney General* l'année précédente qui leur est consacré : « Les accusés reconnus coupables sont les successeurs notoires au pouvoir criminel d'Al Capone. Ce sont des criminels vicieux qui sont prêts à tout pour parvenir à leurs fins. L'enquête et les poursuites les concernant avaient pour motifs le meurtre, l'usage d'arme à feu, l'intimidation de témoins, le parjure[62]. »

La presse est indignée. Un comité du Congrès lance une enquête (septembre 1947-juin 1948) qui ne parvient pas à apporter la preuve d'une remise de pots-de-vin malgré l'audition de 56 témoins sous serment : « Alors que les auditions ont révélé l'utilisation d'argent considérable et l'emploi d'individus en position d'exercer une influence sur les autorités, le comité a été incapable de découvrir une violation de la loi fédérale[63]. » Lorsque la commission d'enquête interroge le Federal Parole Board, son président et tous ses membres démissionnent. Le Congrès évoque des investigations « sommaires » du passé des mafieux menées par le Federal Parole Board. Fred S. Rogers affirme que T. Webber Wilson l'a convaincu que l'*Outfit* ne fonctionne plus à Chicago, autrement dit que la Famille de Chicago est morte ! Que conclure, si ce n'est que, manifestement, les membres du Federal Parole Board ont été achetés et/ou intimidés ? Lors de l'enquête, l'obstruction du FBI et du ministère de la Justice est totale. Ils refusent de coopérer avec le Congrès qui ne pourra pas accéder au contenu des auditions de 275 personnes pourtant réalisées par le FBI dans ce dossier. Le ministre Tom Clark ordonne au FBI de ne pas communiquer au Congrès le résultat de ses investigations ; tout au plus est-il transmis un résumé que le président du comité qualifiera de « sans valeur ». Malgré les demandes de la commission d'enquête, non seulement le

président Harry S. Truman refuse de délivrer un *executive order* qui aurait contraint Clark et le FBI à coopérer, mais il ordonne au vice-ministre de la Justice Philip B. Perlman de s'opposer à cette requête parlementaire au nom de la séparation des pouvoirs. Dans son rapport final, le président de la commission d'enquête, Clare Hoffman, conclut que « le Syndicat [la Mafia] a donné la démonstration la plus éclatante de son poids politique dans l'histoire de la République[64]. » Les historiens du crime s'accordent pour analyser cette libération sur parole comme un des exemples les plus importants de l'influence de la Mafia dans l'histoire américaine. La démonstration est faite que la Famille de Chicago dispose de complicités au plus haut niveau du pouvoir fédéral. L'enquête du Congrès ne parvient à établir aucune violation de la loi, mais insinue que beaucoup d'argent a circulé pour obtenir cette libération, et ce jusqu'au ministère de la Justice et à la Maison Blanche. Sous la pression du Congrès, les libérations conditionnelles sont tout de même révoquées en 1948, mais les avocats des mafieux parviennent par des manœuvres juridiques dilatoires à bloquer ces révocations.

Dans ce scandale, la question de l'implication personnelle de Harry S. Truman n'a jamais été creusée ni établie. Le Président s'est distingué à de nombreuses reprises en accordant un pardon présidentiel à des repris de justice, affairistes ou gangsters, proches de ses amis politiques ; pour autant, son rôle dans ce scandale reste obscur. Si l'on en croit le frère (Chuck) et le neveu (Samuel) de Sam « Mooney » Giancana, la Famille de Chicago était très confiante sur l'issue de cette affaire :

> « Selon Mooney, la libération anticipée des malfrats les plus célèbres de Chicago était due à Murray Humphreys, qui avait fait d'innombrables séjours à Washington, pour l'obtenir. Il y avait rencontré l'*Attorney General* – le ministre de la Justice – Tom Clark, en vue d'obtenir son aide.
> Ricca a promis à Clark un siège à cette putain de Cour suprême s'il l'aidait à sortir, dit Mooney, puis, remarquant l'expression de Chuck, il ajouta avec un rire étouffé : "Chuck, qu'est-ce que je t'ai dit autrefois ? Tu croyais que je te racontais des conneries ? On tient toujours le Président, peu importe comment il s'appelle… c'est notre homme. La Maison Blanche nous appartient." […] Au sein de la pègre, on prétendait que les syndicats de Hollywood, toujours contrôlés par Chicago, avaient provoqué des grèves bouchons onéreuses, recouru au vandalisme et autres moyens de pression pour contraindre les magnats des studios à aider Ricca. La tactique s'avéra efficace ; selon Mooney, les grands studios donnèrent 5 millions de dollars au président Truman. En échange, l'*Attorney General* Clark accorda la liberté conditionnelle aux détenus et, en récompense, fut nommé par Truman à la Cour suprême. En outre, l'Organisation promit à Truman son soutien financier, ainsi que l'appui de la machine politique de Chicago pendant la campagne présidentielle qui se profilait à l'occasion de l'élection de 1948[65]. »

Tom Clark sera en effet nommé à la Cour Suprême, et un micro du FBI placé au quartier général de l'*Outfit* à Chicago captera quelques années plus tard, en 1964, cette affirmation de Curly Humphreys : « L'astuce consistait à atteindre Tom Clark. […] Au final, un accord a été conclu : s'il avait la peau assez épaisse

pour le faire, il serait alors le prochain juge nommé à la Cour suprême. […] L'*Attorney General* Tom Clark était toujours à 100 % partant pour accorder des faveurs »[66]. Humphreys a acheté Tom Clark et payé les deux avocats à la manœuvre ; c'est la plus belle opération de corruption de sa carrière. Deux ans après la « miraculeuse » libération conditionnelle, dès qu'un siège se libère, Tom Clark est en effet nommé à la Cour suprême le 3 octobre 1949 par le président Harry S. Truman. Dans l'esprit de Sam Giancana, un homme comme le Président ne fait pas partie de la Famille : il appartient à la Famille. À l'occasion de l'élection présidentielle de 1948 pour laquelle il semble en mauvaise posture, l'*Outfit* ne ménage pas ses efforts en sa faveur. Son élection ravit les mafieux, ce qui fait dire à Sam Giancana : « Truman peut remercier Chicago […]. Trente mille voix, ça fait pas une grosse avance. Bon sang, il a fallu supplier, emprunter et voler pour faire basculer l'élection de ce fils de pute. Impossible que ce type ne sache pas qui l'a fait élire[67]. » Quelques années plus tard, la « commission Kefauver » s'indignera de cet épisode, y voyant « une manifestation impressionnante du pouvoir du Syndicat et de son habileté à manier l'influence politique »[68]. Par ailleurs, les mafieux ont la rancune tenace. Willie Bioff, qui a commis l'imprudence de témoigner contre les boss de l'*Outfit*, est assassiné en novembre 1955 alors qu'il vit sous une nouvelle identité à Phoenix, en Arizona : une bombe placée sous sa voiture le réduit en morceaux.

Cependant, les indulgences de l'administration Truman pour les protagonistes de l'affaire Bioff ne s'arrêtent pas aux mafieux de l'*Outfit*. Joseph Schenck, un des principaux nababs d'Hollywood (United Artists ; Twentieth Century Pictures), profondément lié à la Mafia, bénéficie du pardon présidentiel en octobre 1945 pour sa condamnation à 3 ans de prison (fraude fiscale, parjure, conspiration) dans ce dossier de racket gigantesque. Comme nous l'avons déjà noté, selon Sam Giancana, Joe Schenck est depuis longtemps un contributeur du Parti démocrate, en particulier lors des campagnes électorales ; c'est par son canal que passent les largesses électorales de la Mafia. Par ailleurs, selon Joseph Yablonsky, l'agent spécial en charge du bureau du FBI à Las Vegas de 1980 à 1983, Tom Clark s'illustre en 1946 au profit des hôtels-casinos de la ville. Cette année-là, le FBI de New York enquête sur Benjamin « Bugsy » Siegel, Frank Costello et leurs associés au moment où ils préparent le financement du futur hôtel-casino Flamingo. Mais les agents du FBI reçoivent l'ordre du ministre Tom Clark de mettre fin immédiatement à leurs investigations, sous prétexte qu'elles sont en dehors de la compétence fédérale. Le FBI s'exécute et découvre ensuite que le sénateur de l'État, Pat McCarran, est intervenu auprès du ministre de la Justice. Le sénateur rue en effet dans les brancards, accusant les enquêtes du FBI « d'endommager l'économie du Nevada »[69]. Un refrain qui sera souvent

tenu par nombre d’élus de cet État.

Estes Kefauver versus Truman : le cauchemar du Président

Au début des années 1950, *Cosa Nostra* atteint presque l'acmé de son pouvoir. Ses affaires sont florissantes, le FBI de J. Edgar Hoover détourne le regard et les politiques sont aisément corruptibles ou intimidables, tout comme les forces de police locale. L'équation richesse plus impunité fonctionne à la perfection : que demander de plus ? L'essentiel est que les affaires des Familles demeurent dans l'ombre, loin de l'agitation médiatique. Les voix qui s'élèvent contre le pouvoir de la Mafia sont rares, à l'image de celle, à Chicago, de Virgil W. Peterson, un ancien agent spécial du FBI, qui depuis 1942 dirige la Chicago Crime Commission[70]. C'est alors qu'une initiative politique déstabilise la discrète opulence mafieuse. En janvier 1950, Estes Kefauver, avocat baptiste devenu sénateur démocrate du Tennessee, propose la création d'une commission d'enquête sur le jeu et le racket, autrement dit sur le crime organisé. Dans un premier temps, sa *Resolution 202* ne rencontre pas un franc succès. Elle est bloquée, car trop d'intérêts puissants convergent pour étouffer l'initiative. Le président de la commission judiciaire du Sénat, Pat McCarran, élu du Nevada, a des raisons objectives de ne pas voir un de ses collègues s'intéresser au jeu, en particulier à Las Vegas, ville mafieuse de son État. Le sénateur Scott Lucas, chef de la majorité démocrate du Sénat, élu de l'Illinois, n'est pas plus enthousiaste à l'idée de voir exposée au grand jour la corruption endémique de la ville de Chicago d'où la Famille règne sur le jeu illégal dans une grande partie des États-Unis. Le président Truman n'est pas en reste qui ne souhaite évidemment pas que les projecteurs soient à nouveau braqués sur la machine Pendergast et la Mafia de Kansas City. D'une manière générale, les élus du Parti démocrate, souvent plus compromis que ceux du Parti républicain à l'époque, sont tout sauf enthousiastes. Il va sans dire que J. Edgar Hoover ne l'est pas plus. Une diversion politique est donc nécessaire pour enterrer la résolution d'Estes Kefauver. Le ministre de la Justice J. Howard McGrath[71] – successeur de Tom

Clark nommé à la Cour suprême – ex-gouverneur puis sénateur de l'État de Rhode Island, siège d'une puissante Famille de la Mafia, invite des politiciens et personnalités locales en charge de la lutte contre le crime, tel Virgil W. Peterson, à la conférence annuelle des procureurs à Washington, en février 1950, sur le thème du crime organisé. Le président Truman prend la parole devant ce parterre prestigieux. Virgil W. Peterson n'est pas dupe de la manœuvre qui décrit l'événement comme de la « poudre aux yeux » (« *window dressing* »), une parade[72].

Mais un épisode inattendu permet de surmonter ce blocage organisé. Un double assassinat ramène brutalement l'attention sur la Mafia de Kansas City, qui plus est de manière symboliquement gênante pour le président Truman. Le 6 avril 1950, Charles Binaggio et Charlie Gargotta sont retrouvés morts dans les locaux du club démocrate (« Democratic Club ») de Kansas City, situés sur Truman Boulevard ! Les deux mafieux ont été exécutés de plusieurs balles dans la tête. Dans la pièce du club transformée en scène de crime, deux immenses photos-portraits du président Truman et du gouverneur de l'État, Smith, surplombent les deux corps baignant dans leur sang. La presse s'empresse de prendre des clichés, Truman et Smith apparaissant comme de parfaits témoins métaphoriques de ce règlement de comptes mafieux. L'association visuelle est dévastatrice pour Truman. Les clichés font la une des journaux dans tous les États-Unis, rappelant de désagréables souvenirs sur les compromissions du Parti démocrate local avec les mafieux de la ville. Le représentant républicain de New York, M. K. Macy, s'empare du double meurtre : « Quand un meurtre mafieux (« *gangland murder* ») touche des associés de la Maison Blanche, déclare-t-il, c'est certainement le moment d'agir[73]. » Interrogé avec insistance lors d'une conférence de presse sur le fait de savoir s'il va ordonner une enquête du FBI, Truman répond sans convaincre que le président des États-Unis ne s'implique pas dans les affaires de police locale. Les auteurs et le mobile de ce double assassinat sont obscurs. Il se dit que les deux mafieux allaient parler à la justice ; surtout, Charles Binaggio a échoué à rendre l'État du Missouri totalement acquis à l'industrie du jeu, au grand regret de partenaires mafieux engagés financièrement dans l'entreprise. Le représentant républicain du Missouri, Dewey Short, n'hésite pas à affirmer que Charles Binaggio et Charlie Gargotta ont été tués à la demande de Truman : le chef de la Famille de Kansas City aurait refusé de soutenir son candidat lors de la primaire pour le poste de représentant au Congrès. L'accusation est grave et a priori sans fondement. Il est vrai cependant que Charles Binaggio représente alors un pouvoir à lui seul, ce qui lui permet de s'affranchir de la tendance du Parti démocrate représentée par Jim Pendergast, successeur de son oncle Tom. Le pouvoir de la Famille de Kansas

City dirigée par Charles Binaggio est alors sans partage : les démocrates de l'État l'appellent souvent « juge », manifestant ainsi tout leur respect pour un homme utile (gestion des votes) et craint (gestion de la violence). Charles Binaggio dispose de sa propre faction au sein de la machine démocrate locale, et lorsqu'il se rend à Washington afin d'être reçu par Truman nouvellement élu, ce dernier refuse de le recevoir, aligné qu'il est encore sur la faction Pendergast du Parti démocrate.

Quoi qu'il en soit, le double assassinat et la polémique naissante obligent Truman à laver son honneur et à donner des gages. Il accepte donc la création de la commission d'enquête du sénateur Estes Kefauver. Le vote n'est pas acquis pour autant. La Resolution 202 fait l'objet d'un vote serré : 35 voix pour, 35 voix contre. Le 3 mai, la voix prépondérante du vice-président des États-Unis, Alben W. Barkley, dans son rôle de président du Sénat, fait basculer le vote en faveur de la création du Senate Special Committee to Investigate Crime in Interstate Commerce, plus communément appelé Kefauver Committee[74]. Le sénateur Homer E. Capehart de l'Indiana déclare avec malice : « Kansas City pourrait être un lieu idéal pour commencer [les auditions][75]. » Les élus républicains se réjouissent, conscients du fait que ces investigations vont plus gêner les villes démocrates que les leurs. Harry S. Truman a dû s'incliner, mais il voue désormais au sénateur Estes Kefauver une haine profonde, au point désormais de surnommer le sénateur « *cow fever* » (« fièvre de vache »), un jeu de mots rappelant que Kansas City est connue pour être la ville des vaches (« *Cow Town* »). Mais à défaut d'avoir pu bloquer la création de la commission d'enquête, il est encore temps de tenter de la contenir dans ses effets. À cette fin, les leaders du Parti démocrate – le vice-président Alben W. Barkley, Scott Lucas (Illinois), chef de la majorité démocrate au Sénat, McCarran, président de la commission judiciaire du Sénat (Nevada) – font nommer au sein de la commission aux côtés du *Chairman* Estes Kefauver deux sénateurs démocrates peu au fait des questions mafieuses en raison de leur provenance : Lester C. Hunt du Wyoming et Herbert R. O'Conor du Maryland, des États plutôt épargnés par *Cosa Nostra* ; les sénateurs républicains de la commission ne sont au demeurant guère plus au fait du sujet : Charles W. Tobey (New Hampshire) et Alexander Wiley (Wisconsin).

Si l'un des buts affichés par le sénateur Kefauver est de démontrer l'existence de la Mafia, c'est en réalité la question plus large de l'entremêlement des liens entre politique et crime qui le préoccupe : « J'étais de plus en plus inquiet du phénomène de la corruption politico-criminelle et ses effets sur le pays[76]. » Afin d'assumer une tâche aussi difficile, la commission est assistée en coulisses par des connaisseurs, en particulier Virgil W. Peterson et Harry

J. Anslinger, directeur du Federal Bureau of Narcotics. Harry S. Truman accorde aussi l'aide du fisc (Internal Revenue Bureau, IRB). En coulisses, J. Edgar Hoover a tenté de s'opposer à la création de la commission, sachant que si l'opinion publique prenait conscience de la menace représentée par le crime organisé, il reviendrait alors au FBI de traiter le problème, ce dont il ne veut surtout pas. Une fois la commission Kefauver constituée, J. Edgar Hoover et le FBI *refusent de coopérer*. Ce refus est total et définitif. Le FBI refusera non seulement de donner des informations à la commission, mais aussi d'aider à la protection de témoins menacés cités à comparaître. En dépit des difficultés et des obstacles, la croisade peut commencer, non sans une certaine ironie pour ceux qui savent combien le sénateur Estes Kefauver a la réputation, justifiée, d'accepter avec facilité les pots-de-vin.

Les auditions de la commission Kefauver se transforment en événement national. C'est une commission itinérante puisque les quelque 600 à 800 auditions se tiennent dans 14 villes différentes[77]. Elles sont télévisées et les travaux de Kefauver et de ses collègues se transforment en show télévisuel national : des dizaines de millions d'Américains captivés découvrent à la fois ce nouveau média, des auditions sénatoriales en direct et des gangsters folkloriques en costume chic. Les auditions à New York sont retransmises en direct et regardées par environ 30 millions de téléspectateurs. La veille, le ministre de la Justice McGrath déclare encore en public que le département de la Justice ne dispose d'aucune preuve de l'existence « d'un syndicat national du crime »[78]. Le sénateur du Tennessee devient une vedette nationale. Les auditions familiarisent l'Amérique avec les concepts de « Mafia » et de « crime organisé ». Interloqués, les Américains voient témoigner en direct des dizaines de mafieux, de politiciens corrompus – la plupart du temps démocrates –, et de policiers compromis, tour à tour gênés, taiseux ou arrogants.

Pour des raisons matérielles, Kansas City n'est que la deuxième ville visitée, après Miami (Floride). La capitale du Missouri voit débarquer la commission Kefauver en juillet 1950. Lors du périple de la commission, Kansas City n'est pas une étape ordinaire. Au-delà du fait qu'il s'agit de la ville du président des États-Unis en exercice, la Famille mafieuse qui y règne joue un rôle aussi important que peu connu au sein de *Cosa Nostra*. Elle est directement impliquée dans les opérations financières transformant Las Vegas en ville du jeu aux mains de la Mafia. Surtout, c'est à Kansas City, au début des années 1940, que le Federal Bureau of Narcotics, dirigé avec talent par Harry Anslinger, démontre que *Cosa Nostra* est une entité hautement organisée au plan national, formée d'Italo-Américains, regroupés en Familles, fonctionnant comme une société secrète ; autrement dit, *Cosa Nostra* existe comme entité formelle, elle n'est pas

un artefact journalistique. Au moment où le FBI de J. Edgar Hoover est dans le déni sur ce sujet, et pour longtemps encore, les enquêtes menées par le Federal Bureau of Narcotics dans la capitale du Missouri apportent des preuves irréfutables de l'existence de cette réalité criminelle. La Famille de Kansas City est en effet très impliquée dans le florissant trafic international de l'héroïne. Les auditions à Kansas City voient défiler, comme dans les autres villes, une série de mafieux tous aussi menteurs et pittoresques les uns que les autres – James Balestrere, Joe DiGiovanni, Tony Gizzo, Tano Lococo, Eddie Spitz, etc. – mais sans caméras qui ne seront présentes que lors des étapes suivantes. Le rapport final de la commission insiste sur l'importance des activités liées au jeu clandestin et au trafic de drogue développées à Kansas City par la Mafia[79]. Toutefois, dans l'État du Président, les auditions ont forcément une tonalité particulière. « Dans le Missouri, explique Gus Russo, la commission a marché sur des œufs, essayant d'éviter la controverse Truman-Pendergast, préférant se concentrer sur les opérations de jeu de Kansas City, un sujet sous contrôle en comparaison avec celui de la corruption de la machine [démocrate] qui avait sponsorisé la carrière du Président[80]. » En effet, à la lecture du rapport final[81], certaines absences ou insistances interrogent. Il est frappant de constater que les noms du président Harry S. Truman, de l'avocat Paul Dillon ou du chef de Famille Johnny Lazia sont absents ; celui de Tom Pendergast n'est mentionné que deux fois et sans animosité ; en revanche Charles Binaggio, le successeur de Johnny Lazia, est cité à 15 reprises : le mafieux qui ne voulait pas se plier aux desiderata de la tendance Truman-Pendergast au sein du Parti démocrate à Kansas City a manifestement suscité tout l'intérêt de la commission Kefauver. Il n'est probablement pas indifférent de savoir que l'enquêteur en chef de la commission Kefauver, Rudolph Halley, procureur de profession, est ami avec Harry S. Truman depuis 1941 lorsqu'il servit déjà comme enquêteur en chef de la commission sénatoriale présidée par le futur président des États-Unis sur les contrats de guerre. La timidité des auditions et de l'enquête à Kansas City s'explique peut-être ainsi, ce qui n'échappe pas à l'époque à la presse locale[82]. Le sénateur Estes Kefauver tire immédiatement un livre du rapport sénatorial, *Crime in America*, qui se montre tout aussi prudent sur le cas du président Truman, même si le chapitre consacré à Kansas City est titré : « La Loi de la jungle »[83].

Le rapport final rendu le 7 avril 1951 ne parvient pas à apporter la preuve formelle de l'existence de la Mafia, même si le sénateur se montre affirmatif sur ce point dans ses conclusions. Cependant, sa vision originelle de l'entité est biaisée, voire quasi conspirationniste, ce qui lui sera reproché, puisqu'il s'imagine la Mafia telle « *a secret international government-within-a-*

government »[84]. Cependant, et ce n'est pas le moindre paradoxe du rapport final, le mot « Mafia » n'est jamais écrit, comme si le sénateur Estes Kefauver avait souhaité ne pas embarrasser le directeur du FBI, J. Edgar Hoover, et tous les officiels niant son existence, et peut-être aussi ne pas trop déplaire aux gangsters qu'il venait de défier. Le rapport final préconise toutefois l'établissement d'une National Crime Commission pour appuyer les efforts des administrations fédérales dans la lutte contre le crime organisé. Mais, comme le précise le sénateur Estes Kefauver dans son livre, J. Edgar Hoover s'y oppose avec véhémence. Puisque la Mafia n'existe pas, pourquoi faudrait-il s'embarrasser d'une nouvelle entité pour la combattre ? De même, le Congrès refuse d'autres innovations : la légalisation des écoutes téléphoniques et des micros clandestins, ainsi que la création d'un statut protecteur pour les « collaborateurs de justice », c'est-à-dire pour ceux qui acceptent de parler contre leurs anciens complices. Par ailleurs, insistons sur ce point, le sénateur du Tennessee a évité de manière générale, comme lors de son étape au Missouri, de trop évoquer les faits de haute corruption, ceux mettant en lumière les relations entre la Mafia et les élites politiques locales ou nationales. Malgré tout, l'épisode de la commission Kefauver est un irritant pour la Mafia, dont le nom est désormais familier pour les Américains, même si le rapport final n'a que peu de conséquences négatives à court terme sur la puissance de l'empire mafieux.

Par ailleurs, un Truman vindicatif n'a de cesse par la suite de nuire aux ambitions présidentielles du sénateur Kefauver, devenu à ses yeux très populaire dans l'opinion publique. Il fait tout pour lui barrer la route, avec succès. Cependant, ces auditions alourdissent le climat politique. Lors de la campagne pour les élections présidentielles de 1952, le candidat républicain Dwight D. Eisenhower attaque sans relâche la culture d'escrocs et de copinage (« *crooks and cronies* ») présente à Washington, promettant de remplacer le Fair Deal prôné par le président Truman par un Honest Deal. L'attaque est rude et creuse entre le Président et le héros de la Seconde Guerre mondiale un profond fossé.

Au fil des décennies, et le fait se vérifie en particulier lors de l'accession de John F. Kennedy à la présidence au début des années 1960, les démocrates vont considérer Harry S. Truman comme un grand président. Vilipendé du temps de sa présidence, il est ensuite vénéré : « Au final, Harry S. Truman est une icône américaine non pour ce qu'il fit, mais pour la croyance en ce qu'il fut[85]. » Pourtant, quel que soit le jugement porté sur sa politique étrangère ou sa politique économique, sa vision de la vie démocratique pose question. Que resterait-il d'une démocratie si tous ses élus se comportaient de la même manière, adoptant un code moral aussi cynique et hypocrite ? Assurément, pas grand-chose. L'historien Richard Lawrence Miller résume bien les dangers que

ce type de politicien fait courir à un pays :

> « Truman adorait la politique, mais il méprisait la démocratie […]. Truman était un pragmatique et il utilisa la machine Pendergast pour atteindre ses buts. Son journal privé de cette période montre une conscience troublée priant pour que la fin justifie les moyens. Sa compassion et sa préoccupation pour les gens ordinaires seront amplement démontrées quand il sera à la Maison Blanche, mais Truman agira toujours de manière insensible devant les actes de terreur commis par ses alliés politiques dans le comté de Jackson. Truman était-il réellement indifférent, ou ne pouvait-il simplement pas supporter de réfléchir à son rôle et à sa responsabilité ?[86] »

Son successeur à la Maison Blanche, Dwight E. Einsenhower (1953-1961) se révèle quant à lui *indifférent* à la question de la criminalité organisée et plus encore de la Mafia. Sans capillarités connues avec ce sous-monde, il ignore le sujet durant ses campagnes électorales et tout autant lorsqu'il exerce le pouvoir. Les cartes sont rebattues avec l'arrivée au pouvoir de John F. Kennedy.

3
John F. Kennedy : l’étau diabolique

« Son papa lui a acheté la présidence[1]. »

Lee Harvey Oswald à propos de
John F. Kennedy.

Depuis longtemps, John F. Kennedy et sa famille font l’objet d’un culte. Les États-Unis, pays sans histoire longue ni mémoire, s’inventent avec eux une dynastie royale. Le récit est tout de glamour, de paillettes et d’éloges. Une presse hypnotisée accepte de participer au façonnage d’une propagande dont elle est, des décennies durant, prisonnière. Les années passant, succède à la légende dorée un récit plus sombre dont le livre au titre évocateur, publié en 1998 par le journaliste Seymour M. Hersh, *The Dark Side of Camelot*[2], marque un tournant. Les témoignages et les analyses à charge se multiplient, dessinant une histoire moins glorieuse de cette famille. Le chapitre des collusions mafieuses est à ce titre accablant. L’image pour magazine sur papier glacé du jeune homme probe et progressiste faisant de la politique *autrement* s’efface, laissant la place à un récit moins flatteur. Sous cet aspect, l’histoire de la famille Kennedy ressemble à une tragédie grecque. Lorsqu’il entre à la Maison Blanche en 1961, John F. Kennedy est pris dans un étau mafieux. En a-t-il conscience ? Quoi qu’il en sache, il est l’otage de décennies de relations ambiguës et contradictoires que sa famille entretient avec des pontes de la mafia italo-américaine. Son père, Joseph « Joe » Patrick Kennedy est un ami de la Mafia ; le fils cadet Robert « Bobby » est le pire ennemi des mêmes mafieux ; enfin l’aîné, John « Jack » est un imprudent qui fraye de temps à autre au bord du marigot mafieux entre Las Vegas et Hollywood. Au sein de ce triumvirat[3], le père est la figure dominante qui agit de manière unilatérale. Le tout, avec le recul de l’histoire, forme un étrange tableau : Joe le baron voleur, Bobby le croisé et Jack

l’insouciant. Ce contexte si particulier, un composé d’ombre et de lumière, où se mêlent compromis et compromissions, est cardinal pour comprendre la scène politico-mafieuse qui se joue durant la brève présidence de John F. Kennedy de janvier 1961 à novembre 1963. Durant les 34 mois de son mandat présidentiel, John F. Kennedy navigue au milieu des ambiguïtés mafieuses du passé. La clarification finale se produit de manière sanglante, le 22 novembre 1963…

Joe, un associé de la Mafia…

Ainsi que l'enseignent les philosophes grecs, le commencement est la moitié du tout. Or, au commencement, il y a Joe Kennedy, la caricature du sale type, de l'homme d'affaires et du politicien sans scrupule. Harry S. Truman portera un jugement définitif sur le patriarche du clan Kennedy, lui qui en a vu d'autres pourtant : « L'un des plus grands escrocs du pays[4] ». Mari ouvertement volage avec un penchant pour les filles de music-hall, les demi-mondaines et les actrices, suffisamment lâche et roué pour parvenir à éviter la conscription durant la Première Guerre mondiale, père qui fait lobotomiser une de ses filles rendue dépressive par son éducation, politicien démocrate et ambassadeur à Londres, favorable à la conciliation voire à l'alliance avec le III^{e} Reich, Joe Kennedy est aussi un affairiste notoire. Il construit sa fortune sur de multiples opérations immobilières douteuses, et des manipulations boursières relevant du délit d'initié et de spéculations, ce avant et pendant la Seconde Guerre mondiale. Il est l'archétype de ce que la commission Pecora du Congrès dénonce à partir de 1932 : un « baron voleur » (« *robber baron* »), dans la plus pure tradition du « capitalisme sauvage » du siècle précédent. Il est le parangon de l'escroc de haut vol, du criminel en col blanc, convaincu que tout et tout le monde peuvent s'acheter. Cette mauvaise réputation qui le précède ne l'empêche pas, bien au contraire, de devenir le premier président, en 1934, du nouveau gendarme de la Bourse, la Securities and Exchange Commission (SEC), destinée à réguler des marchés financiers anomiques à l'origine de la crise de 1929. Le président Franklin D. Roosevelt le nomme à ce poste important en toute connaissance de cause, malgré les mises en garde de son entourage, afin de le récompenser de son aide durant la campagne électorale, expliquant avec cynisme : « Il faut un voleur pour attraper les voleurs. » Désormais, le renard enrichi protège le poulailler des autres renards.

Cependant, la fortune de Joe Kennedy ne s'explique pas seulement par une

banale rouerie capitaliste. Ce que l'on raconte moins, c'est sa fréquentation, régulière, et à titre professionnel dès les années 1920, de la Mafia. Joe Kennedy est un de ses compagnons de route. Ce compagnonnage est facilité par le fait que le patricien partage avec les mafieux les mêmes valeurs : cupidité sans limites, cynisme et amoralisme assumés, illégalisme constant dans les affaires, etc. Joe Kennedy est un loup parmi les loups. Il commence à traiter avec les mafieux durant la Prohibition (1919-1933). Il importe illégalement du Canada aux États-Unis des tonnes d'alcool (whiskys irlandais et écossais), de bière et de champagne qu'il distribue sur les côtes est et ouest du pays, associé à titre principal au mafieux de New York Frank Costello. Cependant, une partie de l'alcool qu'il vend provient aussi de distilleries clandestines situées sur le territoire américain. Il ne peut donc que croiser la route des gangsters qui dominent ce marché si profitable. Le chef mafieux Bill Bonanno se souvient des propos de son père sur Joe Kennedy à cette époque : « Kennedy n'était pas différent de nous, sauf que son whisky allait principalement à des gens fortunés capables de payer cher des produits de qualité[5]. » Joe Kennedy se retrouve en affaires avec tous les grands revendeurs mafieux ou associés de la Mafia : Joe Masseria, Salvatore Maranzano, Frank Costello, Owney Madden, Joe Bonanno, Meyer Lansky, Joseph « Doc » Stacher, Lucky Luciano, Al Capone, etc. La relation d'affaires avec ce dernier est cruciale pour Joe Kennedy : le boss de Chicago contrôle en effet la route des trafics entre les États-Unis et le Canada passant par le Michigan. Les témoignages de l'implication de Joe dans ce trafic illégal sont nombreux et irréfutables. Il n'hésite pas à user de méthodes viriles contre la concurrence : vols de cargaisons ou bombes contre les camions des concurrents. Ce business n'est pas sans risques, comme le prouvent deux incidents graves en 1925 et 1927. En 1925, à Detroit, Joe Kennedy commet l'erreur de revendre du rhum de contrebande sans la permission du gang local, le *Purple Gang*, tout-puissant et fort dangereux, qui tient le marché. Un contrat est mis sur sa tête ; apeuré, il se tourne vers Frank Costello. Le mafieux le dirige vers la Famille de Chicago, *The Outfit*, qui seule peut contraindre le *Purple Gang* à abandonner sa sentence de mort. Joe Kennedy quémande donc sa vie auprès des pontes de la Famille de Chicago – Joseph « Diamond Joe » Esposito, Paul « The Waiter » Ricca, Curly Humphreys – qui lui font grâce en intercédant auprès du *Purple Gang*. Joe Kennedy est désormais redevable à l'*Outfit*. Il est vassalisé. Débiteur, il devient un « partenaire silencieux » (« *silent partner* ») de la Mafia. Deux ans plus tard, en 1927, par une nuit d'hiver pluvieuse, les hommes de Meyer Lansky et Benjamin « Bugsy » Siegel, deux associés de Lucky Luciano, détournent une cargaison de whisky, arrivant d'Irlande, appartenant à Joe Kennedy. Ce dernier y perd une fortune, et surtout 11 de ses

hommes tués lors de l'accrochage ; les veuves et les familles de ces employés le harcèlent et le font chanter des années durant pour obtenir réparation.

À la fin de la Prohibition, Joe achète les droits de franchise et d'importation d'alcools très convoités (Haig and Haig, Dewar's Scotch, Gordon's Gin) avec l'accord de la Mafia. Sa société Somerset Importers devient ainsi le plus gros importateur, légal cette fois, de whisky du pays. Il place à sa tête, en 1944, un avocat du Connecticut, Thomas J. Cassara, dont la commission Kefauver dévoilera le pedigree douteux ; il est décrit comme un homme de paille de la Mafia dans l'hôtellerie à Miami, haut lieu du blanchiment d'argent[6]. L'avocat a pour partenaire en affaires un certain Rocco DeStefano, un cousin d'Al Capone. Thomas J. Cassara meurt assassiné dans un night-club de Chicago en juin 1946, peu après avoir conclu une affaire avec le mafieux Joe Fusco ; le crime demeure non résolu. Probablement effrayé pour sa réputation, et alors qu'il sait que le FBI de J. Edgar Hoover connaît ses liens avec la Mafia, Joe Kennedy revend pour 8 millions de dollars la profitable Somerset Importers (1 million de dollars de revenus annuels) en 1946, ce au profit de deux grands *bootleggers* et associés historiques de la Mafia, Abner « Longy » Zwillman et Joe Reinfeld, via Frank Costello et la Famille de Chicago. Tout se fait encore en famille. Toujours en 1946, et là encore pour soigner son image, Joe Kennedy revend ses parts (17 %) dans le champ de courses de Hialeah à Miami, un investissement réalisé en 1943 en partenariat avec Frank Costello et Meyer Lansky.

Dans l'entre-deux-guerres, il investit aussi dans le cinéma à Hollywood, qui est l'autre grande ivresse (« *booze* ») de l'époque, en achetant FBO (Film Booking Office of America) et RKO (Radio-Keith-Orpheum). Il contribue largement à la professionnalisation de cette nouvelle industrie qui est déjà la quatrième du pays. Les Familles de Chicago et New York utilisent l'affairiste irlandais pour conforter leur emprise sur ce secteur économique. La Mafia s'enrichit alors auprès des studios par des commissions et l'argent du racket. Hollywood leur appartient et Joe Kennedy ne peut donc y prospérer sans leur accord. Joe Kennedy achète FBO avec l'argent de son beau-père, mais aussi clandestinement avec celui de l'*Outfit*. Pendant ses trois ans et demi passés à Hollywood, loin de sa famille, Joe Kennedy produit 76 films, plutôt médiocres, multiplie les liaisons féminines et vit ouvertement avec l'actrice Gloria Swanson, qu'il n'hésite pas, au passage, à escroquer. Il fréquente assidûment le mafieux Johnny Roselli qui fait office de superviseur des intérêts de la Mafia de Chicago dans le monde du cinéma en Californie. Les deux hommes deviennent intimes et le restent, y compris quand Joe Kennedy est nommé patron de la SEC. Ils jouent ensemble au golf et aux cartes ; Johnny Roselli est même son bookmaker personnel. Joe Kennedy prend aussi le risque d'évoquer les frasques

sentimentales de son second fils John avec l'ami Roselli. En outre, en pleine Prohibition, Joe Kennedy fournit en alcool ses amis d'Hollywood (Charlie Chaplin, etc.), en liaison avec la Famille de Chicago. Leur amitié dure jusqu'aux années 1960.

Sans scrupule, Joe Kennedy est prêt à tout pour étendre son petit empire cinématographique. En 1926, afin de s'emparer de la chaîne de 72 salles de cinéma de l'immigré grec Alexander Pantages (né Périclès) que ce dernier refuse de vendre, il ourdit une machination. Il utilise à cette fin une jeune actrice, Eunice Pringle, pour compromettre Alexander Pantages, en lui promettant 10 000 dollars de récompense et un rôle dans un film. Après un rendez-vous en tête à tête avec Alexander Pantages, Eunice Pringle l'accuse de viol. Elle le fait condamner à 50 ans de prison en première instance. Il se résout alors à vendre ses salles de cinéma à Joe Kennedy pour seulement 3,5 millions de dollars, loin de la première offre refusée de 8 millions. Il est acquitté en appel en 1931. Mais, en 1933, Eunice Pringle affirme à son avocat qu'elle veut faire des révélations sur l'affaire. Elle n'en a pas le temps, elle tombe gravement malade et meurt d'un empoisonnement au cyanure. Sur son lit de mort, elle confie les détails de la machination orchestrée par Joe Kennedy contre Alexander Pantages. Joe l'a-t-il fait assassiner ? Le mystère demeure, cependant, son implication et/ou celle de la Mafia semble plausible. Durant sa période hollywoodienne, Joe Kennedy finance la campagne présidentielle de Franklin D. Roosevelt (1932). Bien que démocrate, il le fait sans plaisir, car il déteste l'homme. Il réunit 100 000 dollars. L'essentiel de cette somme est en réalité un don caché des Familles de Chicago et de New York. Cette participation mafieuse ne pouvant apparaître au grand jour, il s'agit officiellement d'une contribution de l'industrie cinématographique. Joe sert donc de « blanchisseur » pour la Mafia.

Il fait aussi de belles affaires à Chicago en achetant, en 1945, le plus grand immeuble de bureaux du monde, The Chicago Merchandise Mart, pour 12,5 millions de dollars dont pas un, semble-t-il, ne lui appartient. À l'époque, aucune transaction de cette ampleur, dans le cœur du quartier d'affaires de la ville, n'est envisageable sans l'aval de l'*Outfit*. Surtout quand un tel bâtiment abrite un cabaret où l'on vend de l'alcool de contrebande (« *speakeasy* »). Pour compléter le tableau, il fréquente assidûment Meyer Lansky, le maître investisseur de la mafia italo-américaine. De nombreux témoignages attestent ainsi d'un Joe Kennedy dînant et jouant en galante compagnie avec Meyer Lansky, au Colony Club de Londres, propriété du gangster.

Après le trafic d'alcool, les champs de courses, le cinéma, les financements électoraux et l'immobilier, le tableau des affaires mafieuses de Joe Kennedy serait incomplet sans le monde du jeu à Las Vegas (Nevada). La ville du jeu,

alors sous complète domination mafieuse, ne peut que plaire à un homme appréciant autant la fréquentation des femmes et des gangsters, qui plus est initié aux voies obscures des financements électoraux. Grâce à Meyer Lansky, Joe Kennedy détient, semble-t-il, des parts dans plusieurs hôtels-casinos importants dont le Flamingo, le Desert Inn et le Tropicana. Toujours au Nevada, il se rend souvent dans un autre lieu passé à la postérité mafieuse, le Cal-Neva Lodge, un hôtel-casino créé en 1926, situé au nord du lac Tahoe, à la frontière de la Californie (Cal) et du Nevada (Neva), dirigé par Paul « Skinny » D'Amato, un associé de la Mafia. Depuis son ouverture, Joe Kennedy fréquente ce haut lieu de villégiature pour riches et célèbres qui sert de cadre à ses multiples machinations politiques et économiques, à ses rendez-vous galants avec Gloria Swanson, et avec des prostituées, et enfin à ses entretiens discrets avec les chefs de la Mafia. À l'été 1960, Joe Kennedy s'occupe même du redécoupage du capital du Cal-Neva Lodge. La propriété de ce havre de paix change souvent de mains, mais toujours en « odeur de mafia ». Depuis longtemps, le patriarche irlandais y a investi de manière cachée en compagnie de Sam Giancana, le chef de l'*Outfit*, les deux compères utilisant par exemple le *Rat Pack* (Frank Sinatra, Dean Martin, Sammy Davis Jr, Peter Lawford) comme façades légales (« *silent partners* »). Autrement dit, à une époque où, comme nous le verrons, son fils Bobby, devenu ministre de la Justice, entrera en guerre ouverte contre la Mafia et tous les chefs de Famille, le père entretient des liens d'affaires directs avec Sam Giancana !

Joe continuera longtemps de mener une vie périlleuse avec ses affaires en « odeur de mafia ». En 1956, pour la seconde fois de sa vie, une erreur de jugement fait planer le risque d'un contrat sur sa tête. Frank Costello, son ancien associé en *bootlegging*, menace de le tuer. Le conflit porte sur une affaire immobilière, dans laquelle il a refusé de servir de prête-nom. Pour Frank Costello, c'est un affront impardonnable, une marque d'ingratitude car il estime que la Mafia l'a aidé à devenir riche et puissant : il a donc, estime-t-il, une dette à honorer. Selon Sam Giancana, en mai 1956, Joe Kennedy demande au maire de Chicago, Richard Daley, de le contacter afin d'obtenir son aide. Le mafieux connaît le dilemme auquel doit faire face le patriarche irlandais : prendre ses distances avec la Mafia pour ses affaires, tout en demandant son aide pour sauver sa vie et garantir l'avenir politique de John. Le mafieux ne se fait aucune illusion : « Si jamais il y a eu un escroc, pense-t-il, c'est Joe Kennedy ![7] » Paniqué, Joe Kennedy obtient une audience auprès de Sam Giancana à Chicago, sur le territoire du mafieux et non sur la côte est comme il le souhaitait à l'origine ; on se souvient que Joe Kennedy a déjà fait appel à la Famille de Chicago, en 1925, lors d'un précédent différend avec le *Purple Gang*. Avec les

années, Joe Kennedy a refusé de plus en plus souvent de rendre service, de renvoyer l'ascenseur à ses amis mafieux avec qui il veut mettre un peu de distance en termes de business. Une telle attitude ne peut être ressentie que comme un manque de respect et une insulte par les mafieux. Selon leur conception, non seulement Joe Kennedy a une dette, mais il est surtout devenu, qu'il le veuille ou non, leur associé : il leur est « connecté » (« *connected* ») définitivement, selon leur expression. Une faveur engage en effet au-delà de ce que le débiteur peut imaginer. Cette ingratitude ne peut que déplaire à ses anciens amis et Joe se retrouve donc dans la périlleuse situation de devoir faire annuler un contrat mis sur sa tête par Frank Costello qui ne supporte plus cette prise de distance. Racontée par Sam Giancana à son frère Chuck, la scène décrit un Joe Kennedy plaintif et implorant, vendant son fils pour sauver sa propre vie, tout en hypothéquant son futur destin politique :

> « Parle à Frank… Fais-lui comprendre. Je suis un homme foutu si le contrat n'est pas annulé. Mais si je reste en vie… je pourrai aider Jack à entrer à la Maison Blanche. Est-ce que ce n'est pas ce que nous voulons depuis le début ? Un gars à l'intérieur ? […] Tu m'aides aujourd'hui, Sam, et je garantis que Chicago, toi en fait, aura une place dans le Bureau ovale, le Président t'écoutera… Mais j'ai juste besoin de temps (sa voix se fit pressante). Si je me fais liquider, mon fils n'aura pas l'expérience ou les relations qui font qu'on gagne une élection présidentielle. Tu comprends pourquoi je veux que tu parles à Frank Costello ?[8] »

Sam Giancana tient sa proie et s'engage à intercéder en sa faveur. Joe Kennedy scelle le pacte : « Il t'appartiendra. Je le jure. Mon fils…, le président des États-Unis, te devra la vie de son père. Il ne te refusera rien, jamais. Tu as ma parole[9]. » Le chef de la Famille de Chicago affirme que trois nouvelles rencontres se tiennent, cette fois à l'automne 1959, en présence du maire de Chicago, Richard Daley, Joe Kennedy et de manière plus étonnante, Jack Kennedy. Il affirme avoir tout obtenu : « J'aide Jack à être élu et, en retour, il met fin à la pression. Ce sera le retour au *business as usual*[10]. » Mais cet épisode est-il crédible ? Imagine-t-on Jack Kennedy prendre un tel risque ? Si l'on en croit Chuck Giancana et l'écrivain Anthony Summers[11], Sam Giancana se sent d'autant plus fort qu'il a accumulé des matériaux compromettants sur Jack Kennedy – photographies, enregistrements vidéo, écoutes clandestines – lors de ses ébats amoureux avec diverses maîtresses, souvent présentées par Frank Sinatra et Peter Lawford, le mari de Patricia Kennedy ; ces opérations clandestines de surveillance sont supervisées par un ex-agent du FBI, Robert A. Maheu, et réalisées par les détectives Fred Otash et John Danoff et le spécialiste des écoutes clandestines, Bernard Spinel, des hommes travaillant souvent à la fois pour la Mafia, le syndicaliste Jimmy Hoffa, la CIA et le FBI ! Toujours selon Sam Giancana, Joe Kennedy contracte aussi une autre dette

auprès du boss de l'*Outfit* afin de faire effacer les traces d'un imprudent mariage du jeune Jack : « Mooney » charge Johnny Roselli de cette mission d'occultation administrative. Si ces échanges, services et promesses ont bien eu lieu, ils en disent long alors sur le *pacte diabolique* que Joe Kennedy accepte de passer avec des hommes aussi dangereux. Sam Giancana se vante aussi d'avoir discuté du nom du futur vice-président avec Joe Kennedy : les deux hommes tombent d'accord sur celui de Lyndon B. Johnson, le protégé du chef de la Famille de La Nouvelle-Orléans, Carlos Marcello. Cependant, à la même époque, jouant sur tous les tableaux, le chef de la Famille de Chicago dit rencontrer le concurrent républicain et vice-président Richard Nixon dont l'allégeance ne fait pas de doute, comme nous le verrons plus loin. « Nixon est à nous, dit-il, nous nous comprenons bien[12]. »

Quoi qu'il en soit, ce passé affairiste et mafieux est pour Joe une épée de Damoclès. Il ne peut ignorer que le FBI de J. Edgar Hoover dispose d'un lourd dossier le concernant, compilant année après année l'historique de ses turpitudes et relations douteuses. On comprend mieux pourquoi Joe Kennedy flatte sans cesse le FBI et son directeur. Hoover a l'intelligence de garder le silence et de se tenir à distance ; il sait que Joe Kennedy a depuis toujours des ambitions présidentielles pour sa famille. Ce destin est interdit au patriarche : ce catholique, escroc notoire et pronazi, ne peut rien espérer à titre personnel. Il a donc reporté son ambition sur ses fils. Puisque l'aîné, Joseph, est mort prématurément au combat pendant la Seconde Guerre mondiale, ses espoirs se portent sur le deuxième fils, Jack. Pour construire sa carrière, le père est prêt à toutes les compromissions qui permettent de bâtir une fortune et des amitiés intéressées. Or, au milieu du XX^{e} siècle, le pouvoir global (politique, économique et social) de la Mafia est tel que son aide ne peut être négligée, surtout pour un candidat démocrate et catholique. La Mafia contrôle beaucoup de votes en raison de son emprise sur la communauté italo-américaine et les syndicats, deux catégories votant par tradition pour le Parti démocrate. Mais le dilemme de Joe Kennedy est important : il veut *en même temps* prendre un peu de distance avec ses amis mafieux dans ses affaires tout en les transformant en alliés électoraux pour son fils Jack ! Dans ce but, il est prêt à prendre beaucoup de risques et à se compromettre dangereusement. La campagne électorale pour les présidentielles de 1960 aura un double visage. Sur scène, pour les médias et les électeurs, il y a un candidat progressiste, jeune, beau et moderne, entouré d'une cohorte de militants et d'intellectuels tout aussi brillants et enthousiastes, dans une parade glamour un peu désordonnée ; en coulisses, il y a une équipe de vieux routiers, professionnels de la politique, dotés d'une vraie stratégie, dont Joe Kennedy anime les aspects les plus inavouables. Si la lumière est aveuglante, l'ombre est

inquiétante. La stratégie souterraine est claire : Joe contacte à la fois les boss de la Mafia et les boss corrompus du Parti démocrate. Si l'on en croit Chuck Giancana, les rencontres de son frère Sam avec Joe se font aussi en présence de Jack. Si le fait que Joe Kennedy rencontre Sam Giancana à cette période est désormais peu discuté, la présence de Jack lors de ces échanges questionne en revanche. Au-delà des affirmations de Sam Giancana sur ce point, telles que rapportées par son frère Chuck, le témoignage, peu connu, de Franklin D. Roosevelt Jr, fils de l'ex-président et futur sous-secrétaire d'État au Commerce sous la présidence de Jack, vient le confirmer : « Joe et Jack ont rencontré ensemble Sam Giancana durant cette période[13]. »

Ces négociations ont pour but d'acheter tous les votes et toutes les alliances possibles, sans trier le bon grain de l'ivraie. Le 20 janvier 1960, Jack annonce sa candidature à la présidence des États-Unis. À partir de là, les contacts utiles avec la Mafia s'enchaînent. L'histoire retient un déjeuner imprudent, car se déroulant en public, au Felix Young's Restaurant de Manhattan à New York, le 29 février 1960, soit quelques semaines seulement après l'annonce officielle de la candidature de Jack à la présidence. Joe a demandé à son « ami » Johnny Roselli d'inviter les boss de tout le pays, dont Carlos Marcello, Tony Accardo et Sam Giancana ; mais ceux de New York et de Boston ne viennent pas. Lors de l'entrevue, le patriarche irlandais les sollicite ouvertement pour une large contribution de la Mafia et des syndicats qu'ils contrôlent à l'élection de son fils. Il demande 500 000 dollars. L'argent n'est rien : la famille Kennedy est suffisamment riche pour supporter le poids d'une campagne présidentielle. Une telle somme serait simplement la marque d'un réel engagement en faveur de Jack afin de mobiliser les voix contrôlées par les mafieux. Évidemment, les chefs mafieux écoutent sans se dévoiler. L'un des convives, Curly Humphreys, de l'*Outfit,* soulève toutefois la question délicate touchant à l'attitude violemment anti-Mafia de Bobby au Congrès – dont nous reparlerons. Joe Kennedy répond avec cynisme que c'est John et non Robert qui brigue la présidence, et que là, il est question d'« affaires, pas de politique » (« *business, not politics* »)[14]. Une fois Joe parti, Johnny Roselli tente de convaincre ses pairs, apparemment peu enthousiastes. D'autres rencontres suivent.

Joe Kennedy sent que ce déjeuner n'a pas produit tous les effets escomptés. Il lui faut donc rencontrer en tête à tête Sam Giancana, sans qui rien n'est réellement possible. Il convient de mettre toutes les chances de son côté dans un scrutin face à Richard Nixon, dont le résultat est loin d'être acquis. L'*Outfit* dispose en effet d'une capacité de mobilisation électorale incomparable, en particulier dans l'Illinois (capitale : Chicago), un État où l'élection présidentielle risque de se jouer, dans une compétition très serrée au plan national. À Chicago,

la famille Kennedy sait pouvoir s'appuyer aussi sur le maire Richard Daley, un politicien notoirement corrompu et ami de l'*Outfit*. Joe se doit donc d'approcher à nouveau Sam Giancana dans les meilleures conditions afin de le convaincre. Il tente d'abord d'utiliser comme émissaire l'acteur et chanteur Phil Regan, un ami commun, qui refuse. Meyer Lansky semble lui aussi refuser, même si l'intéressé, ami de Joe Kennedy, va s'impliquer en faveur de l'élection de Jack. Le patriarche irlandais se tourne ensuite vers un autre acteur et chanteur, Frank Sinatra, qui semble parfait pour le rôle. « The Voice » est un quasi-employé de la Mafia depuis les années 1940 ; il est le meilleur ami de l'acteur Peter Lawford, gendre de Joe depuis son mariage, en 1954, avec Patricia Kennedy, et membre du *Rat Pack*. Frank Sinatra, qui aurait tant aimé être un gangster[15], ne peut rien refuser aux vrais gangsters italo-américains de la Mafia depuis qu'ils l'ont aidé à relancer sa carrière cinématographique dans les années 1940. Sinatra fait donc passer le message de Joe. Mais ce canal ne semble pas le plus satisfaisant pour le patriarche. Il s'adresse aussi à un de ses plus anciens amis de Chicago, le juge à la cour d'appel William J. Tuohy qui parvient à organiser, via l'avocat Robert J. McDonnell, une rencontre avec le boss Sam Giancana. Robert J. McDonnell est un homme de confiance : il défend régulièrement les membres de l'*Outfit* devant les tribunaux et, en 1983, il épousera la fille du boss, Antoinette. L'avocat sait que le chemin jusqu'au chef de la Famille de Chicago passe par le politicien démocrate Pat Marcy, un associé de l'*Outfit* et peut-être même un membre initié de la Mafia. Un secret absolu entoure l'entretien, qui se tient à la cour du juge William J. Tuohy, en présence de Pat Marcy. Que se disent-ils lors de cette rencontre si sensible ? Nul ne peut l'affirmer mais chacune des deux parties poursuit alors un but précis : Joe Kennedy veut des voix pour l'élection et Sam Giancana des garanties de non-agression, en fait un lien direct avec la Maison Blanche en cas de victoire afin que l'*Outfit* ait les coudées franches, en particulier à Las Vegas. Le boss mafieux écoute, mais il ne peut décider seul. Car, contrairement à une idée reçue, la Famille de Chicago a toujours fonctionné de manière collégiale, même si, en apparence, il y a un chef unique. Sam Giancana consulte donc ses pairs. L'idée d'un pacte ne fait pas l'unanimité. Ainsi, l'un des maîtres à penser en coulisses de l'*Outfit*, Curly Humphreys, s'y oppose-t-il. Il garde le souvenir de deux épisodes : un Joe Kennedy peu franc du collier en affaires durant la Prohibition et le double jeu de Franklin D. Roosevelt qui, comme nous l'avons vu, malgré l'aide matérielle apportée (argent et voix), s'est détourné de Lucky Luciano et de *Cosa Nostra* une fois élu à la Maison Blanche. Et puis, il y a l'hypothèque Bobby Kennedy ; nous y reviendrons. Au final, par un vote de 3 pour (Giancana, Ricca[16] et Accardo) et 1 contre (Humphreys), l'*Outfit* fait le choix de soutenir Jack. Le

boss de l'*Outfit* devient devant ses pairs le garant d'un pacte politico-mafieux Giancana-Sinatra-Kennedy. Robert J. McDonnell livrera son témoignage sur cet épisode peu ordinaire en expliquant que Joe Kennedy était littéralement « obsédé par l'élection de son fils » et que le boss de l'*Outfit* avait « beaucoup d'atouts dans son jeu » : il pouvait placer des hommes dans chaque circonscription pour assister les responsables des bureaux de vote et ordonner aux syndicats de faire campagne pour les Kennedy. Et l'avocat précise : « Il n'y a pas eu de bourrage des urnes. Ils ont simplement beaucoup travaillé. Il [John] a gagné sans appel, mais uniquement grâce à ce que Giancana avait fait. Je suis profondément convaincu que c'est lui qui a permis à JFK de l'emporter[17]. » Cependant, la Mafia n'entretient aucune illusion sur Joe Kennedy. Elle connaît l'homme depuis trop longtemps pour ne pas être dupe de ce qu'il est réellement. Ce que résume parfaitement un mafieux : « Joe Kennedy, c'était Meyer Lansky avec un diplôme de Harvard. » Le compliment est plutôt compromettant. Comme l'explique Sam Giancana :

> « La fleur est peut-être différente, mais les racines sont les mêmes. Il ne faut jamais se laisser tromper par les apparences. Un escroc reste un escroc. Les Kennedy peuvent toujours prendre de grands airs et se faire passer pour des sangs bleus, mais ils connaissent, et je connais, la vérité… On est taillés dans le même bois[18]. »

Si l'on en croit son frère Chuck, Sam Giancana se sent fort vis-à-vis des Kennedy car il affirme disposer d'éléments de chantage contre eux, s'ils venaient à ne pas respecter leurs engagements. Il est question de films et d'enregistrements audio de leurs soirées de débauche avec des prostituées, enfermés dans un coffre-fort[19]. Un biographe de Bobby Kennedy fait également état de rapports du FBI rapportant des propos de Sam Giancana se vantant de disposer de tels matériaux compromettants contre les Kennedy[20].

Durant toute l'année 1960, les contacts entre Joe Kennedy et Sam Giancana se multiplient. Ce travail acharné de l'*Outfit* en faveur de l'élection de Jack se développe dans le plus grand secret ; les chefs mafieux se savent en effet sous la surveillance étroite du FBI. Curly Humphreys, plus encore que Giancana, est celui qui manœuvre en coulisses pour prendre contact avec tous les relais utiles dans le pays, en particulier au sein des syndicats, en faveur de Jack. Dans une élection qui s'annonce serrée au plan national, il est crucial de capter les faveurs des syndicats, à une époque où les salariés suivent encore leurs consignes de vote. Cette implication de Curly Humphreys n'est pas sans ironie quand on se souvient de son scepticisme à l'égard d'une aide à l'élection d'un Kennedy. L'aide de la Mafia commence dès les primaires au sein du Parti démocrate, moins par des dons d'argent – la famille Kennedy est très riche – que par une

mobilisation des syndicats, du show-business et de l'électorat catholique et d'origine italienne. La Mafia utilise ses intérêts dans les hôtels-casinos à Las Vegas pour financer la campagne de John. Une anecdote narrée par Nick Tosches, le biographe de Dean Martin, est révélatrice. En 1960, alors que le *Rat Pack* tourne le film *Ocean's Eleven*, les comédiens ont l'habitude de se retrouver à l'hôtel-casino The Sands. Un soir, John F. Kennedy s'installe à une table au premier rang et Frank Sinatra le présente depuis la scène. Après le spectacle, le *Rat Pack* et le sénateur Kennedy montent boire quelques verres dans les étages. C'est alors que Peter Lawford prend Sammy Davis Jr à part et lui murmure : « Si tu veux voir à quoi ressemble un million de dollars en liquide, va dans la pièce d'à côté. Il y a une sacoche en cuir marron dans la penderie. C'est un cadeau des proprios de l'hôtel pour la campagne de Jack[21]. » Comme nul ne l'ignore alors, les propriétaires en question sont des hommes de paille de la Mafia.

L'aide de la Mafia et de ses affidés est utile dès les primaires, lors du scrutin décisif qui se joue en Virginie contre le sénateur démocrate Hubert H. Humphrey, le 10 mai 1960. Pour remporter cette victoire, Sam Giancana ordonne à Paul « Skinny » D'Amato, le propriétaire du Club 500 à Atlantic City (New Jersey), de mobiliser tous ses amis, d'oublier les dettes de jeu des uns et des autres et de lever des fonds. Il promet aussi à D'Amato que le mafieux du New Jersey, Joe Adonis, expulsé des États-Unis, pourra revenir au pays une fois Jack élu ; une promesse qui ne sera pas tenue. Au final, Jack bat Hubert Humphrey. Ce dernier a dépensé 25 000 dollars de frais de campagne : les Kennedy, 1 ou 2 millions de dollars selon les estimations. L'aide de la Famille de Chicago est d'autant plus importante que Joe Kennedy a appris une mauvaise nouvelle : le sénateur Lyndon B. Johnson, rival final de Jack pour l'investiture démocrate, a reçu en coulisses le soutien du puissant chef de la Famille de La Nouvelle-Orléans, Carlos Marcello. La Mafia est prudente et, fidèle à ses habitudes, ne met jamais tous ses œufs dans le même panier. Pour jouer gagnant à tous coups, *Cosa Nostra* aide toujours plusieurs candidats. Pour la primaire démocrate, la Famille de Chicago aide Jack Kennedy et la Famille de La Nouvelle-Orléans choisit Lyndon B. Johnson. Passé les primaires, dans la compétition entre démocrates et républicains, la Mafia mise à la fois sur Jack Kennedy et sur Richard Nixon. Ainsi, l'aide au candidat républicain Nixon, comme nous le verrons, passe-t-elle largement par Jimmy Hoffa, le chef du syndicat des camionneurs (Teamsters). Joe Kennedy ignore l'accord passé entre Nixon et Hoffa. En revanche, il a conscience du fait qu'une victoire de Jack sans l'aide du puissant syndicat des Teamsters, en odeur mafieuse, est compliquée. Il lui faut donc réparer les dégâts causés par les violentes attaques de Bobby contre Jimmy Hoffa dans un passé récent. À la demande de Joe, Frank Sinatra, le

« monsieur bons offices » des Kennedy et de la Mafia, arrange une entrevue avec Harold Gibbons, responsable de la section syndicale des Teamsters de Saint Louis (Missouri). Ce démocrate convaincu peut recoller les morceaux brisés par Bobby avec Jimmy Hoffa. Au cours d'une série de rencontres, le patriarche tente de convaincre Harold Gibbons que la vendetta de Bobby est un sujet passé. Jack se livre à une opération de séduction similaire en téléphonant directement à Jimmy Hoffa pour lui proposer une paix des braves. Il s'agit de purger le passé, d'obtenir une contribution financière et des votes. Jimmy Hoffa ne se laisse pas convaincre par ces entreprises croisées de séduction, elles sont trop tardives. Mais d'où provient cette hostilité des Teamsters et de Jimmy Hoffa ?

Bobby Kennedy : un croisé anti-Mafia

Joe Kennedy est un arrogant qui s'imagine pouvoir danser indéfiniment avec le diable. Son double jeu permanent, via ses fils qu'il manipule, est périlleux. Ce passé affairiste et mafieux ne va pas cesser de consumer l'avenir de ses descendants. Le patriarche développe un grand talent rhétorique pour convaincre les chefs de la Mafia qu'il convient d'aider à l'élection de Jack. Non que la personnalité de ce dernier les rebute, mais il se trouve que son fils cadet, Bobby, mène depuis les années 1950 une vigoureuse croisade anti-Mafia au Congrès des États-Unis. Pour Joe, Bobby est un naïf qui ne comprend pas comment en Amérique le monde d'en haut et le monde d'en bas, les oligarques et la pègre, travaillent en osmose. Il lui faut donc expliquer inlassablement à la Mafia que les pulsions idéalistes du cadet n'auront aucune conséquence concrète à l'avenir, une fois le fils aîné élu. Que reproche donc la Mafia à Bobby ?

Le Congrès met en place, du 30 janvier 1957 au 31 mars 1960, un comité spécial chargé d'enquêter sur « les activités inappropriées dans les domaines du travail et du patronat » – The United States Senate Select Committee on Improper Activities in Labor and Management – plus connu sous le nom de son président, le sénateur démocrate de l'Arkansas John L. McClellan : le McClellan Committee. L'objectif est de révéler les fraudes commises par et au détriment des grands syndicats de salariés, avec en ligne de mire la pénétration de la Mafia dans leurs rangs. En résumé, il est question de racket syndical (« *labor racketeering* »). Les sénateurs prennent conscience qu'une partie du mouvement syndical américain est rongée de l'intérieur par une corruption rampante et la présence massive de la Mafia. Certains syndicats de salariés sont dirigés de manière dictatoriale par des prédateurs alliés à des gangsters, quand les responsables syndicaux ne sont pas eux-mêmes de véritables gangsters. « Les voyous et les mafieux, explique l'historien Arthur Schlesinger, attirés par la croissance spectaculaire des fonds de pension et de retraite syndicaux, attirés

aussi par la facilité offerte par les syndicats comme couverture pour des pratiques de corruption et d'extorsion, étaient, semble-t-il, engagés dans une invasion systématique du mouvement syndical américain[22]. » Un crime accélère la prise de conscience nationale. En mai 1956, le journaliste radiophonique Victor Riesel est aspergé d'acide alors qu'il sort d'un restaurant de Times Square à New York. Il perd la vue. Nul ne doute que cet attentat est la conséquence de la croisade qu'il mène contre les pratiques mafieuses au sein des syndicats, et de la tribune qu'il accorde dans ses émissions aux opposants de Jimmy Hoffa au sein des Teamsters. Un dirigeant du syndicat, John Dioguardi, est suspecté d'être le commanditaire direct du crime ; les charges sont cependant abandonnées quand l'auteur des faits est retrouvé assassiné et que les principaux témoins refusent de collaborer. Mais l'image d'un Victor Riesel aveugle se promenant désormais avec des lunettes noires, continuant à appeler lors d'émissions de télévision à une réforme du monde syndical, impressionne l'opinion.

Joe Kennedy ne se montre pas enthousiaste à l'annonce des nouvelles fonctions de *Chief Counsel and Investigator* de Bobby au sein du McClellan Committee. Il est même furieux, considérant que ces auditions peuvent hypothéquer l'avenir politique de Jack en lui aliénant les syndicats. Non seulement Bobby doit mener les investigations et les interrogatoires, mais, en outre, son frère Jack siégera dans la commission comme sénateur. Pour Joe Kennedy, c'est un « suicide politique »[23]. En décembre 1956, alors que la famille Kennedy est réunie à Hyannis Port pour les fêtes de Noël, le père et le fils cadet ont une violente dispute, le patriarche lui reprochant de compromettre l'avenir présidentiel de Jack. Il est évident qu'au vu de l'idéalisme de son fils et de la forte personnalité du sénateur McClellan, le fer risque d'être porté profondément dans la plaie mafieuse des syndicats. Kirk LeMoyne Billings, ami d'enfance de Jack, présent à Hyannis Port, est un témoin de la dispute : « Le vieil homme [Joe], se souvient-il, voyait cela comme dangereux, pas la sorte de chose ou de gens [la Mafia] avec qui il fallait s'embrouiller[24]. »

Le président du comité spécial, le sénateur démocrate John L. McClellan, est un conservateur du Sud, indépendant de toute machine démocrate locale corrompue ou en « odeur de mafia ». Ce baptiste xénophobe n'hésite pas à déclarer : « Nous devrions débarrasser le pays des personnages qui viennent d'autres pays et tirent parti de la grande liberté et des possibilités offertes par le nôtre, qui viennent ici pour exploiter ces avantages par des activités criminelles. Ils n'appartiennent pas à notre pays et doivent être envoyés ailleurs. Selon moi, ils sont des parasites humains de la société et violent toutes les lois de la décence et de l'humanité[25]. » Le puritain John L. McClellan offre une grande latitude d'action à son *Chief Counsel and Investigator*, Robert Kennedy, qui peut dès

lors mener les enquêtes et les auditions à sa guise. L'ironie de ce choix frappe immédiatement tous ceux qui connaissent le passé de son père. Durant ses 37 mois de fonctionnement, le comité spécial déploie une activité considérable : plus de 500 séances publiques, 59 volumes de rapport, 1 525 témoins – dont 343 invoquent le cinquième amendement de la Constitution pour ne pas avoir à répondre aux questions –, 46 150 pages de témoignages, 270 jours d'auditions, et un volumineux rapport final publié le 31 mars 1960. C'est la plus vaste enquête du Congrès depuis celle du Teapot Dome[26] dans les années 1920. Le comité s'appuie sur plus d'une centaine d'employés, dont 35 enquêteurs de terrain, sans compter l'aide du FBI, du bureau des narcotiques, du fisc et du ministère du Travail. Bobby démissionne du comité spécial en septembre 1959 pour rejoindre l'équipe de campagne présidentielle de son frère Jack, comme *Campaign Manager*. Il publie en février 1960 un livre relatant ces années au sein du comité spécial, au titre révélateur : *The Enemy Within* (« *l'ennemi de l'intérieur* »)[27]. Jimmy Hoffa et la Mafia en sont les protagonistes.

Pour la Mafia, ces auditions représentent un danger. Ses chefs détestent la publicité : or, elles sont télévisées ; les mafieux revivent les affres de la commission Kefauver, encore dans toutes les mémoires. Surtout, le mouvement syndical américain est une source de revenus et de pouvoir central pour les mafieux depuis l'entre-deux-guerres. Dans un pays où il existe de droit, ou de fait, un quasi-monopole à l'embauche pour les syndicats de salariés dans de multiples secteurs économiques, ceux qui ont la mainmise sur les dirigeants syndicaux contrôlent l'économie américaine, par exemple par le chantage à la grève. Cette mainmise sur les syndicats explique largement pourquoi la Mafia est alors toute-puissante dans nombre de secteurs : le cinéma, les ports, les transporteurs, l'habillement (« *garment* »), les hôtels-casinos, le bâtiment et les travaux publics, etc. Les syndicats ainsi noyautés permettent aux mafieux de dominer le patronat. L'infiltration syndicale offre aussi des emplois fictifs aux mafieux et une source importante de détournements de fonds. Les syndicats sont riches : ils gèrent les fonds de retraite et les assurances maladie de leurs cotisants. Les hostilités du comité spécial contre la Mafia débutent dès février 1957. Le McClellan Committee se fixe pour principal objectif de travail le syndicat des camionneurs : The International Brotherhood of Teamsters (IBT)[28]. L'IBT est le syndicat le plus riche et le plus puissant des États-Unis avec 1 700 000 adhérents et la capacité de bloquer tout le pays par ses grèves. Bobby décrit sa puissance : « Le syndicat des Teamsters est la plus puissante institution des États-Unis, en dehors du propre gouvernement de ce pays[29]. » Il met sur le gril son président Dave Beck qui doit rapidement démissionner. Beck a transformé les Teamsters en premier syndicat du pays, mais au prix d'une

institutionnalisation de la corruption et d'une alliance avec la Mafia. Le comité spécial démontre lors de ses auditions que le dirigeant syndical a détourné 320 000 dollars de la trésorerie de l'IBT, sous la forme de prêts non remboursés, retrouvés ensuite sur ses comptes bancaires personnels. Il invoque le cinquième amendement à 140 reprises afin de garder le silence. Suite aux révélations du Congrès, Dave Beck est condamné en 1959 à 5 ans de prison ; sa peine est divisée par deux en appel : il purge donc deux années et demie de prison. L'enquêteur Walter Sheridan affirme dans *The Fall and Rise of Jimmy Hoffa*[30] que les sénateurs ont été bien informés en sous-main par celui qui brigue son poste, l'ambitieux James Riddle Hoffa, dit Jimmy Hoffa, cadre de l'IBT du Midwest. Dave Beck n'est pas le seul à se servir ainsi avec des prêts jamais remboursés : ce sont en tout 700 000 dollars qui sont tracés au profit de divers cadres de l'IBT. La chute brutale de Dave Beck offre au comité une formidable publicité au plan national, en particulier pour son *Chief Counsel*, Bobby Kennedy. Dave Beck sorti du jeu, Jimmy Hoffa, devenu président de l'IBT grâce à une fraude électorale massive, est la nouvelle cible de Bobby. Pour le jeune conseiller, Hoffa est un pur associé de la Mafia, dont les collaborateurs ne sont que « […] des repris de justice, des tueurs, des voleurs, des individus qui pratiquaient des extorsions de fonds sous la menace, des parjures, des maîtres-chanteurs, des auteurs de fric-frac, des trafiquants de drogue, des souteneurs, des dépravés »[31]. Il compare même l'IBT de Jimmy Hoffa à la Mafia :

> « (Car) rien ne ressemble plus au syndicat de Hoffa que celui d'Al Capone et de ses lieutenants. Comme eux, les hommes de Hoffa sont doucereux, bilieux et gros, ou bien minces, froids et cruels. Ils ont le visage mou et le regard dur des gangsters ; ils portent les mêmes vêtements coûteux et un diamant au doigt, avec une montre-bracelet en or ; ils ont aussi le goût des parfums lourds et entêtants[32]. »

Il est de notoriété publique que, depuis les années 1940, Jimmy Hoffa a construit son pouvoir au sein des Teamsters et face au patronat sur une alliance consciente et souhaitée avec des gangsters (le *Purple Gang* de Detroit, associé à la Mafia) et les puissantes Familles de Detroit, New York et Chicago, alors très impliquées dans le trafic international de stupéfiants. Dès les années 1940, Jimmy Hoffa et certaines sections syndicales locales y sont impliqués. Le pacte entre Jimmy Hoffa et la Mafia est profond et délibéré. Le syndicat des Teamsters devient synonyme de violence (passages à tabac, attentats à l'explosif, assassinats, etc.) et de racket. Ce syndicat est stratégique pour les Familles car il permet certes d'infiltrer de multiples secteurs économiques et de couvrir des opérations de trafic (drogue, etc.), mais surtout il est une source précieuse de financement : le très riche fonds de pension des Teamsters est une immense

machine à prêts de complaisance, potentiellement par centaines de millions de dollars, qui permettent le développement de multiples affaires, dont les hôtels-casinos de Las Vegas[33]. La présence mafieuse est si intense et banalisée au sein des Teamsters que l'un de ses vice-présidents est Anthony Provenzano, capitaine (« *caporegime* ») de la Famille Genovese de New York ! Selon Bobby, Jimmy Hoffa a privatisé l'IBT à son profit et celui de gangsters : « M. Hoffa en a fait un instrument à son service, au service des puissances du mal[34]. »

Les auditions se transforment vite en un duel passionnel entre les deux hommes. Ce dont rend compte avec lucidité Bobby : « Il considérait, je crois, ces séances comme une lutte personnelle entre lui et moi. Bob Kennedy et Jimmy Hoffa ne s'aimaient pas. C'était donc un combat entre deux personnalités, et non une lutte de l'État contre la corruption[35]. » Bobby décrit un homme animé à son égard d'un « sentiment de haine profonde », « obsédé par la rancune et la rancœur ». Son frère n'est pas épargné : « Il lui arriva aussi, durant les audiences de 1958, de diriger ce même regard haineux vers mon frère. » La haine est en effet omniprésente entre Jimmy Hoffa et Bobby. À la sortie d'une audition du comité, le syndicaliste est surpris à dire : « Ce fils de pute – je lui briserai le dos, le petit fils de pute[36]. » Entre Jimmy Hoffa et les frères Kennedy se joue, au-delà d'une lutte politique, un conflit de classe larvé, plein de ressentiment et d'incompréhension : deux fils de l'aristocratie, riches et beaux, face à un ouvrier monté en grade, à la force du poignet. Les Kennedy et Jimmy Hoffa se trouvent certes placés au cœur des élites du pays, mais les premiers sont des héritiers alors que le second s'est élevé au cours de rudes combats de rue, face au patronat, dans l'adversité. Sympathisant du Parti républicain, Jimmy Hoffa n'est pas un révolutionnaire : « Je ne veux pas changer le monde », aime-t-il à dire. Comme le remarque l'historien Arthur Schlesinger, Jimmy Hoffa ne pardonne pas à Bobby Kennedy sa foi dans un capitalisme plus juste, et Bobby Kennedy ne lui pardonne pas ses compromissions mafieuses, sa violence contre ses opposants internes et son acceptation cynique de la corruption dans la société américaine. « Dans sa vision quasi trotskiste du capitalisme, poursuit Arthur Schlesinger, Hoffa devait probablement considérer les gangsters comme pas plus immoraux que les hommes d'affaires ou les politiciens[37]. » Jimmy Hoffa n'a pas converti sa méfiance profonde du capitalisme en un utopisme socialiste – à l'image de son mentor, le trotskiste Farrell Dobbs, mais plutôt dans un opportunisme cynique. Si tout oppose politiquement et socialement Bobby et Jimmy, il est tout aussi évident qu'ils se ressemblent par certains traits de caractère : l'agressivité, le goût de la compétition, un certain fanatisme et l'autoritarisme. Tous deux deviennent des célébrités, en partie grâce à leur brutale confrontation. Pour le président des Teamsters, les frères Kennedy ne

sont que des « gamins riches et gâtés » (« *spoiled rich kids* ») qui représentent tout ce que la vie lui a refusé. Jimmy Hoffa supporte d'autant moins la traque menée par Bobby Kennedy qu'il connaît la manière douteuse dont le père Joe a bâti sa fortune. Ils ont en commun de n'avoir pas toujours été regardants sur les méthodes et les alliances. Alors pourquoi vient-on lui demander des comptes, aujourd'hui, surtout les fils de Joe Kennedy ? « Je ne suis pas un fichu ange, reconnaît Jimmy Hoffa. Je ne demande pas pardon. Prenez n'importe quelle industrie et regardez les problèmes qu'elles ont dû affronter durant leur expansion – comment elles ont fait, avec qui elles se sont associées, comment elles ont pris des raccourcis. Le meilleur exemple c'est le vieux Kennedy[38]. » La confrontation avec Jimmy Hoffa et ce qu'il incarne est d'autant plus troublante que, lors de ses auditions, Bobby Kennedy découvre, probablement effrayé, ce que la vie a enseigné au syndicaliste : aux États-Unis, « le crime organisé est un grand pouvoir invisible », selon la notation d'Arthur Schlesinger[39]. Lors de ses interviews dans la presse écrite et télévisée, Hoffa ne nie pas utiliser des gangsters. Selon lui, les premiers à avoir fait appel aux voyous sont les patrons briseurs de grève. S'estimant en état de légitime défense face à un patronat sans scrupule, il a dû organiser, selon son expression, « une résistance » ; comprendre : embaucher à son tour des gangsters et parfois des mafieux.

Le comité spécial s'appuie sur les investigations du FBI, en particulier des écoutes clandestines, afin de démontrer les fraudes, la corruption, le racket du monde syndical. Pour ne prendre qu'un exemple, le comité spécial diffuse lors d'une audition télévisée (22 février 1957) des enregistrements de discussions entre Jimmy Hoffa et le mafieux Johnny Dioguardi évoquant la création de fausses sections syndicales (« *fake local unions* ») et des opérations d'extorsion de fonds sur des patrons. Par la menace de déclenchements ou la promesse de cessations anticipées de grèves, Jimmy Hoffa pratique un lucratif racket sur le patronat, ce qui lui permet de toucher des sommes considérables en liquide et de s'assurer un train de vie luxueux :

> « Nous avons découvert, explique Bobby, qu'il existait des relations étroites entre Jimmy Hoffa et les employeurs. Il était tout disposé à leur rendre service. Des services énormes, comme de faire cesser une grève contre la volonté des travailleurs. De leur côté, les propriétaires d'entreprises étaient très désireux de lui faire plaisir. Des plaisirs fastueux, tels que le mettre à la tête d'une affaire pour qu'il puisse gagner beaucoup d'argent. Hoffa les aidait. Ils le lui rendaient bien[40]. »

Le comité spécial démontre qu'en plus d'être corrompu et un associé de la Mafia, Jimmy Hoffa œuvre la plupart du temps au profit du patronat, donc au détriment de ses adhérents. Il ressort des auditions profondément atteint, avec l'image d'un syndicaliste corrompu, soumis aux influences mafieuses. Il est

même brièvement arrêté en mars 1957, après avoir été suspecté d'avoir voulu corrompre un employé du comité spécial ; il sera blanchi. En revanche, pour les autres faits criminels révélés par le comité spécial, il sera traduit en justice, condamné et emprisonné.

À l'été 1959, les auditions s'orientent directement vers la Mafia elle-même. Bobby est aidé par la providence avec l'affaire d'Apalachin. Le 14 novembre 1957 se produit un événement majeur dans l'histoire de la Mafia qui met un point final à la légende selon laquelle elle n'existe pas en tant qu'entité formelle et structurée. Ce jour-là, par hasard, la police de la petite ville d'Apalachin dans l'État de New York tombe sur une réunion de la Mafia se tenant dans la maison de l'un de ses membres, Joseph « Joe the Barber » Barbara, chef de la Famille de Scranton-Bufalino de l'État de Pennsylvanie. Une soixantaine de mafieux importants, venus de tout le pays, sont interpellés, de nombreux autres parviennent à s'enfuir. Le scandale est immense. Bobby Kennedy demande au FBI les dossiers des mafieux identifiés à Apalachin, et comme il le racontera plus tard : « Le FBI ne savait rien, vraiment, au sujet de ces gens qui étaient les principaux gangsters des États-Unis. Ce fut plutôt un choc pour moi. […] J'ai fait la même demande au Bureau of Narcotics, et ils avaient quelque chose sur chacun d'entre eux[41]. » Après l'affaire d'Apalachin, J. Edgar Hoover continue pourtant en public à nier l'existence de la Mafia, alors même qu'un rapport confidentiel rédigé en urgence par un de ses adjoints, William Sullivan, démontre le contraire ; furieux, le directeur du FBI qualifie le rapport de « balivernes » et exige que les 25 exemplaires soient détruits. Cependant, Hoover est humilié car son rival, Harry Anslinger, responsable du Bureau of Narcotics, est célébré par la presse pour sa lucidité et sa connaissance du sujet mafieux. C'est au demeurant au contact de ce service fédéral que Bobby Kennedy parfait une grande partie de son éducation sur le crime organisé et la Mafia ; durant ses jours de congé et le week-end, il quitte parfois Washington pour New York où il rejoint les équipes du Bureau of Narcotics afin de participer à des opérations anti-drogues, ce qui fait enrager Hoover. Même s'il ne reconnaît pas ses torts, Hoover se doit de répondre à l'affaire d'Apalachin. Il met en place un Top Hoodlum Program (« Programme des truands les plus dangereux »), « *Hoodlums* » étant l'euphémisme pour « mafieux ». Son objectif premier est de recueillir du renseignement (« *intelligence* »), non de rechercher des preuves pénales (« *prosecution* ») pour des procès. Les résultats judiciaires sont médiocres, le FBI ne parvenant qu'à confondre des gangsters de second rang ; seul le bureau du FBI de Chicago, comme nous le verrons, s'engage dans un combat anti-mafieux innovant et performant. Cependant, le fait que le directeur du FBI puisse entretenir un déni aussi profond confirme deux réalités : d'une

part, que ni la Maison Blanche ni le département de la Justice ne contrôlent réellement J. Edgar Hoover, et d'autre part, que le pouvoir exécutif n'a pas encore pris la mesure de cette réalité criminelle. Un procureur fédéral explique ainsi en 1960 que dans sa « bataille contre le crime organisé, les obstructeurs étaient non seulement les chefs gangsters que nous cherchions à détruire, mais aussi les fonctionnaires installés au sein du gouvernement fédéral qui désapprouvaient et se méfiaient de notre croisade[42] ».

Quoi qu'il en soit, le comité spécial profite de l'affaire d'Apalachin pour auditionner les mafieux ainsi mis en pleine lumière. En effet, 22 de ceux présents chez Joseph Barbara sont employés officiellement dans des syndicats ou ont des emplois en lien direct avec ces syndicats : consultants et conseillers syndicaux, etc. Ces emplois très bien rémunérés sont évidemment fictifs, de pure complaisance. La liste des auditionnés est un *Who's Who* de la Mafia : Sam Giancana, Anthony « Tony Ducks » Corallo, Vito Genovese, Anthony Provenzano, Carlos Marcello, Joey Glimco, Mike Miranda, Russell Bufalino, Carlo Gambino, Tommy Lucchese, John Ignazio Dioguardi, Joey et Lawrence Gallo[43], etc. La plupart du temps, les mafieux répondent aux questions par le silence, en invoquant le cinquième amendement de la Constitution. Joey Glimco, un pur mafieux, officiellement président de la section 777 de Chicago du Teamsters' Taxicab Drivers, Maintenance & Garage Helpers, refuse de répondre à 152 questions ; Johnny Dio invoque le cinquième amendement à 140 reprises ; Tony Accardo, 172 fois ; Sam Giancana, 34 fois, Carlos Marcello, 152 fois, etc. Bobby Kennedy prend conscience de l'ampleur du pouvoir criminel et politique de Carlos Marcello. Il est impressionné par l'audition du responsable de la New Orleans Metropolitan Crime Commission, Aaron M. Kohn ; s'il connaît l'emprise mafieuse à Chicago et New York, ce qu'il découvre sur la Louisiane constitue pour lui une révélation aux conséquences historiques majeures, comme nous le verrons[44]. Avec Sam Giancana, la tension est à son comble. Exaspéré par le refus du mafieux de répondre aux questions, Bobby l'interpelle : « Allez-vous nous dire quelque chose au sujet de vos affaires ou poufferez-vous juste de rire (« *giggle* ») chaque fois que je vous pose une question ? » Face à un nouveau refus de répondre, Bobby reprend la parole : « Je pensais que seules les petites filles pouffaient de rire/gloussaient, M. Giancana[45]. » Sam Giancana se souviendra de l'affront, de même que de la tentative avortée de Bobby de faire témoigner sa fille, Antoinette, au moment où le mafieux tente de se soustraire à l'ordre de comparution (« *subpoena* ») de la commission.

Lors des auditions, Vito Genovese est mis en difficulté. Bobby s'appuie sur le dossier de divorce présenté par son épouse, Anna. L'accord juridique de divorce révèle des détails compromettants : les revenus illégaux provenant de

diverses activités criminelles (du jeu, des courses de chevaux, des night-clubs, du racket, etc.), et aussi l'existence de coffres bancaires remplis d'argent liquide en Europe et aux États-Unis. Le divorce de Vito Genovese est exposé au grand jour, ce qui ne peut que l'humilier. Ses pairs sont inquiets car il est d'un tempérament sanguin. Par ailleurs, il est de notoriété publique qu'il n'a pu épouser Anna qu'après avoir fait assassiner son premier mari ; Anna est une « *bride by murder* » (« mariée par le meurtre »). On comprend pourquoi Vito Genovese excipe du cinquième amendement à 150 reprises. Les auditions donnent souvent lieu à des échanges très vifs avec Bobby. Le mafieux Louis Romano, un temps président de la section syndicale 278 de Chicago de la Bartenders and Beverage Dispensers Union (Union des barmans et des distributeurs de boissons) et surtout homme de main à la réputation de tueur à sang froid, est interrogé par Bobby sur les nombreux homicides qui lui sont imputés. Il lui répond avec aplomb : « Pourquoi n'allez-vous pas déterrer tous ces morts dans le cimetière et leur demander si je les ai tués[46] ! »

Le sénateur McClellan résume ces auditions par des propos solennels : « Les témoignages que nous avons entendus ne laissent aucun doute sur le fait qu'il existe un effort concerté par les membres du syndicat criminel américain (National Criminal Syndicate : la Mafia) pour parvenir à une légitimité à travers l'association et le contrôle des syndicats (« *labor unions* ») et des entreprises (« *business firms* »). L'étendue de l'infiltration est une menace sérieuse pour toute l'économie de notre pays[47]. » Même si le sénateur n'ose pas prononcer le mot « Mafia », le diagnostic est clair[48]. Bobby est cependant critiqué pour sa conduite des auditions, en particulier celles de Dave Beck et de Jimmy Hoffa. En effet, il se montre souvent belliqueux et humiliant pour les auditionnés, et des commentateurs lui reprochent son peu de considération pour la présomption d'innocence, sa brutalité et son manichéisme. Certains le surnomment « Torquemada ». Son comportement le fait même comparer au sénateur McCarthy durant les auditions de la commission parlementaire sur les activités anti-américaines (House Committee on Un-American Activities : HCUA) ; un sénateur sanguin dont il fut un collaborateur durant 6 mois. Bobby y gagne malgré tout une notoriété nationale et l'image d'un opposant rugueux à la Mafia. Son frère Jack s'est forgé une stature nationale durant la Seconde Guerre mondiale en devenant un héros. Bobby, probablement complexé de n'avoir pu participer à cette tragédie, se forge un personnage en combattant ardemment la Mafia. Les deux frères l'utilisent avec talent pour se façonner une image de justiciers sans peur. Cette croisade leur sert pour s'imposer dans l'opinion publique, bien avant la question des droits civiques, qui n'émerge que vers 1960. Jimmy Hoffa comprend immédiatement ce qui se joue, ainsi lorsqu'il enrage

auprès de Pierre Salinger, ami des deux frères et enquêteur pour le comité : « Vous direz pour moi à Bobby Kennedy qu'il ne fera pas élire son frère président en passant sur le corps mort de Hoffa[49]. » Quoi qu'il en soit, la mythologie Kennedy prend corps, avec d'autant plus de force que les journaux et la télévision renvoient l'image de deux jeunes hommes beaux, riches, droits et courageux. La légende est en marche !

Cependant, à l'époque de la commission McClellan, comme nous l'avons vu, les négociations secrètes entre Joe Kennedy – et probablement Jack – et la Mafia ont commencé pour la préparation de la campagne présidentielle. Quid alors de Bobby Kennedy ? Sam Giancana explique à son frère Chuck que Bobby Kennedy ignore tout des contacts noués par Joe et Jack avec la Mafia, et que son destin n'est pas de devenir ministre si Jack est élu : « Bobby ne sait même pas ce dont Jack et moi avons parlé. Il n'est pas dans le coup. Il sera bientôt juste un maudit avocat comme un autre. Ils m'ont promis qu'ils [Joe et Jack] s'occuperont de lui. Jack sera président… pas Bobby. En outre, si quelque chose tourne mal, j'ai beaucoup de merde sur eux[50]. »

Bobby propose que les travaux du McClellan Committee débouchent – outre les lois spécifiques réformant le droit du travail et le droit syndical dont Jack sera un des artisans – sur la constitution d'une National Crime Commission, conçue comme un « service de renseignement centralisé et national » chargé de la surveillance des principaux chefs de file du crime et de la diffusion d'informations aux services répressifs[51]. Il comprend que sans une activité de renseignement au plan national, tant que le FBI et la police seront dans une posture purement réactive, pour ne pas dire passive, la Mafia continuera à faire peser une grave menace sur la démocratie américaine. Une telle proposition constitue évidemment une critique implicite de l'inertie du FBI. Bobby avertit, sur un ton dramatique : « Il nous faut attaquer de front le Syndicat du crime, avec des méthodes nouvelles. Il n'y a pas d'alternative, sinon, les bandits deviendront les maîtres de ce pays[52]. »

La querelle entre Bobby et Jimmy Hoffa se poursuit durant la décennie suivante. Bobby Kennedy envoie son livre *The Enemy Within* à Jimmy Hoffa qui en est le protagoniste, avec cette dédicace narquoise : « Pour Jimmy, Je vous envoie ce livre afin que vous n'ayez pas besoin d'utiliser des fonds du syndicat pour en acheter un exemplaire. Bobby[53]. » Par ailleurs, l'ouvrage intéresse Hollywood. Quoi de mieux en effet qu'un film pour sensibiliser le peuple américain à une menace majeure contre la démocratie ? Le producteur Jerry Wald est à la manœuvre et Bobby Kennedy choisit Budd Schulberg pour écrire le scénario, l'auteur du chef-d'œuvre oscarisé réalisé par Elia Kazan *On the Waterfront* (1954 ; *Sur les quais*), décrivant la corruption d'un syndicat de

dockers par le crime organisé, la Mafia en l'occurrence, à New York. Budd Schulberg est aidé dans son travail d'écriture par deux des futurs plus proches collaborateurs de Bobby Kennedy au département de la Justice, les juristes Walter Sheridan et Edwin Guthman[54]. Il conçoit le scénario comme une extension de *On the Waterfront*. L'intention de Bobby est claire : sortir les Américains de leur apathie vis-à-vis de la Mafia. Mais avec la mort de maladie de Jerry Wald, le projet se met à vaciller. Cependant, la Twentieth Century Fox renonce subitement au projet après la visite d'un syndicaliste qui s'est présenté dans le bureau du président de la firme cinématographique en expliquant que, même si le film était tourné, les chauffeurs syndiqués chez les Teamsters refuseront de livrer les bobines de film aux exploitants de cinémas, ou que des bombes seront lancées dans les salles. La Columbia Pictures, qui avait produit *On the Waterfront*, se montre brièvement intéressée mais renonce à son tour quand William Bufalino, un des avocats de Jimmy Hoffa, informe la firme des déboires de la Twentieth Century Fox. Budd Schulberg tente lui aussi de produire le film, mais il doit également abandonner car certains des comédiens pressentis pour les rôles-titres commencent à prendre peur, redoutant d'y perdre la vie. La plupart des autres studios étant alors sous le contrôle de la Mafia, le film ne peut voir le jour. *The Enemy Within* ne sera jamais porté à l'écran. Un des scénaristes les plus talentueux d'Hollywood, Budd Schulberg, et l'homme le plus puissant des États-Unis après le Président, Bobby Kennedy, sont mis en échec par un pouvoir de l'ombre, une alliance entre la Mafia et un syndicat de salariés corrompu. La leçon est rude mais pleine d'enseignements. « Apparemment, Hoffa et Bufalino avaient décidé, écrit Budd Schulberg, ce que le peuple américain pouvait ou ne pouvait pas voir. Et l'avant-scène d'Hollywood – connue pour sa vincibilité – avait docilement obéi[55]. »

Dans l'esprit des mafieux, Bobby Kennedy a pris la suite du sénateur Estes Kefauver : il est le nouveau héraut de l'anti-Mafia aux États-Unis. Il a raté la Seconde Guerre mondiale, celle contre la Mafia sera désormais son combat. À titre personnel, Bobby a découvert les coulisses peu ragoûtantes de la vie politique et économique américaine. Il entrevoit la face cachée de la démocratie, celle de ses pouvoirs clandestins et corrupteurs, mais aussi, de manière plus intime, l'origine peu respectable de la fortune familiale. Le sénateur Barry Goldwater, membre du comité McClellan, et ami de John F. Kennedy, expliquera combien cette découverte familiale a été un choc pour Bobby : « Cela l'a tué[56]. » La révélation présente des relents œdipiens. Dans l'œuvre de Shakespeare, Bobby Kennedy a pour personnage préféré Henry V, dont il compare le père, Henry IV, au sien. Il est décrit dans son oraison funèbre de manière terrible comme faisant partie de ces pères qui lèguent à leurs fils « un

héritage empoisonné ». Le fils veut-il racheter les péchés du père, au prix s'il le faut de la trahison de ses anciens partenaires de crime ? Quoi qu'il en soit, les blessures infligées par Bobby à Jimmy Hoffa sont profondes. Lors d'une de leurs rencontres privées, avant le début des auditions du comité, le syndicaliste avait lancé au jeune politicien une phrase prophétique et menaçante : « Je fais aux autres ce qu'ils me font, mais en pire[57]. » Nous y reviendrons.

Jack, le jouisseur de Las Vegas…

Si Bobby est un idéaliste, Jack est un cynique imprudent, amateur de liaisons dangereuses. À l'image de son père, Jack est un coureur de jupons effréné. Ce donjuanisme le place durant toute son existence dans des situations compromettantes, ce qui le rend vulnérable au chantage. Pour mémoire, il y a d'abord son aventure avec la Danoise Inga Arvad (1913-1973), Miss Danemark puis Miss Europe, journaliste intervieweuse d'Hermann Goering et Adolf Hitler, invitée personnelle du chancelier nazi aux Jeux olympiques de 1936. La romance avec Jack débute en 1941, très activement surveillée par le FBI de Hoover qui suspecte la beauté nordique d'être une espionne nazie. Le contexte est important : Jack est le fils d'un ex-ambassadeur à Londres connu pour ses sympathies envers le III^{e} Reich, et un appelé affecté dans les services de renseignement de la Marine (Office of Naval Intelligence). Il est même question de mariage, ce à quoi Joe Kennedy s'oppose fermement. Le dossier du FBI sur cette idylle glamour remplit 628 pages ; il comprend surtout les transcriptions des deux micros placés dans l'hôtel occupé par Jack et Inga pour leurs ébats : « Ils échangeaient des commérages sur Washington mais ne discutaient pas de secrets militaires[58]. » Malgré tout, afin d'éviter tout problème, Joe Kennedy et J. Edgar Hoover font transférer Jack dans le Pacifique sud, pour « raisons de sécurité ». L'enquête est officiellement close en 1945, sans qu'aucune activité d'espionnage ou de compromission du secret ne soit établie. Mais le directeur du FBI dispose donc dès les années 1940 d'un matériau à charge contre un des fils Kennedy. Le sujet préoccupera Jack et Joe Kennedy jusque dans les années 1960 : avoir eu pour maîtresse une femme suspectée de sympathies nazies n'est pas une mince affaire, surtout quand le père a lui-même été accusé des mêmes attachements[59].

Un peu plus tard, le jeune sénateur Jack Kennedy se montre à nouveau imprudent lors d'une escapade à Cuba, en 1957. Cette fois, il n'est plus question

de l'univers de l'espionnage et du contre-espionnage, mais de celui du crime organisé. L'île est contrôlée par la Mafia qui y a investi massivement. Santo Trafficante, le chef de la Famille de Tampa (Floride), est propriétaire de plusieurs hôtels-casinos à La Havane, dont le Commodoro. Si l'on en croit les mémoires de son avocat, Frank Ragano[60], Santo Trafficante et son partenaire local, le Cubain Evaristo Garcia, accueillent John F. Kennedy en visite à La Havane. D'instinct, le mafieux comprend que le jeune sénateur du Massachusetts développe un fort penchant pour les femmes. Il lui arrange donc une soirée privée avec trois magnifiques prostituées dans une suite spéciale du Commodoro ; « spéciale », car équipée d'une glace sans tain destinée à observer et à filmer ou photographier en secret les ébats des invités. Santo Trafficante et Evaristo Garcia organisent ainsi une orgie pour compromettre le sénateur des États-Unis :

> « En racontant l'histoire, se souvient Frank Ragano, le visage de Garcia plissa de sourire pendant que Santo resta de marbre. Observer un respecté sénateur des États-Unis faire des galipettes au lit avec trois *call-girls* fut un des spectacles les plus drôles dont ils aient jamais été témoins. Parce que Kennedy avait accepté leur offre, Santo et Garcia avaient perdu tout respect pour lui. De leur point de vue, un officiel tel Kennedy, qui en public prêchait la loi, l'ordre et la décence et qui en secret touchait des pots-de-vin et couchait avec des prostituées, était un ignoble hypocrite qui ne méritait aucune estime[61]. »

En 1963, Santo Trafficante avoue à Frank Ragano et à Carlos Marcello : « J'aurais dû prendre des photos à Cuba de Kennedy avec ces filles… » Si les ébats avaient été filmés, la Mafia aurait disposé d'un puissant outil de chantage contre le futur président. Cet oubli, comme nous le verrons, aura des conséquences majeures sur l'histoire des Kennedy et des États-Unis.

Les orgies sont une chose, les idylles, une autre, même si elles peuvent devenir tout aussi compromettantes. L'idylle qui a le plus de conséquences sur le destin de Jack débute quelques années plus tard avec Judith (Judy) Katherine Immoor (1934-1999), plus connue sous les noms de ses deux maris successifs Campbell et Exner, des acteurs à Hollywood. Cette beauté brune est une *call-girl* ou *party girl* (« fêtarde ») de luxe, vivant immergée dans l'univers du jeu, du show-business et de la Mafia ; sa sœur est comédienne à Hollywood, connue sous le nom de Susan Morrow. Dans les années 1950, Judith est la maîtresse de Frank Sinatra et de Johnny Roselli, l'homme qui représente les intérêts de la Mafia en Californie et à Las Vegas ; elle devient plus tard celle de Sam Giancana. Peter Lawford, beau-frère de Jack, la définit avec mépris : « Judy était la gisquette des gangsters[62]. » Son opinion est d'autant plus intéressante qu'à l'image de son ami Frank Sinatra, Peter Lawford joue aussi le rôle de rabatteur-proxénète de jeunes femmes au profit de Jack et Bobby. Jack aime à se lancer

dans ce qu'il nomme des « expéditions de chasse » (« *hunting expeditions* ») à Hollywood et Las Vegas, et pour cela, Peter Lawford et Frank Sinatra sont des rabatteurs idéaux de jeunes femmes de toutes conditions sociales (actrices, prostituées, etc.). À propos de Judith Exner, George Jacobs, le valet de pied de Frank Sinatra, n'est pas plus tendre dans ses mémoires, *Mr. S, My Life with Frank Sinatra*[63], quand il la qualifie de « prostituée » (« *hooker* »), dotée d'un talent d'actrice pour dissimuler sa vraie nature. Le journaliste Anthony Summers la qualifie aussi de « courtisane »[64]. Évidemment, dans ses mémoires, *My Story*[65], Judith Exner récuse ces portraits peu flatteurs. Quel que soit le statut social de l'intéressée, reste la rencontre avec Jack. Judith rencontre le sénateur Kennedy pour la première fois le 7 février 1960 au casino de Las Vegas, le Sands, lors d'un dîner avec Ted Kennedy, Peter Lawford et Gloria Cahn[66]. Les présentations sont assurées par Frank Sinatra qui a tout organisé ; il a rencontré Judith Exner via Johnny Roselli. Il est probable que la rencontre entre Jack et Judith a été pilotée en coulisses par Roselli et Giancana, Frank Sinatra jouant le rôle de marionnettiste[67]. La rencontre de John F. Kennedy avec la demi-mondaine ne tient donc pas au hasard et poursuit probablement un objectif de compromission au profit de la Mafia. Sam Giancana connaît son monde, comme il l'explique à son frère Chuck : « Tu vois, tout comme le vieil homme [Joe Kennedy], Jack ne peut pas s'empêcher de toucher une fille[68]. » Dans la toile tissée par Giancana et Roselli autour des Kennedy, Frank Sinatra est devenu un lien majeur entre eux et la Mafia : il est à la fois le marionnettiste, le garant de l'allégeance des Kennedy et le proxénète qui compromet. Sinatra n'est pas seulement un artiste qui aurait rêvé d'être un gangster et un ami du chef de la Famille de Chicago ; il est aussi un associé de la Mafia. Sa soumission à Sam Giancana est telle que le chanteur prend l'habitude de finir toutes ses représentations en chantant *My Kind of Town (Chicago Is)*, ce qui est à la fois un clin d'œil pour initiés et un hommage discret rendu à Giancana. Le chanteur acteur tourne alors à Las Vegas le film *Ocean's Eleven* – un long-métrage parsemé de subtiles références mafieuses[69]. Les soirées du *Rat Pack* donnent lieu à des parties fines devenues mémorables, auxquelles le sénateur Kennedy participe, comme l'indique un mémo des agents locaux du FBI envoyé au directeur Hoover : « Des *show-girls* venant de toute la ville ne cessaient d'entrer et de sortir de la suite du sénateur[70]. » Jack est pourtant en pleine campagne pour l'investiture du Parti démocrate à l'élection présidentielle qui aura lieu à la fin de l'année. Le sénateur est accompagné durant son séjour par son frère Teddy qui, le soir même, tente de coucher avec Judith : les deux frères sont souvent en « compétition sexuelle »[71]. Le 8 février, Judith et Jack se revoient longuement, sans qu'ils ne couchent ensemble. Dès lors, ils se téléphonent quotidiennement.

Ils entament une relation sexuelle à partir du 7 mars 1960, à l'hôtel Plaza de New York[72] ; une semaine plus tard, Frank Sinatra présente Judith à Sam Giancana. Le 6 avril 1960, Jack et Judith couchent ensemble pour la deuxième fois, à Georgetown, dans la demeure des Kennedy ; enceinte, Jackie est en Floride. Leur idylle dure jusqu'au 22 mars 1962 et se déroule dans diverses villes : Las Vegas, Los Angeles, Chicago, Palm Beach et Washington. Judith raconte dans ses mémoires qu'ils vivent un « coup de foudre ». Sa sincérité doit-elle être questionnée ? Rien ne peut attester d'un calcul de sa part. En revanche, il est clair que pour Frank Sinatra et ses amis de la Mafia, l'objectif de cette mise en relation est de compromettre le sénateur Kennedy, possible futur président des États-Unis. Depuis longtemps déjà, Frank Sinatra est l'ami qui alimente Jack en potins sur Hollywood et en jeunes femmes légères. Judith n'est que l'une d'entre elles ; sous des dehors lisses et respectables, Jack développe un appétit sexuel aussi débordant que celui de son père et de son frère Teddy. La liaison avec Judith se développe donc sous le double regard intéressé de la Mafia et du FBI. Au même moment, Jack a également pour maîtresses les comédiennes Angie Dickinson et Marilyn Monroe, deux femmes qui elles aussi fréquentent des mafieux. Sam Giancana raconte l'épisode à sa manière, replaçant toutes ces femmes dans un dessein global :

> « Frank [Sinatra] a tout organisé avec les nanas pour les Kennedy. Et il y en a qui attendent, prêtes à y aller. Angie Dickinson a tapé dans l'œil de Jack, elle est tout le temps fourrée à Washington. On a d'autres filles, même une qui est pratiquement le sosie de sa femme, d'après Frank (*nota* : Judith Campbell/Exner), tu trouves pas ça incroyable ? […] Frank va les présenter. Et on va aussi mettre Monroe dans les pattes de Jack… il paraît qu'il se l'est déjà faite. Merde, d'après Frank, même Bobby aurait dit qu'il avait envie de la baiser. Bon sang, ces frères sont des animaux[73]. »

Ces femmes ignorent tout de la manipulation en cours, imaginant comme le dit Sam Giancana, que « ce soit une coïncidence, un service qu'elles nous rendent, à Frank et moi, ou Frank qui leur rend un service en les présentant au futur président des États-Unis. Tu sais, les femmes gobent ce genre de conneries[74]. »

En mars 1960, à l'hôtel Fontainebleau de Miami, Frank Sinatra présente Judith à un certain « Sam Flood », en réalité Sam Giancana, et à son garde du corps, John Matassa. À cette époque, le crooner, puis Giancana, présentent Judith à des mafieux ou à des associés de la Mafia de premier plan : Joseph Fischetti, Skinny d'Amato, Johnny Roselli, Joe Pignatello, Sidney Korshak, Moe Dalitz, Morris Levy, Anthony Accardo, etc. L'idylle entre Jack Kennedy et Judith n'aurait pu être qu'une anecdote si la *call-girl* n'avait pas été immergée au sein de la Mafia, si elle n'était pas devenue aussi la maîtresse de Sam Giancana, l'ennemi de Bobby Kennedy, et si, enfin, comme nous le verrons, elle

n’avait donné à cette histoire un relief politique très particulier dans ses déclarations tardives.

John F. Kennedy président : après l'euphorie, la colère de la Mafia

Jack est élu le 8 novembre 1960. L'appui du monde souterrain n'y est peut-être pas étranger. Cette victoire provoque immédiatement des doutes et des rumeurs de fraudes. L'*Outfit* a en effet mobilisé ses affidés et peut-être fait basculer l'élection : 118 550 bulletins seulement départagent Richard Nixon et John F. Kennedy sur un total de 68 832 818 voix. Il s'agit de l'élection présidentielle la plus serrée depuis 1916 : sur un total de presque 70 millions de suffrages exprimés, l'écart est de 0,01 % ! Il est patent que l'élection a donné lieu à des manipulations dont la Mafia est loin d'avoir été la seule source. Nombre de potentats démocrates ont probablement truqué les votes dans de nombreux États (Missouri, New Jersey, etc.), par exemple en faisant voter des morts, à l'image du maire de Chicago, Richard Daley, un ami de l'*Outfit*, ou encore de Lyndon B. Johnson au Texas dont la réputation en la matière est bien établie[75]. Dans l'Illinois, la victoire de John F. Kennedy est acquise par un écart de 8 858 voix. À l'époque, l'énormité de la victoire dans cet État paraît très suspecte, y compris à John F. Kennedy, qui dira même que Richard Daley lui aurait déclaré de manière sibylline : « M. le Président, avec un peu de chance et l'aide de quelques amis, vous allez gagner dans l'Illinois[76]. » L'aide du maire de Chicago est donc appréciée à sa juste valeur puisque Richard Daley est invité à la Maison Blanche, le jour de l'investiture de Jack. Ces manipulations électorales n'échappent pas au FBI de J. Edgar Hoover : « Mais pour Hoover, comme le note son principal biographe, le vote de l'Illinois en lui-même était moins important que sa connaissance de la manière dont il avait été obtenu[77]. » Le maître-chanteur silencieux attend son heure et garde cette carte en réserve, comme tant d'autres. Mais ces manipulations mafieuses ont-elles *réellement* joué un rôle aussi déterminant que le veut la légende et qu'ont voulu le croire les mafieux eux-mêmes ? Le politologue Edmund F. Kallina[78] affirme que le vote

présidentiel dans l'Illinois ne fut pas volé par la Mafia au profit de Jack. Cependant, la réalité ou non des fraudes mafieuses importe peu : sur cette question, seules comptent ici *les croyances et les perceptions* des chefs de la Mafia à l'époque des faits. Seul importe le fait que les mafieux sont convaincus que les Kennedy sont leurs débiteurs. Rien ne prouve que les trucages aient été déterminants dans la victoire présidentielle, ni non plus que Jack et Bobby aient été mis au courant des accords secrets avec la Mafia. Tout au plus ne sont-ils pas naïfs et connaissent-ils l'existence de certaines pratiques électorales déloyales alors courantes aux États-Unis lors des scrutins locaux ou nationaux, en particulier chez les potentats démocrates. Quoi qu'il en soit, cette victoire probablement truquée procure immédiatement à la Mafia, Sam Giancana en tête, un sentiment de toute-puissance. Devant ses proches, il qualifie Jack de « Notre homme à la Maison Blanche ». Il se dit convaincu que l'époque de la surveillance oppressante du FBI est finie et qu'il n'est pas impossible que Cuba redevienne leur « chose ». Cependant, si les Kennedy viennent de frayer avec la Mafia pour remporter ces élections, ils ne sont pas les seuls. Les fréquentations des deux autres protagonistes de cette élection, eux-mêmes futurs présidents des États-Unis, sont tout aussi problématiques, nous y reviendrons : Richard Nixon, le battu, et Lyndon B. Johnson, l'adversaire malheureux à la primaire démocrate et désormais vice-président.

Cependant, chez les Kennedy, un premier signe de revirement et de prudence survient dès l'arrivée de Jack à la Maison Blanche, le 21 janvier 1961. Les invitations à la cérémonie officielle révèlent quelques lignes de fracture. Sammy Davis Jr, membre éminent du *Rat Pack* qui vient de se marier à une actrice suédoise, May Britt, n'est pas invité[79]. Frank Sinatra est invité et vient ; mais Joe a fait retirer, à la Maison Blanche, toutes les photographies du chanteur. Désormais, de manière générale, Jack et les autres Kennedy prennent leurs distances avec Sinatra et le *Rat Pack* dont les effluves mafieux et festifs vont devenir de plus en plus embarrassants. L'euphorie est aussi de courte durée pour la Mafia. Elle ne dure qu'un mois. La désillusion des gangsters survient dès que Bobby est nommé *Attorney General* (ministre de la Justice) en février, un poste qui lui confère autorité sur le FBI. Qui prend cette décision historique, si lourde de conséquences funestes ? Selon une première version, ce choix serait celui de Joe Kennedy contre l'avis semble-t-il de Jack, de Bobby lui-même, et d'une grande partie de l'entourage présidentiel. Du moins est-ce ce qu'affirme Jack à Clark Clifford, le conseiller légendaire de 5 présidents démocrates, qui a commencé sa carrière sous Harry S. Truman : « Mon père a dit "Je veux que Bobby soit *Attorney General*. C'est un juriste, il est avisé, il connaît tous les tenants et aboutissants de la politique et peut vous protéger[80]". » L'idée

déplairait autant à Jack qu'à Clark Clifford : le premier demande donc au second d'aller parler au « vieil homme ». Il prend un avion pour New York et tente de convaincre le patriarche que la nomination de Bobby à un tel poste ne serait ni dans son intérêt, ni dans celui de Jack, ou de la famille Kennedy. Il échoue. Joe lui répond avec clarté : « Je veux vous laisser avec une pensée, cependant, une pensée ferme. Bobby va être *Attorney General*[81]. » Jack demande à un ami de la famille, le sénateur George Smarthers de Floride, de l'aider à faire changer d'avis son père. En présence du sénateur Smathers, Joe Kennedy convoque son fils pour le tancer : « Par Dieu, il [Bobby] mérite d'être *Attorney General* et par Dieu, c'est ce qu'il sera. Est-ce que tu comprends cela ? » ; Jack, tout président élu qu'il est répond piteusement : « Oui, Monsieur[82]. » Bobby Kennedy n'est pas enthousiaste, comme il l'expliquera ultérieurement : « En premier lieu, j'ai pensé que le népotisme était un problème. Et puis, j'ai pourchassé des méchants durant 3 ans et je ne voulais pas passer le reste de ma vie à cela[83]. » L'entêtement du patriarche a forcément une raison. « Il est impossible de savoir, explique Gus Russo, comment Joe Kennedy a raisonné en compromettant le bien-être de ses fils par des promesses indicibles au monde souterrain afin d'obtenir son soutien, pour ensuite faire volte-face, une fois Jack élu. Il a été suggéré que Joe avait compris que le seul moyen d'éviter une enquête du ministère de la Justice sur le trucage de l'élection de son fils serait de placer un Kennedy à la tête de cette administration. Si tel était le raisonnement, en tout cas, il s'est révélé exact. Les nombreuses réclamations pour une telle enquête sont en effet tombées dans l'oreille d'un sourd après la prestation de serment de Bobby[84]. » Mais cette version n'est-elle pas un mythe savamment forgé par les deux frères ? Du moins est-ce l'opinion d'autres historiens, tels que Robert Dallek[85] ou David E. Kaiser : « À partir de 1961, les Kennedy, sensibles aux accusations de népotisme, forgent un mythe plutôt habile : que leur père, Joe, avait insisté, presque par vanité personnelle, pour que Robert Kennedy devienne ministre de la Justice[86]. » Les deux frères se seraient mis d'accord : Jack voulait Bobby à ses côtés, et Bobby voulait poursuivre sa croisade contre le crime organisé en général, et contre Jimmy Hoffa en particulier. Est-ce bien toute la vérité ? Il est possible que Jack ait simplement voulu, peut-être avec l'appui ou l'assentiment de leur père, que Bobby, en qui il a toute confiance, devienne son plus proche collaborateur. Un certain nombre de témoignages expliquent que, dans un premier temps, Bobby aurait refusé, fatigué de « chasser les méchants », mais aurait fini par accepter sur l'insistance de son frère[87].

Quoi qu'il en soit, les chefs mafieux les plus avisés se sentent trahis dès la nomination de Bobby à la tête du ministère. Ils sont stupéfaits. Ce qui devait être un coup de maître, l'élection de Jack, se révèle un quasi-suicide. La désignation

de Bobby comme *Attorney General*, donc comme responsable, entre autres, du FBI, est bien la dernière chose que les chefs de la Mafia auraient pu imaginer : leur pire ennemi doté de tous les pouvoirs judiciaires ! Cette nomination est une déclaration de guerre. Ce sentiment de trahison transparaît dans les propos rapportés par Frank Ragano, l'avocat de Santo Trafficante. Dans ses mémoires, l'avocat mafieux raconte que dans les mois suivant l'assassinat de John F. Kennedy, Sam Giancana les rejoint parfois à dîner et déclare que « son organisation » a gagné – ou, plutôt, volé – l'élection de 1960 pour Kennedy en orientant les votes pour lui dans le comté de Cook. « Ce bâtard de rat, fils de pute, dit-il une nuit. Nous nous sommes cassé les couilles pour lui et lui avons donné l'élection et il nous colle son frère pour nous traquer à mort[88]. » Les mafieux étaient convaincus que via l'entremise, entre autres, de Frank Sinatra, la bienveillance des Kennedy leur était acquise. Il est possible que Sinatra ait bien accepté une contribution électorale de la part de Sam Giancana, en 1960, sans l'avoir forcément dit aux Kennedy. Frank Sinatra a probablement joué avec le feu cette année-là, en faisant des promesses inconsidérées aux mafieux, à Sam Giancana en particulier, au moment où Jack se lançait dans la course à l'élection présidentielle : « L'accord était que si Giancana usait de son influence sur le "West Side Block" (de Chicago) et des officiels pour le compte de Kennedy, explique William F. Roemer, Sinatra sentait qu'il pouvait obtenir de Kennedy qu'il relâche l'enquête du FBI pesant sur Giancana[89]. » La nomination de Bobby est donc un coup de tonnerre. Les mafieux comprennent vite le double jeu (« *double cross* ») du patriarche irlandais. Le FBI capte une conversation symptomatique entre le boss de Chicago Sam Giancana et Nick Civella, son homologue de Kansas City : « S'il [Kennedy] avait perdu cet État ici [Illinois], explique le premier, il aurait perdu l'élection, mais je pensais qu'avec ce gars [Sinatra] peut-être ça se passerait bien. J'aurais dû me douter que ce type nous enculerait. » Le second tente de le consoler : « Eh bien, à l'époque il semble que tu as fait le bon choix, Sam. Personne ne peut dire autre chose maintenant. » Sam Giancana lui répond alors : « Bien, quand un enculé (« *cocksucker* ») vous ment[90]… » La rancœur est donc généralisée au sein de la Mafia. La peur aussi. Le FBI résume l'état d'esprit d'un des pontes de l'*Oufit*, Curly Humphreys, dans un rapport révélateur : « Humphreys pressent que si son organisation devait endurer 8 années de l'administration de John Kennedy et 8 années sous l'administration de Bobby Kennedy, qu'il pense vouloir succéder à son frère John comme président des États-Unis, lui et les échelons supérieurs du crime organisé de Chicago seraient morts avant qu'une nouvelle administration puisse accorder aux gangsters un traitement plus favorable[91]. »

Les mafieux ont raison d'être inquiets car Bobby Kennedy est non seulement

un croisé de l'anti-Mafia, mais surtout le premier *Attorney General* ayant une expérience et une connaissance précise de ce qu'est la Mafia et du danger qu'elle représente pour la démocratie américaine. Cette nomination met fin à un compromis historique de non-agression mutuelle entre le pouvoir fédéral et les Familles. La guerre est déclarée. Et celle-ci peut durer longtemps puisque les frères Kennedy sont jeunes : John a 43 ans, et Robert 35. En arrivant au ministère de la Justice, Bobby poursuit en effet deux priorités claires : détruire la Mafia et éradiquer la corruption dans le monde syndical. Il lance alors une véritable croisade, s'expliquant peut-être, au-delà de fermes convictions politiques, par une double donnée psychologique. D'abord, comme nombre d'hommes nés en 1925, il n'a pu être enrôlé, car trop jeune, durant la Seconde Guerre mondiale, contrairement à ses frères aînés Jack (revenu en héros) et Joe (mort au combat), ce qui a pu développer chez lui un sentiment d'infériorité et de frustration. Ensuite, Bobby est un catholique fervent, analysant le monde de manière manichéenne, pour qui la politique n'est pas un art du possible mais un combat à mort où l'on ne fait ni prisonnier ni compromis. Quoi qu'il en soit de ses motivations profondes, Bobby est atterré par l'apathie régnant à la fois dans son ministère et au FBI sur le crime organisé, la Mafia et la corruption syndicale. « Il est consterné de découvrir, écrit Selwyn Raab, que les officiels les plus haut gradés en charge de l'application de la loi n'avaient non seulement aucune stratégie pour combattre les mafieux, mais, encore plus dérangeant, refusaient de reconnaître l'existence de gangs italo-américains puissants[92]. » L'unité de procureurs spécialement créée par l'administration Eisenhower après l'affaire d'Apalachin (1957) n'a en effet obtenu aucun résultat. La situation est pourtant grave. Au début des années 1960, *Cosa Nostra* compte de 4 000 à 5 000 membres initiés, répartis sur tout le territoire dans 24 Familles. À New York et sa banlieue, là où œuvre le plus gros contingent de mafieux du pays, soit environ 2 000 hommes – sans compter les centaines d'associés, le FBI ne déploie que 4 agents spécialisés ; contre plus de 400 fonctionnaires dédiés au contre-espionnage soviétique et à la surveillance des sympathisants communistes – non sans raison, au demeurant, tant les services de renseignement de l'Union soviétique et de ses satellites sont agressifs et actifs. Le FBI est à ce point ignorant de la question mafieuse que les policiers de New York, plus au fait de cette question, renomment le FBI « *Famous But Incompetent* » (« célèbre mais incompétent »). Lorsque Bobby Kennedy demande au responsable du bureau du FBI de New York de lui montrer le dossier actualisé du crime organisé dans la ville, l'agent spécial lui répond avec une pointe d'ironie : « Pour vous dire la vérité M. l'*Attorney General,* je suis désolé, j'en suis incapable, car nous avons subi une grève de la presse ici[93]. »

Bobby Kennedy n'hérite pas d'un programme de lutte contre la Mafia : il le crée de toutes pièces et l'anime lui-même. Il veut que la section en charge du crime organisé au sein de la division criminelle du ministère de la Justice devienne un corps d'élite. Le temps de la passivité et de la routine a vécu. Bobby a des atouts majeurs : sa détermination, son imagination et le fait d'être le frère du Président, ce qui lui confère de facto un pouvoir très supérieur à celui d'un ministre de la Justice ordinaire. Dès la prise de fonction de Jack, en janvier 1961, Bobby se met donc au travail et déterre la hache de guerre lors de sa toute première interview, puis au cours de sa première conférence de presse officielle. Il déclare que le crime organisé est désormais la priorité absolue du ministère, précise-t-il, avec le plein appui du président des États-Unis. La fureur des chefs de Famille va croissant en découvrant les premières initiatives de Bobby. Il commence par nommer Jack Miller, chef de la division criminelle du département de la Justice, qui fut, après les conclusions du comité McClellan, juriste intégré au Board of Monitors chargé par la justice de superviser les activités du syndicat des Teamsters. Bobby Kennedy quadruple la taille de l'Organized Crime and Racketeering Section qui passe de 17 (en 1960) à 63 juristes (en 1963), recrutés dans les meilleures universités. Il crée au sein de cette section une subdivision spécialisée dans le *labor racketeering* qui passe à la postérité sous le nom de « Get Hoffa Squad », confiée à Walter Sheridan, un ex-enquêteur du FBI et du comité McClellan ; l'équipe va remporter des succès judiciaires non seulement contre Jimmy Hoffa mais aussi contre des dizaines d'officiels et associés du syndicat des Teamsters. Bobby dynamise le Top Hoodlum Program, né sous la précédente administration après l'affaire d'Apalachin, afin de mener une intense surveillance des mafieux ; le programme est étendu à la traque de nouvelles cibles, avec une première liste de 40 « cibles prioritaires » dans le monde criminel, surtout des mafieux, dont le syndicaliste Jimmy Hoffa, liste qui passe bientôt à 230 cibles incluant Tony Accardo, Johnny Roselli et Sam Giancana en tête. Ce dernier est l'objet d'une surveillance d'une intensité exceptionnelle, ressemblant par moments à un véritable harcèlement, comme le racontent dans leurs mémoires les agents du FBI de Chicago, William F. Roemer[94] et Vincent L. Inserra[95]. La pression opérationnelle s'intensifie au point que J. Edgar Hoover exige sur les principales cibles mafieuses un rapport quotidien. Le FBI se lance dans la lutte anti-Mafia avec les méthodes qu'il utilise depuis les années 1950 contre le Parti communiste américain et les défenseurs des droits civiques : la priorité est donnée au renseignement et au travail de surveillance, y compris en menant des opérations illégales. Au-delà de la « Get Hoffa Squad », la technique des « unités de poursuites spécialisées » se généralise. Robert Kennedy développe le travail sous forme de *task forces*, une

pratique qui avait fait ses preuves dans la lutte contre Al Capone dans l'entre-deux-guerres ; il s'agit d'unités mobiles, développant sous l'autorité d'un procureur fédéral un travail interagences, ces agences étant installées dans les principales villes connues pour leur intense activité mafieuse : Pittsburgh, New York, Miami, Los Angeles, Chicago, Detroit, Newport, La Nouvelle-Orléans, Las Vegas, etc.

Convaincu que la Mafia est une menace pour la sécurité nationale, supérieure au communisme, Bobby incite les agences gouvernementales à mieux partager leurs informations et à développer l'approche fiscale contre les mafieux, se fondant sur le précédent de la chute d'Al Capone dans l'entre-deux-guerres. Il convainc Mortimer Caplin, son ancien professeur de droit, à la tête du fisc (IRS), de multiplier les enquêtes fiscales contre les mafieux. Les effectifs des enquêteurs de terrain de l'IRS sont multipliés par 10 en 2 ans. De leur côté, les juristes de l'Organized Crime and Racketeering Section se mettent aussi à rechercher la moindre infraction fiscale. Afin de s'assurer que l'*Outfit* est bien surveillée, les effectifs du FBI de Chicago traitant du crime organisé (C1 Squad) passent de 5 à 70 agents, et ceux de New York de 10 à 115. Le nombre d'écoutes téléphoniques et de micros clandestins explose de quelques-uns à plus de 800 sur tout le territoire. Bobby est en effet insatisfait de la qualité du renseignement recueilli par le FBI sur la Mafia. Il exige donc que, pour y remédier, soit généralisée la méthode innovante et incomparablement productive des micros illégaux imaginée par la section en charge de la Mafia au bureau de Chicago. Il y aura entre 75 et 100 micros ainsi implantés un peu partout sur le territoire national, là où se réunissent les mafieux pour discuter de leurs affaires : clubs, restaurants, domiciles, etc. L'offensive anti-Mafia se traduit dans les statistiques du département de la Justice : le nombre de mafieux et de leurs associés poursuivis passe de 121 en 1961 à 615 en 1963 (plus 500 %), et non des moindres : Carlos Marcello, Mickey Cohen, Tony Provenzano, Sam Giancana, Joey Glimco, Jimmy Hoffa, etc.

Fondamentalement, ce sont la politique pénale et l'approche répressive qui changent de paradigme. En 1961, les frères Kennedy font voter 5 lois qui offrent de nouveaux pouvoirs d'enquête au FBI et aux services du département de la Justice[96]. Par ailleurs, le département, le FBI et le fisc concentrent désormais tous leurs efforts sur le recueil du renseignement (« *intelligence gathering* »). La preuve en est, le Top Hoodlum Program du FBI est rebaptisé « Criminal Intelligence Program » ; le fisc développe sa propre politique de micros clandestins, au point d'en placer presque autant que le FBI. Face à une cible aussi difficile à pénétrer, il faut apprendre à travailler en amont, de manière proactive et continue, en important dans la lutte contre la criminalité organisée

toutes les techniques et l'état d'esprit jusque-là réservés au domaine de la sécurité nationale, celui du contre-espionnage. Le FBI, en tant qu'agence nationale, doit désormais centraliser et coordonner les renseignements recueillis par les centaines de services de police dispersés dans les 50 États du pays, pour disposer d'une image unique de la Mafia. Les bureaux du FBI sont orientés en ce sens par le quartier général à Washington et se voient assigner des objectifs en matière de recrutement de sources humaines, en particulier ceux qui se trouvent sur le territoire de Familles majeures : New York, Chicago, Detroit, Kansas City, Las Vegas, Los Angeles, Miami, Newark, Philadelphie, Pittsburgh, San Francisco. Cette nouvelle politique de renseignement se révèle rapidement un succès[97]. Le juriste du département, G. Robert Blakey – dont nous reparlerons plus tard – à la manœuvre dans cette nouvelle politique de lutte contre la Mafia, explique que dans une enquête criminelle traditionnelle, on va « d'un crime connu vers un criminel inconnu », alors que face à ce nouvel ennemi, le problème posé est inverse : il faut aller « de criminels connus vers des crimes inconnus ». L'enquête ne doit plus partir d'une scène de crime mais commencer par le criminel[98].

Cependant, Bobby Kennedy doit composer avec un directeur du FBI ombrageux, égocentrique, vindicatif, et fervent républicain, qui a fait de la Sûreté fédérale un petit royaume à sa main, quasi autonome, inspirant la crainte aux parlementaires du Congrès et aux présidents des États-Unis. J. Edgar Hoover semble là pour l'éternité, comme le suggère ce commentaire indélicat des guides faisant visiter le quartier général du FBI à Washington, jusqu'à ce que Bobby Kennedy le fasse supprimer, en 1961 : « M. Hoover est devenu le directeur du Bureau en 1924, l'année précédant la naissance du ministre de la Justice. » En faisant de la criminalité organisée une priorité, Bobby Kennedy offense Hoover à un double titre : il dévalorise la sacro-sainte « menace rouge » (« *red menace* ») et soulève une question que le directeur enterre depuis quarante ans. Comme le FBI de Hoover n'est ni toujours diligent ni forcément très compétent dans la lutte anti-Mafia, Bobby apprend à s'appuyer pour ses enquêtes sur des équipes de juristes au sein du département, et aussi à faire appel à d'autres administrations plus fiables : les douanes, le fisc, des inspecteurs de la poste, etc. La frilosité de J. Edgar Hoover face à la Mafia est un sujet de controverse historique, moins dans sa réalité incontestable que dans ses motivations. Pourquoi cette frilosité ? Hoover, en habile bureaucrate, préfère les succès faciles et peu consommateurs en ressources que représente la lutte contre le crime « ordinaire » permettant des arrestations nombreuses, et valorisantes devant le Congrès, qui vote les budgets, et l'opinion publique. La confrontation avec la Mafia ne présenterait en revanche que des inconvénients : ce sont des

dossiers complexes au succès incertain ; ses agents seraient exposés aux risques de la corruption par les gangsters ; son institution serait automatiquement amenée à entrer en conflit avec les puissants politiciens et hommes d'affaires qui leur sont associés. À toutes ces considérations bureaucratiques et politiques, d'autres relevant de la vie privée ne sont peut-être pas négligeables, même si elles demeurent difficiles à prouver formellement. J. Edgar Hoover ne fut probablement pas immunisé contre la corruption, celle émanant d'hommes d'affaires, mais aussi de mafieux, qui ont su l'enrichir en lui fournissant de précieuses informations pour gagner au jeu et aux courses de chevaux. Il est possible enfin que le républicain, publiquement homophobe, mais vivant en couple avec un de ses adjoints, Clyde Tolson, ait fait l'objet d'un chantage sexuel de la part de la Mafia, à une époque où l'Amérique était encore très puritaine[99].

Rapidement, Bobby prend l'habitude de visiter les bureaux locaux du FBI, à la grande fureur de J. Edgar Hoover qui y voit un irrespect total de son autorité. Il se rend ainsi au bureau local du FBI à Chicago pour rencontrer les agents de terrain en charge de la traque du crime organisé, la C1-Squad, et écouter les enregistrements des écoutes téléphoniques et surtout des micros illégaux posés chez les mafieux ; en particulier des enregistrements narrant par le détail les tortures infligées à un gangster par la Mafia. Bobby ne proteste pas, alors que ces techniques de surveillance sont illégales. Il est piégé. En effet, dès que J. Edgar Hoover apprend que son ministre a pris connaissance sans protester des enregistrements clandestins, il exige un témoignage écrit de tous les agents du bureau de Chicago présents lors des faits. Quels que soient les freins opposés par J. Edgar Hoover, Bobby entame le combat aussi sur le terrain législatif en faisant voter des lois anticriminelles nouvelles pour doter le système judiciaire d'outils répressifs plus efficaces. Et à chaque fois qu'un juriste de son ministère lui oppose des obstacles juridiques dans sa lutte contre la Mafia, il répond : « Ne me dites pas ce que je ne peux pas faire. Dites-moi ce que je peux faire[100]. » L'innovation est donc à l'ordre du jour avec des outils méthodologiques, administratifs, judiciaires et législatifs nouveaux. Encore ne faut-il pas se méprendre sur l'état d'esprit singulier animant Bobby et les juristes composant la section de la lutte contre le crime organisé et la Mafia. Ronald Goldfarb qui fut l'un d'entre eux de 1961 à 1964 décrit, dans un livre de mémoires admiratif, mais sans concession pour Bobby Kennedy, *Perfect Villains, Imperfect Heroes*, une activité ressemblant plus à « une vendetta personnelle, despotique et fascisante » qu'à un département de la Justice[101] !

En parallèle, il y a aussi l'action sur le terrain. Dès le 4 avril 1961, soit 3 mois après sa prise de fonction, Bobby obtient l'expulsion de Carlos Marcello,

chef de la Famille de La Nouvelle-Orléans. Né en Tunisie et jamais naturalisé américain, Carlos Marcello est arrêté lors de l'un de ses rendez-vous trimestriels au service de l'immigration et des naturalisations de La Nouvelle-Orléans, et conduit immédiatement, menottes aux poignets, à l'aéroport. Les autorités américaines s'avisant que le mafieux est titulaire d'un passeport guatémaltèque obtenu grâce à un faux certificat de naissance, Carlos Marcello est placé dans un avion du gouvernement des États-Unis spécialement affrété pour lui, en direction du Guatemala. Un mois plus tard, le Guatemala l'expulse à son tour, cette fois au Salvador où il est emprisonné 4 ou 5 jours dans des baraquements militaires, puis brutalement dirigé avec son avocat vers la frontière du Honduras, qu'ils doivent traverser à pied. Après une marche épuisante d'une dizaine de kilomètres dans la montagne et dans une chaleur torride, le boss de 51 ans et son acolyte parviennent enfin dans un village puis dans la capitale hondurienne, Tegucigalpa. Carlos Marcello réapparaît en juin à La Nouvelle-Orléans, dans des conditions demeurées obscures[102]. Ce retour inattendu aux États-Unis fait enrager Bobby Kennedy. Les autorités le poursuivent alors pour évasion fiscale (835 000 dollars de taxes), parjure, entrée illégale sur le territoire et falsification de certificat de naissance guatémaltèque. Le bras de fer juridique commence. Carlos Marcello considère que son expulsion a été un enlèvement, ce qui n'est pas totalement faux. En effet, les conditions matérielles et juridiques de sa déportation posent question et démontrent qu'il a souffert d'un traitement particulier. Quoi qu'il en soit, il n'a plus qu'une obsession : se venger des Kennedy. Son ressentiment contre eux est absolu. Son honneur est en cause, mais aussi la survie de sa Famille criminelle face à un *Attorney General* aussi vindicatif que lui. Le boss tente toutefois une ultime solution diplomatique. En juillet 1962, le boss de Philadelphie, Angelo Bruno, raconte à son homologue de Pittsburgh, Russell Bufalino, que Carlos Marcello a demandé à Santo Trafficante et à Sam Giancana de persuader leur ami Frank Sinatra d'intervenir en sa faveur auprès du père de Bobby, Joe Kennedy. Quand Bobby apprend la manœuvre, il en devient encore plus déterminé dans sa traque du chef de la Famille de La Nouvelle-Orléans. Comme l'écrit John H. Davis, l'échec de cet effort diplomatique signifie que Carlos Marcello n'a plus qu'une seule carte en main : se venger à tout prix, « la guerre[103] ».

En quelques mois, Bobby, désormais appuyé par les moyens du département de la Justice, du FBI et de l'IRS, entame une lutte à mort contre Jimmy Hoffa, Sam Giancana, Carlos Marcello, Santo Trafficante et des dizaines d'autres mafieux partout aux États-Unis. La croisade anti-Mafia de Bobby est servie par un événement historique survenu à l'été 1963. Pour la première fois dans l'histoire de la mafia italo-américaine, un membre initié accepte de parler. Il

s’appelle Joe Valachi. C’est un simple homme de base, un « soldat » de la Famille Genovese. Malgré son expérience limitée à la ville de New York et ses modestes fonctions au sein de la Mafia, ce premier collaborateur de justice (repenti) offre une description unique de la Mafia, car issue de l’intérieur de *Cosa Nostra*. Il expose des pans d’histoires, les rites, les codes, la structuration, les méthodes, les mœurs, la langue, etc. Il devient la pierre de Rosette du mystère mafieux qui permet de décrypter un ensemble de faits et de conversations jusque-là restés mystérieux. Bobby utilise Joe Valachi comme un outil d’information dans son combat contre la Mafia, par des apparitions spectaculaires au Congrès au profit du sénateur McClellan, et à la télévision à l’automne 1963. Bobby qualifie ce témoignage de « plus grande percée de renseignement dans l’histoire du crime organisé aux États-Unis ».

Sa détermination est sans ambiguïté. Elle n’est cependant pas sans certaines limites. Les enquêtes anti-Mafia s’approchent forcément, parfois, de certains politiciens démocrates locaux corrompus, voire de Joe Kennedy. Début 1963, Edwyn Silberling doit quitter son poste à la tête de la section du département de la Justice en charge de la lutte contre le crime organisé et le racket. Pourtant nommé par Bobby, il explique amer : « Bobby m’a retiré l’enquête sur Chicago au moment où je revenais avec des informations, la raison en étant que son père était souvent mentionné en lien avec la Mafia. Il n’était intéressé par la traque du crime que dans la mesure où sa famille n’était pas impliquée[104]. »

Face à l’offensive fédérale qui la touche de plein fouet, la Mafia joue de malchance. Son référent, celui qui a pactisé, celui qui est garant du contrat de confiance entre la famille Kennedy et la Mafia, n’est plus un interlocuteur valide. Joe Kennedy est en effet victime d’une violente hémorragie cérébrale le 19 décembre 1961, soit 2 mois après l’élection de Jack, qui le rend hémiplégique. Il est définitivement invalide, incapable de parler. Comme l’explique Richard D. Mahoney, il était le « courtier » de la famille avec ses 2 alliés dangereux, la Mafia et J. Edgar Hoover[105]. Une fois impotent, toute possibilité d’intermédiation et de rappel à l’ordre s’évanouit. La Mafia prend donc peur. Sam Giancana, qui s’est engagé auprès de ses pairs, est humilié. Il s’en prend violemment à Frank Sinatra, l’ami intime des Kennedy, qu’il juge responsable de ce fiasco et qui s’était porté garant pour eux. Il réfléchit même à le faire assassiner, à titre de sanction. La relation entre le mafieux et le chanteur est volatile, comme à son habitude. N’importe qui d’autre aurait probablement été éliminé, sa notoriété le protège peut-être. Sam Giancana épargne finalement le *crooner* mais l’oblige, lui et le reste du *Rat Pack*, à titre de compensation, à chanter gratuitement durant 2 semaines dans le restaurant-cabaret qu’il possède à Wheeling (Illinois, banlieue de Chicago), le Villa Venice. De manière plus

grave, il est évident que la volte-face des Kennedy atteint le crédit de Giancana au sein du monde mafieux. Dans son autobiographie, sa fille Antoinette décrit alors « l'érosion de la stature de mon père comme boss du crime »[106]. Il a perdu la face. Son statut est atteint. Les mafieux comprennent qu'avec Bobby au poste d'*Attorney General*, le ministère de la Justice et surtout le FBI vont sortir de leur léthargie historique à l'égard de l'Organisation. L'avenir peut s'assombrir et même devenir mortel pour eux. La *good life* pourrait prendre fin…

CIA et Mafia alliées contre Fidel Castro

La croisade de Bobby est certes prévisible. Toutefois, certains des mafieux – Giancana, Trafficante, Marcello, Roselli – constatent qu'au moment même où le nouvel *Attorney General* programme leur disparition judiciaire, il supervise aussi une vaste opération illégale contre le régime de Fidel Castro à Cuba, pour laquelle leur aide est requise par la CIA. Pour preuve, cet incident qui survient un soir de 1961 à Chicago. Alors que le FBI surveille ostensiblement Sam Giancana, un de ses acolytes historiques, Chuckie English, crie à l'équipe de surveillance : « Qu'est-ce qui ne va pas ? Pourquoi n'arrêtez-vous pas tout cela les gars ? Nous faisons tous partie de la même équipe ![107] » Quelle équipe ? Le même Giancana s'indigne devant son frère Chuck : « La main droite ne sait pas ce que la gauche est en train de faire. […] Je travaille pour le gouvernement et la moitié du gouvernement ne le sait même pas[108]. » Alors, que se passe-t-il ? Nous plongeons ici dans ce que l'historien Alfred W. McCoy qualifie de « *covert netherworld* » (« un monde souterrain caché ») : il faut « regarder sous la surface de la politique, à l'intérieur d'un domaine clandestin, un interstice invisible dans l'ordre mondial, où les services secrets et les syndicats criminels jouent un rôle important dans la vie politique contemporaine[109] ». C'est le dossier cubain. Un retour en arrière de quelques années s'impose.

L'opération de déstabilisation du régime castriste commence en 1959, durant le mandat du président Dwight D. Eisenhower, sous la direction du vice-président Richard Nixon, un fervent soutien du projet et son maître d'œuvre. Le programme comporte plusieurs dimensions : espionnage, sabotage, assassinats politiques, projet d'invasion par la mer et renversement au final du régime communiste. En arrivant au pouvoir, John F. Kennedy hérite de l'opération. Après l'échec du débarquement dans la baie des Cochons en avril 1961, les frères Kennedy et la CIA, appuyés par leurs agents anticastristes, se rejettent violemment la responsabilité. John et Robert se sentent profondément humiliés,

ils veulent prendre leur revanche face à Fidel Castro et décident d'allouer des moyens supplémentaires à la CIA afin d'obtenir la fin du régime castriste. Les frères font de sa disparition non pas un sujet de sécurité nationale, mais une affaire personnelle, qui prend des airs de vendetta familiale. L'honneur des Kennedy a été souillé, il faut donc le laver par tous les moyens. Ces opérations clandestines renouvelées se font sous le nom de code de « opération Mangouste » – avec pour épicentres Miami et La Nouvelle-Orléans – dont un des aspects les plus secrets est un programme dit « Executive Action » ou « ZR/RIFLE » pour les assassinats politiques dont la responsabilité est confiée depuis 1959 à l'une des légendes de la CIA, William Harvey. Tout laisse à penser que les frères Kennedy sont informés et approuvent ces projets d'assassinat de Fidel Castro, tout en jouant un jeu dangereux de « tromperie et de duplicité »[110] sur ce sujet, exprimant en public leur aversion pour ces méthodes mais les encourageant en sous-main. Ils jouent au demeurant sur les mots en considérant qu'une « opération militaire » ou un « coup d'État » ne sont pas synonymes d'« assassinat ». Ils connaissent toutes ces sombres réalités mais font tout pour pouvoir les nier en public. La commission Church enquêtant sur les activités illégales de la CIA[111], en 1975, tentera d'entretenir cette version de l'ignorance, favorable aux 2 frères Kennedy, tout comme l'historien et ami des Kennedy Arthur M. Schlesinger dans son livre *Robert Kennedy and His Times*[112], en s'appuyant sur la règle connue de tous les services de renseignement pour ce type d'opération du « *plausible denial* » (ou du « *Don't ask, don't tell* ») qui permet à un politique laissé dans l'ignorance formelle d'une opération illégale de ne pas être mis en cause en cas de découverte des faits : « Je ne suis pas officiellement au courant, donc je peux nier. » En réalité, les frères Kennedy le sont pour les opérations d'assassinat politique. Mais sont-ils au courant de tous les détails, en particulier ceux portant sur l'utilisation de la Mafia ? La question est controversée. Quoi qu'il en soit, l'alliance entre la CIA et la Mafia a existé sans aucun doute possible. Comment ?

La CIA d'Allen W. Dulles sous-traite une partie de cette activité clandestine à la Mafia, celle concernant le projet d'élimination physique de Fidel Castro. Les mafieux ne sont pas les seuls à être sollicités : des Cubains anticastristes le sont également. Pourquoi faire appel à des sous-traitants aussi compromettants ? D'abord, le renseignement américain est convaincu que les mafieux conservent sur l'île, dont ils ont été expulsés en 1959 par la révolution castriste, des réseaux utiles et une sincère motivation pour récupérer leurs hôtels-casinos confisqués. Ensuite, que l'opération d'assassinat réussisse ou échoue, la CIA considère que la Mafia en assumera la paternité ; l'Agence pourra nier son implication. La Mafia jouera le rôle de pigeon ou d'écran. Cependant, dans ce choix, il ne faut

pas sous-estimer non plus une part de fascination vénéneuse, comme l'écrivent les biographes de Johnny Roselli :

> « Le conspirateur fumeur de pipe, Allen Dulles, le brillant Richard Bissell, diplômé de Yale, et plus tard l'imposteur Richard Helms, cherchaient à commettre les actes les plus sombres. Presque inévitablement, ils se sont révélés être l'institution la plus diabolique que l'Amérique ait produite. C'était un acte pathologique [l'alliance avec la Mafia], l'expression historique d'une culture qui honorait les fins au-delà des moyens[113]. »

À titre historique, il faut mentionner que, en dehors de toute commandite par la CIA, la Mafia lance aussi à son initiative des projets d'élimination de Fidel Castro. Ainsi, en 1959, elle envisage *proprio motu* d'assassiner Fidel Castro, via Meyer Lansky, qui offre un million de dollars à cette fin. Cependant, les projets les plus nombreux sont ceux initiés par la CIA. Ces épisodes demeurent aujourd'hui encore confus et mystérieux. Leur histoire profonde reste difficile à retracer. Les complots mafieux commencent dès 1959 sous l'administration du président Dwight D. Eisenhower et ne s'achèvent que fin 1963 sous la présidence de John F. Kennedy. À l'été 1960, Charles Siragusa, directeur adjoint du Bureau of Narcotics en poste à Washington et en charge de la liaison avec la CIA, est contacté par l'Agence. Il lui est expliqué qu'elle est en train de constituer une équipe de tueurs contre des chefs d'État étrangers. À cette fin, la CIA s'appuie sur un associé de la Mafia du nom de Norman Rothman. Avant la révolution castriste, il possédait l'hôtel-casino Sans Souci de La Havane avec Meyer Lansky, les frères Gabriel et Sam Mannarino, dont ils partageaient les profits avec le dictateur Batista. Norman Rothman tente ainsi d'engager des gardes du corps de Fidel Castro dans un projet d'assassinat du nouveau dictateur. Le projet n'aboutit pas ; l'un de ces gardes du corps passera à la postérité : Frank Sturgis/Fiorini dont nous reparlerons car il sera un des cambrioleurs de l'affaire du Watergate. Pour ces projets d'assassinat, Norman Rothman sert aussi d'agent de liaison entre la CIA et de nombreux mafieux qu'il tente de convaincre : Santo Trafficante de Tampa, les frères Mannarino de Pittsburgh, Sal Granello et Charles Tourine de New York et Johnny Roselli de Las Vegas. La CIA veut que les mafieux l'aident à recruter leurs anciens contacts dans l'île afin de connaître les routes empruntées par Fidel Castro, ce pour préparer un guet-apens. Aussi peu connu, un autre canal de contacts passe par le syndicat des Teamsters. Son président Jimmy Hoffa et un de ses collaborateurs historiques, Rolland McMaster – un homme cupide, violent et aux multiples relations mafieuses –, servent d'intermédiaires entre la CIA et des mafieux ayant eu par le passé des intérêts dans le jeu (casinos, courses de chevaux) à La Havane et venant du nord-est des États-Unis : le chef de la Famille de Pennsylvanie, Russell Bufalino, John

LaRocca et Gabriel Mannarino de la Famille de Pittsburgh, ou encore James Plumeri et Salvatore Granello, 2 capitaines de la Famille Lucchese[114]. Jimmy Hoffa présente un double intérêt pour la CIA : il connaît l'île et le nouveau pouvoir castriste à travers ses opérations de trafic d'armes ; ensuite, il servira, lui aussi, de fusible/paravent en cas de scandale. L'implication de Hoffa dans ces complots d'assassinat contre le chef d'État cubain s'explique par un sentiment de trahison. Il avait personnellement arrangé un prêt de 300 000 dollars du fonds de pension des Teamsters à une société devant livrer une flotte d'avions (des C-74 Globemaster) au jeune gouvernement cubain. Ce cadeau de bienvenue était destiné à acheter la complaisance de Fidel Castro : Jimmy Hoffa et la Mafia espéraient ainsi pouvoir conserver leurs hôtels-casinos dans l'île et la poursuite du trafic de stupéfiants via Cuba. Or, Fidel Castro décide de doubler Jimmy Hoffa et la Mafia en nationalisant les hôtels-casinos (1961) et en coupant les routes du trafic de stupéfiants passant par Cuba.

La CIA utilise aussi un autre canal, plus connu et mieux documenté, en la personne du détective privé Robert Maheu. Ce dernier, après un bref passage au FBI de Chicago, ouvre une agence de renseignement et de sécurité privée tout en devenant un agent contractuel de la CIA pour des opérations sensibles[115]. Mais contrairement à ce que beaucoup d'historiens ont pu écrire, il n'est pas évident que la CIA se soit spontanément tournée vers Robert Maheu. Dans cette histoire ténébreuse, il est possible que le vice-président Richard Nixon ait pu directement susciter le lien entre Robert Maheu et la CIA. Le détective est en effet depuis longtemps une relation de Richard Nixon. Robert Maheu s'occupe alors de la sécurité du milliardaire Howard Hughes qui est aussi un des financiers occultes de Nixon. Maheu est associé dans sa société de « relations publiques et d'enquêtes » avec un autre ancien agent du FBI, Bob King – Maheu and King Associates Inc. –, un intime du couple Nixon depuis les années 1940 et une aide active durant la campagne de 1956 ; Richard Nixon le décrit comme son alter ego, et l'utilise souvent dans toute une série de *dirty tricks* (« coups tordus ») au fil des années, jusqu'à un projet d'assassinat du milliardaire Aristote Onassis. La véritable histoire de l'origine des complots conjoints entre la CIA et la Mafia contre Fidel Castro serait donc celle que le journaliste Pierre Salinger, un proche collaborateur des Kennedy, raconte plus tard à Anthony Summers : « C'est en réalité Richard Nixon, alors vice-président des États-Unis, qui demanda à Robert Maheu de pactiser avec la Mafia pour le compte de la CIA afin de se débarrasser du révolutionnaire cubain[116]. » Ce point d'histoire est important car il signifierait que Nixon ne pouvait ignorer ces projets d'assassinat, ainsi que le pensent des auteurs tels Anthony Summers ou Gus Russo[117] ; or, cette question de la responsabilité politique et de la connaissance première de telles opérations

létales sera au cœur de multiples polémiques avec le clan Kennedy dans les années 1960 et, comme nous le verrons, une des clés cachées de l'affaire du Watergate. Ainsi, comme l'écrit Waldron Lamar, Richard Nixon aurait contribué à forger une des alliances les plus sombres et dangereuses de l'histoire politique des États-Unis[118].

Quoi qu'il en soit, l'histoire retient souvent une version un peu différente. À la demande de la CIA, Robert Maheu rencontre en septembre 1960 Johnny Roselli pour lui faire part du projet d'action clandestine, en tentant de lui faire croire qu'il représente officiellement des intérêts du *big business* ; mais la légende ne fait pas longtemps illusion. Johnny Roselli, sincère patriote mais aussi calculateur toujours avide de trouver un levier pour desserrer l'étau fédéral sur ses activités, et son éventuelle expulsion du territoire du fait de sa nationalité italienne, accepte de s'engager dans ce processus. Le projet est scellé par une rencontre à New York entre Robert Maheu, Johnny Roselli et James O'Connell, de la CIA, qui œuvre lui-même sous la direction du colonel Sheffield Edwards, chef de l'Office of Security au sein de l'Agence. Le même mois, Johnny Roselli présente ensuite Robert Maheu et James O'Connell à Sam Giancana, chef de la Famille de Chicago, puis à Santo Trafficante, chef de la Famille de Tampa, celui qui connaît le mieux les milieux anticastristes. Santo Trafficante présente ainsi Antonio Verona à la CIA, un ancien Premier ministre cubain, leader du Cuban Revolutionnary Council. Les mafieux ne sont pas dupes du fait qu'ils sont approchés, non par un conglomérat d'hommes d'affaires, mais par la CIA. L'Agence se sent en confiance avec Johnny Roselli car elle a déjà utilisé ses services au Guatemala lors du coup d'État réussi en 1954, puis probablement pour l'assassinat dans ce pays du président Castillo Armaz en 1957. Ce qui signifie que la coopération entre la Mafia et la CIA est vraisemblablement bien antérieure aux seuls complots pour tuer Fidel Castro. Pour la CIA, Johnny Roselli devient le pivot des relations avec la Mafia. Il faut noter que Sam Giancana et Santo Trafficante s'engagent dans cette collaboration avec le gouvernement fédéral sans l'autorisation de la Commission, ce rassemblement des chefs des principales Familles du pays, qui est en principe le seul organe apte à approuver une initiative de cette importance, au demeurant contraire à tous les usages.

Lancée en 1959 sous la présidence de Dwight D. Eisenhower, cette alliance entre la CIA et la Mafia est très compromettante pour l'administration Kennedy – et le sera plus tard aussi pour la future administration Nixon –, puisque les mafieux sollicités sont soit des cibles directes du ministre de la Justice Bobby Kennedy, soit des relations desdites cibles. Surtout, cette alliance place le gouvernement fédéral en situation de vulnérabilité : la Mafia dispose désormais

d’un moyen de chantage permanent puisqu’il suffit aux mafieux sollicités au nom de la « sécurité nationale » de menacer de révéler l’opération conjointe pour disposer d’un moyen de pression. Les leviers de chantage sont d’autant plus considérables que la CIA fait appel à la Mafia non seulement pour organiser des projets d’assassinat contre Fidel Castro, mais aussi pour livrer des armes aux groupes anticastristes que l’Agence pilote et finance. La CIA n’a pas conscience que cette alliance occulte avec des chefs mafieux de premier plan est pour les gangsters une source potentielle de chantage, mais aussi une supercherie, et parfois même un sujet de plaisanterie entre eux, car la sincérité de leur engagement est en réalité faible ; Johnny Roselli faisant semble-t-il exception, mais il n’est, rappelons-le, qu’un « soldat » au sein de l’*Outfit*, non un chef de Famille. Pour les mafieux, cette alliance est une aubaine qui doit leur permettre d’en tirer quelques bénéfices conjoncturels. Ils s’engagent en apparence avec d’autant plus d’empressement aux côtés de la CIA dès 1960 que les frères Kennedy leur mènent la vie dure lors des auditions de la commission McClellan. Il leur faut donc trouver un parapluie protecteur. Cependant, à aucun moment, semble-t-il, Santo Trafficante, Sam Giancana ou Carlos Marcello ne veulent sincèrement s’impliquer dans ces opérations clandestines. Les mafieux sont des pragmatiques et de fins politiques. Ils savent que la protection soviétique rend improbable un renversement du régime castriste, donc tout espoir de réinstaller leurs hôtels-casinos dans l’île ; surtout, ils sont déjà en train d’explorer de nouveaux territoires d’implantation de leurs casinos dans les Caraïbes et en Amérique centrale. Les mafieux profitent simplement de la naïveté des espions pour tenter de leur soutirer de l’argent ou, espèrent-ils, de l’indulgence pour leurs activités et leurs situations personnelles ; Johnny Roselli et Carlos Marcello en premier lieu qui, faute de s’être fait naturaliser américains, vivent dans la crainte d’une expulsion des États-Unis. Santo Trafficante l’explique, moqueur, à son avocat Frank Ragano :

> « La CIA tenait ce discours stupide au sujet de l’empoisonnement de Castro. Ces types sont dingues. Ils m’ont donné des pilules pour tuer Castro. Je viens de les jeter aux toilettes. Rien n’en est jamais sorti. On ne s’attendait pas à faire de l’argent mais nous avons une retombée. Ils nous ont donné beaucoup d’argent et personne n’a fait une maudite chose. Ce fut une vraie tuerie[119]. »

Il est possible aussi que certains mafieux jouent alors un double jeu encore plus redoutable. La question s’est ainsi posée du rôle d’informateur et d’agent double que Santo Trafficante a pu jouer auprès de Fidel Castro. Connaissant les plans d’assassinat de la CIA contre le leader communiste, et les considérant comme ridicules, il a pu en informer le régime castriste afin de développer, en échange, ses activités criminelles avec l’île. Il y a alors l’enjeu majeur du trafic

international de l'héroïne dont l'une des routes passe par les Caraïbes. La suspicion du double jeu mafieux prend racine d'abord dans les conditions inattendues de la libération de Santo Trafficante alors qu'il est emprisonné par les castristes à La Havane, en 1959. Le boss a acheté sa sortie et peut-être aussi commencé à passer un pacte pour l'avenir. Par ailleurs, une note du Federal Bureau of Narcotics datée du 21 juillet 1961, citée par Arthur J. Schlesinger[120] et Gus Russo[121], rend compte de rumeurs dans la communauté des exilés cubains selon lesquelles Fidel Castro et Santo Trafficante sont en réalité en affaires. Santo Trafficante n'aurait pas été emprisonné mais plutôt placé sous la protection de Fidel Castro. Il se dit aussi que le *Lider Maximo* interdit le trafic de drogue à Cuba, mais l'organise vers les États-Unis avec la Mafia afin de faire rentrer des devises et corrompre la société américaine. Outre le trafic de l'héroïne entre les États-Unis et Cuba, il y a aussi des intérêts communs dans les paris d'argent (*bolita*) en Floride. Enfin, Santo Trafficante aurait aussi espionné les anticastristes de Floride pour le compte de Fidel Castro. Johnny Roselli exprimera plus tard (1966) ses suspicions au sujet de la loyauté de Santo Trafficante : « Tout cela a été une escroquerie. Santo n'a jamais rien fait si ce n'est tromper tout le monde. Tous ces schémas fous dont la CIA rêvait ne sont jamais allés plus loin que Santo. Il s'est assis dessus, a escroqué tout le monde en faisant croire que des gars risquant leurs vies étaient en train de se faufiler à Cuba, avec des bateaux coulés avec eux à bord – que des conneries[122] ». L'agent du Bureau of Narcotics Charles Siragusa, spécialisé dans les opérations anti-Mafia, affirme que Santo Trafficante « avait saboté la première tentative d'assassinat contre Castro, et avait probablement trahi la CIA d'autres façons par ailleurs »[123]. L'avocat mafieux Ragano, qui connaît parfaitement Sam Giancana et Santo Trafficante, ne doute à aucun instant de la duplicité du boss de Floride : « Santo n'était pas un patriote et n'avait aucune pudeur à escroquer le gouvernement[124]. » Par ailleurs, Giancana nourrit au fil des mois les mêmes suspicions à l'égard de son ami Trafficante. Au demeurant, il est établi que les services de renseignement de Fidel Castro sont systématiquement au courant des plans américains d'assassinat le visant ; la porosité de la communauté cubaine aux États-Unis est une réalité connue mais qui ne permet peut-être pas en effet d'expliquer tous les échecs de la CIA. Le double jeu de Santo Trafficante, conforme à son talent et à ses habitudes, ouvre donc la voie à une possibilité : que le boss ait informé les Cubains des projets d'attentat. L'engagement de Trafficante et de Giancana dans ces opérations pour le compte de la CIA sera donc très relatif, et seul Johnny Roselli s'y engagera pleinement sous la direction de William Harvey.

Quoi qu'il en soit des stratégies des uns ou des autres, Johnny Roselli, le

plus enthousiaste, perd confiance quand il se rend compte que le fisc enquête sur lui. Il ne comprend pas comment Bobby Kennedy peut à la fois piloter cette opération anti-cubaine avec la CIA en utilisant ses services, tout en lui cherchant des ennuis fiscaux : « Je suis ici, dit-il à un associé à Las Vegas, à aider le gouvernement, à aider le pays, et ce petit fils de pute me casse les couilles[125]. » Il se sent trahi. Sam Giancana exprime une exaspération identique lorsqu'il est interrogé à l'été 1961 à l'aéroport de Chicago par l'agent du FBI William F. Roemer qui ne peut saisir le sens de la réplique du mafieux en colère : « Je pensais que nous étions tous du même côté[126]. » Il n'en demeure pas moins que les mafieux les plus surveillés par le FBI deviennent ainsi des partenaires de la CIA : peut-on imaginer situation plus paradoxale et à terme embarrassante pour le pouvoir fédéral ? D'autant que l'administration républicaine battue et Jack élu, Bobby, devenu ministre de la Justice, est aussi depuis le fiasco du débarquement de la baie des Cochons en avril 1961 le superviseur direct, à la demande de son frère, de l'opération visant à renverser le régime castriste. Le président des États-Unis a en effet perdu confiance en la CIA, qu'il accuse autant d'amateurisme que de quasi-trahison à son égard. Jack vient de se heurter, selon Arthur Schlesinger, « au pouvoir du complexe des services de renseignement et militaire » (« *military-intelligence complex* »)[127]. Il décide donc de placer les activités de la CIA et le dossier cubain sous le contrôle de son frère Bobby, pourtant ministre de la Justice. Car la Mafia n'est pas la seule obsession de Bobby : le régime communiste de Fidel Castro en est une autre. Il supervise ainsi les opérations anticastristes de la CIA dans le cadre d'un Special Group Augmented (SGA). La situation est plutôt baroque : un *Attorney General* en charge de la supervision des *covert actions* des services de renseignement qui sous-traitent une partie de leurs opérations à des mafieux sous enquête fédérale ! Par ailleurs, la politique menée avec ferveur par Bobby Kennedy s'avère dans les faits pleine de contradictions, d'ambiguïtés et d'imprudences, constamment enveloppée de mystères et de brouillard. Bobby exerce une pression considérable, et parfois brouillonne, sur la CIA afin que l'échec de la baie des Cochons, ressenti comme un affront personnel par les Kennedy, soit lavé. Et il s'investit avec d'autant plus de détermination qu'il est fasciné par les opérations spéciales et la mode naissante des techniques de contre-insurrection (« *counterinsurgency* »).

L'alliance de la CIA et de la Mafia pour assassiner Fidel Castro enflamme les imaginations depuis les années 1970 et fait couler beaucoup d'encre parmi les historiens. Avec en toile de fond un questionnement : 2 mondes secrets et parfois violents – la CIA et la Mafia – peuvent-ils faire cause commune au sein de la première démocratie et puissance mondiale ? La perception de ces

événements a évolué au fil des décennies, proposant 2 thèses contradictoires et au final un portrait radicalement différent des frères Kennedy. Le débat historique porte sur 2 questions : le président Kennedy et son frère ont-ils eu connaissance des projets d'assassinat de la CIA contre Fidel Castro ? Et si tel fut le cas, ont-ils été mis au courant de l'alliance entre la Mafia et la CIA dans ces opérations homicides ? Autrement dit, la CIA a-t-elle caché à l'administration Kennedy ses tentatives d'assassinat et son alliance avec la Mafia ? Selon une thèse dominante, il semble que les Kennedy découvrent l'alliance noire entre la CIA et la Mafia de manière fortuite, à l'occasion d'un vaudeville. Quel est-il ? Sam Giancana est persuadé que sa maîtresse du moment, la célèbre chanteuse Phyllis McGuire, du trio des McGuire Sisters, le trompe avec le comédien Dan Rowan. Afin d'en avoir le cœur net, il exige du détective privé Robert Maheu qu'il fasse poser un micro dans la chambre d'hôtel de Las Vegas où séjourne sa maîtresse, le tout aux frais de la CIA. Le détective privé confie la mission à un certain Arthur J. Balletti qui se fait prendre sur le fait en octobre 1960. Lorsqu'il est arrêté par la police de Las Vegas, le FBI est mis au courant. Robert Maheu et la CIA doivent s'expliquer auprès du FBI. La situation est pour le moins délicate : le FBI surveille un gangster aidé par la CIA pour piéger sa petite amie et tuer un président étranger ! Selon la commission Church (1975), Bobby Kennedy est averti de l'incident tardivement, en avril 1962, et n'est complètement informé de l'alliance entre la CIA et la Mafia que le 7 mai. Il reçoit alors le conseiller général de la CIA, Lawrence Houston, et le colonel Sheffield Edwards, en charge de la sécurité de l'Agence. Bobby Kennedy veut comprendre pourquoi la CIA tente de bloquer des poursuites contre un agent privé de renseignement pris dans une affaire de micros clandestins. La situation est pour le moins « embarrassante »[128]. Lawrence Houston est contraint de révéler l'opération de sous-traitance homicide à la Mafia avec, entre autres, pour protagoniste Sam Giancana. Il prend soin d'affirmer que l'opération est depuis abandonnée ; ce qui en l'occurrence se révélera faux, la CIA poursuivant plusieurs mois encore ce projet en utilisant surtout les services de Johnny Roselli. Furieux et sarcastique, Bobby répond au haut responsable de la CIA : « Je présume que si vous essayez à nouveau de faire affaire avec le crime organisé – avec des gangsters – vous en informerez l'*Attorney General*[129]. » Lawrence Houston décrit la réaction de Bobby : « Si vous avez déjà vu les yeux de M. Kennedy devenir acérés, la mâchoire en place et la voix basse et précise, vous obtenez un sentiment définitif de malheur[130]. » Le département de la Justice renonce au final aux poursuites pénales pour le micro clandestin, au nom de la « sécurité nationale ». Cependant, Bobby Kennedy est obligé de relâcher la pression opérationnelle sur son pire ennemi, Sam Giancana. Il est d'autant plus

gêné qu'il n'ignore pas aussi, comme sait le lui rappeler obligeamment le directeur du FBI, les rumeurs selon lesquelles le chef de l'*Outfit* échapperait à la justice grâce à l'intercession du chanteur Frank Sinatra qui proclame partout sa proximité avec les Kennedy. À ce titre, il est intéressant de lire un compte rendu que fait J. Edgar Hoover dans ses archives personnelles de sa rencontre avec Bobby Kennedy 2 jours après la confrontation du 7 mai avec les pontes de la CIA :

> « *L'Attorney General* m'a dit qu'il voulait me prévenir d'une situation dans l'affaire Giancana qui l'a considérablement perturbé. Il a déclaré que quelques jours plus tôt il avait été prévenu par la CIA que, en lien avec Giancana, la CIA avait embauché Robert A. Maheu, un détective privé de Washington DC, pour approcher Giancana avec une proposition de paiement de 150 000 dollars pour embaucher des hommes de main (« *gunmen* ») afin de se rendre à Cuba et tuer Castro. Il [Bobby Kennedy] ne pouvait se permettre de faire une quelconque action contre Giancana ou Maheu. Il a déclaré que comme il connaissait bien les « potins de gouttière » (« *gutter gossips* ») selon lesquels la raison de l'inaction contre Giancana était la relation proche de Giancana avec Sinatra qui, de son côté, proclamait être un ami proche de la famille Kennedy. L'*Attorney General* a déclaré qu'il en était conscient et que c'était la raison pour laquelle il était préoccupé quand il a reçu cette information de la CIA au sujet de Giancana et Maheu[131]. »

Bobby Kennedy est forcément en rage de découvrir que sa guerre contre la Mafia est partiellement entravée, et compromise, par une opération non autorisée de la CIA, et que le directeur du FBI n'en ignore rien. Il aurait été encore plus enragé s'il avait su que la CIA allait désobéir en poursuivant son alliance avec la Mafia quelques mois encore. Mais cette version est parfois contestée, des opposants aux frères Kennedy proposent une thèse plus sombre et, disons-le d'emblée, un peu moins convaincante : l'alliance entre la CIA et la Mafia pour renverser et assassiner Fidel Castro aurait été pilotée au plus haut niveau de l'État par les Kennedy en personne. Ils auraient alors fait preuve d'une grande duplicité en la matière. L'épisode de la colère froide de Robert n'aurait été qu'une habile comédie visant à masquer le fait que les 2 frères connaissaient déjà le rôle de la Mafia dans l'opération Mangouste. D'où le débat historique qui s'ensuit depuis et que résume David Talbot : Bobby fut-il vraiment choqué et enragé par les négociations sombres de l'Agence ? Ou le plus jeune Kennedy fut-il la force motrice derrière les complots d'homicides du gouvernement contre Castro ? Les 2 camps en guerre se sont affrontés avec vigueur sur ces questions durant les quarante dernières années, avec les partisans des Kennedy d'un côté et les apologistes de la CIA de l'autre. « En jeu, il n'y a rien moins que la position morale des frères Kennedy dans l'histoire et la réputation de l'agence de renseignement[132]. » De deux choses l'une : ou les frères Kennedy sont d'habiles cyniques ayant utilisé la CIA pour leurs noirs desseins homicides, ou l'Agence s'est alors en partie autonomisée, devenant une *rogue agency* (« agence

incontrôlable ») comme certains historiens le pensent. Le débat commence du temps de Robert Kennedy et se poursuit depuis. En réalité, la situation a probablement été plus subtile, à mi-chemin entre les 2 thèses. Il est probable, au vu de témoignages ultérieurs, que les frères Kennedy étaient informés et/ou ont autorisé implicitement la CIA à orchestrer l'assassinat de Fidel Castro, mais sans pour autant avoir été mis au courant de certaines modalités, en l'occurrence l'alliance avec la Mafia. Lawrence Houston, conseiller général de la CIA, présent lors de l'entretien dramatique du 7 mai avec Bobby Kennedy, est formel : il était au courant des projets d'assassinat contre Fidel Castro par la CIA[133].

Cependant, *rien* n'établit de manière formelle que les Kennedy savaient pour l'enrôlement de la Mafia dans cette entreprise criminelle, ce qui aurait été d'un machiavélisme et d'une imprudence extrêmes, confinant à l'amateurisme. Jack s'était d'ailleurs publiquement prononcé contre l'utilisation de telles méthodes lors d'un discours en novembre 1961 à l'université de Washington : « Nous ne pouvons pas, en tant que nation libre, rivaliser avec nos adversaires dans des tactiques de terreur, d'assassinat, de fausses promesses[134]. » La thèse noire contre les Kennedy n'est pas née spontanément. Cette dystopie trouve sa source dans des affirmations lancées par des directeurs et directeurs adjoints de la CIA (Allen Dulles, Richard Bissell, Richard « Dick » Helms), sans toutefois se montrer claires sur le point de savoir si l'information avait porté seulement sur les projets d'assassinat ou aussi sur l'utilisation de la Mafia. Selon les défenseurs de la mémoire des Kennedy, ces hauts cadres de la CIA auraient volontairement terni la réputation de Jack et Bobby afin de masquer leurs propres échecs et turpitudes. Cette légende est aussi alimentée par des interviews de Judith Exner dans des magazines (*People*, février 1988 ; *Vanity Fair*, janvier 1997), reprises et complétées par des récits journalistiques, dont le plus cinglant est celui de Seymour Hersh dans *The Dark Side of Camelot*. Le récit fait par Judith Exner de sa vie sentimentale ne cesse en effet d'évoluer, d'histoires d'amour innocentes et téméraires avec John F. Kennedy et Sam Giancana (*My Story*, 1977) à un scénario plus complexe et sombre de tractations mafieuses et de financements occultes entre le Président et le boss de Chicago. Pourtant, lors de son témoignage sous serment devant la commission Church en 1975, Judith Exner nie avoir été au courant des projets d'assassinat de Fidel Castro par la Mafia. Elle explique cependant dans ses récits tardifs et tarifés qu'elle a servi de lien conscient entre Jack et les mafieux Sam Giancana et Johnny Roselli. Selon Seymour Hersh, Judith Exner aurait transmis à Sam Giancana des documents venant des frères Kennedy et au moins 2 sacoches remplies d'argent liquide. Jack aurait aussi demandé à Judith de lui organiser des rencontres avec le boss

de Chicago[135]. Une première rencontre se serait tenue le 12 avril 1960 à l'hôtel Fontainebleau de Miami afin de préparer les primaires de Virginie. Une autre rencontre aurait eu lieu après l'échec de l'invasion de la baie des Cochons, le 28 avril 1961, à l'hôtel Ambassador de Washington. Ces rencontres auraient un sens plus sinistre que celles d'avant les élections présidentielles puisqu'elles n'auraient plus mis en présence un candidat venant quémander de l'argent et des voix, mais un président en exercice qui après un échec humiliant aurait demandé de l'aide pour probablement faire assassiner un chef d'État étranger. Il y aurait eu en tout 10 rencontres, la dernière se serait tenue à Washington le 8 août 1961. Judith Exner affirme avoir voyagé à travers les États-Unis à la demande de Jack durant le printemps et l'été 1961 pour délivrer des informations sous enveloppes aux 2 parties. L'un des sujets discutés aurait été le projet d'assassinat de Fidel Castro par la CIA, auquel la Mafia était censée apporter une aide. Judith Exner aurait été mise au courant de l'opération par Jack. Elle explique le caractère tardif de ses révélations par la peur pour sa vie, 2 de ses amis au sein de la Mafia ayant été assassinés, Sam Giancana (1975) et Johnny Roselli (1976). Seymour Hersh donne une résonance particulière au témoignage de Judith Exner, allant jusqu'à considérer que la guerre menée par Bobby Kennedy contre la Mafia fut une « illusion », ce qui est pourtant clairement contredit par les initiatives prises par le département de la Justice et le FBI dès l'arrivée au pouvoir des 2 frères. Si la relation entre Judith Exner et John F. Kennedy est indéniable, tout comme le fait que la demi-mondaine fut plongée dans le bain mafieux très tôt et longtemps, certaines exagérations dans son récit sont évidentes. L'objection la plus forte que l'on doit opposer tient à une considération de psychologie et de sociologie mafieuses : Sam Giancana est un mafieux traditionnel, à l'ancienne. Machiste, et surtout prudent, une telle personnalité ne peut envisager les femmes que dans des rôles sociaux de mères, d'épouses ou de maîtresses, à ce titre inaptes à traiter des questions liées à la Mafia, à la politique ou à la sécurité nationale. Dans sa mentalité si particulière, les femmes ne peuvent accéder au cœur de ce monde d'hommes, celui des affaires sérieuses et dangereuses. Mais, qui sait…

Selon cette thèse noire, Bobby Kennedy n'aurait pas été en reste dans le double jeu. Pour Seymour Hersh, C. David Heymann et Gus Russo[136], un autre épisode démontrerait la *duplicité* définitive des Kennedy. Selon le témoignage de hauts cadres de la CIA, au printemps 1962, Bobby Kennedy, agacé de l'incapacité de la CIA à faire assassiner Fidel Castro, aurait lancé sa propre opération clandestine en mandatant directement un cadre de l'Agence appartenant à l'entité ZR/RIFLE de William Harvey, un certain Charles Ford, alias Rocky Fiscalini, afin qu'il contacte en secret les chefs de la Mafia aux États-Unis (Las Vegas, Chicago, New York) et au Canada. Bobby Kennedy était

convaincu que la Mafia disposait encore de réseaux clandestins sur place ; ce qui était inexact. Charles Ford aurait été « l'homme » de Bobby Kennedy pour les contacts avec la Mafia. Cependant, Charles Ford, tout en reconnaissant avoir contacté quelques personnages troubles dans le monde criminel, niera toute rencontre avec Sam Giancana et Johnny Roselli ou toute mission directe au nom du gouvernement afin d'engager des gangsters dans des opérations d'assassinat contre Fidel Castro. Qui croire ? Tout aussi étrange est le témoignage de Ronald Goldfarb, juriste de 1961 à 1964 au sein de la section en charge de la lutte contre le crime organisé du département de la Justice, qui raconte avoir recueilli les confidences de Samuel Halpern, un des adjoints de William Harvey à la CIA, et à ce titre au cœur des opérations anti-Castro[137]. Selon lui, Bobby Kennedy aurait exigé de la CIA d'assigner un agent à temps plein pour les contacts avec les mafieux aux États-Unis et au Canada qu'il aurait lui-même désigné. Est-ce le Charles Ford dont nous avons parlé ? L'histoire ne le dit pas. Cette mission, qui aurait cessé en octobre 1962 avec la crise des missiles, ne faisait pas partie du plan d'assassinat de Fidel Castro, mais d'un projet différent destiné à utiliser les informateurs de la Mafia encore présents à Cuba. Pour ajouter à la confusion, d'autres faits et anecdotes questionnent. Kirk LeMoyne « Lem » Billings, l'ami et proche confident irlandais des frères Kennedy, se souvient d'un déjeuner dans une suite de l'hôtel Carlyle, en juin 1962, au cours duquel un Bobby d'excellente humeur « parla et même rit de l'implication de la Mafia essayant de faire quelque chose pour se débarrasser de Castro[138] ». Bobby lui fit remarquer que lorsque la CIA lui avait confié ses liens avec la Mafia, « il avait fait un meilleur travail en feignant le choc et la colère que Burt Lancaster ». Il aurait avoué à Lem Billings : « Bien sûr que je savais. Je suis le gars qui a développé le maudit plan. » Kirk LeMoyne Billings tirera de ces épisodes une conclusion sans appel : « Je pense qu'en utilisant des gangsters pour tenter d'assassiner Fidel Castro, Bobby et Jack sont allés trop loin. En substance, ils étaient en train de creuser leur propre tombe. »

Autre anecdote. Lorsque le restaurateur californien Peter Fairchild entame une procédure de divorce contre sa femme volage, la starlette Judi Meredith, il engage le détective Fred Otash afin qu'il identifie ses partenaires en adultère. Il se sait rapidement que le *private eye* a découvert parmi les amants de la jeune femme les plus grands noms du show-business ainsi que celui d'un « employé du gouvernement fédéral ». C'est alors que le mafieux Johnny Roselli demande à rencontrer Fred Otash. Le mafieux lui explique qu'il agit « à la demande de l'*Attorney General* »[139]. Selon Fred Otash, ex-policier du LAPD, la rencontre est observée par 2 agents du FBI. Johnny Roselli lui aurait dit : « Écoute, Otash, tu as un problème. Tu as des ennuis. Tu es en train de déconner ici avec la Maison

Blanche. Qu'est-ce que c'est que cette merde quand tu cites le nom de Jack Kennedy comme témoin dans le procès en divorce de Judi Meredith ? Comment peux-tu citer le président des États-Unis dans un procès en divorce ? » Otash lui aurait répondu : « Il a baisé la femme de mon client, c'est tout ! Qui est le connard ? Qui représentes-tu de toute façon ? » Johnny Roselli lui aurait alors affirmé qu'il « représentait les Kennedy ». Racontant plus tard l'anecdote, Fred Otash reconnaîtra ne pas en avoir cru ses oreilles : comment un mafieux pouvait-il agir pour le compte de la Maison Blanche ? D'autres rencontres ont lieu entre Fred Otash et Johnny Roselli pour résoudre cet épineux dossier, en présence cette fois de Sam Giancana. Les mafieux veulent trouver une issue qui éviterait que Fred Otash ne fasse citer au procès les noms des amants de Judi Meredith, en fait tout le *Rat Pack* : Frank Sinatra, Sammy Davis Jr, Dean Martin, Jerry Lewis et Jack Kennedy. Afin d'éviter une telle publicité, Fred Otash suggère aux mafieux que la jeune femme soit dédommagée financièrement, mais pas par son client, le mari jaloux. La situation paraît bloquée mais se dénoue le jour du procès public en divorce. Alors que Fred Otash s'apprête à faire citer tous ces noms célèbres afin de démontrer que le mari est victime de sa femme volage, au dernier moment, les avocats de Judi Meredith reçoivent un chèque de dédommagement qui manifestement ne venait pas de Peter Fairchild. Judi Meredith a obtenu ce qu'elle voulait. Le dossier était clos.

En décembre 1962, juste après avoir présidé une cérémonie en l'honneur des opposants cubains de la Brigade 2506 débarqués en avril 1961 à la baie des Cochons puis faits prisonniers par le régime castriste, Jack Kennedy se serait arrêté dans la villa d'un ami de son père Joe, le casinotier de La Nouvelle-Orléans très bien connecté à la Mafia, Mike McLaney, qui lui aurait permis de rencontrer durant une vingtaine de minutes, en toute connaissance de cause, un émissaire de Sam Giancana, probablement Johnny Roselli. Si cette rencontre a réellement eu lieu, n'est-elle pas compromettante et qu'ont-ils pu se dire ?

Si ces épisodes sont exacts, ils démontreraient la duplicité et l'imprudence des frères Kennedy qui auraient cru pouvoir *en même temps* coopérer avec la Mafia et vouloir la détruire. Cela s'appelle « jouer avec le feu ». A minima, les 2 frères se seraient exposés à un chantage de la Mafia. Et les mafieux n'étaient pas les seuls maîtres-chanteurs en lice.

J. Edgar Hoover, l'autre maître chanteur…

Dans le contexte de guerre ouverte contre le crime organisé, J. Edgar Hoover est obligé de sortir de sa torpeur dans la lutte anti-Mafia. Ce qui n'est pas sans lui poser un réel problème. Non seulement ce combat n'a jamais été le sien, mais en plus il déteste les démocrates Jack et Bobby qui s'en méfient et le lui rendent bien. Le directeur du FBI redoute de perdre le poste qu'il occupe sans discontinuité depuis 1924 ! Lui qui représente un État dans l'État, qui dirige une sorte de police politique qui ne dit pas son nom, qui a su se faire respecter ou craindre de tous les présidents depuis Franklin D. Roosevelt, et qui est un républicain convaincu, n'a pas l'intention de quitter ses fonctions. Afin de conserver son poste, J. Edgar Hoover se livre à l'une de ses techniques préférées : *le chantage*. Comme le dira un de ses directeurs adjoints, William Sullivan, il fut « le plus grand maître-chanteur de tous les temps »[140]. Il sait beaucoup de choses sur le clan Kennedy : les turpitudes affairistes et mafieuses du père, et les frasques sexuelles de Jack sont bien documentées dans les archives du FBI, en particulier certains dossiers qu'il conserve dans son bureau, au sein de ses archives personnelles qui occupent 4 pièces au 5e étage du quartier général du FBI, sous la garde de sa secrétaire particulière, Helen Gandy. Ses craintes de renvoi sont vite balayées : le directeur du FBI est publiquement confirmé à son poste dès la victoire de Jack. Quand son entourage lui demande pourquoi il ne se sépare pas de J. Edgar Hoover, celui-ci explique : « Vous ne virez pas Dieu[141]. » Les frères Kennedy ont l'illusion de pouvoir contrôler le directeur du FBI. Peut-être estiment-ils aussi l'homme moins nuisible à l'intérieur du système qu'à l'extérieur ? Joe Kennedy a depuis longtemps une claire conscience de la dangerosité de Hoover. C'est pourquoi il prend soin depuis des années de le flatter. Ce dernier est malgré tout prudent et c'est pourquoi il ne va pas cesser de distiller ses informations auprès de Jack et Bobby afin qu'ils n'oublient jamais qu'il est inamovible. « Bien sûr, explique Curt

Gentry, Hoover rappelait constamment à JFK, quoique de manière indirecte, l'existence de ses fichiers complets et mis à jour de manière assidue » ; comme dans une torture chinoise, « Hoover distillait ses informations goutte à goutte » [142]. Il dispose d'atouts qu'il abat au fil des mois. Il redoute constamment que les frères Kennedy ne se débarrassent de lui en lui infligeant le traitement réservé au héros MacArthur par Harry S. Truman excédé par l'arrogance d'un général se croyant intouchable. Robert Kennedy racontera plus tard comment Hoover lui envoyait constamment des mémos « pour donner une information sur quelqu'un que je connaissais ou un membre de ma famille ou des allégations en relation avec moi, afin qu'il soit clair, que vraies ou fausses, il dominait toutes ces choses et recevait toute cette information[143] ! »

Le premier outil de chantage implicite émerge rapidement au cours de la présidence Kennedy. L'épisode est crucial et fait l'objet de controverses historiques. En décembre 1961, J. Edgar Hoover rend compte à son supérieur hiérarchique, Bobby Kennedy, d'une conversation captée par un micro clandestin du FBI le 8 du mois entre Sam Giancana et son soldat Johnny Roselli. Cet épisode est souvent cité pour illustrer le pacte secret passé entre Joe Kennedy et les mafieux (la conversation), mais aussi pour décrypter la relation perverse que le directeur du FBI va entretenir avec les frères Kennedy (le compte rendu hiérarchique). Dans cette conversation, Johnny Roselli informe Sam Giancana d'une rencontre récente avec Sinatra au cours de laquelle il a demandé au chanteur s'il a pu intercéder auprès des Kennedy pour le compte du chef de l'*Outfit*. Johnny Roselli suggère à plusieurs reprises que Sinatra approche Joe Kennedy. Mais le chanteur répond qu'il doute de la « loyauté » des fils à l'égard du père. À propos de la « prochaine campagne présidentielle », Sam Giancana dit qu'il ne donnera rien. « Giancana, résume le rapport du FBI, a affirmé qu'il avait fait un don à la récente campagne de Kennedy sans en avoir pour son argent, car s'il recevait une contravention pour excès de vitesse, "aucun de ces [*obscénités*] ne me connaîtrait"[144]. » La conversation accrédite l'idée que Giancana s'est senti trahi par les Kennedy après avoir participé au trucage de l'élection présidentielle en 1960. On imagine le malaise du ministre de la Justice face à son subordonné. Le directeur du FBI récidive par un mémo daté du 16 août 1962 envoyé à nouveau à Bobby Kennedy, destiné à maintenir la pression : « Avant les dernières élections présidentielles, Joseph P. Kennedy a reçu la visite de nombreux gangsters ayant des intérêts dans le jeu et un accord a été conclu, aboutissant à ce que Peter Lawford, Frank Sinatra, Dean Martin et d'autres acquièrent un établissement lucratif, le Cal-Neva Hotel, au lac Tahoe. Ces gangsters auraient rencontré Joseph Kennedy au Cal-Neva, alors qu'il y séjournait[145]. » Peter Lawford, tout beau-frère qu'il est du président des États-

Unis et du ministre de la Justice, entretient en effet des relations proches avec Sam Giancana !

Le second grand sujet de chantage est celui des femmes. J. Edgar Hoover n'est d'ailleurs pas le seul à suivre les frasques extraconjugales de Jack Kennedy afin de disposer d'un moyen de pression. Ses ennemis au sein de la Mafia et Jimmy Hoffa suivent de près les aventures amoureuses du 35e président avec 2 femmes d'une grande beauté : Marilyn Monroe et Judith Exner, 2 amies de Frank Sinatra. Le crooner a compris sa grande vulnérabilité : les femmes. Il lui en fournit donc. Le valet de Frank Sinatra, George Jacobs, dans un style fleuri, résume la situation : « Parce que Frank Sinatra contrôlait la chose que JFK voulait plus que n'importe quoi d'autre : la chatte [« *pussy* »] ! M. S. [Sinatra] était le pape de la chatte, et JFK était honoré d'embrasser sa bague[146]. » John est un séducteur invétéré, *a womanizer*, à l'image de son père, Joe. En jouant le rôle de fournisseur de femmes, Frank Sinatra se donne un accès permanent aux 2 frères, tout particulièrement à Jack, ce dont il peut se prévaloir auprès de Giancana. Sinatra a probablement été encouragé par ses amis mafieux à présenter à John F. Kennedy des jeunes femmes ou à développer ces relations à défaut d'en avoir toujours été à l'origine. Jack, insouciant et désinvolte, joue constamment avec le feu, ne comprenant pas combien il se place dans une situation de grande vulnérabilité pouvant faire naître chantage et rumeurs. À l'époque, la presse respecte la vie privée des politiciens et n'ose pas écrire sur leurs frasques, mais la Mafia est dans d'autres dispositions d'esprit.

Le sénateur John F. Kennedy et Marilyn Monroe se connaissent depuis le milieu des années 1950, et la première présentation n'est pas le fait de leur ami commun, Frank Sinatra. Au fil des années, Marilyn, qui vit en Californie la plupart du temps, fréquente les mafieux Johnny Roselli, Sam Giancana et un de leurs associés, Mickey Cohen. Ce dernier s'est spécialisé, outre le trafic de stupéfiants et du jeu illégal, dans l'extorsion et le chantage sexuel dans le monde du cinéma, par exemple en filmant à leur insu des vedettes lors d'ébats sexuels ; selon Anthony Summers, Marilyn Monroe fréquente 2 hommes de main du gangster de Los Angeles, George Piscitelle et Sam LoCigno[147]. Elle est une proie facile, tant l'actrice est déséquilibrée psychologiquement et dépendante aux médicaments et aux drogues. Elle fait partie de ces nombreux acteurs d'Hollywood sponsorisés par Johnny Roselli pour le compte de la Famille de Chicago. L'actrice est en quête incessante d'amants prestigieux et les frères Kennedy sont des séducteurs impénitents, même Bobby, malgré sa réputation de puritain. Jack puis Bobby bénéficient, « au-delà de toute présomption[148] », des faveurs sexuelles de l'actrice. Très tôt, la Mafia est au courant : Marilyn Monroe est bavarde, Frank Sinatra rend compte, et les mafieux, à l'image de Johnny

Roselli, sont bien trop implantés dans le monde du show-business pour ignorer de tels faits. Les mafieux et Jimmy Hoffa suivent les activités des frères Kennedy par des détectives privés spécialisés dans les opérations de surveillance électronique : Fred Otash, Arthur Baletti, Bernard Spindel. Des micros et des écoutes téléphoniques sont installés dans divers lieux stratégiques, dont 2 où se déroulent nombre de réceptions et de rendez-vous avec force sexe et alcool : les domiciles de l'actrice à Brentwood (Los Angeles) et New York, et la résidence de plage de Peter et Patricia Lawford, les beau-frère et sœur des frères Kennedy, à Santa Monica. Selon Anthony Summers, ils obtiennent ainsi des enregistrements compromettants d'ébats amoureux et de conversations sensibles portant sur des sujets de sécurité nationale[149]. L'actrice aurait elle-même fait installer des micros chez elle afin de conserver des éléments compromettants contre les frères Kennedy ! Au début de l'été 1962, Marilyn, qui s'est imaginée pouvoir épouser un des frères, devient un danger politique pour Jack et Bobby. Rien ne semble pouvoir calmer l'actrice entrée dans une de ces séquences d'autodestruction dont elle a le secret. Afin de la raisonner, les Kennedy demandent l'aide de leur sœur Patricia et de Peter Lawford, amis et voisins de l'actrice. Durant la dernière semaine de juillet 1962, le couple emmène en week-end une Marilyn Monroe désemparée au Cal-Neva Lodge sur le lac Tahoe. Ils y rencontrent les propriétaires caché, Sam Giancana, et officiel, Frank Sinatra. Selon les témoignages de l'agent du FBI William F. Roemer et du mafieux Jimmy « Blue Eyes » Alo, Marilyn Monroe est droguée durant toute la nuit et victime d'une orgie fomentée par Sam Giancana et Frank Sinatra[150]. Bien que peu suspect de sensiblerie, Jimmy « Blue Eyes » Alo qualifie l'épisode de « dégoûtant ». Giancana, explique Alo, est « satisfait d'avoir cocufié l'homme qui l'avait doublé et fait de lui la risée de l'*Outfit*, Jack Kennedy »[151]. Anthony Summers cite Ralph Roberts, le masseur et ami de l'actrice, à propos des événements survenus au Cal-Neva Lodge : « Elle m'a raconté que ce fut un cauchemar, un terrible week-end[152]. » La soumission sexuelle de Marilyn Monroe est un premier acte de vengeance du mafieux à l'égard des Kennedy. Le couple Lawford ne peut rien, semble-t-il, face aux agressions du chanteur et du mafieux. Marilyn Monroe se suicide une semaine plus tard, le 4 août 1962, désespérée d'avoir été délaissée par les frères Kennedy, comprenant qu'elle n'a été qu'un passe-temps pour eux, « un morceau de viande »[153] selon son expression. Si l'on en croit l'enquête fouillée d'Anthony Summers, Robert Kennedy « le puritain »[154] se trouve en compagnie de Marilyn quelques heures avant son suicide, pour la convaincre de mettre un terme définitif à leurs relations. Après le décès de l'actrice, afin de protéger les frères Kennedy, chacun de son côté, la police de Los Angeles (LAPD), le Secret Service, le FBI et Peter

Lawford font disparaître tous les éléments compromettants, en particulier ceux de la scène de suicide, pouvant relier les frères Kennedy à la défunte. Si les raisons du suicide de l'actrice sont probablement à rechercher dans sa fragilité psychologique, on ne peut écarter l'hypothèse qu'elle ait décidé d'écourter sa vie afin d'échapper à un chantage des mafieux qui aurait été compromettant pour Bobby et/ou Jack Kennedy (des photographies, des enregistrements, etc.). Après le suicide de l'actrice, une théorie au fondement fragile circule immédiatement, symptomatique du guêpier dans lequel les frères Kennedy se sont placés : la Mafia aurait assassiné Marilyn Monroe afin de se venger des frères Kennedy et de les compromettre. Le complot aurait échoué suite au travail de nettoyage de la scène de crime. Cette thèse est exposée dans le livre *Double Cross*[155] : Sam Giancana se vante avec force détails auprès de son frère d'avoir fait assassiner l'actrice par une équipe dirigée par Leonard « Needles » Gianola et James « Mugsy » Tortorella qui aurait inséré un suppositoire bourré de Nembutal dans l'anus de l'actrice, concocté par un chimiste ayant travaillé aussi pour les projets d'assassinat par empoisonnement de Fidel Castro. Suicide ou assassinat, il est évident cependant qu'après un tel épisode, la position des frères Kennedy face à la Mafia se trouve encore fragilisée.

Le directeur du FBI dispose d'une seconde carte « maîtresse » contre les Kennedy avec le cas Judith Exner. Depuis longtemps, la jeune femme est suivie par le FBI, et même interrogée sur ses relations avec Sam Giancana. Elle s'en plaint auprès de Jack devenu président, qui lui dit de ne pas s'inquiéter : « Tu n'as absolument rien à te reprocher. Tu sais bien que Sam travaille avec nous[156]. » L'idylle entre Jack et Judith se poursuit donc après l'élection. Ils dînent et couchent ensemble, parfois aussi à la Maison Blanche quand Jackie est absente. Judith tombe enceinte et affirme que Jack est le père. Afin de pouvoir avorter, un acte illégal à l'époque, il lui aurait conseillé de solliciter l'aide de Sam Giancana qui n'est pas homme à refuser un service (janvier 1963). Le mafieux offre de l'épouser pour donner un père à l'enfant. Il n'est pas impossible cependant que le chef de la Famille de Chicago ait été le véritable géniteur, ainsi que son offre de mariage pourrait l'accréditer. Le doute subsiste. On imagine ce qu'une naissance hors mariage d'un enfant présumé du président des États-Unis aurait constitué comme levier de chantage pour Sam Giancana. L'avortement illégal intéresse aussi beaucoup le FBI. En juin 1963, 2 agents du FBI accusent Judith d'avortement et la questionnent sur les identités du médecin avorteur et du père. J. Edgar Hoover amorce alors contre les frères Kennedy « une campagne de torture lente »[157]. Le 27 février 1962, il transmet à son supérieur hiérarchique, Bobby, ministre de la Justice, et à Kenneth O'Donnell, *Special Assistant* du Président, un rapport décrivant comment « un(e) ami(e) du Président (Judith) est

en relation avec Johnny Roselli et aussi avec une figure proéminente du monde souterrain de Chicago », Sam Giancana, et surtout ses appels téléphoniques à la Maison Blanche à la secrétaire personnelle de Jack, Evelyn Lincoln. Puis, le 22 mars 1962, le directeur du FBI déjeune pour la deuxième fois avec Jack, depuis sa prise de fonctions. Il lui fait comprendre qu'il est au courant de sa liaison avec Judith Exner, des contacts de la jeune femme avec la Mafia, en l'occurrence avec Sam Giancana et Johnny Roselli, et du rôle d'intermédiaire de Frank Sinatra. Jack sort furieux du déjeuner et appelle Judith au téléphone : il traite le directeur du FBI de « fils de pute ». Il commente ensuite devant Kenneth O'Donnell la mise en garde de J. Edgar Hoover : « Débarrassez-moi de ce salaud. C'est le plus grand des ennuyeux »[158]. Jamais à court d'un coup tordu, Hoover fait fuiter une partie de l'information auprès de l'éditorialiste vedette Walter Winchell qui titre le 9 mai 1962 : « Judy Campbell (Exner) de Palm Springs et Beverly Hills est la top n° 1 dans les cercles politiques romantiques » ; l'article ne mentionne pas John F. Kennedy, mais le message est clair. J. Edgar Hoover est confirmé à son poste de directeur du FBI. Selon le rapport de la commission Church, « le dernier contact téléphonique entre la Maison Blanche et l'ami(e) du Président a lieu quelques heures après le déjeuner »[159]. En réalité, la relation entre les 2 amants dure encore 8 mois. Quoi qu'il en soit, avec « l'affaire Exner », « J. Edgar Hoover tient Jack Kennedy par les couilles » comme le dira le vice-président Lyndon B. Johnson dans son style fleuri de Texan[160]. Dans cet univers d'intrigues et de jeu de billard à plusieurs bandes, il est possible que Johnny Roselli ait exercé ses talents de manipulateur en coulisses. L'ambassadeur de la Mafia à Hollywood et à Las Vegas se sait très surveillé par le FBI. Il ne peut donc ignorer que son amitié avec Judith Exner sera inévitablement connue du FBI et les relations intimes de la jeune femme avec John F. Kennedy tout autant ; d'autant plus que Roselli prête souvent à la jeune femme son appartement de Crescent Heights à Miami qu'il sait écouté et photographié par le FBI. En mettant J. Edgar Hoover subtilement sur la piste de cette romance, Johnny Roselli lui offre ainsi un moyen d'accentuer la pression sur le président des États-Unis.

J. Edgar Hoover dispose avec les cas Marilyn Monroe et Judith Exner de suffisamment d'éléments compromettants pour détruire la carrière des frères. Jack comprend que tout ce qui le relie à la Mafia est devenu une source de vulnérabilité. C'est dans ce contexte qu'il faut analyser une autre rupture : celle spectaculaire entre Jack et Frank Sinatra. En août 1962, Bobby Kennedy dispose d'un rapport de 19 pages de l'Organized Crime Section du département de la Justice établissant les liens du chanteur avec la Mafia. Or, Jack doit se rendre en Floride, à Palm Springs, pour des vacances chez Frank Sinatra. Il n'en est plus

question tant la fréquentation de l'artiste devient compromettante. Jack choisit alors de loger chez le chanteur et acteur Bing Crosby[161], un républicain notoire, et non chez Frank Sinatra qui a pourtant investi des milliers de dollars dans des aménagements et extensions divers de sa villa pour recevoir le Président, les membres du Secret Service et faire atterrir l'hélicoptère présidentiel. Bobby a en effet averti son frère des trop nombreux amis mafieux de Frank Sinatra. Or, imprudemment, celui-ci a déjà annoncé publiquement que sa demeure serait la Western White House. Avec le refus de Jack, qui sonne comme un affront personnel, Frank Sinatra décide de changer de camp et de devenir un soutien actif de Richard Nixon et du Parti républicain ; tout comme Sammy Davis Jr. Pour Sinatra, l'humiliation est profonde car Bing Crosby est depuis toujours un modèle inatteignable : un sportif émérite, un crooner hors norme, et au final, une sorte d'aristocrate WASP que le petit Italien d'Hoboken aurait aimé être. Afin de se venger, Frank Sinatra expulse Peter Lawford, le beau-frère de Jack, du *Rat Pack*. Surtout, il accroche au mur de sa résidence une note manuscrite datée de 1959, censément de Jack et probablement apocryphe, destinée à être vue par ses nombreux visiteurs : « Frank, pouvons-nous compter sur les garçons de Vegas ? », ce qui constitue une très claire allusion à la Mafia [« *boys from Vegas* »][162]. Mais la fureur de Frank Sinatra se double probablement d'une peur. Il sait qu'il s'est porté garant auprès de Sam Giancana de la future bienveillance du clan Kennedy une fois Jack élu. Or, un garant qui ne remplit pas ses promesses est vite en danger de mort dans le monde mafieux[163]. Son valet, George Jacobs, sent combien la situation devient physiquement dangereuse pour son maître : « Sam [Giancana] rendait Sinatra nerveux, tout spécialement maintenant que ce dernier a compris qu'il avait commis une erreur de jugement. Foutre la merde, dans ce monde-là, n'était pas toléré[164]. »

Cependant, les rapports fielleux de J. Edgar Hoover s'enchaînent. Le 22 mai 1962, il envoie un nouveau mémo à Bobby dans lequel il explique avoir appris de la CIA que Robert Maheu et Sam Giancana ont été engagés dans un complot contre Fidel Castro. En dévoilant au Président l'état du savoir du FBI sur les Kennedy, la Mafia et Judith Exner, et Cuba, Hoover exerce un chantage subtil. Le levier implicite dont dispose désormais le directeur du FBI fait un heureux en la personne du vice-président, Lyndon B. Johnson, qui n'a jamais aimé les 2 frères. Le message implicite de J. Edgar Hoover au Président est clair et brutal : « Je sais tout, vous ne pouvez plus me renvoyer, vous et votre frère, le ministre de la Justice. » Le directeur du FBI n'a pas besoin de rappeler l'épisode Inga Arvad : il est forcément dans l'esprit des 2 hommes[165]. Hoover ne se gêne pas non plus pour déterrer le passé de Joseph P. Kennedy. Le travail de chantage et la torture lente de J. Edgar Hoover sur Jack et Bobby deviennent au fil des

mois quasi insupportables. En décembre 1962, les micros posés à Chicago pour surveiller Sam Giancana démontrent que le chef mafieux attend désormais un juste retour de ses générosités électorales au profit des Kennedy. Le rapport adressé à Bobby, rendant compte de ces indiscrétions, est subtilement malicieux et insultant : « Il a fait un don à la campagne du président Kennedy mais n'en a pas eu pour son argent[166]. »

La relation triangulaire entre le Président, le chef de la Famille de Chicago et la beauté brune Judith Exner émergera au milieu des années 1970. Le scandale est immense. Comme nous l'avons vu précédemment, la première référence officielle apparaît de manière elliptique le 20 novembre 1975 dans le rapport du Congrès intitulé officiellement : United States Senate Select Committee to Study Governmental Operations with Respect to Intelligence Activities, plus connu sous le nom de Church Committee. L'enquête parlementaire porte sur les opérations d'assassinat de la CIA, en particulier celles contre Fidel Castro et le président du Congo Patrice Lumumba. Le Church Committee établit que Sam Giancana et Johnny Roselli ont reçu 150 000 dollars de la part de la CIA pour tuer Castro. Le contexte de ces premières révélations n'est pas indifférent : l'Amérique est toujours sous le choc de l'affaire du cambriolage avorté du Parti démocrate (1972), l'affaire du Watergate, qui oblige Richard Nixon à démissionner en 1974[167]. Sur les 349 pages du rapport final du Church Committee, une en particulier retient l'attention. Il est mentionné de manière alambiquée et imprécise : « Les preuves dont dispose le comité indiquent qu'un ami [« *a friend* »] proche du président Kennedy a eu des contacts fréquents avec lui de la fin de 1960 à la mi-1962. Les rapports et témoignages du FBI indiquent que l'ami du Président était également un ami proche de John Rosselli et de Sam Giancana et les a souvent vus pendant cette même période[168]. » Le comité sait mais ne veut rien dire de précis. Les parlementaires enquêteurs restent pudiques en ne révélant ni le nom ni le sexe de « l'ami (e) ». Il convient encore de protéger la mémoire et la réputation du président martyr. Les pudeurs du comité s'expliquent par le conflit d'intérêts dont sont victimes les membres, dont tout spécialement le sénateur Frank Church : tous ont servi avec Jack Kennedy et la plupart étaient de ses amis. En note de bas de page, la commission Church précise toutefois que 70 appels téléphoniques ont eu lieu à partir du 29 mars 1962 entre « *the President's friend* » et la Maison Blanche. La commission Church vient d'ouvrir une boîte de Pandore qui ne pourra plus être refermée. La presse tente de comprendre qui est ce mystérieux intermédiaire. Le nom de Judith Exner est cité d'abord par le *Washington Post* (16 novembre 1975), 4 jours avant la publication du rapport de la commission Church[169] ; il est précisé que sur une période de 11 mois, à partir du 29 mars 1961, Judith appelle

Evelyn Lincoln, la secrétaire personnelle de Jack à la Maison Blanche, à 70 reprises, parfois même depuis la résidence privée de Sam Giancana à Oak Park. Puis William Safire signe dans le *New York Times* (16 décembre 1975) un article acide dans lequel il accuse la commission Church de vouloir dissimuler (« *cover-up* ») la véritable nature de la relation entre Kennedy et la jeune femme[170]. Deux jours plus tard, le 18 décembre 1975, le *Los Angeles Times* recueille les confessions de Judith Exner[171]. La presse internationale surnomme désormais Judith : « La taupe des gangsters » (« *The Mobsters' Moll* »). Elle publie ses mémoires en 1977, *My Story*. La relation triangulaire entre Jack, Sam et Judith est corroborée par tant de faits et de témoignages qu'elle n'est plus contestée par personne. Comment alors admettre que le 35e président des États-Unis ait pu entretenir une liaison amoureuse en toute connaissance de cause avec une femme sous la coupe d'un ponte de la Mafia ? Qui plus est, peut-être, pour discuter de l'assassinat d'un dirigeant étranger ! Comme l'écrit Seymour Hersch : « L'insouciance de Kennedy durant cette liaison porta un coup très dur à son image, car elle signifiait qu'il s'était ainsi, durant tout ce temps, exposé au chantage de la pègre[172]. » Le journaliste recueille aussi les états d'âme des agents du FBI chargés de la surveillance de Judith Exner : « Un tel comportement, de la part d'un haut personnage de l'État, leur paraissait indéfendable. C'était vraiment démoralisant. Nous étions convaincus que Kennedy ne valait pas mieux que Giancana et Roselli[173]. »

4
Assassinat de John F. Kennedy : l’ombre de la Mafia

« Lorsque vous avez éliminé l’impossible, ce qui reste,
si improbable soit-il, est nécessairement la vérité. »

Sir Arthur Conan Doyle, *Le Signe des Quatre.*

L’assassinat de John F. Kennedy le 22 novembre 1963 est l’événement traumatique majeur de l’histoire américaine du XX^e^ siècle[1], mais aussi une *énigme* ; ou, comme l’a dit Winston Churchill à propos de la Russie, un rébus enveloppé de mystère au sein d’une énigme. Le seul vrai mystère de cette affaire réside justement dans le fait que tant d’incertitudes s’y rattachent encore : comment un pays aussi attaché aux libertés a-t-il pu laisser un tel halo de questions entourer une tragédie criminelle de cette ampleur ? Mais les États-Unis ont-ils réellement voulu connaître la vérité ? Très tôt, le général de Gaulle fait part à Alain Peyrefitte de son intuition en la matière : « […] On ne saura jamais la vérité. Car elle est trop terrible, trop explosive ; c’est un secret d’État. Ils feront tout pour la cacher ; c’est un devoir d’État. Sinon, il n’y aurait plus d’États-Unis[2]. »

Cet événement, qui a changé le cours de l’histoire américaine, et pour partie du monde, est depuis le début source de vives polémiques, suscitant des opinions marquées et des thèses parfois fantaisistes, voire paranoïaques et complotistes. Même si nul ne pourra probablement jamais imposer une vérité incontestable sur cet attentat, nos connaissances n’ont cependant pas cessé de progresser au fil des ans, dégageant au final un début d’éclaircissement de ces événements. Ainsi, après des décennies de recherches, la thèse du « tireur solitaire déséquilibré », impliquant Lee Harvey Oswald, s’avère-t-elle peu convaincante, et celle d’une

conspiration orchestrée par la Mafia la plus crédible. À ce titre, le public européen, et en particulier français, connaît peu les avancées importantes réalisées par l'historiographie américaine sur cet attentat, soit par désintérêt, soit en raison du faible nombre d'ouvrages traduits, ceux ayant fait l'objet d'une traduction étant souvent les moins sérieux. C'est ainsi que les travaux démontrant l'existence d'un complot sont trop souvent négligés ou raillés de nos jours de ce côté-ci de l'Atlantique, donnant de la sorte une vision partielle et partiale de l'attentat, alors qu'ils ont acquis désormais leurs lettres de noblesse aux États-Unis. Cette situation ne manque pas d'ironie quand on se reporte aux années 1960. On l'a oublié depuis, mais ce sont souvent des auteurs anglais et français qui, les premiers, à l'époque, à l'image du journaliste Léo Sauvage[3] en France, ont remis en cause la thèse du tireur solitaire ; moins fascinés que les Américains par le mythe Kennedy, les Européens ont compris tôt que la thèse du tireur solitaire était bancale. Ainsi, le général de Gaulle semblait convaincu que l'assassinat trouvait son origine dans le « conflit entre Noirs et Blancs » :

> « […] Ils se sont saisis de ce communiste qui n'en était pas un, tout en l'étant. […] C'était l'homme qu'il leur fallait. Un merveilleux accusé. […] Ils le gardaient en réserve ! […] On ne pouvait pas le descendre sans autre forme de procès. Mais un procès, vous vous rendez compte, c'est épouvantable ! Des gens auraient parlé. On aurait remué des choses ! On aurait tout déballé ! Alors la police est allée chercher un indicateur qui n'avait rien à lui refuser et qu'elle tenait parfaitement en main, et ce type [Jack Ruby] s'est dévoué pour tuer le faux assassin [Lee Harvey Oswald], sous prétexte qu'il fallait défendre la mémoire de Kennedy ! C'est de la rigolade[4]. »

Les esprits forts ont tendance à considérer avec scepticisme l'éventualité d'une conspiration, qui plus est d'origine mafieuse, tant elle est inconfortable et extraordinaire, au sens premier du terme. Pourtant, replacée dans le contexte de l'Amérique des années 1960, elle présente moins d'invraisemblances qu'il n'y paraît au premier abord. Surtout, elle s'appuie désormais sur des faits tangibles que nous allons envisager. À ce titre, l'assassinat de John F. Kennedy ne se comprend que replacé dans son contexte historique, en l'occurrence au centre de deux histoires comportant de multiples et ténébreuses intersections que nous avons évoquées dans le chapitre précédent : la première est la campagne gouvernementale de lutte contre la Mafia qui, entamée dans les années 1950, connaît une accélération brutale en 1961 avec Robert F. Kennedy devenu ministre de la Justice ; la seconde est celle des efforts continus et complexes des administrations, Eisenhower depuis 1960, puis surtout Kennedy, ainsi que de diverses entités privées – la Mafia, des hommes d'affaires d'extrême droite et des groupes anticastristes – pour renverser le régime de Fidel Castro, voire pour l'assassiner. Durant la campagne présidentielle de 1960, JFK s'exclame ainsi à haute voix : « Il y a deux personnes dont j'aimerais me débarrasser : Jimmy

Hoffa et Castro[5]. »

Sans vouloir proposer une synthèse de l'enquête sur l'assassinat du 35e président des États-Unis, avec ses méandres et ses diverses hypothèses, ce qui serait ici hors de propos, nous nous contenterons de relever les *traces et indices* nombreux que la mafia italo-américaine a laissés dans cette tragédie criminelle. Ce choix méthodologique assumé, il ne s'agira donc pas pour nous de démontrer avec certitude la culpabilité mafieuse dans cet assassinat, mais, plus modestement, de présenter les éléments rendant *crédible* cette thèse. Ironie de l'histoire, le matin du 22 novembre 1963, Bobby Kennedy réunissait dans son bureau, comme souvent, les juristes de la section en charge de la lutte contre le crime organisé pour faire le point des avancées dans les enquêtes contre la Mafia, se montrant satisfait des premiers succès remportés contre les mafieux et les Teamsters…

Du tireur solitaire à la conspiration…

La première enquête sur l'assassinat est confiée par le président Lyndon B. Johnson, en 1963, au juge de la Cour suprême Earl Warren, un démocrate et ami fidèle de la famille Kennedy qui dirigera une commission spéciale ; on évite ainsi le double écueil du département de la Justice encore dirigé par Bobby Kennedy et d'une commission d'enquête du Congrès incontrôlable. Le contexte historique est ici primordial pour en comprendre l'urgence et les impasses futures. La guerre froide est à son acmé : les États-Unis ont été au bord d'une guerre nucléaire avec l'Union soviétique lors de la crise des missiles de Cuba, en octobre 1962. Que se passerait-il si la responsabilité du régime castriste ou de l'Union soviétique venait à être démontrée dans cet assassinat ? L'Amérique serait peut-être obligée d'engager une guerre (nucléaire ?) pour répondre à une telle agression. La question se pose avec d'autant plus d'acuité que l'auteur présumé, Lee Harvey Oswald, assassiné à son tour le 24 novembre par le gérant de night-club Jack Ruby, a vécu en Union soviétique (fut-il un « défecteur » ou un agent de la CIA en mission ?), serait, semble-t-il, entré en contact avec un haut cadre du KGB à l'ambassade d'URSS à Mexico, et n'aurait cessé de professer, du moins en apparence, des sympathies procastriste et communiste. La peur d'une conflagration nucléaire est l'argument utilisé par Lyndon B. Johnson afin de convaincre le juge Earl Warren de prendre la tête de la future commission d'enquête :

> « Le Président me dit qu'il était grandement troublé par les rumeurs qui couraient à travers le monde au sujet d'une conspiration et ainsi de suite. Il pensait que, parce que cela impliquait Khrouchtchev et Castro, cela pourrait nous précipiter dans une guerre nucléaire[6]. »

La commission Warren travaille dans l'urgence et dans un contexte pesant, avec le dessein implicite de rassurer le peuple américain. De manière maladroite, le département de la Justice donne l'impression – mais est-ce une impression ? –

de vouloir orienter et biaiser l'enquête lorsque l'*Attorney General* adjoint, Nicholas Katzenbach, pourtant un proche ami des Kennedy, signe un mémo pour la Maison Blanche sans ambiguïté :

> « Il est important que tous les faits entourant l'assassinat du président Kennedy soient rendus publics d'une manière qui satisfera les citoyens des États-Unis et de l'étranger en leur montrant que tous les faits ont été exposés et qu'une déclaration à cet effet doit être faite maintenant.
> 1. Le public doit être convaincu qu'Oswald était l'assassin ; qu'il n'avait pas de complices encore en liberté ; et que les preuves étaient telles qu'il aurait été condamné lors du procès ;
> 2. Il faut mettre un terme aux spéculations sur les motivations d'Oswald, et nous devrions disposer des éléments pour réfuter l'idée qu'il s'agissait d'une conspiration communiste ou, comme le dit la presse du "rideau de fer", d'une conspiration de droite visant à rejeter la faute sur les communistes. Malheureusement, les faits contre Oswald semblent trop parfaits, trop évidents : marxiste, Cuba, épouse russe, etc. La police de Dallas a publié des déclarations sur la théorie du complot communiste, et ce sont eux qui étaient en charge lorsqu'il a été abattu et donc réduit au silence […][7]. »

Si le tireur est un « loup solitaire », le spectre d'une guerre nucléaire s'éloigne ; en revanche, toute démonstration d'une conspiration rapprocherait les États-Unis d'une conflagration dans les relations Est-Ouest. Le ministre adjoint de la Justice propose donc la conclusion du rapport final avant même qu'il ne soit rendu public. Et afin qu'il n'y ait nulle ambiguïté sur ce qu'il serait nécessaire de conclure, le FBI diffuse en interne un mémo confidentiel, dès le 23 novembre, puis publie son propre rapport le 9 décembre 1963, dans lesquels la doctrine est gravée dans le marbre des certitudes : Lee Harvey Oswald a agi seul, il est un « extrémiste de gauche » et il n'y a jamais eu de « conspiration ». *Ite missa est* ! Au demeurant, J. Edgar Hoover semble peu impliqué dans la recherche de la vérité, puisque le lendemain de l'assassinat, alors que le monde entier est sous le choc, il se rend comme tous les samedis aux courses à l'hippodrome de Pimlico, à Baltimore, avec son compagnon, Clyde Tolson.

Cette thèse radicale du tireur solitaire a trois conséquences. Si l'attentat est le fait d'un seul assassin, il ne s'agit donc pas d'une infraction fédérale entraînant la compétence automatique du FBI ; seule l'existence d'une conspiration (plus d'un auteur) entraînerait la saisine de la Sûreté fédérale. Ainsi, ni le FBI ni le département de la Justice encore formellement dirigé par Bobby Kennedy ne peuvent officiellement se mêler de l'enquête. Ensuite, le message est clair pour les agents de terrain du FBI : tous ceux qui s'imaginent s'écarter de la thèse officielle hypothèquent leur avenir professionnel. Comme le dit l'un de ses cadres supérieurs, le travail d'investigation du FBI est une simple « enquête de papier/d'habillage » (« *paper investigation, a window dressing* »), destinée à argumenter une conclusion préétablie[8]. Enfin, puisque Lee Harvey Oswald a agi seul, nul n'est besoin de se lancer dans une traque d'éventuels commanditaires, coauteurs ou complices.

Manquant de temps, d'argent, de compétences et probablement d'envie de sortir de la thèse préétablie d'une absence de conspiration, la commission Warren rend son rapport en septembre 1964, concluant à l'acte d'un tireur sans complice (« solitaire » : « *lonely* ») ni commanditaire ni véritable mobile. Par ailleurs, Jacob Leon Rubenstein, alias Jack Ruby, le tueur de Lee Harvey Oswald le 24 novembre 1963 dans les locaux de la police de Dallas, est lui aussi qualifié de « tireur solitaire ». Ainsi, l'affaire se résume à deux « tireurs solitaires » qui ne se connaissent pas, l'un dérangé et sans mobile (Oswald), l'autre impulsif et patriote (Ruby) ; selon la commission Warren, ce patron de night-club a tué Oswald, motivé par son affection pour la famille Kennedy. Peu avant de mourir en 1974, le juge Earl Warren confirme ces certitudes, de manière un peu exagérée :

> « En pratique, tous les membres du cabinet de l'administration du président Kennedy, de même que le directeur du FBI, J. Edgar Hoover, et le chef du Secret Service, James Rowley… témoignèrent qu'à leur connaissance il n'y avait aucun signe de conspiration. De là à dire maintenant que ces gens, ainsi que la commission, supprimèrent, négligèrent de mettre à jour, ou omirent des preuves d'une conspiration, serait une mise en accusation de tout le gouvernement des États-Unis. Cela signifierait que toute la structure était absolument corrompue du haut en bas[9]. »

Pourtant, comme une ruse de l'histoire, Earl Warren, héraut de la thèse du tireur solitaire, est celui qui validera involontairement celle opposée du complot. En effet, lors de la présentation des conclusions de son rapport, il informera la presse et l'opinion publique que de nombreux documents ne pourront être déclassifiés avant longtemps, au nom de « la sécurité nationale » ! En quoi un fou solitaire pouvait-il avoir un lien avec la sécurité nationale ? Disons-le clairement : la thèse du tireur solitaire est *indéfendable*, dès les années 1960, et plus encore un demi-siècle après les faits, tant les indices d'un tir croisé, et donc de la présence de plusieurs coauteurs et complices sur les lieux de l'attentat sont nombreux. Le rapport Warren est un travail à charge contre Lee Harvey Oswald et ses « preuves » se seraient effondrées devant un tribunal, dans le cadre d'un procès contradictoire. À l'époque, déjà, la thèse du tireur solitaire ne fait pas l'unanimité au sein même des membres de la commission Warren ; il y a discussion et dissension, et pourtant cette version des événements prévaut contre toute évidence. L'un de ses membres, le représentant démocrate de Louisiane Hale Boggs, se montrera de plus en plus bavard au fil des années, demandant la réouverture d'une enquête.

Avec le recul, le bilan de la commission Warren apparaît calamiteux. Elle blanchit en effet des investigations de police criminelle et scientifique défaillantes de bout en bout. La gestion de la scène de crime par la police de Dallas et les agences gouvernementales – FBI, Secret Service – est une faillite

complète. Une enquête de police criminelle classique, menée avec professionnalisme (relevé sérieux des traces et indices, audition systématique des témoins de manière impartiale, autopsie rigoureuse du corps de John F. Kennedy, examen méthodique des photographies et des films des témoins, analyse balistique et sonore précise, etc.), aurait prouvé, sans difficulté, l'existence d'une conspiration, en l'occurrence la présence de plusieurs coauteurs et complices sur les lieux, et peut-être des éléments déterminants sur certains d'entre eux. Or, que s'est-il passé ? Durant l'enquête, nombre de preuves, témoignages, traces et indices sont définitivement compromis, oubliés, occultés ou détruits. Comme l'écrit le professeur Michael L. Kurtz, auteur d'une des études les plus complètes et nuancées sur l'assassinat de John F. Kennedy, « le secret, la tromperie, la dissimulation et la disparition ont caractérisé les enquêtes officielles, sans parler du traitement négligent et désordonné des preuves »[10]. Un mélange d'incompétence et de volonté de dissimulation empêche l'émergence de la vérité. De manière rétrospective, l'incapacité de la commission Warren à débusquer la vérité conduit à s'interroger : quelle fut la part respective de l'incompétence et de la volonté de dissimuler ? Autrement dit, y a-t-il eu une entente ou une simple convergence d'intérêts bureaucratiques et politiques ?[11] À sa décharge, la commission Warren fonctionne sans pouvoir d'investigation autonome, car dépendante de la bonne volonté du FBI et de la CIA pour son exploration des faits. Elle est composée principalement de juristes et travaille dans l'urgence. Pour expliquer pourquoi la vérité ne peut éclore, outre l'incompétence de départ dans la gestion de la scène de crime, il y a surtout les mensonges par omission et le silence de toutes les agences fédérales (CIA, FBI, Secret Service, Office Naval Intelligence, etc.), mais aussi de Robert Kennedy, lors des travaux de la commission[12]. Sur le moment, personne ne semble vouloir que soient mis au jour les secrets et compromissions multiples entourant les affaires cubaines et mafieuses, contexte premier de cet assassinat. À l'époque, chacun des acteurs du drame a des raisons de se taire ou de cacher une partie de la vérité. Le FBI de J. Edgar Hoover ne veut pas que sa responsabilité soit mise en cause dans la surveillance défaillante de Lee Harvey Oswald et de la Mafia. La CIA ne veut pas que soient révélées ses opérations anticastristes passées et en cours, en particulier celles adossées à la Mafia ; et l'Agence souhaite aussi dissimuler son « observation » ou son « traitement » opérationnel de Lee Harvey Oswald. Quant au Secret Service, ses défaillances dans la protection du Président sont évidentes. Les grandes agences fédérales mentent donc par action et par omission, empêchant au final la commission de se rapprocher de la vérité, car elles refusent à tout prix qu'une conspiration – quelle qu'en soit la nature – n'émerge. Aucune n'est complice de l'assassinat, mais

chacune a ses raisons pour ne pas poursuivre avec sincérité la recherche de la vérité ; il y va de leur survie bureaucratique et de leur réputation. Toutes ces agences ont failli avant l'assassinat : elles décident donc de se taire pour se couvrir. Le rapport Warren est le reflet d'une accumulation d'incompétences et d'actes de dissimulation, sous le coup d'une panique générale : celui d'un système gagné par la peur d'une guerre nucléaire et d'institutions souhaitant se protéger de toute mise en cause. La dissimulation de la vérité n'est probablement pas programmée à l'avance ; elle se met en place peu à peu en réaction à un événement inattendu et déstabilisant. La théorie du tireur solitaire relève autant de l'incompétence que de la manipulation par des institutions paniquées et dépassées par les conséquences de leur incurie dans une logique de contrôle des dégâts (« *damage control* »). Cette thèse permet de mettre fin à l'enquête et d'éviter toutes les interrogations sur les failles et les erreurs de ces agences fédérales. Si Lee Harvey Oswald est un homme seul et dérangé, il n'est pas nécessaire de prolonger l'enquête pour débusquer des causes plus profondes et des complicités dissimulées. Les agences se lancent donc immédiatement dans une gigantesque entreprise de dissimulation (« *cover up* »), avec la bonne conscience que leur procurent le péril nucléaire et la raison d'État. Le terrain est d'autant plus glissant que la thèse d'une responsabilité de Cuba est rapidement distillée dans la presse et l'appareil d'État, par les affidés de la Mafia et des cadres de la CIA menant leur propre combat, comme nous le verrons plus loin. Le rapport de la commission Warren reflète ces non-dits et ces mensonges ; et si sur le moment les Américains ignorent encore certains faits dissimulés – et qui ne cesseront de les choquer dans les décennies suivantes, au fur et à mesure de leur révélation –, ils n'en demeurent pas moins profondément insatisfaits.

Ce scepticisme est entretenu par le procureur de La Nouvelle-Orléans, Jim Garrison, dont l'enquête menée avec force publicités et coups d'éclat (1966-1969) tourne à la fraude et à la farce, en pointant du doigt une responsabilité directe du complexe militaro-industriel et de la CIA qui aurait été à la tête d'un coup d'État ; en réalité, de manière dissimulée, le cynique et égotiste procureur Garrison poursuit probablement le dessein de couvrir l'implication de la Mafia en détournant l'attention vers la CIA[13].

Durant deux ans (1964-1966), la presse américaine relaie avec complaisance la thèse du tireur solitaire. Dans un premier temps, l'opinion semble convaincue puisqu'un sondage réalisé juste après la sortie du rapport montre que 87 % des Américains interrogés pensent que Lee Harvey Oswald a agi seul. Les grands médias télévisés et écrits ne font preuve d'aucun esprit critique, acceptant sans sourciller les conclusions du rapport Warren. Mais passées ces deux années, la commission Warren et le FBI font ensuite l'objet de *violentes critiques* qui ne

cesseront plus. Après l'aveuglement, la presse se réveille enfin ; dès la fin de 1966, des dizaines d'articles et de livres commencent à critiquer la thèse officielle, en mettant au jour des faits nouveaux et en soulignant tous les manques de la thèse officielle, malgré les nombreuses manœuvres du FBI et de la CIA pour les discréditer. Les conclusions de la commission Warren laissent définitivement perplexes les Américains, sa thèse semblant de moins en moins crédible après un examen serré. En 1967, les sondages montrent que 60 % d'entre eux croient à une conspiration criminelle et rejettent désormais la thèse du tireur solitaire. Au début des années 1970, les sondages d'opinion montrent même que la moitié des Américains interrogés sont persuadés de la responsabilité de la Mafia dans l'assassinat du Président, et 80 % se disent convaincus que Lee Harvey Oswald n'est pas un tireur isolé. Le contexte n'est pas neutre : les révélations autour du scandale du Watergate (1974) installent dans l'opinion publique une méfiance profonde à l'égard du gouvernement fédéral. Puis, comme nous l'avons déjà noté, le rapport de la commission Church en 1975 sur les activités illégales de la CIA – en particulier pour le renversement et l'assassinat de Fidel Castro, avec l'aide de la Mafia – ravive l'intérêt pour l'affaire Kennedy. Le rapport Church dévoile que JFK n'a pas été complètement informé par la CIA des opérations en cours, et que la commission Warren a été laissée dans une totale ignorance de leur existence, alors même que l'un de ses membres, Allen W. Dulles, était directeur de la CIA quand ces complots furent conçus. Quelques parlementaires, dont les sénateurs Gary Hart et Richard Schweiker, sont particulièrement actifs pour que les assassinats de John F. Kennedy (1963) et de Martin Luther King (1968) fassent l'objet d'un réexamen par une commission d'enquête du Congrès ; en revanche, l'assassinat de Robert Kennedy (1968) ne fait étrangement pas partie de ce travail de révision.

La défiance de l'opinion publique pousse ainsi le Congrès à créer un comité d'enquête en 1976 : le House of Representatives Select Committee on Assassinations[14] (HSCA) devant investiguer les assassinats de John F. Kennedy (1963) et de Martin Luther King (1968)[15]. Le rapport final publié en 1979 consacre 261 pages fouillées et novatrices à l'assassinat de JFK. Dans sa longue introduction (*The Kennedy Presidency in Perspective*), le HSCA prend soin de mentionner un fait historique ignoré du rapport Warren : « Le zèle des frères Kennedy a provoqué la période la plus rude pour le crime organisé dans l'histoire du ministère de la Justice[16] », au point que des « figures dirigeantes du crime organisé se préoccupaient de leur avenir[17] ». Ce rappel est tout sauf le fruit du hasard dans l'esprit des rédacteurs du rapport. Surtout, le rapport du HSCA résonne comme un coup de tonnerre puisqu'il balaie la thèse du tireur solitaire

(« *lonely assassin* ») – il y a eu au moins deux tireurs – au cœur du rapport Warren : l'un est Lee Harvey Oswald, responsable du tir fatal dans le dos depuis le 6e étage du Texas School Book Depositary, l'autre, non identifié, a tiré de face depuis un talus herbeux (« *grassy knoll* »). Le HSCA est toutefois prudent en expliquant que l'assassinat est « probablement » le résultat d'une « conspiration », entendue comme « un partenariat dans un but criminel ». La thèse de la conspiration s'appuie sur des analyses acoustiques et des témoignages humains concordants. Le rapport prend soin de souligner le comportement douteux du directeur du FBI : « Il doit être dit que le FBI en général a épuisé ses ressources afin de confirmer la théorie d'un Lee Harvey Oswald assassin solitaire, une cause que le directeur J. Edgar Hoover a semblé pour le moins déterminé à faire aboutir dans les 24 heures suivant l'assassinat[18]. » La remarque est cinglante et lourde de sous-entendus. À défaut d'assassin solitaire, le HSCA conclut à une conspiration (« *conspiration* »), conçue comme une « association à des fins criminelles »[19]. Le HSCA se dit toutefois incapable d'identifier le second tireur et l'étendue exacte de cette conspiration. Si complot il y a, d'où émane-t-il alors ? Le HSCA écarte méthodiquement toutes les hypothèses qui lui semblent sans fondement sérieux : celles d'une action organisée par l'Union soviétique, par le régime castriste[20] ou par une agence gouvernementale (Secret Service, CIA, FBI). De manière prudente et étayée, le HSCA propose comme seule hypothèse crédible un assassinat commis par un *segment de la Mafia*[21]. Le HSCA prend soin d'abord de revenir en détail sur ce qui lui paraît être le contexte déterminant : « les complots Mafia-CIA » (« *CIA-Mafia Plots* ») pour renverser le régime castriste à Cuba, ce avec des notations lourdes de sens :

> « Les investigations du comité ont montré que les dirigeants de la Mafia sont rationnels, des "hommes d'affaires" pragmatiques qui souvent modifient leurs associations et forment leurs partenariats avec d'ex-ennemis quand c'est opportun. […] Le comité a trouvé que les complots CIA-Mafia-Cubains avaient tous les éléments nécessaires pour une conspiration d'assassinat réussie – les gens, le mobile et les moyens –, et les preuves indiquent que les participants pourraient avoir considéré d'utiliser les ressources à leur disposition pour augmenter leur pouvoir et atténuer leurs problèmes en assassinant le Président. Quoi qu'il en soit, le comité a été au final frustré dans sa tentative pour déterminer le détail de ces activités qui pourraient avoir conduit à l'assassinat – identification des participants, associations, temporisation des événements, etc. Nombre des figures clés des complots anti-Castro, par exemple, sont depuis décédées ou, dans les cas de Giancana et Roselli, ont été tuées[22]. »

Pour le HSCA, ces complots sont essentiels pour la compréhension des événements du 22 novembre 1963 : « Les complots, en résumé, auraient dû être connus de la commission Warren. S'ils avaient fait l'objet d'enquêtes en 1964, ils auraient pu procurer des enseignements sur ce qui s'était passé à Dallas et résoudre des questions restées en suspens depuis[23]. » Autrement dit, les silences

du FBI et de la CIA ont désorienté les travaux de la commission, au point d'en compromettre les conclusions. L'hypothèse mafieuse du HSCA repose en grande partie sur les nouveaux éléments découverts à propos de Lee Harvey Oswald et de Jack Ruby, les deux « tueurs solitaires » de la commission Warren, démontrant leurs liens directs et indirects avec la Mafia. Le HSCA insiste sur le fait que la commission est passée totalement à côté des liens de Jack Ruby et de Lee Harvey Oswald avec le monde du crime organisé. Puisque l'assassinat a été le fait d'une conspiration émanant de la Mafia, il devient alors probable que Jack Ruby a été utilisé pour faire taire Lee Harvey Oswald. Mais afin de déterminer si la Mafia a ou non joué un rôle dans l'assassinat de John F. Kennedy, le HSCA ne se limite pas à l'examen du parcours de Jack Ruby et de Lee Harvey Oswald. Il s'interroge aussi sur la responsabilité de la Mafia en tant qu'entité constituée, affirmant que « ce syndicat du crime a été la principale cible de l'enquête du comité »[24]. Il s'intéresse par ailleurs aux modes opératoires de la Mafia en matière d'assassinats, et à « une toile d'isolation, de secrets et de machinations complexes qui entourent fréquemment les leaders du crime organisé ordonnant de tels actes »[25]. Avec finesse, le HSCA étudie le mode opératoire traditionnel de la Mafia pour conclure que, si la méthode utilisée le 22 novembre 1963 ne ressemble pas aux schémas connus, il est toutefois relevé qu'une éventuelle implication du crime organisé pour assassiner le Président aurait en toute hypothèse conduit à « l'utilisation d'une forme de couverture, d'une protection ou d'un déguisement » ; car « l'assassinat d'un président par le crime organisé ne pouvait pas apparaître pour ce qu'il était »[26]. Le HSCA révèle ainsi sa conviction profonde, et l'impasse de la commission Warren sur le sujet :

> « Lors de ses investigations, le comité a appris que les craintes de la possibilité que le crime organisé soit derrière l'assassinat étaient à l'époque plus courantes parmi les officiels du gouvernement que cela n'a été en général reconnu. À la fois le ministre de la Justice Kennedy et le président Johnson avaient exprimé en privé leur suspicion d'une complicité du Milieu (« *underworld* »). Le ministre de la Justice avait demandé que toute information pertinente lui soit transmise directement, et il était attendu à l'époque que la toute jeune commission Warren enquêtât activement sur la possibilité d'une implication du Milieu. Toutefois, le comité trouva que la commission Warren menait une recherche limitée de la possibilité d'une complicité du crime organisé. […] De la même manière, le comité apprit des témoignages et de la documentation que l'enquête du FBI sur l'assassinat du Président avait été aussi sévèrement limitée sur la question de la possible implication du crime organisé[27]. »

Cette mise au point faite, la démonstration par le HSCA de l'hypothèse mafieuse est graduée, subtile et implacable ; sans pour autant se montrer définitive. Le HSCA rappelle d'abord que John et Robert Kennedy menaient depuis 1961 un combat inédit par sa détermination dans la lutte contre la Mafia, en particulier par une campagne redoutablement intrusive et efficace de surveillance électronique (micros clandestins) entre 1961 et 1964, visant les

cadres de la Mafia. Les résultats de cette surveillance électronique, illégale, permettent au HSCA d'affirmer, d'une part que la Mafia a alors pleinement conscience de l'offensive mortelle entamée par les frères Kennedy pour la détruire, et d'autre part, que la Mafia dans sa globalité, en réalité la Commission regroupant les 24 Familles, n'a pas été impliquée : « Le comité a conclu que si le syndicat national du crime, en tant que groupe [la Commission de la Mafia], avait été impliqué dans une conspiration pour tuer le Président, une trace du complot aurait été relevée par la surveillance [électronique] du FBI exercée sur la Commission[28]. » Un tel complot aurait en effet fait l'objet de discussions avant et après l'assassinat, dont le FBI, par son espionnage électronique de grande qualité, aurait inéluctablement capté des traces significatives. L'écoute par le HSCA des milliers d'heures d'enregistrement par des micros posés par la Sûreté fédérale ne révèle en effet aucune discussion entre mafieux démontrant l'existence de préparatifs d'un complot criminel contre le Président ou de contacts avec Lee Harvey Oswald. Mais le HSCA poursuit son raisonnement en expliquant que s'il apparaît improbable que l'organe de régulation de la Mafia, la Commission, ait été impliqué, il n'est pas improbable que des chefs de la Mafia l'aient été à titre individuel. Cette hypothèse retient d'autant plus l'attention du HSCA que la Commission est au début des années 1960 paralysée par des dissensions internes. Donc, un tel plan d'action unilatéral ne pouvait émaner que « de leaders du crime organisé […] bien installés, avec un contrôle ferme de leurs territoires »[29]. Le HSCA désigne alors ses deux suspects :

> « Le comité a aussi découvert qu'il était possible, en se basant sur une analyse du mobile, des moyens et de l'opportunité, qu'un leader du crime organisé, ou une petite association de leaders, pourrait avoir participé à une conspiration pour assassiner le Président. L'enquête poussée du comité a conduit à conclure que les chefs de Famille du crime organisé les plus probables pour avoir participé à un tel plan d'assassinat unilatéral étaient Carlos Marcello et Santo Trafficante. Alors que tous les autres chefs de Famille de la Commission étaient soumis à la couverture considérable du programme de surveillance électronique, une telle couverture ne s'était jamais appliquée à Marcello et presque jamais à Trafficante[30]. »

Le HSCA insiste à plusieurs reprises dans son rapport final sur le fait que « le crime organisé avait le mobile, l'opportunité, et les moyens de tuer le Président » ; que ce fait « ne pouvait être remis en cause » ; et de préciser prudemment que « le crime organisé l'ait fait ou non était une autre question »[31].

Les deux chefs des Familles désignés par le HSCA sont réputés pour leur intelligence et leur prudence, ce qui explique probablement pourquoi ils ont toujours su éviter les pièges des micros illégaux du FBI[32]. Cette surveillance, qui n'a jamais pu s'exercer sur eux ou leurs proches, rend alors difficile la démonstration de leur culpabilité, mais aussi de leur disculpation. L'éventuelle

implication de Carlos Marcello doit aussi s'analyser à l'aune d'une réalité criminologique majeure. La première Famille mafieuse installée aux États-Unis a toujours bénéficié d'une certaine autonomie : elle n'a ainsi jamais fait partie de la Commission. Par ailleurs, la ville de Dallas se trouve sur le territoire de la Famille de La Nouvelle-Orléans. Le HSCA révèle un certain nombre de témoignages et de faits incriminant concrètement Carlos Marcello, Santo Trafficante et Jimmy Hoffa, tout en précisant à chaque fois de manière prudente que si chacun avait bien « le mobile, les moyens et l'opportunité de tuer le Président », aucune preuve directe n'a pu être apportée en ce sens. Le réquisitoire est cependant lourd. Avec prudence, le HSCA propose au long de son rapport final un troublant *faisceau d'indices* incriminant les deux hommes. Mais, faute de preuves irréfutables, de *smoking gun* (« pistolet fumant ») comme disent les Américains, aucune accusation formelle ne peut alors viser ces deux chefs de la Mafia, encore en vie en 1979 lorsque le rapport est publié. Un passage de la conclusion résume l'état d'esprit du Congrès :

> « Les preuves présentées par le comité démontrent qu'Oswald avait en réalité des accointances avec le crime organisé. Qui il était et où il vivait pouvait avoir attiré l'attention de ceux au sein du crime organisé qui avaient le motif et les moyens de tuer le Président. De même, il y a d'abondantes preuves que Ruby était bien informé et connu des membres du crime organisé. Quoi qu'il en soit, le comité s'est senti obligé de souligner que la connaissance ou les accointances ne sont pas des preuves suffisantes et nécessaires pour établir une responsabilité criminelle dans une conspiration d'assassinat[33]. »

Le HSCA bute au final sur la personnalité mystérieuse de Lee Harvey Oswald se demandant si « […] il fut en réalité utilisé par Carlos Marcello ou Trafficante dans un complot du crime organisé ». Le HSCA constate donc ses propres limites et souligne surtout les « carences » du FBI lors des investigations post-assassinat qui ont probablement définitivement obéré la possibilité de découverte de la vérité.

Un faisceau d'indices troublant…

La piste mafieuse est aussi centrale dans l'enquête du HSCA qu'elle est absente, ou presque, dans celle de la commission Warren. Il est à ce titre symptomatique que le rapport Warren – ainsi que le montre son index final – ne cite pas une seule fois les noms des mafieux Santo Trafficante, Carlos Marcello, Sam Giancana et de leur associé, Jimmy Hoffa. Les avancées opérées par le HSCA sont d'autant plus méritoires que les vents lui furent souvent contraires. S'il réalise un travail considérable pour débusquer la vérité mafieuse de l'attentat, ses apports demeurent circonscrits par deux facteurs. D'abord, le Congrès limite drastiquement la durée et les moyens financiers des enquêteurs de la commission. Ensuite, comme le montre l'enquêteur du Congrès Gaeton Fonzi dans un livre devenu un classique, *The Last Investigation*[34], les questions gênantes concernant le rôle de la CIA sont éludées : le HSCA se refuse à examiner le rôle que l'Agence a pu jouer dans cette affaire. Le rapport final sera aussi critiqué pour n'avoir pas su remettre en question les conclusions officielles de l'autopsie, prenant ainsi la suite du rapport Warren sur ce point. Une fois le rapport publié, malgré ses avancées troublantes, le ministère de la Justice refuse d'ouvrir une nouvelle enquête judiciaire sur l'assassinat, considérant qu'aucun élément nouveau ne vient démontrer la thèse d'une conspiration. Le système américain donne alors l'impression soit de ne pas vouloir connaître la vérité, soit de refuser que le public la connaisse.

Cependant, au-delà des travaux du HSCA, les connaissances sur l'assassinat de John F. Kennedy progressent aussi en dehors des circuits officiels. Face à l'inertie institutionnelle, tôt, des écrivains enquêteurs, des journalistes d'investigation et des historiens mettent au jour des faits et des témoignages nouveaux sur l'attentat, en particulier sur sa dimension mafieuse. Par strates successives, on en sait plus ainsi, grâce à des enquêtes privées de terrain aboutissant à des articles de presse et à des ouvrages. Ces avancées

déconstruisent la thèse du tireur solitaire et font émerger les indices d'une piste mafieuse. Le premier auteur osant remettre en cause la thèse du « tireur solitaire fou et communiste » est le journaliste, ancien membre du Parti communiste américain, Thomas G. Buchanan, dans son livre *Who Killed Kennedy* ?[35] publié en mai 1964. Selon lui, il s'agit d'une conspiration : il affirme que Lee Harvey Oswald et Jack Ruby, un gangster de Chicago, se connaissent et que le commanditaire est un pétrolier texan dont il ne cite pas le nom. Il souligne par ailleurs que la presse européenne se montre à juste raison sceptique avec les conclusions du rapport Warren, citant en exemple les journalistes français de renom Serge Groussard (*L'Aurore*) et Raymond Cartier (*Paris Match*) qui ont penché immédiatement pour la thèse d'un assassinat ourdi par la Mafia. Il y a ensuite l'ouvrage très documenté d'Ed Reid paru en 1969 : *The Grim Reapers, The Anatomy of Organized Crime in America* qui désigne Carlos Marcello comme le commanditaire[36]. Puis, le journaliste de télévision Peter Noyes publie en 1973 un livre recevant peu d'échos, *Legacy of Doubt*[37], qui affirme aussi que Carlos Marcello a probablement joué un rôle dans l'attentat. En 1978, le chercheur indépendant et journaliste Dan E. Moldea sort un livre précurseur et documenté, *The Hoffa Wars*[38], dans lequel il est suggéré que Carlos Marcello, Santo Trafficante et Jimmy Hoffa ont conspiré pour assassiner le Président. Puis, la thèse du HSCA est reprise et affinée après 1979 par une série d'enquêtes solides, menées selon des perspectives différentes. Il y a d'abord celle du juriste George Robert Blakey, en 1981, avec Richard N. Billings, dont le titre est clair : *The Plot to Kill the President, Organized Crime Assassinated JFK.*[39] George Robert Blakey fait autorité. Il est en effet un expert incontestable sur l'assassinat du 22 novembre 1963 et la lutte contre la Mafia, comme en témoigne son parcours professionnel : il est successivement *Special Prosecutor* au département de la Justice du temps de Robert Kennedy, puis professeur de droit à l'université Cornell et enfin appelé en 1976 aux fonctions de *Chief Counsel* et *Staff Director* du HSCA[40] ; Richard N. Billings fut journaliste et responsable des relations publiques du HSCA. Dans cet ouvrage, ils expriment sans fard leur opinion, car ils ne sont plus tenus par la prudence qui sied à un rapport parlementaire : la Mafia a fait assassiner Kennedy. Les deux auteurs expliquent combien la thèse n'a pu émerger comme la seule piste crédible pour le HSCA qu'après un long cheminement :

> « Nous avons conclu de notre enquête que le crime organisé était impliqué dans l'assassinat de Kennedy. Nous avions commencé l'enquête avec le présupposé que des figures du crime organisé n'auraient pas pris le risque considérable lié à un complot d'assassinat du Président. Le raisonnement qui nous a conduits à changer notre état d'esprit ne devient compréhensible que quand on a mis de côté les mythes et le folklore. Avec la vraie nature du crime organisé, par opposition à sa perception

par le public, correctement compris, nous avons estimé que ce jour fatal à Dallas apparaîtrait finalement, comme ce fut le cas pour nous, avec netteté[41]. »

Il faut citer ensuite le journaliste et écrivain Anthony Summers dont l'enquête conclut de manière identique à une responsabilité mafieuse, dans un ouvrage régulièrement réédité et actualisé à partir de 1980 : *Conspiracy*, retitré ensuite *Not in Your Lifetime, The Assassination of JFK*[42]. En 1988, David E. Scheim publie *Contract on America*, un ouvrage étayé concluant aussi à la culpabilité de la Mafia[43]. En 1989 paraît la biographie de référence de Carlos Marcello, *Mafia Kingfish*[44], de John H. Davis qui, de manière très étayée, affirme que le boss de La Nouvelle-Orléans est un suspect très crédible dans l'assassinat, un point de vue qu'il reprend en 1993 dans *The Kennedy Contract*[45].

Après la sortie du film d'Oliver Stone, *JFK* (1991), la thèse de la conspiration connaît un regain d'intérêt. Cette œuvre cinématographique éloigne cependant les Américains d'une claire et juste compréhension des responsabilités, car elle repose sur l'enquête fragile de Jim Garrison et sa conviction, sans fondement solide, d'une responsabilité de la CIA en tant qu'institution ; mais elle contribue par son succès commercial au vote du Kennedy Assassination Records Collection Act en 1992 par le Congrès. C'est ainsi qu'un volume considérable d'archives officielles est rendu public, autorisant de vraies avancées historiques. Ce travail de déclassification opéré par l'Association Records Review Board crée cependant un profond malaise car apparaît alors en pleine lumière l'ampleur du mensonge et de la dissimulation par la commission Warren, la CIA et le FBI. Les mémoires de l'avocat de Santo Trafficante et Jimmy Hoffa, Frank Ragano, *Mob Lawyer*[46], parus en 1994, sont aussi une étape importante, sur laquelle nous reviendrons. Enfin, l'historien David Kaiser publie en 2008 aux Presses universitaires de Harvard *The Road to Dallas*[47], dont la conclusion est sans ambiguïté : « Les boss du crime organisé que la CIA avait recrutés pour aider à assassiner Fidel Castro ont été le cerveau de l'assassinat de Kennedy[48]. » Quelles sont donc les pièces incriminantes conduisant à cette piste mafieuse ? Il convient pour cela d'examiner successivement les indices ramenant aux principaux acteurs : Jack Ruby, Carlos Marcello, Lee Harvey Oswald, Santo Trafficante et Jimmy Hoffa.

Jack Ruby, l'associé de la Mafia

La commission Warren passe totalement à côté des relations mafieuses de Jack Ruby. Elle affirme en effet qu'il n'y a pas de « lien significatif entre Ruby et le crime organisé[49] ». Elle n'hésite pas à s'appuyer sur les témoignages de ses « amis » et de « criminels de Chicago connus », tout en prenant la précaution de préciser le caractère peu fiable de ces brevets d'honnêteté ! Lors de son procès (février-mars 1964) pour le meurtre de Lee Harvey Oswald, Jack Ruby reste presque muet, mais n'hésite pas, sans que cela ne suscite de plus amples questions, à parler de « conspiration » et à affirmer : « Si vous connaissiez les faits, vous seriez étonnés[50]. » Il est condamné à mort.

L'attitude de la commission Warren à l'égard de Jack Ruby est étrange de bout en bout, car de manière évidente il est un associé ancien de la Mafia. En juin 1964, 8 mois après les faits, donc tardivement, Jack Ruby, incarcéré à Dallas, est finalement entendu par deux membres de la commission, Earl Warren et Gerald Ford, et son conseiller en chef, J. Lee Rankin. Jack Ruby dit vouloir parler : « À moins que vous ne me transfériez à Washington, vous ne pourrez rien obtenir de moi… Je veux dire la vérité… Ma vie est en danger ici… Ma famille est en danger… et je ne peux pas parler ici [à Dallas]. Je ne peux pas parler ici. Cela a-t-il du sens pour vous ? » ; « Messieurs, ma vie est en danger ici. »[51] Mais le juge Earl Warren refuse son transfert à Washington et se contente de ses propos elliptiques, lui qui est pourtant, depuis la mort de Lee Harvey Oswald, la source d'information à portée de main la plus importante si l'on veut connaître la vérité sur l'attentat du 22 novembre 1963. La commission lui oppose pourtant un refus catégorique, inquiète probablement de le voir faire des révélations inopportunes. L'absence inexplicable de curiosité du juge transparaît de manière frappante lors de l'un de leurs échanges :

> « M. Ruby : "… Président Warren, si vous aviez le sentiment que votre vie est en danger en ce moment, comment vous sentiriez-vous ? Ne seriez-vous pas réticent à continuer à parler, même si

vous me le demandez ?"
Le juge en chef Warren : "Je pense que je pourrais avoir quelques réticences si j'étais à votre place, oui. Je pense que je le ferais. Je pense que je réfléchirais très soigneusement pour savoir si cela me mettrait en danger ou non. Si vous pensez que ce que je fais ou ce que je vous demande vous met en danger d'une manière ou d'une autre, je veux que vous vous sentiez absolument libre de dire que l'entretien est terminé.[52] »

En réalité, la commission Warren ne veut pas entendre ce que Jack Ruby sait. Earl Warren, démocrate, ami des Kennedy, président de la Cour suprême, n'a manifestement pas envie de s'approcher de la vérité. Robert Blakey, *Chief Counsel* du HSCA, interprète avec justesse les remarques de Jack Ruby : « Ruby essayait de dire la vérité sur la conspiration dont il connaissait l'existence, mais il avait peur pour sa vie, donc il parlait de manière indirecte, comme les criminels chevronnés le font souvent quand ils sont interrogés[53]. » Jack Ruby demande à plusieurs reprises à subir le test du polygraphe. Hoover s'y oppose à deux reprises, en affirmant que cette technique n'est pas fiable. Quoi qu'il en soit, le portrait dressé par la commission Warren d'un Jack Ruby simple dirigeant de boîte de nuit constitue une contre-vérité majeure, en partie corrigée par le HSCA ; en partie seulement puisqu'il qualifie les liens de Ruby avec la Famille Marcello de « ténus » (« *tenuous* »). Or, les avancées du HSCA sont ensuite complétées par nombre d'investigations de journalistes et d'écrivains démontrant en réalité son immersion ancienne et profonde dans le monde criminel, faisant de lui un véritable associé de la Mafia, spécialisé entre autres dans le jeu clandestin, le trafic de stupéfiants, d'armes et la prostitution. En effet, Jack Ruby est un gangster de carrière qui, depuis les années 1930, mène ses activités criminelles sous le contrôle de la Famille de Chicago. Il travaille même ponctuellement pour Al Capone dans les années 1920. L'*Outfit* l'envoie à la fin des années 1940 à Dallas comme tête de pont, en compagnie d'autres mafieux ; il fait partie de l'équipe de Sam Giancana. Sa sœur aînée, Eva Grant, a elle aussi de nombreux contacts dans le monde du crime organisé, en particulier à Chicago où elle fréquente l'*Outfit* depuis l'époque d'Al Capone. À plusieurs reprises, Jack Ruby rend visite à Santo Trafficante à Cuba en 1959 lorsque ce dernier est retenu à La Havane après la Révolution, au centre de détention du Triscornia Immigration Station, dans des conditions confortables. Il est probable que cette visite était destinée à verser des pots-de-vin pour accélérer la libération du boss. En 1959, il devient informateur du FBI, probablement afin de couvrir ses trafics d'armes avec les partisans de Fidel Castro. L'analyse des relevés téléphoniques de Jack Ruby le mois précédant l'assassinat de novembre 1963 montre que le gangster entretient des relations suivies avec des figures majeures du crime organisé[54]. Durant cette période sensible, il passe plus de 70 appels

téléphoniques longue distance à des individus identifiés comme appartenant au monde criminel[55]. Certains sont des relations de Jimmy Hoffa : Irwin S. Weiner, Murray « Dusty » Miller et Robert « Barney » Baker, surnommé par Robert Kennedy « *Hoffa's roving ambassador of violence* » (« l'ambassadeur itinérant de Hoffa pour la violence ») ; d'autres sont des mafieux de premier plan tels Joseph Civello qui, selon le HSCA, dirige les activités de Carlos Marcello à Dallas, et Nofio J. Pecora, qualifié par le HSCA de « lieutenant de Carlos Marcello », en réalité le numéro trois de la Famille[56]. Au-delà des relevés téléphoniques passés à la postérité, les relations de Jack Ruby avec l'univers mafieux sont variées. Il connaît les employés ou associés de Santo Trafficante, Lewis McWillie, Russell D. Mathews et James Henry Dolan, les frères Joe et Sam Campisi, deux mafieux importants, propriétaires d'un restaurant couru de Dallas, l'Egyptian Lounge où Jack Ruby dîne le 21 novembre 1963, un fait que la commission Warren néglige ; Joseph Campisi sera le successeur de Joseph Civello à la tête de la Mafia de Dallas. Les frères Campisi ont l'habitude d'organiser des tournées de jeu à Las Vegas au Flamingo Hotel détenu par trois mafieux majeurs : Meyer Lansky, Anthony Accardo et Gerardo Catena. Il n'est pas indifférent non plus que Joseph Campisi, de fait le numéro deux de la Mafia à Dallas après Joseph Civello, visite Jack Ruby en prison une semaine après l'assassinat de Lee Harvey Oswald ; il est même son premier visiteur, en compagnie de sa femme. Cette visite n'est pas anodine ; Jack Ruby en comprend forcément le sens caché : il doit se taire pour son bien et celui de sa famille. Jack Ruby fréquente également Frank Chavez qui est tout autant un gangster qu'un dirigeant des Teamsters de Porto Rico. Il connaît aussi deux hommes de main de Sam Giancana : Lenny Patrick, au demeurant un ami d'enfance, et David Yaras, connu pour être un intermédiaire entre Carlos Marcello et Santo Trafficante. Au sein de la Famille de Chicago, Jack Ruby fréquente Johnny Roselli qui le décrit comme « un de nos gars » (« *one of our boys* »). Les deux hommes se rencontrent à deux reprises, en Floride, en 1963. Si l'on en croit les témoignages de James Hoffa Jr, le fils de Jimmy, et surtout du syndicaliste mafieux Frank Sheeran, Jimmy Hoffa connaissait Jack Ruby[57]. Selon l'écrivain John H. Davis, Ruby connaît aussi 4 hommes travaillant directement avec Carlos Marcello : Franck Caracci, et surtout trois frères de Carlos Marcello : Pete, Vincent et Sammy[58]. Le même auteur précise que les relations de Jack Ruby avec la Famille de Louisiane sont connues dans les années 1960 ; au point que tout le monde en parle après le 22 novembre[59]. Jack Ruby fréquente aussi des patrons de night-clubs de La Nouvelle-Orléans, tous associés de Carlos Marcello : Harold Tannenbaum, Frank Caracci, Cleve Dugas, Nick Graffagnini. Comment le bureau local du FBI et la commission Warren peuvent-ils ignorer ces faits ?

En réalité, le tissu relationnel de Jack Ruby, ici effleuré, représente un véritable annuaire de la Mafia et de ses associés. Il est important de noter que nombre d'entre eux, à l'image de Ruby lui-même, sont engagés depuis longtemps dans des opérations diverses à Cuba.

Jack Ruby présente l'intérêt aux yeux de la Mafia de fréquenter assidûment la police de Dallas au sein de laquelle il dispose de multiples connexions. Il sert d'agent de liaison et de corruption avec ce service, fort de 1 200 personnes. La police de Dallas a la réputation d'être aussi corrompue, du haut en bas de l'échelle, que celles de Chicago ou de la Nouvelle-Orléans. Ruby y est si bien intégré qu'il connaît probablement plus des trois quarts des effectifs ! Un policier interviewé par la presse française affirme même : « Il faisait partie de la maison, si je puis dire… »[60] Le Carousel Club sert souvent de lieu de contact. Ruby passe presque tous les jours au siège de la police. Il joue ainsi un rôle critique pour la Mafia en s'assurant d'une large impunité pour les activités criminelles menées par les Familles de Tampa, Chicago, et surtout La Nouvelle-Orléans, dont c'est le territoire[61].

Au sujet de Jack Ruby, le HSCA propose une hypothèse : « […] Son type de contacts montrait bien que des individus qui avaient le mobile pour tuer le Président connaissaient aussi un homme [Jack Ruby] qui pouvait être utilisé pour accéder à Oswald dans les geôles de la police de Dallas. Avec Ruby, ils disposaient aussi d'un homme connu pour sa nature violente et qui avait de sérieux problèmes financiers[62]. » Le HSCA ne croit pas à la thèse du rapport Warren d'un Ruby tuant Oswald sur un coup de tête, par dévotion aux Kennedy. Jack Ruby est un homme toujours endetté. Pourtant, comme l'affirme Anthony Summers, il se retrouve soudainement en fonds quelques heures après l'assassinat de JFK. Il dispose de 7 000 dollars. La Mafia y serait-elle pour quelque chose ? Johnny Roselli, souvent bavard, se confiera à son ami le journaliste Jack Anderson : « Quand Oswald s'est fait arrêter, les conspirateurs du monde criminel ont eu peur qu'il ne craque et lâche des informations qui auraient pu les conduire à eux. Ce qui aurait certainement entraîné une offensive massive au plan national contre la Mafia. C'est pourquoi Jack Ruby s'est vu ordonner d'éliminer Oswald[63]. » Le HSCA conclut que le seul mobile crédible pour Jack Ruby dans l'assassinat de Lee Harvey Oswald est la volonté de le réduire au silence. Robert Blakey l'écrit de manière claire dans son livre : « Le meurtre d'Oswald par Jack Ruby avait toutes les caractéristiques d'une opération du crime organisé, une action pour réduire au silence l'assassin, afin qu'il ne puisse révéler la conspiration[64]. » Sans compter que Jack Ruby entretient des liens plus ou moins directs avec les mafieux souhaitant le plus la disparition des Kennedy : Jimmy Hoffa, Sam Giancana, Carlos Marcello et Santo Trafficante.

Jack Ruby prend d'abord comme avocat Tom Howard, un ami de Johnny Roselli, puis un certain Melvin Belli qui compte dans sa clientèle, au-delà de grandes vedettes de Hollywood, un célèbre associé de la Mafia en Californie, Mickey Cohen. Dans ses mémoires, ce dernier qualifie l'avocat de « très bon ami »[65]. Melvin Belli répand la rumeur selon laquelle il est embauché par Earl Ruby, le frère de Jack ; en réalité, ce sont bien des « investisseurs de Las Vegas » qui le lui demandent. Ruby est donc un homme bien « conseillé » et il aurait dû être la clé de voûte de toute l'enquête de la commission Warren.

Celle-ci est incapable d'établir – si tant est qu'elle ait voulu le faire – si Jack Ruby et Lee Harvey Oswald se connaissent. Le HSCA n'a jamais établi de lien direct entre les deux hommes, si ce n'est de manière périphérique[66]. Si des témoignages l'affirment, la plupart sont sans fondement, même si certains demeurent troublants et crédibles[67]. Le HSCA bute aussi sur cette question. Un incident questionne sur ce point. Le 22 novembre 1963, Jack Ruby est présent lors de la conférence de presse donnée par le *District Attorney* Henry Wade au siège de la police de Dallas. Ce dernier dresse un portrait de Lee Harvey Oswald et commet une légère erreur en le décrivant comme appartenant au groupuscule, quasi inconnu et anticastriste, Free Cuba Committee. À la stupéfaction de tous, Jack Ruby se permet de le reprendre en criant, pour donner le véritable nom de l'organisation : Fair Play for Cuba Committee. Comment ce petit gangster de Dallas peut-il connaître ce détail réservé aux initiés ?! De deux choses l'une : ou les deux hommes se connaissaient ou Ruby avait eu connaissance du parcours politique d'Oswald par ses relations dans le monde criminel. En tout cas, ce détail démontre qu'ils n'étaient pas complètement étrangers l'un à l'autre.

Lee Harvey Oswald, le tireur en eaux troubles

La personnalité et le parcours de Lee Harvey Oswald ont toujours plongé les historiens dans un abîme de perplexité. Il a le profil au choix d'un aventurier, d'un agent manipulé et/ou d'un agent provocateur. Longtemps, son portrait est resté sommaire : un être instable et enclin à la violence, ex-Marine ayant fait défection en URSS où il se marie, rentré aux États-Unis pour vivre de petits boulots, devenu militant procastriste à La Nouvelle-Orléans. C'est pourtant un personnage plus complexe qui émerge au fil des recherches. Ainsi, et c'est là une avancée majeure, le HSCA découvre qu'il n'est pas sans relations dans le monde du crime organisé. Celles-ci sont certes moins évidentes, à première vue, que celles de son futur assassin, mais elles n'en sont pas moins majeures et intrigantes.

Quelles sont-elles ? Oswald naît à La Nouvelle-Orléans, fief de la Mafia, et des membres de sa famille entretiennent des liens avec Carlos Marcello, le chef de la Famille locale. À l'âge de 15 ans (1954), il déménage avec sa mère, Marguerite, célibataire, dans le French Quarter, au cœur du « Vice District », alors haut lieu des joueurs professionnels et de la Mafia. Leur appartement se trouve au-dessus d'une salle de billard et de jeux de hasard. Le quartier est criminogène. Oswald fréquente la Beauregard School connue pour être une couveuse de futurs gangsters. Sa mère entretient probablement des relations plus ou moins directes avec Carlos Marcello. Ainsi, elle travaille comme secrétaire pour le juriste Raoul Sere, un temps *District Attorney*, à l'époque où le bureau du procureur est notoirement corrompu et soumis à l'influence du boss de La Nouvelle-Orléans. Elle travaille aussi avec un avocat qu'elle fréquente depuis l'adolescence, Clem Sehrt, connu pour ses pratiques professionnelles douteuses, et conseiller financier d'un homme d'affaires associé de Carlos Marcello, Louis Roussel ; sans compter que l'associé direct de Clem Sehrt représente parfois Carlos Marcello en personne. En 1978, le HSCA apprend que Clem Sehrt a fait

une révélation peu avant de mourir ; il avoue à un associé que peu après l'assassinat de JFK, il fut contacté pour représenter Lee Harvey Oswald. Il ne dit pas qui lui a demandé ce service : fut-ce Carlos Marcello ou un de ses collaborateurs ? Marguerite Oswald noue également des relations directes au sein du Milieu. Elle connaît un certain Sam Termine, une figure du crime de La Nouvelle-Orléans, investi dans le jeu et la prostitution qui, tout en étant policier au sein de la Louisiana State Police, est un temps garde du corps et chauffeur de Carlos Marcello. Termine est une connaissance de Charles « Dutz » Murret, l'oncle de Lee Harvey, marié à Lilian, la sœur de Marguerite. Selon le HSCA, l'oncle sert de « père de substitution » à Oswald. Ce dernier est familier des activités criminelles de son oncle, au point d'en parler plus tard avec son épouse, Marina. Charles Murret n'est pas le simple « commis de navire à vapeur » décrit par la commission Warren, mais un véritable gangster impliqué dans des activités de bookmaker, associé à des hommes travaillant sous la coupe de Carlos Marcello, tels Sam Saia et Nofio J. Pecora, dont nous avons déjà noté la proximité avec Jack Ruby. Charles Murret est proche de son neveu ; ils se voient beaucoup durant la période précédant l'assassinat de Jack. Ainsi, au printemps et à l'été 1963, Oswald travaille pour lui dans des opérations de jeu illégales comme collecteur de fonds ; ce qui signifie qu'il travaille indirectement pour Carlos Marcello[68]. Lors des auditions devant le HSCA, Marguerite Oswald refusera de confirmer si elle connaissait les relations de son beau-frère Charles Murret avec Carlos Marcello. Un épisode étrange, et symptomatique, survenu en août 1963, mérite d'être relaté. Lee Harvey Oswald est arrêté lors d'une confrontation de rue, probablement fictive et destinée à lui donner l'image d'un vrai communiste, avec l'anticastriste fanatique Carlos Bringuier. Pour obtenir sa libération sous caution, il appelle son oncle. Ce dernier est absent, sa fille répond et contacte un certain Emile Bruneau, un joueur chevronné, associé de deux cadres de Carlos Marcello, Nofio J. Pecora et Joseph Poretto, mais aussi d'un certain Guy Banister, dont nous reparlerons.

Le HSCA s'interroge aussi longuement sur ce qui est qualifié de « mystère », et probablement une des clés de compréhension de l'assassinat de JFK : les relations de Oswald avec David W. Ferrie. L'homme est un aventurier aux multiples vies : ex-pilote de ligne renvoyé par la compagnie Eastern Airlines pour relations sexuelles avec des adolescents, enquêteur privé et pilote pour le compte de Carlos Marcello, agent contractuel de la CIA, anticastriste militant et virulent. La genèse des relations entre Oswald et Ferrie demeure mystérieuse. Selon le HSCA, ils se rencontrent tôt, lorsque Oswald est encore adolescent et fait partie de la Civil Air Patrol Unit (1955) au sein de laquelle Ferrie est instructeur ; ce qu'il nie pourtant devant le FBI lors de l'enquête. Autre

interrogation majeure : se sont-ils ensuite fréquentés à l'été 1963 au sein des milieux anticastristes – alors que Lee Harvey Oswald est censé être un militant communiste procastriste – comme tente de l'établir l'enquête controversée du procureur Jim Garrison en 1964 ? C'est fort probable. Plusieurs témoins affirment les avoir vus ensemble à plusieurs reprises en août puis septembre 1963 dans le comté de Clinton, en Louisiane. En revanche, David W. Ferrie admet son association avec Carlos Marcello, et plus précisément avec son avocat G. Wray Gill, depuis 1961, dans le cadre du procès intenté contre le boss pour la falsification de son certificat de naissance guatémaltèque. D'ailleurs, le 22 novembre 1963 au matin, le détective privé accompagne le mafieux à une session d'un tribunal de La Nouvelle-Orléans statuant sur son dossier d'extradition.

Puis, comme le narre le HSCA, David W. Ferrie est dénoncé par un détective privé et informateur de la police, Jack S. Martin, dès le 23 novembre, comme un complice de Lee Harvey Oswald dans l'assassinat du Président. L'enquête sur David W. Ferrie fait émerger des détails symptomatiques de ses liens avec Carlos Marcello. Ainsi, David W. Ferrie quitte La Nouvelle-Orléans dans la nuit, avec deux amis, Layton Martens et Alvin Beaubœuf. Arrivés à Houston, Ferrie ou l'un de ses compagnons téléphone au Town and Country Motel, propriété et quartier général de Carlos Marcello. Les médias l'ayant mis en cause dans l'assassinat du Président, David W. Ferrie, accompagné de ses deux acolytes, se présente le 24 novembre à La Nouvelle-Orléans au bureau de Jim Garrison. Interpellé puis interrogé par le FBI, il nie avec vigueur connaître Lee Harvey Oswald et avoir participé à l'attentat. La double enquête du FBI et du Secret Service conclut que les informations fournies par Jack S. Martin sont sans fondement ; il est vrai que dès le 26 novembre le témoin s'est rétracté. Mais les enquêteurs ont le temps de découvrir sur eux deux documents compromettants. Layton Martens et Alvin Beaubœuf sont chacun en possession d'un document de voyage signé par Jack Wasserman, l'avocat de Carlos Marcello ; et les deux hommes refusent de parler tant qu'ils n'ont pas pu converser avec lui. David W. Ferrie a sur lui un écrit montrant que Carlos Marcello s'est porté caution pour la franchise d'une station-service devant démarrer ses activités en 1964. Serait-ce une récompense pour un service rendu ? Une lecture attentive du rapport du HSCA démontre un trouble réel face à cette situation :

> « Le comité a été rendu perplexe par l'association apparente d'Oswald avec Ferrie, une personne dont les sentiments anti-Castro étaient si éloignés de ceux d'Oswald, le militant de Fair Play for Cuba Committee. Mais la relation avec Ferrie peut avoir eu du sens au-delà de l'aspect anti-Castro, à la lumière de la connexion de Ferrie avec G. Wray Gill et Carlos Marcello[69]. »

Il est établi que Ferrie rencontre Carlos Marcello dans sa propriété de Churchill Farms deux semaines avant le 22 novembre. De quoi parlent-ils alors ? Nul ne le sait. L'étrange Ferrie meurt en 1967 d'une rupture de vaisseaux sanguins à la base du cerveau, peu après avoir été convoqué par le procureur Garrison. Le caractère naturel de sa mort fait débat. Cependant, le mystère Ferrie ne s'arrête pas là. Il travaille aussi à l'occasion pour un autre personnage central de l'enquête et auquel le HSCA s'intéresse beaucoup : un certain Guy Banister. Cet ex-agent du FBI est un temps responsable du bureau de Chicago, une période durant laquelle il entretient des relations pacifiques avec Sam Giancana ; puis il s'installe en 1955 à La Nouvelle-Orléans avec une introduction de l'*Outfit* auprès de Carlos Marcello. Après avoir servi dans la police de la ville dont il est exclu en 1957, il ouvre une agence de détectives au 544 Camp Street. Il travaille à l'occasion pour Marcello. Il aide ainsi l'avocat du mafieux, G. Wray Gill, tout comme David W. Ferrie, à préparer la défense du boss dans son procès pour falsification de son bulletin de naissance guatémaltèque. Les relations sont étroites entre ces hommes. Lorsqu'il est renvoyé de la Eastern Airlines, David W. Ferrie est déjà défendu par Guy Banister et G. Wray Gill. Banister est lui aussi un militant anticommuniste et anticastriste très virulent. Le HSCA s'étonne dans son rapport d'un fait incongru et probablement lourd de sens, passé à la postérité : l'immeuble des bureaux de Guy Banister situé au 544 Camp Street et au 531 Lafayette Street, là où convergent Lee Harvey Oswald et David W. Ferrie. Le 544 Camp Street sert ainsi d'adresse au courrier de propagande procastriste de Oswald. Ce dernier fréquente les lieux, tout autant que David W. Ferrie. Lui et Banister ont au final une multitude de connexions dans le monde du crime et ils connaissent Oswald, selon de nombreux témoignages[70]. Après l'assassinat de John F. Kennedy, David W. Ferrie nie connaître Lee Harvey Oswald devant le FBI. Sa dénégation est acceptée par la Sûreté fédérale qui ne se montre pas curieuse sur ce point. Selon l'historien Michael L. Kurtz, qui a recueilli les confidences du chef adjoint de la CIA de La Nouvelle-Orléans, Hunter Leake, Guy Banister et David W. Ferrie ont un point commun qui fait sens : dans les années 1960, ils travaillent tous les deux pour la CIA dans le cadre des opérations anticastristes[71]. Banister a en charge la liaison entre la CIA et les réfugiés du sud de la Louisiane. Toujours selon la même source, Lee Harvey Oswald émarge à la CIA qui l'a fait venir à La Nouvelle-Orléans pour travailler sur le milieu castriste. Michael L. Kurtz assure avoir vu Guy Banister et Lee Harvey Oswald ensemble sur le campus de l'université de Louisiane et dans un restaurant de la Nouvelle-Orléans en 1963[72]. Autrement dit, Banister et Ferrie se trouvent en bonne position pour manipuler Oswald, à la fois pour le compte de la CIA comme agent infiltré/provocateur dans le milieu castriste, et

comme homme de main pour le compte de Carlos Marcello. Ils peuvent donner l'impression d'agir pour l'Agence alors qu'ils sont également au service de la Mafia. Leurs noms n'apparaissent pourtant pas une seule fois dans le rapport de la commission Warren.

En résumé, il existe beaucoup d'étrangetés autour de la personne du tueur présumé du 35e président des États-Unis : « Ainsi était Lee Harvey Oswald, résume John H. Davis, l'homme qui s'était laissé jeter en prison pour une bagarre dans les rues de La Nouvelle-Orléans pour le compte de Fidel Castro, passant une bonne partie de son temps à l'été 1963 avec deux militants anticastristes, David Ferrie et Guy Banister, les deux travaillant pour un autre anticastriste, Carlos Marcello[73]. » Guy Banister emploie probablement Oswald pour être en apparence un procastriste afin de lui façonner une image de militant communiste ; ce soutien de façade à Fidel Castro n'aurait été qu'une couverture et une ruse destinées à dissimuler un futur dessein criminel dont Oswald n'est alors peut-être pas conscient. L'assassinat de John F. Kennedy semble avoir été planifié pour apparaître comme un attentat monté par Fidel Castro. Comme si les commanditaires souhaitaient que cette provocation conduise à une opération militaire contre Cuba et à la fin de son régime politique.

Cependant, les étranges relations de Lee Harvey Oswald ne s'arrêtent pas là, comme le montre l'un des épisodes les plus troublants de l'enquête : le cas Silvia Odio. Fin septembre ou début octobre 1963, trois hommes frappent à l'improviste à la porte de l'appartement d'une jeune exilée cubaine, Silvia Odio, vivant à Dallas. Ses parents sont emprisonnés à Cuba depuis une tentative avortée d'assassinat contre Fidel Castro en 1961. Silvia Odio appartient à l'un des nombreux groupes anticastristes, JURE (Revolutionary Junta in Exile), composé d'ex-castristes ayant fui après que le *Lider Maximo* est devenu communiste. Deux des trois hommes parlent espagnol et s'identifient comme « Angelo » et « Leopoldo » ; ils prétendent être cubains, mais Silvia Odio les suspecte d'être mexicains. Le troisième homme dit s'appeler « Leon » : il est de type américain. Ils affirment être à la recherche de donateurs pour la cause anticastriste et connaître son père. L'entrevue n'est pas concluante et pourtant, un ou deux jours plus tard, « Leopoldo » appelle Silvia, sous un prétexte galant. Il en profite pour lui demander ce qu'elle pense de « l'Américain », expliquant que c'est un ex-Marine, très bon tireur, un peu dingue, prêt à tout et capable de tirer sur Castro s'il pouvait entrer illégalement à Cuba. Il poursuit en affirmant que les Cubains auraient dû tuer le Président après l'échec du débarquement de la baie des Cochons. La conversation en reste là. Deux mois plus tard, après l'assassinat de Jack, Silvia voit la photo de Lee Harvey Oswald et reconnaît « Leon ». Elle en informe le FBI qui à partir de là va dépenser beaucoup

d’énergie pour tenter de discréditer son témoignage. Il n’est donc pas étonnant que le rapport Warren se montre à son tour très sceptique sur ses déclarations. En 1979, le HSCA développe un point de vue radicalement différent, considérant que le témoignage de la réfugiée cubaine est crédible[74]. Il faudra attendre une quarantaine d’années pour que soient possiblement identifiés les visiteurs de Silvia Odio : Lee Harvey Oswald, Lawrence Howard et Loran Eugene Hall. « L’incident Odio » confirme un point déterminant : que l’assassinat de Jack est bien une conspiration, dont Lee Harvey Oswald est l’un des acteurs. Surtout, le parcours du nommé Loran Eugene Hall est crucial pour comprendre la signification de cet assassinat historique. Loran Eugene Hall, alias « Lorenzo Pascillo », est un ex-sergent de l’armée des États-Unis qui, en 1959, travaille à l’hôtel-casino Capri à La Havane contrôlé par Santo Trafficante. À la chute du régime de Fulgencio Batista, il est emprisonné car suspecté par les castristes d’être un agent américain. Il se retrouve dans le camp de détention de Triscornia en compagnie du boss, Santo Trafficante : ils partagent la même cellule ; un camp de détention, rappelons-le, où Santo Trafficante reçoit plusieurs visites de Jack Ruby. Ainsi commence la relation intermittente entre les deux hommes qui dure une vingtaine d’années. Après son départ de Cuba, Hall renoue avec Trafficante, en 1963, en Floride. En mars-avril 1963, il est établi qu’il le rencontre à Miami, en compagnie de Johnny Roselli et Sam Giancana. À cette époque, Hall et Lawrence Howard font du trafic d’armes, fréquentent les milieux d’extrême droite – où il est si souvent question d’assassiner Castro et Jack Kennedy – et prennent part à des projets de raids sur Cuba. Il intègre un groupe d’anticastristes dirigé par Frank Sturgis – un des futurs « plombiers » du Watergate, dont nous reparlerons – qui présente la particularité d’être à la fois un associé de la Mafia et un agent de la CIA. Hall est aussi un agent de la CIA, selon le témoignage de son fils. Il est entraîné dans un camp d’exilés anticastristes au lac Pontchartrain, non loin de La Nouvelle-Orléans, un lieu que Lee Harvey Oswald fréquente également. Interrogé par le HSCA en 1977, Hall refuse de parler mais lâche tout de même : « Nous ne sommes plus que deux à être encore en vie – moi et Santo Trafficante. En ce qui me concerne, nous allons tous les deux rester en vie, parce que je ne vais rien dire[75]. »

En résumé, les liens de Lee Harvey Oswald avec la Mafia empruntent deux canaux. Pour Carlos Marcello, ils passent par sa mère Marguerite, l’oncle Charles Murret, Emile Bruneau, Guy Banister et David W. Ferrie. Pour Santo Trafficante, ils empruntent la voie de Loran Eugene Hall. Autant de liens que ni le rapport Warren ni le FBI ne veulent voir. Cependant, toutes les connexions mafieuses de Lee Harvey Oswald ne peuvent à elles seules résumer le

personnage. Ses liens n'épuisent pas le sujet. Il a tout d'un janus. Même si aucune preuve définitive n'a jamais pu être apportée en ce sens, Lee Harvey Oswald a le profil et le parcours d'un agent des services de renseignement américain (CIA, Service de renseignement militaire, FBI). Comme le dit le sénateur Richard S. Schweiker, coprésident avec Gary Hart du sous-comité de l'enquête sur l'assassinat de John F. Kennedy (commission Church) :

> « Je pense qu'en jouant un rôle de pro-Castro d'un côté et d'association avec des anti-Castro de l'autre, Oswald jouait un rôle dans le renseignement. Cela revient à dire qu'il était un agent ou un agent double… Je pense personnellement qu'il entretenait une relation spéciale avec une des agences du renseignement. Laquelle, je n'en suis pas certain. Mais toutes les empreintes digitales que j'ai trouvées durant mes dix-huit mois de travail pour le Senate Select Committee on Intelligence indiquent qu'Oswald était le produit de, ou interagissait avec, la communauté du renseignement[76]. »

Sa vie est en effet jalonnée de connexions avec les services de renseignement américains. Comme nous l'envisagerons plus tard, il est probable qu'il ait été manipulé, en direct ou à distance, à la fois par la Mafia et un service de renseignement, à titre principal la CIA. Il est aussi établi avec certitude que Lee Harvey Oswald était en contact régulier avec le bureau du FBI de La Nouvelle-Orléans. Il a probablement été en même temps l'outil de la CIA et de la Mafia, peut-être sans que l'Agence s'en aperçoive. Cette situation est d'autant plus crédible que le monde des castristes et des anticastristes, en Floride et en Louisiane, dans lequel il est immergé, est au même moment travaillé de l'intérieur à la fois par la Mafia, la CIA et le FBI. La Nouvelle-Orléans est le fief de Carlos Marcello et également l'épicentre des opérations anticastristes de la CIA. Après l'attentat, Oswald ne cessera de répéter : « Je suis un pigeon » (« *I am a patsy* »). Par cette déclaration, il ne s'exclut pas du scénario meurtrier : il se présente simplement comme un homme piégé. Pourquoi ne pas le croire ? En effet, le portrait qui se dégage au fil des années de cet homme énigmatique est celui d'un ex-Marine dépassé par les événements, plongé dans un univers d'intrigues dont il ne maîtrise pas toutes les facettes. « Il s'était enfoncé, explique Anthony Summers, dans des sables mouvants composés d'agents de services de renseignement, de comploteurs cubains en exil et de voyous, et il se peut que tout cela l'ait dépassé[77]. »

Carlos Marcello, le boss de La Nouvelle-Orléans

Carlos Marcello est probablement l'un des commanditaires de l'assassinat de JFK, néanmoins, son nom n'apparaît pas une seule fois dans le rapport de la commission Warren. Pourtant, nul ne peut ignorer que Carlos Marcello est animé d'une haine sans limites contre les frères Kennedy. De nationalité italienne, né en Tunisie sous le nom de Calogero Minacore, il est avec Jimmy Hoffa et Sam Giancana la principale cible de Bobby Kennedy devenu ministre de la Justice. L'homme est redoutablement intelligent et prudent, à la tête de la Famille mafieuse la plus ancienne du pays. Son empire criminel est riche – 2 milliards de dollars – et vaste, puisqu'il s'étend de la Louisiane jusqu'au Texas. Comme nous l'avons vu, Marcello est expulsé au Guatemala en avril 1961 et il vit cette décision comme un affront impardonnable, réclamant une vengeance. Témoignant plus tard devant le HSCA, il évoque un « kidnapping » par des agents du gouvernement. Pourtant, la surveillance par le FBI durant les années cruciales, donc au début des années 1960, est pour le moins lacunaire. Cette faiblesse choque même J. Edgar Hoover qui, en octobre 1959, écrit au bureau de La Nouvelle-Orléans pour presser ses hommes d'implanter une surveillance électronique (micros), en rappelant qu'ailleurs sur le territoire de tels dispositifs ont pu être installés là où se réunissent les mafieux. Les résultats étant toujours aussi médiocres, le bureau fait l'objet d'un nouveau rappel à l'ordre en février 1963, le directeur du FBI exigeant « un effort spécial » afin de « monter le niveau d'investigation », suggérant d'utiliser des informateurs et une surveillance électronique sur Carlos Marcello et ses lieutenants. En vain, car rien de tel n'est réalisé, la surveillance continue d'être déficiente. Robert Blakey raconte, sidéré, dans son ouvrage *The Plot to Kill the President*, avoir rencontré en 1978 Regis Kennedy, l'agent du FBI de La Nouvelle-Orléans en charge de la surveillance de Carlos Marcello de 1959 à 1963, qui lui a affirmé que le mafieux était un « homme d'affaires légitime », en

aucune façon impliqué dans le crime organisé ![78] Le responsable de la New Orleans Metropolitan Crime Commission, Aaron M. Kohn, lui confirme qu'à l'époque le comportement de Regis Kennedy est négatif : l'homme se montre blasé et ennuyé par son travail, convaincu que Carlos Marcello est un honnête homme d'affaires, en l'occurrence le simple dirigeant de la Pelican Tomato Company ! Avec un tel chasseur, le gibier pouvait dormir sur ses deux oreilles. Quant à Dallas, la clairvoyance du bureau local du FBI n'est pas meilleure. L'antenne de la Sûreté fédérale considère en 1962 que Joseph Francis Civello – pourtant le représentant de Carlos Marcello dans la ville et l'État du Texas – ne mène « aucune activité illégale » et que le Texas n'est pas un territoire où la Mafia dispose d'une vraie implantation. En 1979, un haut cadre du FBI témoignant devant la HSCA avoue l'échec de la Sûreté fédérale dans les années 1960 à pénétrer l'Organisation à La Nouvelle-Orléans et à Dallas, affirmant : « Il était trop intelligent[79]. » Un autre haut responsable du FBI tente plus tard une explication identique sur cette lacune majeure : « Je suis certainement d'accord avec l'opinion selon laquelle nous n'avons jamais été vraiment capables d'aller très loin avec Carlos Marcello. Ce fut notre plus grand échec. Vous ne pouviez pas pénétrer son royaume, en raison du contrôle qu'il maintenait dans cet État. Avec Marcello, vous aviez la grande exception dans notre travail de surveillance. Il n'y avait aucun moyen de pénétrer cette zone. Il était trop intelligent[80]. » Mais que valent ces justifications ? Derrière l'argument de la ruse et de la difficulté de la cible se dissimule probablement une réalité moins reluisante, celle de l'incompétence ou de la corruption. Le biographe de Carlos Marcello, John H. Davis, est convaincu au minimum de la jobardise de Regis Kennedy, et peut-être même de sa complicité avec le boss : « Certains enquêteurs ont spéculé sur le fait que Regis Kennedy aurait pu informer Carlos Marcello des pressions de l'*Attorney General* sur Hoover pour accroître les efforts contre lui, ce qui aurait pu inciter Marcello à répondre en revoyant ses plans pour retirer cette pierre de sa chaussure [John F. Kennedy][81]. » La faille opérationnelle dans la surveillance touche Carlos Marcello et son organisation mais aussi un autre homme qui vit alors à La Nouvelle-Orléans : Lee Harvey Oswald, un activiste en lien avec Carlos Marcello et ses hommes, évoluant dans le marigot des pro et anticastristes. Les difficultés opérationnelles alléguées pour avoir échoué à pénétrer la cible sont d'autant moins crédibles que le FBI, mené par des hommes plus déterminés dans la décennie suivante, parviendra à placer des micros dans les bureaux du boss et à recueillir des informations déterminantes pour le confondre et l'envoyer en prison.

Pour le HSCA, les suspicions contre Carlos Marcello ont des fondements concrets. Le comité revient sur un témoignage troublant se déroulant un an avant

les événements du 22 novembre. En septembre 1962, Marcello discute dans sa plantation de Churchill Farms, située dans la périphérie de La Nouvelle-Orléans, d'un projet immobilier avec deux de ses relations : son neveu favori, Carl Roppolo, et Edward Becker, un promoteur habitué du monde des casinos et de Las Vegas, ex-directeur des relations publiques de l'hôtel Riviera[82]. Selon Edward Becker, alors que les trois associés ont bien bu, à l'évocation de l'épisode de son expulsion des États-Unis, Carlos Marcello devient enragé. Il lance d'abord un proverbe sicilien : « *Livarsi na petra di la scarpa* ! » (« Enlevez-moi cette pierre de la chaussure »), puis il menace : « Ne vous préoccupez pas de ce petit fils de pute de Bobby. On est en train de s'en occuper[83]. » Mais Becker comprend que Bobby n'est pas la cible quand Jack est qualifié de « chien » et Bobby de « queue » : « Vous savez ce qu'ils disent en Sicile : si vous voulez tuer un chien, vous ne lui coupez pas la queue, vous lui coupez la tête. Le chien continuera à vous mordre si vous lui coupez seulement la queue, mais si vous coupez la tête du chien, le chien mourra, avec la queue et tout le reste[84]. » La signification est limpide : il faut donc couper la tête du chien, non sa queue. Si Bobby est tué, son frère Jack utilisera l'armée pour les éradiquer. En revanche, selon le raisonnement de Carlos Marcello, une fois Jack éliminé, Bobby ne sera plus ministre de la Justice et le harcèlement contre la Mafia cessera. Pour Edward Becker, il est évident que Marcello veut faire assassiner le Président, non le ministre de la Justice. Il explique aussi à Carl Roppolo et Edward Becker que Lyndon B. Johnson, quant à lui, n'entreprendra rien contre la Mafia. La conversation avec Carlos Marcello contient un détail troublant. Le mafieux parle de prendre une « assurance » pour cet assassinat en « trouvant un pigeon pour assumer la responsabilité » (« *setting up a nut to take the blame* »), ce afin que personne ne puisse remonter jusqu'à lui et sa Famille : « À la manière dont ils le font en Sicile », précise-t-il[85]. Edward Becker précise que c'est toujours ainsi que les mafieux procèdent en Sicile. Edward Becker affirmera plus tard avoir immédiatement transmis ces informations au FBI. En 1979, le HSCA considère que le FBI a fauté en ne prenant pas au sérieux ce témoignage : la Sûreté fédérale n'a fait aucun effort pour vérifier les allégations de Becker lorsqu'elles sont réapparues en 1967. Plutôt que de l'auditionner, le directeur du FBI et des hauts cadres de la Sûreté fédérale font tout pour le discréditer. Comble de l'ironie, de l'incompétence ou de la malveillance, le FBI de Hoover s'appuie sur les déclarations de l'avocat mafieux Sidney Korshak pour affirmer qu'il est un escroc. Or, Sidney Korshak est de notoriété publique un associé historique de la Famille de Chicago, et probablement une des figures les plus importantes du crime organisé de l'après-guerre ! Le HSCA rappelle in fine que Carlos Marcello, en tant que chef de la « première Famille mafieuse »

des États-Unis, dispose du privilège de mener ses opérations criminelles sans avoir besoin de l'approbation de la Commission réunissant les 24 Familles.

D'autres faits troublants se produisent, révélant la détermination de la Famille de Carlos Marcello ; des faits qui restent ignorés de la commission Warren en 1963, mais aussi de la HSCA en 1979. D'abord, un jeune ex-Marine et informateur du FBI, Eugene De Laparra, qui travaille à mi-temps dans le bar restaurant de Bernard Tregle, un associé de Carlos Marcello, le Lounnor Restaurant à La Nouvelle-Orléans, entend, en mars 1963, une conversation évoquant explicitement l'existence d'un complot pour assassiner John F. Kennedy avec un fusil s'il se rendait dans le Sud. Les propos sont tenus par Bernard Tregle, Norman Le Blanc, un entraîneur de chevaux et un troisième homme surnommé « le professeur ». Eugene De Laparra expliquera aussi avoir entendu Tony Marcello, un des frères de Carlos, dire à Bernard Tregle et plusieurs autres personnes présentes dans son restaurant : « Le mot a été passé de s'occuper de la famille Kennedy[86]. » Le FBI rejettera les informations d'Eugene De Lapparra en raison de ses fragilités psychologiques après la Seconde Guerre mondiale.

Le biographe de Carlos Marcello, John H. Davis, révèle en 1989 comment au printemps 1963, vers avril ou mai, alors que la préparation de l'assassinat de JFK est planifiée depuis 6 mois, Carlos Marcello se laisse aller à des confidences auprès d'amis proches issus des vieilles familles siciliennes de La Nouvelle-Orléans, réunis à son camp de pêche de Grand Isle. L'un d'entre eux commet la maladresse d'évoquer l'avis d'expulsion contre le boss et le nom de Bobby Kennedy. En l'entendant, Carlos Marcello s'étouffe et recrache sa gorgée de scotch. Il reprend une certaine contenance et fait ensuite le symbole de « la corne » (« *il corno* ») de sa main gauche. Brandissant au-dessus de sa tête ce signe ancien qui, dans le sud de l'Italie, symbolise la haine et la vengeance, Marcello s'écrie : « Hé, mec, ne t'inquiète pas pour Bobby. Nous allons nous occuper de ce fils de pute[87]. » Un convive lui demande alors s'il compte tuer Bobby Kennedy. Carlos Marcello réplique : « À quoi ça servirait ? Tu butes ce gars-là et son frère appelle la Garde nationale. Non, faut éliminer le gars d'en haut, et son successeur ? Il n'aime pas le frère [Bobby][88]. » Alors que ses amis lui font remarquer qu'il ne peut même pas sortir de l'État, Carlos Marcello sourit avec condescendance et réplique : « […] Je vais utiliser un pigeon [« *nut* »], un type fou [« *crazy guy* »]… Mais aussi sûr que je me tiens devant vous, quelque chose va arriver à cet homme[89]. »

L'auteur John H. Davis cite aussi une note du FBI, datée du 29 novembre 1963, relatant une source : un homme d'affaires venant de l'État de Géorgie du nom de Gene Sumner dont le beau-frère est lieutenant de police[90]. Peu après

l'assassinat de Kennedy, Gene Sumner raconte à son beau-frère ce qu'il a vu quelques mois plus tôt, au motel restaurant du Town and Country, qui sert de quartier général à Carlos Marcello. Il observe alors, en février ou mars 1963, le propriétaire du restaurant, Joseph Poretto, qui est un des lieutenants du boss, remettre discrètement à un jeune homme accompagné d'une femme une somme d'argent liquide sous la table. Après le 22 novembre 1963, il identifiera l'homme comme étant Lee Harvey Oswald, après avoir vu sa photo à la télévision et dans les journaux. Il transmet l'information à son beau-frère, lieutenant de police, et le FBI se contente d'une enquête de routine expéditive qui ne conduit nulle part[91].

En 1979, durant une enquête fédérale du nom de BRILAL (Bribery and Labor), des micros (enfin) installés au domicile et au bureau de Carlos Marcello révèlent des conversations importantes[92]. C'est l'année où le boss témoigne devant le HSCA et nie toute implication dans l'assassinat de Kennedy. Un jour, un visiteur le questionne justement sur les suspicions de la commission à son encontre. Carlos Marcello lui dit de se taire – on entend les deux hommes sortir de la pièce – et lui explique qu'il est préférable de parler à l'extérieur de ce sujet. Dans le cadre de cette surveillance, le FBI utilise aussi un informateur du nom de Joseph Hauser qui affirme avoir discuté de l'assassinat avec Carlos Marcello. Le boss admet avoir connu l'oncle de Oswald, Charles Murret, et que Oswald lui-même aurait, à un moment donné, travaillé comme coursier dans une opération de jeu pour lui, menée par Sam Saia. Joseph Hauser va plus loin encore quand il rapporte des propos de Joseph Marcello, le frère de Carlos, en 1980. Alors qu'Edward Kennedy va se présenter aux élections présidentielles et que Joseph Hauser évoque « la passe difficile » (« *rough time* ») que les Kennedy avaient fait subir à Carlos dans les années 1960, Joseph aurait répondu : « Ne t'inquiète pas. Nous nous sommes occupés d'eux, n'est-ce pas ? [93] » Hauser rapporte aussi une autre remarque troublante faite durant une réunion qui se tient dans la maison de chasse d'Anthony Marcello, à Lacombe, au nord de La Nouvelle-Orléans, où sont présents outre Carlos Marcello, deux autres mafieux importants : Sam Sciortino, de Californie, et son cousin Phillip Rizzuto, de La Nouvelle-Orléans. Alors que le sujet de la campagne de Bobby Kennedy pour la présidentielle émerge dans la conversation, Sam Sciortino rappelle avec amertume son action à la tête du ministère de la Justice pour évincer la Mafia et Phillip Rizzuto répond : « Oui, donc c'est nous qui l'avons évincé[94]. » Le juge Morey Sear, qui supervise l'opération, affirmera par la suite avoir écouté les enregistrements et lu les transcriptions laissant à penser que Carlos Marcello avait organisé l'attentat contre John F. Kennedy.

D'autres indices s'accumulent. Entre 1985 et 1987, Carlos Marcello fait

l'objet d'une enquête fédérale secrète du FBI dont le nom de code est Camtex – acronyme tiré de « Carlos », « Marcello » et « Texas » – alors qu'il purge une peine de prison pour racket, fraude et corruption d'un juge fédéral à la prison de Texarkarna Federal Correctional Institution (Texas). Camtex permet de recueillir des confidences à l'insu du boss, via un codétenu du nom de Jack Van Laningham, transformé en informateur fédéral, et un micro caché dans leur cellule. Jack Van Laningham et Carlos Marcello se sont liés d'amitié. En décembre 1985, Carlos, toujours plein de haine contre les Kennedy, lâche : « Ouais, j'ai fait tuer ce fils de pute. Je suis heureux de l'avoir fait. Je regrette de ne pas avoir pu le faire moi-même[95]. » Il donne par ailleurs le détail de ses rencontres avec Jack Ruby et Lee Harvey Oswald. Selon Jack Van Laningham, Carlos Marcello affirme qu'il fut « introduit à Oswald par un homme du nom de "Ferris", qui était le pilote de Marcello [référence probable à David Ferrie] et avait pensé Oswald "fou". Il avait appuyé Ruby dans ses affaires à Dallas, et Ruby venait en Louisiane pour lui rendre des comptes[96]. » L'attentat de Dallas s'inscrit en fait dans une série : la Mafia a élaboré un plan pour tuer le Président : il y a, avant Dallas, deux autres tentatives avortées à Chicago et à Miami, selon des modes opératoires identiques – nous en reparlerons. Lors de ces conversations avec Jack Van Laningham, Carlos Marcello précise que la boîte de nuit de Jack Ruby lui appartient en secret et qu'elle lui sert à blanchir de l'argent. Jack Ruby se rend régulièrement à Churchill Farms pour lui rendre des comptes, l'informer de ce qui se passe à Dallas et s'assurer que l'argent coule à flots dans le service de police. Il tient Jack Ruby depuis qu'il a été pris à détourner des fonds du Carousel Club pour payer ses impôts. Carlos dit l'avoir convoqué à Churchill Farms pour lui faire une offre impossible à refuser : trouver un policier à Dallas qui aurait la mission de tuer Lee Harvey Oswald immédiatement après l'assassinat de Jack Kennedy ; et à défaut de trouver ce policier, il devrait s'en occuper lui-même. Sa vie était en jeu, mais aussi celle de sa famille (deux frères, une sœur, des neveux et des nièces). Carlos explique par ailleurs à son codétenu qu'il a fait venir deux tueurs spécialement d'Italie, via le Canada, qui ont été pris en main par Joe Campisi à Dallas. Après l'attentat, ils sont repartis en Italie, à nouveau par le Canada. À l'époque, le FBI ne semble pas prendre au sérieux les déclarations d'un homme considéré comme sénile et pouvant donc raconter n'importe quoi. Il semble pourtant que la santé de Carlos Marcello ne se soit dégradée que plusieurs années plus tard. Jack Van Laningham affirme que quand il le côtoie en prison, Marcello a encore toutes ses facultés mentales. En revanche, en 1989, il est hospitalisé dans le service médical de la prison, souffrant alors d'une grave désorientation et peut-être d'un début d'Alzheimer. Carlos Marcello se met à nouveau à parler librement, se

croyant en compagnie de ses ex-associés de la Mafia. Il déclare à trois occasions : « Ce Kennedy, ce connard souriant, nous lui réglerons son compte à Dallas [« *we'll fix in* »]… Nous allons avoir ce Kennedy à Dallas[97]. » Auditionné ultérieurement par le FBI, Carlos Marcello nie toute forme d'implication dans l'assassinat. Le FBI ne peut que constater qu'au moment de ses déclarations au centre médical, il se trouvait dans un état « semi-cohérent ». Le dossier est clos.

Enfin, Samuel Goldfarb, juriste au sein de la section en charge de la lutte contre le crime organisé au ministère de la Justice de 1961 à 1964, raconte dans ses mémoires un fait également troublant : au moment où le HSCA opère, un directeur adjoint du FBI affirme à Robert Blakey que la Sûreté fédérale possède en archives 1 350 bandes enregistrées de conversations de Carlos Marcello dont certaines évoquant l'assassinat ; aucune d'entre elles ne sera communiquée au comité[98].

Santo Trafficante, le boss de Tampa

La commission Warren ne mentionne pas plus le nom de Santo Trafficante dans son rapport final qu'elle n'a cité celui de Sam Giancana. Après Carlos Marcello, le HSCA s'intéresse à Santo Trafficante, chef de la Famille de Tampa (Floride) en commençant par une notation aigre :

> « De manière ironique, le fort intérêt du ministre de la Justice Kennedy de voir Trafficante poursuivi s'est manifesté à la même période durant laquelle des officiels de la CIA, sans en informer le ministre, étaient en train d'utiliser les services de Trafficante dans des complots d'assassinat visant le chef de l'État cubain, Fidel Castro[99]. »

Revenant rapidement sur le rôle, dont nous avons précédemment parlé, de l'ex-agent du FBI Robert Maheu dans la relation entre la CIA, Sam Giancana et Johnny Roselli en direction de Santo Trafficante, le HSCA relève surtout ses relations avec Jack Ruby à Cuba. Il est même question d'une « amitié proche » entre Ruby et le joueur Lewis McWillie opérant pour le compte de la Famille de Tampa. Il est probable que le premier ait servi de transporteur de fonds occulte entre La Havane et une banque de Miami. Surtout, Ruby est en lien avec des associés de Santo Trafficante exerçant tous à Dallas (R. D. Matthews, Jack Todd, James Henry Dolan). Comme pour Carlos Marcello, le HSCA revient sur un témoignage « troublant et crédible », selon son expertise, en l'occurrence celui d'un riche exilé, José Aléman, fils d'un ex-ministre cubain. Il rencontre Santo Trafficante en septembre 1962 à l'hôtel Scott Bryant à Miami dont il est le propriétaire. Santo Trafficante est en confiance car les Aléman ont souvent rendu service à la Mafia : le cousin de José, Garcia Banyo, l'a aidé à sortir sans heurts de Cuba au moment de la Révolution ; son grand-père fut l'avocat de Meyer Lansky sur l'île ; José Aléman a par ailleurs aidé Jimmy Hoffa à prendre le contrôle d'une banque à Miami afin de blanchir de l'argent sale. José Aléman est désormais à la recherche d'un prêt de 1,5 million de dollars destiné à financer un

nouveau projet immobilier et il espère que le mafieux pourra intercéder en sa faveur auprès du syndicat des Teamsters pour obtenir les fonds. Quand le nom de Jimmy Hoffa émerge dans la conversation, le mafieux évoque Jack Kennedy : « As-tu vu comment son frère est en train de frapper [« *hitting* »] Hoffa, un homme qui est un travailleur, qui n'est pas un millionnaire, un ami des cols-bleus ? […] Ce n'est pas juste ce qu'ils sont en train de lui faire. C'est un homme qui travaille dur et il ne mérite pas cela. Crois-moi sur parole, cet homme Kennedy est en difficulté, et il aura ce qu'il mérite[100]. » Santo Trafficante précise ses griefs à l'encontre des Kennedy, dans une claire allusion à l'élection présidentielle de 1960 : « [Ils ne sont] pas honnêtes. Ils ont pris des pots-de-vin et ils n'ont pas respecté un marché…[101] » Alors que José Aléman se dit convaincu que Jack sera réélu en 1964, le mafieux précise sa pensée : « Kennedy ne va pas parvenir jusqu'à l'élection. Il va être frappé [« *he is going to be hit* »][102]. » José Aléman expliquera aux enquêteurs qu'il a alors l'impression que Trafficante sait que Jack va être assassiné, et que Jimmy Hoffa sera impliqué à titre principal. Santo Trafficante serait donc au courant du complot criminel, mais l'architecte de l'assassinat serait Hoffa. Trafficante considère que le Président aura ce qu'il mérite (« *get what is coming to him* »[103]), conséquence de son acharnement à vouloir poursuivre en justice Jimmy Hoffa. Pour José Aléman, l'expression « *to be hit* » (être frappé) est sans ambiguïté : elle signifie bien « être assassiné ». En septembre 1962, il rend compte de sa conversation au FBI sans, semble-t-il, que ses propos suscitent un grand intérêt. Il rencontre à nouveau Santo Trafficante en 1963 et informe ensuite les agents fédéraux que « quelque chose allait avoir lieu et qu'ils devraient être prudents[104] ». Le lendemain de l'assassinat, des agents du FBI le rencontrent en urgence et longuement. Ils lui demandent de garder cette conversation confidentielle. Le FBI ne se remanifestera plus jamais. La commission Warren ne fait aucune référence à son témoignage. En 1976, José Aléman donne une interview au *Washington Post* dans laquelle il affirme avoir fourni ces informations au FBI en 1962 et en 1963. Le journaliste qui l'interviewe, George Crile III, retrouve les deux agents du FBI ayant à l'époque auditionné le Cubain. Ils refusent de confirmer ou d'infirmer ses déclarations ; l'un d'eux, Paul Scranton, ajoute toutefois : « Je ne voudrais pas faire quelque chose qui embarrasse le FBI[105]. » Selon l'historien David Kaiser, le rapport du FBI relatant les entretiens avec José Aléman en 1963 ne rend pas compte des propos les plus menaçants concernant le président des États-Unis[106]. José Aléman confirme pourtant ses déclarations au HSCA en mars 1977 lors d'une première audition. Mais lorsque l'exilé cubain doit répondre aux questions du HSCA, en session publique cette fois, en septembre 1978, il revient sur ses

déclarations antérieures. Il est terrorisé : il dit qu'il redoute des représailles physiques pouvant émaner de Santo Trafficante et de ses complices. Sous serment, il relate à nouveau les propos tenus par ce dernier, mais il en donne une tout autre interprétation, expliquant désormais que l'expression « *to be hit* » renvoie plutôt à l'hypothèse d'une défaite électorale à l'élection présidentielle de 1964. Le président Kennedy « *was going to be hit by a lot of Republican votes* », dit-il, et non pas assassiné[107]. Convoqué devant le HSCA, Santo Trafficante nie toute participation à un complot contre le Président et avoir tenu de tels propos devant José Aléman. Comme pour le témoignage d'Edward Becker contre Carlos Marcello, le comité s'interroge sur sa sincérité. Un point demeure obscur : le FBI ne retrouvera aucun compte rendu de ses contacts avec José Aléman en 1962 et 1963 au cours desquels l'exilé cubain aurait alerté la Sûreté fédérale.

La piste de Santo Trafficante ne s'arrête pas là. Le cas du gangster John Martino mérite lui aussi d'être étudié. Associé de niveau modeste mais « ami proche » du boss de Tampa selon le FBI, John Martino a travaillé comme technicien de sécurité à Cuba dans un des casinos de Santo Trafficante. Il est aussi une relation de Frank Stugis/Fiorini et de Johnny Roselli, et impliqué à ce titre dans un des complots pour tuer Fidel Castro, en lien avec la CIA (David Sanchez Morales, etc.). John Martino fréquente aussi des membres de la Famille de La Nouvelle-Orléans et il est vu à l'été 1963 en compagnie d'Emile Bruneau et de Charles Murret. John Martino commet l'imprudence de se vanter devant son épouse, le 22 novembre 1963, quelques heures avant l'assassinat, que le Président va être tué à Dallas. Puis, toujours devant sa femme, peu après les faits, il précise que, dans le théâtre où la police a arrêté Lee Harvey Oswald, se trouvait un Cubain qui était le second tireur[108]. John Martino sera ensuite à la pointe de l'entreprise de désinformation visant à rendre Fidel Castro responsable de l'attentat. Plus tard, peu avant sa mort, il confirme à un de ses associés et au journaliste John Cummings la réalité d'une conspiration de la Mafia pour tuer le Président, attentat dont il avoue avoir été un des acteurs secondaires. Selon lui, Lee Harvey Oswald ne savait pas exactement pour qui il travaillait, qu'il devait être exfiltré hors du pays puis éliminé, et que suite à son arrestation imprévue au Texas Theater de Dallas, Jack Ruby avait eu pour mission de le tuer rapidement[109].

James « Jimmy » R. Hoffa, le boss des Teamsters

Nous avons décrit la haine irrationnelle qu'entretiennent Bobby Kennedy et Jimmy Hoffa. En arrivant au ministère de la Justice, Bobby fait de la traque judiciaire du chef syndicaliste une priorité du département. Sa campagne obsessionnelle contre Jimmy Hoffa suscite parfois l'étonnement. Il se tient informé quasi quotidiennement des investigations le concernant, y compris durant la terrible crise des missiles de Cuba qui mène le monde au bord d'une guerre nucléaire. Cette enquête est au demeurant la plus vaste que va mener le département de la Justice dans son offensive anti-Mafia. Cette campagne contre Jimmy Hoffa ne peut qu'inquiéter Sam Giancana, Carlos Marcello et Santo Trafficante qui ont tout à perdre dans la chute éventuelle du chef syndicaliste car ce sont les prêts de complaisance massifs du fonds de pension des Teamsters qui financent les investissements mafieux occultes dans de multiples hôtels, casinos, restaurants, hôpitaux et autres établissements, à Las Vegas et un peu partout aux États-Unis. L'attention particulière que portent les chefs mafieux de Tampa, La Nouvelle-Orléans et Chicago à Jimmy Hoffa comme financier discret se lit ainsi dans un détail important. Au moment où les ennuis judiciaires de Jimmy Hoffa se précisent, Carlos Marcello et Santo Trafficante délèguent dans l'équipe de défense leur principal avocat, Frank Ragano. Comme l'intéressé le décrira dans ses mémoires, *Mob Lawyer*, en 1994[110], il ne se contente pas de conseiller le syndicaliste lors des procès, il sert aussi d'intermédiaire entre Jimmy Hoffa et les chefs mafieux dès qu'il est question d'investissements. Comme pour Carlos Marcello et Santo Trafficante, le HSCA souligne que le syndicaliste « avait le mobile, les moyens et l'opportunité de tuer le Président »[111]. Hoffa nie toutefois devant le HSCA toute implication dans l'assassinat.

Cependant, pour la troisième fois, un témoignage important est au cœur du rapport du HSCA contre un suspect majeur, cette fois celui d'un certain Edward Grady Partin, responsable de la section n° 5 des Teamsters de Baton Rouge

(Louisiane), soit au cœur du fief de Carlos Marcello. L'homme n'est pas un enfant de chœur et, mis en accusation dans une affaire de kidnapping, certainement effrayé par ce qu'il vient d'apprendre, il explique au procureur qu'il dispose d'informations intéressant la sécurité nationale. C'est ainsi qu'il rend compte au FBI à l'automne 1962 de ses conversations avec Jimmy Hoffa, tenues dans le bureau de Washington du chef syndicaliste durant l'été[112]. Selon Edward Grady Partin, Hoffa évoque alors en termes crus l'assassinat de Bobby, seul moyen d'en finir avec les enquêtes touchant les Teamsters et le crime organisé : « Je dois faire quelque chose au sujet de ce fils de pute de Bobby Kennedy. Il doit partir[113] » ; puis Jimmy Hoffa se livre à une allusion au sujet de son domicile situé à Hickory Hill : « Quelqu'un doit descendre [« *to bump off* »] ce fils de pute… Tu sais, j'ai un aperçu sur lui… Sa maison est comme cela [Hoffa dessine avec ses doigts], et elle n'est pas gardée… Il conduit seul une voiture décapotable. J'ai un fusil de calibre 270 avec dessus un viseur à longue portée pour tirer de loin sans rien rater. Ça serait facile de l'avoir avec ça. Mais je suis prudent à ce sujet ; c'est trop évident[114]. » Il précise qu'il serait une cible facile pour un assassin solitaire, sans lien avec lui ou les Teamsters, placé en haut d'un immeuble, lors d'un déplacement dans le sud du pays, alors que Bobby circule dans une décapotable, et qu'il serait commode de faire porter la responsabilité de l'assassinat à un ségrégationniste du coin. Mais à cette époque, l'arme préférée est plutôt la bombe : « Ce qui devrait être fait, poursuit Jimmy Hoffa, si je peux détenir une de ces bombes, c'est d'avoir quelqu'un pour la lancer dans sa maison qui brûlera après avoir explosé. Tu sais, le fils de pute ne reste pas debout trop tard[115]. » Jimmy Hoffa demande à Edward Grady Partin de lui fournir une bombe pour ce projet. Suite à ses premières déclarations au FBI, il devient un informateur de la Sûreté fédérale. J. Edgar Hoover prévient à la fois Jack et Bobby Kennedy. Walter Sheridan, chef de la « Get Hoffa Squad » et Jack Miller, chef de la division criminelle au département de la Justice, décident de le soumettre au polygraphe. « Le FBI ne donne pas souvent de conclusions définitives après un test au polygraphe, affirme Walter Sheridan dans son ouvrage de référence sur Jimmy Hoffa. Cette fois, il le fit deux jours plus tard. Le rapport du Bureau conclut que selon toutes les indications Partin disait la vérité[116]. » Toutefois, selon l'historien David Kaiser, l'affirmation n'est que partiellement exacte, le rapport du FBI sur ce test affirme « qu'il ne fut pas possible pour l'opérateur du polygraphe de parvenir à une conclusion définitive en particulier si Partin disait la vérité ou mentait à propos de sa prétendue conversation avec Hoffa à propos de la bombe au plastic, de l'intention de Hoffa d'infliger des blessures physiques ou de son accès à un silencieux[117]. Malgré tout, une enquête judiciaire est ouverte, dirigée par le procureur Hawk Daniels.

Lors d'une conversation téléphonique écoutée par les enquêteurs, Edward Grady Partin explique à Jimmy Hoffa qu'il a obtenu la bombe demandée. Le chef syndicaliste répond avec prudence : « Nous en parlerons plus tard », puis change brusquement de sujet. Début 1963, Jack dit à son ami Ben Bradlee, futur rédacteur en chef du *Washington Post*, qu'un gangster travaillant pour Jimmy Hoffa avait été envoyé à Washington pour tuer son frère Bobby. Partin expliquera au HSCA que Jimmy Hoffa s'était ouvert à lui de ce projet d'assassinat car le syndicaliste le croyait proche d'associés de Carlos Marcello. Selon Partin, lors d'un entretien avec le journaliste Anthony Summers, Jimmy Hoffa voulait tuer aussi bien Jack que Bobby. Au final, Partin sera le témoin clé qui enverra Jimmy Hoffa en prison durant 13 ans, pour divers crimes fédéraux touchant à sa gestion du syndicat des Teamsters.

Il faut noter par ailleurs les nombreuses relations de Jack Ruby avec des hommes de main de Jimmy Hoffa. Il y a les relations téléphoniques mises au jour par le HSCA, dont nous avons déjà parlé, avec Irwin Weiner, Robert « Barney » Baker et Murray « Dusty » Miller ; officiellement, pour résoudre un conflit du travail. L'explication peine à convaincre. Il y a aussi parmi ces relations deux autres personnages importants et inquiétants : Paul Dorfman, une figure du monde criminel de Chicago, artisan de l'ascension de Jimmy Hoffa dans le mouvement ouvrier ; et David Yaras, un gangster violent et renommé de Chicago.

Des confessions tardives… et troublantes

Des témoignages tardifs et troublants de protagonistes ayant été au cœur des événements conduisent à accréditer la thèse de l'attentat mafieux.

La maîtresse et demi-mondaine, la bavarde Judith Exner, se montrera toujours discrète sur l'assassinat de Jack. Sa prudence est manifeste dans ses mémoires, mais c'est un texte qui n'a pas toujours été lu avec toute l'attention qu'il faudrait. Quelques phrases pleines de sous-entendus méritent en effet d'être notées car elles ne sont pas anodines au vu de son expérience dans le Milieu. Au tout début de son livre, elle écrit : « Ils ont tué Sam [Giancana], avec des balles, comme ils ont tué Jack[118]. » Qui sont ces « ils », apparemment identiques ? Puis, à la fin des mémoires, elle livre : « Personne ne sait réellement pourquoi Sam fut assassiné, ou Jack, d'ailleurs, et maintenant Johnny [Roselli]. La vie dans les mondes souterrains du crime et de la politique est de peu de valeur. De ce que j'ai observé, il est impossible de distinguer les hommes bons des hommes mauvais ; tout ce que je peux dire c'est que certaines personnes sont mortellement sérieuses au sujet du jeu qu'elles jouent[119]. »

Le témoignage le plus circonstancié est celui de l'avocat mafieux, Frank Ragano, dans ses mémoires coécrits avec le journaliste Selwyn Raab : *Mob Lawyer*, parus en 1994[120]. Apparemment, à l'image de Judith Exner, Frank Ragano a pris des notes. Avocat d'origine sicilienne de Santo Trafficante puis de Jimmy Hoffa, Frank Ragano relate les bribes de conversations et les confidences recueillies au fil de trois décennies de fréquentation des mafieux, des années 1950 aux années 1980. Son témoignage accrédite la réalité d'une alliance entre Santo Trafficante, Carlos Marcello et Jimmy Hoffa pour l'assassinat de John F. Kennedy, qui se serait cristallisée durant les sept premiers mois de 1963. Il glane lors de ses rencontres avec les mafieux des remarques qui, avec le recul et en s'accumulant, font sens, même si, comme tout témoignage, il convient de l'aborder avec prudence.

En mars 1963, Jimmy Hoffa demande à Frank Ragano de se rendre à La Nouvelle-Orléans pour vérifier une rumeur selon laquelle des enquêtes seraient en cours sur des prêts accordés par le fonds de pension des Teamsters, prêts dans lesquels Carlos Marcello est impliqué. Mis au courant, Santo Trafficante décide d'accompagner Frank Ragano et d'organiser une rencontre avec Carlos Marcello. Lors de leur second entretien, les trois hommes se plaignent des enquêtes lancées par Robert Kennedy contre eux et Jimmy Hoffa. À un moment, Carlos Marcello déclare avec aigreur, son visage devenant rouge : « Toi [Santo Trafficante], Jimmy [Hoffa] et moi connaîtrons des temps difficiles aussi longtemps que Bobby Kennedy sera en poste. Quelqu'un devrait tuer ce fils de pute. Cet enculé nous rend la vie misérable, pour moi et mes amis. Quelqu'un devrait tuer tous ces putains de Kennedy[121]. » Plus tard dans la soirée, Santo Trafficante explique que le pouvoir de Carlos Marcello s'étend jusqu'au Texas où il a placé un homme de confiance à Dallas, Joe Civello. Surtout, il revient sur le passé de trafiquant de Joe Kennedy durant la Prohibition, en lien avec Frank Costello, dans des termes peu amènes : « Bien sûr que je suis sérieux. Il a été un partenaire. Ne sont-ils pas hypocrites ? Regarde ce gars, Bobby Kennedy, parlant de loi et d'ordre, et ils ont fait leur putain de fortune grâce au trafic d'alcool. Bobby Kennedy est en train de marcher sur trop de pieds. Che [petit nom de Frank Ragano], attends et regarde, quelqu'un va tuer ces fils de pute. C'est juste une question de temps[122]. »

En mai-juin 1963, Jimmy Hoffa est poursuivi pour subornation de jury dans une affaire complexe de fraudes (Fleet Case) impliquant le fonds de pension des Teamsters. Le tribunal autorise Jimmy Hoffa et son avocat Frank Ragano à prendre connaissance des quelque 15 000 documents conservés au ministère de la Justice. Ils sont reçus avec retard par Bobby Kennedy, ce qui plonge le syndicaliste dans une colère noire. Hors de lui, submergé par sa haine et par le mépris qu'il croit percevoir dans l'attitude de Bobby, Hoffa se jette sur le ministre, le plaque contre le mur et commence à l'étrangler, tout en l'insultant : « Fils de pute. Je vais te briser le cou, Je te tuerai ! » Frank Ragano s'écrie : « Putain, Jim, c'est l'*Attorney General*[123] ! » Il faut l'intervention des témoins pour desserrer l'étau des puissantes mains de Jimmy Hoffa sur le cou du ministre et pour éviter le pire. « Je suis certain que Robert Kennedy serait mort devant nos yeux, affirme Frank Ragano, si nous n'étions pas intervenus[124]. » Bobby Kennedy, le visage rougi, quitte la pièce sans un mot. L'agression est pour le moins extraordinaire – il est inhabituel qu'un ministre risque sa vie au sein même de son ministère – mais elle est révélatrice de la haine tenace entre les deux hommes. Bobby Kennedy ne porte pas plainte, probablement pour éviter que l'affaire ne devienne un scandale national.

Le 23 juillet, Frank Ragano déjeune avec Jimmy Hoffa à Washington, quelques heures avant de rejoindre Santo Trafficante et Carlos Marcello à La Nouvelle-Orléans afin de discuter, à nouveau, de prêts venant du fonds de pension des Teamsters. Le syndicaliste lui dit avec amertume : « Il faut faire quelque chose. Le temps est venu que ton ami [Santo Trafficante] et Carlos [Marcello] s'occupent de lui, tuent ce fils de pute de John Kennedy. Cela doit être fait. Prends soin de leur dire ce que je viens de te dire. Il faut arrêter les conneries. Nous sommes à court de temps – il faut faire quelque chose[125]. » Frank Ragano n'en croit pas ses oreilles et ne parvient pas à prendre vraiment au sérieux la requête de son client. Il n'en rapporte pas moins les propos de Jimmy Hoffa aux deux chefs de la Mafia dès le lendemain, le 24 juillet, lors d'un dîner à l'hôtel Royal Orleans. En guise de réponse, il s'attend à un fou rire de Carlos Marcello et Santo Trafficante devant l'énormité de la demande. Il n'en est rien et leur réaction le trouble au plus haut point : « L'expression de leur visage fut glaciale. Leur réserve fut un signal qu'il s'agissait d'un sujet gênant, un sujet dont ils étaient réticents à parler. Durant une seconde, j'interprétai leur silence mutuel comme de l'embarras car j'avais pénétré à l'aveugle dans un champ de mines où je n'avais pas le droit d'entrer : sans le savoir, l'idée de tuer le Président leur avait déjà sérieusement traversé l'esprit. […] Aucun d'entre nous n'a plus jamais reparlé de l'incroyable demande de Jimmy Hoffa[126]. »

Après le 22 novembre 1963, Frank Ragano se souvient des manifestations de joie de Jimmy Hoffa et de Santo Trafficante ; ce qui en soi ne signe pas leur culpabilité, tout au plus leur soulagement de voir disparaître l'un de leurs pires ennemis, avec par ailleurs la conviction que le successeur de Jack Kennedy, Lyndon B. Johnson, va se débarrasser de Bobby. À tort ou à raison, Jimmy Hoffa se sent cependant en dette : « Je te l'avais dit, confesse-t-il à Frank Ragano, qu'ils pouvaient le faire. Je n'oublierai jamais ce que Carlos et Santo ont fait pour moi[127]. » Deux semaines plus tard, Frank Ragano rencontre Carlos Marcello et Santo Trafficante afin d'évoquer à nouveau des prêts émanant du fonds de pension qui tardent à se concrétiser. Carlos Marcello a alors ce propos plein de sous-entendus : « Quand tu verras Jimmy, tu lui diras qu'il a une dette et qu'il me doit beaucoup[128]. » Encore plus troublante est la mise en garde que Santo Trafficante adresse à Frank Ragano en 1966, alors que ce dernier prend son confrère Melvin Belli pour le défendre dans une procédure en diffamation qu'il veut intenter contre le magazine *Time*. Melvin Belli est célèbre depuis qu'il a défendu Jack Ruby en 1964 dans le procès de l'assassinat de Lee Harvey Oswald. Mi-menaçant, mi-protecteur, Santo Trafficante le prévient fermement : « Che, quoique tu fasses, ne lui pose pas de questions à propos de Jack Ruby. Ne sois pas impliqué. Ce ne sont pas tes affaires[129]. » Malgré la tentation de

connaître le dessous des cartes, Frank Ragano réfrène sa curiosité et ne pose donc aucune question à Melvin Belli.

En mars 1987, alors qu'il est à l'article de la mort, Santo Trafficante supplie son ex-avocat, avec qui il est en froid désormais, de venir l'écouter. Il est en veine d'ultimes confessions. Il commence par un regret, se remémorant l'épisode orgiaque de 1957 à l'hôtel Commodor de La Havane dont nous avons parlé précédemment : « Ce Bobby a pourri ma vie et celle de mes amis. La plus grande erreur de ma vie fut de ne pas avoir pris de photos du Président quand il était à Cuba ; ce fut une grosse erreur[130]. » Puis revenant sur les événements du 22 novembre 1963, il signe en quelques phrases l'assassinat : « Qui aurait pensé qu'un jour il deviendrait président et qu'il nommerait son putain de frère ministre de la Justice ? Putain de Bobby. Je pense que Carlos [Marcello] a merdé en s'occupant de Giovanni – peut-être aurait-il fallu que ce fût Bobby[131] » [Giovanni en italien c'est John]. Puis, Santo Trafficante avoue encore à plusieurs reprises, en sicilien cette fois, en répétant : « *Carlos é futtutu. Non duvevamu ammazzari a Giovanni. Duvevamu ammazzari a Bobby* », autrement dit : « Carlos est foutu. Nous n'aurions pas dû tuer John. Nous aurions dû tuer Bobby. » Sonné, Frank Ragano analyse cet aveu, incroyable pour un taiseux tel Santo Trafficante, comme le résultat d'une « fierté perverse » à avoir réussi à faire assassiner un président. À la fin de ses mémoires, il se dit convaincu d'avoir pu rester en vie durant toutes ces années, au contact de tels requins, pour une seule raison : ne jamais avoir posé de questions trop sensibles à ses « amis », en particulier sur l'assassinat de Kennedy. Comme le soulignent les historiens David Kaiser[132] et John H. Davis[133], la crédibilité du témoignage de Frank Ragano est grande, car ses affirmations sont corroborées par les propos quasi identiques rapportés par d'autres témoins de premier plan : José Aléman, Edward Grady Partin et Edward Becker. G. Robert Blakey, l'homme-orchestre du HSCA, parvient à une conclusion identique dans son livre *Fatal Hour*[134]. En revanche, le coauteur de Frank Ragano, le journaliste Selwyn Raab, se montre plus circonspect. Il estime que « Santo Trafficante se vantait probablement et essayait de s'attribuer le mérite du meurtre dans une tentative pathologique de démontrer la puissance de la Mafia[135] ». À voir…

Frank Sheeran, syndicaliste et associé de la Mafia, surnommé par ses amis « l'Irlandais » (« *the Irishman* »), raconte le véritable jeu de piste auquel il est soumis quelques jours avant le 22 novembre 1963[136]. Jimmy Hoffa lui enjoint d'aller voir son ami Russell Bufalino, le boss de Pennsylvanie, qui l'envoie immédiatement à New York rencontrer le capitaine de la Famille Genovese et syndicaliste Teamsters, Tony Provenzano. Ce dernier lui remet un sac marin qu'il n'a pas besoin d'ouvrir, explique-t-il, pour sentir qu'il contient des fusils ;

ancien combattant durant la Seconde Guerre mondiale et assassin régulier pour la Mafia, il connaît les armes. Avec le sac, il doit se rendre à Baltimore pour le remettre à David Ferrie, « *Carlos's pilot* » selon son expression, qui est accompagné par un membre ou un associé de la Famille des Genovese. Frank Sheeran ne comprendra le sens de cette transaction discrète qu'après le 22 novembre 1963, non sans frayeur, puisqu'il réalisera alors qu'il a participé sans le savoir à l'assassinat du Président. Vers 1975, Frank Sheeran tente de faire comprendre à Jimmy Hoffa que sa volonté de reprendre la direction des Teamsters et ses déclarations intempestives vont lui coûter la vie. En pleine hubris, Jimmy Hoffa s'emporte, fait allusion à l'épisode du sac de marin et propose une synthèse saisissante des événements des 15 dernières années :

> « Ce n'est que la partie visible de l'iceberg, la pointe de l'iceberg. Laisse-moi te dire – Dallas, tu as entendu ce mot ce soir ? Tu te souviens du paquet que tu as apporté à Baltimore ? Je ne le savais pas à l'époque, mais il s'avère que c'étaient des fusils de grande puissance pour l'assassinat de Kennedy à Dallas. Ces stupides salauds ont perdu leurs propres fusils dans le coffre d'une Thunderbird qui s'est accidentée quand leur chauffeur s'est saoulé. Ce pilote pour Carlos a participé à la livraison des pièces de rechange que vous avez apportées. Ces enfoirés nous ont utilisés tous les deux dans cette affaire. Nous avons été des pigeons. Qu'est-ce que tu en penses ? Ils avaient de faux flics et de vrais flics impliqués. Les flics de Jack Ruby étaient censés s'occuper d'Oswald, mais Ruby a tout gâché. C'est pourquoi il a dû aller finir le travail sur Oswald. S'il ne s'était pas occupé d'Oswald, que penses-tu qu'ils lui auraient fait – ils auraient mis Ruby sur un croc de boucher. Ne te fais pas d'illusions. Santo [Trafficante], Carlos [Marcello], Giancana et certains de leurs éléments, ils étaient tous dans le coup pour Kennedy. Tous ces personnages étaient de la baie des Cochons. Ils avaient même un complot pour tuer Castro avec Momo [Giancana] et Roselli[137]. »

En 1999, le mafieux Bill Bonanno, fils du boss Joe Bonanno et un temps chef de la Famille du même nom, publie un livre de souvenirs : *Bound by Honor*[138], dans lequel il relate une confession de Johnny Roselli, faite alors que les deux hommes sont incarcérés ensemble au début des années 1970. Johnny Roselli lui avoue que l'assassinat de John F. Kennedy fut une opération menée par la Mafia, en l'occurrence par Sam Giancana et lui. Johnny Roselli affirme avoir été l'un des quatre hommes sur place, à Dealey Plaza, avec le « *patsy* » (« pigeon ») qu'il ne nomme pas, et, surtout, le tireur fatal sur le Président. Bill Bonanno est sidéré par ces révélations. Cependant, son père Joe l'avait déjà entraîné sur cette piste lors de leurs conversations : « Mon père m'avait souvent dit que l'assassinat de Kennedy ne se serait jamais passé s'il y avait eu une commission fonctionnant, capable de servir de médiateur pour les plaintes des différents boss en colère contre JFK et Bobby[139]. » Au final, Bill Bonanno reprend à son compte la thèse mafieuse, fruit, dit-il, d'une « colossale arrogance qui a conduit certains dans notre monde à croire qu'ils pouvaient prendre la main sur le gouvernement comme s'il s'agissait juste d'une autre Famille[140]. »

Au fil des années, Johnny Roselli se met à beaucoup parler[141]. Via l'avocat

Edward P. Morgan, puis en direct, le mafieux se confie de 1967 à 1976 aux journalistes Jack Anderson et Drew Pearson qui en tirent des articles à succès (2 et 3 mars 1967 ; 18 et 19 janvier 1971) établissant un lien entre l'assassinat de John F. Kennedy et les complots conjoints de la CIA et de la Mafia. Ces révélations mêlant le vrai et le faux poursuivent deux objectifs. Le premier est de brouiller les pistes sur l'implication de la Mafia en accusant le régime castriste : Fidel Castro aurait ordonné l'assassinat en représailles (« *retaliation ; back fire* ») aux complots contre lui organisés par la CIA et la Mafia ; une équipe de tueurs, infiltrée en mars 1963 à Cuba via la base de Guantanamo, devait assassiner Fidel Castro avec des fusils de précision en se positionnant sur le toit d'un immeuble de La Havane ; arrêtés par les forces de sécurité cubaines, ils auraient avoué sous la torture l'origine du complot, puis auraient été retournés et, leurs cerveaux lavés, ils se seraient mis au service du régime castriste pour assassiner Jack Kennedy. Ce premier objectif est donc une entreprise de désinformation qui doit détourner l'attention de la Mafia vers le régime castriste, mais cette stratégie est risquée. Le second objectif est de faire pression sur la CIA de Richard Helms afin de desserrer l'étau judiciaire pesant sur lui (affaire du Friar's Club) et d'empêcher son expulsion du territoire américain. Au-delà, et à cause de ses indiscrétions en direction de la presse, Johnny Roselli est convoqué devant la commission Church qui enquête sur les activités illégales de la CIA. Le 24 juin 1975, il relate l'histoire des complots communs de la CIA et de la Mafia pour assassiner Fidel Castro, et le 23 avril 1976, il développe sa théorie des « représailles » de Castro contre Kennedy pour expliquer l'assassinat, tout en reconnaissant qu'il ne dispose d'aucun élément factuel pour l'étayer. Il est convoqué une troisième fois, mais il est assassiné avant de pouvoir comparaître à nouveau. Il est intéressant de noter que son ami Fred Black l'a averti, peu avant, que Santo Trafficante avait placé un contrat sur sa tête, et que des « Cubains étaient après lui » suite à ses bavardages.

Selon G. Robert Blakey, Johnny Roselli se confie aussi en privé à son avocat Tom Wadden et au journaliste Jack Anderson pour raconter une histoire un peu différente[142]. Selon ces « aveux » privés, Johnny Roselli soutient qu'en réalité ce sont les hommes de Santo Trafficante, impliqués dans les complots de la CIA pour tuer Fidel Castro, en l'occurrence des Cubains, qui ont assassiné John F. Kennedy ; le tir fatal a été effectué à « courte distance » (« *short/close range* »), en plus du tir par-derrière de Lee Harvey Oswald depuis le 6^{e} étage du Texas School Book Depository ; Oswald a servi de « leurre » (« *decoy* ») et Jack Ruby, un simple « voyou » (« *punk* »), a ensuite agi sur ordre pour le faire taire. Selon Johnny Roselli, une équipe avait bien été envoyée dans le cadre des complots avec la CIA pour tuer Fidel Castro, mais elle fut capturée et ses

membres torturés ; Castro et Trafficante avaient ensuite formé une alliance pour tuer Kennedy. Le HSCA examinera les déclarations sinueuses de Johnny Roselli et les trouvera difficiles à évaluer. Cependant, selon G. Robert Blakey, dans le détail de l'opération, et hormis la thèse d'un ordre de Fidel Castro, les affirmations de Johnny Roselli à l'avocat Edward P. Morgan et à Jack Anderson sont corroborées en 1979 par le rapport du HSCA[143]. Il n'est pas indifférent de noter que Johnny Roselli rencontre Jack Ruby en octobre 1963, à deux reprises, à chaque fois sous la surveillance du FBI.

Si Sam Giancana, le chef de la Famille de Chicago, n'a pas formellement laissé de mémoires, son frère Chuck le fait parler dans un livre de souvenirs, *Double Cross*, publié en 1992. Chuck place dans la bouche de son frère nombre de propos invérifiables, mais cohérents. Sur le tard, Sam Giancana aurait endossé la paternité de l'assassinat de John F. Kennedy, selon un scénario que l'évolution de l'historiographie rend aujourd'hui crédible[144]. L'articulation du complot est complexe. Johnny Roselli sert de liaison avec Santo Trafficante, Carlos Marcello, Jimmy Hoffa et la CIA. À la manœuvre sur le terrain pour les aspects logistiques de l'attentat, il y a Jack Ruby qui a développé ses relations avec la police de Dallas et avec Lee Harvey Oswald qui est un agent de la CIA ; ce dernier travaille aussi depuis longtemps avec la Mafia – les Familles de La Nouvelle-Orléans et de Chicago, et avec « la communauté du renseignement » (Office of Naval Intelligence, CIA) à la fois dans des opérations d'espionnage (sa fausse défection en URSS, etc.), puis dans les complots anticastristes (débarquement de la baie des Cochons, projets d'assassinat contre Fidel Castro) ; il est « traité » et manipulé par David Ferrie, Guy Banister et George De Mohrenschildt, trois hommes œuvrant à la fois pour la CIA et la Mafia, pour devenir un parfait « pigeon » lors de l'assassinat de Kennedy. L'argent pour financer l'attentat provient de riches millionnaires du Texas aux idées d'extrême droite. De manière plus dérangeante et invérifiable, Sam Giancana affirme que la « conspiration » remonte « directement au sommet de la CIA », avec des cadres en service ou en retraite, tel l'ex-directeur adjoint Charles P. Cabell (dont le frère est le maire de Dallas !) alors employé par Robert Maheu.

Selon lui, « la ligne de démarcation entre l'*Outfit* et la CIA » est floue. De même, toujours selon Sam Giancana, Richard Nixon et Lyndon B. Johnson étaient au courant du projet. Cet assassinat politique, précise-t-il, ne fut pas différent de tous ceux menés par la CIA à l'étranger. Pour le chef de la Famille de Chicago, « le 22 novembre 1963, les États-Unis ont subi un coup d'État, c'est simple »[145]. Chuck Giancana prétend avoir appris de son côté, par ses propres relations dans l'*Outfit*, la composition des équipes de tueurs sur le terrain à Dealey Plaza : deux hommes de Carlos Marcello, Charles Harrelson et Jack

Lawrence ; deux Cubains de Santo Trafficante ; trois hommes de Sam Giancana : Richard Cain, Chuckie Nicoletti et Milwaukee Phil, trois anciens de l'épisode de la baie des Cochons ; enfin des « hommes de la CIA », les policiers de la ville de Dallas, J. D. Tippit, Roscoe White[146] et Frank Fiorini/Sturgis ainsi que Lee Harvey Oswald.

L'histoire de la stripteaseuse Karen Carlin mérite aussi d'être rappelée. Le matin du 24 novembre, Jack Ruby se construit un alibi et un scénario afin d'expliquer pourquoi il se trouvait aux abords du siège de la police de Dallas : il porte une arme car il doit retirer une importante somme d'argent pour payer son avocat, suite à un litige avec le fisc ; sa banque se trouve comme par hasard aux abords du siège de la police ; sur un coup de tête, et afin de venger la famille Kennedy, il s'y rend et tombe par hasard sur Lee Harvey Oswald qui est en plein transfèrement vers une prison. Pour mettre au point ce scénario peu crédible, Jack Ruby fait appel à l'une des danseuses nues de son club, Karen Carlin. Après les faits, elle est interrogée par le FBI, puis par la commission Warren ; elle explique qu'elle a peur pour sa vie et qu'elle pense que Jack Ruby a participé à un complot pour tuer Lee Harvey Oswald. Puis, elle disparaît, et il est alors de commune renommée qu'elle serait morte assassinée dans un hôtel de Houston[147]. Pourtant, elle réapparaît en octobre 1992, après avoir vécu trente ans sous une fausse identité. Selon John H. Davis, elle confirme que Jack Ruby lui a demandé de participer à la fabrication de son alibi pour le meurtre prémédité de Lee Harvey Oswald, ordonné selon elle par Carlos Marcello et Santo Trafficante[148].

En 1993, la germano-américaine Marita Lorenz, maîtresse de Fidel Castro et espionne de la CIA, publie aux États-Unis ses mémoires, *Marita*[149]. Elle y décrit une vie d'aventures, peut-être de manière enjolivée, commencée en 1959 à l'âge de 19 ans, lorsque avec son père, commandant d'un paquebot allemand, elle accoste au port de La Havane tout juste tombé aux mains des révolutionnaires. Fidel Castro monte à bord du navire ; Marita et le révolutionnaire ont un coup de foudre. Elle tombe rapidement enceinte et, dans des circonstances troubles, après sept mois et demi de grossesse, la jeune femme est enlevée et droguée par des proches du dictateur ; elle subit une opération chirurgicale, son enfant lui est retiré. Traumatisée, elle s'enfuit aux États-Unis pour y être soignée. Elle y est recrutée par la CIA, en l'occurrence par l'agent contractuel Frank Fiorini/Sturgis, qu'elle a déjà croisé à La Havane quand le mercenaire se battait aux côtés de Fidel Castro. Déjà, à l'époque, il travaille aussi pour la Mafia, en l'occurrence pour Santo Trafficante. La CIA intègre Marita Lorenz dans un programme de formation réservé aux anticastristes préparant l'invasion de Cuba et le renversement du régime ; elle fait partie d'un groupe spécial dit

« Opération 40 » chargé d'assassiner Fidel Castro. Lors d'un retour rocambolesque à Cuba, la CIA lui confie la mission d'empoisonner le dictateur cubain, mais elle échoue : les deux pilules empoisonnées cachées dans un pot de crème se sont dissoutes par accident (1961). Elle repart aux États-Unis, où elle réintègre les groupes armés anticastristes de la CIA et participe à des opérations de vols de bateaux et de trafic d'armes. L'une de ces opérations spéciales déborde du cadre habituel. Elle raconte qu'elle participe, sous la direction de Frank Fiorini/Sturgis, en novembre 1963, à un transport d'armes entre Miami et Dallas. Elle affirme avoir rencontré à cette occasion un groupe d'anticastristes dirigé par la CIA et Frank Fiorini/Sturgis : Gerry Patrick Hemming, Orlando Bosch, Pedro L. Diaz Lanz, les frères Novis, E. Howard Hunt, un certain « Ozzie » et « un petit gros mafieux ». Elle quitte le groupe le 20 ou le 21 novembre. En découvrant les informations dans les jours suivants, elle réalise qu'elle a participé malgré elle aux préparatifs de l'assassinat de John F. Kennedy ; elle identifie alors Lee Harvey Oswald (« Ozzie ») et Jack Ruby (« le petit gros mafieux »). Elle affirme aussi que Frank Fiorini/Sturgis fut l'un des tireurs de Dealey Plaza. Après l'attentat, Marita Lorenz est entendue par les enquêteurs du FBI, puis en 1978 par le HSCA qui ne retient pas son témoignage, faute de pouvoir le corroborer. Les enquêteurs estiment qu'ils n'ont pu recueillir aucune preuve confirmant ses propos. Son témoignage est jugé non crédible (« *believable* »). Tous les mis en cause, dont Frank Fiorini/Sturgis, nient quant à eux avec véhémence devant le HSCA. Dans *The Plot to Kill the President*, G. Robert Blakey et Richard N. Billings réfutent à nouveau son témoignage, mais de manière différente, en expliquant qu'elle n'a pas contribué à sa « crédibilité »[150] en affirmant qu'elle avait rencontré Jacky Ruby la veille de l'attentat. Pourquoi cette précision l'a-t-elle rendue peu « crédible » ? Les deux enquêteurs et auteurs ne l'expliquent pas.

Comprendre la mentalité mafieuse

Mais pour se convaincre de la responsabilité de la Mafia, il faut, au-delà des faits et des témoignages, pénétrer la mentalité mafieuse, comprendre sa vision si particulière du monde et les normes qui en découlent. Il ne s'agit pas ici de justifier ses actes, mais de déchiffrer ses conceptions et perceptions du monde. 4 séries de remarques s'imposent.

D'abord, selon la vision mafieuse, il y a une ligne rouge que les politiciens et les agents de l'État ne peuvent pas franchir impunément. G. Robert Blakey et Richard Billings soulignent ce point avec justesse :

> « Le code [de conduite] va dans les deux sens. Il est bien compris par les procureurs et la police qu'il y a une ligne rouge à ne pas franchir. Tout va bien, dit-on, tant que vous ne "couchez pas avec eux", c'est-à-dire que vous n'acceptez pas de faveurs, ni d'argent, ni de sexe. Pour le procureur, le flic ou tout autre fonctionnaire qui franchit la ligne et prend ensuite des mesures à leur encontre, des représailles guettent. Le monde du fonctionnaire est un monde de lois ; le monde du gangster est un monde de violence ; donc, une fois que le fonctionnaire franchit la ligne, il s'expose à une représaille violente[151]. »

Tant que les officiels – policiers, juges, politiciens – font honnêtement leur métier, ils sont physiquement intouchables. Leur action répressive (vote de lois pénales, interpellations, jugements) relève de leur action légitime et normale : *just business* se disent les mafieux. L'histoire nous renseigne ici utilement pour nous permettre de comprendre la mentalité mafieuse, ainsi que G. Robert Blakey et Richard Billings le soulignent dans leur ouvrage *Fatal Hour*[152]. Dans les années 1930, le procureur Thomas E. Dewey devient célèbre en menant une action vigoureuse contre les gangsters de New York, souvent des associés de la Mafia. L'un d'entre eux, Dutch Schultz, lance un contrat contre lui. Lucky Luciano et les autres chefs de la Mafia de New York estiment qu'un tel assassinat serait désastreux pour le futur de leurs activités, car il exposerait tous les gangsters de la ville à une répression farouche. Le 23 octobre 1935, les

mafieux font donc éliminer Dutch Schultz, deux de ses gardes du corps et son conseiller financier. Dans la mentalité mafieuse, ce qui se joue est clair : le procureur n'a fait que son métier, honnêtement et dans les règles, et son assassinat aurait provoqué des représailles démesurées contre le monde du crime. En revanche, quand un officiel accepte des faveurs (sexe, argent, vote, etc.), il tombe de son piédestal aux yeux de la Mafia, devient illégitime et redevable. Un officiel corrompu ou compromis perd l'immunité qui le préserve de toute forme de rétorsion physique de la part de la Mafia, s'il ne respecte pas son pacte avec le diable. La Mafia considère ainsi que l'on ne passe pas d'un système normatif à l'autre impunément : tant que l'officiel est du bon côté de la loi, il est physiquement intouchable, sinon il prend le risque de se soumettre aux sanctions du monde qu'il a imprudemment intégré. Or, la Mafia a considéré que les Kennedy ont franchi la ligne rouge à de multiples reprises. Leur famille s'est placée en situation de vulnérabilité et éventuellement de représailles. Comme le disent les biographes de Johnny Roselli, « après avoir joui des faveurs de la Mafia, les Kennedy les ont ensuite rejetées »[153]. La conséquence est alors inévitable comme le montre une conversation captée par un micro du FBI en décembre 1961 entre Johnny Roselli et Sam Giancana au cours de laquelle le premier, indigné par l'attitude des Kennedy, dit au second : « Moe [Giancana], change de manière. Baise-les tous. Ils ne connaissent qu'une manière. Maintenant, montre l'autre facette de toi[154]. »

Par ailleurs, l'historien David Kaiser apporte un complément utile à la compréhension de cette mentalité. Il souligne qu'en enrôlant des chefs de la Mafia dans l'assassinat de Fidel Castro à partir de 1960, le gouvernement fédéral américain et la CIA ont fait disparaître dans l'esprit des mafieux toute forme d'inhibition à tuer un chef d'État[155].

La troisième notation à ce propos tient à la question du sentiment de trahison et de double jeu. Les chefs mafieux considèrent que les Kennedy ont trahi le pacte de non-agression qui avait été conclu avant 1960 ; une trahison d'autant plus grave qu'elle a été perçue comme mortelle au vu de l'ampleur des moyens mis en œuvre contre eux pour la première fois dans l'histoire des États-Unis. Plus encore, les mafieux ont aussi considéré, non sans raison parfois, que certains procédés étaient déloyaux car illégaux – expulsions hors des règles (Carlos Marcello), micros clandestins, surveillances relevant du harcèlement (Sam Giancana), etc. – et qu'à ce titre, si le gouvernement fédéral ne respectait plus les règles, ils étaient en droit eux aussi de sortir du *modus vivendi* selon lequel il ne peut exister d'agressions physiques contre les officiels.

Enfin, un quatrième élément d'ordre psychologique, non sans lien avec les trois précédents, s'impose. Des hommes tels Carlos Marcello, Sam Giancana ou

Jimmy Hoffa se sont sentis humiliés et offensés par la dureté et parfois l'illégalité des méthodes employées contre eux. Plus que leur liberté ou leur enrichissement, c'est leur dignité et leur honneur qui, à de nombreuses reprises, leur ont semblé être remis en cause. Les mafieux ont eu le sentiment de perdre la face. Dans leur monde archaïque, le déshonneur appelle obligatoirement la vengeance.

Le mode opératoire comme signature…

La question du mode opératoire n'est pas neutre. En 1963, tout le monde semble avoir oublié l'épisode dont nous avons déjà parlé : l'attentat du 15 février 1933 à Miami ayant provoqué la mort du maire de Chicago Anton Cermak. Le rapport Warren n'y fait allusion qu'une fois, brièvement et hors de propos, sans comprendre qu'il y a pourtant là un parallèle historique majeur à interroger[156]. Le rapport du HSCA ne se montre pas plus clairvoyant, aveugle à tout parallèle historique sur le mode opératoire, considérant au demeurant que Giuseppe Zangara visait Franklin D. Roosevelt et non Anton Cermak[157]. De la même manière, la plupart des analystes dans les décennies suivantes ignorent ce précédent[158]. Pourtant, quand on compare le mode opératoire de ces deux attentats à trente ans de distance (1933-1963), les similitudes sont nombreuses et interrogent : un président démocrate (Franklin D. Roosevelt/John F. Kennedy) en déplacement dans un État du Sud (Floride/Texas), circulant à l'arrière d'un véhicule décapoté, au milieu d'une foule en liesse ; un tireur présenté comme solitaire et déséquilibré, avec un passé militaire (Giuseppe Zangara/Lee Harvey Oswald) ; un mobile politique tout de suite mis en avant (anarchisme ; communisme/soviétisme) ; un tireur qui doit « disparaître » rapidement pour éviter tout témoignage intempestif, éliminé par des affidés de la Mafia (« Three Fingers » Jake White et Frankie Rio/Jack Ruby) ; un mobile mafieux qui émerge immédiatement, sous le manteau ; le tout dans le contexte d'une Mafia en pleine hubris.

Le parallèle est troublant. De même, comme nous l'avons noté précédemment, Sam Giancana affirme-t-il à son frère Chuck en 1936 que le sénateur démocrate de Louisiane Huey P. Long meurt assassiné par la Mafia (1935) selon un mode opératoire présentant là aussi des ressemblances : par un « tireur solitaire » et « déséquilibré », Carl Weiss, immédiatement abattu par les gardes du corps du sénateur. Le futur chef de la Famille de Chicago précise que

la technique consistant à faire assumer la responsabilité de l'assassinat politique à un « pigeon », « bon tireur et endetté jusqu'au cou » est « aussi vieille que les collines de Sicile »[159]. Évidemment, comparaison n'est pas raison et une troublante similitude ne constitue pas une preuve. Pourtant, il convient de rappeler que la Mafia, en tant que société secrète, a démontré au cours de son histoire qu'elle sait entretenir une mémoire longue des événements et des hommes. Dans le monde criminel, un mode opératoire qui a fait ses preuves est toujours dupliqué par ses inventeurs. C'est pourquoi il est souvent une signature ; encore faut-il savoir la déchiffrer.

Par ailleurs, la Mafia, en la personne de Johnny Roselli, s'est peut-être essayée au mode opératoire du 22 novembre 1963 au Guatemala, en 1957. La CIA, le département d'État et la société United Fruits organisent un coup d'État en juin 1954 contre le président démocratiquement élu, Jacobo Arbenz, et porte au pouvoir un colonel malléable, Carlos Castillo Armas ; parmi les cadres de la CIA impliqués, certains, tels David Atlee Phillips et David Sanchez Morales, seront à la manœuvre quelques années plus tard lors des opérations anticastristes. Le Guatemala s'ouvre alors aux appétits de Johnny Roselli et de Carlos Marcello – dont le faux certificat de naissance, rappelons-le, vient de là, avec la complicité d'une partie de la haute hiérarchie militaire. En coulisses, Johnny Roselli joue un rôle central dans la vie du pays : il est au cœur de toutes les intrigues. Ses liens avec la CIA sont forts ; d'ailleurs, la société de La Nouvelle-Orléans dont le mafieux représente les intérêts au Guatemala, la Standard Fruit, concurrente de la United Fruits, est elle aussi une tête de pont de la CIA. Toutefois, l'arrivée de l'industrie du jeu sous l'égide de la Mafia déplaît à l'honnête colonel Carlos Castillo Armas qui veut lui porter un coup d'arrêt, ce qui provoque, semble-t-il, son assassinat en juillet 1957. L'acte est commis par un de ses gardes du corps, Romeo Vasquez Sanchez, qui est retrouvé mort sur place, suicidé. La presse le décrit comme un « communiste fanatique solitaire »[160]. Mais ce scénario apparaît a posteriori comme suspect. Un autre scénario prend corps ainsi que le suggère Lamar Waldron : le « solitaire » Romeo Vasquez Sanchez n'aurait été que le pigeon d'un complot orchestré par la Mafia et une faction corrompue de l'État guatémaltèque[161]. La leçon sera retenue[162]. Il faut également rappeler que selon le témoignage du Teamster Edward Grady Partin, Jimmy Hoffa expose en 1962 un projet d'attentat contre Bobby Kennedy dont le mode opératoire sera en tout point semblable à celui du 22 novembre 1963. Ces similitudes n'échappent pas au rapport du HSCA.

La question du mode opératoire est d'autant plus importante que l'attentat du 22 novembre 1963, comme on le découvrira tardivement, est précédé de deux autres tentatives dans les trois semaines précédentes, comportant là aussi de

troublantes ressemblances. Cependant, les témoignages montrent que Kennedy est alors particulièrement fataliste sur le sujet, et étonnamment prophétique sur le mode opératoire, à l'instar de sa remarque à un proche collaborateur, Kenneth O'Donnell, le 22 novembre 1963 au matin : « … Si quelqu'un voulait vraiment tirer sur le Président… ce ne serait pas un travail très difficile – tout ce qu'il faudrait faire serait de monter sur un bâtiment haut avec un fusil télescopique, et personne ne pourrait rien faire pour se défendre contre une tentative[163]. » En réalité, sa remarque ne tombe pas du ciel. Il est moins prophète que probablement bien renseigné. Il est en effet informé de faits inquiétants, mais qui seront dissimulés dans leurs détails durant longtemps. Quels sont-ils ?

Dans les semaines précédant le 22 novembre, Kennedy fait en effet l'objet de deux tentatives d'assassinat : à Chicago (Illinois) le 2 novembre, puis à Tampa (Floride) le 18 novembre. À l'époque, ces deux événements sont tus pour des raisons touchant à la sécurité nationale et à la gestion de la campagne électorale. De manière étonnante, le rapport de la commission Warren (1964) n'évoque pas ces tentatives qui, pourtant, précèdent de peu Dallas. Cette faille béante du rapport Warren interroge. En revanche, en 1979, le rapport du HSCA documente les deux projets, mais de manière incomplète, en raison de l'obstruction du Secret Service se manifestant par des destructions d'archives et des témoignages lacunaires. Il faut attendre vingt ans encore pour en connaître les détails, grâce en particulier aux travaux de Lamar Waldron[164]. Toutefois, bien que manifestement ignorant de tous les détails, le HSCA se montre perplexe face à ces deux projets avortés. Le rapport souligne ainsi qu'en novembre 1963 les informations relatives à ces événements ne sont pas transmises aux responsables de la sécurité du Président, à Dallas[165]. Surtout, le HSCA est troublé par des similitudes nombreuses entre ceux-ci et celui du 22 novembre[166], listées par Lamar Waldron[167], comme si Chicago et Tampa n'avaient été que des tentatives avortées avant le séisme de Dallas. Toutefois, ils demeurent aujourd'hui encore nébuleux tant leur dissimulation a été profonde[168]. Que croit-on savoir ?

À Chicago, le 2 novembre, le cortège présidentiel en automobile découverte est annulé à la dernière minute. Cette annulation s'explique par deux menaces concomitantes. D'abord, comme le raconte l'agent du Secret Service Abraham Bolden[169], le FBI prévient de manière elliptique le service de Chicago qu'une équipe de quatre hommes doit assassiner le président des États-Unis le 2 novembre avec des fusils de longue portée. Deux d'entre eux, des exilés cubains, sont interpellés puis relâchés faute de preuves et les deux autres restent apparemment non identifiés. Le HSCA reprend le récit d'Abraham Bolden et se heurte étrangement au silence du Secret Service. En parallèle, ce dernier apprend

qu'un certain Thomas Arthur Vallee, opposant déclaré à Kennedy, est en possession d'armes automatiques. Son profil – un ex-Marine, aimant les armes, solitaire, aux opinions d'extrême droite, au passé psychiatrique avéré, proche des milieux anticastristes, etc. – inquiète d'autant plus qu'il travaille dans un immeuble de grande hauteur de Jackson Street, qui surplombe le parcours théorique du cortège présidentiel. Il est interpellé par la police, entendu et relâché faute de preuves le 2 novembre, mais, étrangement, ni le FBI ni le Secret Service ne le questionnent. Le HSCA précise que le Secret Service note « la similitude entre son passé [Vallee] et celui de Lee Harvey Oswald[170] ». Les deux menaces sont-elles sans lien ou bien, après l'attentat commis par « la bande des quatre », Thomas Arthur Vallee devait-il en porter la responsabilité, à la manière d'un Oswald ? On imagine alors le scénario : le Président est visé par « la bande des quatre » alors que sa limousine ralentit en passant devant l'immeuble/entrepôt où Vallee travaille depuis peu. Le HSCA se pose la question et précise que l'agent Abraham Bolden « se souvient avoir entendu le nom de Vallee en lien avec l'affaire de Chicago en 1963 »[171]. Manifestement, ces deux menaces à Chicago brûlent les doigts des agences fédérales.

À Tampa, la police est laissée dans l'ignorance des événements de Chicago. Mais elle est tout de même sur la brèche. Le 9 novembre, Joseph A. Milteer, un anticommuniste et ségrégationniste militant, tient des propos inquiétants à son ami William Somersett, un informateur de la police de Miami qui enregistre secrètement la conversation. Il affirme qu'un attentat se prépare pour assassiner le Président à l'aide d'un fusil de « grande puissance », du haut « d'un immeuble de grande hauteur », lors du cortège ; le tir aura lieu au moment où sa voiture doit ralentir ; ensuite, les autorités arrêteront un suspect dans les heures suivant le crime, qui jouera le rôle de pigeon, afin de brouiller les pistes[172] ; l'attentat est planifié de telle sorte qu'il implique les communistes ou Fidel Castro. En raison de ces informations, la visite du Président est revue dans son format au moment où il arrive sur place, le 18 novembre. JFK doit se contenter d'un seul discours et la durée de la parade en voiture décapotable est ramenée à 40 minutes ! Étrangement, le FBI ne semble pas s'intéresser aux faits. Le suspect a, quant à lui, un parcours et des relations qui interrogent. C'est un proche de Santo Trafficante ; les deux hommes sont réunis par leur action au sein des groupes anticastristes et dans des trafics d'armes et de stupéfiants en Floride. Il connaît également Guy Banister et David W. Ferrie, avec lesquels il partage les mêmes obsessions ségrégationnistes. Joseph Milteer est aussi en relation avec Jack Ruby pour des affaires de trafics d'armes et de stupéfiants, et avec Nofio Pecora, un des adjoints de Carlos Marcello. Après le 22 novembre 1963, il est questionné à nouveau par son ami William Somersett. Il lui affirme que Lee Harvey Oswald

ne parlera pas car il ne sait rien, qu'il n'a aucun lien avec Moscou ou des leaders communistes ; et il prédit même qu'à terme Bobby Kennedy démissionnera et que Lyndon B. Johnson choisira un nouvel *Attorney General*. Selon Joseph A. Milteer, l'attentat ne vient pas seulement de « l'extrême droite mais d'hommes qui pouvaient se permettre de contribuer »[173] et cite un nom : Leander H. Perez, une figure du Parti démocrate en Louisiane.

Les similitudes entre ces projets d'attentats et celui réussi de Dallas ne sont probablement pas le fruit du hasard ; ces tentatives prennent tout leur sens avec les confessions de Carlos Marcello à son codétenu et informateur du FBI, Jack Van Laningham : les attentats sont liés, car tous organisés par la Mafia. Il y avait un plan A (Chicago), puis un plan B (Tampa) et un plan C (Dallas), avec pour chacun un bouc émissaire potentiel. Ce sont trois villes dominées par la Mafia à travers un boss emblématique acharné à la perte des Kennedy : Sam Giancana (Chicago), Santo Trafficante (Miami/Tampa) et Carlos Marcello (Dallas). Si les Américains avaient eu connaissance de ces tentatives avortées à Chicago et à Tampa, une évidence se serait rapidement imposée : ils n'auraient jamais accepté la thèse du tireur solitaire de la commission Warren et du FBI.

Destins funestes !

L'assassinat de JFK ne porte pas chance à nombre de protagonistes et témoins majeurs de cette affaire d'État. Certains d'entre eux, en effet, meurent violemment dans les jours ou les années qui suivent, alors que leurs déclarations auraient pu être décisives pour approcher la vérité. Évidemment, ces morts ne signifient rien en elles-mêmes : corrélation n'est pas causalité et, sur la durée, d'un simple point de vue statistique, il est normal que des individus, qui plus est évoluant dans un monde dangereux, meurent de manière violente ; l'idée qu'il y aurait eu une surmortalité homicide autour des protagonistes de l'affaire Kennedy n'est donc pas établie. Pour autant, leur survenance ne peut être ignorée et n'est probablement pas le fait du hasard pour quelques-uns d'entre eux. Ces assassinats suspects et ces morts douteuses ont été des faits déterminants pour l'enfouissement quasi définitif de la vérité, quels que soient leurs mobiles respectifs. Il est possible en effet que leur survenance n'ait aucun rapport avec l'assassinat de Jack ; il n'en demeure pas moins que leur concomitance n'est ni anodine, ni sans conséquence. Ces morts suspectes sont nombreuses et nous ne citons ici que les plus significatives[174].

Il y a évidemment le « tireur isolé », Lee Harvey Oswald, tué dès le 24 novembre par Jack Ruby. Son décès prématuré est la clé du mystère entourant l'assassinat du 35e président des États-Unis ; s'il avait vécu et qu'un procès avait pu se tenir, les zones d'ombre entourant cette tragédie auraient été dissipées au fil des investigations et de son témoignage. Jack Ruby aurait eu, lui aussi, beaucoup à dire, mais il meurt le 3 janvier 1967 d'un cancer, alors qu'il avait fait appel de la sentence à la peine capitale prononcée contre lui en 1964 pour l'assassinat de Lee Harvey Oswald. Le 22 février 1967, David W. Ferrie meurt à son tour d'une hémorragie cérébrale suspecte ; il a laissé deux notes non signées annonçant son suicide[175] ! Robert Kennedy est tué le 6 juin 1968 par un autre « tireur isolé » et « dérangé », Sirhan Bishara Sirhan ; là aussi, comme nous le

verrons, la thèse du tireur solitaire questionne.

Sam Giancana est assassiné le 19 juin 1975 de 7 balles – 1 dans la tête, puis 1 dans la bouche et 5 dans la gorge – alors qu'il se trouve à son domicile de Oak Park (Illinois), surveillé en principe par le FBI. Il devait témoigner dans les jours suivants devant la commission Church. De nombreux mobiles sont avancés pour déchiffrer cet assassinat : une tentative de reprise de pouvoir au sein de l'*Outfit* après ses années passées à l'étranger qui aurait mécontenté ses pairs ; son incapacité à faire profiter ses amis de la Mafia de ses nouveaux investissements dans les casinos en Iran, en Amérique centrale et dans les Caraïbes, etc. Le mode opératoire est probablement éclairant, comme le suggère l'avocat Frank Ragano[176]. Pour la Mafia, une balle dans la gorge signifie que la victime a parlé et une balle dans la bouche implique qu'elle ne parlera plus. Il se dit convaincu que Sam Giancana a été éliminé pour l'empêcher de parler d'un « secret de famille » et ils sont nombreux : l'assassinat de Kennedy, les opérations anticastristes, etc.

Peu après, le 30 juillet 1975, Jimmy Hoffa, l'ex-président du syndicat des Teamsters, sorti de prison le 23 décembre 1971, « disparaît », son corps ne sera jamais retrouvé. Il a été assassiné par la Mafia, probablement à l'instigation d'Anthony Provenzano, capitaine de la Famille Genovese et vice-président des Teamsters. Devenu bavard et incontrôlable, il inquiète la Mafia à double titre[177]. D'abord, il menace d'écrire une autobiographie, *Hoffa, The Real Story*. Que va-t-il révéler ? Son coauteur est Oscar Fraley qui a déjà coécrit l'histoire d'Eliot Ness, *The Untouchables*. Jimmy Hoffa est alors en pleine tentative de reconquête de la présidence des Teamsters et pour cela, en pur démagogue oublieux de ses propres turpitudes passées, il décide d'endosser le personnage du chevalier blanc en dénonçant la corruption du syndicat par la Mafia et les fraudes massives autour des prêts ! Cette perspective est inenvisageable pour la Mafia et la nouvelle direction des Teamsters emmenée par Frank Fitzsimmons. Les craintes de ses anciens amis sont fondées puisqu'on lira dans ses mémoires parus après sa « disparition » : « J'accuse [Frank Fitzsimmons] d'avoir consenti de vastes prêts du fonds de pension des Teamsters milliardaire à des mafieux connus[178]. » Ensuite, Hoffa, qui veut à tout prix reprendre le poste de président du syndicat, moins pour l'argent que par goût immodéré du pouvoir, ne comprend pas qu'il a perdu beaucoup de ses alliés au sein de la Mafia. Il s'estime quasi-propriétaire des Teamsters, alors que *Cosa Nostra* n'a plus besoin de lui, ayant trouvé un remplaçant moins bruyant et très complaisant pour la direction de l'IBT en la personne de Frank Fitzsimmons, Teamster historique. Enfin, et surtout, si l'on en croit Dan E. Moldea, l'assassinat de Jimmy Hoffa s'expliquerait moins par ses velléités de retour au pouvoir que par ce qu'il risque

de révéler des complots contre Fidel Castro et des secrets sur l'assassinat de John F. Kennedy[179].

Le 9 août 1976, le corps en décomposition de Johnny Roselli est retrouvé dans un tonneau en acier rempli de fuel, flottant près de Miami. Il a disparu depuis le 28 juillet, après un déjeuner avec sa sœur. Depuis quelque temps, le mafieux, qui a toujours été un peu trop disert au grand dam de ses pairs, spécule ouvertement sur l'assassinat de Kennedy et les opérations anticastristes. Ses auditions devant la commission Church en 1975 et 1976 créent l'émoi parmi les mafieux, en particulier chez Santo Trafficante. Il est aussi suspecté par ses amis d'avoir coopéré avec la justice en répondant en 1970 à des questions d'un grand jury sur les propriétaires cachés du Frontier Hotel de Las Vegas. Les auteurs de l'assassinat demeurent inconnus, mais il semble au final que la Commission ait décidé de son sort. Quoi qu'il en soit du mobile exact, entre 1975 et 1977, Johnny Roselli est le troisième témoin de la commission Church à être assassiné. Sa mort, comme celle de Sam Giancana, peut aussi s'expliquer par un mobile trivial, non exclusif des autres : le nouveau chef de l'*Outfit*, Joseph Aiuppa, les a toujours détestés. Deux mafieux de la Famille de Chicago, souvent cités comme ayant été au cœur de l'assassinat de John F. Kennedy, sont aussi assassinés pour des raisons inconnues : Richard Cain, le 20 décembre 1973, et Charles Nicoletti, le 29 mars 1977, ce dernier alors qu'il est convoqué pour témoigner devant le HSCA ; si l'on en croit le livre de Sam et Chuck Giancana *Double Cross*, Sam Giancana leur aurait affirmé que ces deux mafieux étaient les vrais tireurs le 22 novembre 1963.

Reste un dernier cas, probablement le plus intrigant. Il s'agit de celui de Melba Christine Marcades, alias Rose Cheramie. Prostituée et héroïnomane, elle se fait connaître lorsqu'elle est découverte à l'âge de 34 ans au bord d'une route de Louisiane par la police, gravement blessée après avoir été percutée par un camion dans la nuit du 20 au 21 novembre 1963. Elle est transportée à l'hôpital. Elle déclare au lieutenant de police Francis Fruge qui l'interroge, puis à deux médecins et des infirmières de l'hôpital que les deux « Italiens » qui l'accompagnaient pour se rendre à Dallas allaient assassiner le Président pour le compte du crime organisé de La Nouvelle-Orléans. Elle complète son récit le 25 novembre, mais avec des détails qui viennent, pour certains, en atténuer la crédibilité. Elle cite parmi les comploteurs un certain « Jack Rubenstein » (en fait, Jack Ruby), dirigeant d'un réseau de trafic d'héroïne au Texas dont elle dit faire partie ; elle précise avoir travaillé comme danseuse nue au Carousel Club de Jack Ruby et y avoir vu Lee Harvey Oswald. La police de Dallas et le FBI vont négliger ce témoignage. Rose Cheramie est retrouvée morte le 4 septembre 1965 sur une route du Texas, victime en apparence d'un accident de la

circulation provoqué par un camion. L'hypothèse d'un assassinat n'est cependant pas écartée par le certificat de décès qui suggère qu'elle a pu, avant d'être écrasée, avoir été tuée par une balle tirée à bout portant dans la tête. En 1988, lors d'un reportage télévisé marquant le 25e anniversaire de l'attentat, l'un des médecins l'ayant soignée, le docteur Weiss, explique que la jeune femme était absolument sûre que Kennedy allait être assassiné le 22 novembre à Dallas et que selon elle « le mot avait été passé dans le Milieu de La Nouvelle-Orléans [« *New Orleans underworld* »] que le contrat sur Kennedy a été lancé[180]. »

Au moment où s'achève cette funeste série, il ne reste plus en vie parmi les grands protagonistes de l'affaire Kennedy que Santo Trafficante et Carlos Marcello qui mourront paisiblement, malgré toutefois des déboires judiciaires : le premier en 1987 et le second en 1993. En 1975, une conversation captée par un micro du FBI entre les boss de Tampa et de La Nouvelle-Orléans livre peut-être une ultime clé. Santo Trafficante dit à Carlos Marcello : « Maintenant, seules deux personnes sont en vie qui savent qui a tué Kennedy[181]. » Propos elliptiques s'il en est, susceptibles de multiples interprétations, la moins improbable étant que les deux locuteurs sont les deux derniers au courant et protagonistes de l'assassinat.

Manipulations et trahisons : un grand jeu de dupes

Il existe donc une « hypothèse mafieuse », solidement étayée par les progrès de l'historiographie, qui ne peut pas être négligée[182]. Si le 35e Président a été assassiné suite à un complot de la Mafia, on peut en tirer de nombreuses leçons, dont deux nous paraissent importantes. Elles ont trait à la question de la manipulation.

La première touche aux services de renseignement. Comme nous l'avons noté précédemment, il est probable que Lee Harvey Oswald ait été en contact avec la CIA : soit il est un agent projeté en URSS en 1959, soit il est pris en main à son retour aux États-Unis. Si la Mafia a commandité l'assassinat de John F. Kennedy, ce fait signifie que les services de renseignement américains ayant manipulé Oswald se sont laissé piéger par la Mafia. Au milieu de ce jeu de dupes, Oswald joue le rôle de « pigeon », ne sachant peut-être pas pour qui il travaille au final. Sans entrer dans le détail encore obscur à ce jour des relations de Lee Harvey Oswald et l'univers du renseignement, il est évident que le « pigeon » du 22 novembre 1963 n'a jamais cessé d'être un sujet d'intérêt, voire un agent, du renseignement militaire (Office of Naval Intelligence/DIA), du FBI et/ou surtout de la CIA. Avec en arrière-plan la question de l'assassinat de Fidel Castro. Ici, il faut revenir au contexte. Dans cet engagement au départ synallagmatique entre la CIA et la Mafia dans les opérations anti-cubaines, chaque partie agit avec ses propres objectifs et ses arrière-pensées. En utilisant la Mafia, la CIA pense se forger un écran protecteur pour l'opération d'assassinat de Fidel Castro, qu'elle réussisse ou qu'elle échoue. La Mafia est censée en assumer la paternité et jouer le rôle de bouc émissaire ; la CIA pourra ainsi nier son implication. De leur côté, en acceptant de se laisser enrôler par la CIA, les mafieux rusent. Au-delà des avantages matériels immédiats et des leviers de chantage espérés contre l'État fédéral, il y a pour la Mafia dans cet engagement apparent un écran de fumée permettant à ses membres d'avancer masqués dans

leurs propres desseins homicides contre Kennedy. Les préparatifs semblent viser Fidel Castro : or, pour les mafieux, ils ont en réalité pour cible John F. Kennedy. Deux opérations d'assassinat vont ainsi fonctionner en miroir, l'une explicite contre Fidel Castro, émanant de la CIA, l'autre, dissimulée, contre John F. Kennedy, dirigée par la Mafia. Les opérations anti-cubaines de la CIA dans lesquelles trempent tant de mafieux et leurs associés servent de moyens pour être couverts avant puis après l'attentat. Comme le dit Lamar Waldron, « certains des complots de la CIA impliquaient la Mafia, ainsi les boss de la pègre pouvaient utiliser leur activité avec la CIA pour dissimuler leur propre complot contre JFK[183] ». En utilisant des individus liés à ces opérations spéciales anti-cubaines, la Mafia peut en toute discrétion et légitimité faire circuler des messages, des hommes de main et des armes dans le but, en apparence d'assassiner Fidel Castro, mais en réalité d'assassiner JFK, puis, après les faits, obliger la CIA à les couvrir. L'Agence est compromise : elle se retrouve obligée de couvrir a posteriori une opération qu'elle n'a pas initiée. Dans *Sons & Brothers*, l'historien Richard Mahoney, proche de la famille Kennedy, conclut « que sous le parapluie de la CIA, Roselli pouvait faire circuler des armes et des assassins dans un secret relatif. Tous les meurtriers expérimentés recherchent une couverture. En mettant les empreintes digitales de l'Agence sur les opérations, la pègre pouvait anticiper que la CIA coopérerait dans la dissimulation de l'assassinat de JFK[184]. » À l'époque, la CIA a mis en place un dispositif de recherche de renseignements et d'opérations spéciales depuis la Floride et la Louisiane si vaste et si complexe, avec tant d'acteurs au profil si trouble, qu'il en devient à la fois « incompréhensible et incontrôlable »[185]. Le brouillard ne peut que profiter aux mafieux.

Après l'attentat, la CIA ne peut permettre qu'une enquête poussée divulgue, d'une part sa propre naïveté, et, d'autre part, les opérations anticastristes les plus sensibles. En s'impliquant avec la CIA, les chefs mafieux ont l'intelligence de la compromettre définitivement. Ils réalisent une discrète prise d'otages sur l'Agence. Telle est la raison pour laquelle les hauts dirigeants de la CIA sont obligés, pour se protéger, d'occulter certains faits et renseignements de première importance après le 22 novembre, non pas parce qu'ils sont complices de l'attentat, mais parce qu'ils ont été manipulés. Le piège est imparable. Les chefs mafieux ont eu la subtilité de rendre la situation inextricable pour la CIA, et dans une certaine mesure pour le FBI et le renseignement militaire, aussi. En utilisant pour l'assassinat du Président des hommes de main tous plus ou moins liés à la CIA par leurs activités anticastristes, la Mafia s'est créée une couverture parfaite. Au jeu de dupes de la manipulation, les mafieux ont vaincu les espions. Carlos Marcello, Santo Trafficante et Sam Giancana savent comment la CIA réagira

après l'attentat quand elle découvrira que Lee Harvey Oswald et d'autres suspects cubains anticastristes ont été en contact avec elle : elle s'empressera d'enfouir la vérité. En effet, après le 22 novembre 1963, la frayeur de la CIA est de trois natures : se retrouver impliquée malgré elle dans l'assassinat ; que les enquêtes ne révèlent les opérations passées et en cours pour renverser le régime castriste, dont un projet de coup d'État/invasion programmé pour décembre 1963 ; enfin, qu'indirectement, apparaissent les vastes programmes illégaux de « surveillance domestique » de la CIA aux États-Unis. On comprend comment des exigences de réputation et de sécurité nationale incitent à mentir et à dissimuler des décennies durant, y compris à deux commissions d'enquête officielles (Warren et HSCA). En 1963, l'insistance de son directeur, Richard Helms, auprès du président Lyndon B. Johnson, de voir désigné comme membre de la commission Warren son prédécesseur Allen Dulles s'explique ainsi : pouvoir contrôler l'enquête de la commission et les conclusions du rapport final. Toute investigation sérieuse sur Lee Harvey Oswald ou Jack Ruby risque en effet de conduire inexorablement à déterrer les opérations anti-cubaines de la CIA ; pire encore, si certains de ses cadres, peut-être devenus *rogues* (« hors contrôle ») ont prêté la main à l'attentat. Au final, l'intelligence rusée des Grecs anciens, la *mètis*, aura été plus du côté des Italo-Américains que de celui des WASP de la Ivy League, comme si l'école de la rue valait les universités les plus chics pour agir dans un monde dangereux.

Au-delà des complots anticastristes, on peut légitimement s'interroger sur le début réel de l'alliance entre la Mafia et la CIA. Peu d'ouvrages s'intéressent à cette question, faute probablement de preuves. Il est établi toutefois qu'avant même les complots contre Fidel Castro, la Mafia a déjà travaillé avec la CIA. Ainsi, comme nous l'avons noté, Johnny Roselli collabore dès 1954 avec la CIA lors du coup d'État au Guatemala. Par ailleurs, CIA et Mafia trahissent, sinon de concert, du moins en parallèle, le dictateur Batista au pouvoir, pourtant leur allié, en acheminant des armes à son opposant Fidel Castro réfugié dans la Sierra Maestra. Conformément à leur technique habituelle, la CIA et la Mafia jouent sur les deux tableaux, misant sur tous les chevaux à la fois, pour être sûrs de remporter la course. Si le dictateur reste à la tête du pays, il faut préserver les intérêts du *big business* des multinationales, et ceux de la Mafia avec les hôtels-casinos et la drogue. Si Fidel Castro arrive au pouvoir, l'aide apportée en armes et munitions permettra de nouer le dialogue, espèrent-ils, quels que soient les différends idéologiques. Il est dans la logique de ce type d'organisation de ne jamais « mettre tous ses œufs dans le même panier ». La mafia est d'autant plus encline à jouer ce double jeu que, avec les années, Batista devient de plus en plus cupide, demandant une part croissante des profits détournés des hôtels

casinos. C'est ainsi que la CIA et la Mafia ont coopéré pour fournir des armes et des munitions au rebelle Fidel Castro. Or, on retrouve dans ces trafics des années 1958-1959 des noms qui s'illustrent ensuite lors des opérations anticastristes et de l'assassinat de John F. Kennedy : Jimmy Hoffa, Jack Ruby, Mickey Cohen, Norman Rothman, Frank Fiorini/Sturgis, Johnny Roselli, Guy Banister, etc. La Mafia achète les armes et les munitions pour les rebelles avec l'argent détourné des casinos de Las Vegas, puis les revend à la CIA, qui les achemine à Cuba. Mais, après la chute de Fulgencio Batista, Castro décide de nationaliser toutes les entreprises étrangères. L'investissement de la CIA et de la Mafia est un échec : à leur tour, elles ont été doublées ! Elles reprennent donc leurs trafics d'armes et de munitions, au profit cette fois des exilés cubains de Floride et de La Nouvelle-Orléans, afin de faire tomber le régime castriste, avec les mêmes protagonistes. On connaît la suite…

De manière plus troublante encore, si l'on en croit les propos prêtés par Chuck Giancana à son frère Sam, propos qu'il convient d'accueillir avec un réel esprit critique mais que l'on ne peut négliger pour autant, le chef de la Famille de Chicago aurait développé une relation avec la CIA qui allait bien au-delà des affaires cubaines. Sam Giancana explique avoir travaillé pour le compte de la CIA un peu partout dans le monde – Asie, Moyen-Orient, Amérique latine et centrale, Europe, etc. En échange, l'Agence aurait accepté de fermer les yeux sur les profits gigantesques issus du trafic international de stupéfiants ; la CIA prélevant tout de même 10 % des bénéfices pour se financer[186]. Sam Giancana aurait décrit ses relations avec la CIA comme celles d'un janus bifrons, « les deux faces d'une même pièce », un « partenariat ». Il aurait affirmé avoir rencontré les « gars de la CIA » en août 1960 afin de préparer « les frappes de Castro, Trujillo en République dominicaine, et un nègre au Congo [Patrice Lumumba][187], » autant de complots que la commission Church révélera en 1975. Ainsi, la participation aux complots contre Fidel Castro n'aurait été que la partie émergée d'un iceberg d'une collaboration à l'échelle du monde, aidant par exemple la CIA dans ses opérations de blanchiment d'argent, avec son ami Carlo Gambino, en compagnie de Michele Sindona et Paul Marcinkus ; nous en reparlerons. Mais faut-il le croire, lui et/ou son frère Chuck, et si tel est le cas, quelle peut être la part d'exagération ?

Ceci dit, les opérations anticastristes sont un marigot où se croisent la CIA, la Mafia, et des groupes anticastristes concurrents ; là, les véritables allégeances et loyautés sont floues, et il est difficile de savoir qui travaille pour qui. Une partie importante des anticastristes financés par la CIA se transforment vite en organisations criminelles pratiquant le racket, les jeux clandestins et le trafic de stupéfiants. Au moment de l'assassinat de John F. Kennedy, les auteurs et

complices, bien qu'œuvrant sur le seul ordre de la Mafia, travaillent ou ont travaillé ponctuellement, de manière directe ou indirecte, pour le compte de la CIA dans le cadre d'abord des trafics d'armes et de munitions au profit de Castro puis des anticastristes, puis pour le projet de renversement du régime de Castro et de son assassinat : Carlos Marcello, Santo Trafficante, Sam Giancana, Johnny Roselli, Jimmy Hoffa, David W. Ferrie, Guy Banister, John Martino, Loran Hall, Richard Cain, Charles Nicoletti, Lee Harvey Oswald, etc., plus des dizaines de Cubains anticastristes. Tous sont des janus bifrons, parfois pour certains d'entre eux sans le savoir. Le cas le plus évident est celui de Lee Harvey Oswald : ses attaches avec la Famille de Carlos Marcello sont évidentes et son parcours laisse entrevoir également une allégeance avec le renseignement américain. Oswald se trouve à l'intersection de deux mondes, le crime organisé et le renseignement, probablement manipulé à la fois par la mafia et la CIA (et/ou d'autres agences), sans avoir forcément saisi toutes les subtilités du jeu dangereux dans lequel il était plongé.

Mais la situation a peut-être été encore plus subtile que celle que nous venons de décrire. Car si la Mafia a manipulé la CIA et l'a trahie, il n'est pas impossible que la CIA, en tant qu'organisation, ait été trahie et manipulée aussi de l'intérieur par certains de ses cadres devenus incontrôlés (« *rogues* »). Dans son ouvrage *The Last Investigation*[188], l'enquêteur du HSCA Gaeton Fonzi affirme que Lee Harvey Oswald fut un agent de la CIA traité par un certain « Maurice Bishop », de son vrai nom David Atlee Phillips, responsable au sein de l'Agence des opérations de l'hémisphère nord et donc impliqué dans tous les dossiers cubains : débarquement de la baie des Cochons, projets d'assassinat de Fidel Castro, etc. Phillips est souvent présenté comme une « légende » au sein de l'Agence et dans les ouvrages consacrés à l'histoire de la CIA. Gaeton Fonzi fait cette découverte après avoir recueilli le témoignage d'Antonio Veciana, un banquier et exilé cubain, qui dirige l'un des principaux groupes « terroristes » anticastristes, Alpha 66. Veciana explique avoir été « traité » par un certain Maurice Bishop de la CIA ; or, lors de l'une de leurs rencontres à Dallas, en août ou septembre 1963, il l'aperçoit en compagnie d'un homme qu'il identifie après le 22 novembre comme étant Lee Harvey Oswald en voyant sa photographie dans la presse. Lors de la rencontre, Antonio Veciana et « Maurice Bishop » parlent de l'assassinat de Fidel Castro. Longtemps, Veciana refusera d'identifier formellement Phillips comme étant « Maurice Bishop », par peur probablement ; mais il s'y résout à la fin de sa vie après le décès de l'espion. Cette identification est confirmée plus tard par Hunter Leake, numéro deux du poste de la CIA à La Nouvelle-Orléans, dans les années 1960, à l'historien Michael L. Kurtz qui considère qu'il convient d'accorder à ces faits « une crédibilité considérable »

[189]. Or, la CIA a toujours nié que Lee Harvey Oswald ait été un de ses agents ou que l'un de ses cadres soit un certain « Maurice Bishop », qui plus est officier traitant d'Oswald. David Atlee Phillips l'a lui-même nié devant le HSCA. Ce fut probablement un parjure.

Par ailleurs, lorsque David Atlee Phillips meurt d'un cancer en 1988, l'espion laisse derrière lui le manuscrit inachevé d'un roman qui apporte une clé importante à la compréhension de l'assassinat de John F. Kennedy. Le roman intitulé *Carlos Contract* met en scène un officier de renseignement en poste à Mexico – ce qu'il fut en 1963, comme numéro trois du poste de la CIA – qui se raconte à la première personne de manière troublante : « J'étais un des deux officiers qui traitaient Lee Harvey Oswald… Nous lui avions confié la mission de tuer Fidel Castro à Cuba… Je ne sais pas pourquoi il a tué Kennedy. Mais je sais qu'il a utilisé précisément le plan que nous avions conçu contre Castro. Ainsi la CIA n'a-t-elle pas anticipé l'assassinat du Président, mais elle en était responsable. Je partage cette culpabilité[190]. » Pour ajouter au trouble, Larry Hancock dans son ouvrage *Someone Would Have Talked* relate que David Atlee Phillips aurait confessé à Kevin Walsh, un des enquêteurs du HSCA : « Mon opinion est que l'assassinat de JFK est le résultat d'une conspiration, incluant probablement des officiers de renseignement américains[191] », sous-entendu des officiers ou des agents contractuels incontrôlés (« *rogues* ») par l'Agence. À ce titre, les historiens ont souvent tourné leur regard vers des hommes tels David Atlee Phillips lui-même, Guy Banister, William Harvey et surtout David Sanchez Morales qui, à l'été 1973, 5 ans avant sa mort, dans un accès de colère, déclare à propos de John F. Kennedy, un homme qu'il déteste depuis l'échec du débarquement de la baie des Cochons : « Eh bien, on s'est occupés de ce fils de pute, n'est-ce pas ?[192] » Le propos n'est pas à prendre à la légère : David Sanchez Morales est lui aussi une des légendes de la CIA pour les opérations spéciales (coups d'État, assassinats et opérations spéciales à Cuba, au Guatemala, au Chili, au Laos, etc.). Un détail compte : David Sanchez Morales et David Atlee Phillips travaillent en tandem sur les affaires d'Amérique latine et centrale durant des décennies.

Le fait que Lee Harvey Oswald ait pu travailler pour la CIA, de manière directe ou indirecte, n'implique pas en soi que l'Agence en tant qu'organisation ait été complice de l'assassinat de John F. Kennedy. Il convient plutôt d'en conclure, comme nous l'avons expliqué, que la CIA a été dupée : non seulement par la Mafia, mais aussi par certains cadres et agents contractuels dont elle a perdu le contrôle, et ayant en charge, entre autres, le suivi de Lee Harvey Oswald. Telle est la thèse de Gaeton Fonzi qui ouvre des perspectives inquiétantes du point de vue historique : des « éléments »[193] de l'Agence

auraient mené leurs propres opérations de manière de plus en plus autonome, devenant hors contrôle (« *rogues* »), et auraient participé au complot pour assassiner JFK[194] ! Cette thèse ne fait pas disparaître pour autant la responsabilité centrale de la Mafia dans la commande et l'organisation de l'assassinat. Il faut rappeler que nombre de cadres et d'agents contractuels de la CIA, ainsi que des centaines d'anticastristes financés par l'Agence, se sont sentis trahis par les frères Kennedy à qui ils imputent, à tort ou à raison, l'échec du débarquement de la baie des Cochons après qu'ils ont refusé une couverture aérienne aux combattants tentant d'envahir l'île. Il est intéressant de noter un incident, symptomatique de cette rancœur, qui se déroule en octobre 1962, au début de la crise des missiles soviétiques à Cuba. William Harvey, le responsable des opérations d'assassinat de la CIA, ose lancer en réunion à la face des deux frères Kennedy : « Nous n'aurions pas tant de problèmes si vous aviez eu des couilles pendant la baie des Cochons[195] ! » L'assistance est médusée. Comment un haut fonctionnaire peut-il parler ainsi au président des États-Unis et au ministre de la Justice ? À titre de sanction, William Harvey est muté à Rome, comme chef de station.

La Mafia a pu manipuler la CIA avec d'autant plus de facilité que le terrain d'évolution des opérations anti-cubaines est aussi le sien. Elles ont toutes été largement infiltrées par la Mafia et sont devenues d'une grande porosité en raison de trois facteurs. Il y a la géographie : les deux épicentres des opérations se trouvent à Miami (Floride) et à La Nouvelle-Orléans (Louisiane), soit les fiefs de Santo Trafficante et Carlos Marcello. Il y a ensuite l'appétence des groupes anti-castristes pour les trafics d'armes et de stupéfiants, dont nombre de cadres sont aussi des associés de la Mafia ; au-delà des trafics, la Mafia compromet ces groupes par un financement dosé. Enfin, comme nous l'avons vu, la CIA a fait rentrer le loup dans la bergerie en invitant les mafieux au cœur des opérations par les projets d'assassinat contre Fidel Castro. Les mafieux se retrouvent ainsi de manière légitime au contact de la CIA et des groupes anticastristes. Un homme joue un rôle clé : Johnny Roselli. Ce soldat de la Famille de Chicago, « ambassadeur » de la Mafia à Las Vegas et Hollywood, est comme chez lui dans la gigantesque station de la CIA de Miami où le responsable de l'entraînement des groupes anticastristes, David Sanchez Morales, devient un de ses amis, les deux hommes s'étant probablement croisés dès les années 1950 à La Havane. Le duo est intrigant : tous deux sont des spécialistes avérés de l'assassinat pour leurs organisations respectives – la CIA et la Mafia – et David Sanchez Morales, au-delà de Johnny Roselli, fréquente aussi le mafieux de Chicago Joe Fischetti, un cousin d'Al Capone. Morales et Roselli ont œuvré ensemble au Guatemala, comme nous l'avons vu, au moment du coup d'État de

1957, puis, semble-t-il, lors de l'assassinat de Carlos Castillo Armas. Johnny Roselli a également œuvré aux côtés de la CIA dans une autre opération d'assassinat de chef d'État étranger : le dictateur dominicain Rafael Trujillo en mai 1961 avec E. Howard Hunt de la CIA[196].

Johnny Roselli est appelé, sans ironie, « colonel Roselli » dans le camp d'entraînement des exilés cubains dirigé par la CIA ; dans ce lieu, rares sont ceux qui connaissent son appartenance à la Mafia. Là, il a littéralement « carte blanche », comme le raconte le capitaine Bradley Earl Ayers, dans *The War that Never Was*[197], un des rares récits de l'intérieur de l'opération Mangouste par l'un des officiers ayant entraîné les groupes anticastristes pour le compte de la CIA. Comme le disent ses biographes, Johnny Roselli sert de *killer-at-large* (« tueur en liberté/itinérant ») pour la CIA[198]. Son cas est crucial car celui qui a probablement joué un rôle central dans l'assassinat de John F. Kennedy fréquente aussi de hauts cadres de la CIA tout au long de sa carrière : James O'Connell, William Harvey, David Sanchez Morales, William « Rip » Robertson, E. Howard Hunt, etc. Via Johnny Roselli et de multiples autres sources, il est ironique de penser que les boss Carlos Marcello et Santo Trafficante sont probablement au courant des opérations spéciales les plus confidentielles par leur infiltration des groupes anticastristes, mais aussi qu'ils en savent parfois plus que les frères Kennedy eux-mêmes sur certains des projets d'assassinat de Fidel Castro ! Immergée dans les opérations anticastristes de la CIA, la Mafia avance masquée, profite de la confusion ambiante, manipule les différents acteurs. On ne sait plus alors qui travaille pour qui, qui est qui comme dans la fable de La Fontaine, *La Chauve-Souris et les Deux Belettes* : « Je suis oiseau ; voyez mes ailes. » Lorsque les biographes de Johnny Roselli s'interrogent sur les commanditaires de son assassinat en 1976, ils parviennent à la conclusion que cette question est en réalité « sans objet » car en Floride du Sud, dans les années 1960 et 1970, « la Mafia et la CIA ne faisaient qu'un [« *one and the same* »], indissociables dans leurs objectifs, dans leur personnel, dans leurs méthodes[199] ». Cependant, la manipulation de la CIA en tant qu'institution par la Mafia n'épuise pas totalement le sujet car, comme nous l'avons vu, il est possible aussi que, concomitamment, une petite partie de la CIA, des cadres et agents incontrôlés se soit autonomisée en s'associant à la Mafia pour cet attentat.

La seconde leçon interroge le système américain et son refus de découvrir la vérité. S'il y a eu manipulation de la CIA par la Mafia dans un premier temps, et aussi peut-être d'une partie de la CIA par certains de ses membres, il est indéniable qu'il s'est produit ensuite, après l'attentat, une manipulation du peuple américain pour occulter la vérité. Sans chef d'orchestre unique mais par une convergence d'intérêts, un récit mensonger a émergé qui a profondément

marqué l'opinion publique. Nul complot avec un *deus ex machina* à l'œuvre n'a présidé à cet enfouissement du réel, mais de puissantes forces politiques et administratives refusant, pour de multiples raisons, l'émergence de la vérité. Les grandes agences fédérales (FBI, CIA, Secret Service, renseignement militaire, etc.) ont toutes eu un intérêt spécifique pour cacher leur part de vérité, tenant soit à leur impéritie dans la surveillance ou la manipulation des auteurs potentiels de l'attentat, soit à la peur de compromettre le dessous des opérations anticastristes. La force la plus active dans cette entreprise d'étouffement et de désinformation aura été J. Edgar Hoover, afin de protéger sa réputation et celle du FBI, une organisation défaillante de bout en bout dans la surveillance de la Mafia, de Lee Harvey Oswald et dans l'exploitation des témoignages qui, avant l'attentat, annoncent le drame (Edward Becker, José Aléman, etc.). Le FBI de Hoover mène une enquête qui dissimule et ignore les faits ou supprime les preuves qui dérangent sa théorie du « loup solitaire ». Il faut à tout prix que la vérité officielle confirme son mantra selon lequel le communisme est la première menace pesant sur les États-Unis et que la Mafia est un non-sujet.

Comme l'écrit le professeur d'histoire Michael L. Kurtz, cet attentat s'est révélé être un tournant, séparant une époque de confiance populaire dans les institutions et les dirigeants et une époque de méfiance et de cynisme profonds : « La dissimulation massive et la destruction pure et simple de preuves par le Secret Service, le FBI, la CIA, et même la famille Kennedy ont généré chez les citoyens de ce pays un degré de cynisme qui demeure élevé[200]. » Le pays de la vérité devient après l'attentat le pays du doute. D'autres événements vont par la suite aggraver cette défiance – guerre du Vietnam, Watergate, révélations sur les actions illégales du FBI et de la CIA, etc. –, mais l'échec prémédité des autorités à apporter une explication sincère à l'assassinat constitue le premier événement qui a entamé la confiance des Américains dans leur *establishment*. Autant que l'attentat, la tentative d'en enfouir les vraies responsabilités a développé chez le peuple américain désillusion et scepticisme dans leurs élites. Michael L. Kurtz souligne ainsi que le simple fait que des hommes alors aussi respectés que Lyndon B. Johnson, J. Edgar Hoover ou Earl Warren aient participé à cette dissimulation massive des faits a provoqué « un choc culturel et politique profond »[201] pour toute une génération d'Américains.

Face à un événement historique de cette dimension, un peuple a besoin de vérité et non de mensonge, de savoir et non de croyance. Or, dans la durée, la première démocratie et puissance mondiale ne s'est jamais donné les moyens de savoir avec certitude comment et pourquoi son 35^{e} président a été assassiné. Dès 1963, comme nous l'avons vu, la recherche de la vérité a subi de puissantes forces contraires. Ce sont en fait des isolats – des journalistes, des écrivains

enquêteurs et une commission du Congrès – qui, par leur acharnement, ont permis de faire progresser la connaissance, en l'occurrence de démontrer sans doute possible désormais l'existence d'un complot (la présence d'au moins deux tireurs). Ce résultat a été semé d'embûches car les agences fédérales, la presse grand public (« *mainstream* ») et l'*establishment* ont massivement et longtemps défendu la thèse du tireur solitaire, considérant avec mépris les partisans d'une conspiration, en les reléguant dans la catégorie des paranoïaques, des illuminés ou des complotistes. Les élites américaines ont largement appuyé la thèse officielle tout en reléguant les sceptiques dans l'enfer de la démagogie, de la maladie mentale ou du populisme. Le concept de « théorie de la conspiration » dans son sens péjoratif apparaît précisément dans le lexique des journalistes et des politiques aux États-Unis à partir de 1964, afin de discréditer tous ceux qui mettent en doute les conclusions du rapport Warren ; l'expression se transforme en arme de destruction massive afin d'étouffer tout débat et toute enquête remettant en cause la thèse officielle[202]. Aujourd'hui encore, le débat demeure très polarisé entre les deux camps – tireur solitaire versus complot – au point que certains tentent de diaboliser l'autre par des « culpabilités par association » : les partisans de la thèse du tireur solitaire seraient forcément des suppôts d'une conspiration étatique destinée à étouffer la vérité, alors que les tenants de la thèse d'une conspiration seraient immanquablement de dangereux paranoïaques. Cette polarisation est symptomatique d'un malaise profond autour d'un événement traumatique majeur.

Mais est-il si difficile de croire au complot, c'est-à-dire à l'association d'au moins deux hommes dans cet attentat ? L'histoire des États-Unis est émaillée de multiples complots ayant transformé la vie du pays : par exemple, l'attaque japonaise de Pearl Harbour le 7 décembre 1941 et l'attentat d'Al-Qaïda de New York et Washington le 11 septembre 2001. Il ne faut surtout pas oublier que le premier assassinat réussi contre un président est le résultat d'une bande organisée : Abraham Lincoln est tué le 15 avril 1865 par un seul tireur, John Wilkes Booth, mais appuyé par une douzaine de complices restés loin de la scène de crime. Quoi qu'il en soit, la reconnaissance de l'existence d'un complot est un acquis historique tardif mais partiel. Car, des millions de pages qui auront été écrites sur le sujet, la seule certitude qui s'en dégage est que la thèse du tireur solitaire ne tient pas. Et le mystère demeure sur les commanditaires. Le temps passant, et malgré les déclassifications d'archives encore à venir, il sera probablement difficile d'apporter un jour une preuve définitive et irréfutable (« *smoking gun* ») sur la responsabilité de tel ou tel, même si la piste mafieuse apparaît au final comme la plus crédible, mais également la plus dérangeante. Comme le dit Samuel Goldfarb, n'importe quel procureur aux États-Unis qui

aurait eu en main tous les éléments dont nous disposons désormais aurait engagé des poursuites pénales contre Sam Giancana, Santo Trafficante, Carlos Marcello et Jimmy Hoffa, même si la démonstration de leur culpabilité aurait été un tout autre défi.

5
Lyndon B. Johnson ou l’ère de l’apaisement avec la Mafia

Bobby s'en va et la Mafia respire…

Dès le 22 novembre 1963, Lyndon B. Johnson, l'homme qui a toujours inspiré crainte et suspicion aux frères Kennedy, devient le 36e président des États-Unis. Après Harry S. Truman, il est le second vice-président à accéder au Bureau ovale « par accident ». Il se sait illégitime et n'ignore pas l'ironie de la situation : un meurtre au Texas amène au pouvoir un Texan. Cette circonstance si particulière, au-delà des rumeurs infondées qui voudraient l'impliquer dans l'assassinat, va le hanter jusqu'à la fin de ses jours. Après l'assassinat de Kennedy, les Américains sont en état de sidération. La classe politique a peur. La situation est en effet dangereuse d'un point de vue diplomatique : que faire si l'enquête démontrait une implication du gouvernement cubain, ou, pire encore, de l'Union soviétique ? Les États-Unis devraient-ils déclencher une guerre nucléaire en riposte ? Cette peur n'est pas la seule qui a hanté les esprits. Robert Kennedy redoute que l'une de ses deux guerres – contre Cuba et la Mafia – ainsi que toutes les actions clandestines afférentes aient pu causer la mort brutale de son frère et ne remontent à la surface. J. Edgar Hoover, quant à lui, craint que la démonstration de l'implication de la Mafia ne vienne salir la réputation du FBI. Il n'a qu'une obsession, révélée par une conversation téléphonique avec Johnson le 24 novembre 1963 : « La chose qui m'inquiète le plus, c'est de faire publier quelque chose pour convaincre le public que Oswald est le véritable assassin[1]. »

Dans ce contexte de grande tension et de dissimulation, chacun de son côté, mais alliés objectifs en l'espèce, les mafieux et leurs associés (John Martino, Frank Fiorini/Sturgis, Guy Banister, Johnny Roselli, etc.), ainsi que des hauts cadres de la CIA (David Atlee Phillips, etc.) déploient une stratégie claire : ils lancent une campagne de désinformation pour orienter l'opinion publique vers la piste castriste[2]. Johnny Roselli est particulièrement actif, utilisant ses relais dans la presse, notamment les éditorialistes vedettes Jack Anderson et Drew Pearson à partir de 1967. Ces rumeurs trompeuses se propagent avec facilité, tant la

paranoïa anticommuniste est vive. Au demeurant, Lyndon B. Johnson n'est pas le dernier à se dire convaincu de la responsabilité de Fidel Castro dans l'attentat. En 1967, peu avant la fin de sa présidence, il déclare à un journaliste de télévision, hors caméra et micro fermé : « Kennedy essayait d'avoir Castro, mais Castro l'a eu le premier… Ça sortira un jour[3]. » Il estime que l'attentat est une réponse de Fidel Castro aux tentatives d'assassinat menées par la CIA et les frères Kennedy. Il est convaincu que Lee Harvey Oswald a agi, soit sous l'influence, soit sur ordre du leader cubain. L'installation rapide de la commission bipartisane de 7 membres (5 républicains et 2 démocrates) confiée au juge Earl Warren par un *executive order* n° 11130 daté du 29 novembre 1963 – *Special President's Commission on the Assassination of President John F. Kennedy* – vise justement à mettre fin aussi vite que possible au maelstrom de spéculations et de peurs qui parcourent le pays, et surtout au scénario d'une « conspiration ». Les États-Unis ont besoin d'obtenir une réponse urgente et crédible à leurs interrogations. Si, à sa publication, le rapport de la commission Warren convainc, cet état de grâce ne dure pas : il est critiqué de manière virulente dès 1966 par des dizaines d'articles et d'ouvrages pour sa conclusion d'un « Lee Harvey Oswald, tireur solitaire ». Cette remise en cause fragilise le Président et J. Edgar Hoover. À la demande de Johnson, Hoover enquête sur les auteurs de 7 de ces ouvrages critiques, afin de pouvoir les discréditer[4]. La CIA agit aussi en ce sens.

Cependant, la Mafia « respire ». Carlos Marcello, Santo Trafficante, Sam Giancana et Jimmy Hoffa expriment ouvertement leur joie quant à la disparition de John F. Kennedy. Ils ne peuvent qu'être satisfaits : ce qu'ils espéraient depuis deux ans au moins s'est enfin réalisé. Certes, Robert Kennedy reste à la tête du ministère de la Justice 9 mois encore, jusqu'à sa démission à l'été 1964 pour être élu sénateur de l'État de New York en novembre. Mais il faut le constater : dès la mort de John, la campagne de surveillance et d'enquêtes judiciaires contre la Mafia perd rapidement en intensité. Le ressort est cassé. « Quoi qu'il se soit passé, écrivent George Robert Blakey et Richard N. Billings, la pègre a été le principal bénéficiaire de Dallas[5]. » L'historien Richard Mahoney cite le chef de la section en charge de la lutte contre le crime organisé au ministère de la Justice, William Hundley : « À la minute où la balle a frappé la tête de Jack Kennedy, tout était terminé. Immédiatement. Le programme de lutte contre le crime organisé s'est juste arrêté, et Hoover a repris le contrôle. Marcello a eu raison : coupez la tête du chien et le reste mourra[6]. » Le rapport du HSCA fait un constat similaire. De manière « ironique », rapporte le Sénat, la surveillance électronique du FBI capte une conversation entre Sam Giancana et un de ses lieutenants, Charles English, datée du 3 décembre 1963, au cours de laquelle ce

dernier affirme de manière prémonitoire : « Je vais te dire quelque chose, d'ici deux mois, le FBI sera revenu à ce qu'il était 5 ans plus tôt. Ils ne nous tourneront plus autour[7]. » Hoover, quant à lui, n'est plus obligé de sauver les apparences avec Bobby Kennedy : il lui refuse désormais toute forme de déférence et de respect. Cela commence par des détails symptomatiques : le FBI n'envoie plus de voiture pour accueillir le ministre de la Justice quand il voyage à travers le pays. La détestation du directeur du FBI pour le croisé anti-Mafia peut désormais se manifester ouvertement.

Cependant, certains s'attendent à ce que Bobby, manifestement convaincu de la probable responsabilité de la Mafia dans la mort de son frère, oblige le FBI et les procureurs à intensifier encore plus la lutte contre les mafieux ; ou pour le moins à rechercher activement d'éventuelles preuves de leur implication dans l'assassinat de Jack. C'est tout le contraire qui se produit. Bobby renonce à activer le département de la Justice et, à titre personnel, à témoigner devant la commission Warren, et, par la suite, dans l'enquête de Jim Garrison. Cette attitude étonnante fera longtemps l'objet de conjectures et de suppositions. Certains voudront y voir la preuve que Bobby Kennedy estime la piste mafieuse sans fondement. En réalité, il est pris par un mélange de sentiment de culpabilité et de découragement, et il est établi qu'il sombre dans une quasi-dépression. Ses proches décrivent un homme brisé ; pour l'historien et ami Arthur Schlesinger, c'est « un homme désespérément blessé[8] ». Son adjoint Nicholas Katzenbach dirige de facto le ministère, tant Bobby est abattu et absent. Tous les témoignages convergent : il est convaincu d'être responsable de la mort de son frère. Il pressent que quelque chose qu'il a fait ou qu'il a été incapable de prévenir a pu tuer ce frère admiré avec qui il entretenait une relation quasi symbiotique. Lui qui était supposé être le protecteur de son aîné a le sentiment d'avoir échoué, en particulier dans la surveillance du marigot mafieux et anticastriste. Il comprend que l'un de ses deux combats – renverser Castro et éliminer la Mafia – s'est transformé en boomerang mortel pour son frère.

Mais son inaction apparente a aussi une autre raison : il estime que ni la CIA ni le FBI ne sont des administrations fiables ; leur loyauté à l'égard des Kennedy a toujours été douteuse. Que ce jugement soit exact ou injuste, il est vrai que, depuis l'après-guerre, ces agences se sont autonomisées par rapport au pouvoir présidentiel ; et le phénomène s'est aggravé dans les années 1960. Bobby Kennedy sait que dans les abysses de l'État fédéral de puissantes forces leur sont hostiles, une sorte d'État profond[9]. Après son départ du ministère, il déclare à propos du FBI que « c'est une organisation très dangereuse[10] ». Malgré les apparences, Bobby Kennedy ne renonce pas à connaître la vérité. Mais cette quête incessante est menée dès le 22 novembre, discrètement, avec ses proches,

dont surtout Walter Sheridan, un de ses anciens collaborateurs qui le suit depuis la commission McClellan, un fidèle qui a dirigé la « Get Hoffa Squad », considéré comme un frère et un membre de sa famille. Celui qui est encore ministre de la Justice pour quelques mois est convaincu que des forces invisibles sont derrière la mort de Jack : « Bobby Kennedy fut en Amérique le premier théoricien d'un complot d'assassinat » écrit David Talbot[11]. Dès l'après-midi du 22 novembre, il ne cache pas à son entourage qu'il ne croit pas à la théorie du tireur solitaire. Selon lui, il n'y a pas de « il » (« *he* ») mais un « ils » (« *they* »). Durant le week-end suivant, Bobby confie sa conviction profonde à ses proches réunis à la Maison Blanche, dont son beau-frère Peter Lawford qui rapportera les propos des années plus tard : Jack a été tué suite à un « puissant complot » fomenté au cœur d'une des opérations anticastristes du gouvernement, un cloaque largement manipulé par la Mafia et la CIA. Il explique alors son impuissance face à ce formidable ennemi et son incapacité à contrôler les administrations fédérales[12]. Cette conviction est partagée par Jackie Kennedy et nombre de proches du clan ; et cette certitude les accompagnera tout au long de leur vie. Immédiatement, Bobby a en effet l'intuition – plus que la connaissance exacte – que la vérité se trouve dans les liens ténébreux noués dans l'affaire cubaine entre les anticastristes, la CIA et la Mafia. Selon l'historien Gus Russo, Bobby est « convaincu que les vendettas contre les gens sur sa "liste" (soit Castro ou la pègre) se sont retournées contre son frère[13] ». Son activisme a probablement provoqué un retour de flamme (« *turnaround theory* » ou « *backfire* »). Quelques jours après l'assassinat, il se confie à Manuel Artime, une figure anticastriste, ami des Kennedy : « La famille Kennedy a deux grands ennemis, la Mafia et Castro. Un d'entre eux a tué mon frère[14]. » Il fait la même confidence peu après à Arthur Schlesinger. En réalité, dans l'esprit de Bobby, les mailles du filet sont probablement plus resserrées encore, autour du marigot des anticastristes et de la Mafia. Un des centres d'intérêt immédiat de Bobby Kennedy est Jack Ruby, dont il apprend par diverses sources qu'il est un tueur de la Mafia. Selon un rapport du FBI du 24 novembre 1963, Walter Sheridan lui apporte une information importante : Jack Ruby, l'assassin de Lee Harvey Oswald, a reçu de l'argent d'Allen Dorfman, un conseiller proche de Jimmy Hoffa, et beau-fils de Paul « Red » Dorfman, un associé majeur au sein de l'*Outfit*[15]. Le FBI refuse pourtant de suivre la piste. Plus globalement, Walter Sheridan fait part à Bobby de sa conviction de l'implication de Jimmy Hoffa dans l'assassinat de Jack[16]. Au même moment, Bobby demande à Julius Draznin, un avocat spécialisé dans les affaires syndicales, de vérifier la possible implication de la Mafia de Chicago dans l'assassinat de son frère. Dans un rapport daté du 27 novembre, l'avocat lui apporte la preuve que Jack Ruby est

un homme de main de la Mafia, en l'occurrence un racketteur violent. Plus tard, quand Bobby découvre la liste des appels téléphoniques de Jack Ruby, il remarque : « La liste était presque une copie des individus que j'avais appelé à témoigner devant le comité contre le racket[17]. » Le jour même de l'assassinat de son frère, il confie au journaliste Haynes Johnson qu'il suspecte des anticastristes entraînés par la CIA d'avoir été impliqués dans la mort de son frère. Plus tard, il tiendra le même discours devant LaVern Duffy, un enquêteur du Sénat et proche ami de sa famille : « Ces connards de Cubains travaillent tous pour la Mafia. Ils nous en ont voulu pour la baie des Cochons, et ils ont essayé de faire passer cela [l'assassinat de Jack] pour un meurtre castro-communiste. Je n'y crois pas. Et je n'ai pas confiance dans ces gars de la CIA. Ils sont pires que la Mafia[18]. »

Si Bobby est convaincu de l'existence d'une conspiration mafieuse contre son frère, seuls ses proches amis, collaborateurs et sa famille connaissent son état d'esprit. En public, il n'en dit rien. Il accepte même de signer une lettre, pleine de duplicité, à la commission Warren dont les termes sont clairs : « Je tiens à préciser que je ne dispose d'aucune preuve crédible à l'appui de l'allégation selon laquelle l'assassinat du président Kennedy aurait été causé par un complot national ou étranger[19]. » Alors que la thèse du rapport Warren sur le tireur solitaire est de plus en plus critiquée et qu'il ne cesse d'être interrogé pour donner son opinion sur la controverse naissante, il se contente de répéter inlassablement qu'il n'a aucune raison de douter des conclusions du rapport final. En privé, il exprime cependant sa consternation, expliquant qu'il était « impossible qu'Oswald et Ruby ne se [connaissent] pas[20] ». En public, Bobby se sent contraint de défendre la thèse peu crédible du « tireur solitaire » car il est convaincu que tant qu'il n'est pas élu président des États-Unis, qu'il ne maîtrise pas toute la machine gouvernementale, la vérité est hors d'atteinte, ainsi qu'il l'avoue à son ami William Attwood : « Je ne peux rien faire tant que nous ne prenons pas le contrôle de la Maison Blanche[21]. » Telle est sa réponse type quand son entourage l'incite à engager publiquement le fer sur ce sujet. En attendant d'être élu, il faut avancer masqué : *larvatus prodeo*. Une fois élu, l'identification des auteurs de la conspiration sera une priorité, sans avoir pour autant la certitude d'y parvenir. Cependant, il ne faut pas non plus écarter le fait que la piste mafieuse ressemble aussi pour les Kennedy à une boîte de Pandore aux effets potentiellement destructeurs pour leur réputation, encore immaculée dans l'opinion publique qui ne sait rien des relations de Jack avec Judith Exner et Marilyn Monroe, des conditions douteuses de l'expulsion de Carlos Marcello, de l'utilisation des micros illégaux contre la Mafia, etc.[22]. Ainsi, Gore Vidal, écrivain célèbre et ami de la famille, écrira que Bobby est alors « terrifié » à

l'idée qu'une enquête poussée, donc s'éloignant de la thèse du « tireur solitaire », puisse révéler les multiples tentatives d'assassinat contre Fidel Castro[23]. Il est aussi devenu « l'otage virtuel[24] » de ses ennemis – la Mafia, J. Edgar Hoover, etc. – qui en savent long sur les turpitudes de son clan. Une enquête sincère en direction de la Mafia ne serait-elle pas dommageable pour la réputation de la famille Kennedy ? C'est pourquoi elle s'opposera encore dans les années 1970 à la formation du HSCA qui travaille de 1976 à 1979.

Bobby a compris que le pouvoir n'est pas exactement ce qu'il laisse à voir. Derrière la scène se joue une pièce où œuvrent des forces obscures. Il a découvert la vraie nature du pouvoir, par son père d'abord, qui en fut un acteur emblématique, puis au Sénat lors des auditions du comité McClellan, et enfin en devenant ministre de la Justice. Arthur Schlesinger montre dans son livre *Robert Kennedy and His Times* (1978) la lucidité de Bobby sur l'essence du pouvoir aux États-Unis :

> « Personne n'a compris mieux que lui comment l'Amérique est réellement dirigée. "Il savait, disait son ami Allard Lowenstein, sur des mondes que le reste d'entre nous ignoraient." Il avait maîtrisé les composantes du pouvoir en Amérique – organisation politique, nominations, élections, législatures, cabinets, cours, syndicats, presse, télévision, université. Il avait enquêté sur les sanctuaires intimes qui selon les radicaux contrôlaient réellement le système – les industriels, les banquiers, les millionnaires du pétrole, les entreprises multinationales, le Pentagone, "le complexe militaro-industriel", l'élite du pouvoir. Il était allé au-delà des apparences en découvrant les ruisseaux souterrains par lesquels cheminait dans la pénombre tant de la réalité du royaume du pouvoir américain : le FBI, la CIA, le racket syndical et la pègre, Hoffa, Giancana, Trafficante, les forces invisibles de la vie américaine, leur pénétration cachée et leur protection par la réalité visible – un "empire invisible" selon la phrase de Lowenstein[25], "allié à des parties d'un gouvernement invisible". "L'ennemi de l'intérieur" était plus important et plus profond que Kennedy lui-même ne l'avait imaginé quelques années plus tôt[26]. »

Pour autant, Bobby ne renonce pas à connaître la vérité, mais il sait qu'il ne peut pas attendre une aide sincère des administrations fédérales. Il se méfie d'elles, non sans raison. Et même s'il avait eu l'envie de s'appuyer sur la machine gouvernementale pour découvrir la vérité, ni le FBI ni la CIA ne lui auraient obéi. Il n'ignore pas que le directeur du FBI l'a toujours détesté, comme son frère Jack. Il se souvient du « ton froid[27] » que J. Edgar Hoover emploie le 22 novembre 1963 pour lui annoncer la mort de Jack. « Je pense qu'il [J. Edgar Hoover] me l'a annoncée avec plaisir[28] », confie-t-il à ses proches. Dans ces conditions, le FBI ne peut être un allié ; et en effet, la Sûreté fédérale s'enfonce immédiatement dans la théorie du « tireur solitaire », rejetant toute autre piste. Bobby Kennedy réalise combien le directeur du FBI est, selon ses termes, « un homme dangereux », « une menace pour la démocratie », « un maître-chanteur habituel »[29]. Bobby sait par ailleurs que les échelons supérieurs du Pentagone et de la CIA sont depuis toujours hostiles aux frères Kennedy, une hostilité

confinant par moments à de la désobéissance. Les hauts gradés de l'armée et de l'Agence les suspectent depuis toujours de mollesse dans la lutte contre le communisme et d'être les responsables de l'échec du débarquement de la baie des Cochons, par le refus présidentiel d'un appui aérien aux mercenaires anticastristes. Bobby pense que la CIA a toujours défié leur autorité et que l'attitude de l'Agence dans le désastre de l'opération relève d'une quasi-« trahison ». Le 22 novembre 1963, il interroge le directeur de la CIA, John McCone, au demeurant un de ses amis, sur le point de savoir si Castro ou les Soviétiques sont des coupables possibles, mais aussi pour savoir si la CIA a tué son frère. Cette dernière hypothèse extraordinaire révèle une incroyable méfiance à l'égard de l'Agence en tant qu'institution, mais aussi peut-être une intuition sur ses recoins obscurs et incontrôlés. McCone nie immédiatement l'implication de son service, mais évoque l'hypothèse de la Mafia. Il précisera plus tard : « Je pense qu'il a cru que c'était la Mafia[30]. » Bobby lui aurait dit de manière sibylline : « Ils – qui que ce soit – auraient dû me tuer. Je suis celui qu'ils voulaient[31]. » Peu après, John McCone lui confie rapidement, contrairement à la thèse officielle prônée par le FBI de J. Edgar Hoover, qu'il y a eu au moins deux tireurs à Dallas. Mais connaissait-il lui-même toute la vérité ? On peut en douter puisque ses adjoints directs l'ont, semble-t-il, laissé volontairement dans l'ignorance du pacte passé avec la Mafia dans les opérations anticastristes jusqu'à l'été 1963 ; car comment faire confiance, pensent alors ces gardiens du temple, à un républicain, catholique fervent, fraîchement converti, issu non de la CIA mais du Commissariat à l'énergie atomique ?

Devenu président des États-Unis, Lyndon B. Johnson nomme, après le départ de Bobby Kennedy en septembre 1964, des *Attorneys General* d'une réelle passivité à l'égard de la Mafia : Nicholas Katzenbach (1965-1966) puis Ramsey Clark (1967-1968). Ramsey Clark est le fils de Tom Clark, ministre de la Justice (1944-1949) dans l'administration de Harry S. Truman, un vieil ami de Johnson et du milliardaire texan Clint Murchison. Cette nomination réjouit les mafieux de Chicago et du reste du pays. Ils se souviennent en effet que Tom Clark, comme nous l'avons raconté, est l'*Attorney General* qui a facilité la remise en liberté de Paul Ricca et de ses complices dans la gigantesque affaire d'extorsion de fonds à Hollywood. Il est aussi le ministre de la Justice qui limite l'enquête du FBI sur les fraudes électorales de 1947 à Kansas City dans l'affaire Truman-Pendergast. Puisque « bon sang ne saurait mentir », cette nomination peut se lire comme un signe d'apaisement envoyé au monde criminel. Comme le remarque le syndicaliste mafieux Frank Sheeran, Ramsey Clark « ne gêne personne » et les gangsters l'affublent du surnom de « Pamsey Clark », un jeu de

mots argotique signifiant que ce ministre est un atout dans leur jeu[32]. Cependant, J. Edgar Hoover le méprise pour son inconsistance, et l'appelle « la méduse » (« *jellyfish* »). Les deux hommes se méfient en permanence l'un de l'autre. Tom Clark fait aussi partie de ces politiciens qui, via l'homme d'affaires Jack Halfen, dont nous reparlerons, a bénéficié pour ses campagnes électorales des largesses financières de Carlos Marcello. Les espoirs de la Mafia à l'égard de Ramsey Clark sont fondés, puisque 5 jours après sa nomination, soit le 10 mars, l'*Attorney General* décide de mieux contrôler la mise en œuvre des écoutes téléphoniques et des micros clandestins. Désormais, il faut obtenir son accord écrit préalable et la pratique est limitée à la seule matière dite de la « sécurité nationale », au nom du respect de la vie privée et des libertés publiques. Ramsey Clark qualifie même ces techniques de surveillance de « gaspillage » et « d'inutiles »[33]. Il abandonne aussi le procédé qui terrifie tant les gangsters depuis les années 1930 : l'utilisation du fisc dans la traque des mafieux. Il n'est plus question de sélectionner au profit de l'IRS les dossiers de mafieux les plus sensibles. La décision ne peut que réjouir Anthony Accardo, de l'*Outfit*, qui se bat alors contre un contrôle fiscal.

Sous les ministres Nick Katzenbach, puis Ramsey Clark, la lutte contre le crime organisé expire donc lentement, mais sûrement. Certains se mettent même à plaisanter au sein du département : on pourrait presque se demander, ricanent-ils avec amertume, si la nouvelle administration ne cherche pas les votes de la Mafia ! L'apathie gagne donc le ministère de la Justice. Les chiffres sont éloquents[34]. En 1963, les procureurs appartenant à la section du crime organisé et du racket passent 1 081 jours dans les tribunaux, 6 177 en enquêtes et 1 353 devant des grands jurys, autant de statistiques qui ne cessent d'augmenter depuis 1960. En 1966, ces chiffres baissent de manière brutale pour devenir respectivement : 606, 3 480 et 373 ! Le nombre de juristes affectés à la section chute aussi pour aboutir à seulement 48 en 1966. L'activité décline de la même manière en matière fiscale. En guise de consolation, le département de la Justice obtient en 1964 la double condamnation de Jimmy Hoffa à de la prison ferme, fruit du travail entamé des années auparavant : 8 ans pour une subornation de jury et 5 ans pour fraude dans l'utilisation des fonds de son syndicat. Jimmy Hoffa est incarcéré en mars 1967, après avoir épuisé toutes les procédures d'appel. Ses amis Santo Trafficante et Carlos Marcello se mettent aussitôt en campagne pour tenter de le faire libérer.

Si, en coulisses, l'apaisement est de nouveau de mise contre la Mafia, dans les discours et les initiatives publiques, le ton est différent. Lors de ses déclarations publiques, le 36^{e} Président se montre martial. Il n'hésite pas dans son message au Congrès sur le crime, en 1965, à ordonner au ministre de la

Justice et à tout le gouvernement fédéral de redoubler d'efforts contre le crime organisé. Il annonce ainsi une « guerre contre le crime » (« *war on crime* ») et l'installation d'une *Presidential Commission on Law Enforcement and Administration of Justice*, qui rend un rapport en 1967 : *The Challenge of Crime in a Free Society*, qui traite entre autres du crime organisé et de *Cosa Nostra*. Puis, en mars 1966, lors d'un *Special Message on Crime*, Lyndon B. Johnson déclare que le crime organisé est « intolérable ». Et, lors d'une conférence de presse en mai de la même année, le Président affirme qu'il ne représente rien moins qu'une « guerre de guérilla contre la société[35] ». À la suite de quoi, il publie un mémorandum sur le sujet, une sorte de plan d'action destiné à toutes les administrations fédérales, laissant espérer parmi les forces de police un retour aux années Kennedy. Puis, en mai 1967, dans un nouveau message au Congrès, *Crime in America*, traitant encore de la question, il se dit déterminé à développer tous les efforts nécessaires afin de le « déraciner ». Toutefois, en mars 1967, lors de la *National Conference on Crime Control* – une conférence qu'il a pourtant appelée de ses vœux –, il omet de mentionner le crime organisé dans son discours d'ouverture des travaux. Quoi qu'il en soit, Ramsey Clark applique enfin les directives du Président à l'automne 1967 : des *Special Federal Organized Crime Strike Forces* (fisc, ATF, douanes, Narcotics, etc.) sont créées pour lutter contre 7 « centres » d'activités de *Cosa Nostra*. Leur bilan s'avérera très maigre.

Avec Lyndon B. Johnson, J. Edgar Hoover peut non seulement se permettre de ne plus parler au ministre de la Justice – ce dont il se vante abondamment –, mais il peut surtout décider à sa guise des priorités de son service. Il refait donc passer au second plan la lutte contre la Mafia. Durant les 8 mois pendant lesquels Bobby Kennedy (novembre 1963-juillet 1964) demeure à son poste, le directeur du FBI ignore ses ordres et traite directement avec la Maison Blanche. Lorsqu'un de ses collaborateurs le prévient que le FBI ne respecte plus la chaîne hiérarchique et que Hoover parle directement avec le Président, Bobby Kennedy répond, fataliste : « Ces gens ne travaillent plus pour nous[36]. » Lui et ses équipes sont désormais sevrés d'informations venant du FBI, en particulier celles touchant à l'assassinat de JFK. Deux de ses collaborateurs les plus fidèles appartenant à la section du crime organisé, Jack Miller et Robert Peloquin, ne parviennent pas à intégrer les équipes du FBI travaillant sur l'assassinat, sur ordre de J. Edgar Hoover. Ainsi, Bobby Kennedy, mais aussi son successeur, Nicholas Katzenbach, ne reçoivent-ils aucun des rapports des agents de terrain du FBI, en particulier ceux comportant des informations impliquant la Mafia et spécialement Carlos Marcello dans l'attentat du 22 novembre. De même n'ont-ils jamais pu lire par le passé la transcription des conversations captées par les

micros de la Sûreté fédérale au cours desquelles des chefs de la Mafia menaçaient sa vie et celle de son frère.

J. Edgar Hoover a désormais les mains libres pour orienter l'enquête de la commission Warren. Il peut la manipuler en ne lui transmettant que les informations confortant la thèse du « tireur solitaire fou » et en conservant toutes celles pouvant démontrer l'existence d'un complot, a fortiori s'il est d'origine mafieuse. Il dirige l'enquête en supprimant ou en ignorant toutes les preuves pouvant impliquer la Mafia. La liste est longue des informations de terrain traçant la piste mafieuse qu'il ne transmet pas à la commission Warren ou qui sont transmises sans enquête sérieuse[37]. Si l'on suit la thèse de l'écrivain John H. Davis, l'étude du matériau que J. Edgar Hoover décide de ne pas transmettre ou de ne pas enquêter révèle la volonté d'occulter une responsabilité de la Mafia dans cet assassinat, et tout spécialement l'implication de Carlos Marcello. Rappelons que le nom de ce dernier ne figure pas dans le rapport Warren. Le directeur du FBI sait que si la commission vient à démontrer l'implication de la Mafia, c'est bien la réputation du FBI et de son directeur qui en ressortirait ternie. L'incompétence technique ou la bienveillance du FBI de J. Edgar Hoover depuis des décennies à l'égard des mafieux apparaîtrait alors en plein jour. Le mythe de l'excellence s'effondrerait. John H. Davis avance aussi une autre explication possible de cette manipulation de la commission Warren au profit de la Mafia, et surtout de Carlos Marcello : « La relation étrange de Hoover avec le chef de la Mafia de New York, Frank Costello[38]. » Carlos Marcello fut à la fin des années 1930 et au début des années 1940 un protégé de Frank Costello, et bientôt son bras droit. Or, il est établi par de nombreuses sources que Hoover et Costello n'ont pas cessé de se rencontrer, partageant le même goût pour les paris sur les courses de chevaux.

Hoover en profite aussi pour distiller de fausses informations auprès de Lyndon B. Johnson pour discréditer Bobby Kennedy et attiser la haine ancienne et viscérale qui caractérise leurs relations ; ainsi tente-t-il de faire croire que le département de la Justice tient des réunions secrètes sur l'affaire Bobby Baker, dont nous reparlerons, afin d'embarrasser le Président et le pousser à prendre Bobby sur un futur ticket présidentiel[39]. La lutte anti-Mafia étant reléguée au second plan, Hoover se montre désormais surtout intéressé par la traque des gauchistes, des défenseurs des droits civiques et des opposants à la guerre du Vietnam, autant d'amis de Bobby Kennedy, tous ceux que le Bureau classe comme « subversifs » ou « anti-Américains » ; un seul groupe de droite fait l'objet d'une surveillance active : le Ku Klux Klan[40]. Le FBI intensifie contre eux le *Counter Intelligence Program* (Cointelpro), lancé en 1956, consistant à infiltrer des agents provocateurs, à fabriquer des preuves dans les dossiers

judiciaires, à lancer des rumeurs fallacieuses et à multiplier les écoutes téléphoniques et les micros clandestins, le tout afin de dénigrer ou de détruire les individus ou les organisations dits « subversifs ». Obsédé par la « menace rouge », Hoover croit discerner une « conspiration communiste » derrière chaque mouvement des droits civiques, manifestation contre la guerre au Vietnam ou révolte urbaine. En réalité, à ce moment-là, la seule « conspiration » qu'il ne sait ou ne veut repérer est celle des assassins du président Kennedy. Le FBI n'arrête plus que des mafieux de second rang et se concentre sur la « subversion intérieure ». Le quartier général à Washington n'est plus une force d'impulsion de ses bureaux régionaux contre les Familles, même si, à leurs risques et périls, certains agents demeurent actifs au plan local. Mais tous ont bien compris le message : les promotions dépendent plus dorénavant de la neutralisation des dévaliseurs de banques ou des gauchistes que de l'arrestation de grandes figures de la Mafia. Les micros, écoutes et surveillances visent davantage le chanteur John Lennon, le militant Martin Luther King, l'actrice Jane Fonda ou l'écrivain Graham Greene que les boss de la Mafia.

Un conseiller en « odeur de mafia » : Bobby Baker

Dans son premier discours sur l'état de l'Union devant le Congrès, le 36e Président se déclare contre toutes formes de surveillance électronique, sauf en matière de sécurité nationale. Les caméras de télévision montrent un parterre de sénateurs applaudissant et un Bobby Kennedy les bras croisés, la mine défaite. L'annonce présidentielle étonne d'autant plus que, durant sa longue carrière parlementaire, Lyndon B. Johnson n'a jusque-là jamais critiqué la pratique des micros clandestins. Le coup de grâce contre la surveillance électronique est officiellement porté par le Président lorsqu'il signe le 11 juillet 1965 un *executive order* les interdisant, au nom du respect des libertés publiques. Depuis quelques années en effet, un débat public est engagé sur le sujet : la Justice et le Congrès s'interrogent sur l'usage, l'extension et la légalité de ces surveillances[41]. La polémique met même aux prises publiquement J. Edgar Hoover et son ancien ministre de tutelle, le sénateur Bobby Kennedy, sur les autorisations et le niveau de connaissance que les uns et les autres ont eu de l'usage des micros durant les années allant de 1961 à 1963. Johnson reste volontairement en retrait dans ce violent affrontement.

Cette décision est une déflagration. Cet outil de renseignement s'est avéré déterminant depuis la fin des années 1950 pour anticiper et neutraliser les opérations des Familles. Le motif de l'interdiction définitive est noble – le respect des libertés publiques –, cependant l'effet est dévastateur dans la lutte contre la Mafia. Les hommes du FBI doivent immédiatement prendre des risques personnels importants pour retirer les micros installés quelques années auparavant, à grand renfort de ruse et de courage, dans les lieux de discussion des mafieux, en particulier à Chicago. Mais ce noble dessein est-il totalement désintéressé ? William F. Roemer, l'agent du FBI qui implanta le premier micro contre la Mafia à la fin des années 1950, en l'occurrence contre l'*Outfit* de Sam Giancana, explique que lui et ses collègues de terrain sont « dévastés » par cette

décision qui les fait revenir subitement aux « âges sombres »[42], à l'époque où ils étaient sourds et aveugles sur les agissements de la Mafia. William F. Roemer ne croit pas à la noblesse des intentions de Lyndon B. Johnson :

> « Il [Johnson] a découvert que le FBI était en train d'enquêter sur Bobby Baker, un collaborateur de Johnson durant ses années de sénateur, et que le bureau de terrain de Washington avait placé un micro chez un associé de Baker qui révélait beaucoup d'informations sur lui. Selon mon opinion, il est fort possible que Johnson ait ressenti que nos micros étaient en train de trop se rapprocher de la flamme et il a simplement donné l'ordre de tous les couper[43]. »

Le bureau du FBI de Washington enquête en effet sur Robert « Bobby » Gene Baker, un ami proche et conseiller politique de Lyndon B. Johnson depuis les années 1950. À cette fin, en décembre 1962, la Sûreté fédérale place un micro chez un de ses amis et associés, un certain Fred Black. Natif du Missouri, il a des états de service éloquents : il a grandi à l'ombre de la machine Pendergast, a été le chauffeur du sénateur Harry Truman, puis conseiller politique et associé en affaires de Lyndon B. Johnson, et un lobbyiste pour des sociétés d'aviation telle la North American Aviation. Depuis l'après-guerre, c'est aussi un ami proche du mafieux Johnny Roselli[44]. Fred Black est au cœur de la petite tribu militaro-industrielle dépendant de Johnson. Le FBI s'intéresse beaucoup à lui en raison de ses intérêts dans le monde du jeu à Las Vegas. Au même moment (1962), la Sûreté enquête sur une autre relation de Bobby Baker, un associé important de la Mafia du nom d'Eddie Levinson, au moyen là encore d'un micro placé dans le bureau qu'il occupe à Las Vegas, à l'hôtel Fremont. Levinson est un élément central du dispositif de la Mafia à Las Vegas, puisqu'il est le meneur des opérations d'écrémage des profits et des transferts des fonds vers des comptes secrets dans les paradis fiscaux. Or, le nom de Bobby Baker apparaît lors des enregistrements clandestins. Manifestement, certaines des conversations enregistrées sur les uns et les autres doivent inquiéter au plus haut point le nouveau président des États-Unis, moins pour ses activités présentes que pour les précédentes, durant lesquelles il était sénateur[45].

> « Voici un homme, explique l'agent William Roemer à propos de Lyndon B. Johnson, qui est entré pauvre dans la vie publique, y a fait toute sa carrière et se retrouve avec un capital de 43 millions de dollars. C'était suffisant pour éveiller des suspicions sur le fait qu'il ait eu quelque chose à cacher durant ces années. Il y avait ceux qui pensaient même qu'il aurait pu être corrompu, que la pègre [Mafia] lui avait mis le grappin dessus. J'en doute. Quoi qu'il en soit, si vous jugez un homme sur ses actes, voilà un homme qui fit plus pour gêner les agences gouvernementales combattant le crime organisé que n'importe quel autre président ou leader dans l'histoire[46]. »

Bobby Baker n'est pas seulement l'homme par qui cesse incidemment la politique nationale de micros clandestins. Cette seule circonstance ne peut suffire à lui donner une place dans l'histoire de la présidence de Johnson. Il est

surtout son plus proche collaborateur et l'homme des relations troubles, dont celles profondes et multiples avec la Mafia. Afin de comprendre ce qui se joue entre Johnson et la Mafia, il convient donc de s'intéresser à ce personnage œuvrant dans les coulisses les plus obscures de la vie politique américaine depuis les années 1950. Sa proximité avec Johnson remonte à 1949, quand le jeune sénateur démocrate du Texas contacte celui qui est depuis 1942 un modeste employé de la Chambre haute. Les premiers mots du sénateur lors de leur rencontre initiale résument avec clarté les futures fonctions de Bobby Baker, comme l'intéressé le relate dans ses Mémoires : « Monsieur Baker, je comprends que vous savez où sont enterrés les cadavres au Sénat. J'apprécierais si vous veniez me voir à mon bureau pour me parler[47]. » L'entretien d'embauche réalisé, les deux hommes ne vont plus cesser de collaborer, jusqu'à la Maison Blanche. Bobby Baker a pour mission de tout savoir sur les politiciens du Congrès : goûts, vices, alliances, intentions de vote, etc. Il est rapidement affublé de deux surnoms qui décrivent ce qu'il est, un vrai pouvoir sur Capitol Hill : « le petit Lyndon » (« *Little Lyndon* ») et « le 101^{e} sénateur ». Il n'est pas seulement celui qui sait où sont enterrés les cadavres, il est aussi celui qui les enterre. Lorsque Lyndon B. Johnson devient le leader de la majorité au Sénat en 1955, il fait de Bobby Baker le secrétaire de la majorité démocrate. Il le considère comme son propre fils, celui qu'il n'a pas eu. Et si les relations mafieuses de Bobby Baker font l'objet d'incessantes rumeurs, elles n'apparaissent que tardivement, dans les années 1960. En parallèle de sa carrière dans les coulisses de la vie politique au service de Johnson, Bobby Baker est aussi un homme d'affaires naviguant en eaux troubles, à l'image de son mentor, menant des affaires douteuses dans les secteurs du jeu, de l'hôtellerie et de l'armement, via de nombreux affairistes et lobbyistes, tous également des relations de Lyndon B. Johnson. Il est passé maître dans le trafic d'influence et la corruption. Il raconte ainsi comment il remet 25 000 dollars en liquide, venant d'un groupe d'investisseurs texans désirant obtenir une franchise pour la ligue de football à un collaborateur du sénateur Estes Kefauver ; ils auront gain de cause[48]. Il a la réputation de jouir de relations considérables au sein de la Mafia[49]. Il est très présent à Las Vegas, le terrain de jeu des mafieux de tout le pays, en particulier de l'*Outfit* de Chicago. Lorsque l'une des plus grosses opérations d'investissement de la Famille de Chicago ouvre, en juillet 1958, l'hôtel-casino Stardust, le sénateur Johnson et Bobby Baker font partie des invités d'honneur. Les recettes du casino subissent immédiatement un écrémage (« *skimming* ») gigantesque : environ 400 000 dollars sont détournés chaque mois vers les coffres de l'*Outfit*. Bobby Baker gravite autour de puissants personnages, tels que Jimmy Hoffa, Carlos Marcello le boss de La Nouvelle-Orléans, et plusieurs de ses associés tel Irving

Davidson, un marchand d'armes et lobbyiste en lien avec Santo Trafficante et le syndicat des Teamsters, ayant commercé avec les présidents Batista à Cuba, puis A. Somoza au Nicaragua. Il y a surtout Clint Murchison, le millionnaire texan du pétrole, aux idées d'extrême droite, proche de la John Birch Society et du parti nazi américain, financier très généreux des campagnes de Lyndon B. Johnson. En 1955, une commission du Sénat découvre que 20 % de la Murchison Oil and Gas Inc. est détenue par le boss Vito Genovese, via le sous-chef de la Famille, Gerardo Catena, et que Clint Murchison développe des affaires financières et immobilières avec Carlos Marcello. Lyndon B. Johnson fait alors partie de ces parlementaires qui préservent les intérêts des pétroliers en votant en leur faveur des lois fiscales accommodantes. Clint Murchison sait nouer des amitiés dans tous les milieux afin d'asseoir ses affaires ; c'est ainsi qu'il fraternise depuis la fin des années 1940 avec J. Edgar Hoover. Le milliardaire a l'habitude d'inviter à ses frais le directeur du FBI et son compagnon, Clyde Tolson, lors de parties de chasse et de séjours estivaux dans son hôtel le Del Charro à La Jolla en Californie. Ils vont aux courses de chevaux ensemble. Parmi les autres visiteurs de l'hôtel, invités gracieusement par le pétrolier texan, on compte des politiciens et des mafieux de premier plan : Richard Nixon, Lyndon B. Johnson, John B. Connally, Meyer Lansky, Santo Trafficante, Johnny Roselli, Sam Giancana et Carlos Marcello. J. Edgar Hoover partage avec le milliardaire un farouche anticommunisme, accepte ses multiples cadeaux (séjours gratuits, informations boursières privilégiées, etc.), l'informe des décisions du gouvernement fédéral qui pourraient affecter ses entreprises et surtout ferme les yeux sur ses relations d'affaires avec la Mafia. Comme le dira Bobby Baker, « Hoover était un peu la propriété de Murchison[50] » ; et à travers lui, de la Mafia ?

Au début des années 1950, Bobby Baker participe activement au projet d'installation de casinos dans les Caraïbes. Le groupe Intercontinental Hotels Corporation, détenu par Pan American Airways, y est déjà propriétaire de 23 hôtels, dont trois disposent de casinos, à Saint-Domingue (République dominicaine), Curaçao (Antilles néerlandaises) et San Juan (Porto Rico). La Pan Am espère que les touristes séduits par le jeu utiliseront ses vols. La multinationale ne souhaite pas gérer en direct ces futurs casinos ; elle préférerait en confier la direction à des professionnels du secteur. La Pan Am fait appel à Bobby Baker, avec une arrière-pensée : son activité industrielle est soumise à une stricte régulation fédérale qu'elle souhaiterait voir assouplie. Qui est mieux placé que lui, dont l'entregent au Congrès, dans les administrations fédérales et à la Maison Blanche n'est plus à démontrer ? Lorsqu'il se présente au premier rendez-vous avec le président de l'Intercontinental Hotels Corporation, John Gates, il se fait accompagner par celui qu'il présente comme un ami et un client :

Eddie Levinson. L'homme d'affaires en « odeur de mafia » est, comme son frère, Louis « Sleep-out Louie » Levinson, un associé historique de Meyer Lansky dont il dirige le casino à Cuba, le Habana Riviera. Il gère aussi le Fremont à Las Vegas, détenu en sous-main par Tony Accardo, Sam Giancana et Paul Ricca. À Las Vegas, il possède aussi des parts dans le casino Horseshoe de Benny Binion. Eddie Levinson est véritablement une « personnalité du crime organisé[51] ». Bobby Baker explique qu'il se contente de présenter son ami et client qui est intéressé par les concessions des casinos de Saint-Domingue et Curaçao. John Gates fait valoir que pour la concession de Curaçao il y a déjà sur les rangs le duo Clifford A. Jones et Jake Kozloff. Levinson répond que ce n'est pas un obstacle car il se dit très proche de Clifford A. Jones. L'affaire est conclue au profit du trio Levinson/Kozloff/Jones, même si au final seul le nom de ce dernier figure sur les documents autorisant la direction des casinos dominicains, mais aussi à Curaçao, dans les îles Vierges britanniques et à Quito, en Équateur. Le contrat est à deux doigts de ne pas être conclu car l'Intercontinental Hotels Corporation refuse, au vu des antécédents judiciaires et des relations du frère d'Eddie Levinson dans le monde criminel. Il les rassure en leur affirmant que son frère ne sera en aucune façon impliqué dans l'opération. La précision ne manque pas de saveur car manifestement les dirigeants du groupe hôtelier ignorent qu'Eddie Levinson a lui aussi des antécédents judiciaires et qu'il gère des intérêts mafieux dans le monde des casinos. John Gates aurait pu tout autant s'inquiéter du parcours de l'avocat Clifford A. Jones. Cet ancien gouverneur du Nevada (1947-1954) présente en effet un profil douteux. Alors qu'il est en fonction officielle, il détient des parts dans trois hôtels-casinos majeurs de Las Vegas (Thunderbird, Pioneer Club, Golden Nugget) dont les propriétaires réels sont des mafieux, soit un conflit d'intérêts majeur. Les dirigeants de l'Intercontinental Hotels Corporation ignorent aussi que l'avocat, très investi dans des sociétés du béton, est proche de Bobby Baker et qu'il travaille déjà avec les frères Levinson dans le cadre de casinos à Las Vegas, et surtout d'une mystérieuse banque à Nassau, dans les Bahamas, la Bank of World Commerce, qui blanchit pour la Mafia l'argent des casinos du Nevada.

Plus que jamais, Bobby Baker est convaincu que la République dominicaine devient une solution, après la révolution castriste à Cuba (1959), pour les intérêts joints de l'industrie des casinos et de la Mafia. Le dictateur de l'île, Rafael Trujillo, étant complètement corrompu, il accepte aisément. Toutefois, cet espoir disparaît rapidement quand le dictateur dominicain est assassiné en mai 1961 par des opposants politiques, avec l'appui d'affidés de la CIA ; John F. Kennedy est convaincu que le maintien au pouvoir d'un tel dictateur favorisera les intérêts de la Mafia et fera le lit à terme d'une seconde révolution communiste dans les

Caraïbes. En décembre 1962, son successeur est élu en la personne de Juan Bosch. Le vice-président Lyndon B. Johnson, Bobby Baker et Eddie Levinson font partie des invités officiels lors de sa prestation de serment. Quelques semaines plus tard, probablement conseillé par Bobby Baker, Sam Giancana entame ses démarches pour tenter d'ouvrir des casinos dans l'île. Mais ses déplacements deviennent impossibles car c'est à cette période que le FBI lance sa politique de surveillance intensive et ostensible du boss de l'*Outfit*, un quasi-harcèlement destiné à gêner ses affaires. La pression qui s'exerce sur lui le contraint à limiter ses déplacements. Une fois la surveillance relâchée, Sam Giancana parvient à nouveau à planifier une ouverture de casinos en République dominicaine. Comme Bobby Baker l'explique de manière cynique dans ses Mémoires[52], il travaille ardemment pour le compte d'Eddie Levinson, Benjamin Siegelbaum et Clifford A. Jones afin d'obtenir des licences de casinos à Saint-Domingue et à Porto Rico au profit des entrepreneurs de Las Vegas, donc de la Mafia. Il ajoute que leurs conversations avec le ministre des Finances de la République dominicaine sont enregistrées par le FBI qui a, semble-t-il, mis sur écoute l'ambassade de ce pays à Washington ; leur contenu est si compromettant que Lyndon B. Johnson obtient, à la demande de Bobby Baker, du secrétaire d'État Dean Rusk que leur contenu disparaisse dans l'intérêt de la sécurité nationale lorsque les enregistrements sont évoqués lors d'un procès pour évasion fiscale. Mais l'espoir dominicain est de courte durée car le régime de Juan Bosch sombre dans le chaos.

Bobby Baker trouve alors une autre source de revenus en créant, en 1962, avec son ami Fred Black et les mafieux Eddie Levinson, Edward Torres et Benny Siegelbaum, la société Serv-U-Corporation, une entreprise spécialisée dans les distributeurs automatiques pour des sociétés travaillant dans le cadre de programmes fédéraux. Les machines vendues par Serve-U-Corporation sont fabriquées par une société détenue en sous-main par Sam Giancana, Tony Accardo, Paul Ricca, Gus Alex et quelques autres mafieux de Chicago. Serve-U-Corporation causera la chute de Bobby Baker en raison de multiples conflits d'intérêts, malversations et actes de corruption dont ses activités sont grevées. Bobby Baker et ses associés du monde du jeu ont utilisé l'influence politique de Johnson pour emporter des contrats publics avec de grandes firmes – North American Aviation, Northrop and Space Technologies – au profit de Serve-U-Corporation. De manière globale, Johnson se retrouve en situation de péril et de chantage, car son plus proche collaborateur est connecté aux intérêts les plus sensibles de la Mafia via les casinos. Eddie Levinson, Fred Black et Benny Sigelbaum sont des « hommes de paille » (« *front men* ») et des investisseurs pour les Familles, en l'occurrence pour leurs deux plus gros

gestionnaires : Meyer Lansky et Moe Dalitz. Ces relations de Bobby Baker sont donc à ce titre des cibles de premier choix pour le FBI. Au travers de ses affaires et de ses associés, Lyndon B. Johnson prête le flanc politiquement, médiatiquement et judiciairement, en particulier à son ennemi intime, Bobby Kennedy, devenu ministre de la Justice. C'est au début des années 1960 que les interrogations, y compris dans la presse, sur les activités corruptrices et l'enrichissement de Bobby Baker et de Lyndon B. Johnson se développent. Comment ces deux hommes, issus de milieux modestes et vivant officiellement de leur seul salaire de fonctionnaire ou d'élu, ont-ils pu devenir millionnaires ? Les scandales mettant en cause leur probité s'enchaînent à partir de 1962, touchant d'abord le vice-président puis son conseiller.

La réputation de Lyndon B. Johnson est depuis toujours douteuse. L'homme est soupçonné d'avoir truqué les élections sénatoriales de 1948 en sa faveur, et les votes au Texas pour l'élection présidentielle de 1960 au profit de Jack Kennedy ; et son talent à faire voter les morts lui vaut le surnom de « *Landslide Lyndon* » (« Lyndon, le glissement de terrain »). En 1962, le vice-président est décrit dans un rapport du FBI comme frayant avec des « intérêts voyous » (« *hoodlum interests* »)[53]. Avant même les tracas que son conseiller Bobby Baker lui procure, il doit affronter une première épreuve avec « l'affaire Billie Sol Estes ». En mars 1962, le FBI arrête ce gros contributeur texan du Parti démocrate, accusé de vol, conspiration et fraude pour son rôle dans des schémas de corruption portant sur des millions de dollars, en lien avec le ministère de l'Agriculture (lots de coton, réservoirs de stockage, etc.). C'est une relation de Carlos Marcello. Plusieurs hauts fonctionnaires doivent démissionner. Le contexte de cette enquête est lourd, émaillé de morts suspectes, dont celle, en juin 1961, de Henry Marshall, un haut fonctionnaire texan du ministère, enquêtant sur les activités de Billie Sol Estes. Il est retrouvé le corps criblé de 5 balles dont l'une dans le dos, le shérif puis le FBI s'acharnant à démontrer qu'il s'agit, contre toute évidence, d'un suicide. Washington bruisse de rumeurs sur le fait que Lyndon B. Johnson est un partenaire en affaires de Billie Sol Estes, qu'il a fait du lobbying en sa faveur auprès du ministère de l'Agriculture, qu'il a reçu des cadeaux de l'homme d'affaires et qu'il a tenté de bloquer l'enquête fédérale du FBI. Les frères Kennedy s'inquiètent et un sénateur républicain envisage même de lancer une procédure d'*impeachment* contre le vice-président. Il est possible que Bobby Kennedy cherche à utiliser cette affaire contre lui ; du moins en est-il persuadé. Walt Perry, enquêteur du fisc, qui traite le dossier Billie Sol Estes, recueille auprès de ce dernier une curieuse confidence. D'une part, il reconnaît avoir acheminé jusqu'à Lyndon B. Johnson pour 10 millions de dollars de pots-de-vin. D'autre part, il affirme que Bobby

Kennedy lui aurait rendu visite en prison en 1963 pour lui faire une offre : un témoignage contre le vice-président en échange d'une libération anticipée. Il aurait décliné : « Si j'avais témoigné contre lui, j'aurais été mort dans les vingt-quatre heures[54]. » Il purge au final une peine de prison de 1965 à 1971. En 1983, il accuse Lyndon B. Johnson d'avoir commandité le meurtre de Henry Marshall. Confronté à l'entêtement du Texan, le vice-président aurait déclaré au cours d'une réunion en janvier 1961, en présence d'un de ses conseillers, Clifton C. Carter, et du futur tueur Malcom Wallace : « Il semble juste que nous devrons nous occuper de lui[55]. » À la date de ces révélations, tous les protagonistes sont décédés. Qui croire ?

Quoi qu'il en soit, alors que le scandale Billie Sol Estes éclabousse le vice-président en 1962, c'est au tour de son conseiller personnel de se voir mis en cause pour sa probité. En septembre 1963, le Congrès et le département de la Justice ouvrent des enquêtes séparées sur Bobby Baker. Il est question de corruption avec de l'argent public et d'échanges de faveurs sexuelles contre des votes au Sénat et des contrats publics dont l'épicentre est la société Serv-U-Corporation ! L'affaire n'implique pas directement le vice-président, mais Bobby Baker étant son homme lige, il ne peut qu'être éclaboussé ; surtout, l'affaire suscite de nouvelles interrogations sur l'origine de la fortune des deux hommes. Lyndon B. Johnson est littéralement pris de panique. Une rumeur se répand dans tout Washington : les frères Kennedy activent ces enquêtes sur Bobby Baker pour l'embarrasser ; Bobby Kennedy le niera avec vigueur lors d'interviews postérieures[56]. Lyndon B. Johnson est convaincu que son ennemi, le ministre de la Justice, se sert de cette affaire pour l'évincer du futur ticket présidentiel des élections de 1964. L'affaire se transforme en une tempête médiatique et Bobby Baker devient même le premier Américain dont un scandale porte le nom. Le *Little Lyndon* est contraint de démissionner en octobre 1963 dans un climat électrique. Il reconnaîtra lui-même que « la raison pour laquelle ils étaient tous devenus fous à son sujet tenait au fait que Meyer Lansky était dans le coup[57] ». Cependant, durant toute cette période, J. Edgar Hoover alimente sa paranoïa en lui transmettant des rapports affirmant que les collaborateurs de Bobby Kennedy font vivre le dossier Bobby Baker à la seule fin de lui nuire. Dans ses Mémoires, Bobby Baker racontera comment, après être sorti de prison dans les années 1970, il rendra visite à un Lyndon B. Johnson, piteux de n'avoir pas su l'aider, qui lui aurait dit : « J'aurais aimé pouvoir vous aider, mais Bobby Kennedy m'aurait crucifié, les républicains m'auraient crucifié, la presse m'aurait crucifié. J. Edgar Hoover est venu me voir peu après que je devienne président pour me dire qu'il disposait de preuves électroniques montrant votre implication avec des joueurs de Las Vegas. Il m'a mis en garde

de toute initiative pour vous aider[58]. » La situation est d'autant plus dangereuse que la presse associe désormais le nom de Bobby Baker à celui de la *Cosa Nostra* ; un terme qui vient juste de rentrer dans le domaine public après les auditions télévisées du repenti Joe Valachi au Congrès.

Dans ce lourd contexte, touchant à la fois Lyndon B. Johnson et Bobby Baker, une question politique émerge : celle de savoir si le vice-président sera à nouveau sur le ticket présidentiel quand Jack se représentera lors des élections de 1964. Il sait parfaitement que sa place est tout sauf assurée, même s'il est en théorie le garant du vote démocrate conservateur des États du Sud, qui fut déjà déterminant en 1960. Le vent tourne et l'humiliation finale semble approcher quand le vice-président est écarté de l'organisation du déplacement présidentiel à Dallas, dans son État du Texas en novembre 1963. Washington murmure alors sa prochaine chute politique et judiciaire ; il est même question de procès criminel, d'emprisonnement et d'une procédure d'*impeachment*. La tragédie de Dallas va le servir au-delà de toutes ses espérances et le sauver de manière providentielle. Le 22 novembre 1963, soit le jour de l'assassinat de Jack Kennedy, un ami et associé de Bobby Baker, le courtier en assurances Don B. Reynolds, témoigne à partir de 10 heures du matin devant une commission du Sénat sur des suspicions de pots-de-vin reçus par Lyndon B. Johnson et Bobby Baker. La commission est dirigée par le républicain John J. Williams, surnommé « la conscience du Sénat » pour son intégrité et son acharnement à lutter contre la corruption. Les travaux ont commencé en septembre 1963 et avancent rapidement, y compris avec l'aide des élus du Parti démocrate. L'affaire Bobby Baker réunit tous les ingrédients pour devenir un scandale majeur pour sa dimension monétaire mais aussi sexuelle[59]. Au cœur de l'enquête sénatoriale, il y a Bobby Baker, Fred Black et Eddie Levinson et leurs malversations autour de la société Serv-U-Corporation. Le témoignage de Don B. Reynolds se situe à quelques heures d'un désastre pour Lyndon B. Johnson, tant il s'annonce dévastateur pour Bobby Baker et lui. Don B. Reynolds termine son témoignage une heure après l'assassinat de John F. Kennedy ; ce témoignage est toutefois enterré quelques heures plus tard, dès que Johnson prête serment et devient le 36^{e} président des États-Unis. L'enquête parlementaire va peu à peu s'étioler et une campagne de dénigrement contre Don B. Reynolds débute avec à la manœuvre J. Edgar Hoover. Le Président demeure malgré tout paniqué, comme le raconte le lobbyiste Robert Winter-Berger. Alors qu'il visite le *speaker* de la Chambre des représentants John McCormack, en février 1964, il tombe de manière impromptue sur un Lyndon B. Johnson hystérique qui lui dit :

« John, ce fils de pute [Bobby Baker] va me ruiner. Si ce suceur de bites parle, je vais atterrir en

> prison… J'ai presque élevé ce fils de pute et maintenant il va faire de moi le premier président des États-Unis à passer les derniers jours de sa vie derrière les barreaux. Dis à Nat que je veux qu'il reste en contact avec Bobby Baker aussi vite que possible – demain s'il peut. Dis à Nat de dire à Bobby que je lui donnerai 1 million de dollars s'il porte le chapeau. Bobby ne doit pas parler[60]. »

Johnson achète donc le silence de Bobby Baker. Le directeur du FBI est suspecté d'étouffer rapidement son implication dans l'affaire Billie Sol Estes et de cesser de transmettre au département de la Justice des informations sur Bobby Baker. L'enterrement de l'enquête parlementaire permet d'exonérer Johnson de toute faute. Mais le couperet n'est pas passé loin pour lui, qui échappe au pire grâce au silence acheté de Bobby Baker. Cependant, ces efforts ne parviennent pas à le sauver : il est poursuivi en 1966 pour des faits de vol, fraude et évasion fiscale. Il est condamné à une peine de 3 ans de prison ; mais il ne reste que 6 mois derrière les barreaux durant lesquels il est physiquement protégé par un autre détenu qui le prend sous sa coupe : Jimmy Hoffa. À partir de 1963, l'avocat de Bobby Baker est Edward Bennett Williams, dont la clientèle comprend les mafieux Frank Costello et Sam Giancana, Jimmy Hoffa, Fred Black, Eddie Levinson ou encore un tueur à gages réputé de la Mafia, Felix Alderisio. Il remplace l'avocat Abe Fortas, que Johnson a nommé comme coordonnateur de l'enquête du FBI, du ministère de la Justice et du procureur du Texas sur l'assassinat de John F. Kennedy. Le choix de ce nouvel avocat, au demeurant brillant, est révélateur des liens étroits unissant Bobby Baker à la galaxie mafieuse. Le sociologue et criminologue William J. Chambliss, auteur du livre *On the Take*, un classique sur la corruption politico-criminelle aux États-Unis, pose un diagnostic sans appel sur Johnson : « Il est possible que si Baker avait révélé même une partie seulement de ce qu'il savait de l'implication de Johnson avec le crime organisé, les crimes du Watergate de Richard Nixon auraient fait pâle figure en comparaison[61]. » Bobby Baker ne dit pas autre chose dans ses Mémoires, au titre révélateur de *Wheeling and Dealing*[62] (« Tractations et marchandages »), quand il écrit que s'il avait parlé, beaucoup de sénateurs auraient été pour le moins en grande difficulté, et que la blessure pour Johnson aurait été « mortelle ».

La connexion Jack Halfen-Carlos Marcello

Les relations mafieuses de Johnson sont nombreuses, au-delà de Bobby Baker. Selon William J. Chambliss, il est financé par Meyer Lansky lors des campagnes de 1960 et 1964 ; le mafieux ayant déjà financé auparavant les campagnes des démocrates Franklin D. Roosevelt et Harry S. Truman[63]. Ce sont des contributions secrètes, en liquide et généreuses. Le sénateur reçoit aussi un beau pot-de-vin d'un demi-million de dollars venant d'un associé de Meyer Lansky, Lewis Rosenstiel, un magnat de l'alcool et ami de J. Edgar Hoover, investisseur à l'occasion dans des casinos de la Mafia à Las Vegas. Il s'agit de s'assurer une protection politique. Mais l'essentiel ne se trouve ni à Las Vegas, ni à Chicago, ni sur la côte Est, mais plus au sud. Johnson est de longue date un protégé de Carlos Marcello, ce qui n'a rien d'étonnant d'un strict point de vue géographique puisque l'empire criminel du boss de La Nouvelle-Orléans s'étend au-delà de la Louisiane jusqu'au Texas. Si l'on en croit le professeur et journaliste d'investigation Michael Dorman, le boss de La Nouvelle-Orléans lui confie, lors d'un entretien exclusif en 1970, que l'animosité de Robert Kennedy a une origine purement électorale, autrement dit politique. En 1960, quand il dirigeait la campagne de son frère, il aurait envoyé un émissaire à La Nouvelle-Orléans rencontrer Carlos Marcello. Celui-ci aurait souhaité que le boss fasse basculer le vote de la délégation démocrate de Louisiane aux primaires de 1960 en faveur de Jack. Carlos Marcello l'aurait éconduit poliment, l'informant qu'il soutenait déjà son adversaire, Johnson. Et en effet, les démocrates de Louisiane votent en majorité en faveur de Johnson. Carlos Marcello se serait convaincu que ce refus était à l'origine de la vendetta de Bobby Kennedy à son endroit[64]. Quoi qu'il en soit, le boss soutient financièrement le sénateur du Texas depuis de nombreuses années, ainsi que beaucoup d'autres politiciens, afin de s'assurer qu'aucune loi ne vienne perturber ses intérêts dans l'univers des machines à sous et du jeu en général. L'intermédiaire entre Carlos Marcello et Johnson est un

certain Jack Halfen, un associé du boss, jouant un rôle central dans les coulisses de la vie politique américaine.

Au printemps 1963, l'*Attorney General* Robert Kennedy recherche activement des éléments compromettants sur les activités criminelles de son ennemi, le vice-président. Selon une source haut placée au département de la Justice de l'écrivain John H. Davis, Bobby dispose d'un dossier détaillant les pots-de-vin provenant de Jack Halfen, en fait sur « la connexion Marcello-Halfen-Johnson[65] ». Si le 35e président des États-Unis n'avait pas été assassiné, il est probable que le département de la Justice aurait lancé des poursuites sur cette « connexion », ainsi que contre Bobby Baker. Jack Halfen est alors un des très grands intermédiaires et corrupteurs de la vie politique américaine, au profit des gangsters, dont des mafieux de premier rang – Frank Costello, Vito Genovese, Santo Trafficante, Carlos Marcello, etc. – et des entreprises souhaitant acheter des politiciens de tous bords. Œuvrant depuis les années 1950, son talent criminel lui vaut le surnom de « *the Big Fix* » (« le grand arrangeur »). Selon Michael Dorman, il se vante auprès de lui d'avoir été le principal contributeur des campagnes électorales de Johnson au Congrès (Sénat, Chambre des représentants), donc dès les années 1950, mais aussi auparavant[66]. Il lui aurait fait passer environ 100 000 dollars par an, dont une grande partie vient de la Mafia. Ces contributions – appelées pudiquement « compensations » – permettent aux mafieux de protéger leurs activités criminelles, de limiter l'ampleur des commissions d'enquête parlementaires et de tuer dans l'œuf les projets législatifs pouvant gêner leurs affaires, telles les lois restreignant les jeux, ou de renforcer la lutte contre le racket. Grâce à l'intervention du sénateur Johnson, à la demande de Jack Halfen, la commission d'enquête de son collègue Estes Kefauver ne s'arrête pas au Texas pour auditionner, alors que l'État est notoirement corrompu et sous l'emprise de la Mafia. Tel est ainsi le sens des « compensations » versées par Carlos Marcello à Johnson quand il est élu au Congrès. Le canal Marcello-Halfen lui permet de recevoir au moins 50 000 dollars par an de contributions durant ses 12 années passées au Sénat. On comprend comment et pourquoi l'empire criminel de Carlos Marcello, en particulier celui du jeu, au Texas et en Louisiane, demeure protégé. Comme le note John H. Davis, il n'est donc pas étonnant que la guerre contre le crime organisé menée par Robert Kennedy soit dans l'impasse dans l'État où son frère sera assassiné[67].

Lorsqu'il arrive à la tête du département de la Justice, Bobby se montre très intéressé, dès 1961, par les investigations menées par l'*Assistant Attorney General* en charge de la section du crime organisé et du racket, Edwyn Silberling, sur les faits de corruption politique. Il lui est alors suggéré d'obtenir

la coopération de Jack Halfen, emprisonné pour 10 ans. En échange d'une libération conditionnelle, celui-ci pourrait donner des informations sur des politiciens véreux, et pourquoi pas, au besoin, sur Johnson, en particulier sur ses liens avec Carlos Marcello. Toutefois, l'idée fait long feu, car les investigations d'Edwyn Silberling mettent en cause des élus démocrates de New York et de l'Indiana, fervents supporters de Jack Kennedy. Bobby ordonne donc de mettre fin à ces investigations embarrassantes. L'éventualité de faire parler Jack Halfen s'éloigne et à travers lui la possibilité de débusquer des éléments à charge contre le vice-président. Jack Halfen, qui doit en principe sortir de prison en 1971, bénéficiera d'une libération anticipée inattendue en 1966 : Johnson est alors président des États-Unis. Selon des documents publiés en 1998 par le FBI, il apparaît que Robert Kennedy tente d'obtenir en 1962 et 1963 une liste des politiciens texans corrompus, rédigée par Jack Halfen. Le ministre de la Justice est convaincu que l'enquête sur lui peut conduire à des dizaines de poursuites pénales pour des faits de criminalité organisée, dont une partie des éléments matériels mettraient possiblement en cause Johnson.

Plus tard, en 1968, alors qu'il n'est plus ministre mais candidat à l'élection présidentielle, le sénateur Bobby Kennedy tente d'utiliser à nouveau l'affaire Jack Halfen en aidant le journaliste Michael Dorman à écrire un article pour le magazine *Ramparts* – et plus tard son livre *Payoff* (1972) – montrant la connexion entre Carlos Marcello et Johnson. Lorsque l'article de Michael Dorman paraît, les éditeurs de *Ramparts* n'hésitent pas à le préfacer en affirmant que « les révélations de l'article suivant justifient une enquête criminelle fédérale sur les activités de Johnson comme parlementaire et sénateur du Texas[68] ». Cette hypothèse n'a presque aucune chance de se réaliser : Tom Clark, président de la Cour suprême, a fait partie des heureux bénéficiaires des largesses de Jack Halfen ; et son fils Ramsey Clark est l'*Attorney General* de Johnson, soit celui pouvant engager éventuellement des poursuites pénales.

Durant toutes ces années, le vice-président puis président Johnson n'ignore rien des différentes manœuvres du ministre puis du sénateur Bobby Kennedy à son encontre. Par ailleurs, si l'on en croit Chuck et Sam Giancana, le boss de Chicago aurait été à la manœuvre avec Joe Kennedy pour imposer Johnson sur le ticket présidentiel, au moyen de contributions financières, en 1960[69]. Les financements mafieux en faveur de Johnson proviennent aussi de Jimmy Hoffa, si l'on en croit l'avocat Frank Ragano[70]. Jimmy Hoffa se vante d'avoir donné à Johnson 100 000 dollars de contributions électorales en liquide. Le même téléphone à l'avocat mafieux le 22 novembre 1963 pour lui manifester sa joie et se dire convaincu que Johnson « s'occupera » désormais de Bobby Kennedy[71] ; Santo Trafficante se montre lui aussi certain que le nouveau président se

débarrassera du ministre de la Justice[72]. Ce portrait sombre des compromissions mafieuses de Johnson serait incomplet sans la présence de Jimmy Hoffa. En 1964, il fait porter 100 000 dollars en liquide à Clifton Carter, l'un des conseillers du nouveau président des États-Unis, afin d'obtenir l'abandon des poursuites engagées par le ministère de la Justice contre le président des Teamsters dans deux procès pour corruption de jury et fraude.

Les antagonismes réels, exagérés ou présumés entre les frères Kennedy (Robert, essentiellement) et le duo Johnson-Bobby Baker expliquent l'émergence de thèses, sans fondements solides[73], sur l'implication du vice-président et de ses amis texans, dont le millionnaire du pétrole Clint Murchison, dans l'assassinat de Jack Kennedy. Selon ces schémas complotistes, les enquêtes judiciaires et parlementaires sur Bobby Baker et le vice-président auraient été « la clé cachée du 22 novembre 1963 ». Ces théories et rumeurs sont révélatrices de l'image très détériorée que renvoient Johnson et ses amis. Ces accusations graves, mais sans fondement objectif, prospèrent car elles prennent racine dans un fait incontestable : la carrière de Johnson présente des capillarités mafieuses indéniables.

Après Trujillo : une heureuse convergence d'intérêts à Saint-Domingue ?

À partir de 1930 jusqu'à son assassinat en 1961, Rafael Trujillo dirige l'île de manière dictatoriale et comme un gangster. Il la transforme en seigneurie prédatrice et en un juteux business familial. Il se montre accueillant avec les joueurs et les mafieux nord-américains : Angelo Bruno, Santo Trafficante, Meyer Lansky, Sam Giancana, etc. Il rêve de faire de l'île un nouveau paradis du jeu à l'image de son voisin cubain Batista. Il échoue toutefois dans ce dessein. Par ailleurs, il utilise des hommes de la Mafia comme sous-traitants, comme le mafieux du New Jersey Joseph Arthur « Joe Bayonne » Zicarelli, capitaine de la Famille Bonanno, pour organiser l'enlèvement à New York de l'opposant Jesús Galíndez, qui meurt dans les geôles dominicaines après avoir été torturé. Après l'arrivée de Fidel Castro au pouvoir en 1959, Rafael Trujillo finance une série d'opérations destinées à renverser le nouveau régime communiste, croisant ainsi les intérêts et les opérateurs sur le terrain de la CIA et de la Mafia. Le 30 mai 1961, Trujillo est toutefois assassiné par des opposants politiques, aidés, comme nous l'avons vu, par la CIA et la Mafia, en l'occurrence Johnny Roselli. Il était un allié sûr des États-Unis dans la lutte contre le communisme, mais le kidnapping de Jesús Galíndez et sa diplomatie chaotique l'ont rendu infréquentable. L'administration Kennedy se félicite de sa disparition en s'inquiétant aussi, tout comme la Mafia, de l'émergence possible d'un régime qui deviendrait, comme à Cuba, hostile aux intérêts américains.

L'instabilité gagne l'île et en 1965 le président Johnson envoie 23 000 soldats pour imposer la loi martiale, puis installer au pouvoir Joaquín Balaguer l'année suivante. Légitimé par des élections manifestement truquées, ce politicien aguerri sait qu'il a besoin de soutiens à Washington pour conforter son pouvoir. Joseph Zicarelli l'aide en ralliant par exemple le soutien de son ami à la Chambre des représentants, le démocrate du New Jersey, Cornelius

Gallagher. Joaquín Balaguer a l'intelligence de faire appel au lobbyiste et marchand d'armes Irving Davidson, un ami de Carlos Marcello, pour en faire son conseiller politique. Il prend aussi comme agent politique aux États-Unis l'avocat de Zicarelli et Irving Davidson, Stephen Hoffman. Il a appris de l'expérience de Rafael Trujillo qu'il est impératif pour se maintenir au pouvoir de savoir cultiver ses relations américaines, tant dans la classe politique qu'au sein du monde criminel. Joaquín Balaguer ouvre grand les portes de Saint-Domingue aux capitaux nord-américains. Le plus grand bénéficiaire est ainsi le conglomérat Gulf & Western qui n'est pas une multinationale ordinaire, puisqu'elle est liée à la Famille de Chicago. Son P.-D.G. est un ami et un client de Sidney Korshak, l'associé de l'*Outfit* qui lui sert d'ambassadeur dans le monde économique et financier – nous en reparlerons.

Assassinat de Bobby Kennedy : Bis repetita placent *?*

Bobby décide en 1968 de se présenter à l'élection présidentielle. Jackie Kennedy confie alors à Arthur Schlesinger que, s'il s'entête, son beau-frère subira le même sort que son défunt mari. Cette candidature est une mauvaise nouvelle pour la Mafia. Il fait peu de doute que la priorité absolue de Bobby, une fois élu, sera de rouvrir l'enquête sur l'assassinat de son frère et de reprendre la lutte contre la Mafia afin de l'anéantir définitivement. Pour ceux qui sont convaincus de la responsabilité de la Mafia dans l'assassinat de John F. Kennedy, la candidature de Bobby ressemble à la fois à une tentative de rédemption et à un suicide. Il suscite en effet au moins autant de haine, si ce n'est plus encore, que son aîné : celles de Johnson, de J. Edgar Hoover, des mafieux, de l'extrême droite, etc.

Tout incarcéré qu'il est au pénitencier fédéral de Lewisburg, Jimmy Hoffa fait toujours partie de la longue liste de ses ennemis. Le 30 mai 1967, le FBI apprend par un informateur que le syndicaliste a discuté d'un « contrat pour tuer Bobby Kennedy » avec le mafieux Carmine Galante de New York, un allié de Carlos Marcello et Santo Trafficante. Un an plus tard, en 1968, un nouvel informateur au sein de la prison de Lewisburg répète la même information au FBI[74]. Puis, le 1er juin 1968, le FBI apprend d'un autre informateur qu'un « propriétaire de ranch aisé de Californie du Sud », détestant Bobby Kennedy, avait offert à la Mafia un contrat pour le tuer s'il se présentait à la course à l'investiture démocrate. Le FBI ne semble pas s'émouvoir de ces informations et n'interroge pas Jimmy Hoffa sur ses déclarations inquiétantes ; il ne le fera que 6 semaines après l'assassinat. La Sûreté fédérale ne veut voir dans ces informations que des rumeurs. Pourtant, il y a un précédent. Comme nous l'avons vu, le Teamster Edward Grady Partin avait informé le FBI en 1962 à propos de Jimmy Hoffa qui réfléchissait à haute voix à un attentat contre Bobby Kennedy, avec un mode opératoire en tous points semblable à celui qui sera

utilisé contre Jack en 1963. Il est vrai que Bobby est toujours autant détesté par la haute hiérarchie de la Sûreté fédérale. Clyde Tolson déclare lors d'une réunion au FBI peu après l'annonce de la candidature de Bobby Kennedy : « J'espère que quelqu'un va faire feu et tuer le fils de pute[75]. » Son souhait est vite exaucé.

Le 4 juin 1968, Bobby est à Los Angeles, en Californie, où il fait donc campagne pour obtenir l'investiture du Parti démocrate. La Californie est un État crucial, mais a priori acquis à sa cause. Alors qu'il vient de terminer un discours à l'hôtel Ambassador, dans la nuit du 4 au 5 juin, il est assassiné par un Jordanien d'origine palestinienne, du nom de Sirhan Bishara Sirhan, au moyen d'une arme à feu. L'enquête menée par la police de Los Angeles (LAPD) conclut rapidement que le meurtrier est un « tireur solitaire dérangé et marxiste ». Apparemment, c'est *bis repetita placent*[76] ! Sirhan Bishara Sirhan est condamné à mort (1969) et sa peine est ensuite commuée en prison à perpétuité (1972). Toutefois, dès le verdict rendu, l'enquête du LAPD suscite de vives critiques quant à sa fiabilité. Au fil des années, ces questionnements ne cessent d'enfler, et la polémique fait rage tant le travail du LAPD semble bâclé[77]. L'enquête de police sur la scène de crime apparaît au moins aussi calamiteuse que celle de Dallas. Un détail trouble nombre d'observateurs : l'arme de Sirhan Bishara Sirhan est un pistolet à 8 coups et il se pourrait qu'il y ait eu en réalité 10 ou 12 tirs ; il y aurait donc eu au moins un second tireur. La question se pose d'autant plus que le Jordanien semblait positionné face à Bobby lors de l'assassinat, alors que le tir fatal proviendrait de derrière la victime. Los Angeles 1968 serait-il alors la réplique de Dallas 1963 ? Dans une contre-enquête fouillée et convaincante, *The Assassination of Robert F. Kennedy*[78], Dan E. Moldea conclut pourtant à la thèse du tireur solitaire sans mobile politique, dérangé mentalement ; selon lui, ce sont les maladresses des enquêteurs dans la gestion de la scène de crime qui, en laissant planer un doute sur le nombre de balles tirées par Sirhan Bishara Sirhan, font naître l'hypothèse d'un second tireur et donc d'une conspiration. En voulant ensuite couvrir leurs imprécisions et lacunes, les enquêteurs du LAPD auraient nourri des doutes et des suspicions inutiles. Cependant, ce point de vue ne fait pas l'unanimité et il est intéressant de relever les éléments ayant pu donner corps, au-delà de la question de la présence d'un second tireur, à la piste mafieuse[79]. Quels sont ces indices mafieux ?

Sirhan Bishara Sirhan n'a aucun passé criminel connu au moment de son arrestation, mais il évolue dans un milieu interlope. Il y a d'abord sa famille : un frère condamné pour trafic de stupéfiants, et un autre arrêté pour tentative de meurtre. Il rêve de devenir jockey et est passionné de chevaux. En 1968, pour une raison inconnue, la commission de contrôle des courses de Californie lui refuse sa licence. Il travaille successivement comme palefrenier dans deux

hippodromes, Santa Anita et Del Mar, connus pour être infestés de gangsters. Parieur invétéré, il accumule des dettes importantes. Dans le ranch où il travaille, le Corona Breeding Farm, il a pour ami et chef direct, jusqu'en 1966, un jockey du New Jersey du nom de Henry R. Ramistella, connu à Miami et New York pour des violations de lois sur les stupéfiants, parjure, vols, infractions bancaires et interdictions d'hippodromes. Sa licence de jockey lui ayant été retirée pour faux témoignage, il en obtient une nouvelle en Californie sous le nom de Frank Donneroummas/Donnarumma. Sirhan Bishara Sirhan le décrit comme un gros parieur, ce qui lui occasionne, lui aussi, de constants problèmes financiers. Son nom apparaît à de multiples reprises dans son journal personnel.

Par ailleurs, le contexte californien n'est pas neutre. Carlos Marcello y dispose de puissants amis et associés, dont le gangster Mickey Cohen. Lui et Carlos Marcello ont d'ailleurs comparu en même temps lors de la commission McClellan, en 1959, subissant de concert les foudres de Bobby Kennedy. Dans ses Mémoires, Mickey Cohen reconnaît que Carlos Marcello est « le boss de Louisiane » et qu'il s'agit d'une « personne merveilleuse, un vrai gentleman[80] ». Devenu ministre de la Justice deux ans plus tard, Bobby Kennedy désigne Mickey Cohen comme une cible prioritaire dans la lutte contre le crime organisé, en Californie. Or, les hippodromes de Santa Anita et Del Mar où Sirhan Bishara Sirhan travaille sont contrôlés par Mickey Cohen pour le compte de la Mafia. Par ailleurs, le ranch Corona Breeding Farm est la propriété pour partie d'un exilé cubain, Desi Arnaz, une relation de Mickey Cohen. Ce dernier est aussi un ami de Jack Ruby. L'hôtel Ambassador est également un lieu où Mickey Cohen mène certaines de ses opérations de jeu illégal avec l'aide de membres du personnel. Bobby Kennedy est donc assassiné dans un État, une ville et un hôtel où la Mafia dispose de multiples ressources. Mais dans ce monde criminel, dira-t-on, qui ne se connaît pas ?

Si Sirhan Bishara Sirhan n'a été qu'un « pigeon » dans cet assassinat relevant d'une conspiration – à l'image de Guiseppe Zingara pour Anton Cermak[81] et de Lee Harvey Oswald pour John F. Kennedy –, les suspicions sur « l'autre tireur » se sont orientées rapidement vers l'un des gardes de sécurité de l'hôtel Ambassador, Thane Eugene Cesar, dont le profil et le comportement ont toujours suscité beaucoup d'interrogations. Il se trouve juste derrière Bobby Kennedy lors des tirs meurtriers de Sirhan Bishara Sirhan. Dan E. Moldea conclut à son innocence après lui avoir fait passer un test au polygraphe, ce que le LAPD n'a jamais fait avant lui. Mais selon certains auteurs, le garde du corps a une histoire qui questionne. Il semble qu'il ait un passé jonché d'arrestations diverses aux États-Unis et au Mexique, un pays où il est libéré grâce à l'intervention d'un important homme d'affaires de Californie associé de la

Mafia, John Alessio, qui est aussi un ami de Mickey Cohen. Le mafieux Bill Bonanno fait une remarque troublante à son sujet : « Quand le nom de ce second tireur potentiel, Thane Eugene Cesar, est apparu, j'en ai pris note de la même manière que lorsque j'ai entendu le nom de Jack Ruby associé au meurtre d'Oswald[82]. » Bill Bonanno décrit John Alessio, non en membre de la Mafia, mais comme un associé de la Famille de Los Angeles, dirigeant un hippodrome à Tijuana et ayant de multiples intérêts dans le monde du jeu en lien avec la Mafia ; c'est aussi un contributeur aux campagnes du Parti républicain en Californie – Richard Nixon puis Ronald Reagan. Selon Bill Bonanno, Thane Eugene Cesar était connu pour être un homme de main de John Alessio : « Cesar fit des "choses" pour Alessio – donc pour nous[83]. » Bill Bonanno explique avoir purgé 6 mois de prison en sa compagnie. John Alessio purge une peine pour évasion fiscale, ce qui le rend très amer. Si Bill Bonanno affirme ne jamais avoir évoqué le sujet de l'assassinat de Bobby Kennedy ou celui de Thane Eugene Cesar avec lui, il se souvient en revanche du ton enjoué de sa voix à chaque fois qu'il était question de l'assassinat des Kennedy. Selon Bill Bonanno, le personnel de l'hôtel Ambassador était complètement contrôlé par la Famille de Los Angeles, grâce aux syndicats. Ce qui le conduit à cette conclusion : « Je ne sais pas si Cesar fut le tueur de Kennedy – mais je sais parfaitement qu'il appartenait à Alessio de la même manière que Jack Ruby appartenait à Sam Giancana[84]. » John Alessio**,** de son vrai nom Giovanni Sevano Alissio, est certes un associé de la Mafia mais aussi un homme très influent en Californie. Il est le manager général à Tijuana d'un champ de courses, le Caliente Race Track, et il est condamné en 1960 pour évasion fiscale après avoir caché au fisc ses revenus tirés du champ de courses de San Diego. Il est l'ami et le partenaire en affaires de deux hommes très proches de Richard Nixon : Murray Chotiner, dont nous reparlerons, et du multimillionnaire C. Arnholt Smith. Ce dernier est à la tête d'un empire dont les activités sont liées au crime organisé.

Les avocats de Sirhan Bishara Sirhan, Grant Cooper et Russell E. Parsons, suscitent eux aussi des interrogations. La ligne de défense adoptée par ces deux avocats expérimentés est celle du « tireur solitaire dérangé » ; à aucun moment ils ne cherchent à mettre en évidence les failles de l'enquête du LAPD (nombre de balles tirées et position sur la scène de crime de leur client) et à envisager l'hypothèse d'une conspiration qui aurait pu, sinon disculper, du moins atténuer la responsabilité de Sirhan Bishara Sirhan. Ce dernier confie à l'écrivain Dan E. Moldea comment Grant Cooper l'aurait alors trahi :

> « Grant Cooper m'a escroqué pour me faire dire que j'avais tué Robert Kennedy. Je l'ai suivi parce qu'il avait ma vie entre ses mains. On m'a fait croire qu'il avait mes intérêts à cœur. C'était une défense futile. Cooper m'a vendu… Je me souviens que Cooper m'a dit un jour : "Tu as le meilleur, et

tu ne paies rien. Tais-toi. Je suis l'avocat, et tu es juste le client"[85]. »

Or, Grant Cooper est au moment des faits l'avocat de Maurice H. Friedman poursuivi par la justice, en compagnie de Johnny Roselli, dans une affaire de parties de poker truquées au Friars Club de Las Vegas. Comme il est trop occupé avec la défense du mafieux, il fait venir pour l'aider dans la défense de Sirhan Bishara Sirhan son confrère Russell E. Parsons qui est, quant à lui, un véritable « *Mob Attorney* » (« avocat mafieux »), au point d'avoir été inquiété par Robert Kennedy au moment de la commission McClellan. Russell E. Parsons est aussi l'avocat de Mickey Cohen et de son gang. Plus tard, cette promiscuité avec le monde criminel obérera ses ambitions politiques pour conquérir la mairie de Los Angeles. Avec de tels avocats, Sihran Bishara Sihran peut donc difficilement se disculper. Le procureur Evelle Younger présente aussi un profil étrange. Lors de l'enquête du LAPD puis du procès, il soutient avec une grande détermination la thèse du tireur solitaire, reprenant en cela les conclusions de l'enquête policière. Après le procès, alors qu'il a accepté de rendre publiques certaines preuves matérielles, il fait détruire une partie du dossier, sans explications. Ce refus acharné à explorer la piste de la conspiration prend un sens particulier une décennie plus tard quand, en 1978, alors qu'il vient d'échouer à l'élection au poste de gouverneur de Californie, sous les couleurs du Parti républicain, et qu'il est accusé d'être un peu familier avec la Mafia, il avoue à la presse : « Je n'ai jamais dit que j'étais dur contre le crime (« *tough on crime* »)[86]. » Enfin, selon David E. Scheim, comme dans l'assassinat de John F. Kennedy, nombre de témoins ayant tenté de remettre en question la thèse officielle du « tireur solitaire fou » font l'objet de tentatives d'intimidation[87]. Pour ajouter au doute, si l'on en croit des propos attribués au mafieux Charles Nicoletti par Chuck Giancana[88], l'assassinat de Bobby Kennedy aurait été organisé par Sam Giancana ; endetté, Sirhan Bishara Sirhan aurait été contraint de jouer le rôle de « pigeon », le vrai tireur étant « un garde de sécurité recruté au dernier moment »[89], une expression qui désigne probablement Thane Eugene Cesar.

Au final, que penser ? Tireur solitaire sans mobile politique ou conspiration mafieuse ? À défaut de pouvoir répondre de manière définitive, il convient de garder en mémoire ce vœu de Bobby Kennedy : « J'aimerais que l'on se souvienne de moi comme du gars qui a brisé la Mafia[90] »…

6
Richard Nixon, un président associé de la Mafia

Durant sa longue carrière politique, entamée dans les années 1940, s'achevant par une menace d'impeachment qui l'oblige à démissionner en 1974, Richard Nixon se révèle un homme inquiétant : menteur pathologique, misogyne, antisémite, raciste, sujet à des accès de violence verbale et physique, y compris sur son épouse, alcoolique, abusant des médicaments, hautement corrompu, et corrupteur, d'un cynisme à toute épreuve, dépressif et instable mentalement. Son surnom « *Tricky Dick* » (« Dick la crapule ») s'explique par sa pratique assidue des coups tordus, y compris les plus criminels qui soient – chantage, espionnage politique, intimidations, cambriolages, micros clandestins, projets de meurtres, etc. –, comme le montrent de manière glaçante les ouvrages d'Anthony Summers et de Don Fulsom[1] ; ainsi, l'affaire du Watergate (1972-1974) ne constitue-t-elle pas un accident de parcours, mais plutôt un des nombreux épisodes de ces opérations relevant de l'espionnage politique intérieur dont Richard Nixon était coutumier. En résumé, il ressemble à un sociopathe. Pour compléter ce tableau déjà sombre pour celui qui sera malgré tout deux fois vice-président (1953-1961 : présidence Eisenhower) puis élu président des États-Unis à deux reprises (1968-1974), il est aussi l'archétype du président mafieux : un politicien financé et aidé durant toute sa vie politique par la Mafia, à laquelle il accorde des faveurs en retour ; même si la Mafia n'est pas la seule source de sa corruption politique, tant sont nombreux les représentants du *big business* industriel et pétrolier qui financent illégalement sa carrière durant. Deux hommes permettent de comprendre l'ampleur de l'emprise mafieuse sur Richard Nixon : Murray Chotiner et Bebe Rebozo qui, pendant un quart de siècle, lui servent avec assiduité de pont avec ce monde criminel. Si dans l'univers mental de Nixon ses opposants sont forcément des « ennemis » – dont il établit des listes une fois élu président afin de les détruire, avec l'aide du FBI de J. Edgar

Hoover –, il n’hésite pas à traiter comme des « amis » les personnages les plus douteux qui soient. Il sombre dans un sentiment de toute-puissance inquiétant qui lui fait dire : « Quand le Président fait quelque chose, cela signifie que ce n’est pas illégal[2]. » Il dirige la Maison Blanche à la manière d’un boss à la tête de sa Famille, et souvent au service des vraies Familles.

Avec Murray Chotiner et Mickey Cohen dès les années 1940…

Les relations douteuses du jeune Nixon commencent dès le début de sa vie professionnelle, lorsqu'il est à la fois apprenti politicien et tout jeune avocat à Whittier (Californie), en 1937, au sein du cabinet Wingert & Bewley. Si l'on en croit Sally Denton et Roger Morris, « Bugsy » Siegel, envoyé dans les années 1930 par les Familles pour organiser le monde du crime en Californie et construire des casinos à Las Vegas, se lie d'amitié avec lui[3]. Cette relation, rarement mentionnée, va laisser des traces. Pour son Flamingo Hotel, haut lieu du jeu mais aussi du blanchiment de l'argent sale et de la prostitution, Bugsy Siegel embauche comme attaché de presse un jeune homme talentueux, Herman Greenspun, qui devient dans le Las Vegas des années 1950 un puissant éditeur, un pirate de l'immobilier et l'un des plus gros propriétaires fonciers. Sa fortune d'initié provient manifestement d'une paix séparée avec les gangsters et les pouvoirs obscurs (Howard Hughes, Robert Maheu, etc.) qui façonnent la ville. Or, lorsque Richard Nixon devient vice-président à partir de 1952, il présente Herman Greenspun à un riche promoteur de Washington, Leon Ackerman. Serait-ce un hasard ? Dans le monde du crime organisé californien et des relations de Bugsy Siegel, il y a alors un gangster puissant et haut en couleur : Mickey Cohen. Afin de financer, en 1947, sa première campagne électorale au Congrès pour le poste de représentant du 12e district de l'État de Californie, Nixon reçoit beaucoup d'argent provenant du *big business* (pétroliers, banquiers, etc.), mais aussi d'un acteur majeur du crime organisé en Californie, Mickey Cohen. Le gangster, passé à la postérité par le cinéma et de nombreux romans, relate ces faits en 1975 dans son autobiographie, *In My Own Words*[4], un ouvrage truculent et narcissique, qui doit être lu avec prudence, mais dont la véracité n'a pas été remise en cause.

« J'ai rencontré Nixon pour la première fois quand il a commencé à se présenter au Congrès en 1945,

écrit-il. Il s'agissait d'une situation qui menait à une autre. Comme si quelqu'un disait : "Vous devriez rencontrer Dick", ou "Vous devriez connaître Dick". Il commençait à peine à mettre le pied dans la porte, et le comté d'Orange d'où il venait était important pour mon programme de bookmaker. J'ai rencontré Nixon dans un café. Je crois que tout ce que je lui ai dit, c'était quelque chose comme "Nous avons des idées, nous allons peut-être mettre certaines choses en marche"[5]. »

Ce gangster haut en couleur et violent n'est pas n'importe qui dans le monde criminel. Mickey Cohen est durant une génération la figure dominante du crime organisé en Californie, travaillant avec les Familles de Chicago, de La Nouvelle-Orléans et de la côte Est – via Bugsy Siegel à Las Vegas –, mais rentrant en conflit, après quelques années, avec la Famille de Los Angeles dirigée par les frères Dragna. Pour la campagne de Richard Nixon en 1947, Mickey Cohen donne 5 000 dollars, par chèque, une somme très importante à l'époque, transmise par l'homme d'affaires Myford Irvine. Si l'on en croit le gangster, Nixon en veut plus, mais le bandit refuse. Mickey a été contacté par le bras droit du politicien, l'avocat et consultant Murray Chotiner, dont le frère avocat, Jack, assure alors la défense des hommes de main du gangster. Richard Nixon et Mickey Cohen se sont rencontrés pour la première fois en secret, à Los Angeles en 1946, grâce à Murray Chotiner. Ce dernier est un petit homme dodu, portant des costumes blancs et des cravates en soie, craint pour ses méthodes brutales. Avec lui, tous les coups sont permis et son nom est désormais associé à toutes les intrigues les plus douteuses que Richard Nixon va mener durant les décennies suivantes. Chotiner œuvre dans l'ombre et enseigne à Nixon que la politique est un art de la guerre où tous les coups sont permis et les pires alliances, possibles. Le nom de Murray Chotiner est indissociable du crime organisé puisqu'il défend avec régularité, en compagnie de son frère Jack, des figures majeures de la pègre. Parmi ses clients, il y a par exemple le mafieux de Pennsylvanie Marco « The Little Guy » Reginelli, un allié de Vito Genovese et Angelo « Gyp » DeCarlo. En fait, Murray Chotiner s'est spécialisé dans la défense des gangsters. De 1949 à 1952, les avocats Murray et Jack Chotiner défendent en Californie 221 dossiers de parieurs clandestins (« *bookmaking* »), une activité criminelle tenue par le crime organisé. Les bookmakers poursuivis sont des hommes de Mickey Cohen. Car, en Californie, c'est l'un des gangsters les plus actifs. Murray Chotiner l'enrôle donc à deux reprises comme bailleur de fonds au profit de Richard Nixon. Chotiner et Cohen travaillent à nouveau ensemble en 1950, quand Nixon postule cette fois pour le poste de sénateur de Californie. L'opération de levée de fonds électoraux passe en particulier par un dîner épique au Knickerbocker Hotel à Los Angeles, en présence de Richard Nixon :

« Tous ceux d'ici qui étaient dans le Milieu ont naturellement dû aller au dîner, raconte Mickey Cohen. C'étaient tous des joueurs de Vegas, que de l'argent du jeu, il n'y avait pas une personne

> honnête dans la salle. Il y avait un certain chiffre que nous devions réunir pour cette nuit-là : 75 000 dollars, une somme considérable pour l'époque[6]. »

Il y a environ 250 invités, dont les associés de Mickey Cohen, Joe et Fred Sica, les directeurs de casinos de Las Vegas, George Capri et Hy Goldbaum, qui représentent à la fois la Famille de Cleveland et Meyer Lansky, ou encore le chef de la Famille de Los Angeles, Jack Dragna. Lorsque Mickey Cohen est averti au cours du repas par un de ses adjoints que la somme réunie est insuffisante – il manque 20 000 dollars –, il décide de faire pression sur l'assemblée de gangsters :

> « J'ai dit : "Je te dis ce que tu dois faire, Mike." Il y avait trois entrées dans cette salle de banquet. J'ai dit "Fermez-les". Puis je me suis levé et j'ai dit : « Regardez, tout le monde a apprécié son dîner, tout le monde est content ? Eh bien, nous sommes loin du quota et personne ne rentre chez lui tant que ce quota n'est pas atteint." Tous les invités ont vu que les portes étaient fermées, alors le quota a été atteint et au-delà, et c'est tout. Puis Nixon a fait un discours. Il a fait un petit discours parce que le gars qui a vraiment pris la parole était Murray Chotiner »[7]. »

Le gangster ne se contente pas de lever des fonds auprès de ses amis voyous. Il s'occupe aussi de l'installation des bureaux de campagne du candidat à Los Angeles, au Pacific Finance Building. Sam Rummel, l'avocat du gangster, loue les bureaux et Cohen apporte les fonds pour le fonctionnement de la campagne. Il n'est pas un philanthrope. S'il finance Richard Nixon, c'est afin d'acheter un élu influent pour protéger ses propres intérêts criminels mais surtout, plus largement, ceux de la Mafia, qu'il désigne comme étant « les personnes de la côte Est ». Il s'agit en l'occurrence de Frank Costello et de Meyer Lansky. Comme le dira Walter Sheridan, « si vous étiez Meyer (Lansky), sur qui investiriez-vous votre argent ? Sur un politicien du nom de Clams Linguini (« palourdes linguine ») ? Ou dans un jeune et gentil protestant venant de Whittier (ville de jeunesse de Richard Nixon) en Californie ?[8] ».

Les liens compromettants unissant Mickey Cohen et Richard Nixon via Murray Chotiner émergent pour la première fois en avril 1956 quand la commission d'enquête parlementaire du Sénat, présidée par le sénateur McClellan, avec Bobby Kennedy en *chief counsel*, évoque les liens de Murray Chotiner au sein du crime organisé à l'occasion d'un scandale portant sur des fournitures aux armées. Richard Nixon et Murray Chotiner parviennent toutefois à cacher la véritable dimension de leurs liens. Avec le recul, et alors que ses Mémoires paraissent après l'affaire du Watergate, le gangster juge sévèrement Richard Nixon :

> « Ça faisait vingt-sept ans que je connaissais Dick Nixon. Et je vous dirai qu'il est incroyable de penser que cet homme a pu siéger à la présidence de notre pays. Vous voyez, pour moi, Nixon n'avait pas l'apparence d'un président. Il avait l'apparence de son portrait infamant dans les journaux – celui

d’un vendeur de voitures d’occasion ou peut-être d’un joueur de bonneteau[9]. »

Le jugement est sévère et le récit proposé par Mickey Cohen de deux financements de campagnes électorales pour des sièges au Congrès par un associé majeur de la Mafia n’est pas un fait anodin. Avant la rédaction de ses Mémoires, il s’était épanché une première fois, à l’automne 1962, au moment où Richard Nixon briguait le poste de gouverneur de Californie. Alors qu’il est emprisonné, il rédige une longue déclaration écrite à l’un des proches collaborateurs de Bobby Kennedy au ministère de la Justice, le démocrate *Chief Deputy Attorney General* Richard Rogan. Selon lui, les frères Kennedy souhaitent utiliser ces révélations contre Richard Nixon, ce qu’ils ne feront pas ; ce qui n’empêchera pas son concurrent démocrate, Pat Brown, de remporter le poste de gouverneur de Californie contre Nixon. Si le gangster a une piètre opinion du républicain qu’il a aidé à élire à deux reprises, il n’en pense pas moins de Bobby Kennedy, qu’il déteste au plus haut point : « un petit bâtard vicieux[10] », dit-il.

Mais les premiers contacts mafieux de Richard Nixon dans les années 1940 ne s’arrêtent pas à Mickey Cohen. Si l’on en croit ce que Sam Giancana rapporte à son frère, Richard Nixon connaît Jack Ruby depuis 1947 : « […] Merde, il a même aidé mon gars au Texas, Ruby, à éviter de témoigner devant le Congrès en 1947. […] Il a dit que Ruby travaillait pour lui[11]. » Pourquoi, comment ? Le mystère reste entier. Le journaliste Don Fulsom cite une note du FBI de 1947 affirmant que « Jack Rubenstein de Chicago » fournit des informations à l’équipe du parlementaire Richard Nixon et que c’est à ce titre que son audition par le Congrès a été annulée[12]. Une anecdote, deux décennies plus tard, semble corroborer le fait que Richard Nixon et Jack Ruby se connaissent. Le 24 novembre 1963, l’ex-vice-président Richard Nixon regarde la télévision en compagnie d’un de ses collaborateurs, Nick Ruwe. Les deux hommes voient à l’écran Jack Ruby tuer Lee Harvey Oswald. Nick Ruwe décrit alors un Richard Nixon sous le choc qui devient « blanc comme un fantôme », s’écriant à propos de Jack Ruby : « Je connais ce type[13]. » Puis, le conseiller politique Roger Stone rapporte à son tour un propos que lui tient Richard Nixon en 1983 :

> « C’est un sacré truc. En réalité, je connaissais ce Jack Ruby. Murray Chotiner l’a ramené en 1947. Il s’appelait Rubenstein. Un informateur. Murray a dit qu’il était l’un des gars de Johnson… On l’a mis sur la liste de paie[14]. »

Le monde est donc bien petit. Richard Nixon rencontre dès les années 1940 Mickey Cohen et Jack Ruby, deux gangsters associés de la Mafia, dont l’un au moins se trouve au cœur de l’assassinat de John F. Kennedy. Cohen et Ruby se

connaissent bien et se ressemblent beaucoup, au point d'avoir partagé la même maîtresse, l'effeuilleuse Candy Barr.

Cependant, les relations mafieuses de Murray Chotiner et Richard Nixon ne s'arrêtent pas là. Chotiner est proche de Jimmy Hoffa et de Carlos Marcello. Il est familier aussi d'un certain D'Alton Smith, dont les deux sœurs sont mariées à deux collaborateurs de Carlos Marcello : Nofio Pecora et Joseph Poretto ; Frances Pecora est aussi la secrétaire personnelle de Carlos Marcello. Ce qui signifie que très tôt, le boss de la Louisiane dispose avec Murray Chotiner d'un accès direct au principal collaborateur de l'ombre de Richard Nixon. De manière tout aussi significative, Chotiner est ami avec son confrère Sidney Korshak. Ce dernier n'est pas n'importe qui dans le monde de la Mafia : il en est même une de ses pierres angulaires, œuvrant dans l'ombre pour toutes les négociations sensibles impliquant les hautes sphères. Korshak est durant plusieurs décennies un des associés les plus importants des Familles dans la gestion de leurs relations avec le monde des affaires (industrie du divertissement, etc.) et des syndicats. Il est à ce point important pour la Mafia qu'il est considéré comme intouchable ; nous en reparlerons. Il n'est donc pas indifférent de savoir que Murray Chotiner, le mentor de Richard Nixon, n'accepte aucun client sans avoir demandé son accord à Sidney Korshak[15].

Bebe Rebozo : ami intime et associé de la Mafia

Sa vie durant, Richard Nixon n'a semble-t-il qu'un seul véritable ami : un affairiste de Floride d'origine cubaine, Charles Gregory Rebozo, plus connu sous le nom de Bebe Rebozo. Les deux hommes se rencontrent pour la première fois au début des années 1950, par l'entremise d'un ancien agent du FBI, Richard Danner, travaillant pour la Miami Beach Hotel Owners Association à une époque où nombre de grands hôtels de la ville sont sous le contrôle de la Mafia, en particulier de Meyer et Jake Lansky (New York) et Joey Adonis (Detroit). Dès lors, le politicien et l'affairiste ne vont plus se quitter, Bebe Rebozo aidant Richard Nixon à chaque étape de sa carrière politique ou de sa vie privée ; jusqu'à la Maison Blanche, où l'affairiste va disposer de sa propre ligne téléphonique et d'un bureau, alors qu'il n'a aucun rôle officiel. Il a été calculé que Bebe Rebozo est aux côtés de Richard Nixon un jour sur dix durant la présidence (1968-1974). Malgré cette étrange proximité, il tente constamment de rester discret. Rebozo est l'ombre portée de Richard Nixon. La profondeur de leur amitié ressemble à un mystère et leur grande intimité fait même naître des soupçons de relations homosexuelles, sans preuve au demeurant. Cette situation n'aurait en soi qu'un intérêt anecdotique, si Rebozo n'était pas au sens technique du terme un véritable « associé » de la Mafia[16]. Anthony Summers propose un diagnostic clair : « Les figures du crime organisé sont présentes dans les entreprises immobilières et bancaires de Rebozo[17] », donc par voie de conséquence dans celles de Richard Nixon. Il est en effet troublant de constater que son environnement, et pour partie celui de Nixon, est peuplé de mafieux ou d'associés de la Mafia.

Mais qui est donc cet aventurier ? Bebe Rebozo fait fortune en Floride, le territoire du boss de Tampa, Santo Trafficante. Anticastriste passionné, il est tour à tour dirigeant de laveries, spéculateur foncier, promoteur immobilier et banquier. Il est aussi très impliqué dans les opérations de jeu de Meyer Lansky,

dont il est proche. En 1964, il fonde sa propre banque en Floride, la Key Biscayne Bank, dont il est à la fois le président, le directeur général et le principal actionnaire ; Richard Nixon devient le titulaire du compte d'épargne n° 1. La petite banque est le « sanctuaire de Nixon[18] » : ses photographies ornent les murs et son buste est posé sur le guichet. La Floride regorge alors de petites banques dont une bonne partie a pour *business model* le blanchiment de l'argent sale. Très vite, Rebozo prend le contrôle de l'argent des Nixon : il s'occupe des investissements de la famille, jusqu'à la mort de Richard Nixon. Ensemble, ils se lancent aussi dans la spéculation immobilière en achetant des parts de terrain dans la petite île de Fisher Island, située en face de Miami Beach. L'actionnaire principal de la société contrôlant Fisher Island est un certain Walter Frederich, un repris de justice condamné pour contrebande de sucre. Bebe Rebozo est aussi propriétaire d'une autre petite île proche de Fisher Island, avec un ami du nom de Richard Fincher, identifié comme ayant réalisé des opérations de jeu pour le compte de Meyer Lansky, et par ailleurs proche d'associés de Carlos Marcello et de Santo Trafficante. Afin de financer ses parts à Fisher Island, Richard Nixon emprunte des fonds à la banque de Rebozo et à la City National Bank of Miami dont le directeur, Max Orowitz, sera poursuivi en justice en 1968 pour des fraudes bancaires, probablement liées à Meyer Lansky. Nixon revend ses parts en 1968, lors de son élection à la Maison Blanche, afin d'éviter tout « conflit d'intérêts[19] » comme il le précise dans ses Mémoires, et l'important profit réalisé lui permet d'acheter deux luxueuses maisons, l'une en Floride (Key Biscayne) et l'autre en Californie (San Clemente), vite surnommées les *Southern White House* et *Western White House*. Bebe Rebozo organise l'achat de la résidence en Floride et est un investisseur caché (« *silent partner* ») dans la société achetant celle de Californie. Ces résidences coûtent toutefois beaucoup plus que ce que Richard Nixon peut en théorie s'offrir avec les bénéfices cumulés de ses investissements spéculatifs et de ses honoraires d'avocat d'affaires. La villa de San Clemente est en réalité acquise grâce à des acrobaties financières et juridiques, en l'occurrence « une série complexe de ventes, d'hypothèques et de reventes[20] ».

En Floride, si l'on en croit Bill Bonanno, Richard Nixon et Rebozo font des affaires grâce au maître des lieux, Santo Trafficante :

> « Nixon ne serait jamais arrivé à rien sans ses anciennes allégeances. À travers son ami Bebe Rebozo, Nixon fit des affaires pendant des années avec des gens de la Famille de Trafficante, profitant de transactions dans l'immobilier, arrangeant des licences de casinos, organisant des financements clandestins pour des activités anticastristes, et ainsi de suite[21]. »

Selon Anthony Summers, citant un rapport de la police de Miami, dans les

années 1960, Rebozo utilise sa chaîne de blanchisseries pour couvrir des opérations de jeu clandestin pour le compte de l'ex-vice-président des États-Unis[22] ! En 1967, Rebozo fait photographier Richard Nixon avec Daniel Berg, un client de sa banque, promoteur immobilier et restaurateur de la presqu'île de Key Biscayne ; la photographie offre à Daniel Berg une publicité gratuite pour ses affaires. Quelques années plus tard, Nixon et Rebozo achètent à Daniel Berg, discrètement et à moitié prix, deux parcelles de terrain dans ce lieu paradisiaque ; l'un des prêteurs pour ces achats est Arthur Desser, un homme de paille de Jimmy Hoffa et un associé de Meyer Lansky et Santo Trafficante. « À un moment donné, affirme le mafieux Bill Bonanno, Desser a prêté à Nixon de grosses sommes d'argent pour des investissements immobiliers en Floride, où se trouvait la Key Biscayne Bank de Bebe Rebozo. Laquelle était régulièrement utilisée pour l'écrémage des bénéfices des casinos et pour le blanchiment d'argent[23]. » Une fois élu président, sur les conseils du Secret Service, Nixon décide de ne plus s'afficher avec Daniel Berg, en raison de ses liens avec des associés de Meyer Lansky. Les deux hommes restent cependant amis jusqu'à la mort de l'ancien président en 1994.

En 1968, pour organiser le développement du Cuban Shopping Center de Miami, Rebozo fait appel à une société de construction peu banale, la Polizzi Construction Company, appartenant à Alfred « Big Al » Polizzi, un célèbre mafieux d'origine sicilienne dont les exploits remontent à la période de la Prohibition, et un temps chef de la Famille de Cleveland (Ohio). Alfred Polizzi est même convoqué par la commission Kefauver et soupçonné, entre autres, de trafic de drogue et de jeu illégal. Il est décrit par le Bureau of Narcotics comme « un des membres les plus influents du monde criminel aux États-Unis ». Polizzi n'a pas abandonné ses activités mafieuses ; il les a simplement relocalisées loin de Cleveland, entre Cuba, la Floride et le Nevada, avec l'aide de Meyer Lansky. En 1952, la belle-sœur de Rebozo signe en vain une pétition destinée à obtenir une grâce fédérale pour le faire libérer de prison, affirmant que le mafieux est « une personne de bonne moralité ». En 1965, il est l'un des sept citoyens qui accepte de signer une pétition pour que Rebozo puisse obtenir un permis d'agrandissement d'une station-service, à une époque où le mafieux est toujours très impliqué dans des activités criminelles suivies par le FBI. Et comme le monde du business mafieux est tout petit, il faut relever que Polizzi est partenaire en affaires avec Tatum Wofford dans les Sands Hotel et Grand Hotel de Miami. Or, Tatum Wofford est une relation proche de Richard Nixon : ils font souvent du yachting ensemble, en compagnie de Bebe Rebozo et de Richard Danner. Selon Dan E. Moldea, Tatum Wofford est une figure du monde criminel de Floride, proche des Familles de New York, et propriétaire d'un autre hôtel à

Miami, le Wofford Hotel, quartier général de Frank Costello et de Meyer Lansky[24].

La Key Biscayne Bank de Bebe Rebozo est soupçonnée en 1968 de fraudes bancaires, portant sur des actions IBM volées dans une société de courtage new-yorkaise, un vol impliquant Tony Salerno et Gil Beckley, deux associés de Meyer Lansky, et Vincent Teresa, un mafieux de haut rang qui deviendra un informateur fédéral. L'enquête se termine « miraculeusement » sans dommage majeur pour Bebe Rebozo, mais nul ne doute que la Key Biscayne Bank a servi de structure de recel et de blanchiment dans cette affaire. Dans une de ses rares interviews, en 1997, le célèbre Vincent « Jimmy Blue Eyes » Alo, l'homme qui veillait sur Meyer Lansky, déclare : « Tout le monde savait que Rebozo était aux fourneaux […], qu'il était celui qui prélevait l'argent pour Nixon[25]. » Selon Anthony Summers, citant des sources fédérales, Bebe Rebozo est impliqué dans des opérations de jeu illégal de Meyer Lansky en Floride, à Fort Lauderdale et Miami.

Lors de l'enquête sur le scandale du Watergate, les affaires de Bebe Rebozo sont à nouveau scrutées de près et elles révèlent de multiples malversations : des centaines de milliers de dollars d'origine inconnue déposées en cash dans les coffres de sa banque, des détournements de fonds de campagnes électorales, des actes de corruption, etc. Il apparaît aussi que le patrimoine de Richard Nixon a grimpé en flèche durant sa présidence : il est de 307 000 dollars quand il entre à la Maison Blanche, en 1968, et a triplé pour atteindre 1 million de dollars, lorsqu'il quitte les lieux cinq ans plus tard. Cependant, Bebe Rebozo voit son propre patrimoine passer de 673 000 à 4,5 millions de dollars. On l'aura compris : l'origine de la fortune des deux hommes interroge. En raison de sa longue intimité avec Bebe Rebozo, alors qu'il entre à la Maison Blanche en promettant de lutter contre la corruption et le crime, Richard Nixon ne peut ignorer les liens de son ami avec le crime organisé. Il est si proche de lui que ses enfants le surnomment « Oncle Bebe » ; un oncle qui couvre des décennies durant l'épouse et les enfants de Richard Nixon de cadeaux coûteux. Selon l'ancien chef de cabinet de Nixon, Robert Haldeman, Rebozo conserve en cash dans un coffre de sa banque une réserve de fonds à l'usage exclusif et discrétionnaire du politicien. Pour résumer, il est le collecteur de fonds de Nixon tant auprès des mafieux que des affairistes ou des milliardaires, tel Howard Hughes. Un homme considéré comme un associé de la Mafia par le FBI influence, voire contrôle, la vie privée et politique de Richard Nixon. Le rôle de Rebozo est de faire de l'argent, pour financer les campagnes électorales et pour l'enrichissement personnel de Nixon, quels que soient les moyens et les « partenaires » en jeu. Avec en arrière-plan, la Mafia…

De Cuba aux Bahamas : un goût certain pour les casinos

En 1952, le sénateur Richard Nixon, aidé par Murray Chotiner, œuvre ardemment pour décrocher une place de vice-président sur le ticket présidentiel aux côtés de Dwight D. Eisenhower. Alors que le héros de la Seconde Guerre mondiale fait campagne sur la rupture avec le « *shady and shoddy government* » (« gouvernement louche et incompétent ») de Harry S. Truman, un scandale de corruption éclate visant Nixon, accusé d'avoir touché illégalement des fonds émanant de riches contributeurs californiens. L'affaire est d'autant plus embarrassante que la presse commence aussi à évoquer les liens de Murray Chotiner avec le crime organisé. Nixon croit voir s'envoler ses rêves de vice-présidence, mais il parvient à retourner Dwight D. Eisenhower et l'opinion publique dans un discours télévisé et radiophonique passé à la postérité sous le nom de « *checkers speech* » (septembre 1952) au cours duquel il clame sa probité. Le sénateur de Californie ment avec talent aux 60 millions d'Américains qui le regardent et l'écoutent, en affirmant qu'aucun dollar de ces fonds électoraux n'a financé sa vie privée. Au cœur de cet épisode traumatique pour Richard Nixon se trouve l'inévitable Murray Chotiner, mais aussi l'avocat Dana Smith, le gestionnaire des fonds litigieux. S'il n'est que le personnage secondaire d'un scandale qui est à deux doigts de signer la fin de la vie politique du sénateur Richard Nixon, Smith est aussi le protagoniste moins connu d'un étrange épisode mafieux survenu peu de temps auparavant à Cuba.

En août 1952, le sénateur Richard Nixon intervient de manière incongrue auprès du département d'État au profit de l'avocat Dana Smith à propos d'une dette de jeu que l'intéressé aurait contractée à Cuba, dans un casino tenu par la Mafia, le Sans Souci. Il souhaite que l'ambassade des États-Unis sur l'île assiste Dana Smith pour résoudre son problème. Dans un courrier joint à l'intervention du sénateur, l'avocat explique avoir perdu, en avril 1952, 4 200 dollars en jouant aux dés. Après avoir signé un chèque couvrant les pertes, Dana Smith explique

avoir fait opposition audit chèque. Le directeur du casino, Norman Rothman, un associé de la Mafia, décide d'engager des poursuites pour obtenir le recouvrement de la dette. En octobre 1952, alors que le sénateur Richard Nixon vient de surmonter le scandale de corruption et a reconquis l'opinion avec son *checkers speech*, la presse révèle qu'il se trouvait en réalité à Cuba, aux côtés de son ami Dana Smith, la nuit où la dette de jeu a été contractée. Nixon nie immédiatement. Mais deux ans plus tard, alors qu'il est devenu vice-président, Norman Rothman raconte une tout autre histoire à un *District Attorney* de Pennsylvanie. Selon lui, Nixon se trouvait en effet à Cuba au Sans Souci pour jouer aux côtés de Dana Smith mais, si ce dernier a bien signé le chèque couvrant les dettes sur un compte de campagne électorale, c'était pour couvrir les pertes du sénateur Nixon, non les siennes. Et, pour rendre service au sénateur, Norman Rothman aurait accepté de mentir sur sa présence à Cuba ; ce que Nixon aurait apprécié en lui faisant passer un message de remerciements via un membre du Congrès.

S'il est exact, l'épisode est loin d'être anodin puisque le Sans Souci, alors le casino le plus chic de Cuba, situé à l'Hotel Nacional, est une propriété de la Mafia. Batista, le dictateur de l'île, est revenu en 1952 au pouvoir par un coup d'État et est depuis un salarié de la Mafia. Norman Rothman gère l'établissement pour le compte des frères Mannarino, de Pennsylvanie, le boss Santo Trafficante et les frères Jack et Meyer Lansky. Meyer Lansky est alors incontournable sur l'île. Il supervise pour les différentes Familles la gestion des hôtels et des casinos et remet chaque mois en liquide au dictateur des sommes vertigineuses « écrémées » des bénéfices de ces établissements ; les deux hommes sont proches, tels des frères. Meyer Lansky développera ses relations avec l'avocat Dana Smith, au point de le contacter en 1960 afin de mettre au point un projet d'assassinat visant Fidel Castro. Il sait que Dana Smith est un bon viatique vers le vice-président. Il s'agit d'un des premiers projets d'attentat contre Fidel Castro, comme nous l'avons déjà envisagé, mené motu proprio par la Mafia, avant que la CIA ne sollicite les chefs de Famille via Robert Maheu.

Quoi qu'il en soit, Richard Nixon est un habitué de Cuba et de ses casinos mafieux. Il aime l'île et songe un temps s'y installer avec son épouse. L'amitié de Richard Nixon avec Bebe Rebozo se scelle en partie lors de leurs séjours à l'Hotel Nacional au début des années 1950. Là, les deux amis jouent de grosses sommes d'argent et Rebozo éponge les dettes de jeu de l'élu du Congrès, jusqu'à 50 000 dollars. Anthony Summers affirme que Richard Nixon ne paie pas ses notes à l'Hotel Nacional, alors qu'il loge dans une suite présidentielle, et ce sur ordre du mafieux Vincent Alo. La Mafia finance donc ce jeune sénateur encore peu connu, comme un investissement sur le futur. Richard Nixon se rend

vulnérable vis-à-vis de la Mafia, mais aussi de ses adversaires politiques. Selon Anthony Summers, avant que la campagne présidentielle de 1960 ne débute, Robert Kennedy apprend comment Meyer Lansky a payé des notes de frais de Richard Nixon au Sans Souci. Le frère du candidat démocrate ne fait aucun usage de cette information compromettante, probablement, comme nous l'avons vu, parce qu'il sait que le jeune sénateur John a lui-même bénéficié des faveurs mafieuses lors d'un séjour à Cuba, en l'occurrence sous la forme de prestations sexuelles. Lors de son interview en 1997, le mafieux Vincent Alo affirme que Richard Nixon et Meyer Lansky se sont rencontrés à Cuba dans les années 1950, sans apporter plus de précisions. Anthony Summers, à nouveau, cite des sources expliquant que Bebe Rebozo et Nixon investissent alors à Cuba dans des entreprises, à une période où l'affairiste blanchit de l'argent pour la Mafia. Alors qu'il est vice-président des États-Unis, Richard Nixon se rend en visite officielle à Cuba en 1955 et 1957. Il ne rate pas une occasion de célébrer les mérites du dictateur Batista, allant au-delà de ce que la courtoisie diplomatique impose, lorsqu'il déclare, par exemple, être heureux de se trouver dans un pays qui « partage avec nous les mêmes idéaux démocratiques de paix, de liberté et de dignité de l'homme[26] ». Le dictateur est à ce point confiant dans le soutien des États-Unis à son régime prédateur qu'il libère de prison, en 1955, deux prisonniers politiques : les frères Fidel et Raúl Castro.

Les étranges affaires en « odeur de mafia » du duo Rebozo-Nixon ne s'arrêtent pas là. L'une d'entre elles intéressera au plus haut point les enquêteurs de l'affaire du Watergate : le pont de Paradise Island aux Bahamas. Dans ses mémoires au titre révélateur, *Daughter of a King*, la fille de Meyer Lansky, Sandra, résume à sa manière les enjeux :

> « En attendant de pouvoir se présenter à nouveau [à l'élection présidentielle après sa défaite de 1960], Nixon était un gros avocat de Wall Street et avait goûté à ce que l'argent de New York pouvait acheter. Il avait appris par son meilleur ami Bebe Rebozo, magnat de Key Biscayne, que Papa pourrait bien faire des Bahamas le prochain Cuba, le nouveau paradis du jeu. Nixon voulait entrer par le rez-de-chaussée et voir ses actions dans les *resorts* de Meyer Lansky, ou quel que soit le nom de l'entreprise, exploser. Déjà célèbre, Nixon voulait être riche, riche comme Kennedy, et il croyait qu'il fallait des relations avec un Meyer Lansky pour atteindre ce niveau[27]. »

Le contexte est particulier. Après la déconvenue cubaine, Meyer Lansky décide en effet de réimplanter une partie des intérêts hôteliers et casinotiers de la Mafia aux Bahamas. Lui et ses associés – son frère Jack, Charles Tourine, Michael Coppola, Dino Cellini, Max Courtney, Frank Ritter – investissent les Bahamas. L'opération est le fait d'un triumvirat de haut vol : Meyer Lansky apporte le savoir technique de la Mafia pour la gestion des hôtels-casinos ; le financier Wallace Groves achète les terrains ; l'homme d'affaires canadien Louis

Chesler s'occupe de l'obtention de la licence de jeu, par la corruption des autorités, et de la construction de l'hôtel-casino. Pour obtenir cette licence indispensable, les mafieux ont l'intelligence de s'adjoindre les services de l'avocat Stafford Sands, figure centrale de la vie politique de l'île, alors ministre des Finances et du Tourisme. Les bénéfices des jeux, dans la grande tradition mafieuse, sont « écrémés » pour être déposés en cash dans des banques de Miami. Les mafieux autour de Meyer Lansky font l'objet d'une tentative de concurrence par le millionnaire Huntington Hartford propriétaire de Hog Island, une frange de terre en face de la capitale, Nassau, bientôt renommée Paradise Island. Là, depuis 1962, Richard Nixon et Bebe Rebozo sont régulièrement invités pour des vacances, tous frais payés, par Huntington Hartford, qui a transformé le lieu en havre de paix pour riches avec hôtel, golf, tennis, restaurants, etc. Ils sont pris en charge par l'un des collaborateurs du millionnaire, Sy Alter, considéré par le FBI comme « *a Mob guy* » rattaché à Meyer Lansky. Sy Alter utilise les services de la banque de Bebe Rebozo pour nombre de ses opérations financières où il est considéré, selon les propres mots du banquier, comme « un ami à nous » (« *a friend of ours* »), une expression typiquement mafieuse. Huntington Hartford échoue toutefois à obtenir une licence de jeu pour un hôtel-casino et une autorisation pour construire un pont qui acheminerait aisément les touristes depuis Nassau. Il n'a pas su acheter les bonnes grâces des autorités. Il décide donc, en 1966, de vendre Hog Island à la Mary Carter Paint Company dirigée par James Crosby qui, peu après, se rapproche du groupe de Wallace Groves. Via les « services » de l'avocat Stafford Sands, la Mary Carter Paint Company obtient en 1967 une licence de jeu pour le casino de Hog Island, le Paradise Island Casino, bientôt dirigé par le mafieux Dino Cellini, à la condition que les 4/9 ^{e} des profits de l'établissement ainsi que sa gestion soient confiés au groupe de Wallace Groves. Richard Nixon et Bebe Rebozo aident à l'attribution de la licence de jeu. L'île prend un nouveau surnom qui résume bien la situation : Meyer Lansky's Island. Nixon et Rebozo sont invités en 1968 à l'inauguration officielle du Paradise Island Casino.

Le propriétaire du casino, James Crosby, et ses « amis », ou encore Seymour Alter participent au financement de la campagne électorale de Nixon en 1968. Pendant sa présidence, il escorte personnellement James Crosby pour une visite de la Maison Blanche, mais le Secret Service déconseillera désormais au Président toute visite sur Paradise Island. Afin d'assurer le développement de Paradise Island et de son lucratif casino, un pont à péage très profitable est construit dont les parts sont détenues à 80 % par un consortium conduit par James Crosby et à 20 % par des particuliers représentés par une banque suisse.

Le pont est géré par Seymour Alter, le lieutenant de Meyer Lansky. Richard Nixon est sûrement un de ces mystérieux investisseurs, via des fonds que Bebe Rebozo aurait déposés sur des comptes en Suisse à son nom, à la Cosmos Bank de Zurich, et à la Castle Bank de Nassau dans les Bahamas, deux banques véreuses servant au blanchiment de l'argent sale, venant à titre principal du détournement des fonds des casinos de Las Vegas[28]. Au final, on comprend comment un casino et un pont en « odeur de mafia » servent probablement à financer la vie privée et publique de Richard Nixon. La proximité de Nixon et de Rebozo avec la société Mary Carter Paint Company, rebaptisée en 1968 Resorts International, n'est pas un fait anodin. En effet, Mary Carter Paint Company/Resorts International est un viatique important pour les opérations de blanchiment de la Mafia dans les Bahamas.

Mais le diagnostic le plus cruel sur les amitiés mafieuses de Richard Nixon provient assurément des proches du politicien. En 1972, en plein scandale du Watergate, Martha Mitchell, l'épouse de John Mitchell, ministre de la Justice et gardien de nombreux secrets du Président, déclare à une journaliste, avant qu'un des gardes du corps de son mari ne lui retire brutalement le téléphone des mains : « Nixon est impliqué avec la Mafia. La Mafia était impliquée dans son élection[29]. » En 1976, Charles Colson, le conseiller spécial de Richard Nixon à la Maison Blanche lui servant de liaison avec les groupes de pression, déclare au journal *Village Voice* que la Mafia « possédait Bebe Rebozo et avait eu tôt leurs crochets (« *hooks* ») sur Nixon[30] ». Comme nous l'avons noté, Sandra Lansky raconte que Richard Nixon, battu aux élections présidentielles de 1960 par John F. Kennedy, ne poursuit désormais qu'un objectif : s'enrichir. Il souhaite à cette fin pouvoir investir dans les projets immobiliers que son père mène dans les Caraïbes et aux Bahamas. Il voit en Meyer Lansky le maître absolu du jeu. Mais celui-ci aurait refusé de prendre son argent. Ce refus vient s'ajouter à celui déjà opposé au financement de sa campagne présidentielle de 1960 : Meyer Lansky a choisi la famille Kennedy. Une fois Richard Nixon élu en 1968, Lansky sait qu'il a désormais un ennemi mortel à la Maison Blanche, ce qui le pousse à s'exiler en Israël. Il est sous le coup de poursuites pénales pour fraude et évasion fiscales. Sandra Lansky affirme que Richard Nixon aurait fait pression sur la Première ministre israélienne, Golda Meir, pour le faire extrader vers les États-Unis, au point de mettre dans la balance la vente d'avions de chasse Phantom à Israël. Vérité ou légende, difficile à dire. Quoi qu'il en soit, Meyer Lansky quitte Israël de son plein gré.

Le fidèle compagnon de route des Teamsters et des dockers

La relation entre Richard Nixon et Jimmy Hoffa remonte à 1959. Comme nous l'avons vu, le vice-président est celui qui initie, probablement en direct, les liens entre la CIA et la Mafia pour le projet d'assassinat de Fidel Castro. Jimmy Hoffa est contacté, avant même le canal de Robert Maheu. Puis, dans un mélange des genres étonnant, pour la campagne présidentielle de 1960, Carlos Marcello remet à Jimmy Hoffa une contribution électorale en argent liquide pour le candidat Nixon. La remise a lieu le 26 septembre 1960, à La Nouvelle-Orléans, le syndicaliste Edward Partin est témoin des faits. La valise donnée par Carlos Marcello à Jimmy Hoffa contient 500 000 dollars ; la contribution globale est censée être de 1 million de dollars. L'autre demi-million doit provenir des Familles du New Jersey et de Floride. L'intérêt de Carlos Marcello est clair : éviter tout risque de déportation. Jimmy Hoffa est quant à lui soucieux des poursuites que l'*Attorney General* William P. Rogers a lancées contre son syndicat et sa personne pour corruption, conséquences des travaux de la commission McClellan et de l'acharnement de Bobby Kennedy lors des auditions. Il sait que le vice-président est intervenu en sa faveur auprès du ministre de la Justice pour ralentir l'enquête de corruption et d'enrichissement qui le vise dans l'affaire dite de « Sun Valley ». On comprend pourquoi le président des Teamsters décide de prendre fait et cause pour Nixon en attaquant durement John F. Kennedy dès l'annonce de sa candidature. Lors de ses discours, il enjoint les 1,6 million d'adhérents de son syndicat à voter contre le sénateur JFK. Subitement, juste après que Richard Nixon a reçu la contribution de Carlos Marcello à sa campagne, le même mois, le ministre de la Justice de la présidence Eisenhower-Nixon, William P. Rogers, arrête brutalement les poursuites pour corruption contre Jimmy Hoffa ; mais elles sont réactivées dès la défaite de Nixon face à Kennedy, et ce, par le même ministre de la Justice qui ne veut pas quitter ses fonctions avec la trace de ce qui apparaîtrait comme l'achat

d’un classement sans suite.

Malgré l’implication de Jimmy Hoffa et d’une partie des Familles, Nixon perd l’élection de 1960. Sa dette à l’égard de Jimmy Hoffa et de la Mafia demeure la même, comme nous le verrons. La défaite le plonge dans l’amertume et la dépression. Il est convaincu, non sans raison, que l’élection a été en partie truquée et que la Mafia, à l’exception de Carlos Marcello, a joué double jeu en aidant aussi les Kennedy. Nixon souhaite qu’une enquête officielle soit menée sur le présumé trucage, mais le président sortant, Dwight D. Eisenhower, l’en dissuade au nom de l’intérêt général. Cette défaite électorale ne rompt pas pour autant les liens entre Nixon et les Teamsters. En 1961, le milliardaire en « odeur de mafia » Clint Murchison vend à Richard Nixon un lot à Beverly Hills, en Californie, dans un complexe très haut de gamme, le Trousdale Estates, pour 35 000 dollars alors que le prix affiché est de 104 000 dollars. Le richissime Texan finance le développement de cette *gated community* de 6,7 millions de dollars grâce à un prêt des Teamsters approuvé par Jimmy Hoffa. Richard Nixon en profite puisqu’il revend le lot deux ans plus tard pour la somme de 86 000 dollars.

Après sa victoire présidentielle, en 1968, Nixon poursuit plus que jamais le cours de ses relations avec les Teamsters. Une fois installé à la Maison Blanche, il les considère comme une quasi-milice privée à sa disposition, ainsi que le révèle un des fameux enregistrements clandestins réalisés dans le Bureau ovale[31]. Une conversation datée du 5 mai 1971 entre Richard Nixon et son chef de cabinet, Harry Haldeman, évoque avec fureur les manifestations de rue des opposants à la guerre du Vietnam. Il est question de manière conspiratrice d’utiliser des *dirty tricks* contre eux, et, plus encore, de demander aux Teamsters de servir d’hommes de main :

> « *Haldeman*. Ce que je suggérais… et je pense qu’ils peuvent s’en sortir. Faisons-le avec les Teamsters. Demandons-leur de déterrer ces choses, leurs huit voyous (*thugs*).
> *Président Nixon*. Ouais… Ils ont des gars qui iront et leur frapperont la tête.
> *Haldeman*. C’est sûr. Des tueurs. Des gars qui vraiment, vous savez, c’est ce qu’ils font réellement. Comme les ouvriers de l’acier le font – sauf que nous ne pouvons pas traiter avec les ouvriers de l’acier en ce moment.
> *Président Nixon*. Non.
> *Haldeman*. Nous pouvons traiter avec les Teamsters…
> *Président Nixon*. Ouais.
> *Haldeman*. Ce sont les briseurs de grèves types… Ils vont faire sortir la merde de ces gens. Et, oui, espérons qu’ils leur fassent réellement mal. Vous savez, je veux dire, qu’ils y aillent vraiment… et brisent quelques nez… quelques bonnes bagarres[32]. »

Et en effet, les Teamsters cassent quelques nez et quelques têtes les jours suivants ! Leur président, Frank Fitzsimmons, peut difficilement refuser ce

service puisque la Maison Blanche exerce une pression constante sur le ministère de la Justice pour freiner les nombreuses procédures ouvertes contre son syndicat. Au début des années 1970, au moment où le contrôle de la Mafia sur les Teamsters est encore quasi absolu, il faut s'en représenter la puissance financière. Le *Central States Pension Fund* du syndicat accorde alors pour environ 1 milliard de dollars de prêts immobiliers, dont l'essentiel, et de manière anormale, au profit de projets immobiliers (casinos, etc.) ; soit 20 % de moins seulement que la Chase Manhattan Bank ! Ce qui signifie que quelques Familles ont alors la main sur l'une des plus puissantes institutions financières du monde.

Mais la complicité des syndicats amis ne se limite pas aux Teamsters ou aux ouvriers de l'acier. Auparavant, en mai 1970, les syndicats de la construction et des dockers (International Longshoremen's Association, ILA) de New York, depuis longtemps contaminés par l'infiltration mafieuse, participent à des manifestations de soutien à la guerre du Vietnam au profit des républicains. Peter Brennan, l'organisateur et porte-parole de la marche, est le président du Building and Construction Trades Council de New York, une organisation notoirement mafieuse ; l'homme se déplace toujours avec un pistolet chargé sur lui et des gardes du corps. Peter Brennan et les représentants de cette marche « patriotique » sont reçus à la Maison Blanche en mai 1970 à titre de remerciement ; ils offrent à Richard Nixon un casque de chantier portant l'inscription « *Commander in chief* ». La délégation compte le mafieux Biagio Lanza de la Plasterers Union (Union des plâtriers) et le mafieux Sidney Glasser représentant de la Glaziers Union Official (Union des vitriers), pourtant récemment poursuivi pour extorsion. Richard Nixon nomme Peter Brennan ministre du Travail en 1973. L'homme est important dans son dispositif politique car il peut entraîner un vote républicain au sein d'un monde syndical aux sympathies plutôt démocrates, et créer ainsi un bloc de « *hard hat republicans* » (« casques durs républicains »).

Cependant, Nixon doit régler la délicate situation de Jimmy Hoffa, en prison depuis 1967 pour des faits de corruption suite à la traque menée par Bobby Kennedy. En coulisses, Hoffa et ses amis ne cessent d'intriguer pour obtenir une grâce présidentielle. Son successeur à la tête des Teamsters, Frank Fitzsimmons, œuvre également en ce sens, du moins en apparence. Mais la situation est plus complexe qu'il n'y paraît, car ni Richard Nixon, ni Frank Fitzsimmons, ni la plupart des chefs mafieux n'ont réellement hâte de le voir sortir de prison. Le nouveau président des Teamsters a pris goût au pouvoir et n'a pas envie de céder sa place. Les mafieux ont avec lui un interlocuteur encore plus souple que Jimmy Hoffa pour obtenir des largesses, en particulier des prêts de complaisance. Comme le précise l'avocat Frank Ragano, « Jimmy Hoffa pouvait

dire non à la Mafia pour un prêt, alors que Fitzsimmons n'avait pas le courage ou les nerfs pour le faire. Donc ils [la Mafia] étaient beaucoup plus tranquilles avec Fitzsimmons. Ils ne voulaient pas du retour de Jimmy[33]. » Enfin, Richard Nixon a su nouer une alliance apaisée avec ce nouveau chef syndicaliste. Malgré tout, des engagements ont été pris et doivent être tenus à l'égard de Hoffa. Ce dernier est un soutien ancien de Richard Nixon, dont il a été un généreux donateur pour ses campagnes électorales passées. Par ailleurs, le syndicaliste dispose toujours au sein de la Mafia d'amis fidèles et puissants avec le triumvirat sudiste formé par Carlos Marcello, Santo Trafficante et Bill Bonanno. En revanche, formant une coalition plus nordiste, les Familles du New Jersey, de New York, de Pennsylvanie et de Detroit sont des soutiens de Frank Fitzsimmons et donc moins pressés de voir libérer Jimmy Hoffa. Le conflit est larvé entre ces deux factions aux intérêts divergents. Cette ligne de fracture au sein de la Mafia pourrait même provoquer une « guerre » entre le Sud et le Nord. Cette crispation entre les deux factions se concrétise derrière les murs lorsque Jimmy Hoffa et Tony Provenzano, capitaine de la Famille Genovese de New York et haut cadre des Teamsters, tous deux emprisonnés au pénitencier de Lewisburg, en viennent aux mains. Cependant, depuis son élection en 1968, Richard Nixon joue habilement sur tous les tableaux, c'est-à-dire à la fois avec le camp de Jimmy Hoffa et celui de Frank Fitzsimmons, afin d'en tirer un maximum de profits. Autrement dit, au sein des Teamsters, Richard Nixon navigue entre les factions opposées des deux hommes. Ainsi que l'analyse Dan E. Moldea, la gestion du cas Hoffa a pour effet de rapprocher la Maison Blanche, les Teamsters et la Mafia[34]. Comme nous l'avons vu, Hoffa a soutenu Nixon lors de l'élection de 1960. En revanche, au moment de celle de 1968 – Jimmy Hoffa est emprisonné –, le nouveau leader, Frank Fitzsimmons, a choisi de soutenir le candidat démocrate, Hubert Humphrey. Nixon joue une partie serrée et, allié à Frank Fitzsimmons, son nouvel « ami », il va s'agir de duper habilement Jimmy Hoffa. La manœuvre est la suivante : Hoffa étant toujours président des Teamsters en titre, bien qu'incarcéré, Frank Fitzsimmons et la Maison Blanche le persuadent de démissionner de son poste, de laisser élire Frank Fitzsimmons, à charge pour celui-ci de céder sa place dès la grâce présidentielle acquise et la sortie de prison effective. Hoffa tombe dans le piège. Il démissionne de son poste (3 juin 1971) et permet à Frank Fitzsimmons d'être élu (21 juin 1971) ; mais il ignore que sa grâce comporte une clause lui interdisant, une fois remis en liberté, de se représenter à des élections pour la présidence du syndicat des Teamsters durant une période de dix ans, donc jusqu'en mars 1980. Selon une conversation secrète enregistrée au sein du Bureau ovale, publiée en 2001, Richard Nixon informe son conseiller à la

Sécurité nationale, Henry Kissinger, le 8 décembre 1971 : « Ce dont nous parlons, en toute confiance, c'est que nous allons accorder une amnistie à Hoffa, mais nous allons le faire pour une raison[35]. » Puis Richard Nixon murmure au sujet de « quelques choses privées » que Frank Fitzsimmons a fait pour sa cause « qui ont été très utiles », une référence probable à la promesse d'une « contribution » pour la campagne électorale de 1972[36]. Le premier paiement a lieu en 1970, via l'avocat Sidney Korshak. Lors d'un rendez-vous privé, son affidé au sein des Teamsters Allen Dorfman remet au ministre de la Justice John Mitchell la somme de 300 000 dollars contre reçu[37].

Au final, avec l'aide des avocats Murray Chotiner et Sidney Korshak, qui sont à la manœuvre dans l'ombre, Richard Nixon gracie Jimmy Hoffa le 23 décembre 1971, réduisant sa peine de treize à six années et demie de prison, invoquant la santé de son épouse pour justifier sa clémence. La grâce comporte donc une interdiction de toute activité syndicale jusqu'en mars 1980, mais le Président n'a consulté ni le juge l'ayant condamné, ni le service fédéral des libérations conditionnelles (*U.S. Parole Board*) qui, dans les deux années précédentes, a déjà rejeté à trois reprises, à chaque fois par un vote unanime, des demandes de libération anticipée formulées par les avocats de Jimmy Hoffa, refus tenant aux liens avérés du syndicaliste avec la Mafia. Cette libération s'opère sans que le FBI de J. Edgar Hoover s'en émeuve. Dans ses Mémoires, le mafieux Bill Bonanno décrit avec un brin de nostalgie et de fierté la grâce présidentielle comme « un geste, si tant est qu'il y en ait eu un, de rattachement au pouvoir national dont la Mafia jouissait autrefois[38] ». Avec cette grâce, le Président contente plus ou moins toutes les parties en présence, sauf l'intérêt général. Le *New York Times* qualifie la clémence présidentielle « d'élément pivot dans l'étrange histoire d'amour entre l'administration [Nixon] et les deux millions de membres du syndicat, évincé du reste du mouvement syndical en 1957 pour racket[39] ».

Une fois sorti de prison, Hoffa est furieux lorsqu'il découvre l'interdiction qui lui est faite de reprendre une activité syndicale jusqu'en mars 1980. Il menace imprudemment de faire des révélations dans un livre autobiographique sur les liens des Teamsters avec la Mafia et de postuler à nouveau à la présidence du syndicat. Il en vient même à planifier l'assassinat de Frank Fitzsimmons. Hoffa devient, selon l'expression de son futur et probable assassin Frank Sheeran, « téméraire avec sa langue[40] » à la radio, dans la presse et à la télévision. La Mafia ne peut tolérer que quelqu'un parle ; d'autant que les chefs de Famille ont la mémoire longue : ils se souviennent que Jimmy Hoffa est probablement celui qui a « balancé » (« *to rat* ») Dave Beck, son prédécesseur, lors de la commission McClellan. Le précédent est fâcheux et impardonnable,

tout autant que ces nouvelles menaces de bavardages qui peuvent les mettre en danger personnel (prison) et déstabiliser un édifice financier (prêts de complaisance). Un ordre enregistré dans le Bureau ovale de la Maison Blanche daté du 23 février 1973 de Richard Nixon à l'*Attorney General* Richard Kleindienst montre toute la nervosité que génère l'attitude agitée de Jimmy Hoffa :

> « Je veux que vous vous assuriez quand vous rentrerez dans votre bureau : Jimmy Hoffa a annoncé qu'il allait se présenter au poste de la section syndicale de Detroit. Je veux que vous appeliez l'avocat de Hoffa ou que quelqu'un appelle son avocat et lui dise que, s'il fait cela, vous allez révoquer sa libération conditionnelle. Vous devriez lui faire savoir qu'il doit s'arrêter, sinon sa libération conditionnelle sera révoquée et il retournera en prison, putain ! Je ne vais pas laisser faire ça ![41] »

Le ministre parvient toutefois à faire comprendre au Président qu'un tel appel serait inapproprié. Mais sa colère en dit long. Jimmy Hoffa « disparaît » un beau jour de juillet 1975 : il est en fait assassiné par la Mafia, si l'on en croit les Mémoires du Teamster et homme de main Frank Sheeran qui en revendique la paternité[42].

Cependant, cette épineuse situation entre Jimmy Hoffa et la Mafia ne trouble en aucune manière la lune de miel des Teamsters avec Richard Nixon. Le 17 juillet 1972, le bureau exécutif du syndicat appelle à sa réélection en novembre, par un vote quasi unanime de 9 voix contre 1. Le seul téméraire qui refuse de voter en faveur du soutien à Nixon est Harold Gibbons. Ce vice-président des Teamsters s'est déjà attiré les foudres de Jimmy Hoffa le 22 novembre 1963 par une initiative sacrilège : il avait mis en berne le drapeau des États-Unis du siège du syndicat, en l'honneur du défunt John F. Kennedy. Après ce vote contre le soutien à sa réélection, Richard Nixon place Harold Gibbons sur sa fameuse liste d'ennemis et déclenche via son conseiller spécial, Charles Colson, une enquête fiscale à son encontre. La « *love affair* », comme l'écrit le *New York Times* à deux reprises en 1971 avec réprobation[43], entre Richard Nixon et les Teamsters, va se poursuivre de plus belle. Frank Fitzsimmons est nommé au conseil d'administration de la Federal Communications Satellite Corporation et son épouse, Patricia, est embauchée au comité consultatif du Kennedy Center for the Performing Arts. Richard Nixon accorde aussi une belle faveur à son fils, Richard, accusé d'avoir laissé l'usage d'une carte de crédit du syndicat à son épouse et ses enfants, en obtenant que le ministère de la Justice abandonne les poursuites. Et ce n'est pas fini. En 1972, Charles Colson obtient l'arrêt des poursuites engagées par le ministère de la Justice pour extorsion contre un associé célèbre des Teamsters, Daniel Gagliardi, et son ami John Ardito, un des membres les plus violents de la Famille

Genovese. Le duo Gagliardi/Ardito a la réputation d'être au cœur de toutes les activités syndicalo-mafieuses de l'État de New York. Charles Colson obtient aussi l'arrêt de poursuites judiciaires au profit de Daniel Gagliardi dans une autre affaire d'extorsion, en compagnie cette fois d'un autre officiel des Teamsters, Samuel Tritto.

En 1971, Calvin Kovens, un haut responsable des Teamsters de Floride, bénéficie lui aussi une liberté anticipée de la prison fédérale où il purge une peine, grâce à l'intercession entre autres de Bebe Rebozo, Charles Colson et du sénateur George Smathers. Il fait partie des 250 bénéficiaires de la fameuse grâce présidentielle datée du 23 décembre 1971 qui libère aussi Jimmy Hoffa. Calvin Kovens contribue peu après à hauteur de 50 000 dollars à la campagne pour la réélection du Président. La bienveillance de l'administration Nixon ne s'arrête pas là. Le département du Trésor déclare un moratoire de 1,3 million de dollars sur la dette fiscale de l'ancien président et prédécesseur de Jimmy Hoffa, Dave Beck. Et afin qu'il n'y ait plus d'ambiguïtés, en 1972, Richard Nixon ordonne à son ministre de la Justice, Richard Kleindienst, de cesser toute poursuite fédérale et de revoir toutes les enquêtes en cours afin de s'assurer que Frank Fitzsimmons et ses affidés ne seront pas inquiétés. En mai 1973, Murray Chotiner intervient au milieu d'une procédure impliquant les Teamsters dans un scandale immobilier à Beverly Hills, le Beverly Ridge Estates. L'enquête met en cause l'emprunteur des 11 millions de dollars auprès des Teamsters, Leonard Bursten, un ami de Jimmy Hoffa, ancien directeur de la Miami National Bank, utilisée par Meyer Lansky et d'autres gangsters pour blanchir de l'argent en Suisse. Leonard Bursten est poursuivi pour fraude et plaide coupable. La peine de quinze ans de prison prononcée en 1972 est réduite à une peine de mise à l'épreuve et le dossier est effacé après l'intervention de Murray Chotiner auprès du procureur fédéral de Los Angeles[44].

Cependant, il est évident que le président Nixon va bénéficier de manière très concrète de la libération sous conditions de Jimmy Hoffa et de toutes les faveurs accordées au syndicat des Teamsters. Ces libéralités ont un coût financier pour les mafieux et les syndicalistes dont tire parti Richard Nixon à titre personnel et pour ses frais de campagne électorale. Les pots-de-vin reçus par Nixon proviennent de manière intriquée à la fois de plusieurs Familles et du syndicat des Teamsters. Avant lui, Johnson aurait pu aussi tirer profit de la situation. Dans ses Mémoires[45], Bobby Baker affirme qu'un homme d'affaires de La Nouvelle-Orléans réputé proche de la Mafia s'était lié à lui afin de savoir si le président Johnson aurait été prêt à pardonner Jimmy Hoffa contre 1 million de dollars. Bobby Baker aurait conseillé à son mentor de ne surtout pas succomber à la tentation. Quoi qu'il en soit, Richard Nixon a moins de pudeur.

Si l'on suit Dan E. Moldea dans son classique *The Hoffa Wars*[46] et d'autres auteurs, les sommes sont convergentes et considérables pour l'époque. Comme à son habitude, Murray Chotiner est à la manœuvre pour Nixon sur ce dossier syndical et mafieux. Il est, semble-t-il, le réceptacle du pot-de-vin – entre 250 000 et 1 million de dollars selon les sources ! – que les mafieux de Las Vegas acceptent de verser pour obtenir la grâce présidentielle de Hoffa. Selon son propre témoignage, le syndicaliste mafieux Frank Sheeran affirme avoir apporté en personne à l'*Attorney General* John Mitchell de l'argent liquide à plusieurs reprises, provenant du détournement de fonds des casinos de Las Vegas – donc de la Mafia – et de Jimmy Hoffa à titre personnel ; il cite par exemple une remise de valise à John Mitchell contenant 500 000 dollars en liquide lors d'un rendez-vous en mai 1971 à l'hôtel Hilton de Washington. Le rendez-vous se termine par une remarque cynique du ministre de la Justice : « Rien n'est bon marché » (« *Nothing comes cheap* »)[47]. Cependant, Frank Sheeran[48] confirme que Tony Provenzano, capitaine de la Famille Genovese et responsable de la section des Teamsters du New Jersey (Local 560), et Frank Fitzsimmons versent de leur côté une somme considérable, afin que Jimmy Hoffa, comme nous l'avons vu, ne sorte que sous la condition de ne pouvoir se représenter avant dix ans aux élections syndicales. L'avocat Frank Ragano apprend du syndicaliste Allen Dorfman, fin 1972, que le syndicat des Teamsters a donné 1 million de dollars de son propre argent à John Mitchell pour cette grâce. Allen Dorfman précise avec cynisme : « Nous l'avons donné en dessous-de-table, et ils pouvaient l'utiliser comme bon leur semblait, pour la campagne ou autre chose. J'espère qu'ils ont pris du bon temps avec[49]. »

Citant des informateurs au sein du gouvernement fédéral et un rapport secret du FBI et du fisc, *Time Magazine* affirme en 1977 et en 1981 que la Maison Blanche a reçu un pot-de-vin de 1 million de dollars venant de la Mafia et des Teamsters en janvier 1973 à titre de contribution électorale[50]. *Time* se fonde sur des interviews des agents du fisc avec Frank Fitzsimmons et certains de ses collègues, obligés de coopérer pour éviter des poursuites judiciaires. Un informateur du fisc, Harry Hall, est clair : « Une grande partie de l'argent fut donnée par les Teamsters au Comité pour la réélection du Président. Fitzsimmons s'est dit qu'il trouverait un allié avec Nixon. Les Teamsters l'aideraient financièrement, et Nixon avalait le tout… Je me suis laissé dire qu'ils ont donné de l'argent à Chotiner qui devait revenir à Nixon. Je pense que c'était environ 500 000 dollars[51]. » Une somme complémentaire de 500 000 dollars est donc remise pour Richard Nixon à titre personnel, via Murray Chotiner[52]. Donald Nixon, frère de Richard, reçoit aussi une somme de 25 000 dollars. Selon *Time*, une partie de l'argent est donnée un an après la

sortie de prison de Jimmy Hoffa. Les deux principaux bailleurs de fonds cités sont Anthony Provenzano et Frank Fitzsimmons. Allen Dorfman fournit la moitié du pot-de-vin, 500 000 dollars, pour Richard Nixon sur les ordres de Frank Fitzsimmons. Les 500 000 dollars restants sont gérés par Provenzano, à nouveau à la demande de Frank Fitzsimmons, et remis au conseiller de Richard Nixon, Charles Colson, probablement à Las Vegas le 6 janvier 1973. Ce dernier retire aussi un avantage personnel de toutes ces transactions. En 1973, Frank Fitzsimmons abandonne l'avocat historique des Teamsters, Edward Bennett Williams, au profit du cabinet que Charles Colson intègre lors de son départ de la Maison Blanche. Le contrat est très lucratif : il se monte à 100 000 dollars par an. En 1972, le ministre de la Justice Kleindienst refuse de poursuivre pour fraude fiscale l'avocat de Jimmy Hoffa, Morris Shenker, qui est également un des avocats attitrés de la Mafia aux États-Unis. Non seulement il n'y a pas de poursuites, mais son dossier disparaît des archives. En 1975, le ministre devenu avocat est embauché par le syndicat des Teamsters comme conseiller spécial du *Central States Pension Fund*.

Ces compromissions croisées entre la Maison Blanche, les Teamsters et la Mafia se déroulent sous les yeux écarquillés des agents du FBI, spectateurs impuissants et indignés. L'un d'entre eux témoigne à l'époque de manière anonyme au *Los Angeles Times* : « Toutes ces affaires entre les Teamsters, la Mafia et la Maison Blanche est une des choses les plus effrayantes que j'aie jamais vues. Cela a démoralisé le Bureau [FBI]. Nous ne savions plus à quoi nous attendre de la part du ministère de la Justice[53]. »

Une présidence au service de la Mafia

Comme nous l'avons vu avec Mickey Cohen, dès les années 1940, Richard Nixon a l'habitude de faire financer ses campagnes électorales par la Mafia et ses affidés. Si l'on en croit le témoignage de Sandra, la fille de Meyer Lansky, avant les présidentielles de 1960, son père reçoit la visite de Donald Nixon[54]. Il l'éconduit en lui expliquant qu'il a déjà apporté son soutien à Joseph P. Kennedy pour le compte de John. Sandra est convaincue que Nixon en conservera un profond ressentiment à l'égard de son père, et que ce refus d'un soutien de la Mafia est pour partie responsable de sa défaite en 1960 face à Kennedy. Mais il y a d'autres sources mafieuses potentielles pour un financement, comme le montre l'échéance présidentielle de 1968.

Au début de la campagne présidentielle victorieuse de cette année, les coffres sont vides. Ils vont vite se remplir, en particulier grâce à des contributions illégales du *big business* comme c'est le cas depuis sa première élection en 1946, et aussi, comme nous l'avons vu, de James Crosby, le gestionnaire du casino de Paradise Island avec l'importante somme de 100 000 dollars, plus 1 million de dollars qu'il aide à lever. Nixon accueille la nouvelle de cette contribution avec euphorie et demande qu'elle soit divisée en 34 chèques différents afin de respecter formellement la loi et de dissimuler l'origine réelle des fonds. La contribution généreuse de James Crosby est orchestrée par l'inévitable Bebe Rebozo. Au final, Richard Nixon dépense 36,5 millions de dollars, un record historique qui donne un formidable avantage au candidat républicain face au démocrate Hubert Humphrey. Sans ces immenses sommes d'argent d'origine illégale, Richard Nixon n'aurait pu être élu président des États-Unis. L'argent provient de Jimmy Hoffa et des boss de la Mafia : Carlos Marcello, Russell Bufalino, Santo Trafficante, etc.

Dans ce flot d'argent, un donateur mérite d'être cité : le bookmaker mafieux de Californie, John Alessio, qui donne 26 000 dollars ; à titre de remerciements,

il est invité au bal d'inauguration célébrant la victoire présidentielle. Il est, rappelons-le, une relation de Sihran Bishara Sihran, l'assassin de Bobby Kennedy. Il est aussi un des directeurs du conglomérat du millionnaire californien C. Arnholt Smith. Ce dernier est un ami de Richard Nixon et un de ses généreux contributeurs pour les campagnes électorales. Cette proximité devient embarrassante lorsqu'en 1973 la U.S. National Bank contrôlée par C. Arnholt Smith s'effondre, suite aux détournements de fonds que le millionnaire a organisés vers des dizaines de sociétés-écrans ; un des vice-présidents de la banque, Lewis Lipton, a de multiples relations dans le crime organisé de Californie ; ces détournements de fonds et autres évasions fiscales valent au final un an de prison à C. Arnholt Smith en 1984. Dans les années 1970, John Alessio est accusé d'évasion fiscale pour avoir omis de déclarer au fisc des millions de dollars provenant de ses revenus sur les courses de chevaux de San Diego et purge pour cette raison une peine de deux ans de prison.

Une fois Nixon parvenu au pouvoir, tous ces dons doivent comporter une contrepartie. Mais les mafieux ne sont pas inquiets, leurs grands chefs savent pouvoir compter sur Nixon. « Santo [Trafficante] considérait Nixon comme un politicien réaliste et conservateur, note l'avocat Frank Ragano, qui "n'était pas un fanatique" et qui ne serait pas dur avec lui et ses amis de la Mafia. La Mafia n'avait pas grand-chose à craindre de Nixon[55]. » Au demeurant, Santo Trafficante n'a pas d'illusions sur l'homme qui, comme John F. Kennedy, « a été un débauché sexuel à Cuba » et « un hypocrite bidon indigne d'être président[56] ». L'écrivain John H. Davis souligne combien Richard Nixon est aussi le « politicien favori » de Carlos Marcello, pour qui cette élection est une divine surprise :

> « S'il y a eu un candidat pour la présidence que la pègre voulait voir élu, c'était bien Richard Nixon. Depuis les premiers jours de sa carrière politique en Californie, Nixon a semblé marcher main dans la main avec la Mafia, fonctionnant apparemment avec les chefs de Famille dans une relation symbiotique qui allait durer jusqu'à sa démission de la présidence en 1974, et peut-être au-delà[57]. »

Mais sur le moment, cette emprise mafieuse sur Richard Nixon n'a rien d'évident, sauf pour quelques observateurs avertis. En effet, cette complicité avec la Mafia est peu visible. Dans ses discours, Richard Nixon est le champion de la rhétorique sur « la loi et l'ordre » (« *law and order* »). Pendant sa présidence, le Congrès vote deux textes qui, à terme, porteront des coups très durs à la Mafia quand des procureurs sauront s'en emparer : d'abord, en 1968, avec l'*Omnibus Crime Control and Safe Streets Act*, dont le titre III autorise les écoutes judiciaires contre le crime organisé ; puis, en 1970, avec la grande loi de lutte contre le crime organisé, l'*Organized Crime Control Act*, avec en

particulier sa section intitulée *Racketeer Influenced and Corrupt Organizations Act* (RICO *Act*), imaginée par le professeur G. Robert Blakey. Par ailleurs, le ministère de la Justice peut se targuer de succès en ayant lancé des poursuites fédérales contre des figures majeures de la Mafia : Tony Accardo et Felix Alderisio de Chicago, Angelo Bruno de Philadelphie, Carlo Gambino et Joseph Colombo des Familles éponymes de New York ou encore Anthony Boiardo du New Jersey. Dans les faits, au-delà, les poursuites en matière de criminalité organisée sont sélectives et visent surtout, dans l'optique d'une politique du chiffre, beaucoup de petits poissons afin d'afficher de bons résultats quantitatifs.

Cependant, Richard Nixon est suffisamment madré pour savoir d'un côté discourir et légiférer contre le crime organisé et, d'un autre, agir discrètement en faveur de certains de ses amis mafieux. La « guerre au crime organisé et à la Mafia » promise par Richard Nixon va se révéler à géométrie variable, et aussi peu sincère que « la paix au Vietnam ». Les services rendus par Nixon à la Mafia ont une histoire et ils commencent lors de sa vice-présidence sous le mandat de Dwight D. Eisenhower. En 1956, il parvient à faire bloquer une procédure d'expulsion contre Marco « The Little Guy » Reginelli, un mafieux notoire de Pennsylvanie et du New Jersey, client de l'avocat Murray Chotiner, devenu son *special assistant*. Nixon et Chotiner font appel pour cela au numéro deux du ministère de la Justice, Willam P. Rogers, un de leurs amis. Chotiner touche 1 000 dollars de la part du mafieux pour cette intervention. Le Sénat – *Senate Permanent Subcommittee on Investigations* – l'apprend, ce qui oblige Richard Nixon à se séparer officiellement de celui qui a organisé ses campagnes électorales depuis 1946 ; il le réembauche toutefois pour celles de 1962 (poste de gouverneur en Californie) et de 1968 (élection présidentielle). Toujours sous la vice-présidence Nixon, le même William P. Rogers refuse d'engager des poursuites contre Meyer Lansky pour fraude et évasion fiscales[58].

Mais avec l'accession à la présidence, en 1968, le temps des retours de service de grande ampleur est venu. La Mafia peut couler des jours heureux. Là où l'administration Kennedy lui a déclaré la guerre, puis l'administration Johnson établi une forme d'apaisement, l'administration Nixon décide quant à elle de *faire la paix*. La liste des complaisances envers la Mafia est longue, et d'autant plus commode que le FBI de J. Edgar Hoover est toujours aussi satisfait de ne pas avoir à traiter trop activement du sujet mafieux, même si localement certains agents prennent l'initiative de sortir de leur léthargie. Hoover se sent d'autant plus fort que le nouveau Président a une dette à son égard : il sait combien l'accession de Richard Nixon à la Maison Blanche lui est en grande partie due. Le Président ne peut ignorer que lors des élections de 1968, il a pu bénéficier de l'aide du FBI. Un ex-agent, Lou Nichols, fut aux côtés de Richard

Nixon : il a monté un réseau national d'ex-agents et d'avocats (*Operation Eagle Eye*) destiné à prévenir un nouveau vol électoral comparable à 1960 ; Richard Nixon est en effet convaincu qu'il a perdu à cause de la Mafia. Le directeur du FBI nourrit Lou Nichols de ses informations[59], et pense donc pouvoir poursuivre ses obsessions contre les gauchistes au détriment de la lutte contre la Mafia. Le 26 février 1970, J. Edgar Hoover est pourtant convoqué à la Maison Blanche pour s'expliquer sur les résultats jugés médiocres du FBI dans de nombreux domaines. Richard Nixon commence par la lutte contre la Mafia qu'un récent sondage place en tête des préoccupations des Américains, avant la guerre du Vietnam. Pour se justifier, raconte Curt Gentry[60], Hoover explique qu'il y a 1 057 dossiers de mafieux bloqués au ministère de la Justice, faute de procureurs pour les traiter, et que tant que cet arriéré ne sera pas apuré, il n'est pas nécessaire d'en faire plus. Et avant même que le Président ne puisse reprendre la parole, il se lance dans une longue et ridicule dénonciation du mouvement des Black Panthers, prétendument manipulé par l'URSS via le parti communiste américain !

En parallèle, le ministre de tutelle du FBI se montre en effet prudent dans la lutte contre la Mafia. À ce titre, la vigilance procédurière de John Mitchell est remarquable. De 1969 à 1973, plus de la moitié des 1 600 inculpations du ministère de la Justice dans des affaires de crime organisé sont rejetées en raison des « procédures inadéquates » suivies par le procureur général John Mitchell pour obtenir l'autorisation du tribunal de procéder à des écoutes téléphoniques, dont la plupart touchent des affaires liées à la criminalité organisée et le trafic international de drogue. Ce ministre est le premier depuis 1908 à accéder à ce poste sans avoir été soumis à une enquête préalable du FBI, suite à une demande de Nixon à son ami Hoover. Le problème vient peut-être aussi du chef de la division criminelle, en charge de la lutte contre le crime organisé, Will Wilson, qui, malgré des déclarations martiales sur le fait qu'en peu de temps il aura nettoyé le pays, est vite critiqué pour sa paresse. Les fameuses « fautes procédurales » lui sont imputables et ne seraient peut-être pas le fruit uniquement de l'incompétence. Il se dit, sans preuve, que la Famille de Chicago avait Will Wilson sous sa coupe depuis 1947, à l'époque où il était procureur de Dallas[61]. Autrement dit, toutes ces « fautes procédurales » auraient été déposées là volontairement, comme autant de bombes à retardement au bénéfice des avocats de la défense.

Le successeur de John Mitchell à la tête du ministère de la Justice en 1972, Richard Kleindienst, accepte quant à lui 100 000 dollars de pots-de-vin sous la forme d'une contribution électorale pour la campagne présidentielle (1972) en échange d'un arrêt des poursuites contre plusieurs figures du crime organisé

impliquées dans des fraudes boursières, dont des membres de la Famille Genovese de New York. Richard Kleindienst affirme alors avoir refusé l'argent, mais en réalité seulement après avoir appris que des agents fédéraux mis au courant de la tentative de corruption enquêtaient. Le journaliste Don Fulsom n'hésite pas à écrire que « Richard Nixon a traité l'Organisation [la Mafia] comme s'il s'agi[ssait] de la quatrième branche du gouvernement[62] ». Comme les faits parlent d'eux-mêmes, il convient de dresser une liste, aussi exhaustive que possible, des cadeaux faits à la Mafia durant la présidence de Richard Nixon, au-delà ou en plus de ceux concédés aux Teamsters qui sont en réalité indissociables des intérêts de la Mafia :

1. Selon le *New York Times*, le ministre de la Justice, John Mitchell, envoie en 1970 un mémo, avec l'approbation du président Richard Nixon, ordonnant au département de la Justice et au FBI d'arrêter d'utiliser les termes « Mafia » et « *Cosa Nostra* » car ils stigmatiseraient les Italo-Américains : « Il est de plus en plus évident que bon nombre d'Américains d'origine italienne sont offensés. Ils estiment que l'utilisation de ces termes italiens a un effet négatif sur les Italo-Américains en général, et il ne fait aucun doute que leur inquiétude est sincère et réelle[63]. » John Mitchell défend cette position dans les médias, expliquant qu'il faut désormais parler de « *organized crime syndicate*[64] » et que cette décision n'a aucun rapport avec les manifestations de la Ligue des droits civiques des Italo-Américains (Italian-American Civil Rights League) protestant contre le « harcèlement » du FBI. La Ligue vient d'être créée en avril 1970 par le boss new-yorkais Joseph Colombo, chef de la Famille éponyme, afin de lancer une campagne de relations publiques pour le bannissement dans la presse, à la télévision et au cinéma des termes « Mafia » et « *Cosa Nostra* ». Il affirme que la Mafia n'existe pas et qu'il s'agit d'un mythe raciste discriminant les Américains d'origine italienne. L'épouvantail de l'antiracisme et de la lutte contre les discriminations est agité afin de paralyser la lutte anti-Mafia. Joseph Colombo utilise toutes les techniques d'intimidation et de relations publiques connues : manifestations et piquets de grève devant les bureaux du FBI, levées de fonds, etc. L'objectif officiel de la Ligue est de combattre les stéréotypes dans les médias touchant à la représentation des gangsters et de rendre les Américains d'ascendance italienne fiers de leurs origines. Derrière ce programme *politically correct*, digne d'étudiants nourris de contre-culture et de *French Theory*, le chef mafieux veut intimider toutes les institutions publiques et privées évoquant la Mafia. Au moment où il se lance dans cette croisade, le Congrès discute justement d'une future grande loi devant permettre de mieux réprimer la Mafia (*RICO Act*). Surtout, tous ces efforts semblent aussi dictés par une cause très familiale. Joseph Colombo veut probablement aider son fils Joseph Jr, qui a été

arrêté le 30 avril 1970 par le FBI dans une affaire d'extorsion de fonds. Il n'a, semble-t-il, pas décoléré depuis. La décision du ministre de la Justice John Mitchell constitue une première victoire symbolique pour la Ligue, Joseph Colombo et la Mafia.

2. Peu après son entrée à la Maison Blanche, Richard Nixon prend soin, via Murray Chotiner, de solidifier ses liens avec Carlos Marcello. Comme nous l'avons vu, le boss de La Nouvelle-Orléans a toujours été présent pour le financer et les bookmakers de son associé Mickey Cohen ont été défendus en justice par le frère de Murray Chotiner. Durant la présidence Eisenhower et la vice-présidence Nixon (1952-1960), il est indéniable que Carlos Marcello a su échapper à son expulsion : fut-il bien défendu par ses avocats ou bien protégé en haut lieu ? Le mystère demeure. Par ailleurs, depuis 1966, Carlos Marcello fait face à des poursuites fédérales pour avoir agressé un agent du FBI. Il use alors de toutes ses relations, dont Murray Chotiner, pour que la peine prononcée soit la plus faible possible. L'*Attorney General* John Mitchell n'hésite pas à exercer des pressions sur le juge fédéral en charge du dossier, avec succès. Au lieu des deux ans encourus, Carlos Marcello n'est condamné, en 1969, qu'à six mois de prison, une peine par ailleurs exécutée au sein du fort confortable centre médical pour prisonniers de Springfield dans le Missouri. Le juge affirme constater la « pauvre santé » du chef de la Famille de La Nouvelle-Orléans. Il va sans dire que durant la présidence de Richard Nixon, la procédure d'expulsion contre Carlos Marcello n'est plus à l'ordre du jour.

3. La pression opérationnelle sur Sam Giancana à Chicago diminue. Est-ce étonnant ? Probablement pas, si l'on prend pour argent comptant ses affirmations telles que rapportées par son frère et son neveu dans leur livre *Double Cross*. Le boss de Chicago affirme que Richard Nixon leur appartient – « *Nixon's ours* » (« Nixon est des nôtres, à nous »)[65] –, qu'ils s'apprécient, se comprennent et qu'ils se sont rencontrés plusieurs fois à Washington. Au demeurant, il est patent aussi que le soldat Johnny Roselli, autre membre de l'*Outfit*, sent également l'étau se desserrer. L'application de la procédure d'expulsion qui pèse sur sa personne, telle une épée de Damoclès permanente, n'est plus d'actualité.

4. Santo Trafficante ne souffre pas non plus durant la présidence de Richard Nixon. Le chef de la Famille de Tampa poursuit le développement de ses activités criminelles avec succès, au point de susciter des interrogations qui se cristallisent autour de l'épisode de la chute de la French Connection. Qu'en est-il ? Dans le cadre de sa « guerre à la drogue », le président Nixon somme la France, à l'été 1969, soupçonnée d'inaction coupable, de mettre fin aux activités des réseaux corso-marseillais de la French Connection, alliés à Meyer Lansky, exportant vers les États-Unis des quantités considérables d'héroïne d'une pureté

exceptionnelle, en provenance principalement de Turquie, après raffinement dans les laboratoires clandestins du sud de la France. L'éradication de cette filière est une priorité de l'administration Nixon, qui en fait un *casus belli* diplomatique avec la France. Ce succès franco-américain dans la « guerre à la drogue » a pour conséquence d'éliminer les Corses d'un marché en pleine expansion au profit des Familles de la mafia italo-américaine, et tout spécialement Santo Trafficante. Avec la fin de la French Connection, Santo Trafficante se retrouve en effet sans concurrent, au moment où les routes de la drogue les plus prometteuses partent désormais d'Asie du Sud-Est, là où les États-Unis et la CIA ont des intérêts majeurs. Ce qui fait dire aux biographes de Johnny Roselli que Santo Trafficante gagne le contrôle de l'opium d'Asie du Sud-Est à partir de 1968, mais qu'il s'agit d'une « entreprise qui requiert une coopération permanente de la part des officiers de la CIA dans la région[66] ». Cependant, un auteur tel Henrik Krüger, dans un livre paru pour la première fois en 1980 devenu un classique, *The Great Heroin Coup*[67], tente de démontrer que l'administration de Richard Nixon a en réalité des motifs cachés en éliminant la French Connection : favoriser les Familles italo-américaines dans le contrôle du marché de la drogue d'Asie du Sud-Est et aider au financement des opérations clandestines de la CIA. Le trafic international de l'héroïne n'aurait pas été éradiqué mais redirigé de Marseille, la Turquie et les Corses vers l'Asie du Sud-Est et la Mafia. Un fait est certain : la fin de la French Connection enrichit les grandes Familles italo-américaines et Santo Trafficante, désormais débarrassés de concurrents sur un marché mondial en pleine expansion ; le trafic n'est pas freiné : il se produit juste un transfert de pouvoir criminel et de routes de trafic. Henrik Krüger propose, selon ses propres termes, « une hypothèse » : celle d'un « coup d'État conspirateur sur l'héroïne[68] » qui aurait impliqué d'une manière ou d'une autre dans sa planification et son exécution toute une série d'acteurs politiques, administratifs et criminels : Richard Nixon et une partie de son équipe à la Maison Blanche, Meyer Lansky, Santo Trafficante, le Kuomintang à Taïwan et dans le Triangle d'or, des factions au sein de la CIA et des services de lutte contre les stupéfiants aux États-Unis (Bureau of Narcotics and Dangerous Drugs, BNDD, puis Drug Enforcement Administration DEA).

> « Il va sans dire, précise Henrik Krüger, que ce n'était *pas* une conspiration délibérée de *tout* ce qui précède. Mais nous pouvons affirmer avec une certitude raisonnable que la CIA, Trafficante et d'autres mafiosi, des Asiatiques du Sud-Est et *certaines* personnes à la Maison Blanche devaient être au courant[69]. »

L'auteur discute la question complexe du niveau de responsabilité personnelle de Richard Nixon dans ce « coup » et conclut de manière subtile que

« sous une forte pression, il a été plus ou moins l'outil volontaire, plutôt que la force derrière tout cela »[70]. L'insistance mise par les États-Unis contre les réseaux corses importateurs d'héroïne turque suscite d'autant plus le doute qu'une grande partie du trafic international est alors générée par les productions d'Extrême-Orient (« Triangle d'or » : Laos, Birmanie, Thaïlande) contrôlées en amont par les forces du Kuomintang et des Triades chinoises, dont profite ponctuellement la CIA pour se financer. Raymond Marcellin, ministre de l'Intérieur à l'époque du démantèlement de la French Connection, n'est pas dupe, si l'on en croit ses Mémoires : « Les États-Unis ignoraient ou feignaient d'ignorer, écrit-il, l'apport d'héroïne en provenance de l'Extrême-Orient, notamment du fameux Triangle fertile[71]. » La thèse du complot peut aisément se nourrir de certains faits étranges. Ainsi, la Maison Blanche décide-t-elle au début des années 1970 de reprendre la main sur la lutte contre le trafic international contre les drogues. À cette fin, parmi les initiatives successives, la Maison Blanche crée en son sein, en 1971, un *Special Action Office for Drug Abuse Prevention* pour mieux coordonner la « guerre à la drogue » ; mais ce nouveau service aux objectifs légitimes se retrouve sous le contrôle des « plombiers », qui s'illustreront entre autres lors du cambriolage avorté du siège du Parti démocrate dans l'immeuble du Watergate – dont nous reparlerons plus loin ; or, certains de ces « plombiers » présentent la particularité de travailler non seulement pour la Maison Blanche, mais aussi pour la CIA et Santo Trafficante[72]. Le « conflit d'intérêts », a minima, est frappant. Quoi qu'il en soit, l'historien peut difficilement trancher sur l'explication à donner à l'épisode historique de la fin de la French Connection : soit ce fut un *complot politico-criminel* mis au point par Richard Nixon et/ou des subordonnés, soit la « guerre à la drogue » a produit un *effet d'aubaine*, donc une *convergence d'intérêts* entre la Mafia, la CIA, les services antidrogue américains et des affidés de Richard Nixon à la Maison Blanche. La seconde thèse paraît à ce jour la plus crédible.

5. Le président Nixon accorde une grâce présidentielle en mars 1970 au capitaine de la Famille Genovese Angelo « Gyp » DeCarlo, pourtant décrit par le FBI comme un « assassin méthodique ». Il sort de prison au bout de deux années pour motif médical, malgré une condamnation à douze ans de prison pour racket. Son prétendu cancer en phase terminale ne l'empêche pourtant pas de reprendre immédiatement ses activités criminelles. Cependant, l'informateur qui a permis sa condamnation subit quant à lui les pires avanies : contrôle fiscal, absence de protection pour lui et sa famille, etc. Tout juste libéré, Angelo DeCarlo se vante d'avoir obtenu pour sa libération l'aide de Frank Sinatra. Selon le FBI, Sinatra et DeCarlo sont des amis de longue date. Le chanteur s'est rapproché du Parti républicain depuis son lâchage par les frères Kennedy, et il est devenu un soutien

du Président, ainsi qu'un ami intime de son vice-président Spiro Agnew. Sinatra et Agnew dînent et jouent au golf ensemble ; leur intimité les pousse même à regarder à une occasion le film pornographique alors à la mode *Deep Throat* – produit au demeurant par la Mafia en sous-main. Agnew doit démissionner rapidement pour des soupçons de corruption. Le pardon présidentiel au mafieux Angelo DeCarlo est en effet le résultat d'une demande de Sinatra auprès de celui-ci. Ce dernier se montre reconnaissant en donnant 150 000 dollars, en deux fois, de contributions électorales au Parti républicain. L'histoire ne dit pas s'il s'agit réellement de son argent ou celui d'« amis » issus de la Mafia comme Angelo DeCarlo ou du show-business. Richard Nixon cultive ses relations avec le chanteur afin d'obtenir ou de conquérir les faveurs électorales et contributives tant du monde du divertissement que de la Mafia, deux univers où Frank Sinatra excelle. Privilège suprême, Sinatra est invité à chanter à la Maison Blanche, en avril 1973, lors d'un dîner donné en l'honneur du président italien Giulio Andreotti – un clin d'œil ironique et involontaire de l'histoire quand on connaît les liens étroits du politicien italien avec la mafia sicilienne.

6. Peu avant les élections de mi-mandat de 1970, Richard Nixon donne l'ordre au ministre de la Justice John Mitchell de ne plus engager de poursuites contre la Mafia et n'importe quel Italien jusqu'en novembre. Il s'agit d'une véritable injonction de politique pénale. Une note datée du 13 juillet 1970, déclassifiée en 2008, de Richard Nixon est explicite : « Mitchell – aucune poursuite, que ce soit la Mafia ou les Italiens, jusqu'en novembre[73]. »

7. L'impunité mafieuse va plus loin encore. Un exemple saisissant émerge en 1973. Tout commence lors d'une réunion au La Costa Country Club – dont nous aurons l'occasion de reparler – à Carlsbad en Californie, propriété mafieuse s'il en est, qui se déroule du 9 au 12 février 1973, en présence du président des Teamsters, Frank Fitzsimmons, de leur consultant, Allen Dorfman, du chef de la Famille de Chicago, Anthony Accardo, et de quelques autres figures de la Mafia comme Peter Milano et Lou Rosanova. La présence d'Allen Dorfman est importante et significative, puisque cet associé de la Mafia remplit la délicate mission au sein du syndicat de s'assurer de la juste répartition des fonds escroqués vers les différentes Familles. Lors de ce conclave, il est question de mettre au point une vaste escroquerie au détriment du fonds de pension et de santé des Teamsters. Le siphonnage de fonds consiste à rediriger 7 % des contrats, se montant à environ 1 milliard de dollars par an, vers la Mafia et les cadres corrompus des Teamsters, dont 3 % vers une société contrôlée par Joe Accardo, frère de Tony, et l'*Outfit*, la People's Industrial Consultants. Le siphonnage annuel s'annonce donc énorme. Mais le contenu des conversations secrètes qui se tiennent au La Costa Country Club est connu grâce à plusieurs

micros clandestins, en particulier ceux posés au sein de la société-écran de la Mafia, la People's Industrial Consultants. Or, dans un choc spatio-temporel unique, le 9 février, également au La Costa Country Club, alors que les mafieux peaufinent leur vaste escroquerie, des conseillers de Richard Nixon – H. R. Haldeman, John Ehrlichman, John Dean et Richard Moore – se rencontrent durant une douzaine d'heures pour discuter de la stratégie sur l'affaire du Watergate qui est alors à son acmé. Ces deux rencontres parallèles sont-elles le fruit du hasard ? Certains conseillers de Richard Nixon les trouvent « très étranges », et l'un d'eux, futur inculpé lors du scandale du Watergate, propose un parallèle glaçant : « C'est juste une autre de ces zones intouchables dans lesquelles personne ne pénétrait jamais… Notre Apalachin [référence au sommet mafieux de 1957] s'était tenu au même moment et dans le même lieu que leur Apalachin… C'est juste une autre de ces étranges choses mafieuses. Et n'imaginez pas qu'aucun d'entre nous n'ait été aussi intrigué par cela que vous l'êtes…[74]. » La question est de savoir si les participants à ces deux réunions conspiratrices se sont rencontrés. Nul ne peut le prouver, mais on conçoit mal qu'il n'y ait eu qu'un simple hasard spatio-temporel. Selon Gus Russo, se référant à des sources haut placées au FBI, le but de la réunion mafieuse au La Costa Country Club est de coordonner la remise d'une somme de 1 million de dollars à Richard Nixon, issue de l'écrémage des bénéfices des casinos de Las Vegas[75]. La somme doit à la fois garantir la libération sous conditions de Jimmy Hoffa et un frein aux enquêtes menées par le ministère de la Justice concernant les prêts de complaisance des Teamsters à la Mafia. Selon un rapport du FBI, un des mafieux présents aux réunions déclare que la moitié du pot-de-vin en liquide, 500 000 dollars, « a été demandée par le conseiller de la Maison Blanche Charles Colson, qui a en charge les relations avec les Teamsters[76] ». Comme une preuve de la collusion entre les mafieux, la Maison Blanche et les Teamsters et d'une convergence des deux réunions au La Costa Country Club, le 13 février, le dernier jour des discussions entre les mafieux et la direction des Teamsters, Frank Fitzsimmons rentre à Washington avec Richard Nixon – qui se trouvait non loin, dans sa résidence californienne de San Clemente – à bord d'*Air Force One*. Frank Fitzsimmons aurait dit alors au Président :

> « Monsieur le Président, je sais que vous avez été en contact avec les messieurs que j'ai rencontrés tôt hier à mon hôtel (Haldeman, Ehrlichman, et Dean). Je ne pense pas qu'ils vous aient dit ce que nous avons préparé pour payer la demande que je mets sur la table. Vous n'aurez plus jamais à vous soucier d'où viendra le prochain dollar pour vos futures campagnes ni après votre départ de la Maison Blanche. Nous allons vous donner 1 million de dollars d'avance, Monsieur le Président… et il y en aura d'autres qui suivront pour être sûrs que vous ne manquerez jamais de rien[77]. »

Peu après, en mars, le ministre de la Justice vole au secours des mafieux en

refusant de prolonger les surveillances électroniques dans ce dossier de fraudes, les considérant contre toute raison comme « improductives ». Le FBI est sidéré par la décision. L'enquête fédérale s'arrête donc et il n'y a aucune poursuite judiciaire. Lorsque le *New York Times* apprend le refus de poursuivre ces surveillances électroniques si prometteuses, le journal affirme qu'il s'agit d'un exemple évident d'une « perversion de la justice » dans l'administration Nixon.

8. Robert Morgenthau, procureur du district sud de New York, est muté sur décision de l'*Attorney General* Richard Kleindienst alors qu'il enquête sur l'avocat Max Orowitz, un spécialiste de la finance proche de la Maison Blanche. Le procureur pense que l'avocat participe à des opérations de blanchiment d'argent sale au profit de la Mafia. L'argent passerait par une société financière basée en Suisse, Investors Overseas Services (IOS), dont le président, John King, est un proche de Richard Nixon. John King figure parmi les gros contributeurs historiques des campagnes de Richard Nixon. Alors qu'il se prépare à le faire arrêter, Robert Morgenthau est muté et l'enquête est classée définitivement. La société IOS réapparaît toutefois à travers un autre soutien trouble de Richard Nixon : Robert Vesco. Ainsi que le raconte L.H. Whittemore[78], en 1973, l'informateur de la DEA Frank Peroff passe des mois en infiltration au contact de la Famille Cotroni de Montréal[79] et démontre le rôle de l'homme d'affaires Robert Vesco dans le financement et le blanchiment d'un projet d'importation de 150 kilos d'héroïne aux États-Unis et au Canada par la Mafia, dans le cadre d'un réseau de la French Connection. Mais l'enquête de la DEA s'arrête immédiatement dès que le nom de Robert Vesco fait surface. Il semble de manière évidente qu'une intervention de la Maison Blanche y a mis fin. Toutes les agences fédérales gérant le dossier (DEA, douanes, etc.) sont sommées de renoncer à ce qui pourrait devenir alors la plus grande prise d'héroïne dans l'histoire nord-américaine, afin que Robert Vesco ne soit pas impliqué. Frank Peroff alerte avec succès le *New York Times* et une commission d'enquête du Sénat afin d'éviter que l'affaire ne soit étouffée. L'apparition du nom de Robert Vesco dans ce réseau de la French Connection provoque en effet l'effroi de la Maison Blanche. Ami à la fois de Bebe Rebozo et de James Crosby, Robert Vesco est l'un des actionnaires de la société IOS. Cependant, il est également un contributeur généreux de la campagne pour la réélection de Richard Nixon en 1972 avec un versement clandestin de 250 000 dollars en liquide. Il est aussi un associé en affaires d'un frère (Edward) et d'un neveu (Donald) du Président. Il a même sollicité l'*Attorney General* John Mitchell pour qu'il intercède en sa faveur afin de faire cesser des poursuites pour fraudes financières entamées par l'Autorité des marchés financiers, la SEC ; ce qui vaut peu après à John Mitchell des poursuites pour obstruction à la justice, qui seront

abandonnées plus tard faute de preuves. Mais le rôle de Robert Vesco est probablement encore plus trouble et nous rapproche des arrière-cours du scandale du Watergate et de sa dimension mafieuse. Norman LeBlanc, un collaborateur direct de Robert Vesco, se montre menaçant lors d'une conférence de presse lorsqu'il affirme que Robert Vesco et lui disposent du « lien manquant » pour comprendre l'affaire du Watergate avec des faits qui pourraient « surprendre le monde »[80] s'ils étaient dévoilés. Robert Vesco est alors physiquement intouchable car réfugié au Costa Rica. En octobre 1974, le nouveau président du Costa Rica, Daniel Oduber, accuse l'administration Nixon de s'être montrée « moins que sincère » dans ses démarches pour obtenir l'extradition aux États-Unis de Robert Vesco, précisant que les efforts américains « avaient eu pour objectif de faire échouer l'extradition, comme ce fut le cas[81] ». Un fait incroyable le démontre : l'administration fédérale américaine choisit comme avocat pour obtenir cette extradition Cecil Wallace-Whitfield, qui est un associé de Robert Vesco et Norman LeBlanc ! Le président de la commission d'enquête du Sénat, Henry Jackson, se demande en 1974 : « Le gouvernement américain souhaite-t-il tenir à l'écart de ce pays Vesco pour une quelconque raison ? Dispose-t-il d'une information spéciale qui pourrait expliquer, en partie, le cauchemar national que nous venons juste de traverser ? [82] » Un enquêteur du Sénat ajoutera : « Plus que toute autre personne, Vesco a des informations qui, s'il parlait, feraient ressembler le Watergate à un pique-nique[83]. » La référence au Watergate, comme nous le verrons plus tard, est importante, surtout lorsqu'il est découvert que le bureau de la commission d'enquête fait l'objet d'une tentative de cambriolage ! Dans les années 1970, Robert Vesco se distinguera à nouveau dans des affaires de trafic d'armes et d'héroïne. Mais peut-être le procureur Robert Morgenthau a-t-il été muté pour un autre dossier que celui de l'IOS. Grand spécialiste des enquêtes financières et des comptes offshore, le procureur du district sud de New York s'intéressait aussi de près à une banque dont nous avons déjà parlé : la Cosmos Bank de Zurich, suspectée d'abriter les fonds secrets de Richard Nixon. Circonstance aggravante, il est également un ennemi déclaré d'un allié de Richard Nixon dont nous reparlerons, lui aussi, l'avocat Roy Cohn, qui affronte alors un procès fédéral pour de multiples infractions : vol, extorsion, chantage, etc.

9. Richard Nixon renvoie aussi le procureur fédéral de San Diego, Ed Miller. Réputé pour sa pugnacité à combattre la corruption, il a fait condamner et emprisonner Russel Alessio, un responsable de champ de courses pour racket, dont les activités sont soutenues par la Mafia. Il est le frère du millionnaire John Alessio, dont nous avons déjà croisé le chemin, un homme proche lui aussi de la Mafia, en l'occurrence de Meyer Lansky, et un soutien financier de Richard

Nixon pour ses campagnes électorales.

Ces quelques faits ne sont probablement que la pointe émergée d'un iceberg de services rendus à la Mafia qui a pu prospérer en toute impunité. Les liens de Richard Nixon avec le monde du crime organisé deviennent à ce point troublants que le chef de cabinet de la Maison Blanche, le général Alexander Haig, prend le risque en juin 1974 de diligenter dans le plus grand secret une enquête sur le 37e président des États-Unis en exercice, confiée à l'*Army Criminal Investigation Command*, pour vérifier si « Nixon n'a jamais été *associé* au crime organisé[84] ». On est à quelques semaines de la démission de Richard Nixon et le général Alexander Haig dirige alors *de facto* la Maison Blanche. Le rapport aurait démontré l'existence de preuves de cette implication. Selon Dan E. Moldea, dans *The Hoffa Wars*, l'enquête montrerait, entre autres, que Richard Nixon aurait disposé de millions de dollars de bénéfices réalisés par la Mafia en Asie du Sud-Est à partir du trafic de l'héroïne[85]. On imagine que Santo Trafficante serait à la manœuvre puisqu'il contrôle cette route de la drogue. À l'époque, selon Alfred McCoy dans son ouvrage *The Politics of Heroin*[86], paru pour la première fois en 1972, les dirigeants sud-vietnamiens sont largement impliqués dans le trafic de l'héroïne.

Les bas-fonds oubliés du Watergate

Le 17 juin 1972, cinq membres de l'équipe privée de Richard Nixon chargée des coups tordus se font prendre en plein cambriolage du siège du Parti démocrate situé dans l'immeuble dit « du Watergate » à Washington. Ils appartiennent à un groupe formé en 1971 à la Maison Blanche à l'instigation de Richard Nixon : la White House Special Investigations Unit, passée à la postérité sous le vocable de « plombiers » car ces hommes doivent, entre autres, identifier les auteurs des fuites d'informations qui minent la présidence Nixon ; cette unité est en réalité en charge de commettre des crimes politiques en tous genres. Ces « plombiers » n'en sont pas à leur coup d'essai : le cambriolage du Parti démocrate au Watergate n'est que la dernière en date de leurs nombreuses opérations clandestines et illégales. Ce cambriolage avorté met au jour un système de gouvernement fondé sur l'irrespect des lois, un monde souterrain et secret œuvrant depuis longtemps. Le scandale du Watergate n'est pas le sujet de ce livre, mais trois aspects de ce cambriolage y ramènent toutefois : le mobile de l'opération, le profil des cambrioleurs et l'argent pour acheter leur silence. Autrement dit, les complots joints de la CIA et de la Mafia contre Fidel Castro sont probablement une dimension cachée de l'affaire du Watergate[87].

1. La question du *mobile* est la plus complexe car, malgré toutes les recherches sur le sujet, nul ne peut établir aujourd'hui avec certitude la ou les raisons ayant présidé à une opération illégale aussi risquée. Il semble que l'intrusion présente un double objectif défensif et offensif : trouver des informations gênantes pouvant détruire les démocrates et s'assurer que ce parti ne dispose pas d'éléments compromettants contre le président en exercice. Richard Nixon a beaucoup de secrets à protéger, par exemple les financements secrets par le milliardaire Howard Hughes et la junte militaire grecque, ou le sabotage de l'initiative de paix au Vietnam en 1968. Cependant, le contexte est ici crucial et les affaires cubaines sont probablement la clé principale, mais non

exclusive, du cambriolage. Jusqu'au début des années 1970, les complots conjoints de la CIA et de la Mafia pour assassiner Fidel Castro sont encore un secret bien gardé. Même les membres de la commission Warren, comme nous l'avons vu, ont été tenus dans l'ignorance, alors même que ce fait aurait pu éclairer d'un jour nouveau l'enquête sur l'assassinat du 35e président des États-Unis. Ce secret embarrassant vole en éclats les 18 et 19 janvier 1971 lorsque le journaliste vedette Jack Anderson, futur lauréat du prix Pulitzer, en révèle les détails (l'implication de Robert Maheu, le début du programme en 1960 sous la présidence Eisenhower, la poursuite durant la présidence Kennedy, etc.), ajoutant une hypothèse : mis au courant par ses espions des projets d'attentat contre sa vie, Fidel Castro aurait pu décider de faire tuer Kennedy en représailles. L'article ne passe pas inaperçu et crée une profonde inquiétude chez tous les protagonistes de cette ténébreuse affaire : Richard Nixon, les Kennedy, la Mafia, Robert Maheu, etc. Nixon est furieux : il fait surveiller le journaliste par la CIA et le FBI, et suggère même à E. Howard Hunt, à la tête de son équipe de « plombiers », de le faire assassiner ! La révélation des intrigues autour des dossiers cubains – projets d'assassinat de Fidel Castro, débarquement raté de la baie des Cochons, etc. – inquiète depuis longtemps Richard Nixon. C'est pourquoi, depuis des mois, il presse en vain le directeur de la CIA, Richard Helms, de lui fournir un dossier complet sur ces sujets. Il souhaite vérifier ce que conservent les archives de l'Agence : ces dossiers contiennent-ils des éléments compromettants sur les Kennedy et/ou sur lui, lorsqu'il était vice-président de Eisenhower ? Tant les historiens que ses proches à l'époque relèvent son obsession pour ce qu'il nomme constamment « la baie des Cochons » – en particulier dans les fameuses conversations enregistrées clandestinement dans le Bureau ovale de la Maison Blanche ; l'expression constitue autant une référence au débarquement raté qu'une périphrase ou un euphémisme pour évoquer les secrets et autres bas-fonds des affaires cubaines et peut-être surtout de l'assassinat de JFK. Richard Nixon redoute en effet d'être tenu pour responsable à la fois du lancement des complots d'assassinat contre Fidel Castro et de l'utilisation de la Mafia comme opérateur à partir de 1959, lorsqu'il était vice-président. Cependant, sa responsabilité politique pourrait devenir encore plus écrasante s'il s'avérait, comme le journaliste Jack Anderson le suggère et comme il le pense lui aussi depuis longtemps, que John F. Kennedy a été assassiné sur ordre de Fidel Castro pour se venger. Ce qui signifierait que Richard Nixon pourrait être rendu *politiquement responsable* de l'attentat du 22 novembre 1963 pour avoir déclenché une manœuvre irresponsable. D'où la question essentielle pour lui : que savent les démocrates sur les différentes affaires cubaines qui pourrait le mettre en difficulté ? Son inquiétude profonde explique peut-être

l'épisode fameux de l'effacement volontaire de 18 minutes 30 des enregistrements clandestins des conversations du Bureau ovale du 20 juin 1972, soit deux jours après le cambriolage raté. Dan E. Moldea affirme ainsi : « Le 20 juin, le jour où la dissimulation du cambriolage du Watergate par la Maison Blanche commence, un jour très occupé dans le Bureau ovale, Nixon passe un appel téléphonique longue distance au vice-président de l'IBT (International Brotherhood of Teamsters) de New York, Joseph Trerotola, un associé d'Anthony Provenzano[88] ». La conversation avec Joseph Trerotola, connu pour être en effet un relais de la Mafia au sein des Teamsters de New York, dure une minute. Or, comme le souligne cet auteur, 53 minutes plus tard, Richard Nixon a sa première discussion détaillée avec son chef de cabinet, H. R. Haldeman, portant sur la manière d'enterrer le scandale naissant ; cette conversation est enregistrée mais avec les fameuses 18 minutes 30 effacées. Il est donc possible que cet effacement ait un lien direct avec les pots-de-vin reçus de la Mafia et des Teamsters puisque Anthony Provenzano, rappelons-le, est à la fois capitaine dans la Famille Genovese et haut cadre des Teamsters, et une des chevilles ouvrières des pots-de-vin reçus par Richard Nixon en septembre 1960 puis à partir de 1971.

2. Les *cambrioleurs/plombiers* ne sortent pas de nulle part. Leur profil très particulier est resté longtemps ignoré, notre connaissance des faits ayant été pendant un temps façonnée par le seul récit des journalistes vedettes du *Washington Post*, Bob Woodward et Carl Bernstein. Ces cambrioleurs présentent en effet la double particularité d'être ou d'avoir été des officiers supérieurs (E. Howard Hunt, James McCord) ou des agents contractuels (Eugenio Martinez, Bernard Barker, Frank Sturgis/Fiorini, Virgilio Gonzalez) de la CIA, impliqués dans le projet d'invasion de la baie des Cochons et les complots d'assassinat contre Fidel Castro avec la Mafia[89] ; E. Howard Hunt est à l'époque le coordonnateur des opérations clandestines contre Cuba, à ce titre, au contact direct du vice-président, et durant toute sa carrière un protégé de Richard Helms, directeur adjoint, puis directeur de la CIA ; James McCord a passé sa carrière à la CIA au sein de l'Office of Security, le service où les relations entre l'Agence et la Mafia furent gérées. Tous ces hommes ont intensément fréquenté le marigot des anticastristes et de la Mafia. Ce qui explique pourquoi E. Howard Hunt a disposé un temps de bureaux à La Nouvelle-Orléans dans le fameux bâtiment du 544 Camp Street. Cependant, les étrangetés ne s'arrêtent pas là. Trois des « plombiers », E. Howard Hunt, Bernard Barker et Frank Sturgis/Fiorini, ont longtemps été suspectés d'avoir été présents sur la scène de crime à Dallas le 22 novembre 1963 et d'avoir participé à l'assassinat de John F. Kennedy, sans pour autant que cette assertion ait pu être démontrée[90].

Frank Sturgis, de son vrai nom Anthony Fiorini, est un personnage étrange. Vétéran du corps des Marines durant la Seconde Guerre mondiale, l'homme commence sa carrière de mercenaire aux côtés de Fidel Castro dans la *Sierra Maestra* ; puis, de 1959 à 1960, Fidel Castro lui confie la gestion des casinos de l'île avant qu'ils ne ferment définitivement, ce qui lui permet d'entrer en relation avec nombre de mafieux, dont Santo Trafficante emprisonné dans l'île. Il fuit aux États-Unis où il rejoint les rangs anticastristes, en travaillant à la fois pour la CIA et la Mafia, en l'occurrence la Famille de Tampa. Plus tard, il clamera, puis niera, être un des assassins de John F. Kennedy ! Sam Giancana confirme la participation du mercenaire, si l'on en croit le livre de Mémoires de son neveu et de son frère, *Double Cross*[91]. Ce point est également très controversé et n'a jamais pu recevoir de réponse incontestable. Cependant, Richard Nixon, qui n'est en rien impliqué dans l'assassinat, sait-il qu'il emploie comme homme de main un individu aussi trouble ? Frank Sturgis/Fiorini est non seulement un employé de la CIA spécialiste du meurtre, mais aussi un associé de la Mafia : ses liens avec les Familles de Santo Trafficante et de Carlos Marcello, ainsi qu'avec Meyer Lansky, sont avérés. Frank Sturgis/Fiorini tente aussi d'accréditer, devant la commission Church en 1975, la thèse de la responsabilité de Fidel Castro dans l'assassinat de Kennedy. Bernard Barker est lui aussi un associé de la Mafia, en l'occurrence de Santo Trafficante, Carlos Marcello et Meyer Lansky. Il est par ailleurs probable que Bernard Barker ait entretenu des liens avec Jack Ruby. Ce sont, semble-t-il, ces liens avérés avec la Mafia qui provoquent en 1966 son renvoi (officiel) de la CIA. Il est tout aussi intéressant de noter que deux des cambrioleurs ont des liens d'affaires dans l'immobilier avec Bebe Rebozo : Eugenio Rolando Martinez et Bernard Barker. Le profil et le parcours hors norme des cambrioleurs interrogent donc. Nombre d'historiens se sont questionnés : en plus de leur participation aux « affaires cubaines » pour la CIA, n'auraient-ils pas pu aussi participer à l'assassinat de John F. Kennedy pour le compte de la Mafia ? Le même marigot d'hommes de main se serait ainsi retrouvé dans toute une série d'opérations clandestines et criminelles au fil des années, les « affaires cubaines » constituant le lieu de rencontre historique de tous ces protagonistes. Ainsi, selon Sam et Chuck Giancana :

> « […] Mooney a dit qu'il avait mis Jack Ruby en action pour la fourniture d'armes, d'avions, et de munitions aux exilés en Floride et en Louisiane, pendant que le ministre des Jeux, Frank Fiorini, rejoignait Ruby dans l'entreprise de trafic aux côtés d'un associé de la CIA de Banister, David Ferrie[92]. »

On comprend mieux alors les angoisses rétrospectives de Richard Nixon ! La question ultime que pose le parcours de Richard Nixon est la suivante : qu'a-t-il

su ou surtout deviné de l'implication de la Mafia dans l'assassinat de John F. Kennedy et celui de Jimmy Hoffa ? Sam Giancana y aurait répondu en affirmant que Richard Nixon était au courant de l'attentat, ayant rencontré l'ex-vice-président en personne à Dallas[93]. Mais quel crédit faut-il apporter à cette terrible affirmation ? L'écrivain Lamar Waldron, convaincu de la manipulation de la CIA par des mafieux plus rusés, estime que Richard Nixon a fini par comprendre que, à travers ses associés de l'époque de la baie des Cochons et des complots de la CIA et de la Mafia, il s'était rapproché sans le savoir des personnes impliquées dans le meurtre de John F. Kennedy[94].

3. Enfin, il y a *l'argent du silence*. Une fois les « plombiers » du Watergate interpellés, Richard Nixon et son entourage n'ont qu'une obsession : acheter leur silence. Ils doivent se taire à propos du cambriolage et sur le reste : ces hommes, en particulier E. Howard Hunt et Frank Sturgis/Fiorini, ont participé à trop d'opérations secrètes depuis le début des années 1960. Nixon fait rapidement l'objet d'un chantage de la part des « plombiers ». Or, leur silence va coûter très cher. Pour trouver ces fonds intraçables et massifs, il semble que le président des États-Unis a une idée en tête, comme le montre une conversation enregistrée le 21 mars 1973 dans le Bureau ovale entre Richard Nixon et le chef de cabinet John Dean, et passée à la postérité. Quand on connaît le contexte, cette conversation ne manque pas d'ironie :

> « *John Dean.* […] Eh bien, tout d'abord, il y a le, il y a le problème du chantage permanent.
> *Richard Nixon.* C'est vrai.
> *John Dean.* Qui non seulement va continuer maintenant, mais qui va aussi continuer lorsque ces personnes seront en prison, et cela va aggraver l'obstruction à la justice. Cela va coûter de l'argent. C'est dangereux. Personne… les gens autour ici, il n'y a pas de pro pour ce genre de choses. C'est le genre de choses que les gens de la Mafia peuvent faire : blanchir l'argent, obtenir de l'argent propre, et des choses comme ça, euh… Nous… Nous ne savons pas faire ces choses [bruit], parce que nous ne sommes pas habitués à, vous savez, nous ne sommes pas des criminels et nous n'avons pas l'habitude de nous occuper de ce type d'affaires. C'est, euh, c'est, euh…
> *Richard Nixon.* C'est exact.
> *John Dean.* C'est difficile de savoir comment faire.
> *Richard Nixon.* Peut-être qu'on ne peut même pas faire ça. […] De combien d'argent avez-vous besoin ?
> *John Dean.* Je dirais que ces personnes vont coûter cher, euh, 1 million de dollars sur les deux prochaines années.
> *Richard Nixon.* Nous pourrions obtenir cela.
> *John Dean.* Euh, euh.
> *Richard Nixon.* Vous, sur l'argent, si vous avez besoin de l'argent, je… ça veut dire que vous pourriez avoir l'argent. Allons, disons…
> *John Dean.* Eh bien, je pense que nous allons…
> *Richard Nixon.* Ce que je veux dire, c'est que vous pourriez, vous pourriez obtenir 1 million de dollars. Et vous pourriez l'obtenir en argent liquide. Je, je sais où il peut être obtenu[95]. »

L'argent du silence va provenir d'une large galaxie mafieuse : Bebe Rebozo,

Tony Provenzano, Jimmy Hoffa, Carlos Marcello, Santo Trafficante, Meyer Lansky et John Alessio. Le FBI suspecte que la somme demandée est d'environ 1 million de dollars. Dans *The Hoffa Wars*, Dan E. Moldea affirme que la Mafia a fait passer cette somme dès janvier 1973, via Frank Fitzsimmons, Anthony Provenzano et Allen Dorfman[96]. Cependant, si le silence peut être acheté, il peut aussi s'imposer par la peur. L'enquête du procureur spécial sur le Watergate ne fait qu'effleurer les liens financiers troubles entre Richard Nixon et Bebe Rebozo car les témoins potentiels sont effrayés. Le chef de cabinet John Dean, après avoir accepté de coopérer avec la justice, est placé dans le programme fédéral de protection des témoins. Le ministère de la Justice l'avertit que sa vie est en effet en danger : « Ils avaient peur que l'ami du Président, Bebe Rebozo, s'arrange pour me faire enfermer dans du béton et enterrer… au large des Bahamas[97]. »

Le banquier de Saint-Pierre ou la connexion italienne

Richard Nixon entretient aussi des relations mafieuses en Italie, en l'occurrence avec Michele Sindona. Ce lien n'est pas anodin lorsque l'on connaît le rôle important que Michele Sindona joue dans l'histoire de la vie politique italienne et dans celle des mafias sicilienne et italo-américaine après la Seconde Guerre mondiale, et ce, jusque dans les années 1980. En 1969, consacrant plus d'une décennie de relations d'affaires avec le Saint-Siège, le banquier sicilien installé à Milan est nommé par le pape Paul VI conseiller financier du Vatican ; il est aussi membre du conseil d'administration de l'Institut pour les œuvres de religion (IOR), la « banque du Vatican ». Michele Sindona est surnommé le « banquier de Saint-Pierre », un rôle qu'il assume avec la complicité de l'évêque américain Paul Marcinkus, le responsable en titre de l'IOR. Les finances du Vatican se retrouvent entre les mains d'un Sicilien surnommé « le requin » et d'un Américain né à Cicero – une ville de la banlieue de Chicago devenue le quartier général d'Al Capone dans l'entre-deux-guerres – surnommé quant à lui « le gorille » pour ses fonctions de garde du corps du pape.

Cependant, Michele Sindona est un *janus bifrons*. Derrière son rôle respectable de « banquier du Vatican » se cache, à peine, un important blanchisseur d'argent sale des mafias sicilienne et italo-américaine, et un membre de la loge maçonnique secrète P2 (*Propaganda Due*) dirigée par Licio Gelli. Animée par l'idéologie fasciste, la P2 fonctionne comme un État parallèle et secret, agissant par la peur et la corruption, à l'origine de deux tentatives de coup d'État (dites de la « Villa Borghèse » en 1970 et de la « Rose des vents » en 1973) et de la « stratégie de la tension » : des attentats et des assassinats attribués à des groupes « terroristes » d'extrême gauche ou d'extrême droite, parfois pilotés en sous-main par la loge P2 et des néofascistes en lien avec des membres des services secrets italiens et la Mafia.

Le « banquier-conseiller financier du Vatican-franc-maçon-blanchisseur

pour les mafias » Michele Sindona est peut-être plus qu'un simple associé de la mafia sicilienne, en réalité, selon plusieurs sources, un membre initié à part entière. Ses relations avec elle remontent aux années 1940 lorsqu'il se livre au marché noir dans la région de Messine. Au fil des années, les mafias de Sicile et des États-Unis ont suffisamment confiance en lui pour lui remettre une tâche d'une importance stratégique. Il devient responsable du blanchiment des profits issus du trafic transatlantique de l'héroïne. Cette décision est prise par les Familles mafieuses et américaines (Lucky Luciano, Joseph Bonanno, Carmine Galante, Tommaso Buscetta, etc.) réunies pour un sommet secret à Palerme au Grand Hôtel et des Palmes, en octobre-novembre 1957 auquel Michele Sindona est invité. Avant d'être le « banquier du Vatican », Michele Sindona est donc également le « banquier de la Mafia ». Il dispose à cette fin de nombreuses institutions financières en Italie, aux États-Unis et ailleurs dans le monde. Il est à la tête d'un véritable empire immobilier et bancaire aux ramifications mondiales. Comme il l'explique lui-même en privé, Michele Sindona s'appuie sur une « force de conviction », la Mafia, et un « pouvoir », la loge P2 ; et il aurait pu ajouter une façade de respectabilité : le Vatican.

Mais avant son effondrement, le « réseau Sindona-Mafia-Démocratie chrétienne-Vatican[98] » s'étend bien au-delà de l'Italie, en particulier jusqu'aux États-Unis. Michele Sindona, homme d'argent et de pouvoir, rêve en effet d'y investir largement, notamment dans l'immobilier[99], et surtout de s'y offrir une banque. Michele Sindona rachète ainsi en 1972, à un prix surévalué, la Franklin National Bank of New York qui est certes la 18e plus grande banque des États-Unis, mais aussi une institution en difficultés financières. Ce rachat est d'autant moins anodin qu'à cette époque l'origine des fonds du banquier italien suscite déjà des interrogations et que ses liens avec les mafias des deux côtés de l'Atlantique commencent à émerger, y compris dans la presse. Et dans les milieux judiciaires, les interrogations ont, semble-t-il, laissé la place aux certitudes. En 1967, le bureau d'Interpol à Washington suspecte Michele Sindona d'être impliqué dans un vaste trafic international de stupéfiants entre l'Italie et les États-Unis, liant les Familles Bontade et Inzerillo de Sicile avec la Famille Gambino de New York. Pourtant, cette prise de contrôle de la Franklin National Bank of New York ne suscite aucune opposition de la part des autorités bancaires américaines. D'où la question posée par l'écrivain Luigi DiFonzo : « Comment ont-elles pu autoriser la vente de la banque à Sindona si rapidement ?[100] » La réponse est apportée par Michele Sindona en personne quand il affirme : « La banque est une affaire de relations[101]. » Deux hommes apparaissent alors déterminants : Richard Nixon et le banquier David Kennedy qui sera son premier secrétaire au Trésor entre 1969 et 1971, puis

ambassadeur à l'OTAN.

David Kennedy est présenté à Michele Sindona dans les années 1960 par un associé américain du banquier italien, Daniel Porco. Ce dernier introduit Michele Sindona dès les années 1950 au plus haut niveau du Parti républicain, entre autres à Richard Nixon et à David Kennedy. Kennedy et Sindona deviennent des amis très proches et des partenaires en affaires. La Continental Bank of Illinois, dont le siège est à Chicago, dirigée par David Kennedy, achète ainsi 20 % du capital de la Banca Privata Finanziaria de Michele Sindona à Milan. La Continental Bank of Illinois a la réputation de servir de couverture pour des opérations de la CIA. Plus tard, David Kennedy devient membre du conseil d'administration de la Fasco International, la holding internationale de Michele Sindona (détenue à 100 % !), dont le siège est au Liechtenstein. Comme la prise de contrôle de la Franklin National Bank of New York suscite des interrogations juridiques à la Réserve fédérale, David Kennedy persuade Michele Sindona de prendre comme conseil le cabinet d'avocats qui se nomme alors Mudge, Rose, Guthrie & Alexander. Ce choix n'est pas neutre. Après avoir été battu aux élections au poste de gouverneur de Californie en 1962, Richard Nixon a intégré comme avocat partenaire le cabinet Mudge, Rose, Guthrie, Alexander & Mitchell ; là, Richard Nixon rencontre l'avocat associé John Mitchell, dont il fera, une fois élu Président des États-Unis, son ministre de la Justice. En réalité, en 1972, au moment où David Kennedy propose à son ami italien de prendre pour conseil l'ex-cabinet du Président, Richard Nixon et Michele Sindona se connaissent déjà depuis de nombreuses années. Si l'on en croit Luigi DiFonzo, l'avocat Richard Nixon a par le passé orienté plusieurs de ses clients vers Michele Sindona[102] ; mais leur identité n'est pas connue. La Franklin National Bank of New York fait faillite en octobre 1974, devenant le plus grand krach bancaire de l'histoire américaine ; l'enquête fédérale montre que Michele Sindona a prêté 200 000 dollars à son ami David Kennedy pour acheter des terres en Arizona ; un prêt qui sera remboursé. Un mois plus tôt, les autres banques de Sindona ont été déclarées en liquidation. Mais comment ne pas voir un lien entre le départ de la Maison Blanche en août de Richard Nixon et la faillite de la Franklin National Bank of New York en octobre ? Comme si subitement, en perdant ses appuis, le château de cartes de Michele Sindona ne pouvait que tomber…

Durant la présidence Nixon, Sindona est aussi un rouage important dans la stratégie américaine en Italie visant à empêcher à tout prix l'arrivée au pouvoir de la gauche socialiste et communiste. La CIA et l'ambassadeur des États-Unis à Rome, Graham Martin, jouent un rôle pivot en la matière en s'appuyant sur toutes les forces en Italie ayant pour ennemi commun la gauche : le Vatican, la

Démocratie chrétienne, les néofascistes et les services secrets. La manipulation américaine de la vie politique italienne passe, entre autres, par le financement de tous les partis politiques italiens faisant profession d'anticommunisme. Selon le rapport du président du *House Select Committee on Intelligence*, Otis Pike, publié en 1976, sur les activités illégales de la CIA, le gouvernement américain dépense en 1972 environ 10 millions de dollars pour aider la Démocratie chrétienne et la droite en Italie. Le rapport Pike affirme que la CIA déverse après-guerre en Italie 65 millions de dollars au profit des partis « amis » de droite et de centre droit ; ainsi que 800 000 dollars au profit du chef du service de renseignement intérieur (SID), le général Vito Miceli, un membre de la P2 en charge de la tentative de coup d'État menée par le prince Junio Valerio Borghese en 1970. Michele Sindona est un des maîtres d'œuvre de l'opération. Les banques de Sindona sont utilisées pour faire transiter ces millions de dollars de la CIA en Italie. Il est en effet en relation avec la CIA depuis les années 1950, à l'époque où il est alors jeune avocat fiscaliste puis banquier à Milan. Il reçoit déjà dès cette ère des millions de dollars des services secrets américains afin qu'ils soient déversés vers l'Église catholique, probablement à son insu, toujours dans cette logique de front anticommuniste.

Richard Nixon, David Kennedy et Michele Sindona partagent également une sympathie commune pour la junte militaire au pouvoir en Grèce de 1967 à 1974. En avril 1967, la Continental Bank of Illinois de David Kennedy transfère 4 millions de dollars à titre de prêt à la Banca Privata Finanziara de Michele Sindona qui envoie immédiatement cette somme au colonel Papadopoulos, chef de la junte et Premier ministre, à un compte détenu par Helleniki Tecniki, une société contrôlée par l'armée grecque. Par ailleurs, la junte militaire fait parvenir une contribution financière illégale à Richard Nixon pour sa campagne présidentielle de 1968, avec à la manœuvre les services secrets grecs et Murray Chotiner. Enfin, la CIA utilise là aussi, comme en Italie, les banques de Michele Sindona pour financer des partis politiques de droite.

En 1972, Michele Sindona organise en Italie les efforts conduits par le député néofasciste Luigi Turchi pour la réélection de Richard Nixon. Il s'agit de mobiliser le vote italo-américain en sa faveur. Michele Sindona propose au responsable de la levée de fonds, Maurice Stans, 1 million de dollars de contribution en liquide pour la réélection de Richard Nixon mais sous condition d'anonymat, ce qui est interdit : l'offre est donc refusée.

La chute de Michele Sindona survient dans les années 1970. En 1974, la Franklin National Bank of New York s'écroule, puis à sa suite la Banca Privata Italiana de Milan. Dès janvier 1975, la justice italienne réclame l'extradition de Michele Sindona des États-Unis où il s'est réfugié ; afin de se défendre contre

cette menace de retour au pays, le banquier sicilien prend à nouveau comme conseil le cabinet Mudge, Rose, Guthrie & Alexander. Il est condamné en 1980 à vingt-cinq ans de prison par la justice fédérale pour 65 infractions. La justice italienne le condamne à son tour à quinze ans de prison pour banqueroute frauduleuse (1985) et à la prison à vie (1986) pour avoir commandité l'assassinat de Giorgio Ambrosoli (1979), l'avocat en charge de la liquidation de son empire financier et immobilier[103]. Michele Sindona est extradé en Italie pour ces faits. Alors qu'il promet des révélations depuis la prison de haute sécurité de Voghera où il est incarcéré depuis quelques jours, Michele Sindona meurt empoisonné en mars 1986 : du cyanure a été versé dans son café.

Étrange fin de partie mafieuse : res ipsa loquitur

En août 1974, menacé de destitution et de condamnation par le Sénat, Richard Nixon devient le premier Président de l'histoire américaine à démissionner. Un « pardon complet, total et absolu » lui est accordé par son successeur Gerald Ford, au risque de ridiculiser sa brève présidence. Richard Nixon se trouve ainsi à l'abri de toute poursuite pénale pour n'importe quel crime auquel il a pu participer. Richard Nixon et Gerald Ford sont amis de longue date. Ford a fait partie de la commission Warren ; ce qui a permis à Richard Nixon et à J. Edgar Hoover de suivre discrètement et en direct les développements de l'enquête sur l'assassinat de John F. Kennedy. Gerald Ford est plus qu'une source pour le FBI, il est aussi un défenseur acharné de la théorie du « tireur solitaire » qu'il parvient à imposer dans le rapport final et à défendre ensuite dans un livre publié en 1965 consacré à Lee Harvey Oswald : *Portrait of the Assassin*. Plus tard, selon un biographe de Bobby Kennedy, Gerald Ford aurait admis publiquement qu'en 1975, alors qu'il était président des États-Unis, il avait supprimé certains rapports de surveillance du FBI et de la CIA indiquant que JFK avait été pris dans un feu croisé à Dallas et que Johnny Roselli et Carlos Marcello avaient orchestré le complot d'assassinat[104].

À la retraite et réprouvé, Richard Nixon accepte pour sa première sortie une invitation qui signe de manière symbolique ses compromissions syndicales et mafieuses. Toute une vie d'allégeance à la Mafia se lit dans un tableau unique. À l'image de la scène inaugurale du mariage dans le film *Le Parrain* de Francis Ford Coppola symbolisant le pouvoir social et criminel de la Mafia, il y aura désormais la scène de la retraite de Richard Nixon qui constitue une synthèse de ses trois décennies de soumission mafieuse. Pour sa première apparition depuis son départ de la Maison Blanche, treize mois plus tôt, il accepte le 9 octobre 1975 une invitation de ses amis des Teamsters pour le tournoi de charité annuel de golf au La Costa Country Club de Carlsbad, dans le comté de San Diego, au

sud de la Californie ; ce club huppé se situe à une trentaine de kilomètres de sa résidence de San Clemente (la *Western White House*). L'endroit, qui est une sorte de monument pour la Mafia, a été financé par le syndicat des Teamsters du temps de Jimmy Hoffa. Parmi les propriétaires, il y a ainsi un ami de Bebe Rebozo : Moe Dalitz. Ce dernier est un associé de la Mafia, en l'occurrence un gestionnaire historique de ses fonds, et son talent de financier est au moins aussi établi que celui de Meyer Lansky. On se souvient que c'est dans ce *country club* que huit mois auparavant, en février 1973, les Teamsters et la Mafia ont tenté d'organiser un des plus grands détournements de fonds de leur histoire, au moment où des membres du cabinet de Richard Nixon tenaient une réunion de crise post-Watergate.

Les compagnons de golf de l'ex-président des États-Unis sont Frank Fitzsimmons et plusieurs hauts cadres du syndicat des Teamsters. Aux agapes d'*after party* et en l'honneur de Richard Nixon, sont invités des individus dont le profil et les antécédents questionnent : Anthony Provenzano, capitaine de la Famille Genovese, haut cadre des Teamsters, et tueur avéré dont celui probablement de Jimmy Hoffa ; Allen Dorfman, l'homme des contacts avec la Mafia chez les Teamsters, qui sera assassiné en 1983 afin de l'empêcher de coopérer avec la Justice ; le secrétaire exécutif du syndicat Murray Miller, une relation de Jack Ruby : les deux hommes se sont appelés, souvenons-nous, quelques jours avant le 22 novembre 1963 ; Jackie Presser et Rolland McMaster, deux cadres dirigeants des Teamsters, notoirement contrôlés par la Mafia ; Rolland McMaster est l'homme qui a réussi à ouvrir des sections du syndicat en Floride à Miami grâce à l'aide de Santo Trafficante ; Jack Sheetz, un homme d'affaires de Chicago, ami de Jack Dorfman, avec qui il sera inculpé pour non-remboursement de prêts accordés par les Teamsters ; Allard Roen, un opérateur de casinos de Las Vegas et un escroc boursier. Cette sortie au La Costa Country Club en compagnie d'un tel aréopage provoque de vives critiques de la presse et oblige Richard Nixon à renoncer à toute nouvelle apparition publique durant quelques mois.

Au final, Richard Nixon aura été durant ses trois décennies de vie politique une marionnette de la Mafia, un parfait exemple d'homme sous contrôle. Il mérite amplement son surnom : « The Syndicate's President ». Dan E. Moldea cite le propos horrifié d'un officiel du département de la Justice, dans les années 1970, qui résume bien ce que Richard Nixon a pu représenter pour l'histoire des États-Unis : « Tout cela est trop effrayant pour qu'on y pense. Nous parlons du président des États-Unis… Un homme qui a gracié des figures du crime organisé après que le gouvernement a dépensé des millions pour les mettre à l'ombre, un homme qui a ces relations depuis qu'il est membre du Congrès dans les années

1940. Je suppose que la vraie honte est que nous ne connaîtrons jamais toute l'histoire ; elle ne sortira jamais[105]. »

7
Ronald Reagan, une carrière à l'ombre de la Mafia

« Les gens du show-business et les politiciens ne sont pas si différents ; sauf que les politiciens ne jouent qu'un rôle et ont une vie plus courte[1]. »

Henry Kissinger répondant à un toast de Lew Wasserman

Ses parrains mafieux : Jules Stein, Lew Wasserman et Sidney Korshak

Le destin politico-mafieux de Richard Nixon n'est pas sans rappeler celui de son successeur, un autre Californien : Ronald Reagan. En 1986, Dan E. Moldea publie une enquête fouillée qui met à mal la légende dorée du 40e président des États-Unis : *Dark Victory, Ronald Reagan, MCA, and the Mob*[2]. Le journaliste y défend la thèse d'un Ronald Reagan instrument des intérêts cachés de la Mafia à Hollywood, puis à la Maison Blanche. Il ose s'attaquer au héros du conservatisme républicain alors en pleine gloire et à une société, Music Corporation of America (MCA), au faîte de son pouvoir à Hollywood (musique et cinéma). L'écrivain-enquêteur expliquera plus tard que cette investigation a failli « détruire sa carrière de journaliste », et qu'il fut surveillé au moyen de filatures et d'écoutes durant son année d'enquête[3]. Journaliste respecté et reconnu depuis ses recherches sur Jimmy Hoffa, *The Hoffa Wars*, les médias nationaux, écrits, parlés et audiovisuels ignorent son livre à sa sortie : le sujet brûle les doigts et peut les mettre en danger. L'auteur doit même démissionner de l'Institute for Policy Studies, qui a pourtant financé ses recherches. Pour ce livre, le journaliste a travaillé essentiellement sur documents – quelque 6 000 pages obtenues du département de la Justice au titre du *Freedom Information Act* par le journaliste David Robb –, car les témoins, apeurés, ont refusé de parler, et encore moins d'être cités. Cette contre-histoire du héros du

conservatisme américain n'est jamais celle que les biographies politiques proposent ; comme pour Richard Nixon, le gouffre est abyssal entre l'histoire convenue et celle des coulisses, proposée par des enquêteurs de terrain qui ne se satisfont ni des apparences ni des seules archives privées. Ainsi que l'affirme un autre spécialiste de la Mafia et de l'histoire des élites américaines, Gus Russo, *Dark Victory* est le livre le plus courageux et le mieux documenté écrit sur un président en exercice[4].

Le contexte mafieux californien est spécifique. Dans cet État, depuis toujours, la Mafia agit de manière plus subtile que sur la côte Est, là où les Familles ont une implantation lourde et structurée. En Californie, la Famille présente à Los Angeles est faible en nombre et en organisation, et elle fonctionne sous la domination de celle de Chicago. La Californie, à l'image du Nevada, a toujours été un territoire plus ou moins ouvert à toutes les Familles ; là, la Mafia emploie un plus grand nombre d'avocats, de banquiers et d'investisseurs, une technique lui permettant ainsi une présence plus diffuse et surtout très intégrée aux élites économiques. Elle est en fait souvent indissociable du *big business*. Afin de comprendre comment Ronald Reagan aurait été compromis dès le début de sa carrière à Hollywood, il faut mesurer l'emprise que la Mafia exerce sur l'industrie cinématographique et musicale dès les années 1930, jusqu'aux années 1980. Cette industrie ne fonctionne pas selon les lois du marché mais selon celles d'un trompe-l'œil, corrompu par la Mafia et le vice. Cette emprise mafieuse est indissociable de celle exercée sur une industrie jumelle, celle du jeu à Las Vegas, dont les hôtels-casinos attirent des joueurs avec des spectacles de music-hall. Les vedettes d'Hollywood en déshérence y trouvent en effet une carrière de substitution, là encore à l'ombre de la Mafia. Durant un demi-siècle, l'industrie du divertissement fait l'objet d'une mainmise parfaite, menée principalement par la Famille de Chicago. Cette emprise sur l'Ouest – avec pour épicentres Los Angeles et Las Vegas – s'opère avec discrétion et subtilité dès l'entre-deux-guerres. Cette poussée de géopolitique criminelle ne se comprend qu'à l'aune d'une coopération des mafieux italo-américains avec des gangsters et des hommes d'affaires juifs. Société du spectacle (consumérisme et plaisir) oblige, l'industrie du divertissement est leur terrain d'expansion favori.

La Mafia régule cette industrie à la fois florissante et fragile en s'immisçant dans toute sa chaîne de production, usant de trois leviers. D'abord, elle contrôle les syndicats professionnels, ce qui lui confère un pouvoir de chantage sur les grands studios. Sa mainmise sur l'IATSE, le syndicat des salariés (cameramen, éclairagistes, monteurs, etc.), permet de faire cesser ou d'entamer des grèves toujours coûteuses pour les studios ; et celle sur le syndicat des Teamsters autorise la maîtrise des livraisons des bobines de films dans les cinémas. Par

ailleurs, Hollywood est un haut lieu du vice, et, par définition, la Mafia sait exploiter les mœurs déviantes. Or les acteurs, réalisateurs et producteurs vivent alors dans un univers de dépravation, celui de l'abus de jeu, de drogue et de sexe, et parfois de l'homicide. La Mafia exploite ces vulnérabilités et met en œuvre ce qu'elle sait faire le mieux : inciter à chanter, prêter de l'argent à des taux usuraires, fournir des prostituées des deux sexes, vendre des drogues, se créant ainsi une clientèle et des débiteurs. Enfin, la Mafia détecte les talents et les aide à trouver des rôles auprès des producteurs et réalisateurs afin de les rendre redevables. La règle est simple, selon Sam Giancana : « Plus la star devient grande, plus la dette à l'égard de Chicago grossit[5]. » Si l'on en croit le mafieux, Ronald Reagan fait partie des bénéficiaires de l'aide de sa Famille[6]. Comment ?

À Hollywood, le lien entre les studios de cinéma et les syndicats corrompus est assuré par deux hommes dépendant de la Famille de Chicago : le soldat Johnny Roselli et, surtout, l'avocat Sidney Korshak. En coulisses, Korshak est l'homme qui gère et prévient les conflits sociaux, assure la conclusion des contrats commerciaux, et met les gens en relation, toujours sous les ordres de l'*Outfit*. Non inscrit au barreau de Californie, il ne prend aucune note, se méfie du téléphone, et est en réalité moins un avocat (« *lawyer* ») qu'un facilitateur (« *fixer* »), mi-juge de paix, mi-messager. Un restaurant de Beverly Hills dont il est le copropriétaire, The Bistro, lui sert de bureau et lorsqu'un sujet devient trop sensible, les discussions se font dans la rue au cours d'une promenade, une *talk walk* typiquement mafieuse, ou depuis un téléphone public. Et chaque année, aux fêtes de Noël, l'avocat se rend à Chicago présenter ses respects aux boss de l'*Outfit.* Un détail ne trompe pas : juste après la Seconde Guerre mondiale, la secrétaire de Sidney Korshak est Marie Accardo, la fille du boss de Chicago, Tony Accardo. Un rapport du FBI de 1963 le décrit avec raison comme « l'un des hommes les plus puissants des États-Unis », tant son influence est grande dans les hautes sphères de la politique et des affaires. Le pouvoir de Sidney Korshak est immense, car tous savent qu'il est l'ombre portée de la Famille de Chicago, c'est pourquoi chacune de ses paroles contient une menace voilée. L'agent en charge du crime organisé au bureau du FBI de Los Angeles, décrivant la proximité de Sidney Korshak et de Lew Wasserman, président de MCA, explique combien l'avocat est « quasi intouchable » car « trop bien protégé »[7]. Avec Sidney Korshak le *labor lawyer* (avocat en droit du travail), en réalité un *Mob lawyer* (un avocat de la Mafia et associé de la Mafia), la pénétration de la Mafia à Hollywood est discrète et sophistiquée. « Ombre parmi les ombres » comme le décrit l'écrivain Nick Tosches dans un portrait pour le magazine *Vanity Fair*[8], Sidney Korshak devient à la fois un mythe et un mystère

par le pouvoir dont il dispose. Il représente de manière occulte les intérêts de la Mafia dans l'industrie du cinéma (Hollywood), du jeu (Las Vegas), des syndicats (Teamsters, etc.), mais a aussi comme clients des dizaines de sociétés majeures – Hilton, Hyatt, Diners Club, Los Angeles Dodgers, Madison Square, Motorola, etc. – intéressées par ses « accès » hors normes. Avec lui, toutes les routes mènent à Chicago, là où la toile s'est formée à l'origine, dans l'entre-deux-guerres, quand, jeune avocat, il conseillait déjà Al Capone. Les hommes que Sidney Korshak représente *réellement* est un *open secret*, que nul cependant n'évoque jamais ouvertement. Comme le raconte dans ses Mémoires Robert Evans, le producteur du *Parrain*, il pouvait régler n'importe quel problème sur un simple coup de téléphone ; sans ironie particulière, Evans le décrit comme étant son « conseiller, meilleur ami et parrain » ; et c'est au demeurant Sidney Korshak qui se décrit aussi comme le parrain de Robert Evans[9] ! Son immense pouvoir par délégation est résumé avec justesse dans sa nécrologie publiée par le *New York Times* en 1996 : « Il était devenu si précieux pour la Mafia et ses alliés syndicaux corrompus, que les mafieux de niveau inférieur avaient reçu l'ordre de ne jamais l'approcher, de peur qu'ils ne ternissent sa réputation de confiance et d'intégrité. En même temps, il était si précieux pour des entreprises plus ou moins légitimes que les cadres qui l'avaient engagé ne diraient jamais une parole contre lui[10]. »

La Mafia a non seulement la mainmise sur les syndicats, les grands studios et nombre d'acteurs, de réalisateurs et de comédiens, mais aussi sur la principale société d'agents d'artistes : Music Corporation of America, fondée en 1924 à Chicago par Jules Stein. Ce fils d'immigré juif lituanien joue très tôt dans des orchestres afin de payer ses études d'ophtalmologiste et, lorsque la Prohibition survient, il est fasciné par l'argent qui se met à couler dans les *speakeasies*. Il fait partie des nombreux fournisseurs de whisky clandestin d'Al Capone, dont il devient un ami. En échange, Jules Stein obtient de lui toute « la force de persuasion » de ses hommes de main afin que ses musiciens puissent jouer dans les night-clubs de son choix. L'acteur Robert Mitchum, qui toute sa vie saura se montrer déférent à l'égard des mafieux, dit ainsi : « Tout le monde savait que Stein travaillait pour Al Capone à Chicago. C'est ainsi que MCA est arrivée dans le business de la musique[11]. » Dès la création de MCA, Jules Stein s'allie donc avec la Famille de Chicago afin que ses artistes – musiciens et chanteurs – puissent se produire dans les night-clubs qui, en pleine Prohibition, sont tous plus ou moins entre les mains de la Mafia. Toujours selon Robert Mitchum, Jules Stein profite aussi de ses accointances dans les milieux médicaux pour fournir des drogues à la Mafia : « C'est ainsi qu'il a mis un pied dans les night-clubs de Capone[12]. » Jules Stein est probablement contraint de donner à Al

Capone une part du capital de MCA et la moitié des bénéfices. Il s'inspire des méthodes de ses amis de la Mafia pour la gestion de MCA en perfectionnant le modèle de comptabilité d'Al Capone, par la tenue de registres comptables « obscurs » afin de rendre impossible toute déclaration précise des bénéfices[13]. Lorsque la vedette de MCA, Bing Crosby, est victime d'une tentative d'extorsion de racketteurs se réclamant de la « Main noire », Jules Stein fait appel à Al Capone pour y mettre fin. Quand l'*Outfit* commence à placer ses juke-box à pièces dans les clubs, Jules Stein en profite pour positionner ses artistes dans la playlist des chansons les plus jouées. Évidemment, le système des juke-box est truqué et, de ce fait, les musiciens et chanteurs se retrouvent tenus et redevables tant à l'égard de l'*Outfit* que de MCA puisque leur carrière artistique dépend désormais de ces machines à musique. L'alliance entre MCA et la Mafia est parfaite.

Jules Stein n'hésite pas, dans sa palette de coups tordus, à embaucher directement des hommes de main ; ainsi a-t-il à sa disposition un certain Fred « Bugs » Blacker, dont la spécialité est de lancer des bombes dans les clubs refusant les artistes de MCA. La technique cesse quand Fred Blacker meurt assassiné, en compagnie de son épouse en 1937, par trois hommes masqués, à la sortie d'un théâtre de Chicago. Jules Stein s'allie aussi avec James Caesar Petrillo, le président de l'American Federation of Musicians, un autre ami de Sidney Korshak, qui lui accorde un monopole de fait sur la représentation des musiciens et le privilège de pouvoir produire des spectacles de musique, ce qui constitue un conflit d'intérêts majeur. Cependant, James Petrillo est aussi notoirement adossé à la Famille de Chicago, ce qui explique sa mainmise complète sur les musiciens. Jules Stein est également très proche de Willie Bioff et George Browne, qui tiennent d'une main ferme, au profit de la Mafia, l'IATSE. Un système et une communauté d'intérêts économico-mafieux se mettent donc en place : la Mafia a besoin de se protéger contre les menaces de grèves et les demandes salariales des musiciens et des chanteurs ; MCA veut pouvoir placer ses musiciens et chanteurs librement et de manière monopolistique ; les chefs syndicalistes veulent quant à eux pouvoir et argent.

Jules Stein sert également d'homme de paille à la Mafia comme propriétaire de clubs à Chicago, avec par exemple le célèbre Chez Paree, ouvert en novembre 1932 ; le club est détenu par la famille Fischetti, des cousins d'Al Capone. Mais le partenariat de Jules Stein avec la Mafia ne se limite pas aux night-clubs. Dans les années 1940, il dispose de parts dans une chaîne d'hôtellerie contrôlée en sous-main par Meyer Lansky, nommée Kirkeby Hotels Inc., comprenant des établissements importants : le Blackstone et le Drake à Chicago, le Gotham à New York, le Beverly Wilshire à Beverly Hills, ou encore

l'Hotel Nacional à La Havane (Cuba). Cette pollinisation croisée entre l'*Outfit* et MCA se poursuit quand cette dernière déménage son siège à Hollywood en 1938 ; l'opération est planifiée par un des hommes de confiance de Jules Stein, Taft Schreiber. MCA veut désormais conquérir l'industrie du cinéma. Elle emmène ses dirigeants corrompus et ses méthodes qui lui valent des surnoms aux lourds sous-entendus : « la pieuvre » (« *the octopus* ») et « la Mafia en costume noir » (« *the black-suited Mafia* »). Comme l'écrit avec pudeur une biographe de Lew Wasserman, « les origines de l'existence de MCA ont laissé une empreinte sur la personnalité de la compagnie[14] ». Le parallèle entre MCA et le fonctionnement d'une Famille devient un quasi-lieu commun à Hollywood, tant la culture et le mode de management de la société ressemblent fortement à ceux de la Mafia : secret absolu, loyauté sans partage, code de discipline strict, respect des chefs, brutalité, recherche de positions dominantes, relations commerciales relevant parfois de l'extorsion, etc.[15]. Les méthodes de MCA sont si anormales, par leur caractère monopolistique et leur manque d'éthique, que dès 1938 des enquêtes fédérales visent l'entreprise et ne cesseront plus durant un demi-siècle.

Le déménagement de MCA à Hollywood et l'infiltration croissante de la Mafia dans l'industrie du film sont concomitants et même corrélés, avec à la manœuvre Johnny Roselli et Sidney Korshak. Au demeurant, il est important de relever que Korshak ne travaillera jamais officiellement pour MCA. Cette distance apparente est probablement moins la marque d'un désintérêt – qui aurait été inexplicable, vu le contexte – qu'une habile précaution. Sidney Korshak, Jules Stein et son jeune protégé, Lew Wasserman, sont en effet étroitement liés aux Familles de Chicago, Detroit et Cleveland. Wasserman connaît le monde des gangsters depuis la Prohibition. Avant d'intégrer MCA, il a travaillé à Cleveland comme manager général pour un établissement de jeu et de vente d'alcool interdit et très chic, le Mayfair Casino, une des six propriétés en sous-main du gangster Moe Dalitz dont il épouse la fille, Edie, d'un des collaborateurs, Henry Beckerman ; Moe Dalitz est l'associé du *Mayfield Road Gang*, donc de la Famille de Cleveland. Edie Beckerman-Wasserman surnommera toute sa vie Moe Dalitz « Oncle Moe ». Moe Dalitz sera un associé majeur de la Mafia de Chicago, en particulier en assurant la gestion d'hôtels-casinos de Las Vegas. Lorsque Lew Wasserman arrive à Los Angeles en 1939, Sidney Korshak le présente aux *moguls* des studios de cinéma en leur intimant de travailler avec le jeune agent de MCA. Wasserman et MCA sont tout-puissants à Hollywood et à Las Vegas. Les industries du cinéma et du jeu sont liées car les hôtels-casinos ont besoin des vedettes du show-business pour les spectacles qui attirent et occupent les joueurs durant leurs moments de détente ; et les comédiens trouvent

dans ces contrats une source de revenus complémentaires. Lew Wasserman est d'autant plus à l'aise à Las Vegas que ce sont ses relations de Chicago, l'*Outfit* et les Familles de New York qui contrôlent les lieux, tout spécialement son vieil ami de Cleveland, Moe Dalitz. Quand Meyer Lansky et Bugsy Siegel créent le Flamingo Hotel en 1946, Wasserman envoie son client, le musicien Xavier Cugat, pour animer la soirée d'ouverture. Quand Moe Dalitz inaugure le Desert Inn Hotel en 1950, Wasserman propose un ensemble d'artistes : le ventriloque Edgar Bergen, les danseuses de Don Arden et l'orchestre de Ray Noble. MCA dispose d'une position quasi monopolistique à Las Vegas pour placer ses artistes. Au demeurant les assemblées générales de MCA se tiennent chaque année dans un hôtel-casino « ami ». Les époux Wasserman sont toujours reçus comme des princes à Vegas et les agents de MCA y travaillent en parfaite symbiose avec les responsables des hôtels-casinos. Une anecdote montre cette relation de confiance absolue entre les deux. Un jour, deux agents de MCA entrent par accident dans la *counting room* du Desert Inn, là où l'argent est compté et surtout détourné du fisc au profit de la Mafia ; « l'écrémage » est la raison d'être des casinos et constitue donc l'opération la plus sensible. Les deux agents se retrouvent face à des masses d'argent liquide. Les compteurs de Moe Dalitz les regardent, les reconnaissent et les laissent partir. L'un des agents de MCA témoigne : « Ce fut un moment rare, croyez-moi. Nous aurions pu être tués cent fois. Mais on ne nous a jamais fait de mal. Nous étions les gars de Lew (*Lew's boys*)[16]. » Lew Wasserman représente à lui seul une puissance de l'ombre, et dans l'ombre. Si en dehors de l'industrie du divertissement, personne ne connaît son nom, en revanche nul parmi les puissants n'ignore son immense pouvoir économique, social et politique. Lorsque le pape Jean-Paul II visite Los Angeles en 1987, Lew Wasserman est à ses côtés durant tout le séjour et *tous* les présidents des États-Unis, de John F. Kennedy à Bill Clinton, se sentiront obligés de lui rendre hommage et de lui manifester les plus grands égards.

Cependant, derrière l'ascension de MCA, il y a la main invisible de la Mafia de Chicago et de Sidney Korshak. Or, dès la fin des années 1930, le destin de Ronald Reagan se retrouve étroitement proche de celui de ses deux meilleurs amis : Sidney Korshak et Lew Wasserman, deux intimes aux destins liés, qui dans l'ombre, durant un demi-siècle, sont les maîtres incontestés de l'industrie du divertissement, au profit de la Famille de Chicago. Tous deux vont inspirer une crainte révérencielle, parfois une peur physique, et auront une aura d'invincibilité qui ne se dissipera que dans les années 1980. C'est dans ce contexte qu'un jeune homme ambitieux de l'Illinois, âgé de 26 ans, Ronald Reagan, issu d'un milieu modeste et autodidacte, devient un des premiers clients de MCA. Il est d'abord embauché dans un club de l'Iowa, contrôlé par la Mafia

de Chicago, le Belvedere. Il arrive à Hollywood en 1937 avec pour seul viatique un physique avantageux. Il est immédiatement représenté chez MCA par l'agent Lew Wasserman. La carrière de Ronald Reagan devient indissociable de MCA au point que l'on peut parler de « l'histoire incestueuse de Reagan avec MCA[17] ». Il tourne des dizaines de films de 1937 à 1964 et demeure un acteur modeste, « un Errol Flynn de série B » comme il se définit lui-même, toujours en quête de rôles et souvent à court d'argent. Cette modeste carrière cinématographique débute en 1937, dans *Love is on the Air* produit par la Warner. Il interprète le rôle d'Andy McCaine, un annonceur radio qui dénonce le pouvoir de la pègre sur des politiciens locaux. Le producteur exécutif Bryan Foy, un ex-politicien démocrate de Chicago, est connu pour ses contacts sociaux et professionnels avec les mafieux de Chicago, dont Johnny Roselli et Willie Bioff. Quand il devient producteur exécutif des Eagle-Lion Studios, une de ses premières décisions consiste à donner un poste de producteur à Johnny Roselli, offrant ainsi à l'ambassadeur de l'*Outfit* à Chicago une parfaite couverture professionnelle, alors même que le mafieux vient d'être libéré du pénitencier d'Atlanta où il a purgé trois années de prison dans le cadre de l'affaire Bioff concernant le racket des studios. Bryan Foy n'ignore pas à qui il rend un si beau service et le retour de Johnny Roselli ne suscite au demeurant aucune résistance ni réticence apparente dans l'industrie du film.

Cependant, MCA, Sidney Korshak et les amis et associés de ce dernier vont constamment couver la carrière et l'ascension de Ronald Reagan durant les trois décennies suivantes, comme artiste, puis leader syndical et enfin politicien. MCA et Korshak ne cessent d'orienter sa carrière afin de servir leurs intérêts, et en coulisses ceux convergents de la Mafia. Au sortir de la guerre – une guerre que le lieutenant Ronald Reagan passe à Los Angeles grâce à l'intercession de Jack Warner et de Lew Wasserman –, il change de carrière en devenant un « acteur syndical ». En 1947, il est élu président du puissant syndicat des acteurs, la Screen Actors Guild (SAG). Il prend la place du comédien Robert Montgomery qui, voulant devenir producteur de télévision, ne peut représenter les acteurs. Ronald Reagan est réélu à six reprises à la tête de la SAG, jusqu'en 1959. Il devient ainsi un leader syndical, qui plus est très puissant, puisque la SAG défend les intérêts d'environ 25 000 acteurs. Les studios ne peuvent rien faire sans son accord. Et à Hollywood, nul n'ignore que celui qui a de l'influence sur Ronald Reagan, dans l'ombre, est Sidney Korshak, plus encore que Lew Wasserman.

Aux côtés de l'IATSE, corrompu par la Mafia, Ronald Reagan mène la bataille pour purger Hollywood de la présence communiste, devenant ainsi un allié de Joseph McCarthy à la tête de la *House Un-American Activities*

Committee, HUAC ; à partir de 1946, il devient même un informateur régulier du FBI afin de renseigner la Sûreté fédérale sur l'infiltration communiste à Hollywood, n'hésitant pas à donner des noms. Autant la présence communiste l'obsède, autant celle bien réelle de la Mafia l'indiffère. La croisade anticommuniste et la complaisance à l'égard de la Mafia sont alors à leur acmé. Ronald Reagan dirige la SAG plus comme un *country club* que comme un syndicat professionnel acharné à défendre les intérêts de ses membres. L'homme semble souvent confus et naïf face à ses interlocuteurs, mais il ne s'agit la plupart du temps que d'une tactique habile qu'il utilisera durant sa carrière politique. Rusé, il fait de la stratégie du « gentil idiot » (« *kindly idiot* ») un procédé d'évitement pour avancer masqué. Mais le rôle de Ronald Reagan dans l'histoire de l'industrie du film s'illustre surtout dans une controverse majeure devant sceller le destin de MCA. En 1952, il a divorcé, est sans le sou et sevré de rôles au cinéma. « Wasserman, comme chef de MCA, était en position pour aider Reagan, mais il avait lui-même besoin d'aide[18]. » Lors de son avant-dernier mandat, il organise alors une des plus grandes arnaques d'Hollywood au profit de MCA. À l'époque, les fonctions de producteur de films pour le cinéma ou d'émissions de télévision et celui d'agent d'artistes sont incompatibles en raison du conflit d'intérêts qu'un tel cumul provoquerait. En effet, un agent d'acteurs doit s'efforcer de négocier le plus gros cachet pour son client, là où un producteur a l'obligation de minimiser les frais en limitant les salaires. Or, MCA souhaite depuis longtemps pouvoir cumuler les métiers d'agent d'artistes, le sien, et celui de producteur de films et d'émissions de télévision. L'enjeu est de taille au moment où le nouveau média qu'est la télévision concurrence fortement le cinéma et s'annonce comme très lucrative pour les producteurs. MCA dispose alors d'une dérogation (« *waiver* ») occasionnelle, mais il lui faut désormais une dérogation complète (« *blanket waiver* ») pour *toutes* les productions. MCA veut devenir un grand producteur de films de télévision et s'imposer ainsi sur la côte Est. Le 14 juillet 1952, un accord secret est passé entre la SAG de Ronald Reagan – sa seconde femme, Nancy, fait aussi partie du conseil d'administration du syndicat – et la MCA de Jules Stein et Lew Wasserman afin que MCA puisse désormais cumuler ces deux métiers. Cette dérogation est une faveur puisqu'elle ne bénéficie qu'à MCA, car ses concurrents William Morris Agency et Famous Artists en sont exclus. MCA peut désormais s'implanter dans l'industrie naissante de la télévision et voir ses bénéfices exploser. Ronald Reagan vient de poignarder dans le dos les acteurs pour le seul bénéfice de ses mentors de MCA, et, en coulisses, de la Mafia. Désormais, MCA peut proposer des rôles à des acteurs qu'elle représente ! Que peuvent donc refuser à MCA des comédiens ainsi tenus ? Son pouvoir est quasi absolu. Un mémorandum du département de

la Justice indique que le *waiver* devient « le fait central de toute l'ascension au pouvoir de MCA[19] ». Un policier fédéral connaisseur des arcanes d'Hollywood, interrogé par Dan E. Moldea, explique qu'une telle dérogation exclusive n'a pu voir le jour que par l'action d'un seul homme : Sidney Korshak[20]. Encore faut-il disposer de fonds abondants pour investir dans la production télévisuelle. Selon Roy Brewer, patron de l'IATSE à Hollywood, Lew Wasserman bénéficie de centaines de millions de dollars de prêts provenant du fonds de pension des Teamsters[21]. Sidney Korshak est évidemment à la manœuvre puisqu'il contrôle de facto le syndicat des camionneurs. La situation monopolistique de MCA est encore confortée quand la firme devient en plus distributrice de films.

À partir de 1958, la division antitrust du ministère de la Justice enquête dans un double cadre civil et pénal sur cette situation de monopole que s'est octroyée MCA grâce au *waiver* négocié en juillet 1952 avec la SAG. Une enquête est confiée au FBI, mais progresse avec difficulté, tant MCA se montre secrète – quand elle ne détruit pas les documents ou les « perd » – et inspire la peur dans l'industrie cinématographique. Les témoins sont intimidés et un procureur fédéral se voit même promettre des « chaussures en béton » s'il va trop loin. Le FBI a une tâche compliquée puisqu'il doit démontrer que la dérogation accordée par la SAG à MCA est le fruit d'une « conspiration » secrète et illégale. L'administration fédérale est convaincue que l'accord a donné lieu à des rétributions clandestines. Lors d'un grand jury fédéral convoqué en février 1962, alors que Bobby Kennedy est ministre de la Justice, Ronald Reagan est cité à comparaître pour s'expliquer sous serment sur cette dérogation. Le ministère de la Justice le soupçonne d'avoir touché des pots-de-vin. Le contenu de son audition du 5 février 1962 n'est connu que tardivement, en 1984, après une demande du journaliste David Robb fondée sur le *Freedom Information Act.* On y découvre que, à l'époque, le comédien syndicaliste peine à s'expliquer, fournit des réponses évasives, arguant de trous de mémoire. Il déclare même ne pas se souvenir du *waiver* accordé à MCA en 1952. Reagan joue le naïf, et déclare des dizaines de fois : « Je ne sais pas » ou « Je ne me souviens pas ». Comme un observateur le résume, Reagan adopte une stratégie d'« amnésie sélective » afin de protéger MCA et lui-même. Son témoignage le fait apparaître comme un incompétent ou un malhonnête. Le procureur Leonard Posner est convaincu, sans pouvoir en apporter la preuve, qu'il ment et se rend donc coupable de parjure et d'obstruction à la justice. Il en est à ce point convaincu qu'une enquête est diligentée, en vain, sur ses déclarations fiscales pour la période 1952-1955, afin de découvrir d'éventuelles rémunérations indues. Leonard Posner rencontre les pires difficultés pour progresser dans son enquête car « les témoins sont morts de peur[22] ». En juin 1962, il rend un rapport de 150 pages qui prévoit des

poursuites criminelles contre MCA pour violation du *Sherman Anti-Trust Act*. La situation devient excessivement dangereuse pour la société. Lew Wasserman se précipite à Washington pour négocier avec Robert Kennedy. L*'Attorney General* accepte d'oublier les charges criminelles contre l'abandon par MCA de son métier d'agent d'artistes. Wasserman accepte au profit de celui de producteur ; cependant, il ne perd pas tout : la vente de la partie de MCA spécialisée dans la représentation des artistes lui rapporte une fortune. Son épouse, Edie, s'insurge contre l'attitude agressive de Robert Kennedy qui semble traiter son époux en quasi-criminel en col blanc, alors que, en démocrate bon teint, il a toujours été un soutien de John F. Kennedy. Il a été à ses côtés lors de l'élection présidentielle et nul n'ignore qu'il a servi d'entremetteur en présentant la jolie Angie Dickinson, une ex-cliente de MCA, au futur président des États-Unis. Leonard Posner est tout aussi indigné, mais pour une raison diamétralement opposée. Il se dit amer et désorienté par la décision de Robert Kennedy. Il décrit Ronald Reagan comme un « complet esclave de MCA qui obéirait à leurs ordres pour n'importe quoi[23] ». Il n'est cependant pas dupe du conflit d'intérêts majeur à l'origine de l'abandon des poursuites criminelles contre MCA et Ronald Reagan. Le gendre de Jules Stein, William J. Vanden Heuvel, travaille au ministère de la Justice et il est, qui plus est, le conseiller en charge du dossier. Par ailleurs, l'un des avocats de MCA dans cette affaire est Hy Raskin, l'un des conseillers les plus écoutés des Kennedy durant la campagne présidentielle de 1960 ! Lew Wasserman sait se montrer reconnaissant. Il devient philanthrope en offrant en 1963 de larges sommes pour le programme de restauration de la Maison Blanche mené par Jacqueline Kennedy. Au printemps 1963, il accepte aussi de créer le chapitre californien du President's Club, une association qui doit aider au financement de la réélection de John F. Kennedy, donnant aux généreux donateurs un accès privilégié au Président. Lew Wasserman retiendra la leçon de ses déconvenues avec l'administration Kennedy. Il sait qu'il lui faut désormais entretenir de bonnes relations avec l'occupant de la Maison Blanche, qu'il soit démocrate ou républicain.

À la fin des années 1950, Lew Wasserman demande à Ronald Reagan de redevenir président de la SAG. Ce qu'il fait pour la sixième fois. MCA affronte en effet une délicate négociation avec le syndicat portant sur les droits cinématographiques des acteurs. MCA a acquis les droits sur tous les films de la Paramount Pictures en 1959 et veut donc en conserver tous les profits futurs. Ronald Reagan trahit une seconde fois les acteurs, au profit des chaînes et des producteurs de télévision, en acceptant, en 1959, d'abandonner tous les droits à rémunération sur les retransmissions de films antérieurs à 1960, contre la

création d'un fonds de pension. Sidney Korshak est à nouveau à la manœuvre en coulisses. Cette opération surnommée avec ironie « *The Great Giveaway* » (« le grand abandon ») spolie les comédiens les plus anciens, ceux ayant entamé leur carrière dans l'entre-deux-guerres, et Reagan est à nouveau dans le camp du patronat de l'industrie hollywoodienne. Son bilan à la tête de la SAG est limpide : il a protégé les intérêts de MCA et des studios, beaucoup moins ceux des acteurs.

Mais il n'est qu'un pion dans un jeu plus vaste qui le dépasse. À ce stade, il faut saisir ce qui se passe en coulisses entre MCA, la Mafia et les Teamsters, via Sidney Korshak. L'amitié et les intérêts croisés de Jules Stein, Lew Wasserman et Sidney Korshak sont forts. Korshak aide MCA à obtenir du fonds de pension des Teamsters – celui qui permet déjà de bâtir l'empire mafieux du jeu à Las Vegas – les prêts avantageux désormais indispensables depuis l'accord scélérat obtenu par la SAG de Ronald Reagan. MCA dépend de ces prêts mafieux afin de développer ses productions de films. L'avenir de MCA se trouve donc plus que jamais suspendu à Sidney Korshak. Ainsi, une anecdote révélatrice montre les vraies hiérarchies de pouvoir entre Jules Stein et Sidney Korshak. Un jour, alors que l'avocat mafieux entre dans le bureau du président de MCA, Jules Stein se lève, se dirige vers lui et dit : « Sidney, tu t'assois là. C'est ton fauteuil, pas le mien. Tu t'assois là. C'est ta chaise derrière ce bureau[24]. » Sans hésiter, l'avocat mafieux prend possession du fauteuil du président de MCA. Par ailleurs, parmi les visiteurs de Sidney Korshak et Jules Stein à MCA, un homme se distingue par son profil autant que par sa petite taille : Meyer Lansky. Une secrétaire raconte comment Jules Stein laisse, là encore, son bureau pour une rencontre en tête à tête entre Korshak et Lansky ; au bout de vingt minutes, « le petit homme » quitte les lieux, puis Sidney Korshak fait revenir Jules Stein dans son propre bureau pour lui parler[25]. *Res ipsa loquitur* : MCA appartient à la Mafia, et donc tous ses artistes. On comprend pourquoi Lew Wasserman, l'héritier de Jules Stein à MCA, est le meilleur ami de Sidney Korshak.

Cependant, depuis le milieu des années 1950, Ronald Reagan peine à trouver des rôles à Hollywood et à rembourser ses dettes, en particulier vis-à-vis du fisc. Il mène en effet grand train avec sa seconde femme, Nancy Davis. MCA et Sidney Korshak volent alors à son secours. Ils lui trouvent des rôles dans des publicités et aussi une place de maître de cérémonie bien rémunérée dans un hôtel-casino de Las Vegas, le Last Frontier, là où le « soldat » Johnny Roselli est officiellement un *public relations consultant*. MCA décroche surtout à Ronald Reagan la présentation d'une émission hebdomadaire à la télévision – le *General Electric Theater* – qui relance sa carrière, le rend célèbre dans tout le pays et l'enrichit, d'autant plus qu'il en devient un des producteurs, en contravention des

règles fixées par la SAG. Cette aubaine professionnelle fait jaser Hollywood tant elle apparaît comme une contrepartie pour le *waiver* accordé à MCA en 1952. Cette coopération avec General Electric rapporte plus à Ronald Reagan que ses vingt années de travail avec les studios. Par ailleurs, Lew Wasserman tente aussi, mais en vain, de ranimer la carrière cinématographique de l'acteur. En 1964, Ronald Reagan interprète son dernier rôle, celui de Jack Browning, un ponte de la Mafia, dans la nouvelle version de *The Killers* (*À bout portant*) réalisée par Don Siegel. Cette dernière apparition à l'écran est aussi celle au cours de laquelle il interprète pour la première et unique fois dans sa carrière d'acteur, un *bad guy*.

Sa carrière d'acteur et de syndicaliste prend une nouvelle direction lorsqu'il se présente en 1966 au poste de gouverneur de Californie. Le démocrate, fervent soutien du New Deal rooseveltien et anticommuniste, est devenu un républicain conservateur, champion d'un État fédéral minimum et non interventionniste dans le *big business*. Soutenu par un groupe d'hommes d'affaires conservateurs, Ronald Reagan, bien qu'inexpérimenté sur les questions politiques, dispose d'un talent oratoire, d'un charme bonhomme et d'une télégénie adaptée à la nouvelle politique spectacle. Taft Schreiber, un des hauts cadres de MCA, organise sa campagne comme responsable de la levée des fonds électoraux (« *chief fund-raiser* ») et coresponsable de sa campagne électorale, le tout financé et organisé par Jules Stein. L'essentiel de la fortune des époux Reagan se forme à cette époque – estimée plus tard à environ 4 millions de dollars, « amassée à travers une série de transactions immobilières extrêmement astucieuses en Californie, avec l'aide de ses amis de MCA[26] ». Pour se lancer définitivement en politique, Ronald Reagan a besoin d'argent. Ainsi, un mois après son élection au poste de gouverneur de Californie, Jules Stein et Taft Schreiber font acheter 236 des 290 hectares du ranch des époux Reagan, acquis en 1951, dans le comté de Malibu, par une filiale des studios de la Twentieth Century Fox, la Fox Realty, au double de sa valeur, soit 1,9 million de dollars, alors que sa valeur réelle semble se situer à moins de 1 million. Comme Ronald Reagan le reconnaît plus tard, « je n'aurais pas pu me présenter aux élections pour le poste de gouverneur si je n'avais pas vendu le ranch[27] ». Le prix de vente est de pure complaisance et destiné à financer l'entrée dans la vie politique des époux Reagan. D'ailleurs, l'achat de l'immense ranch de Malibu avait déjà suscité des interrogations : où avaient-ils trouvé l'argent ? Certains pensent alors qu'une partie des fonds provient de MCA et Jules Stein en contrepartie du *waiver* à venir quelques mois plus tard. Cependant, en politique, MCA est prudente et soutient les deux candidats en lice ; une tactique typique de la Mafia qui ainsi ne peut jamais réellement perdre une élection, même si elle a toujours un favori. Lew

Wasserman soutient le démocrate Pat Brown, gouverneur en poste, alors que Jules Stein et Taft Schreiber font le choix du républicain Ronald Reagan. Si l'on en croit l'écrivain et producteur Henry Denker, ce jeu subtil est l'idée de Jules Stein. MCA décide ainsi de répartir ses efforts à égalité et deux groupes se forment en son sein, l'un démocrate, l'autre républicain, pour faire gagner la firme, quel que soit le résultat issu des urnes. Le principal thème de campagne du candidat Ronald Reagan, qui devient sa marque de fabrique, est « la loi et l'ordre » ; il accuse son concurrent, Pat Brown, d'être *soft on crime*. Toutefois, il se garde d'évoquer le crime organisé et encore moins la Mafia. Lorsqu'il utilise dans ses déclarations le terme générique de « *mob* », ce n'est pas pour désigner la pègre et de manière implicite la Mafia comme c'est généralement le cas, mais dans un sens péjoratif de « foule », pour évoquer en particulier *the mob of students* de l'Université de Berkeley, haut lieu du gauchisme étudiant. Évidemment, Sidney Korshak est un contributeur financier généreux.

Élu, puis réélu, Ronald Reagan occupe les fonctions de gouverneur de Californie jusqu'en 1975 : MCA et les studios, et en coulisses Sidney Korshak, ont fait élire *leur* candidat. Au vu de l'étendue du soutien sans faille apporté par MCA à Reagan, il se dit avec ironie à Hollywood que « MCA dispose même de son propre gouverneur ». Lors de sa réélection en 1970, Sidney Korshak sort de l'ombre et le soutient ouvertement, tout comme Frank Sinatra. Au début de 1970, le gouverneur Reagan est embourbé dans une grève des employés des champs de courses exigeant une augmentation de salaire. La grève compromet la saison des courses et les larges rentrées fiscales qui en découlent. Il sait qu'il peut faire appel à ses « amis » quand il est en difficulté. Sidney Korshak représente la fédération des propriétaires des champs de courses ; or, celle-ci n'a pas l'intention de céder aux grévistes. Cependant, à la demande de Nancy Reagan et d'Alfred Bloomingdale, président du *Diners Club*, Sidney Korshak accepte de transiger, mais à une condition, dit-il : « Je veux juste que le gouverneur et sa femme sachent qui leur a fait une faveur[28]. » La grève est terminée. Dans son style toute en fausse naïveté, Nancy Reagan répond à un journaliste qui l'interroge sur cet épisode : « J'ai entendu dire qu'il [Sidney Korshak] avait des connexions dans les syndicats. Je n'ai encore jamais eu de preuve qu'il est un avocat mafieux (*Mob lawyer*). Et Ron [Ronald] non plus[29]. » Reagan ressort de cette grève avec l'image d'un pacificateur des relations sociales. Nul ne sait en revanche quelle est la contrepartie offerte à Sidney Korshak pour son aide.

L’erreur de Platon : quand la fiction dit tout

Après avoir fait de Ronald Reagan un acteur et un syndicaliste, la firme a fabriqué son politicien aux ordres. La manœuvre est transparente pour les contemporains les plus clairvoyants, mais indicible. À l’époque, ce récit ne peut émerger que de manière feutrée : MCA, et en coulisses la Mafia font si peur qu’il est des vérités que l’on ne peut que taire ou n’évoquer mezza voce que par la fiction. Contrairement à la conception platonicienne, la fiction n’est pas toujours synonyme d’illusion ou de mensonge : elle est parfois le seul moyen pour dire une vérité quand elle est dangereuse. En 1972, Henry Denker, un célèbre écrivain, producteur et metteur en scène new-yorkais, publie un roman à clé, *The Kingmaker*[30], narrant, sous des masques transparents pour les initiés, l’ascension de MCA et de Ronald Reagan. L’homme est un sachant ; ayant beaucoup travaillé avec Jules Stein, Lew Wasserman et MCA, en particulier dans la production de films, son témoignage littéraire vient de l’intérieur du système.

Que romance-t-il ? Le docteur Isidore Cohen, alias Irwin Cone (Jules Stein, ophtalmologiste), commence sa carrière d’agent et de producteur de chanteurs et musiciens à Chicago, avec l’aide d’un ponte de la Mafia, Cat’s Eye Bastione (Al Capone), et fonde Talent Corporation of America (TCA, autrement dit : MCA). Il développe TCA avec une cohorte de collaborateurs dévoués et cyniques, surnommés les Cobras (« la Mafia en costume noir »), dont un certain Spencer Gould (Lew Wasserman). Bientôt, TCA est relocalisée à Los Angeles. Afin d’asseoir le pouvoir de TCA, Irwin Cone utilise un acteur connu mais de second rang, Jeff Jefferson (Ronald Reagan). Jeff Jefferson devenu président de la Screen Actors Guild (SAG) est choisi par Irwin Cone, au nom de l’industrie cinématographique, pour défendre Hollywood face à la croisade anticommuniste du sénateur Colby (Joseph McCarthy), qui préside la *House Un -American Activities Committee*. Puis, en échange d’une nouvelle et lucrative carrière à la

télévision au *Alumco Star Theater* (*General Electric Theater*), Irwin Cone obtient du président de la SAG l'autorisation qui permet à TCA de se lancer dans la production de films (le *waiver*). Irwin Cone procure à Jeff Jefferson une popularité nationale grâce à ses *shows* télévisés. Afin de servir encore et toujours ses desseins, Irwin Cone fait prendre à la carrière de Jeff Jefferson un nouveau tournant en le lançant en politique. Il le fait élire gouverneur de Californie sous l'étiquette des républicains : « Prendre un homme qui avait été acteur, un homme sans une seule journée d'expérience au gouvernement, et le catapulter à la plus haute fonction de l'État était un exploit. […] Tout ce que le docteur avait fait était d'avoir appliqué à la politique la même règle de base que celle qu'il avait développée pour TCA dans la première puissance de l'industrie du divertissement[31]. » Ces événements se déroulent alors que TCA combat les assauts de la division antitrust du ministère de la Justice. On comprend que la prochaine étape sera la Maison Blanche. À la fin du roman, publié rappelons-le en 1972, quand un commentateur de télévision songe que Jeff Jefferson pourrait devenir président des États-Unis, Irwin Cone est pris de panique en se demandant s'il n'a pas créé « un monstre ».

Henry Denker est non seulement lucide et courageux, il est aussi visionnaire. En effet, huit ans plus tard, le « roman » devient réalité avec l'élection de Ronald Reagan à la présidence. Il dira plus tard que son « livre est une histoire vraie » et « qu'il l'a vécue »[32]. Le roman vrai, si transparent pour les initiés et si prémonitoire, a sombré dans l'oubli, mais il dit tout. Cet *insider* ne porte pas MCA dans son cœur : « Wasserman était un gars dans un costume de gentleman avec une mentalité mafieuse [*Mob mentality*]. C'était le gars le plus astucieux de tout le show-business. Il utilisait cette astuce de beaucoup, beaucoup de manières[33]. » Henry Denker sait que le *waiver* accordé par la SAG comporte pour Ronald Reagan une rétribution, en l'occurrence le *General Electric Theater Show* : « Ce qui s'est produit c'est qu'ils [MCA] avaient besoin d'un atterrissage pour Reagan car c'était un dessous-de-table pour quelque chose. Ils lui devaient quelque chose. C'était le dessous-de-table pour le *waiver* donné à MCA – un incroyable conflit d'intérêts. Chaque faveur que faisait MCA, comme d'obtenir à Reagan un job à GE, c'était en échange de quelque chose qu'ils avaient eu en retour. Croyez-moi sur parole. Je connais ces types. Ils étaient les plus malins que j'aie jamais connus dans le show-business, et Lew Wasserman était au-dessus de tous les autres[34]. » Évidemment, lorsqu'un célèbre producteur d'Hollywood veut adapter le livre au cinéma, Lew Wasserman s'y oppose fermement et avec succès. Hollywood ne supporte qu'une seule vérité : la sienne. Lew Wasserman *est* Hollywood, son « parrain » comme le dit explicitement Steven Spielberg, qui lui doit sa carrière : « Durant des décennies,

il a été le juge de paix de l'industrie du film – juste, réfléchi et novateur. Je pense que nous avons tous perdu notre parrain bienveillant [*benevolent godfather*][35]. »

Vers la Maison Blanche avec d'étranges amis

Lorsqu'en 1975 Ronald Reagan se lance dans la campagne pour la désignation du candidat républicain à l'élection présidentielle de l'année suivante, face à Gerald Ford, le *Citizens for Reagan Committee* comprend Jules Stein. Il échoue et Gerald Ford perd ensuite les élections face à Jimmy Carter. À cette époque, en juin 1976, l'homme qui dans l'ombre guide MCA et en partie Ronald Reagan, Sidney Korshak, fait l'objet d'une série de quatre articles dans le *New York Times* signés par le journaliste Seymour Hersh, révélant ainsi au grand public pour la première fois l'immense pouvoir de l'avocat californien, le qualifiant « de lien le plus important entre le crime organisé et le monde des affaires légitimes » et d'« arrangeur en coulisses » ayant joué un rôle déterminant dans l'infiltration des gangsters dans les syndicats et dans l'industrie du divertissement[36]. Sur le moment, cette mise en lumière de sa corruption et de son pouvoir ne lui nuit en aucune façon. Il demeure plus que jamais une institution à Hollywood, admiré et craint, au plus grand bénéfice de ses amis : MCA, Ronald Reagan et la Mafia. Trois jours après la publication des articles, les époux Wasserman invitent Sidney Korshak à un week-end pour célébrer leur quarantième anniversaire de mariage ; lorsque l'avocat quitte cette invitation particulièrement prisée, Lew Wasserman lui donne une étreinte affectueuse qui n'échappe à personne. Deux mois plus tard, lors d'une soirée de levée de fonds pour l'élection présidentielle chez les époux Wasserman, Lew n'hésite pas à présenter Sidney Korshak au candidat démocrate Jimmy Carter.

Jusqu'aux articles du *New York Times*, l'évocation des liens de Sidney Korshak avec la Mafia était un tabou absolu[37] ; la peur est telle que ce sujet n'est traité que de manière elliptique dans un roman policier à clé paru en 1974, *Wild Turkey*, de Roger L. Simon[38]. Mais avec les articles de Seymour Hersh, il devient difficile de feindre l'ignorance sur le sujet. En 1978, le procureur général de Californie, Evelle J. Younger, publie un document de 88 pages sur le crime

organisé dans son État, évaluant son chiffre d'affaires à 6,8 milliards de dollars par an, et comportant la liste des 92 noms de ses membres. Sidney Korshak y figure, décrit comme « un conseiller majeur des groupes du crime organisé en Californie, à Chicago, Las Vegas et New York[39] ». Malgré cette mauvaise publicité, tout le monde admet que le seul moyen de faire des affaires avec MCA est encore et toujours de passer par Sidney Korshak, l'associé de la Mafia de Chicago.

Le directeur de la campagne présidentielle de Ronald Reagan en 1980 est William Casey. Après son élection, il le nommera directeur de la CIA. Casey a travaillé pour l'ancêtre de la CIA durant la Seconde Guerre mondiale, l'Office of Strategic Services (OSS), mais il est fondamentalement un homme d'affaires, dont l'éthique a toujours posé question. Il a fondé une société d'agroalimentaire, Ivanhoe Associates, rebaptisée plus tard Multiponics, travaillant dans l'Arkansas, le Mississippi, la Floride et la Louisiane, qui a fait faillite en 1971. L'un des partenaires de William Casey dans Multiponics est Carl Biehl, un associé de Carlos Marcello depuis les années 1950. Casey représente aussi les intérêts devant la SEC d'une société d'élimination des déchets du New Jersey, SCA Services, suspectée de liens avec la Mafia ; son manager, Crescent Roselle, meurt assassiné. L'assistant de William Casey durant la campagne présidentielle est Max Hugel, vice-président exécutif de Centronics Data Computer Corporation, une entreprise détenue pour partie jusqu'en 1974 par Caesar's World, une société de casinos suspectée d'être la propriété cachée de mafieux. Centronics Data Computer Corporation détient ainsi des contrats avec Moe Dalitz et ses casinos à Las Vegas. Max Hugel est un habitué des menaces physiques contre ses associés par trop récalcitrants.

Parmi les alliés naturels des républicains depuis Richard Nixon, il y a les Teamsters. Le syndicat se souvient que Ronald Reagan, alors gouverneur de Californie, a fait partie de ceux ayant demandé début 1970 le pardon présidentiel pour leur leader emprisonné, Jimmy Hoffa. Le 27 août 1980, Ronald Reagan lance sa campagne d'automne, la dernière ligne droite avant le vote de novembre, par un discours à Colombus (Ohio), devant l'*Ohio Conference of Teamsters*, en présence de son président Jackie Presser, vice-président du syndicat au plan national. Avant son discours, Reagan le rencontre en privé durant 45 minutes en compagnie d'un autre vice-président, Roy Williams. Le syndicat est encore et toujours sous pression d'une enquête sénatoriale pour ses liens avec la Mafia. Roy Williams a dû exciper à 23 reprises du cinquième amendement de la Constitution lorsqu'il est interrogé sur ses liens personnels et financiers avec la Mafia, dont Carlos Marcello qui ne cesse de son côté de répéter que « les Teamsters nous appartiennent ». Jackie Presser est, quant à lui,

notoirement sous les ordres de la Mafia, associé à une kyrielle de leurs affidés : Moe Dalitz, Allen Dorfman et Sidney Korshak. Peu après cette rencontre avec Ronald Reagan, le syndicat annonce officiellement son soutien au candidat républicain dans la course à la Maison Blanche. C'est le seul grand syndicat à choisir le camp républicain, les autres se ralliant comme à leur habitude aux démocrates. Si l'on en croit les Mémoires de l'ancien cadre des Teamsters, le corrompu Allen Friedman[40], Jackie Presser offre à Edwin Meese, collaborateur et futur *Attorney General* de Ronald Reagan, une valise d'argent liquide afin de financer la campagne.

Après sa victoire, Ronald Reagan fait son premier déplacement de président élu le 18 novembre, en compagnie de son vice-président, George Bush, au quartier général des Teamsters, à Washington, pour une réunion avec le bureau exécutif : le président Frank Fitzsimmons, et les vice-présidents Andy Anderson, Jackie Presser et Roy Williams. Il leur demande de l'aider à sélectionner son futur ministre du Travail et des hauts fonctionnaires dans le cadre du *spoil system*. Quelques semaines plus tard, il nomme Jackie Presser « conseiller économique principal » de son équipe de transition. Il s'agit de manière évidente d'un remerciement pour le soutien électoral des Teamsters. Jackie Presser clame qu'il sera le prochain *Secretary of Labor*. Son rôle au sein de l'équipe de transition consiste à réfléchir aux futures nominations de hauts fonctionnaires dans plusieurs ministères, dont celui du Travail. Le conflit d'intérêts est majeur car le ministère poursuit depuis des mois des enquêtes civiles contre les Teamsters, en particulier contre le *Central States Pension Fund* qui est au cœur de toutes les malversations mafieuses depuis des décennies. Les investigations visent à obliger le fonds de pension à se faire rembourser 120 millions de dollars de prêts accordés aux casinos de Las Vegas, donc à la Mafia. La situation est d'autant plus délicate que Jackie Presser est justement le point de contact de la Mafia quand il s'agit d'obtenir des prêts de complaisance du *Central States Pension Fund*. La nomination aux fonctions de conseiller économique ne passe pas inaperçue et le fait qu'il puisse devenir quelques mois plus tard ministre du Travail inquiète. Lorsque la presse questionne le président élu sur les liens de Jackie Presser avec le crime organisé, Ronald Reagan répond qu'il n'est au courant de rien. Benjamin Civiletti, l'*Attorney General* de Jimmy Carter pour encore quelques semaines, se demande publiquement comment un homme tel Jackie Presser peut avoir été choisi dans une équipe de transition présidentielle.

Parmi les grands soutiens anciens et fidèles de Ronald Reagan, il y a surtout le républicain Paul Laxalt. Gouverneur (1967-1971) puis sénateur (1974-1987) du Nevada, il est un des plus proches amis de Ronald Reagan, surnommé par dérision « *The First Friend* ». Il est aussi son plus proche conseiller, réputé être

« ses yeux et ses oreilles » au Sénat. Leur complicité remonte à l'époque où les deux hommes étaient gouverneurs des États voisins : la Californie et le Nevada. Paul Laxalt est si lié à Ronald Reagan qu'il est à trois reprises le *national chairman* de ses campagnes présidentielles (1974, 1980, 1984). Laxalt aurait aimé avoir été choisi pour le poste de vice-président, une idée qui n'aurait pas déplu à Reagan lui-même. Mais l'un de ses conseillers lui fait remarquer que Paul Laxalt a été « le gouverneur d'un État du jeu [Nevada], là où vous ne pouvez faire des affaires sans les garçons [*boys*][41] ». *The boys* ? Tel est l'euphémisme souvent employé pour désigner poliment les mafieux. La dernière chose dont peut alors avoir besoin la campagne de Ronald Reagan est celle d'une polémique sur la Mafia, alors que la présence de Frank Sinatra, un ami proche du couple, fait déjà jaser en raison de ses liens devenus notoires avec les *boys*. Parmi les nombreuses relations choquantes de Paul Laxalt, celle qu'il entretient de manière ouverte avec Allen Dorfman n'est pas la moindre, puisqu'il s'agit, rappelons-le, de l'homme qui préside au drainage des prêts de complaisance du fonds de pension des Teamsters vers les entreprises de la Mafia. C'est d'ailleurs durant la présidence de Ronald Reagan qu'Allen Dorfman sera assassiné, en 1983, sur un parking de Chicago, par deux tireurs porteurs de masques de skieur ; à ses côtés, Irwin Weiner, le mafieux dont les contacts avec Jack Ruby ont posé tant de questions. Parmi les nombreuses relations mafieuses de Paul Laxalt, il faut aussi citer Allen Glick, Frank « Lefty » Rosenthal ou encore Morris Shenker. Durant sa longue carrière politique, il niera toute relation avec la Mafia, mais il se révèle pourtant l'avocat inlassable de l'industrie du jeu et du syndicat des Teamsters, dénonçant sans cesse le « harcèlement » des agences fédérales en charge de la lutte contre le crime organisé. Comme Ronald Reagan, il intervient par écrit auprès de Richard Nixon afin d'obtenir la libération anticipée de Jimmy Hoffa qu'il qualifie de « prisonnier politique ». Paul Laxalt a toujours été entouré d'une coterie de gangsters et de mafieux, à l'image de son collecteur de fonds électoraux Ruby Kolod, un associé de la Mafia de Cleveland et du *Mayfield Road Gang* de Moe Dalitz. Lorsqu'il quitte ses fonctions de gouverneur en 1971, il construit avec son frère Peter un casino à Carson City, le Ormsby House Gambling, avec pour partenaire et principal investisseur Bernard Nemerov, un individu ayant un long passé d'association avec la Mafia. Il se dit que les prêts pour la construction de l'hôtel-casino ont été obtenus avec l'aide de Sidney Korshak et de l'*Outfit*. Le journaliste Denny Walsh affirme que le fisc suspecte que 2 millions de dollars de profits annuels du casino ont été détournés pour le compte de la Mafia. Paul Laxalt poursuit en justice le journal et le litige se solde par un accord : le média concède ne pouvoir apporter la preuve de ses allégations, mais n'est pas pour

autant condamné à des dommages-intérêts ; surtout, l'allégation la plus importante sur l'origine des fonds du casino n'est pas contestée. Joseph Yablonsky, l'agent spécial en charge du bureau du FBI de Las Vegas, n'hésitera pas à déclarer en 1984 pour un documentaire du magazine *60 Minutes* de CBS – mais jamais diffusé à l'antenne en raison de l'intervention des avocats de Paul Laxalt – que le politicien lui apparaissait être « un instrument du crime organisé[42] ». Après la victoire de 1981, à défaut d'être vice-président des États-Unis, il devient tout de même président du *Republican National Committee*.

Afin de fêter la victoire électorale de son ami, Frank Sinatra organise une grande fête le 12 décembre 1980 dans sa demeure au milieu du désert, au Rancho Mirage près de Palm Springs. Officiellement, il est question de célébrer le 66e anniversaire du chanteur, mais les 200 invités ne sont pas dupes du fait qu'il s'agit en réalité d'une occasion pour fêter l'accession à la Maison Blanche d'un des leurs. Si les époux Reagan ne peuvent être présents, il y a en revanche une bonne partie du prochain gouvernement : William French Smith, le futur ministre de la Justice, Walter Annenberg, dont l'épouse Leonore sera la cheffe du protocole de la Maison Blanche, etc. Il y a aussi un Sidney Korshak en état de grâce : son homme est parvenu à la Maison Blanche ! Sinatra est alors sous enquête fédérale pour des suspicions de détournements de recettes (« *skimming* ») au Westchester Premier Theater lors de ses apparitions en 1976 et 1977. Il est toujours à la recherche d'une licence de jeu de la part de la *Nevada Gaming Commission* et, à cette fin, il bénéficie du soutien de son ami Ronald Reagan qui le décrit comme « honnête et loyal ». Lorsqu'il est interrogé par la presse sur les liens de Frank Sinatra avec le crime organisé, le président élu se contente de répondre qu'il espère qu'aucune de ces allégations n'est vraie. William French Smith réagit de la même manière, expliquant qu'il ignore tout de ces associations avec le crime organisé. L'éditorialiste du *New York Times* William Safire s'étrangle : « L'implication du futur procureur général dans la réhabilitation de la réputation d'un homme manifestement fier d'être proche de truands notoires est le premier affront délibéré à la décence de l'administration Reagan[43]. » Frank Sinatra est cependant présent le jour de la prestation de serment à la Maison Blanche. Les organisateurs de la cérémonie frôlent toutefois la faute politique : à l'origine, Frank Sinatra devait se tenir juste derrière le Président. Ses conseillers comprennent alors que le chanteur et Ronald Reagan vont partager le cadre des images lors de la prestation de serment. C'est pourquoi, à la dernière minute, les chaises sont redisposées afin que le crooner sorte judicieusement du champ. Lors du bal d'inauguration qui suit, un autre invité détonne : le banquier mafieux italien Licio Gelli, amené par Philip A. Guarino, le président du groupe des Italo-Américains du Parti républicain.

Plus tard, le Président décorera Frank Sinatra de la médaille présidentielle de la Liberté, et le nommera à la commission présidentielle des Arts et Humanités. L'époque du bannissement de Frank Sinatra de la Maison Blanche est donc révolue.

La réception organisée par le chanteur et la proximité affichée par Ronald Reagan avec les Teamsters résonnent encore plus étrangement quelques semaines plus tard, quand paraît, en 1981, la biographie par Ovid Demaris du mafieux Jimmy Fratianno, *The Last Mafioso*[44], qui décrit dans un style haut en couleur les liens de Frank Sinatra, Sidney Korshak et Jackie Presser – et de beaucoup d'autres – avec la Mafia. Les observateurs les plus avisés comprennent que la nouvelle administration sera certes *business friendly*, libéralisme oblige, mais aussi *Mafia friendly*. Ryan Quade Emerson, éditeur de la *Organized Crime Review*, écrit en février 1981, au moment donc de la prise de fonctions de Ronald Reagan, un article alarmiste et prémonitoire :

> « Environ six mois avant l'élection présidentielle, j'ai reçu une information selon laquelle des individus au sein du camp Reagan étaient en train de négocier avec des personnes clés à Las Vegas, Nevada, impliquées dans l'industrie des casinos, le syndicat des Teamsters, et le crime organisé. La base de ces discussions était le souhait précis des Teamsters d'obtenir une aide face aux poursuites agressives engagées par le FBI et les *Crime Strike Forces* du département de la Justice. Il y avait une préoccupation grave à propos des résultats des écoutes du FBI ordonnées par le tribunal qui avaient révélé les intérêts cachés [de la Mafia] dans de nombreux hôtels-casinos de Las Vegas par quelques-unes des figures les plus puissantes du crime organisé[45]. »

La guerre au crime organisé ?

Certaines des premières nominations et décisions de Ronald Reagan dès sa prise de fonctions sont des messages de paix envoyés à la Mafia, au monde du jeu et aux syndicats corrompus. Ces choix sèment la consternation dans les rangs de la police et de la justice.

Il y a certes des échecs. Comme nous l'avons vu, Ronald Reagan ne parvient pas à nommer Jackie Presser ministre du Travail. Le conflit d'intérêts avec les Teamsters est trop flagrant, ses liens avec la Mafia trop évidents et la presse est sur la brèche, prête à déclencher une campagne si sa nomination devenait effective. À la place, les fonctions sont offertes à Raymond Donovan. L'intéressé est le candidat alternatif des Teamsters, mais nul ne le sait. Le syndicat a su placer son affidé en toute discrétion. Avant de devenir ministre, Donovan est un homme d'affaires, vice-président en charge des relations syndicales d'une société de construction du New Jersey, Schiavone Construction Company of Secaucus. Ce choix éveille des suspicions et rappelle celui qu'avait opéré pour ce même poste Richard Nixon en la personne de Peter Brennan, jusque-là responsable du Building and Construction Trades Council de la ville de New York, une entité notoirement infestée par la Mafia. Durant la campagne électorale, Donovan est parvenu à lever 600 000 dollars au profit du candidat Reagan. Le FBI produit devant le *Labor Committee* du Sénat un rapport selon lequel la Schiavone Construction Company est infiltrée par la Mafia, et montrant que Donovan a des contacts professionnels et sociaux avec des mafieux. Lors de son audition de confirmation au Congrès, il est accusé d'avoir payé des pots-de-vin à un officiel des Teamsters de New York. Plus gênant, il doit s'expliquer sur ses liens avec la Mafia, plus précisément avec Salvatore Brigulio, dirigeant de la section 560 des Teamsters à Union City, dans le New Jersey, et mafieux lui-même, ou encore avec William « Billy the Butcher » Masselli, un soldat de la Famille Genovese alors sous enquête pour divers crimes. Cependant, de manière

inattendue, lors des auditions sénatoriales, le porte-parole du FBI Francis Mullen affirme que les investigations de la Sûreté fédérale sur Donovan et sa société ont eu un résultat « favorable ». Le FBI avait pourtant prévenu l'entourage de Ronald Reagan, dès l'époque de l'équipe de transition. Manifestement, l'information n'avait alors pas troublé le président élu. La nomination de Raymond Donovan comme *Secretary of Labor* se transforme toutefois en sinistre feuilleton. Faute de disposer d'un tableau complet et honnête, la commission du Sénat est contrainte de confirmer sa nomination. Mais, en février 1981, le *Labor Committee* rouvre ses investigations car de nouvelles informations émergent sur les liens de Donovan avec la Mafia et sur les failles du premier rapport du FBI. La commission du Sénat en charge du dossier soumet à nouveau le ministre à des auditions qui questionnent ses relations avec la Mafia. La situation est d'autant plus délicate que Roy Williams, devenu président du syndicat des Teamsters après le décès de Frank Fitzsimmons, est inculpé pour avoir versé des pots-de-vin au sénateur Howard Cannon et qu'un rapport sénatorial portant sur les Teamsters publié en mai 1981 le décrit comme étant « une taupe du crime organisé opérant au plus haut niveau du syndicat des Teamsters[46] ». Roy Williams ne cache pas ses allégeances puisqu'il déclare lors de sa prise de fonctions qu'il n'oubliera jamais ceux qui l'ont aidé à conquérir ce poste. Le Sénat demande au ministre Donovan d'agir contre Roy Williams, ce qu'il refuse de faire. Cependant, les charges s'accumulant contre Donovan, une cour d'appel de New York nomme un procureur spécial, Leon Silverman, pour enquêter sur lui. Le Sénat continue ses investigations de son côté et découvre ainsi que sa société de construction a blanchi de l'argent sale et que le FBI dispose d'informations sur ses liens avec la Mafia. Le Sénat demande que lui soient communiqués des enregistrements d'écoutes téléphoniques de mafieux évoquant leurs affaires avec l'entrepreneur Donovan. Le ministre de la Justice, William French Smith, refuse.

En juin 1982, les événements se précipitent. Un témoin clé de l'enquête du procureur spécial Leon Silverman, Fred Furino, est retrouvé assassiné dans le coffre de sa voiture à Manhattan, une balle dans la tête. Peu après, lorsque la presse demande si Ronald Reagan a changé d'opinion à propos de son ministre du Travail, le porte-parole de la Maison Blanche répond par deux mots : « Aucun changement ». Puis le procureur Leon Silverman rend public un rapport de 1 026 pages dans lequel il dit ne pas détenir suffisamment de preuves pour engager des poursuites contre Donovan. Ronald Reagan déclare alors publiquement que le dossier est clos. Mais le 1er août, le procureur Leon Silverman affirme détenir de nouveaux éléments à charge. Le lendemain, le fils du mafieux William Masselli, Nat, est assassiné ; William Masselli avait été lui

aussi un témoin clé à charge contre Donovan. Les auteurs sont arrêtés ; ce sont deux soldats de la Mafia de New York, Salvatore Odierno et Philip Buono. Le procureur de l'État de New York en charge des poursuites dans ce dossier souligne que l'assassinat avait pour but de détruire l'enquête de Leon Silverman et précise que Donovan est « une connexion politique du crime organisé[47] ». Malgré tout, le 13 septembre, le procureur doit confirmer qu'il ne dispose toujours pas de preuves suffisantes contre Donovan, même s'il qualifie les allégations touchant le ministre de « troublantes ». Le porte-parole de la Maison Blanche réagit à nouveau de manière laconique : « C'était prévisible. Affaire classée à nouveau. »

Dans ce contexte trouble, Peter B. Bensinger, directeur de la DEA sous les présidences Ford et Carter, est remercié au profit du numéro deux du FBI, Francis Mullen. Des membres du *Labor Committee* du Sénat se demandent s'il ne s'agit pas d'une nomination de remerciements, car Mullen avait été à la manœuvre pour dissimuler, en réalité ne pas transmettre au Congrès, toutes les preuves des liens de Donovan avec la Mafia. Raymond Donovan, William Masselli, un sénateur de l'État de New York et plusieurs cadres de Schiavone Construction Company sont inculpés en octobre 1984 pour fraude dans un contrat portant sur le métro de New York, en lien avec la Famille Genovese. Donovan démissionne en mars 1985. En mai 1987, il est toutefois acquitté, ainsi que tous les autres inculpés. L'enquête n'en apporte pas moins la démonstration de sa grande proximité avec le soldat William Masselli. Peu avant son acquittement, Ronald Reagan qualifie encore Raymond Donovan d'« homme de grande intégrité[48] ».

Cependant, il est évident qu'avec Donovan un temps à la tête du ministère du Travail et Reagan à la Maison Blanche, l'histoire d'amour des deux syndicats infectés par la présence mafieuse, les Teamsters et l'International Longshoremen's Association (ILA), avec la présidence américaine commencée sous Richard Nixon va se poursuivre. Les beaux jours sont de retour comme l'écrit le syndicaliste mafieux Allen Friedman dans ses Mémoires : « [Sous Carter] nous ne dominions pas la politique de la Maison Blanche en matière de syndicat comme nous l'avons dominée sous Nixon et comme nous allions le faire sous Ronald Reagan[49]. » Les camionneurs et les dockers sont les seuls soutiens syndicaux des républicains. Le Président s'adresse en vidéo à la convention des délégués des Teamsters réunis à Las Vegas en leur déclarant sa flamme politique : « J'espère faire équipe avec les Teamsters. » Et, le 12 juin 1981, Ronald Reagan invite Roy Williams à la Maison Blanche en compagnie d'autres leaders syndicaux pour discuter une réduction de la fiscalité fédérale. Lorsque Roy Williams perd son siège à la tête des Teamsters en 1983, son

successeur, Jackie Presser, fait l'objet des mêmes attentions. En 1983, Ronald Reagan n'hésite pas non plus à se compromettre en acceptant une invitation à la convention annuelle des Longshoremen. Il s'agit d'une faveur puisqu'il est le premier président des États-Unis à assister à cet événement. Pourtant, nul ne peut ignorer les liens de ce syndicat avec la Mafia puisque l'ILA a été expulsée de la confédération syndicale de l'AFL-CIO, comme les Teamsters au demeurant, en raison de son infiltration par la Mafia. Ronald Reagan ose qualifier son président, Thomas Gleason, d'« homme intègre et loyal », alors que lui et son syndicat sont, de notoriété publique, des marionnettes des Familles de New York.

William Casey devient directeur de la CIA et Max Hugel, directeur des opérations de l'Agence. Leur passé « compliqué » avec le crime organisé n'a donc pas été un obstacle. Max Hugel, un novice en matière de renseignement, a en charge toutes les opérations clandestines. Toutefois, il doit rapidement démissionner quand son passé d'affairiste refait surface à l'occasion d'une série d'articles du *Washington Post* et du *New York Times*.

Leonore Annenberg devient cheffe du protocole de la Maison Blanche avec rang d'ambassadeur. Ses trois époux successifs en disent long sur son environnement mafieux : Beldom Katleman fut propriétaire de l'hôtel-casino El Rancho Vegas ; Lewis Rosenstiel fut un contrebandier d'alcool célèbre et le propriétaire des Schenley Industries ; enfin, Walter Annenberg représente en apparence l'acmé de la respectabilité par sa richesse, son goût pour les arts et sa philanthropie légendaire. Ami proche de Sidney Korshak et de Meyer Lansky, il est un soutien financier indéfectible de Richard Nixon – qui le nommera ambassadeur en Grande-Bretagne – et de Ronald Reagan – qui lui décernera la médaille présidentielle de la Liberté. L'origine de sa fortune familiale est en revanche peu reluisante, ce que les Annenberg père, Moe, et fils, Walter, tenteront toute leur vie de faire oublier. L'enrichissement de la famille s'est fait dans les années 1930 et 1940 avec l'aide des Familles de Chicago et de New York dans le jeu illégal et la presse, ce qui vaudra à Moe Annenberg une condamnation pour évasion fiscale en 1939.

Le Président annonce son souhait de vouloir nommer comme ambassadeur en Irlande William E. McCann, un assureur du New Jersey, afin probablement de le remercier de son rôle de leveur de fonds durant sa campagne. Cette candidature est appuyée par William Casey. Mais son audition de confirmation au Congrès oblige la Maison Blanche à renoncer quand il apparaît que l'intéressé a été associé en affaires avec le fraudeur et escroc Louis Ostrer, inculpé en compagnie des chefs mafieux Santo Trafficante et Tony Accardo dans un dossier de détournement d'argent d'un fonds d'assurance maladie et de pension

syndical.

James Watt devient secrétaire d'État à l'Intérieur à l'instigation de Paul Laxalt. Avocat, son cabinet de juristes bénéficie des contributions majeures des casinotiers du Nevada. Trois des associés de la firme représentent des hôtels-casinos de Las Vegas – le Riviera, le Dunes, le Horseshoe, etc. –, tous liés à la Mafia.

William French Smith est nommé *Attorney General* à la consternation de tous ceux qui veulent lutter réellement contre le crime organisé. L'avenir leur donne vite raison. Dès que Ronald Reagan arrive à la Maison Blanche, la plupart des enquêtes fédérales sur la Mafia s'arrêtent ou s'enlisent. En 1981, le sénateur du Nevada Paul Laxalt rencontre William French Smith à trois reprises pour lui demander de ralentir les enquêtes du FBI et du fisc qu'il estime trop intrusives contre les casinos de son État. Le sénateur n'hésite pas à déclarer en public que le crime organisé a disparu de Las Vegas. Il sait pouvoir compter sur Ronald Reagan, qui a toujours affirmé en public que le sénateur du Nevada est un de ses plus proches conseillers et un homme de grande intégrité ! Le sénateur Laxalt tente, en vain, de s'opposer à une nouvelle législation votée en 1985 destinée à réduire les possibilités de blanchiment d'argent du crime par les casinos. Il se fait aussi le champion de toutes les initiatives législatives conduisant à détourner les agences fédérales du crime organisé au profit des crimes de rue.

Dans le tout premier budget fédéral de l'administration Reagan, il est décidé de couper d'un tiers les crédits du FBI destinés aux enquêtes sur le jeu, la prostitution, les incendies criminels pour profit (racket), les règlements de comptes sanglants entre gangsters, la pornographie, soit une grande partie des infractions constituant le *business model* de la Mafia. Ronald Reagan interdit aussi toutes les opérations d'agents infiltrés sous couverture (« *undercover* ») dans les dossiers de criminalité organisée et de criminalité en col blanc. Ce sont en réalité tous les départements et toutes les agences en charge d'une forme ou d'une autre de lutte contre la criminalité qui voient leurs moyens humains et budgétaires fortement diminuer : la SEC, le fisc, les *Crime Forces against Organized Crime* du département de la Justice, les garde-côtes, le FBI, la DEA, ATF (*Alcohol, Tobacco and Firearms*), etc. ; cette dernière agence échappe de peu au démantèlement malgré – ou à cause de ? – ses succès contre le crime organisé, mais doit tout de même subir une forte diminution de ses effectifs. Ces baisses de moyens au sein des agences fédérales se font au nom de la nouvelle politique de l'État minimum, mais les seuls bénéficiaires de cette cure d'austérité libérale sont les pires gangsters du pays, et en premier lieu la Mafia. En une année, les effectifs des principales agences en charge de la lutte contre le crime organisé chutent de près de 19 609 employés. L'*Attorney General* revoit

totalement les priorités de son ministère. Le crime organisé passe au second plan au profit des « crimes violents » (« *violent crimes* »), c'est-à-dire contre les crimes de rue, ceux dont ne traite pas directement la Mafia. Toute la communication est axée sur « la guerre contre le crime » (« *war on crime* »), mais sans budget supplémentaire et en direction surtout des crimes de voie publique et violents, qui constituent la source de l'insécurité visible.

Toutefois, en 1982, Ronald Reagan crée une *task force*, supervisée par le vice-président, George Bush, afin de coordonner les efforts fédéraux dans la lutte contre le trafic de drogue en Floride du Sud. Il est question de « guerre à la drogue ». Mais ces initiatives ne sont que poudre aux yeux, une guerre de mots et de papier. Les arrestations visent surtout des seconds couteaux. Ronald Reagan déclare aussi une « guerre au crime organisé » lors d'un discours télévisé le 14 octobre 1982 prononcé avec solennité depuis l'auditorium du ministère de la Justice, devant un parterre d'agents fédéraux et de juristes du département, en présence du directeur du FBI William Webster, de l'*Attorney General*, William French Smith, et de l'un de ses adjoints, Rudolph Giuliani. Ironie du sort, la veille au soir, Ronald Reagan, William Casey et William French Smith ont assisté à un dîner en l'honneur de Raymond Donovan dont les invités portent tous un badge imprimé : « Je suis un ami de Ray Donovan ». Quoi qu'il en soit, Ronald Reagan dramatise la situation en déclarant dans son discours : « Aujourd'hui, le pouvoir du crime organisé atteint tous les aspects de notre société[50] », affirmant, avec des accents messianiques dignes de Robert Kennedy, qu'il faut éliminer « l'ennemi maléfique de l'intérieur », « un empire illégal invisible[51] ». Il explique que le ministère de la Justice va poursuivre avec vigueur « *the Mob* » en utilisant la loi RICO. Douze *Drug and Organized Crime Strike Forces* sont créées et 900 agents du FBI recrutés. Et, en effet, rapidement, la Mafia subit des revers judiciaires importants. Mais, à y regarder de près, ces succès sont largement le fruit de longues enquêtes lancées sous la présidence de Jimmy Carter. Le FBI était déjà dirigé par William Webster, probablement le chasseur de mafieux le plus efficace depuis Bobby Kennedy. Environ 300 mafieux font l'objet de poursuites parmi les Familles de Pennsylvanie, Philadelphie, Buffalo/Rochester, La Nouvelle-Orléans, Chicago, Milwaukee, Cleveland, Detroit, Kansas City et New York. Le succès le plus retentissant a lieu à New York contre les cinq Familles et leur cartellisation du marché du béton – « le club » – sous l'autorité du nouveau procureur fédéral républicain du district sud de la ville, Rudolph Giuliani, qui vient de quitter le ministère de la Justice. L'administration Reagan s'attribue le mérite de ces victoires contre la Mafia, tout en accusant les démocrates d'avoir toujours été *soft on crime*.

Un scandale pire que le Watergate ?

En 1984, le procureur fédéral de Los Angeles, Marvin Rudnick, appuyé par la *L. A. Strike Force against Organized Crime*, s'intéresse de près à MCA et à ses relations au sein de la Mafia, à travers un personnage aussi pittoresque que dangereux : Salvatore « Sal The Swindler » Pisello. Il souhaite comprendre comment ce soldat de la Famille Gambino de New York, un ex-restaurateur officiellement consultant pour une société de pizzas surgelées et de crèmes glacées, sans expérience dans le monde de la musique, parvient depuis 1983 à passer des contrats pour des millions de dollars avec la filiale de MCA, MCA Records, dirigée par Irving Azoff. Sal Pisello est en effet plus connu pour avoir importé aux États-Unis de l'héroïne dans du poisson surgelé et effectué des homicides que pour son expérience dans l'univers de la musique. Pourtant, MCA l'utilise beaucoup et à grands frais. Il a par exemple arrangé l'achat par MCA du catalogue de la firme Chess Records de Chicago, qui comporte nombre d'artistes afro-américains connus : Chuck Berry, Etta James, Muddy Waters, etc. MCA utilise aussi le mafieux pour vendre des vieux enregistrements estimés invendables ; et les distributeurs qui refusent de les acheter sont régulièrement malmenés par ses hommes de main. Sal Pisello est par ailleurs en affaires avec Morris Levy, président de Roulette Records, un acteur central du monde de la musique depuis des décennies et un associé notoire de la Famille Genovese de New York, en lien direct avec le chef de la Famille, Vincent « The Chin » Gigante.

Toutes ces opérations sont très lucratives pour Pisello et lorsqu'il se présente au siège de MCA Records, il donne l'impression aux employés d'en être le véritable directeur. La situation est donc intrigante. MCA a perdu de l'argent sur toutes les opérations menées avec lui – environ 3 millions de dollars – alors que le mafieux en a engrangé près de 600 000. L'enquête laisse à penser que des cadres de MCA ont menti lors des investigations sur Sal Pisello. Marvin

Rudnick parvient malgré tout à le faire condamner pour fraude fiscale à deux reprises, en 1986 et en 1988. Il est emprisonné. Suite à quoi, le conseil d'administration de MCA se scinde en deux factions : l'une souhaite se débarrasser immédiatement de Sal Pisello, l'autre, menée par Lew Wasserman, préfère affronter la tempête et ne rien changer. Le point de vue de ce dernier l'emporte et c'est ainsi que MCA continue à faire des affaires avec Sal Pisello, et indirectement avec Morris Levy, malgré sa condamnation en 1986 et la révélation publique de son profil mafieux ! Cependant, le procureur Marvin Rudnick ne comprend pas pourquoi les cadres dirigeants les plus impliqués dans les transactions avec Sal Pisello sont promus et récompensés, en particulier Irving Azoff qui, déjà président de MCA Records, devient président de MCA Music Entertainment et bientôt le troisième détenteur d'actions de MCA.

Pour le procureur, ces condamnations sont le simple prélude à une enquête plus vaste et plus profonde devant déterminer pourquoi et comment MCA, une entreprise respectable et centrale dans l'économie du divertissement, collabore avec un soldat de la Mafia en toute connaissance de cause, qui plus est sans contrat écrit. Les ennuis de Marvin Rudnick commencent alors. Il a pourtant été prévenu que MCA ne se laisserait pas faire. Un opérateur important du monde de la musique lui dit ainsi explicitement qu'il lui sera impossible de découvrir la vérité. Lorsque Marvin Rudnick lui demande pour quelle raison, son interlocuteur lui montre le livre de Dan E. Moldea : *Dark Victory, Ronald Reagan, MCA and the Mob*. En 1986, voulant à tout prix comprendre pourquoi MCA se compromet ainsi avec un mafieux notoire, Marvin Rudnick convoque pour témoigner devant un grand jury six cadres de la société ; cinq refusent de répondre aux questions afin de ne pas avoir à s'incriminer et réclament donc l'immunité. MCA mène la contre-offensive en accusant le procureur de mensonges et de diffamation, et en se plaignant officiellement au département de la Justice. En décembre 1987, Marvin Rudnick est convoqué à Washington par ses supérieurs de la *Strike Force against Organized Crime*, Michael DeFeo et David Margolis. De manière sèche et sans discussion possible, il reçoit l'interdiction de convoquer des cadres dirigeants de MCA et de déterminer la nature des relations de Sal Pisello avec la société. Il lui est ordonné de ne plus créer « aucun embarras[52] » à MCA. Lors de cet entretien glacial, David Margolis montre les trois peintures accrochées au mur représentant le président Ronald Reagan, l'*Attorney General* Edwin Meese et William Hundley, chef de la section luttant contre le crime organisé et le racket au ministère de la Justice sous Robert Kennedy et créateur de la *Strike Force*, devenu l'avocat de MCA pour ce dossier (!), et lui dit : « Vous voyez ces gars ? Quand l'un de ces gars commence à se plaindre de vous, Marvin, nous avons un problème[53]. » Le département acte

donc la mort de l'enquête qui ne doit pas dépasser le stade du mafieux Sal Pisello. Remonter plus haut, aux dirigeants de MCA, est une zone interdite aux investigations. Marvin Rudnick n'est pas dupe du contexte politique. Dès lors, il est marginalisé, accusé d'être un « esprit conspiratif » et un « électron libre » aussi bien par MCA que par ses supérieurs hiérarchiques, et il est enfin licencié en 1989. Il donnera ultérieurement un décryptage saisissant des événements :

> « Une semaine, ils étaient prêts à me donner une récompense pour avoir obtenu la condamnation de Pisello pour évasion fiscale, mais dès que j'ai essayé d'utiliser Pisello contre les gens qui le rémunéraient [MCA], ils ont étouffé l'affaire. Ils m'ont traité d'électron libre. Ils m'ont viré et détruit ma carrière parce qu'ils voulaient tout arrêter. Quoi ? Ils ont dit que c'était parce que MCA se plaignait de moi. Mais c'était parce que Wasserman était le lien entre Korshak et les échelons supérieurs à Washington. Wasserman était connu pour ses connexions politiques. Vous devez vous demander : "Est-ce que quelqu'un est corrompu quelque part ?"[54]. »

Marvin Rudnick constate aussi que, deux semaines avant sa convocation par ses supérieurs à Washington, le président des États-Unis et le président de MCA, Lew Wasserman, dînaient ensemble à Los Angeles. Par ailleurs, en 1986, Wasserman est devenu le plus gros contributeur de la Ronald Reagan Presidential Foundation, avec un don de 517 969 dollars destinés à la construction de la Reagan Library, qui doit accueillir les archives présidentielles à la fin du second mandat. La levée des fonds est menée par Lew Wasserman et Edwin Meese, le ministre de la Justice. Au-delà de Wasserman et de Jules Stein, c'est une partie non négligeable du conseil d'administration de MCA qui est proche de Ronald Reagan, à l'image de Howard Baker, un ex-sénateur, qui devient le chef d'état-major de la Maison Blanche en 1987.

Ainsi que le note l'écrivain Gus Russo, Marvin Rudnick ne saura jamais vraiment comment la Mafia a pu exercer une emprise aussi profonde sur MCA et Lew Wasserman. Quels secrets partagent-ils des décennies durant ? Marvin Rudnick reçoit en septembre 1986 une lettre anonyme au contenu cryptique sur lequel il n'aura pu enquêter : « Wasserman voulait que le petit ami de sa fille soit assassiné. Sal Pisello a commis le meurtre. Wasserman a maintenant une dette à l'égard de Sal Pisello. Wasserman donne des ordres à Azoff pour autoriser Sal à agir librement. Pour calmer Azoff, Wasserman a acheté la société d'Azoff[55]. » Irving Azoff dirige MCA et possède trois sociétés que Lew Wasserman va en effet acheter pour 30 millions de dollars, soit six à dix fois leur valeur. Marvin Rudnick commentera cette lettre anonyme : « La rumeur était que Wasserman avait fait assassiner quelqu'un par la Famille de Chicago, l'*Outfit*. New York [la Famille Gambino] l'aurait appris, et ensuite Wasserman aurait payé Pisello pour se taire[56]. » Autrement dit, un haut cadre de MCA – Wasserman ? – faisait l'objet d'une extorsion de grande ampleur par la Mafia dont il s'acquittait par

des contrats onéreux et byzantins au profit de Sal Pisello et la Famille Gambino. Ce sombre tableau ne serait pas complet s'il n'était apparu plus tard que des volumes entiers de preuves de l'enquête du FBI et de la *L. A. Strike Force* avaient disparu, rendant ainsi impossible toute éventuelle réouverture d'enquête.

La presse n'est pas mieux lotie que la Justice. Le journaliste du *Los Angeles Times* William Knoedelseder, qui couvre l'enquête sur MCA et en a révélé nombre d'aspects, quitte son journal en 1989 après avoir reçu l'ordre par ses propriétaires, la famille Chandler, de cesser ses investigations. Les Chandler sont depuis des décennies de fervents républicains, proches de Lew Wasserman ; et le rédacteur en chef du *Los Angeles Times*, Tom Johnson, doit son poste à l'intervention amicale de ce dernier. Déjà, le premier article en 1985 du journaliste établissant un lien entre MCA et la Mafia avait suscité une réaction aigre de la part de Wasserman, le qualifiant de « pire publicité que cette société a reçue en cinquante ans[57] ». Faute de pouvoir écrire librement, William Knoedelseder poursuit son enquête par un livre publié en 1993 : *Stiffed, A True Story of MCA, the Music Business, and the Mafia*[58]. Il est clair que, sur le moment, ni le procureur ni la presse ne peuvent lutter à armes égales avec MCA.

Cependant, Marvin Rudnick n'est pas le seul procureur fédéral à s'intéresser à MCA et à ses relations avec la Mafia. Une enquête fédérale menée à Newark, dans le New Jersey, met en cause Morris Levy de Roulette Records et fait émerger sur une écoute téléphonique, incidemment, qu'un cadre dirigeant de MCA – dont le nom n'est pas cité – « devait une faveur[59] » à Sal Pisello et que ce cadre lui a en conséquence ouvert les portes de MCA ; et, apparemment, Pisello aurait réalisé un « travail » pour lui.

Par ailleurs, à Los Angeles, un autre procureur fédéral, Richard Stavin, s'intéresse aussi à MCA dans ses rapports avec la Mafia. Autant l'enquête de Marvin Rudnick s'est focalisée sur Irving Azoff et MCA Records, autant celle de Richard Stavin s'intéresse, elle, à Eugene F. Giaquinto, le responsable de la filiale de Universal Pictures du groupe MCA en charge de la distribution des vidéos, MCA Home Entertainment. Les écoutes du FBI sur le quartier général de MCA sont édifiantes. Eugene F. Giaquinto transfère chaque année des fonds à la société Northstar Graphics, spécialisée dans le packaging des vidéos, dont le propriétaire est Edward « The Conductor » Sciandra, sous-chef de la Famille Bufalino de Pennsylvanie. Sur les écoutes, Eugene F. Giaquinto appelle Edward Sciandra « oncle », au moins une fois, un vocable marquant une forme de proximité et de respect. Il apparaît aussi qu'Eugene F. Giaquinto entretient une relation étroite avec John Gotti, chef de la Famille Gambino depuis 1985. C'est ainsi qu'il l'a fait venir avec ses sbires à Los Angeles pour mettre fin à un projet de film sur Meyer Lansky que le comédien James Caan – un des interprètes

vedettes du *Parrain* – voulait tourner avec ses amis de la Famille Genovese. Non que le thème lui déplaise : il veut simplement garder le projet pour lui. Il semble aussi qu'il a fait appel à John Gotti pour l'aider à régler une dispute l'opposant à Irving Azoff au sein de MCA. C'est évident, deux des plus grandes Familles – les Genovese et les Gambino – sont aux prises pour le contrôle de MCA Home Entertainment. De manière plus gênante, les écoutes semblent montrer que MCA sert à blanchir l'argent de la Mafia, à travers la production d'au moins quatre films. Les mafieux s'inquiètent de savoir si le successeur de Lew Wasserman à la tête de MCA sera aussi accommodant pour poursuivre ces opérations de blanchiment avec Eugene F. Giaquinto. En effet, Lew Wasserman est alors son mentor chez MCA. Les investigations du FBI montrent au final qu'Eugene F. Giaquinto est, selon Richard Stavin, « l'homme de la Mafia chez MCA[60] ».

Le mystère s'épaissit encore quand le FBI découvre ses relations avec Robert Booth Nichols, un agent de la CIA, lié à la Famille Gambino, spécialisé dans le trafic de stupéfiants et le blanchiment d'argent sale, utilisant les bureaux de MCA à travers le monde. Le procureur Richard Stavin est incapable de déterminer ce que fait réellement Robert Booth Nichols pour MCA, si tant est que son travail pour le compte de la société ne soit pas une couverture pour des opérations clandestines. Nous sommes alors en pleine affaire Iran-Contra. En 1988, Eugene F. Giaquinto devient si furieux à cause de l'enquête fédérale qu'il contacte le ministre de la Justice, Edwin Meese. Le procureur Richard Stavin veut ouvrir une enquête au titre de la loi RICO, mais il n'en aura jamais les moyens. Giaquinto n'est pas poursuivi mais il est licencié de MCA. Dans cette enquête, comme dans celle de Marvin Rudnick, MCA refuse de collaborer. À nouveau, les investigations tournent court. Richard Stavin décide d'abandonner ses fonctions en 1989, convaincu que le département de la Justice a voulu tuer son enquête en refusant de poursuivre des cadres de MCA. À la suite de Marvin Rudnick, il rejoint le secteur privé. Dans un documentaire pour la télévision, Richard Stavin donnera son sentiment sur ce scandale : « Je crois que l'implication de MCA et de ses partenaires dans les affaires d'individus et d'entreprises dominés par la Mafia et notre incapacité à poursuivre ces affaires ne fut pas le fruit du hasard. Je crois qu'il s'agissait d'un effort organisé et orchestré de la part de certains individus à Washington pour maintenir une politique de non-intervention à l'égard de MCA[61]. » Le même procureur notera qu'il ne pouvait exister aucun « hasard » dans le fait que deux présidents de deux divisions majeures de MCA fassent des affaires en connaissance de cause avec la Mafia, « surtout quand on prend en compte l'histoire de MCA et comment elle débuta à Chicago »[62].

Le public n'est pas totalement laissé dans l'ignorance de ces deux enquêtes

fédérales tuées dans l'œuf en dix-huit mois. En novembre 1989, CBS News diffuse un reportage, intitulé *Hollywood and the Mob*[63], en faisant le récit. Cette diffusion rend furieux Lew Wasserman. En mars 1983, la commission judiciaire de la Chambre des représentants convoque Richard Stavin et Marvin Rudnick pour témoigner.

De manière évidente, ces péripéties judiciaires choquantes s'éclairent quand on admet que la relation entre MCA et les Reagan est quasi symbiotique, avec, en coulisses, la Mafia et ses différentes Familles. En décembre 1986, pour le 50e anniversaire de MCA, 1 300 invités de la politique et du show-business sont présents. Les époux Reagan envoient leurs vœux depuis la Maison Blanche par vidéo. Ronald Reagan rappelle qu'il sera bientôt au chômage et, sur un ton amusé et badin, demande par avance à son ami Lew Wasserman de lui trouver un nouvel emploi. Frank Sinatra gratifie aussi l'assistance d'une vidéo dans laquelle il chante *Lew's Champ* sur l'air de *The Lady is a Tramp*.

Un rapport accusateur ?

En juillet 1983, Ronald Reagan poursuit sa « guerre » contre le crime en confiant au juge Irving R. Kaufman la présidence d'une commission sur le crime organisé (*President's Commission on Organized Crime*, PCOC), afin de « casser le pouvoir de la pègre [*Mob*] en Amérique qui infecte tous les pans de notre société[64] ». Le Président a annoncé cette initiative lors de son discours du 14 octobre 1982 sur la « guerre au crime organisé ». La PCOC a pour mission de dresser un tableau complet, sur le plan national et région par région, du crime organisé aux États-Unis et doit proposer des recommandations pour améliorer sa répression. Le PCOC rend quatre rapports distincts : un rapport final, *The Impact : Organized Crime Today* (avril 1986) ; un rapport sur le monde syndical : *The Edge : Organized Crime, Business and Labor Unions*[65] (mars 1986) ; un sur la drogue : *America's Habit : Drug Abuse, Drug Trafficking, and Organized Crime* (avril 1986) ; et un rapport sur le blanchiment : *The Cash Connection : Organized Crime, Financial Institutions and Money Laundering* (octobre 1984). *The Impact* dresse un tableau sombre de l'infiltration de la criminalité organisée dans la vie économique et sociale des États-Unis, mais la question mafieuse est diluée dans un tableau large de la montée de formes nouvelles de criminalités organisées : gangs de motards, Mexican Mafia, Aryan Brotherhood, Black Guerrilla Family, Triades, Yakuzas, etc. Telle est la tactique, au demeurant, du ministre de la Justice William French Smith lorsqu'il est auditionné par la PCOC. Sans surprise, il se montre disert sur ces nouvelles organisations criminelles et fort elliptique à propos de la mafia italo-américaine. *The Impact* déçoit par ses « zones d'ombre », comme le diront la moitié des dix-huit membres de la commission. Certaines béances sont évidentes, comme le fait que Sidney Korshak n'a pas été auditionné et que son nom n'apparaît pas dans le rapport. Comment un tel « oubli » est-il encore possible ? Un des membres de la commission explique à

Dan E. Moldea, sous couvert d'anonymat, ce qui s'est produit au sujet de l'avocat mafieux :

> « C'est un sujet sensible. Korshak est bien apparu dans une série d'auditions et dans l'un des rapports de l'équipe. Mais il y a eu un désaccord à son sujet durant la vie de la commission… Plusieurs d'entre nous voulaient le mettre en lumière, en particulier en raison du rôle si important qu'il a joué lors des auditions à Atlantic City à propos du groupe Hilton. […] Il y a eu des forces qui ne voulaient pas que Korshak soit touché. Donc la commission s'est contentée de s'intéresser aux suspects habituels[66]. »

Quelles sont ces « forces » à l'œuvre ? Cet « oubli » est d'autant plus troublant et révélateur que le nom de l'ami du Président est cité lors de l'audition accablante du mafieux Jimmy Fratianno ; celui-ci explique comment Sidney Korshak est un associé de la Mafia. Sans compter, comme nous l'avons vu, que depuis les révélations de Seymour Hersh dans le *New York Times* en 1976, nul ne peut plus feindre d'ignorer les liens avec la Mafia de l'avocat. Parmi les membres de la commission, un groupe de cinq – qui se surnomme le *Gang of Five* – tente même d'obtenir une enquête séparée et spécifique sur lui qui aurait permis de mettre en lumière ses six décennies de travail au profit de la Mafia. Ils ne se rendent pas très populaires auprès de leurs collègues. La disparition du nom de Sidney Korshak dans le rapport final se joue lors d'une ultime réunion qui dure près de neuf heures. C'est donc un choix réfléchi, mais non consensuel. Le fait d'avoir laissé son nom en dehors du rapport n'est pas un accident mais un acte délibéré, obtenu probablement sous la pression de la Maison Blanche. Le silence de *The Impact* sur Sidney Korshak permet de blanchir implicitement sa réputation.

Mais l'administration Reagan se retrouve malgré tout en difficulté avec le rapport spécifiquement consacré au monde syndical, *The Edge*, qui retrace avec force détails un demi-siècle de son racket par la Mafia, soulignant les échecs et les failles gouvernementales dans la répression du phénomène. Le rapport se lit comme un livre de l'histoire syndicale et concentre son enquête sur quatre syndicats : International Brotherhood of Teamsters (IBT), Hotel Employees and Restaurant Employees Union (HEREIU), Laborers International Union of North America (LIUNA), et International Longshoremen's Association (ILA). Le diagnostic final est sans appel par sa clarté et quasi crépusculaire par sa noirceur quant à la pénétration de la Mafia dans ces syndicats. *The Edge* affirme ainsi que « corruption et Teamsters sont synonymes[67] » et « International Longshoremen's Association virtuellement un synonyme pour crime organisé dans le mouvement ouvrier[68] ». Les deux soutiens historiques et quasi uniques du Parti républicain depuis les années 1950 dans le monde syndical, les syndicats des camionneurs et des dockers, sont présentés comme hautement corrompus par la Mafia, qui y

puise « richesse, statuts et pouvoir ». Jimmy Hoffa et Roy Williams sont décrits comme étant « de manière incontestable des instruments directs du crime organisé »[69]. Roy Williams, devenu témoin fédéral, confirme le fait que « toutes les grandes sections locales ont un lien avec le crime organisé[70] », lui-même admettant avoir été sous le contrôle direct du chef de la Famille de Kansas City, Nick Civella. Le rapport affirme par ailleurs que Jackie Presser, le président en fonction des Teamsters au moment de la sortie du rapport, est lui aussi sous le contrôle de la Mafia, à qui il doit son élection. *The Edge* décrit aussi la prédation organisée par la Mafia sur le *Central States Pension Fund* des Teamsters grâce à Allen Dorfman et Bill Presser, le père de Jackie. Alors qu'un fonds de ce type n'investit que 5 à 10 % de ses capitaux dans l'immobilier, *The Edge* précise qu'il a toujours investi plus de 70 % de ses avoirs dans l'immobilier, qui plus est pour l'essentiel dans des hôtels-casinos de Las Vegas détenus en sous-main par la Mafia. *The Edge* se montre très pessimiste sur l'avenir des Teamsters, considérant la corruption au sein de ce syndicat comme indéracinable. Il demande instamment au ministère de la Justice de purger les Teamsters en engageant des poursuites civiles et pénales au moyen de la loi RICO.

The Edge sonne comme une critique des ministères du Travail et de la Justice pour n'avoir pas su ou voulu combattre l'influence mafieuse dans les syndicats, mais aussi comme une mise en cause cinglante des rapports coupables entre l'administration Reagan et les Teamsters. Le président de la commission se permet même dans un prérapport de critiquer explicitement ces liaisons dangereuses qui laissent planer un doute sur leur légalité. Face à ces critiques, le ministre de la Justice se sent obligé de convoquer une conférence de presse pour défendre la relation entre la Maison Blanche et les Teamsters. Par ailleurs, dès la sortie du rapport, une rumeur circule affirmant que le procureur fédéral pour le district sud de Manhattan, Rudolph Giuliani, prépare une opération contre le syndicat. Immédiatement, et en réponse, Jackie Presser lance une campagne de lobbying et de relations publiques pour l'en empêcher. Plus de 200 sénateurs et représentants du Congrès signent une pétition transmise au ministère de la Justice afin de contrecarrer ce projet. Cette réaction parlementaire massive et sans précédent démontre l'incroyable pouvoir des Teamsters sur la classe politique américaine. Comment s'en étonner ? Les élus dépendent en effet souvent du soutien des syndicats pour leur élection. En juin 1988, Rudolph Giuliani lance malgré tout une action contre le syndicat des Teamsters et les Familles de New York.

Réélection et ironie du sort…

Peu d'Américains en ont conscience, mais la campagne présidentielle de 1984 aurait pu avoir pour thème la Mafia, chacun des deux camps n'étant pas totalement clair sur le sujet. En effet, alors que la campagne pour la réélection approche, les maigres résultats de la « guerre à la drogue » et de la « guerre au crime organisé » deviennent des thèmes politiques. Par ailleurs, malgré des avertissements émanant du conseiller à la Maison Blanche Fred Fielding, un ancien du cabinet de Richard Nixon, Ronald Reagan et George Bush acceptent le soutien du syndicat des Teamsters, dont les liens avec la Mafia sont pourtant de notoriété publique. Le vice-président George Bush assiste à la convention annuelle du syndicat à Columbus ; Jackie Presser et George Bush s'affichent bras dessus, bras dessous, souriants. Le vice-président déclare : « Nous n'aurions pas pu être plus heureux » ; « Nous sommes très, très reconnaissants, je vous le dis, et nous travaillerons, travaillerons dur pour gagner la confiance de vos membres »[71]. Lorsqu'il est interrogé sur les investigations fédérales touchant Jackie Presser et les Teamsters, George Bush se contente de rappeler que tant que la culpabilité n'est pas démontrée, tout un chacun est présumé innocent ! Le sujet tourne court mais un autre front risque de s'ouvrir.

En effet, le magazine d'investigation de la chaîne CBS, *60 Minutes*, s'apprête à diffuser un reportage sur les liens de Lew Wasserman, Ronald Reagan, Paul Laxalt et Moe Dalitz avec la Mafia. L'enquête est centrée sur Paul Laxalt, qui dirige la campagne de Ronald Reagan, et doit être diffusée quelques semaines avant le vote final de l'automne 1984. À n'en pas douter, l'histoire peut influencer le cours de l'élection, à une époque où toutes les relations douteuses et croisées de Ronald Reagan sont encore largement inconnues du grand public. Les responsables de l'émission ont en théorie une politique stricte de confidentialité et de rigueur journalistique consistant à ne pas évoquer le fond des enquêtes à l'extérieur de la chaîne, et encore moins avec les cibles. Pourtant,

le directeur de CBS News, Donald Hewitt, enfreint la règle. Il en parle d'une part avec Nancy Reagan et d'autre part avec ses amis Edie et Lew Wasserman lors d'un dîner privé. Apprenant ces faits, le journaliste et producteur de *60 Minutes*, Lowell Bergman, s'indigne de cette violation manifeste de l'éthique journalistique. Quelques jours avant la date prévue de sa diffusion, en septembre 1984, le reportage est déprogrammé par Donald Hewitt, au prétexte que la chaîne est menacée de poursuites pénales par Paul Laxalt et que leur principal témoin, l'agent spécial du FBI Joseph Yablonsky, n'aurait pas respecté une promesse d'interview exclusive. Il semble plutôt que CBS n'ait pas voulu déplaire à un président des États-Unis, qui plus est en pleine croisade dérégulatrice dans les médias. Comme l'expliquera Lowell Bergman, « c'était la première fois de ma carrière que j'assistais à un cas d'autocensure[72] ».

Cependant, les démocrates sont pris à leur tour dans une polémique aux relents mafieux qui pollue et finalement déstabilise leur campagne électorale. Le candidat démocrate Walter Mondale choisit pour colistière Geraldine Ferraro, qui devient la première femme à figurer sur un ticket présidentiel. Le « *female factor* », comme les éditorialistes le nomment, n'est pas indifférent car Ronald Reagan a depuis toujours une vraie difficulté à capter l'électorat féminin (« *the gender gap* »). Toutefois, Geraldine Ferraro est une candidate vulnérable. Elle se retrouve en difficulté quand la presse affirme que ses parents, son beau-père, son mari et elle-même n'ont jamais cessé dans leur vie professionnelle d'être liés à la Mafia. Elle se défend activement, clamant son innocence et son indignation : « Je ne pensais pas qu'ils feraient cela à mon mari, à ma mère, à mon père, à ma belle-mère[73]. » Elle semble en effet se trouver au milieu d'une toile serrée et ancienne de liens mafieux. Il lui est reproché d'avoir eu pour apporteur de fonds lors de sa campagne électorale pour le Congrès en 1979 un certain Nick Sands, syndicaliste et repris de justice, dont le vrai nom est Dominick Santiago, qui n'est autre que le beau-fils du chef de Famille Carlo Gambino. Il l'aide à lever 300 000 dollars. Nick Sands n'arrive pas par hasard puisqu'il est présenté par le président de campagne de Geraldine Ferraro, Carmine Parisi, fils d'un capitaine de la Famille Genovese. Cependant, les attaques se concentrent surtout sur son mari, John A. Zaccaro, un entrepreneur dans l'immobilier, suspecté d'entretenir des relations d'affaires avec la Mafia à travers sa société P. Zaccaro Co. Il est question des Familles DeCavalcante et surtout Gambino – avec son chef, Aniello Dellacroce, et les capitaines Joseph LaForte et Robert DiBernardo ; ce dernier est un ponte de la pornographie qui disparaît en 1986, probablement assassiné par John Gotti. Geraldine Ferraro est aussi accusée d'avoir accepté une contribution financière de Michael LaRosa, un repris de justice pour racket dans le monde syndical. Il est décrit par la justice comme un associé des Familles de

New York et un lien avec les syndicats. Michael LaRosa est aussi une relation d'affaires ancienne du père de son mari, Philip Zaccaro, remontant aux années 1950. Il a été associé en affaires, dans l'immobilier et l'habillement, dès 1936 avec les frères Giuseppe « Joe » et Salvatore Profaci, le premier étant chef de la Famille de New York portant son nom qui prendra plus tard celui de Famille Colombo. Philip Zaccaro sert de témoin de moralité à Salvatore Profaci pour l'obtention de la nationalité américaine, puis pour la délivrance d'un port d'arme.

Les révélations de la presse tuent littéralement la candidature Ferraro, les républicains n'ont même pas besoin d'en faire un argument de campagne. Cependant, pour que Ronald Reagan ne soit pas accusé d'être inactif contre la Mafia, le département de la Justice a le bon goût de poursuivre onze mafieux de la Famille Colombo une semaine avant le vote de novembre 1984. Toutefois, les circonstances réelles de ces opportunes « révélations » de la presse s'éclaircissent, sur le tard, avec la publication en 2020 du livre de l'un des soutiens de la campagne de Ronald Reagan, John B. Roberts II : *Reagan's Cowboys*[74]. L'auteur affirme que les « révélations » de la presse proviennent pour partie d'une enquête secrète destinée à déterrer tous les faits pouvant salir la colistière démocrate. Ce travail d'enquête secret, dit d'« *opposition research* », est ordonné par une Nancy Reagan vindicative qui ne supporte pas les attaques de Geraldine Ferraro contre son mari et qui perçoit le danger de cette candidature féminine. L'équipe de campagne de Ronald Reagan est au départ mise sur la piste mafieuse par un vrai connaisseur de la vie politique américaine et des questions liées à la Mafia : l'avocat mafieux Roy Cohn, mentor d'un jeune promoteur immobilier de New York, Donald Trump, un duo dont nous reparlerons. John B. Roberts II raconte cette opération réussie avec une certaine candeur puisqu'il explique qu'une Geraldine Ferraro élue vice-présidente aurait pu être soumise à un chantage de la part de la Mafia ; il semble donc ignorer les affinités de Ronald Reagan avec ce même univers. Dans les années suivantes, la presse documentera plus encore les liens mafieux des époux Ferraro, mettant ainsi définitivement fin à la carrière politique de Geraldine.

Dans son autobiographie, elle avait pourtant expliqué qu'au tout début de sa carrière le procureur de New York, Frank Hogan, devenu célèbre pour son acharnement à lutter contre la Mafia durant trois décennies à partir des années 1940, avait refusé sa candidature dans son service car, jeune mariée, elle risquait de tomber rapidement enceinte. Cette discrimination fondée sur le sexe aurait développé sa fibre féministe, l'incitant à s'engager en politique. Au vu de ce que l'on apprendra plus tard sur ses liens familiaux et personnels avec la Mafia, il est fort possible que le procureur Frank Hogan ait en réalité renoncé à l'embaucher,

non par sexisme, mais plutôt par conscience de la vulnérabilité mafieuse de la jeune juriste. Quoi qu'il en soit, Geraldine Ferraro écartée, Ronald Reagan est aisément réélu.

Comme le souligne Dan E. Moldea[75], tous les aspects de la vie de Ronald Reagan, de sa carrière d'acteur à celle de politicien en passant par ses succès financiers, auront été conduits et dirigés par Lew Wasserman et MCA, une société qui, avec l'aide de la Mafia, aura été la force la plus puissante et la plus intimidante de l'industrie du divertissement des années 1940 jusqu'en 1995, date de son rachat par la société Seagram détenue par Samuel Bronfman Jr ; il est au demeurant ironique de relever que la famille Bronfman n'est pas sans lien, elle aussi, avec la Mafia, puisque le père de Samuel Bronfman Jr débute son enrichissement par le trafic d'alcool durant la Prohibition en relation avec l'*Outfit* et ses associés, dont Moe Dalitz. Le monde des nouvelles élites économiques est décidément petit. Il est symptomatique que la première invitation à déjeuner qu'accepte Ronald Reagan après son départ de la Maison Blanche en 1989 vienne de son ami Lew Wasserman, l'homme par qui tout a commencé et fini. Ronald Reagan meurt le 5 juin 2004 et, selon ses thuriféraires et contre toute analyse objective, il entre dans l'histoire comme le héros du conservatisme qui aura précipité la défaite du système communiste à l'Est. Cependant, avec plus de certitude mais de manière plus invisible, sur la scène intérieure, Ronald Reagan n'aura peut-être été toute sa vie qu'*un acteur*, d'abord de second rang à Hollywood, puis de grand talent en politique : un homme récitant des dialogues et interprétant des scénarios écrits par d'autres, obéissant à des producteurs et des réalisateurs restant dans l'ombre, derrière les caméras. L'histoire réelle de Ronald Reagan n'est pas celle que les historiens racontent. L'une des biographies les plus influentes sur Ronald Reagan, écrite par le journaliste du *Washington Post* Lou Cannon, *President Reagan, The Role of a Lifetime*[76], passe ainsi sous silence tous les aspects les plus problématiques de sa vie dans ses rapports avec MCA, Jules Stein, Lew Wasserman, Sidney Korshak et la Mafia. Mais ce poids de la légende au détriment des faits est-il si étonnant ? Ronald Reagan est le fruit d'une usine à rêves et à illusions. Aux États-Unis, c'est Hollywood qui écrit l'histoire officielle. Et Hollywood sait que l'histoire que l'on écrit est parfois différente de la réalité. Qu'est-ce qu'un acteur, sinon un professionnel payé pour mentir en donnant l'illusion de la vérité ? Dans l'un des plus grands films du XX^{e} siècle, réalisé par John Ford en 1962, *L'homme qui tua Liberty Valance*, James Stewart interprète le rôle du sénateur des États-Unis Stoddard, qui se voit asséner par un journaliste cynique une terrible vérité : « On est dans l'Ouest, ici. Quand la légende dépasse la réalité, alors on publie la légende[77]. » Surtout quand la réalité est insupportable et la légende *glamour*…

Gary Hart, successeur putatif, victime d'un complot de la Mafia ?

Après deux mandats, Ronald Reagan ne peut plus se représenter, et la victoire paraît tout acquise au candidat démocrate Gary Hart. Pourtant, ce dernier perd une élection présidentielle qui lui tendait les bras. En effet, en 1988, les républicains gagnent moins l'élection présidentielle que les démocrates ne la perdent. Que s'est-il passé ?

En 1987, le sénateur du Colorado Gary Hart se lance pour la seconde fois dans la course à l'investiture du Parti démocrate pour les élections présidentielles de l'année suivante ; battu quatre ans plus tôt par Walter Mondale aux primaires, il espère cette fois mener la candidature démocrate face à George Bush, le vice-président de Ronald Reagan durant deux mandats, et désormais candidat du Parti républicain. Jeune, beau, cultivé, marié et père de famille, Gary Hart semble avoir toutes ses chances pour l'emporter. La presse et les sondages le donnent favori face au pâle George Bush. Les journalistes le qualifient de « *front runner* » (« la tête de peloton »). Celui qui a commencé sa carrière politique comme bénévole aux côtés de John F. Kennedy lors de la campagne présidentielle de 1960 est souvent décrit comme son successeur. Mais le conte de fées dérape rapidement. Quelques jours après l'annonce de sa candidature, le 13 avril 1987, la presse commence déjà à le dépeindre, non sans raison, en séducteur impénitent (« *womanizer* »). Puis, le 3 mai 1987, un article du *Miami Herald*, disant bénéficier d'un renseignement anonyme, affirme que Gary Hart entretient des relations sexuelles avec un mannequin du nom de Donna Rice, âgé de 29 ans. Son épouse le soutient, niant qu'il y ait eu un adultère. Des photos sont publiées le montrant avec la jolie blonde sur un yacht de luxe au nom prédestiné, le *Monkey Business* (« manigances », « bêtises »). Le sénateur tente de se défendre au nom du respect de la vie privée. Mais l'Amérique est devenue plus puritaine que jamais, et les journalistes n'hésitent plus à révéler au grand public les dessous de la vie privée des politiciens. Ils se sont transformés en

gardiens de la morale publique et de la vertu privée. Le 8 mai, au bout de vingt-six jours de campagne, Gary Hart décide d'abandonner la course aux présidentielles. Ce renoncement marque un tournant dans la vie politique américaine.

Avec le recul, il est intéressant de s'interroger sur l'origine de cette affaire. Gary Hart est objectivement victime de sa légèreté et de ses imprudences. Ce don Juan, qui aime s'afficher avec ses amis fêtards Warren Beatty et Jack Nicholson, a manifestement pris des risques inconsidérés confinant presque à une forme « d'autodestruction politique » comme l'écrira la journaliste Gail Sheehy dans un long portrait pour le magazine *Vanity Fair*[78]. Mais l'explication par la psychologie est insuffisante. L'hypothèse d'une entreprise programmée de destruction de la campagne de Gary Hart ne peut être écartée. En effet, il n'est pas un candidat ordinaire pour les sujets touchant aux arcanes les plus sombres de l'Amérique : la Mafia, l'assassinat de John F. Kennedy et le rôle des services de renseignement américains. Sans oublier le fait que Gary Hart est un opposant majeur au soutien apporté par les États-Unis aux *Contras* du Nicaragua, via les opérations de livraison d'armes de la CIA (Irangate). Un retour en arrière s'impose.

En 1975, le sénateur Church alors en pleine enquête, comme nous l'avons vu, sur les activités illégales des services de renseignement (CIA, FBI, National Security Agency (NSA), etc.), confie un sous-comité à ses collègues sénateurs Richard Schweiker et Gary Hart afin qu'ils s'intéressent à l'action des services de renseignement dans l'enquête sur l'assassinat de John F. Kennedy. La commission Church a soulevé trop de sombres questions dans l'opinion publique sur la conduite du gouvernement depuis les années 1960 pour que le sujet central de la mort de John F. Kennedy reste dans l'ombre. Gary Hart explique qu'il sort troublé de ce qu'il voit ; il déclare ainsi le 1er mai 1976 : « Je ne pense pas que vous puissiez voir les choses que j'ai vues et vous asseoir dessus[79]. » Les deux sénateurs sont convaincus que cet assassinat est le fruit d'une conspiration mafieuse, peut-être menée avec des agents de la CIA hors contrôle, et que des agences fédérales ont ensuite organisé un grand enfouissement des preuves. Ils sont déconcertés par le profil de Lee Harvey Oswald, qu'ils suspectent d'avoir travaillé pour la CIA ou le FBI. Ils demandent donc la création d'une commission d'enquête consacrée à l'assassinat de Kennedy. L'acharnement des deux sénateurs conduit à la création du HSCA en 1975. En 1985, Gary Hart publie un roman à clé, *The Double Man*[80], avec son collègue William S. Cohen, dans lequel il dépeint un sénateur honnête, Tom Chandler, qui s'acharne à vouloir rouvrir l'enquête sur l'assassinat de JFK, convaincu de l'implication de la Mafia et des mensonges de la CIA et du Pentagone ; ce qui précipitera sa

chute. Par ailleurs, lors de ses deux campagnes aux primaires démocrates dans les années 1980, Gary Hart ne cache pas sa volonté, une fois élu président des États-Unis, de relancer l'enquête sur la mort de John F. Kennedy, en particulier en ouvrant complètement les archives de la CIA, spécialement celles en relation avec la Mafia. Il veut réexaminer le rôle qu'ont pu jouer Santo Trafficante, Johnny Roselli et Sam Giancana. Il dénonce aussi la corruption de l'administration Reagan, ce qu'il nomme le « *sleaze factor* » (le « facteur louche » ou « sinistre »), faisant allusion à la question mafieuse. Excédé, Santo Trafficante aurait déclaré : « Nous avons besoin de nous occuper de ce fils de pute[81]. »

Or, Gary Hart est un homme vulnérable : ce séducteur et fêtard est un habitué du Turnberry Isle Resort, un petit paradis situé au nord de Miami, fréquenté par les célébrités du sport, du divertissement, les millionnaires, les politiciens mais aussi des trafiquants de drogue[82]. Le manager de l'île est un certain Don Soffer, et aussi le propriétaire du *Monkey Business* qui sera fatal au sénateur. La clientèle du Resort consomme de la drogue et des prostituées de luxe, surnommées les *Donnie's girls*. La mannequin Donna Rice est l'une d'elles, une prostituée de luxe intermittente ayant vécu avec un trafiquant de cocaïne condamné à dix ans de prison. La responsable des *Donnie's girls* est Lynn Armandt, dont le mari, associé du célèbre trafiquant de drogue de Miami Ben Kramer, disparaîtra et dont le corps ne sera jamais retrouvé. Seul son véhicule le sera, criblé de balles et moucheté de taches de sang, avec dans la boîte à gants le numéro de téléphone de Ben Kramer. Les agents fédéraux perquisitionnent en août 1987 son domicile et découvrent dans son coffre-fort le manuscrit des premiers discours pour les primaires de Gary Hart. Un mystère qui ne sera pas résolu, mais qui questionne.

Quoi qu'il en soit, il est évident que Gary Hart s'expose dans un milieu interlope et criminogène, qui plus est au cœur du territoire de Santo Trafficante, la Floride ! Turnberry Isle Resort est de notoriété publique identifié comme un territoire mafieux. La question n'est plus alors de savoir si les mafieux ont eu vent de ses imprudences extraconjugales, mais s'ils ont ou non saisi l'opportunité qui s'offrait à eux de compromettre le sénateur. Connaissant le goût de Gary Hart pour les jeunes femmes, il est plausible que la Mafia ait manigancé la « rencontre » avec Donna Rice, puis en ait informé le *Miami Herald*. Non que la Mafia ait eu une préférence pour les républicains au détriment des démocrates – nous savons que l'idéologie ne soucie pas les mafieux –, mais l'arrivée au pouvoir d'un homme trop curieux, quelle qu'ait été son étiquette, est un risque excessif, voire inenvisageable. L'histoire politique du pays peut donc exiger un léger *ajustement.* L'écrivain Roger Morris est

convaincu de la destruction organisée de Gary Hart : « Certains de ceux impliqués dans le week-end à Miami de Hart se sont révélés avoir des liens avec le crime organisé et le trafic de cocaïne et, par cercles concentriques, avec des boss des syndicats [Mafia] juifs et italiens, qui eux-mêmes possédaient des liens avec la communauté du renseignement datant de la baie des Cochons et auparavant[83]. »

Sans vouloir se victimiser, Gary Hart expliquera des années plus tard le « scandale Donna Rice » : « Je pense avoir signé ma condamnation à mort quand j'ai parlé de cela [l'affaire Kennedy]. Je n'en ai pas pris conscience à l'époque… mais je pense que ce qui m'est arrivé en 1987 fut un pur traquenard. Je pense que ce que les gens ont découvert alors c'est que vous pouviez assassiner quelqu'un sans utiliser une balle[84]. » Sur le moment, Gary Hart ne tente pas d'expliquer sa déconvenue par l'hypothèse d'un piège mafieux car il se sait inaudible. Par ailleurs, la preuve d'une telle opération est en toute hypothèse difficile à apporter. Il se montre prudent car il ne veut pas passer pour un « complotiste ». Il affirmera avoir reçu des renseignements après coup, suggérant une implication de la Mafia dans le déclenchement du scandale. Comme le dit l'écrivain David Talbot, le plus troublant est que Gary Hart a peut-être raison[85]. Le sénateur du Colorado aura été l'une des personnalités de Washington parmi les plus agressives pour faire émerger la vérité sur l'assassinat de JFK et il n'est donc pas impossible que de puissantes forces aient décidé en coulisses d'y mettre fin, définitivement, par *un assassinat journalistique*. La méthode est moins violente, mais tout aussi efficace et plus discrète. La scène et l'arme du crime portent un nom au-dessus de tout soupçon : la liberté de la presse… De manière visionnaire, dans *The Double Man*, la chute du sénateur Chandler ne débute-t-elle pas par une campagne de presse calomnieuse ?

Gary Hart écarté, George Bush est élu, devenant le 41^{e} président des États-Unis (1989-1993). Son fils sera quant à lui le 43^{e} (2001-2009). La dynastie Bush a suscité des interrogations quant à certains aspects de ses intérêts dans le monde du pétrole, de la finance ou de l'armement, aux États-Unis et à l'étranger. Cependant, rien qui ne concerne directement la Mafia. En revanche, la situation de Bill Clinton, qui succède à Bush père en 1993, est moins claire sur ce sujet.

8
Bill Clinton, un progressiste en eaux troubles

« Lew [Wasserman] m'a aidé à devenir président, et il m'a aidé à rester président[1]. Il m'a aidé à devenir un meilleur président, et il ne m'a jamais rien demandé en retour. »

Bill Clinton

Hot Springs, l'autre capitale du vice

L'évocation d'un « arrière-monde » caché pour William Jefferson « Bill » Clinton semble d'autant plus nécessaire que le 42e président des États-Unis en réalise lui-même l'aveu à la célèbre stagiaire de la Maison Blanche Monica Lewinsky, en 1997. Un rapport du FBI rapporte ainsi, en paraphrasant les propos de la jeune femme : « Le Président a dit que dès sa jeunesse, il fut un bon garçon avec sa mère et son beau-père, mais qu'il commença aussi à raconter des histoires et à mener une vie secrète[2]. » Bill Clinton naît en Arkansas à Hope en 1946, puis est élevé à partir de 1953 à Hot Springs, une ville décrite comme « la capitale oubliée du vice[3] » aux États-Unis. De sa fondation jusqu'au début des années 1970, cette petite ville est en effet autant connue pour la qualité de ses eaux et de ses spas que pour être un centre d'activité majeur du jeu illégal, de la prostitution, de la corruption politique et de la fraude électorale ; le tout dans une ambiance d'hypocrisie religieuse, puisque l'on se trouve au cœur de la *Bible Belt*, en l'occurrence de la foi baptiste. Une légende savamment entretenue veut que les activités criminelles locales aient été gérées par des gangsters du cru, la Dixie Mafia, sans ingérence de la mafia italo-américaine. Dans son autobiographie, *My Life*, Bill Clinton propage cette représentation inexacte, en tenant un curieux raisonnement : « De manière ironique, parce que c'était illégal, la Mafia n'a jamais pris le contrôle des jeux d'argent à Hot Springs ; à la place nous avions nos propres boss[4]. » La réalité est fort différente, une des figures marquantes du crime organisé de la ville est Owney Madden, un gangster new-yorkais exilé à Hot Springs, en 1935, lié aux Familles de New York, et une relation de Lucky Luciano. Il est associé durant de nombreuses années avec Joe Kennedy dans le trafic d'alcool durant la Prohibition. Sous la houlette de la Mafia, Owney Madden a dirigé le fameux Cotton Club de Harlem, à New York. À Hot Springs, il devient plus que le boss du crime organisé : il en est aussi une force politique dont le pouvoir corrupteur s'étend jusqu'à la capitale de l'État,

Little Rock, et ses gouverneurs successifs. Hot Springs est une sorte de « ville ouverte » à tous les mafieux qui viennent s'y reposer et jouer. La Famille de Chicago, toujours en pointe dans le jeu illégal, comme le montre son emprise sur Las Vegas, ne peut s'en désintéresser. Par ailleurs, l'Arkansas est limitrophe de la Louisiane, et se situe donc naturellement sur le territoire criminel de la Famille de La Nouvelle-Orléans dirigée par Carlos Marcello jusqu'à sa mort, en 1993. Hot Springs est un peu la Genève des mafieux : un lieu de repos où les barons du crime se rencontrent. Beaucoup, à l'image d'Al Capone, y ont leurs habitudes de villégiature. Les casinos illégaux de la ville génèrent des revenus si importants que ses promoteurs politiques et criminels caresseront toujours l'espoir de concurrencer Las Vegas. En réalité, Hot Springs est la première ville d'Amérique du Nord pour le jeu illégal. Ainsi, l'Arkansas où grandit Bill Clinton est un État pauvre, dirigé en sous-main par une oligarchie prédatrice au sein de laquelle s'entremêlent les intérêts de politiciens souvent corrompus, du *big business* et de gangsters plus ou moins sous influence de la Mafia. L'État ressemble à un pays du tiers-monde dans lequel les élites politiques et économiques vivent dans une symbiose corruptrice, grâce au règne d'un quasi-parti unique, le Parti démocrate. L'État où Bill Clinton passe les premières décennies de son existence n'est donc pas un territoire banal.

Il n'a pas connu son père biologique, est élevé par sa mère, Virginia Blythe, et Roger Clinton, un beau-père alcoolique, violent avec sa famille, joueur invétéré, qui se livre à de multiples activités en marge de la loi : tenancier un temps d'une table de craps truquée, propriétaire de machines à sous et bookmaker, trafiquant d'alcool avec le père de Virginia[5]. À l'âge de 4 ans, Bill Clinton et ses parents s'installent à Hot Springs. D'une certaine manière, il est le fruit de cette ville réputée pour ses mœurs corrompues. Roger Clinton et Virginia Blythe sont des habitués des night-clubs et casinos de la ville. Dans tous ces lieux, passé un élégant rideau, s'étalent les tables de jeu et les machines à sous. Tous les soirs et les week-ends, ou presque, les époux Clinton fréquentent ces endroits et, parfois, Virginia monte sur scène pousser la chansonnette. Leur temps libre est consacré aux disputes, à la boisson, au jeu et aux paris sur les courses de chevaux. On comprend mieux comment Virginia développe des relations nombreuses et amicales dans le monde des gangsters de Hot Springs, comme elle le reconnaît dans ses Mémoires : « C'était un endroit où les gangsters étaient cool, et les règles faites pour être détournées, et l'argent et le pouvoir – peu importe la manière dont vous les obteniez – étaient la seule mesure d'un homme[6]. » De cette immersion empathique dans ce monde interlope, elle conservera longtemps des amitiés puisqu'elle obtiendra de son fils, devenu président, un pardon au profit de Jack Pakis, en avril 1995, un

homme condamné à deux ans de prison pour jeu illégal après une vaste opération du FBI en 1972 ; il détenait des parts dans le Southern Club, le casino préféré d'Al Capone, dit-on, là où Virginia aimait tant se distraire.

Roger Clinton est un temps gérant d'une concession de véhicules Buick à Hope, mais il fait faillite car ses revenus sont engloutis dans l'alcool et le jeu. Il vit ensuite grâce à son frère aîné Raymond, qui l'embauche dans sa propre concession Buick, cette fois à Hot Springs ; c'est même l'oncle Raymond qui finance en secret la maison familiale. Sa concession est un lieu de rencontre pour les puissants de la ville, les membres de l'oligarchie politique et économique. Raymond est au demeurant plus qu'un simple vendeur de voitures à succès puisqu'il investit aussi dans l'immobilier, dans des magasins d'alcool et de multiples autres entreprises. Cependant, sa fortune ne s'explique pas seulement par son entregent et ses affaires respectables : il gère aussi des machines à sous. Celles-ci sont disposées dans les arrière-salles de sa concession et de ses autres commerces et sociétés. Il est difficilement concevable à cette époque qu'il ait pu mener des opérations importantes dans les machines à sous sans l'accord de la Mafia, surtout sur le territoire de Carlos Marcello. Si aucune preuve tangible de ce lien direct n'est apparue, la question demeure. Par ailleurs, Raymond Clinton fait aussi du trafic d'alcool. Ses liens avec le crime organisé sont réels selon le FBI et le bureau du shérif du comté de Garland, tout comme sa proximité avec le Ku Klux Klan. L'écrivain Roger Morris affirme qu'il fut « un proconsul de la pègre à Hot Springs[7] ». Sa double vie d'homme d'affaires et de bandit est, semble-t-il, un secret de polichinelle. Lorsque sa maison est visée par une bombe incendiaire, ses voisins ne doutent pas qu'il faut en chercher la cause dans ses relations obscures au sein du crime organisé et/ou du Ku Klux Klan. Raymond est un homme puissant en Arkansas, naviguant en eaux troubles, entretenant de nombreuses relations politiques. Ses amitiés dépassent la seule ville de Hot Springs puisqu'il soutient le sénateur de l'État, John McClellan, et le gouverneur ségrégationniste d'Alabama, George Wallace.

L'oncle de Bill devient au fil des années une sorte de père de substitution pour le jeune garçon. Autant le beau-père Roger est faible, autant l'oncle Raymond se montre déterminé. Grand, bel homme, agressif et sûr de lui, il est l'homme de la puissance financière et politique. À toutes choses égales par ailleurs, il joue un rôle de parrain comparable à celui de Charles Dutz Murret avec son neveu Lee Harvey Oswald. Avec Bill, il se montre dès le départ attentif et affectueux, le traitant comme son neveu favori, le protégeant des abus d'alcool et de la violence de Roger. En famille, comme bientôt en politique, Bill Clinton se tourne vers l'oncle Raymond afin d'obtenir aide et protection. Devenu gouverneur de l'Arkansas, Bill Clinton y fera souvent référence comme la

présence masculine la plus significative de sa jeunesse. Il est probable que Raymond Clinton discerne tôt chez son neveu des aptitudes politiques. Aussi embarrassé qu'ait pu être le jeune homme par le racisme et le gangstérisme de son oncle, il n'en demeure pas moins que son soutien s'avère important lors de ses débuts en politique. Raymond l'aide à éviter l'enrôlement comme conscrit lors de la guerre du Vietnam grâce à ses relations politiques. Il l'aide surtout à financer ses premières campagnes électorales en Arkansas, d'abord lors de sa tentative avortée pour se faire élire représentant au Congrès (1974), puis pour être élu brièvement procureur (1976), une fonction dans laquelle Bill Clinton ne se fait pas remarquer pour son agressivité contre le crime organisé, et surtout, ensuite, comme gouverneur de l'Arkansas à cinq reprises à partir de 1978.

En 1974, l'oncle Raymond joue un rôle crucial pour lancer la carrière du jeune Bill Clinton. Sa maison de Fayetteville devient le quartier général de la campagne. Il se porte garant auprès de la First National Bank de Hot Springs afin que son neveu obtienne un prêt personnel de 10 000 dollars, une somme alors importante. Cette année-là, parmi les apporteurs de fonds, il y a aussi un ex-associé et ami de Roger Clinton, Gabe Crawford, qui, en plus d'être le propriétaire d'une chaîne de pharmacie, est bookmaker et détenteur, lui aussi, de machines à sous. Comme le dit Virginia, Raymond et Gabe Crawford cumulent à eux deux une impressionnante connaissance de la vie politique locale[8], ce qui en fait de précieux conseillers. Cependant, la mère de Bill précise que Raymond décide de rester en coulisses lors de la campagne, afin de ne pas apparaître[9]. Mais est-ce bien la seule raison ? L'argent récolté, 50 000 dollars, donne au neveu un avantage considérable face à ses opposants démocrates pour les primaires : il dispose de sept fois plus de fonds que son concurrent direct ! Il remporte ainsi les primaires aisément (70 %), l'argent a fait la différence. Il perd malgré tout l'élection générale (48,5 %), mais cette première tentative montre qu'il peut, grâce à sa famille et ses amis, mobiliser des sommes importantes. En effet, il a amassé presque 181 000 dollars, soit la somme la plus importante jamais collectée pour une élection à la Chambre des représentants en Arkansas, le vainqueur républicain n'ayant pu en mobiliser, lui, que 97 000. L'origine des fonds levés par l'oncle pose question : une partie provient-elle d'activités criminelles et mafieuses ? Nul ne le sait. Cependant, il est avéré que, lors de ces élections, le candidat bénéficie à chaque fois des généreuses contributions de l'oligarchie locale : banquiers, gros fermiers, pétroliers, avocats, promoteurs immobiliers, industriels, etc.

La Dixie Mafia n’est pas la Mafia… mais

Il y a aussi parmi les financeurs des campagnes électorales un ami très proche des époux Clinton, un négociant en produits financiers, le millionnaire Dan Lasater. Du moins, sa profession n’est-elle qu’une facette, et peut-être même qu’une façade, pour des opérations de trafic international de cocaïne, de blanchiment d’argent sale et de courses de chevaux truquées, depuis les années 1970. Dan Lasater rentre en contact avec les Clinton via Virginia. Ils se rencontrent dans les hippodromes, où ils parient sur les courses de chevaux. En 1979, elle présente Dan Lasater à son fils cadet, Roger, puis à Bill. Il devient rapidement un soutien affiché de Bill et un habitué de la résidence du gouverneur, où il se comporte comme un membre de la famille. Bill lui rend fréquemment visite dans sa société de courtage, Lasater & Company. Dan invite le gouverneur à des soirées où la cocaïne ne manque pas et où les jeunes femmes sont « disponibles », il prête aux époux Clinton son avion privé pour leurs déplacements professionnels, et contribue aux campagnes électorales en offrant des centaines de milliers de dollars. Cependant, il bénéficie de millions de dollars de contrats publics de l’État de l’Arkansas et est riche au point de pouvoir acheter une station de ski au Nouveau-Mexique, en 1984, pour 20 millions de dollars, en utilisant au passage le nom de Bill Clinton, avec son autorisation, pour en assurer la promotion commerciale. Mais l’homme d’affaires est aussi depuis longtemps sous le coup d’une enquête fédérale en Arkansas et dans divers autres États (Nevada, Kentucky, Nouveau-Mexique) pour trafic international de cocaïne et blanchiment à travers sa société de courtage de produits financiers. Au milieu des années 1980, il est cité par des torrents d’informateurs pour ses activités criminelles. Il se vante également de truquer des courses de chevaux, et il se rend souvent à Las Vegas où il blanchit de l’argent de la manière la plus traditionnelle : il perd de grosses sommes en liquide dans les casinos puis les regagne « miraculeusement » avec un bonus.

Au final, Dan Lasater est condamné en 1986 à trente mois de prison pour trafic de cocaïne, une peine très faible au regard de l'ampleur de ses activités criminelles. Il est vrai que l'enquête a suivi dès le départ un cours étrange. À l'étonnement des enquêteurs, les investigations se sont limitées au trafic de drogue, évitant d'autres sujets au moins aussi compromettants : les faits de blanchiment, la question des relations amicales, du train de vie et des générosités financières. Lorsqu'un journaliste local demande au procureur fédéral, George Proctor, en octobre 1986, s'il existe un lien entre Dan Lasater et le crime organisé, l'*Attorney* répond rapidement : « aucun », et ce, contre toute raison. Le même procureur, interrogé sur l'implication de Bill Clinton dans cette affaire, répond de manière tout aussi laconique et peu convaincante : « pas du tout »[10]. Lasater ne purge au final que six de ses trente mois de prison car il est gracié par le gouverneur Bill Clinton en 1990, un mois après sa dernière réélection à ce poste. Cette grâce est un signal clair envoyé au monde des affaires : Dan Lasater peut revenir dans l'oligarchie de l'État de l'Arkansas, ce que l'intéressé s'empresse de faire. Évidemment, les époux Clinton ne cesseront de vouloir réécrire l'histoire au fil des années en expliquant, à mesure du resserrement de l'étau judiciaire et médiatique sur leur ami, combien leurs relations étaient en réalité lointaines. Un exemple parmi d'autres du rapport souple et distancié de Bill et Hillary avec la vérité.

Les activités criminelles de Dan Lasater s'inscrivent dans un contexte particulier. À partir des années 1980, l'Arkansas devient « une petite Colombie », un épicentre du trafic international de cocaïne. L'État est miné de l'intérieur par une narco-corruption endémique, protégée aux plus hauts niveaux de responsabilité. L'expression de « narco-État » n'est pas exagérée, tant la corruption née du trafic de la drogue y est répandue. C'est ainsi que l'un des principaux trafiquants de l'Arkansas est un procureur local, Dan Harmon, qui, tout en exerçant ses fonctions (de 1979 à 1980, puis de 1991 à 1996), est à la tête d'un vaste réseau de trafic international de drogues et de racket, faits pour lesquels il est tardivement condamné à dix ans de prison ; il dirige aussi une équipe de tueurs, mais ces faits resteront impunis. Selon le journaliste Ambrose Evans-Pritchard, Dan Harmon et Bill Clinton participent ensemble à des soirées « galantes » avec consommation de cocaïne, ressemblant à des « orgies babyloniennes »[11]. Dan Harmon est représentatif de ce que l'on nomme la Dixie Mafia, soit un ensemble de réseaux et de groupes souples et indépendants d'origine sudiste, exerçant au Texas, en Louisiane, en Géorgie, au Mississippi, en Alabama et en Arkansas. La Dixie Mafia est plus un concept qu'une organisation, mais l'expression permet de comprendre que les trafiquants de drogue font partie des élites ou sont protégés par des membres de l'oligarchie[12].

Autrement dit, en Arkansas, à l'époque où le procureur puis gouverneur Bill Clinton exerce ses mandats, il existe une relation quasi symbiotique entre le monde des trafiquants de drogue, la Dixie Mafia et les élites politiques. Comme le décrit Ambrose Evans-Pritchard[13], le milliardaire de l'Arkansas Don Tyson, l'un des financiers et mentor historique des époux Clinton, est un représentant de cette Dixie Mafia, ayant fondé une partie de sa fortune à partir des années 1970 dans le trafic de stupéfiants et les courses de chevaux truquées. Véritable baron de la drogue, il ne sera jamais inquiété en raison de son pouvoir sur les autorités politiques et judiciaires de l'Arkansas.

À l'image de Dan Harmon ou de Don Tyson, Dan Lasater est lui aussi représentatif de cette Dixie Mafia. Les mystères l'entourant, son amitié avec Bill Clinton et la raison pour laquelle l'Arkansas s'enracine dans les années 1980 comme un État clé dans le trafic international de cocaïne, s'expliquent peut-être en partie par une affaire d'État : l'*Irangate*. Sans évoquer ici longuement ce scandale géopolitique tentaculaire éloigné de notre sujet, il faut rappeler que l'Arkansas sert alors de base arrière pour les transferts d'armes orchestrés par la CIA au profit des *Contras* au Nicaragua, ainsi que leur entraînement militaire. L'Agence utilise entre autres les services d'un pilote de talent, Barry Seal. Son avion part chargé d'armes depuis la petite ville de Mena en Arkansas et revient ensuite d'Amérique centrale et du Sud avec la cocaïne de Colombie (cartel de Medellín), en toute impunité. Ce trafic couvert par l'Agence fait de Barry Seal un importateur majeur de cocaïne aux États-Unis. Selon le procureur de Louisiane, ce sont ainsi pour 3 à 5 milliards de dollars de cocaïne qui sont importés aux États-Unis en quelques années. Dan Lasater connaît Barry Seal et participe à l'opération au profit des *Contras*. Bill Clinton ne peut ignorer les opérations fédérales de la CIA et de Barry Seal menées dans son État. Il est même probable qu'il ait été lui-même impliqué.

La familiarité des époux Clinton avec Dan Lasater s'étend même à l'échange de collaborateurs. En 1984, Lasater embauche Patsy Thomasson, une assistante de Bill Clinton. Tout en devenant sa collaboratrice au sein de sa société de courtage, elle conserve son poste au sein de la puissante *Highway Commission* de l'Arkansas. Elle accompagne souvent Dan Lasater lors de ses déplacements professionnels et devient présidente et membre du conseil d'administration de nombre de ses sociétés ; elle est ainsi la responsable directe de Angel Fire, la société d'aviation du groupe, suspectée de participer au transport de drogue. Après sa condamnation en 1986 pour trafic de stupéfiants, Dan Lasater lui délègue ses pouvoirs dans la gestion de ses affaires. Elle ne sera jamais inquiétée par la justice, mais sa proximité avec Lasater aurait pu freiner sa carrière politique. Il n'en est rien puisqu'elle est choisie comme directrice exécutive du

Parti démocrate en Arkansas ; puis, en 1993, le président Bill Clinton la nomme *special assistant to the President* et directrice de l'office de l'administration présidentielle en charge du personnel, de l'informatique, de la sécurité et du dépistage des drogues, devenant ainsi une des figures les plus puissantes de la Maison Blanche.

Cependant, tout semble ramener Bill Clinton à la cocaïne et à son goût pour l'adultère. Il est un séducteur compulsif. Ce don juanisme – bien connu d'Hillary Clinton dès leurs premières années de vie commune, si l'on en croit le biographe pourtant complaisant de la *First Lady*, Carl Bernstein[14] – ne présenterait qu'un intérêt mineur pour notre sujet si cette sexualité adolescente n'avait pas été une vulnérabilité majeure durant toute sa carrière. Au-delà du fait que ces infidélités récurrentes le soumettent plus tard à de multiples enquêtes et à une procédure avortée d'impeachment, il se met souvent dans des situations compromettantes. Si l'on en croit Roger Morris, Clinton participe ainsi à des orgies où la cocaïne coule à flots. Le fait est connu de la presse et des élites locales, qui se taisent. Le gouverneur doit aussi se préoccuper de son jeune frère, Roger Clinton Jr, drogué et impliqué à de nombreuses reprises dans des affaires de trafic de drogue, dès les années 1980. Même s'il n'est qu'un petit drogué et un modeste trafiquant, son nom est malgré tout connu des agences fédérales pour ses contacts au sein du monde criminel à New York et du cartel de Medellín. Ses fournisseurs à New York et à Medellín lui font aisément crédit quand ils apprennent « qui est son frère », si l'on en croit les déclarations de l'un de ses complices au cours d'un procès. Bill et Roger Clinton Jr n'en demeurent pas moins proches puisque les enquêtes de police en 1983-1984 montrent que le second se rend souvent en compagnie de jeunes femmes pour des soirées à la résidence du gouverneur. L'un des enquêteurs n'hésite pas à affirmer : « Ils utilisaient la résidence du gouverneur comme un hôtel pour putes[15]. » Sur un enregistrement de la police, Roger Clinton Jr déclare de manière désinvolte à un fournisseur : « Je dois en obtenir [de la drogue] pour mon frère. Il a un nez comme un aspirateur[16]. » Des années plus tard, le journaliste anglais Ambrose Evans-Pritchard recueille le témoignage de Jane Parks, la résidente et manager d'un complexe d'appartements de luxe de Little Rock, proclamant que Roger Clinton Jr est, durant deux mois, à l'été 1984, un résident invité des lieux. Selon elle, le gouverneur est un visiteur fréquent. Les voisins se plaignent du bruit lors des soirées où circulent, en présence des deux frères, cocaïne, marijuana et jeunes femmes. Selon Roger Morris, ce type de récit décrivant un Bill Clinton consommateur de cocaïne n'est pas isolé[17]. Quoi qu'il en soit, Roger Clinton Jr sombre dans la déchéance physique et ses créanciers liés au cartel de Medellín vont rapidement le menacer, ainsi que sa mère et Bill Clinton en personne. Selon

un rapport du FBI, au lieu d'aviser les autorités judiciaires, Bill préfère faire déménager son frère. Il obtient l'aide de Dan Lasater, l'ami financier, trafiquant et blanchisseur de drogue ! Ce dernier installe Roger Clinton Jr dans sa propriété de Floride, lui trouve un emploi et lui avance même les 8 000 dollars qu'il doit aux trafiquants qui le menacent. Le manager de la propriété de Floride dira : « M. Lasater a fait remarquer qu'il devait au gouverneur beaucoup de faveurs[18]. » Mais le répit est de courte durée et lorsque Roger Clinton Jr rentre finalement de Floride, il est la cible d'une enquête fédérale, et il est poursuivi pour six faits de trafic de drogue et de conspiration. Bill Clinton convoque une conférence de presse pour annoncer la nouvelle, manifestement très secoué. Mais il déploie toute son énergie afin qu'aucun déballage de faits compromettants ne survienne. Grâce à une négociation judiciaire (« *plea bargaining* »), Roger évite un procès public et ne subit qu'une peine légère. À cette époque, il est cité également dans le procès de Dan Lasater. Les époux Clinton ont mené avec succès une opération de *damage control*. Il y a probablement urgence car, selon Ambrose Evans-Pritchard, en 1989, un groupe d'étudiants de gauche de l'Université de l'Arkansas lance une enquête tendant à prouver que Dan Lasater et d'autres trafiquants de l'État blanchissent de l'argent de la drogue à travers une banque d'investissement contrôlée par l'État et créée par Bill Clinton en 1985, l'Arkansas Development and Finance Authority (ADFA)[19]. En décembre 1988, la ADFA a déposé 50 millions de dollars dans une banque des îles Cayman. Cette banque a-t-elle été créée spécialement pour l'usage criminel de Dan Lasater ? La question reste posée[20]. Au final, il n'est pas étonnant que Bill Clinton ne mentionne pas une seule fois le nom de son « ami » Dan dans son volumineux livre de Mémoires de près de 1 000 pages, *My Life*[21].

Mais les péripéties avec son demi-frère Roger rebondissent plus tard quand il est président. Il existe au moins une trace avérée de contacts entre Roger Clinton Jr et la Mafia, et ce, à travers Rosario Gambino. Ce soldat important de la Famille Gambino de New York est condamné en 1984 à quarante-cinq années de prison dans le cadre d'un vaste trafic d'héroïne transatlantique ayant rapporté environ 600 millions de dollars par an durant les décennies 1970 et 1980, en lien avec la mafia sicilienne (Familles Spatola, Inzerillo, Di Maggio). Son fils Thomas, soldat initié lui aussi de la Mafia, décide en 1995 de trouver un moyen de le faire sortir de prison en se rapprochant de Roger. Malheureusement, l'histoire ne dit pas où et quand ils se sont rencontrés pour la première fois ; l'ancienneté de leur relation aurait pu éclairer beaucoup d'épisodes survenus en Arkansas, par exemple. Il n'en demeure pas moins que Tommy Gambino, en compagnie de sa sœur Anna, se met à couvrir de cadeaux le demi-frère du Président, avec en particulier une somme de 50 000 dollars en liquide et une

montre de marque Rolex. Roger tente de faire inscrire Rosario Gambino sur la liste traditionnelle du décret de pardon présidentiel de fin de mandat. De nombreux criminels condamnés bénéficient au final de la grâce présidentielle (177), à l'image de Roger Clinton Jr, mais pas Rosario. Toutefois, il est établi que ce dernier se retrouve bien un temps sur la liste des candidats au pardon. Mais, à partir de 2001, les démarches rémunérées de Roger Clinton Jr sont connues et font scandale. Deux enquêtes officielles explorent le sujet : une du ministère public de Manhattan, l'autre du Congrès. Les médias relatent les multiples épisodes sous l'appellation de « *war of the Gambinos* ». Devant les enquêteurs du Congrès, Rosario Gambino nie être un membre de la Mafia mais reconnaît les cadeaux offerts à Roger destinés à obtenir l'inscription de son nom sur le décret de pardon présidentiel. Le Congrès établit par ailleurs que Roger n'a pas limité son rôle d'intermédiaire rémunéré à Rosario Gambino puisqu'il a aussi œuvré pour cinq autres repris de justice, en vain également. Roger qualifiera ces six candidats au pardon de « chers amis » (« *dear friends* »).

Revenons à l'Arkansas. Quand, en 1984, Bill Clinton se représente au poste de gouverneur pour un troisième mandat, il rassemble une liste impressionnante de soutiens dans le monde des affaires, mais aussi des contributeurs issus du monde du crime organisé, selon un procureur fédéral cité par Roger Morris : « Ce fut l'élection au cours de laquelle la pègre [*Mob*] est vraiment arrivée au sein de la vie politique en Arkansas, les gars des courses de chiens et des courses de chevaux, les corrupteurs y ont vu une belle opportunité. Ce ne fut pas juste Bill Clinton et c'est allé au-delà de notre vieille *Dixie Mafia*, qui était de petite importance par comparaison. C'était de l'argent du crime de la côte Est et de la côte Ouest qui avait noté les possibilités, tout comme les grandes entreprises l'avaient fait[22]. » Est-ce de la mafia italo-américaine dont il est question ici ? Probablement. Quoi qu'il en soit, l'argent propre et sale coule à flots, et souvent en liquide. En 1987, Bill Clinton songe à se lancer dans la course aux primaires démocrates pour l'élection présidentielle de l'année suivante. Mais l'échec brutal de la candidature de Gary Hart par la révélation de son aventure avec le mannequin Donna Rice, comme nous l'avons vu, l'oblige à renoncer. Officiellement, il déclare vouloir consacrer plus de temps à sa fille, Chelsea. En réalité, il se sait désormais très vulnérable sur la question de l'adultère. Avant de se lancer dans la course à la présidence, il a besoin de temps pour préparer sa défense face à d'éventuelles révélations publiques. Ce qu'il fera avec succès, comme le démontre son élection en 1992. Mais une partie de ces adultères remonteront tout de même à la surface durant ses deux mandats présidentiels.

Au final, l'Arkansas présente tous les traits d'une *république bananière*, pour reprendre l'expression du journaliste et écrivain américain O. Henry en

1904. Comme il sied à ce type de régime politico-criminel, certaines morts interrogent. En juillet 1994, le magazine *The Economist*[23] liste huit faits de violences graves – suicides, assassinats et tentatives d'assassinat – entourant les époux Clinton, dont trois retiennent particulièrement l'attention. Il y a d'abord le suicide de Vincent Foster en juillet 1993, à Washington. Cet avocat de l'Arkansas n'est pas n'importe qui : ami personnel du couple, ami de jeunesse de Bill, collègue de travail d'Hillary au sein d'un cabinet d'avocats de Hot Springs, puis conseiller politique à la Maison Blanche, Vincent Foster est l'homme de tous les secrets, celui qui en coulisses connaît et règle les problèmes épineux depuis toujours. La rumeur lui prête une liaison avec Hillary Clinton. Pourquoi se suicide-t-il ? Le mystère restera entier. Peu après, en septembre 1993, un chef d'entreprise spécialisé dans le renseignement et la sécurité, Jerry Parks, est assassiné à Little Rock dans une opération qui ressemble à un acte commis par des professionnels aguerris ; il est l'époux de Jane Parks, dont nous avons parlé précédemment. Il avait été en charge de la sécurité de la campagne présidentielle de Bill Clinton, en 1992, et de beaucoup d'opérations sensibles pour le futur couple présidentiel, parfois à la demande de Vincent Foster ; il en savait beaucoup (trop ?) sur les coulisses corrompues de l'Arkansas (trafic de drogue, adultères, parties fines, pots-de-vin, financements de campagnes, etc.[24]). Enfin, il y a le cas d'un citoyen ordinaire de l'Arkansas, Dennis Patrick, qui, après avoir ouvert un compte dans la société de courtage de Dan Lasater, se rend compte que près de 107 millions de dollars sont négociés sur les marchés en son nom, sans qu'il ait donné son accord ; après avoir posé des questions sur ces mouvements, il échappe à trois tentatives d'assassinat. Ces événements survenus dans l'Arkansas au cours des années 1980 ne sont pas anodins dans la mesure où il est permis de supposer – même si aucun élément ne l'atteste formellement – que des gangsters avisés, dont des mafieux, ont pu financer une partie des campagnes électorales et avoir eu connaissance des errements (adultères, cocaïne, etc.) de Bill Clinton. Si tel est le cas, quel usage en ont-ils fait ? Tous ces aspects de la première vie de Clinton sont alors peu scrutés par la presse locale et nationale. À l'époque, les époux Clinton bénéficient en Arkansas d'une évidente mansuétude de la part des journalistes. Cette impunité disparaîtra – souvent avec excès – quand ils seront installés à la Maison Blanche. Face aux questions, Hillary Clinton sera prompte à dénoncer, avec brutalité, une « conspiration d'extrême droite », mais sans toujours convaincre. Et si les journalistes reviennent avec vigueur sur certains épisodes de leur vie en Arkansas – le scandale Whitewater ou les maîtresses du gouverneur –, en revanche ils creusent peu du côté des aspérités mafieuses et criminelles de l'ex-gouverneur de l'Arkansas : son oncle Raymond, son frère Roger Jr et son amitié

avec Dan Lasater.

Arthur A. Coia Jr, un ami très embarrassant…

Après avoir mené leur campagne électorale telle une croisade morale pour le bien et le droit, les époux Clinton arrivent à Washington en 1992 chargés de tout un passé politique à l'origine des principaux scandales à venir : Travelgate, Whitewater, Chinagate, Pardongate, Lewinskygate, etc. À la charnière de leur période en Arkansas et de leur arrivée à la Maison Blanche apparaît un associé typique de la Mafia : Arthur A. Coia Jr.

C'est un ami fidèle des époux Clinton et du Parti démocrate. Il appartient même à la catégorie de ceux que l'on surnomme pour leur générosité financière et leur fidélité politique les *Friends of Bill* (FOB). Le syndicat qu'il préside, la Laborers International Union of North America (LIUNA), donne 1,5 million de dollars au Parti démocrate et/ou ses candidats en 1993 et 1994, 100 000 dollars au comité organisant la cérémonie d'inauguration présidentielle en 1993, ainsi que 50 000 dollars aux œuvres de charité parrainées par Hillary Clinton. Le 4 novembre 1994, Bill Clinton écrit une note sur du papier à en-tête de la Maison Blanche à son bon ami Arthur : « Je viens d'apprendre que tu es devenu grand-père. Félicitations ! Merci pour le magnifique *driver*, c'est une œuvre d'art. Bonne chance, Bill[25]. » Arthur A. Coia Jr vient d'offrir au Président un club de golf, fait sur mesure, gravé de la signature de Clinton et du sceau présidentiel. Une semaine auparavant, le Président a lui-même offert à son ami un club de golf de son cru : un bois Callaway *Divine Nine*, un cadeau que Coia Jr chérit tellement qu'il le place dans une vitrine dans les bureaux du syndicat qui se situent à quelques blocs de la Maison Blanche. L'épisode est touchant mais questionne. En effet, le même jour, ce 4 novembre 1994, par un hasard de l'histoire, le département de la Justice lance une plainte publique contre le président de la LIUNA au titre de la loi RICO, l'accusant de racket, de détournement de fonds syndicaux et d'écraser brutalement ses opposants, le tout en coopération avec la Mafia. La proximité affichée de Bill Clinton et du Parti

démocrate avec LIUNA étonne donc. D'où la question : comment a-t-on pu en arriver là ?

Fondée en 1903, la LIUNA représente surtout les salariés sans qualification des secteurs de la santé, de l'alimentation, de la construction et des déchets, soit des activités où la Mafia est omniprésente depuis l'entre-deux-guerres. Il est de *notoriété publique* que depuis cette époque ce syndicat est profondément corrompu par sa présence, et il est même impossible de l'ignorer. Au fil des décennies, les responsables de la LIUNA élèvent en effet la corruption et la violence au niveau d'un art. Ainsi, tous ses présidents des années 1930 à la fin du XX^{e} siècle sont-ils de facto désignés par la Mafia. Au début des années 1990, elle compte 800 000 membres. Il s'agit de ce fait d'un des syndicats majeurs aux États-Unis. Depuis mars 1993, Arthur A. Coia Jr en est le président, suite au décès d'Angelo Fosco, un associé de la Mafia. Coia Jr est un apparatchik du syndicat, comme ses ancêtres : son grand-père Pasquale est l'un des fondateurs de la section de la LIUNA à Providence (Rhode Island) et son père, Arthur Ettore, a été secrétaire général du syndicat, soit le numéro deux. Il entre au syndicat encore adolescent en 1957 grâce à son père, qui est lui aussi un véritable associé de la Mafia. Arthur Ettore connaît depuis les années 1930 Raymond L. S. Patriarca, le chef légendaire de la Famille de la Nouvelle-Angleterre/Rhode Island. Selon un informateur du FBI, Arthur Ettore le décrit tel un « saint ». Il a pour habitude de rendre compte à toute une série de Familles à travers le pays, au-delà de celle de Rhode Island : les Todaro à Buffalo, les Gambino et les Genovese à New York et l'*Outfit* à Chicago. Il s'enrichit en touchant des pots-de-vin et en piochant dans les fonds du syndicat. Les Coia père et fils, en compagnie de Raymond Patriarca, de Santo Trafficante et de Tony Accardo, sont poursuivis pour des faits de racket et de corruption en 1981, mais un juge décide d'abandonner le dossier pour cause de prescription.

Comme nous l'avons déjà noté, en 1986, la LIUNA reçoit une mauvaise publicité avec les travaux de la *President's Commission on Organized Crime*, le rapport qui dénonce quatre syndicats pour leur infiltration et corruption mafieuses – les *Bad Four* –, dont la LIUNA. L'emprise de la Mafia est d'autant plus forte et lucrative que la LIUNA dispose d'un monopole à l'embauche : nul ne peut travailler dans ses secteurs d'activité sans y être syndiqué. En 1989, Arthur A. Coia Jr songe à remplacer son père au poste de secrétaire général. Il rencontre à Chicago le vice-président du syndicat, John Serpico, qui lui présente Vincent Solano, un capitaine de l'*Outfit*. Dans une scène digne du *Parrain*, Solano lui accorde sa bénédiction pour le poste, tout en l'avertissant qu'il ne doit pas, pour l'instant, briguer celui de président. Dans ses nouvelles fonctions, suivant les traces de son père, il s'enrichit de manière illégale, vivant aux dépens

du syndicat et poursuit les relations avec les Patriarca, en l'occurrence avec Raymond J. « Junior » Patriarca, fils de Raymond Patriarca et sous-chef de la Famille de Rhode Island. Lorsqu'il devient enfin président en mars 1993, la LIUNA vit littéralement sous la loi de la Mafia au quotidien. Les sections syndicales de New York, Chicago, Buffalo et Cleveland vivent sous une complète emprise mafieuse : la corruption y est systémique. Comme tous les syndicats, la LIUNA est une fantastique source d'enrichissement pour les mafieux : des emplois fictifs, des pots-de-vin, des détournements de fonds massifs dans les fonds de pension et d'assurance maladie, etc. Cependant, Arthur s'empresse d'embrasser toutes les causes progressistes des époux Clinton et de s'afficher comme le champion des travailleurs ordinaires et de la lutte contre la corruption dans le mouvement syndical. Il finance des candidats démocrates aux élections et copréside en 1994 la collecte de fonds du Parti démocrate qui s'élève à 3,5 millions de dollars.

Le 4 novembre 1994, la plainte du département de la Justice contre 39 cadres de la LIUNA, dont son président, est un coup sévère. Cette plainte est le résultat d'une longue enquête, lancée en 1991, menée conjointement par le département de la Justice, celui du Travail et le FBI, qui permet d'amasser un million de pages de preuves. Argumentée et détaillée, longue de 212 pages, la plainte résonne comme un réquisitoire accablant annonçant la mise sous tutelle du syndicat et le départ de son président. La plainte se lit en effet comme un *Who's Who* du crime organisé. Arthur A. Coia Jr y est décrit comme étant sous le « contrôle » de la Mafia et le syndicat tenu à tous les niveaux par les mafieux. La plainte précise que tout membre du syndicat qui s'oppose aux plans du président est intimidé en silence par la violence, les menaces de violence ou la coercition économique. Afin d'assurer sa défense et celle de son syndicat, Arthur engage les services d'un prestigieux cabinet d'avocats : Williams & Connolly, celui qui défend les époux Clinton dans leurs multiples affaires judiciaires (Whitewater, etc.). L'annonce de l'enquête incite la Maison Blanche à renoncer au discours que devait tenir la *First Lady* le 6 février 1995 au congrès du syndicat à Miami, en Floride ; mais Arthur se montre persuasif et parvient à maintenir la présence d'Hillary, en rappelant toute l'aide apportée par le syndicat au Parti démocrate et aux époux Clinton. Au-delà des fonds versés à ceux-ci, il a l'intelligence de faire de son syndicat l'ardent soutien de deux des réformes touchant le plus les époux Clinton : l'assurance maladie pour Hillary et l'accord de libre-échange nord-américain pour Bill. Tout au plus le chef adjoint de cabinet de la Maison Blanche, Harold Ickes, recommande-t-il que la Première dame évite toute conversation en tête à tête avec Arthur lors de l'événement en Floride. Harold Ickes est bien placé pour conseiller la *First Lady*. Auparavant

avocat à New York, spécialiste des relations syndicales, il a eu à défendre la LIUNA. Ces précautions n'empêchent pas les époux Clinton d'accepter de la part d'Arthur A. Coia Jr un chèque personnel de 1 000 dollars destiné à leurs fonds de défense privé.

Une semaine après la conférence de Miami, des négociations entre le département de la Justice et la LIUNA aboutissent le 13 février 1995 à un résultat qui crée la polémique et le soupçon. Le département de la Justice accepte qu'Arthur A. Coia Jr mène lui-même l'opération mains propres au sein de son syndicat. Autrement dit, le département abandonne les poursuites au titre de la loi RICO contre une remise en ordre du syndicat. C'est une immense victoire pour le président de la LIUNA. Il peut rester en place et sélectionner sa *reform team*. Le département de la Justice confie ainsi la tâche de traquer la corruption au chef corrupteur, le chassé devient chasseur, la cible se transforme en épée. L'accord jette la consternation parmi les agents du FBI et les procureurs, qui suspectent immédiatement une intervention de la Maison Blanche en faveur de la LIUNA et de son président. Ils y voient une farce destinée à préserver un ami des époux Clinton et du Parti démocrate. Cet arrangement qualifié de complaisant et d'inoffensif pour les uns, et en revanche de « créatif » par le professeur James B. Jacobs[26], est en effet sans précédent dans l'histoire syndicale lorsque le département de la Justice lance des poursuites au titre de la loi RICO. Dans cette situation, et conformément aux pratiques antérieures, le syndicat aurait dû être placé sous tutelle du ministère et d'un surveillant indépendant, et son président évincé et poursuivi. Le département de la Justice inaugure donc une nouvelle technique de lutte contre la corruption mafieuse : le *self-policing*, autrement dit l'autocontrôle. Là, non seulement Arthur A. Coia Jr se voit conforter dans sa position, mais il peut désormais purger le syndicat de ses opposants, en prenant prétexte de la lutte contre la corruption. La situation choque les enquêteurs car il n'est pas une victime de la corruption mafieuse régnant dans la LIUNA mais son coorganisateur. Comme son père, il est un véritable associé de la Mafia qui s'enrichit sur le dos des salariés syndiqués. L'accord représente au final « un énorme échec de l'application de la loi, se tenant dans l'atmosphère raréfiée des contributions de campagnes en millions de dollars et de dîners privés à la Maison Blanche[27] ». Alors que la LIUNA et Arthur A. Coia Jr sont clairement dans l'œil du cyclone, le Parti démocrate et le couple présidentiel poursuivent leur lune de miel avec l'associé de la Mafia, en toute connaissance de cause. Arthur A. Coia Jr fait ainsi sensation en mai 1996 en coprésidant une gigantesque collecte de fonds du Comité national démocrate, au Convention Center de Washington. Les artistes Stevie Wonder et Robin Williams divertissent les participants ; Arthur s'assoit à leur table ; le président

des États-Unis, la Première dame, le vice-président Al Gore et son épouse, Tipper, prennent tous la parole devant l'assemblée. L'événement permet de récolter la somme record de 12 millions de dollars.

La majorité républicaine au Congrès s'empare du sujet, suspectant ouvertement Bill Clinton d'avoir organisé une protection de son ami et de la LIUNA en raison de leur générosité financière. Ce dossier devient une arme politique supplémentaire dans l'opposition frontale des républicains contre un président alors accusé de tous les maux. Les républicains à la Chambre des représentants déclenchent une enquête dont le rapport final[28] est contesté par la minorité démocrate dans ses conclusions. La lecture attentive des *dissenting views* des élus démocrates réserve des surprises. Pour atténuer le profil d'Arthur A. Coia Jr, les démocrates discutent ainsi le point de savoir si le président de la LIUNA est un « associé de la Mafia » ou plus simplement est « en association avec la Mafia » ! Le rapport n'en apporte pas moins des faits et des opinions troublants. Coia Jr y est décrit comme « un ami professionnel, social et personnel du Président et de la *First Lady* ». Le couple est accusé d'avoir continué à entretenir des relations croissantes avec lui, malgré de nombreux « avertissements inaudibles » émanant du département de la Justice, du département du Travail et du FBI le décrivant comme « un associé criminel de la Famille Patriarca du crime organisé de la Nouvelle-Angleterre » et « une marionnette de la Mafia » (« *Mob puppet* »). Selon le rapport, le double fait qu'il soit un des plus gros financeurs du Parti démocrate et qu'il ait pu échapper aux griffes du département de la Justice sont deux éléments qui « présentent l'apparence dérangeante de conflits d'intérêts ». Selon les documents fournis par l'administration présidentielle au Congrès, Arthur A. Coia Jr et la Maison Blanche développent « 120 transactions » entre 1992 et 1994 : échange de correspondances officielles, de cadeaux personnels, de nombreuses notes personnelles entre le Président et son ami, des invitations de la Maison Blanche pour des petits déjeuners, des dîners, des événements spéciaux et des vols à bord d'*Air Force One*. Les élus de la Chambre des représentants retranscrivent aussi le témoignage d'un cadre de la LIUNA devenu un informateur majeur du FBI, Ron Fino, montrant les transformations de la Mafia :

> « De nombreux *membres* et associés créatifs de la *Cosa Nostra* ne sont plus affublés de chapeaux de feutre. Vous constaterez qu'ils sont bien éduqués et qu'ils profitent pleinement de cette éducation et de l'argent qu'ils ont accumulé. Aujourd'hui, vous constaterez que la pègre s'appuie autant sur des cabinets de relations publiques que sur de puissants avocats et comptables. En projetant une image de bonté et en surgissant lors de collectes de fonds à des fins caritatives, combiné à une action pour la justice sociale, le racketteur se construit une défense redoutable contre les poursuites du ministère de la Justice et l'accusation. »

Le rapport conclut que « l'administration impartiale de la justice est mal servie lorsque les cibles des enquêtes du pouvoir exécutif s'associent régulièrement et publiquement avec les plus hauts responsables de la même branche du gouvernement » et qu'en définitive « les extraordinaires relations politiques de M. Coia ont porté leurs fruits ». Le rapport n'apporte toutefois aucune preuve formelle (« *smoking gun* ») démontrant l'intervention directe des époux Clinton en faveur d'Arthur A. Coia Jr et de la LIUNA. Mais une intervention explicite était-elle forcément nécessaire ? La ministre de la Justice, Janet Reno, et ses collaborateurs démocrates ont probablement su deviner spontanément les espoirs et les attentes de la Maison Blanche dans ce dossier très sensible. Quoi qu'il en soit, au final, le plan de nettoyage de la LIUNA donne des résultats mitigés. Arthur A. Coia Jr est réélu une fois président du syndicat, puis doit quitter ses fonctions exécutives en raison des charges de fraude fiscale pesant sur lui. Il demeure cependant *general president emeritus for life*, avec un salaire annuel de 335 516 dollars. Si des dizaines de mafieux en ont été évincés, la LIUNA est toujours aujourd'hui un syndicat peu démocratique et le racket persiste. Le syndicat continue en effet de défrayer la chronique judiciaire pour ses liens avec la Mafia. Sans surprise, à l'image de Dan Lasater, Bill Clinton omet d'évoquer son généreux ami et associé de la Mafia et la LIUNA dans ses Mémoires[29].

Steve Wynn et l'argent de Las Vegas

L'industrie du jeu n'est pas une *terra incognita* pour Bill Clinton, un homme élevé à Hot Springs, qui plus est dans une famille de joueurs. Il en connaît forcément la puissance financière intacte et les forces obscures qui l'animent sous la surface. Il sait que depuis les années 1960, à la suite de John F. Kennedy, Johnson, Richard Nixon et Ronald Reagan, l'argent des magnats du jeu à Las Vegas est incontournable pour financer une élection présidentielle. Il n'ignore pas non plus que le jeu est devenu une des plus grandes industries et passion américaines, au point qu'il est question d'une *Las vegacisation* des États-Unis. Il ne peut être dupe non plus des efforts des casinotiers pour transformer leur image. Cette opération de marketing passe alors par l'imposition d'un *nouveau récit* – Wall Street a chassé les mafieux de Las Vegas et Atlantic City – et par une *sémantique politiquement correcte et familiale* dans les médias consistant à troquer des mots crus par des mots trompeurs : « industrie » (« *industry* ») pour « racket » (« *racket* »), « jeu » (« *gaming* ») pour « jeu d'argent » (« *gambling* »), « grands resorts » (« *mega resorts* ») pour « tripots » (« *joints* »), « divertissement familial » (« *family entertainment* ») pour « revues de charme » (« *nude revues* »), « grandes entreprises américaines » (« *mainstream corporate America* ») pour « pègre » (« *Mob* »). Mais suffit-il de changer le récit et les mots pour transformer la réalité, comme dans le roman de George Orwell *1984* ? On peut en douter quand on constate que Las Vegas élit à trois reprises comme maire, de 1999 à 2011, l'avocat Oscar Goodman qui, plus qu'un avocat de la Mafia (« *lawyer of the Mob* »), est un véritable avocat mafieux (« *Mob lawyer* ») et un associé de la Famille de Chicago. Dans ce contexte, les casinotiers, qu'ils soient en « odeur de mafia » ou non, ont depuis longtemps l'habitude de financer tous les candidats, républicains et démocrates, afin de ne fâcher personne et gagner à tous les coups, en misant sur tous.

L'argent des hôtels-casinos se fait entendre (« *money screams* ») donc à

toutes les élections, en particulier lors de la campagne pour la réélection de Bill Clinton en 1996. Il a pour relais dans la ville le docteur Elias Ghanem, un ami intime, bien introduit dans l'industrie du jeu, contributeur et collecteur essentiel de fonds pour ses campagnes électorales. Ghanem est très proche de Virginia Clinton habituée des casinos de Las Vegas, en joueuse impénitente qu'elle n'a jamais cessé d'être. Cependant, la figure majeure des casinotiers est alors Steve Wynn, qui décide de financer autant la campagne du candidat républicain, Bob Dole, que celle du démocrate, Bill Clinton. Steve Wynn n'est pas un simple industriel du jeu comme il aime à se présenter. Selon le livre documenté du journaliste John L. Smith paru en 1995, *Running Scared*[30], il est lié à la Mafia depuis les années 1960, décrit comme un « paravent » (« *front man* ») de la Famille Genovese, autrement dit, il agit sous son contrôle. Si l'assertion est exacte, elle brise donc le beau récit d'une industrie débarrassée de la Mafia par les investisseurs de Wall Street. L'ouvrage est aussi gênant pour Steve Wynn que pour toute l'industrie du jeu. Ce dernier échoue à le faire interdire mais parvient tout de même à faire condamner la maison d'édition, Barricade Books, à une somme extravagante de 3 millions de dollars de dommages-intérêts qui l'oblige à déposer le bilan ; on ne tue plus les importuns : l'assassinat devient journalistique (jurisprudence Gary Hart) ou judiciaire (dommages-intérêts). Peu après avoir vanté les qualités du candidat républicain Bob Dole – « un homme bon aux idées solides » –, Steve Wynn promet de récolter des millions de dollars de contributions en faveur de Bill Clinton. Bill et Steve scellent leur alliance électorale lors d'une partie de golf en mai 1996, organisée par le gouverneur démocrate Robert Miller du Nevada, au *country club* du Congrès à Washington. Steve Wynn soutient ainsi en toute transparence et équité les deux candidats.

Le mois suivant, en juin 1996, Bill Clinton s'appuie aussi sur l'autre grande figure de Las Vegas depuis des décennies : Brian Greenspun, le redouté rédacteur en chef du *Las Vegas Sun*. Son ami de longue date, et parfois partenaire au golf, organise à son profit un déjeuner à 25 000 dollars les deux assiettes, qui rapporte 650 000 dollars à la campagne démocrate ; Steve Wynn est présent. Bill Clinton en profite pour rassurer ces importants convives et contributeurs ; le projet apparu en 1994 d'un impôt de 4 % sur le jeu pour financer la réforme de l'assurance santé, tuée dans l'œuf suite au lobbying intensif et menaçant des industriels du secteur, n'aurait été, affirme-t-il, qu'une mauvaise idée due à un sous-fifre du ministère des Finances. Selon Bill Clinton, jamais la Maison Blanche n'aurait fait une telle recommandation. Le projet est donc mort et enterré, et l'industrie du jeu peut dormir paisiblement sur ses profits. Il faut également rassurer les casinotiers sur un autre sujet : une commission du Congrès enquête sur l'impact négatif du jeu sur la société –

addiction, criminalité, corruption, blanchiment, etc. L'industrie du jeu redoute de devoir revivre les affres de la commission Kefauver. Toujours lors de cette visite de juin 1996, le Président tranquillise aussi ses interlocuteurs sur le fait qu'il ne permettra jamais une chasse aux sorcières contre le jeu. D'ailleurs, les industriels du jeu ont manœuvré si habilement qu'ils sont parvenus à contrôler la composition de cette future commission d'enquête du Congrès et surtout à en limiter les pouvoirs d'investigation. Dans cet étouffement organisé, républicains et démocrates font cause commune. Ce qui explique pourquoi le rapport final de ladite commission d'enquête publié en juin 1999 – *National Gambling Impact Study Commission Report* – passe à côté de son sujet, évitant les questions les plus sensibles : les vrais propriétaires des casinos, la présence du crime organisé et de la Mafia, le blanchiment de l'argent de la drogue, etc.

Au final, il n'est pas indifférent que le 42e président des États-Unis, au-delà même de ses débuts politiques en Arkansas dans un milieu criminogène au possible, ait eu pour compagnons de route deux associés de la Mafia : Arthur A. Coia Jr et Steve Wynn. Avec un questionnement : ces deux hommes furent-ils de simples accidents de parcours ou la pointe émergée d'un iceberg de liens mafieux dissimulés ? Quoi qu'il en soit, ces épisodes d'argent et de compromissions mafieuses mettent en relief le cynisme des époux Clinton dont le rapport à la vérité et à la légalité a toujours été vague. Ces partenaires en politique acceptent de l'argent sale en toute connaissance de cause, comme ils accepteront d'autres financements tout aussi suspects – venant de Chine, par exemple, ce afin de financer leurs campagnes présidentielles et régler les frais occasionnés par les multiples procès en cours. L'argent n'a pas d'odeur ?

9
Barack Obama, l’immaculé de Chicago ?

Des amis en forte odeur de mafia

Le prodige Barack Obama ne tombe pas du mont Olympe, mais est issu d'un territoire hautement criminalisé depuis plus d'un siècle. Comme nous l'avons vu, Chicago est une des villes les plus corrompues des États-Unis depuis le XIX^e^ siècle. Là, la couleur qui compte n'est ni le blanc, ni le noir, mais le vert du dollar. La question se pose naturellement de savoir si, malgré son talent, Barack Obama a pu entrer en politique en restant vierge de toute compromission corruptrice et mafieuse. Ce questionnement est d'autant plus crucial qu'il ne condamnera *jamais* les mœurs corrompues de la vie politique de l'Illinois, alors qu'il sera *toujours* un contempteur féroce de celles de Washington. Le deux poids deux mesures est trop flagrant pour ne pas étonner. La bien-pensance ne s'est jamais aventurée à traiter du dangereux sujet de la corruption politico-mafieuse ; en général, « l'empire du Bien » (Philipe Muray) se frotte rarement aux questions criminelles.

Ce silence pudique s'explique : dès le début de sa carrière politique, Barack Obama endosse avec aisance les règles biaisées de ce qui est surnommé avec crainte et dégoût « la machine », c'est-à-dire le Parti démocrate de l'Illinois, alors même que cette « machine » est notoirement marquée par une longue histoire de trucages et de fraudes de haute intensité. Non seulement Barack Obama ne se confrontera jamais aux forces souterraines de Chicago, mais il saura les utiliser avec habileté. Ce fait n'a pas échappé à nombre de ses coreligionnaires afro-américains, à l'image du sénateur Donne Trotter, expliquant ce que beaucoup pensent mais taisent : Barack Obama est en réalité un homme blanc avec un visage noir, parrainé par des puissances blanches bien nées. D'où la question inévitable : Barack Obama a-t-il été l'exception qui confirme une règle bien établie selon laquelle un démocrate de l'Illinois présente des risques de compromission mafieuse très supérieurs à la moyenne nationale ? Dans l'État, et tout spécialement à Chicago, la corruption politique est en effet

« une tradition persistante[1] » depuis le XIXe siècle, et toujours vivace au XXIe. Il règne ici une véritable culture de la corruption, routinière et bien ancrée, touchant en masse les fonctionnaires, les procureurs, les juges, les policiers, les avocats et les élus : maires, conseillers municipaux, gouverneurs. La Mafia n'est pas la seule et unique cause de ces mœurs déviantes, mais la présence de l'*Outfit* explique en grande partie l'ampleur du mal, les mafieux usant pour ce faire des instruments traditionnels de l'argent, du chantage et de l'intimidation. Dans les décennies 1980 et 1990, les opérations *Greylord*, *Strawman* et *Gambat* du département de la Justice conduisent à des arrestations de dizaines de juges, de policiers et d'avocats corrompus, régulièrement payés par des associés de la Mafia pour obtenir des informations ou truquer des procédures et des jugements ; c'est ainsi que des assassins de la Mafia peuvent obtenir des acquittements « miraculeux », à l'image de Harry Aleman. La mairie de Chicago a toujours été corrompue de l'intérieur par l'*Outfit* dans des proportions inimaginables ; ainsi, la Famille de Chicago y a constamment eu ses entrées, comme le montre un fait sidérant : le conseiller municipal Fred Rizo, élu de 1968 à 1993, l'un des politiciens les plus influents de la ville durant trois décennies, est tardivement identifié comme étant un membre initié de l'*Outfit* ! La corruption touche aussi des gouverneurs de l'État, dont nombre sont inquiétés par la Justice. Le gouverneur démocrate Rod Blagojevich (2003-2009) est ainsi condamné en 2011 à quatorze ans de prison pour des faits de fraude et de corruption. Il lui est reproché de multiples malversations, dont d'avoir voulu vendre le siège de sénateur de Barack Obama après que ce dernier fut élu président des États-Unis ; il menait ses multiples opérations de trafic d'influence avec le promoteur immobilier Antoin « Tony » Rezko, lui-même condamné en 2008 à douze années de prison, pour seize infractions différentes de fraude, blanchiment d'argent et corruption.

Tony Rezko est le personnage central des débuts en politique de Barack Obama, à la fois un financier majeur, un client et un ami proche du politicien démocrate, mais aussi probablement un associé de la Mafia[2]. Cette proximité entre le futur président des États-Unis et un mafieux n'est pas un fait anodin. Rezko joue d'abord un rôle central dans le financement des campagnes électorales de Barack Obama. Mécène politique de celui-ci, et de beaucoup d'autres candidats démocrates, Rezko l'aide à collecter des millions de dollars grâce à ses propres contributions financières et en organisant des collectes de fonds chez lui. Sans ce sponsor, la carrière politique de Barack Obama n'aurait pu décoller. Ce dernier proclamera au cours de sa carrière que Tony Rezko n'a jamais bénéficié en retour d'une quelconque faveur. Malgré ses dénégations répétées, la relation entre le promoteur immobilier et le jeune politicien n'est pas

à sens unique. Obama est suspecté d'avoir aidé Tony Rezko et son partenaire, Daniel Mahru, à développer leurs affaires immobilières dans les quartiers pauvres et noirs de Chicago, le *South Side*. Tony Rezko fait partie de ces affairistes affublés du qualificatif peu enviable de « *slum lord* » : au choix, un « seigneur des bidonvilles » ou un « marchand de sommeil ». Il a en effet pour spécialité de racheter, grâce à des prêts publics financés par le contribuable, des habitations en décrépitude puis à les réhabiliter. Autrement dit, comme tous les *slum lords* de la ville, il ne peut développer ses affaires qu'en restant étroitement connecté aux politiciens locaux. Contrairement à ses premières déclarations, il apparaît que Barack Obama ne cesse au fil des années de favoriser les affaires de son ami. En juin 2007, le *Chicago Sun-Times* affirme que lorsqu'il est sénateur de l'Illinois, en 1998, il « fait une faveur politique » à Rezko, en écrivant des lettres à des fonctionnaires de l'État et du gouvernement local pour soutenir un projet de logement à Chicago, le *Cottage View Terrace*, proposé par la société de Rezko, New Kenwood LLC. Le projet reçoit 14,6 millions de dollars de fonds publics, dont 855 000 dollars au bénéfice de Rezko et son associé, Allison Davis, qui est, comme par hasard, l'ancien dirigeant du cabinet d'avocats où exerça le jeune Barack Obama. Lorsque des questions émergent autour de ces lettres, Barack Obama, Tony Rezko et Allison Davis se montrent embarrassés. Il n'a échappé à personne que Rezko et Davis sont à la fois des amis et des financeurs de Barack Obama. Dans un premier temps, le porte-parole du candidat dément, sans vraiment convaincre, en parlant de « coïncidence ». Il est vrai que quelques mois auparavant Barack Obama avait affirmé : « Je ne lui ai jamais fait aucune faveur[3]. » Interrogé au sujet des lettres du sénateur Obama, l'avocat de Tony Rezko, Joseph Duffy, déclare quant à lui : « M. Rezko n'a jamais parlé avec le sénateur Obama, ni cherché à obtenir une lettre de sa part en rapport avec ce projet[4]. » Le malaise est palpable. Évidemment, lors de la chute du gouverneur Rod Blagojevich et de son complice en pots-de-vin, Tony Rezko, le jeune sénateur Obama se retrouve sous le feu des critiques et des interrogations, lui qui a fondé sa réputation politique, comme avocat puis comme législateur, sur l'amélioration des conditions de vie des pauvres et des Afro-américains. Pourtant, il est entouré de *slum lords*, dont Tony Rezko, qui s'est créé un empire dans le logement social sur le dos des contribuables et des pauvres issus des minorités. La situation est d'autant plus critiquable que cet empire sombre à partir de 2007 dans les faillites, les fraudes et les malfaçons. Mentor politico-financier, Rezko est aussi un client de Barack Obama. Ce dernier exerce en tant qu'avocat dans un petit cabinet de Chicago, Davis, Miner, Barnhill & Galland, qui aide Rezko à obtenir pour plus de 43 millions de dollars de fonds publics afin de réhabiliter des immeubles d'habitation.

Les questionnements à propos de Barack Obama sont d'autant plus nombreux que Tony Rezko est par ailleurs un ami personnel qui aide le futur 44e président et son épouse à acquérir leur patrimoine immobilier. En juin 2005, les époux Obama et Rita Rezko, l'épouse de Tony, achètent le même jour des parcelles adjacentes dans le quartier de Kenwood, à Chicago. Le jeune sénateur de l'État paie 1,65 million de dollars un manoir chic de style néogéorgien, tandis que Rita Rezko achète pour 625 000 dollars le terrain contigu non aménagé. Barack Obama est mis en cause pour avoir bénéficié d'une remise inespérée de 300 000 dollars. Le vendeur ayant insisté pour vendre les deux parcelles en même temps, l'achat par Rita Rezko du terrain non aménagé est donc une aide non négligeable apportée au couple. L'achat du manoir a pourtant lieu au moment où Tony Rezko fait l'objet d'une enquête criminelle du procureur fédéral Patrick Fitzgerald. Ensuite, en 2006, le couple Obama achète au prix fort, 104 500 dollars, une bande du terrain vague aux époux Rezko pour agrandir leur cour. Enfin, en décembre 2006, les voisins se séparent lorsque Rita vend la propriété à une société appartenant à l'ancien avocat d'affaires de son mari, Michael J. Sreenan, pour 575 000 dollars. Une polémique surgit au fil des années, attisée par les républicains, sur le fait de savoir si les époux Obama ont été aidés ou non par les Rezko pour l'achat de leur manoir et si, dans cette hypothèse, Obama lui aurait retourné la faveur, d'une manière ou d'une autre. Alors que ses ennuis judiciaires à Chicago commencent en 2006, il apparaît que Rezko est criblé de dettes de jeu, ce qui lui vaut d'être sous le coup d'une demande d'extradition de l'État du Nevada. Joueur invétéré, et peu chanceux, il doit en effet environ 780 000 dollars à trois casinos de Las Vegas (Caesars Palace, Bally's et Bellagio). Il a tenté d'honorer ses dettes avec neuf chèques sans provision, tirés sur son compte à la Broadway Bank de son ami Alexi Giannoulias, dont nous reparlerons.

Au fil des ans, à mesure que Barack Obama se rapproche d'une candidature à l'élection présidentielle et que les ennuis judiciaires de son ami se précisent, le premier tente de prendre ses distances avec le second. Questionné sur la corruption de son parrain en politique, Obama se contente de répondre : « Ce n'est pas le Tony Rezko que j'ai connu…[5] » Après dix-sept années d'amitié et de relations d'affaires, le propos est peu convaincant. Cependant, la presse américaine, fascinée par le personnage Obama, manifeste une *incuriosité* évidente pour l'ami et financier. Tant de talent, de bons sentiments et d'élégance politique peuvent-ils être entachés par la fréquentation d'un affairiste probablement associé de la Mafia ? D'autres contributeurs des campagnes de Barack Obama questionnent tout autant que Rezko. Il en est ainsi du politicien et banquier démocrate Alexi Giannoulias, dont l'amitié avec Barack Obama

remonte à leur jeunesse universitaire. Eux aussi ne vont pas cesser de s'entraider dans leurs carrières politiques respectives. Giannoulias ne se contente pas de se répandre en compliments sur son ami, il se démène en levant des fonds, en particulier dans la communauté grecque de Chicago. Puis, Barack Obama lui rend la pareille en le faisant élire au poste sensible de trésorier de l'État de l'Illinois, en 2006. Enfin, Giannoulias contribue à lever à nouveau pour plus de 100 000 dollars lors de la campagne de Barack Obama en 2008.

Cet ami intime est un étrange personnage. Grand promoteur de l'éthique en politique, Giannoulias officie de 2002 à 2006 comme vice-président et premier responsable des prêts de la Broadway Bank de Chicago, une banque communautaire fondée par son père. Elle a la réputation de mener une politique de prêts très agressive, voire franchement frauduleuse. Elle est l'archétype de ces établissements financiers aux pratiques de prêts hypothécaires risquées, peu regardantes sur la solvabilité et l'honnêteté de leurs emprunteurs. Giannoulias accorde des prêts de complaisance pour un montant de 10 millions de dollars aux gangsters avérés que sont Boris et Lev Stratievsky, un père et son fils faisant équipe dans le crime, condamnés plus tard pour des opérations de blanchiment au profit de trafiquants de drogue ukrainiens. Cependant, il y a surtout les prêts accordés pour plus de 20 millions de dollars à Michael « Jaws » Giorango et Demitri Stavropoulos, deux gangsters de Chicago ayant eu maille à partir avec la justice. Or, les deux gangsters sont incapables de rembourser une partie de ces prêts. Dans les faits, le prêt est signé par Mme Stavropoulos, car son mari est alors en prison. Leur cursus carcéral n'est en effet pas négligeable : Michael Giorango pour promotion de prostitution et jeu illégal, et Demitri Stavropoulos pour jeu illégal et possession d'explosifs. Ce dernier a non seulement travaillé comme consultant dans un club de strip-tease mais aussi comme agent immobilier, avec pour client un haut cadre de la Famille de Chicago connu pour sa violence, Michael Sarno. Giannoulias supervise personnellement un des prêts de Michael Giorango, au point d'aller le voir sur place à Miami ; ce qu'il tentera de nier plus tard. Ce prêt est destiné à l'achat d'un port de plaisance en Caroline du Sud, abritant un casino flottant, dont l'un des copropriétaires est un homme d'affaires grec, Konstantinos « Gus » Boulis, qui meurt assassiné par des associés de la mafia new-yorkaise en 2001. Lorsque Barack Obama est questionné sur les révélations de la presse portant donc sur les prêts accordés par son ami et financeur Alexi Giannoulias à des gangsters notoires, le sénateur répond qu'il se sent « concerné » et qu'il l'interrogera lui-même ; ce qui ne changera rien au cours tranquille de leurs relations. Giannoulias nie avoir été au courant des malversations et du profil des gangsters emprunteurs, avec un certain sens de la litote : « Je ne connaissais pas l'étendue de leur activité[6]. » Le

banquier Giannoulias accorde aussi des prêts à l'autre ami proche de Barack Obama, Tony Rezko, avec le même entrain, alors même qu'il n'a jamais remboursé un premier prêt de 10,9 millions de dollars.

Élu trésorier de l'Illinois en 2006, Giannoulias brigue ensuite, en 2010, le poste de sénateur laissé vacant par Barack Obama après sa victoire à l'élection présidentielle. Le Président le soutient très activement lors de la campagne pour l'investiture au sein du Parti démocrate, puis lors de sa confrontation avec le candidat du Parti républicain, Mark Kirk. Mais l'ami Alexi est tellement marqué par ses liens mafieux que plusieurs responsables démocrates de l'Illinois, dont le président de la Chambre des représentants de l'État, Mike Madigan, et le président du parti refusent de le soutenir, même après qu'il a remporté l'investiture avec l'aide du président Obama. Sa réputation de banquier de la Mafia (« *Mob banker* ») et ses liens au sein du monde criminel sont trop connus et ne peuvent donc que rebuter les esprits vigilants sur les questions de morale en politique. Barack Obama a, semble-t-il, moins de pudeur, et le défend contre vents et marées, participant activement à sa campagne, en déclarant ainsi en sa présence : « Alexi est mon ami. Je connais son caractère. Je sais combien il aime ce pays. Je sais combien il est engagé au profit de l'intérêt général pour toutes les bonnes raisons. Vous pouvez lui faire confiance. Vous pouvez compter sur lui[7]. » Le Président fait participer à la campagne des primaires démocrates de son ami le ban et l'arrière-ban de son gouvernement et de son cabinet : son conseiller David Axelrod, le vice-président Joe Biden, etc. En s'engageant ainsi, Obama, parvenu au faîte de sa carrière politique, rend un grand service à celui qui l'a tant aidé par le passé. Le républicain Mark Kirk utilise la vulnérabilité de son adversaire en diffusant contre lui une vidéo sur le thème du banquier de la Mafia, une claire allusion aux prêts douteux accordés par la banque familiale aux gangsters Giorango et Stavropoulos. Le slogan de la vidéo est accrocheur : « Tony Soprano serait fier de lui » (“*He would make Tony Soprano proud*”), en référence à la série télévisée éponyme narrant le quotidien d'un chef de Famille.

Les liens mafieux du prétendant au poste de sénateur se précisent encore – à moins qu'il ne s'agisse d'un fâcheux hasard – lors d'un épisode hollywoodien de sa campagne. Giannoulias assiste à une réunion de levée de fonds à Hollywood organisée par Pamela Abdy, une ex-productrice de films du New Jersey, devenue un haut cadre de la Paramount Pictures. La presse souligne alors que, trois ans plus tôt, en 2007, Pamela Abdy est apparue dans une enquête du FBI portant sur les activités criminelles de la Famille Lucchese. Une écoute téléphonique la surprend en conversation avec son ex-petit ami, un soldat réputé de la Famille Lucchese, Joseph « Little Joe » Perna, qui se plaint auprès d'elle de n'avoir pu récupérer que 25 000 dollars sur une dette de jeu de 105 738 dollars.

Dans cette enquête, le FBI arrête Joseph Perna en compagnie d'une trentaine de membres et associés de la Famille Lucchese pour avoir monté une gigantesque opération de paris sportifs illégaux ayant porté sur 2,2 milliards de dollars en quinze mois. Parmi les interpellés se trouve aussi un certain Martin Taccetta qui est non seulement le responsable de l'équipe de la Famille Lucchese du New Jersey, mais aussi l'oncle de Pamela Abdy. La révélation des liens de Pamela Abdy sème le trouble au sein de la Paramount Pictures ; la réputation de la firme est entachée, d'autant qu'il était de coutume entrepreneuriale et médiatique d'affirmer que la Mafia a déserté Hollywood, depuis longtemps. La situation ne manque pas d'ironie au demeurant car la Paramount Pictures est la productrice de la trilogie du *Parrain* ! Au final, Alexi Giannoulias est battu par le républicain Mark Kirk.

Mais les doutes entourant les amis financiers du 44e président des États-Unis ne s'arrêtent pas à Tony Rezko et Alexi Giannoulias. Une autre figure démocrate mérite d'être mentionnée en la personne de Penny Pritzker. Cette milliardaire joue en effet un rôle central dans l'ascension politique de Barack Obama, d'abord au Parlement de l'Illinois, puis au Sénat et enfin à la présidence. Le *New York Times* affirme que sans Penny Pritzker, Barack Obama n'aurait franchi aucune de ces étapes politiques cruciales. Elle est son soutien financier en 2008 lors des primaires du Parti démocrate face à Hillary Clinton, puis en devenant la responsable du comité financier pour sa campagne. On ne peut faire plus respectable que cette personnalité majeure des États-Unis et de Chicago, puisque Penny Pritzker est l'héritière des hôtels Hyatt, donc de l'une des plus grandes fortunes du pays. Pourtant, la réalité est plus trouble et conforme à l'adage balzacien selon lequel « le secret des grandes fortunes sans cause apparente est un crime oublié, parce qu'il a été proprement fait » (*Le Père Goriot*). Fondé par son grand-père Abraham « Abe » Pritzker, l'empire familial dirigé par Penny a des origines en partie peu recommandables, comme le montre l'ouvrage de Gus Russo *Supermob*[8]. Par ailleurs, selon Sam Giancana, Abe Pritzker est un des conseillers et financiers d'Al Capone ; il est « connecté » selon la terminologie mafieuse[9]. Il fonde en effet sa fortune en s'appuyant sur la Famille de Chicago. Les premières compromissions semblent remonter, au sein du conglomérat des Pritzker, à la société de prêts Frontier Finance, prêtant aux immigrants à des taux très élevés, qui est étrangement présidée par Frank Buccieri, frère de Fiore Buccieri, un des boss de l'*Outfit*, lui-même spécialisé dans le jeu et le recouvrement de dettes ; les spécialités des deux frères se complètent donc à merveille. La Famille de Chicago utilise même les bureaux de Frontier Finance pour ses réunions confidentielles. Les Pritzker fréquentent les membres et associés de l'*Outfit* et de l'univers du jeu à Las Vegas et en Californie : Joe

Fusco, Tony Accardo, Jake Guzik, Louis et Jack Dragna, Moe Dalitz, etc. Afin d'éviter toute grève parmi les salariés des hôtels du groupe Hyatt, fondé en 1957, les frères Abe et Jack Pritzker ont recours aux services de Sidney Korshak. Pour le développement du groupe hôtelier, ils bénéficient de prêts généreux du fonds de pension des Teamsters, à nouveau grâce à Sidney Korshak. Au-delà des affaires, les familles Pritzker et Korshak sont amies. Entre 1959 et 1975, les Pritzker obtiennent ainsi pour 54,4 millions de dollars de prêts des Teamsters, qui servent en particulier à la construction et à l'achat d'hôtels-casinos à Las Vegas, à une période où, rappelons-le, la Mafia règne en maître dans cette ville et sur le syndicat. Comme le précise le professeur Alan A. Block, Jimmy Hoffa et Allen Dorfman s'impliquent personnellement dans l'attribution de ces prêts à la famille Pritzker[10]. Pourtant, durant des décennies, Abe Pritzker nie en public avoir eu recours à Sidney Korshak ; mais l'avocat mafieux doit lui-même reconnaître ce fait, tardivement, lors d'une audition devant l'Autorité des marchés financiers, la *Securities and Exchange Commission* (SEC). En parallèle, le fonds de pension des Teamsters achète en masse des actions du groupe Hyatt. Grâce à Sidney Korshak, l'avocat Stanford Clinton, associé du cabinet fondé par le groupe familial, Pritzker, Pritzker and Clinton, est l'un des conseils de Jimmy Hoffa, des Teamsters et de quelques mafieux, dont Joe Fusco et Tony Accardo. La relation entre Abe Pritzker et la Mafia relève au final de l'échange généralisé de services et il est plus que probable que le groupe Pritzker sert durant des décennies à blanchir de l'argent des Familles de Chicago et de Los Angeles dans des entreprises légales.

Par ailleurs, les Pritzker ont l'habitude de dissimuler les profits gigantesques de leur conglomérat dans une banque des Bahamas, célèbre dans l'histoire de l'évasion fiscale, des services de renseignement et de la Mafia, la Castle Bank. La famille Pritzker est son client le plus fortuné. L'un des cofondateurs de la Castle Bank est Burton Kanter, un avocat fiscaliste, membre du conseil d'administration du groupe hôtelier Hyatt. La Castle Bank est l'une des principales banques où la Mafia blanchit les gigantesques profits détournés de ses casinos de La Havane et de Las Vegas. Cette banque fonctionne à l'intersection des opérations de la Mafia, du *big business* associé à la Mafia, du président des États-Unis Richard Nixon comme nous l'avons vu et de la CIA. Comme l'explique Gus Russo[11], le vaste empire commercial, financier et immobilier de la famille Pritzker, évalué en milliards de dollars, est dissimulé dans des paradis bancaires offshore, afin d'éviter de payer des impôts, en partie grâce à Sidney Korshak. En décembre 2001, les Pritzker acceptent de payer une somme record de 460 millions de dollars pour la chute de la Superior Bank, une banque qu'ils détiennent à 50 % et dont Penny Pritzker est la présidente de 1989

à 1994 ; la faillite s'explique en grande partie par la vente frauduleuse d'obligations à risque (« *junk bonds* ») et de prêts hypothécaires (« *mortage loans* ») douteux. La faillite est d'autant moins glorieuse que la Superior Bank est coutumière de prêts hypothécaires à taux très élevés ciblant les minorités ethniques et les pauvres. Environ 1 400 titulaires de comptes perdent toutes leurs économies. La Superior Bank, à l'image de la banque de la famille Giannoulias évoquée précédemment, est archétypique de ces établissements financiers aux pratiques prédatrices qui sont au cœur de la crise financière de 2008. Les Pritzker expliquent sans vergogne que cet accord négocié avec la justice doit éviter de voir salie la réputation de leur famille ; et dans le contexte des attentats du 11-Septembre, Penny Pritzker déclare avec aplomb : « Ma famille ne va pas plaider contre le gouvernement fédéral à un moment comme celui-ci[12]. » La motivation des Pritzker est en réalité moins patriotique qu'il n'y paraît, l'accord est en effet indispensable afin d'échapper à un procès public. Par ailleurs, le groupe Pritzker se révèle un champion de l'évasion fiscale qui se chiffre en milliards de dollars. À la mort d'Abe, en 1986, le fisc américain relève que la famille a sous-estimé sa fortune d'environ 97,4 millions de dollars et doit encore 53,2 millions de dollars d'impôts impayés ; la négociation avec le fisc est favorable à la famille, qui ne paiera que 9,5 millions. Al Capone a subi les rigueurs de la prison pour beaucoup moins ! Évidemment, la famille Pritzker, comme tous les oligarques, a pris l'habitude de compenser ses pratiques prédatrices par une intense activité de philanthropie afin de blanchir son image. Cependant, le président Obama sait remercier ses amis riches et puissants puisque Penny Pritzker est nommée dans deux comités présidentiels (*President's Economic Recovery Advisory Board* ; *President's Council on Jobs and Competitiveness*) puis secrétaire d'État au Commerce en 2013, fonction qu'elle occupe jusqu'en 2017. Bien sûr, elle n'est pas responsable des compromissions mafieuses de ses ancêtres. Cependant, une question demeure : à l'aube du XXIe siècle, la famille Pritzker a-t-elle coupé *tous* les ponts avec la Famille de Chicago ?

Il est symptomatique que Barack Obama omette d'évoquer ces trois généreux parrains et financiers dans ses deux livres programmatiques devenus des best-sellers : *Dreams from my Father* (1990)[13] et *The Audacity of Hope* (2006)[14]. Puis, dans ses Mémoires publiés en 2020, *A Promised Land*[15], Tony Rezko et Alexi Giannoulias n'existent pas plus, et Penny Pritzker est citée incidemment pour ses fonctions de responsable du comité financier pendant sa campagne. Toutes les questions entourant Tony Rezko, Alexi Giannoulias et Penny Pritzker sont d'autant plus essentielles que Barack Obama décide en 2008, pour le financement de sa campagne, de bâtir sa collecte de fonds non sur

de l’argent public, légalement plafonné, mais sur des ressources privées, échappant ainsi à toute limite. Il devient de la sorte le premier candidat à se passer de l’argent fédéral depuis les lois adoptées par le Congrès après le scandale du Watergate. D’où l’afflux d’argent venu de Wall Street (JP Morgan, Goldman Sachs, etc.) et d’ailleurs. Après son élection, une question émerge sur les liens ou compromissions de Barack Obama : les mœurs mafieuses de l’Illinois et de Chicago l’ont-elles propulsé puis suivi jusqu’à la Maison Blanche[16] ?

America's First : fiction ou réalité ?

Les capillarités *connues* de Barack Obama avec la Mafia sont donc ténues mais réelles. L'interrogation sur son parcours politique est revenue à très bas bruit, de manière inattendue, au détour d'un roman en apparence anodin. Ce livre a sombré dans l'oubli dès sa sortie, alors qu'il présente les caractéristiques d'un roman à clé. Écrit par un certain Charles D. Edwards, publié en 2000, *America's First*[17] se présente au premier abord comme un thriller politique, racontant l'histoire d'une ascension sociale fulgurante. Le personnage central est un certain Calvin Smart, un Afro-Américain, élu sénateur de l'Illinois en 2005. Orphelin, il est élevé par son grand-père. Son profil ? C'est un juriste, mari fidèle et aimant, élégant et toujours soigné, grand et beau. Son épouse, Audrey, est une jeune femme noire, belle et intelligente, également juriste de formation. Dans sa jeunesse, Calvin Smart fréquente dans son quartier la terrible Famille Giovinci de la Mafia de Chicago, l'une des plus puissantes des États-Unis. Dans la scène d'ouverture qui se déroule en 1972, le boss Don Vincent Giovinci acte la condamnation à mort par la Commission de son ami Mo Giancana (Sam Giancana), car il est devenu trop visible et a commis une faute majeure en faisant assassiner le président John F. Kennedy, sans l'autorisation de ses pairs, ce qui lui fait dire : « Nous faisons les présidents, nous ne les tuons pas. » La Famille Giovinci prend tôt sous sa protection le jeune Calvin Smart et l'aide financièrement à se faire élire au Congrès, à la Chambre des représentants. L'élu a désormais une dette et il le sait. D'ailleurs, ses opposants l'accusent même, lors d'une conférence de presse, d'être financé par la Mafia. Ensuite, les événements se précipitent. Le vice-président meurt d'une attaque cardiaque, puis le 44e Président et le *speaker* (« président ») de la Chambre des représentants sont tués à Londres, lors d'un attentat. Le pays est décapité. L'ordre de succession constitutionnel désigne comme président des États-Unis, jusqu'à la prochaine élection, le sénateur dit *pro tempore*, c'est-à-dire le sénateur le plus haut placé

dans la hiérarchie après le vice-président du Sénat, en l'occurrence le sénateur Calvin Smart, qui a alors 46 ans. Bon orateur, éloquent même, le nouveau Président est un avocat sincère des droits civiques et d'un changement social profond. Il est porteur d'une vision pour son pays et souhaite profiter de cette présidence providentielle pour mettre en œuvre de grandes réformes. Cependant, il doit continuer à rendre des comptes à ses mentors mafieux. Un sujet retient tout particulièrement l'attention des gangsters : le débat en cours sur la légalisation des drogues, une réforme dont ni eux, ni leurs amis des cartels colombiens ne veulent, car elle risquerait de ruiner leurs gigantesques profits. La Famille Giovinci presse donc le Président de ne pas appuyer ce projet. Son prédécesseur avait eu la tentation de légaliser les drogues et cela lui a coûté la vie : la Mafia l'a assassiné avec l'aide de la CIA, les deux entités ayant un intérêt commun à se financer par l'argent du trafic des drogues…

Ce roman comporte des relents conspirationnistes évidents qui peuvent faire sourire. Cependant, sous la fine couche sensationnelle, l'intrigue recèle aussi des *étrangetés* incontestables qu'il serait imprudent de ne pas noter. Ainsi, Calvin et Audrey Smart ressemblent étrangement à Barack et Michelle Obama. Même s'il n'est pas question de les détailler ici, relevons simplement que les similitudes sont en effet frappantes : la description physique, l'histoire familiale et les étapes de l'ascension politique du couple coïncident presque trait pour trait avec celles des Obama. Par ailleurs, Barack Obama sera, à l'image de Calvin Smart, un ardent défenseur de la « guerre à la drogue », sinon de sa rhétorique du moins de son contenu, s'opposant à toute politique de dépénalisation ou de légalisation. Aucun lecteur de *America's First*, même distrait, ne peut échapper à ces coïncidences tant elles sont nombreuses et troublantes.

Peu après l'élection de Barack Obama, le site spécialisé dans le suivi de l'actualité du crime organisé aux États-Unis, *Thechicagosyndicate.com*, publie avec à-propos en janvier 2009 un article de Charles D. Edwards. L'auteur de *America's First* souligne (faussement ?) étonné « plusieurs similitudes entre le travail de fiction et les événements de la vie réelle[18] ». Il relève notamment le fait que son héros est accusé lors d'une conférence de presse par un opposant politique d'avoir reçu de l'argent pour sa campagne provenant de la Mafia de Chicago[19] ; or c'est précisément ce qui est arrivé à Barack Obama lorsqu'il est mis en cause pour ses liens avec Tony Rezko. Charles D. Edwards commente ce parallèle en disant de Tony Rezko qu'il est un « Sidney Korshak moderne », autrement dit un associé de la Mafia. Le site *Thechicagosyndicate.com* présente l'article comparatif de Charles D. Edwards avec un avertissement justifié : ce livre ne peut que *choquer* tant il contient de points communs avec l'actualité[20]. L'article ne suscite pourtant pas plus de réactions en 2009 que l'ouvrage en

2000.

America's First est un roman d'autant plus dérangeant par sa prescience des événements qu'en 2000, lors de sa publication, Barack Obama est alors un quasi-inconnu. Il vient en effet d'être battu pour le poste de représentant au Congrès par le démocrate Bobby Rush. Qui aurait pu imaginer alors qu'il serait élu président huit ans plus tard ? Le trouble est encore plus fort lorsque l'on s'attarde aux « remerciements » au début de l'ouvrage qui comportent un paragraphe plein de sous-entendus, écrit dans un style typique de la Mafia, avec des mots choisis (soulignés par nous) :

> « Un remerciement particulier est dû à tous mes contacts qui sont *membres ou associés de familles* uniques basées à *New York ou Chicago*. Merci de m'avoir permis d'accéder à votre *monde* et de m'avoir présenté aux bonnes personnes, dont certains des personnages de ce livre sont issus. Vos *secrets de famille* resteront enfermés dans la voûte de ma bouche[21]. »

Au final, il est indéniable que Charles D. Edwards est un maître de l'anticipation politique, voire de la divination. Toute autre hypothèse serait parfaitement inconcevable[22].

10
Donald Trump, en affaires avec la Mafia

Les mots ont-ils un pouvoir sur les hommes ? Le nom « Trump » résume les deux facettes du 45e président des États-Unis, de la perception intérieure au comportement réel. Le premier sens du mot *trump* est « atout, carte maîtresse » ; or, telle est la manière dont Donald Trump se perçoit depuis toujours : un gagnant absolu, jusqu'à la toute-puissance, ne croyant qu'au succès. Cependant, le verbe « *to trump* » signifie aussi « tromper, truquer » ; et en effet la vie de Donald Trump est une longue suite de tromperies, de transactions douteuses et de mensonges, révélant un être amoral pour qui la fin justifie les moyens. Il se voit comme un gagnant magnifique alors qu'il est un truqueur cynique. Nous nous limiterons ici à l'évocation de ses seules compromissions avec la Mafia, le reste étant hors de notre propos. Le sujet est à lui seul imposant. En effet, sa vie est jalonnée de relations directes et indirectes avec des membres ou des associés de la Mafia, près de quatre décennies durant. À ce titre, dans la longue liste des présidents ayant croisé la route de la Mafia, le bilan de ses relations avec ce monde souterrain est remarquable par sa longévité et son intensité, et comparable en cela à celui de Richard Nixon.

La mise en lumière des liens de Donald Trump avec la Mafia n'a pas été aisée, tant l'homme est puissant et vindicatif. Dès qu'une révélation embarrassante émerge, le futur président est adepte de la corruption matérielle et de l'intimidation judiciaire pour tenter d'étouffer dans l'œuf les publications. Les trois journalistes les plus actifs dans ce travail d'inventaire des faits, Wayne Barrett, Timothy L. O'Brien et David Cay Johnston, en témoignent abondamment et de manière frappante dans leurs ouvrages et articles depuis les années 1990[1]. Sur ce sujet sensible, Donald Trump est systématiquement soit dans le déni soit dans l'oubli, excipant d'une calomnie ou d'une mémoire défaillante. La défense par l'amnésie est au demeurant contradictoire avec son

affirmation récurrente de posséder la « meilleure mémoire au monde ». Pourtant, l'historique de ses relations professionnelles et personnelles avec des mafieux ou de simples gangsters est impressionnant. Le tableau brossé ici est celui d'un promoteur immobilier, casinotier et organisateur de combats de boxe ayant frayé avec la Mafia et ses associés, parvenant cependant à éviter toute implication personnelle dans des enquêtes criminelles pendant des décennies. S'il faut admettre à sa décharge que ces trois secteurs économiques sont structurellement pollués par la présence mafieuse, il n'en demeure pas moins que Donald Trump, tout adepte qu'il soit de la rhétorique de « la loi et l'ordre », s'est montré tolérant un demi-siècle d'affaires durant avec des personnages en haute « odeur de mafia » et de gangstérisme, de toutes origines.

À bonne école : mentors et avocats mafieux

Le milliardaire est d'abord un héritier. Il n'est pas un *self-made-man* s'étant élevé à la force du poignet comme il aime parfois le proclamer ; même si en privé il déclare avec ironie et réalisme faire partie du « *Lucky Sperm Club* ». Donald Trump est le petit-fils d'un émigré allemand, Friedrich Trump, ayant fait fortune lors de la ruée vers l'or en fournissant des services aux mineurs ; il dirige entre autres des hôtels, des salles de jeu, des maisons closes et des bars sur des terrains ne lui appartenant pas toujours. Donald Trump est également le fils d'un promoteur immobilier, Fred Trump, qui construit des immeubles pour la classe ouvrière à New York, dans les quartiers du Queens et de Brooklyn, souvent financés par des fonds publics obtenus grâce à ses relations politiques. Dès la fin des années 1960, Fred Trump, sympathisant du Ku Klux Klan, initie son fils Donald aux réalités de la promotion immobilière à New York. Il lui enseigne que, pour réussir, il faut, d'une part, des connexions politiques acquises en versant de larges contributions électorales et, d'autre part, savoir s'allier à la Mafia. Les deux aspects du métier sont au demeurant complémentaires. Ainsi, Trump père s'appuie-t-il beaucoup sur le puissant leader du Parti démocrate de Coney Island, Kenneth Sutherland, un associé de la Famille Lucchese. Il a pour partenaire en affaires après la Seconde Guerre mondiale un entrepreneur en maçonnerie, William « Willie » Tomasello, identifié par la *Federal Organized Crime Task Force* de New York comme un associé des Familles Gambino et Genovese et, auparavant, aussi de Lucky Luciano. À l'époque, il est connu que William Tomasello est connecté à la Mafia. Il prend 25 % des parts du projet de Fred Trump dit de *Beach Haven*. Ce partenariat est d'autant plus étonnant que le promoteur ne cesse de proclamer qu'il n'a aucunement besoin de s'associer. En réalité, William Tomasello offre une protection : il lui apporte des capitaux et s'assure surtout de la docilité des syndicats de la charpente, de la maçonnerie et des Teamsters. Il apporte également toutes ses relations politiques, elles aussi

liées à la Famille Gambino. Le même schéma émerge lorsque Fred Trump s'associe avec l'entreprise de la famille DiBono (ou DeBono) pour des projets immobiliers en Floride et au nord de l'État de New York. Frank Scalise, sous-chef de la Famille Gambino de 1951 à 1957, est alors un partenaire silencieux de l'entreprise DiBono. La famille DiBono compte parmi les siens un célèbre soldat de la Famille Gambino : Louis DiBono. Ce dernier est associé à William Tomasello dans quatre entreprises commerciales. La société de la famille DiBono travaille aussi avec Vinnie DiNapoli, un capitaine de la Famille Genovese. Fred Trump utilise souvent dans ses contacts avec la Mafia et ses associés les services d'un repris de justice du nom de Brad Zackson, qui a passé cinq ans en prison pour une tentative de meurtre. Ce dernier devient son conseiller et protégé, un homme décrit comme ayant « un appétit pour les affaires fantaisistes » et « une réputation d'arnaqueur »[2]. Plus tard, il travaille dans l'immobilier aux côtés de Paul Manafort, le directeur de campagne de Donald Trump. En conclusion, Fred Trump nage en eaux troubles pour ses projets immobiliers.

Cependant, au-delà de son père, un autre homme introduit et guide Donald Trump dans les coulisses les moins respectables de la vie new-yorkaise : l'avocat Roy Cohn, décrit par un biographe de Trump comme « un des hommes les plus vicieux et sans cœur ayant vécu en Amérique[3] », qui, ainsi que nous l'avons noté précédemment, fut à l'origine de la chute de Geraldine A. Ferraro, la colistière de Walter Mondale. Après avoir commencé sa carrière dans la chasse aux communistes comme procureur fédéral lors du procès des époux Julius et Ethel Rosenberg, suspectés d'espionnage pour le compte de l'Union soviétique (1951), puis comme *chief counsel* de la HUAC aux côtés du sénateur Joseph McCarthy (1953), Roy Cohn ouvre son cabinet privé à New York en développant une clientèle interlope. Il devient une cible à abattre pour le ministre de la Justice, Bobby Kennedy, sa deuxième priorité après Jimmy Hoffa ; cette hostilité tient probablement autant aux activités objectives de l'avocat qu'à l'inimitié tenace existant entre les deux hommes depuis l'époque où ils ont servi ensemble le sénateur McCarthy.

Si l'on en croit le récit fait par Donald Trump, il rencontre Roy Cohn pour la première fois en 1973 dans un club à la mode de Manhattan fréquenté par les riches et célèbres de la ville, Le Club. Donald et Fred Trump sont alors empêtrés dans une enquête du département de la Justice les accusant de discriminer les Afro-Américains dans leurs acquisitions immobilières. Le conseil de Roy Cohn est simple : ne pas céder en négociant, se battre en justice. Donald Trump a 27 ans et est au début de sa carrière, alors que Roy Cohn, âgé de 46 ans, se trouve à l'acmé de son pouvoir et est déjà l'un des avocats les plus critiqués et

craints des États-Unis. Ainsi commence la relation probablement la plus influente de la carrière de Donald Trump, qui recourt désormais aux services de Roy Cohn pour toutes ses batailles juridiques, qu'elles soient d'ordre privé (mariage, divorce) ou professionnel. Proche de Richard Nixon, Ronald Reagan, Rupert Murdoch et J. Edgar Hoover, l'avocat enseigne à Donald Trump qu'il faut systématiquement instiller *la peur* chez ses adversaires, ne jamais s'excuser et toujours attaquer. La seule politique qui vaille selon lui est l'intimidation et l'agression. Trump apprécie le style flamboyant et la dureté du personnage, comme il l'écrit dans *Trump, The Art of the Deal* : « Ce n'était pas un boy-scout. Il m'a dit un jour avoir passé plus des deux tiers de sa vie d'adulte sous inculpation pour une infraction ou une autre. Cela m'a étonné. Je lui ai dit : "Roy, dis-moi juste une chose. As-tu vraiment fait tout cela ?" Il m'a regardé et a souri. "Que crois-tu ? m'a-t-il répondu. Je n'en ai aucune idée."[4] »

En effet, toute sa vie, Roy Cohn œuvre à la limite de la légalité, ce qui lui vaut de multiples poursuites judiciaires, pour extorsion, fraude fiscale, parjure, vol, violation des lois bancaires, etc. ; il est finalement radié du barreau de New York peu avant sa mort, en 1986. Un de ses confrères avocats, Victor A. Kofner, brosse de Roy Cohn un portrait répandu : « Quand vous étiez en présence de Cohn vous étiez en présence d'un vrai diable[5]. » Il vit en effet au centre d'un cloaque de gangsters, d'affairistes, de mafieux, de juges corrompus et de politiciens sans scrupule. Amoral, cet avocat juif et homosexuel caché tient cependant en public des propos antisémites et homophobes. Au-delà de Roy Cohn, Donald Trump bénéficie des conseils d'un autre *Mob lawyer* influent à New York en la personne de Stanley Friedman, un ancien maire adjoint et leader du Parti démocrate dans le Bronx, associé à Roy Cohn. Lorsque Donald Trump rencontre une difficulté avec un interlocuteur, il n'hésite pas à lui montrer une photographie de Roy Cohn en lui demandant : « Préféreriez-vous négocier avec lui ? » Pour Trump, Roy Cohn est plus qu'un conseil juridique : il est son mentor et un ami proche, probablement un second père qu'il consulte pour tous les aspects de sa vie. Il l'appelle en effet quinze à vingt fois par jour. Comme l'écrit Wayne Barrett, Cohn « adopte » de fait Donald Trump dont il fait « son protégé et instrument[6] ». Il le guide dans les arcanes du monde du pouvoir, des affaires, des médias, des célébrités et de la nuit. Ce goût pour la vie nocturne vaut à l'avocat d'être décrit comme « le bâtard le plus méchant, tordu et vicieux qui ait jamais sniffé de la coke au Studio 54[7] ». Il devient vite indispensable à Donald Trump au point que, après sa mort, à chaque fois qu'il doit se sortir d'une situation délicate, l'homme d'affaires lance à la cantonade : « Où est mon Roy Cohn ? »

À New York, dans les décennies 1960, 1970 et 1980, nul ne peut faire de la

politique ou des affaires dans l'immobilier sans passer par lui. Sans scrupule, il est le conseil et/ou l'ami de mafieux importants dont la liste est interminable, un vrai *Who's Who*[8]. Les relations de Roy Cohn au sein de la Mafia sont nombreuses, anciennes et profondes. Il affirme ainsi être intervenu auprès de Frank Costello, un des chefs mafieux new-yorkais les plus puissants après la Seconde Guerre mondiale, en faveur d'un ami afin qu'il obtienne un poste de procureur fédéral.

Cependant, il ne se contente pas de représenter des mafieux et de présenter des clients douteux à Donald Trump. Comme le révélera plus tard une de ses anciennes secrétaires, les visites régulières de ses clients de la Mafia à son cabinet n'ont pas pour seul objectif de venir quérir des conseils juridiques avisés. Le cabinet et domicile privé de la 68e Rue à Manhattan sert aussi de lieu de réunion confidentielle aux chefs de Famille, à l'abri en principe de tout micro du FBI. Selon Wayne Barrett, le cabinet aurait même abrité les réunions très secrètes de la Commission[9]. Le bureau d'un avocat est en effet un sanctuaire pour des mafieux prudents. Roy Cohn est donc plus qu'un avocat de la Mafia (« *lawyer of the Mob* ») : il est, à l'image de Sidney Korshak, un avocat mafieux (« *Mob lawyer* »). D'ailleurs, les deux hommes se connaissent bien puisque le second est le conseil juridique du premier dans un litige commercial portant sur une affaire de parkings. Pour Donald Trump, Roy Cohn est un allié indispensable car il représente un lien unique vers la Mafia et les syndicats sans qui ses projets immobiliers ne peuvent prospérer sans heurt. Il est l'homme des contacts sensibles et des pots-de-vin, celui qui achète la paix et forge les alliances politiques et mafieuses. Le journaliste Wayne Barrett affirme que, selon un employé de Roy Cohn, l'avocat arrange une rencontre à trois à son domicile : Donald Trump, le chef de la Famille Genovese Anthony « Fat Tony » Salerno, qui est le propriétaire caché de la société S&A Concrete Co utilisée pour la construction du Trump Plaza[10], et lui. Trump niera toujours l'avoir rencontré.

En 1979, Roger Stone, le conseiller politique de Ronald Reagan alors en campagne présidentielle, contacte Roy Cohn, pourtant démocrate, comme Donald Trump, afin d'obtenir son soutien politique et financier. Stone rencontre l'avocat dans son cabinet, alors qu'il est en plein déjeuner avec un individu corpulent. Un échange peu banal s'engage : « Monsieur Stone, je veux vous présenter Tony Salerno, dit Roy Cohn. Roy dit que *nous* allons soutenir Reagan cette fois, dit à son tour Salerno[11]. » Roy Cohn et Anthony Salerno écoutent ensuite Roger Stone, puis l'avocat suggère au conseiller politique de Reagan de joindre Donald Trump. Après son élection, Ronald Reagan écrit à l'avocat pour le remercier chaleureusement. Les bienfaits de Donald Trump et de Roy Cohn –

sans oublier ceux d'Anthony Salerno dont on ne connaît pas les détails – comprennent ensuite au moins une rétribution. À la demande de Donald Trump, Roy Cohn obtient de la Maison Blanche la nomination de sa sœur, Maryanne Trump Barry, procureur fédéral dans le New Jersey, à un poste au niveau de la Cour d'appel fédérale.

Roy Cohn est probablement aussi celui qui initie Donald Trump à l'univers de la « comptabilité innovante » et des sociétés-écrans. Il est en effet le conseil de Steve Rubell et Ian Schrager, les propriétaires de la boîte de nuit à la mode, haut lieu de la drogue et de la débauche, Studio 54, lorsqu'ils sont accusés d'avoir détourné pour 2,5 millions de dollars, ce qui leur vaudra une peine de prison. À partir de 1984, Roy Cohn, malade du sida et constatant que son ami Donald semble s'éloigner de lui, déclare à son propos : « Je ne peux pas croire qu'il me fasse cela à moi. Il pisse de l'eau glacée[12]. » Donald Trump n'en écrit pas moins dans *Trump, The Art of the Deal* : « Dur comme il était, Roy avait de nombreux amis. Et je ne suis pas gêné de dire que j'étais l'un d'eux[13]. » Il était le gardien de tous les secrets, surtout de ceux liés à la Mafia.

La mort est parfois une mise à nu de la vie et c'est ce qui aurait pu survenir si une certaine Christine Seymour n'avait pas péri le 20 octobre 1994 dans un accident de la circulation en Floride, percutée par un tracteur. Standardiste au cabinet de Roy Cohn, elle quitte ses fonctions après le décès de celui-ci, et se lance alors dans l'écriture d'un livre de souvenirs, *Surviving Roy Cohn*, qui promet d'être croustillant puisque la standardiste avait pris l'habitude d'écouter les conversations de son patron et d'en tenir un journal. Lorsque ce projet est révélé le 5 mai 1994 par un article du *New York Post*, la panique s'empare des clients de Roy Cohn. Christine Seymour connaît non seulement tous les « cadavres » de Roy Cohn, mais aussi le lieu de leur enfouissement. Dès l'annonce de sa mort accidentelle, son agent littéraire, apeuré, brûle les notes de la défunte. Inachevé, le livre n'est pas publié. Mais si l'on croit un article du magazine *The New Yorker*[14], les traces qui subsistent présentent un intérêt réel sur les questions mafieuses. Christine Seymour décrit ainsi des coups tordus de Roy Cohn en 1984, dont nous avons déjà parlé. L'avocat recherche alors activement, avec l'aide de Roger Stone, des éléments compromettants sur Geraldine Ferraro, la candidate démocrate à la vice-présidence ; cette candidature sombre en effet dès que les liens de l'entreprise de son mari avec la Mafia sont révélés. L'avocat s'appuie ici sur le magnat de la presse Rupert Murdoch. Par ailleurs, il apparaît qu'il rend aussi service aux époux Reagan. Lorsque l'émission-phare de CBS, *60 Minutes*, s'apprête à diffuser un reportage sur l'ami et le potentiel vice-président de Ronald Reagan, Paul Laxalt, il contacte aussitôt le producteur de l'émission afin d'annuler la diffusion ; et en effet, sous

la pression, CBS renonce à retransmettre le reportage sur ce sénateur en « odeur de mafia ». Les notes de Christine Seymour révèlent enfin que Roy Cohn était très ami avec Nancy Reagan et William Casey, l'ancien directeur de la CIA de Ronald Reagan.

Roy Cohn décédé, Donald Trump trouve un autre avocat mafieux en la personne de Michael Cohen. Impressionné, dit-il, par sa réussite dans l'immobilier, Donald Trump le nomme vice-président exécutif de la Trump Organization. L'homme n'a ni le talent ni l'entregent de Roy Cohn, mais il dispose de relations mafieuses non négligeables. Élevé dans le quartier de Brighton Beach à Brooklyn, marié à une immigrée ukrainienne, Michael Cohen fréquente tôt des gangsters russophones. Son oncle, le docteur Morton Levine, est le copropriétaire d'un restaurant à Brooklyn, El Caribe Country Club, fréquenté par les gangsters russophones et les Familles. Tous ces mafieux ont l'habitude de s'y retrouver et d'y donner des fêtes. John Gotti, chef de la Famille Gambino, alors au summum de son pouvoir, y donne ainsi une réception pour Noël. Le docteur Levine sait aussi pratiquer son art médical au profit des membres de la Famille Lucchese et n'hésite pas non plus à les aider dans leurs activités criminelles. Selon le FBI, le sous-chef de la Famille Lucchese, Anthony « Gaspipe » Casso, tient en si haute estime le médecin qu'il se dit prêt à faire « n'importe quoi » pour lui. Michael Cohen est présenté à Donald Trump par son beau-père, Fima Shusterman, un Ukrainien naturalisé américain, condamné en 1993 pour blanchiment d'argent. Il est possible que ce beau-père ait été un canal d'argent sale en provenance d'oligarques et de gangsters russophones vers la Trump Organization. Il n'est pas impossible au final que Michael Cohen se soit vu accorder cette place d'avocat auprès de Donald Trump comme une faveur faite à Fima Shusterman. Par ailleurs, il ne se contente pas de conseiller Donald Trump, il se livre aussi à des affaires douteuses et entretient de multiples liens avec le monde de la criminalité russophone et italo-américaine.

Dans la galerie des mentors et avocats mafieux qui entourent Donald Trump, un troisième homme mérite d'être cité, même si son nom apparaît rarement dans ses biographies. Durant quarante ans, Donald Trump a pour bras droit et confident l'avocat George Ross. Il est vice-président de la Trump Organization et apparaît souvent aux côtés de l'homme d'affaires dans son émission de télévision *The Apprentice* sur NBC. Auparavant, pendant une dizaine d'années (1954-1964), il est le conseiller de la société d'immobilier Goldman and DiLorenzo qui devient au milieu des années 1970 le premier propriétaire terrien de New York, dont les seuls lots à Manhattan sont évalués à 1 milliard de dollars. Une rumeur persistante veut que Sol Goldman et Alex DiLorenzo ont lancé leur société grâce à de l'argent sale, puis ont continué à prospérer avec

l’appui de la Mafia. En effet, rien qu’à Manhattan, Goldman and DiLorenzo possède près de 400 propriétés dont des douzaines de librairies pornographiques, de salles de cinéma, de salons de massage, de bars gays, d’immeubles peuplés de proxénètes, de prostituées et de revendeurs de drogue, tous plus ou moins connectés à la Mafia. La société Goldman and DiLorenzo suscite des interrogations en raison de son obsession pour le secret et par son refus de revendre tout bien acquis. Ses liens avec la Mafia sont évoqués par la presse dès 1973 dans un article du *Village Voice*, mais sont vigoureusement démentis par les intéressés. Un fait divers intrigue toutefois : afin de briser une grève d’employés du Chrysler Building, dont ils sont les propriétaires, Sol Goldman et Alex DiLorenzo embauchent comme « *labor consulting* » la société SGS Associates qui est détenue par Carlo Gambino, chef de la Famille éponyme. Avec un sens unique du sous-entendu prudent, le *New York Times* écrit dans sa rubrique nécrologique consacrée en 1975 au décès d’Alex DiLorenzo : « Les deux partenaires étaient des figures “mystérieuses” dans les milieux immobiliers et des objets d’une immense curiosité en raison de leur montée en puissance relativement rapide. […] Pendant de nombreuses années, des rumeurs ont persisté sur l’origine des fonds des partenaires, mais des sources gouvernementales et privées ont soutenu qu’aucun fondement aux rumeurs de connexion avec le monde souterrain n’avait été mis au jour[15]. »

L’ombre de la Mafia plane sur le béton et l’immobilier

Durant trois décennies (1970-1990), les cinq Familles de New York disposent d’une mainmise quasi absolue sur le marché du bâtiment et de la construction (BTP) à New York, engrangeant des bénéfices se chiffrant chaque année en centaines de millions de dollars. La Mafia contrôle tous les métiers liés au secteur : le béton évidemment, mais aussi la maçonnerie, la plomberie, les fenêtres, la peinture, la menuiserie, etc. Le béton est surnommé « l’or italien » (« *Italian gold* »). Ce fief n’est au demeurant pas unique, d’autres secteurs économiques à New York sont tout autant pris en otage : l’habillement et la confection, le marché aux poissons, le ramassage des ordures, etc. La Mafia s’est infiltrée dans toute la chaîne de production du BTP, soit en devenant propriétaire de sociétés de béton parfois via des prête-noms, soit en contrôlant les syndicats professionnels : camionneurs, démolisseurs, etc. Elle décide ainsi quelles entreprises peuvent travailler et à quelles conditions. Autrement dit, aucune construction ne peut voir le jour sans l’aval de la Mafia, qui en retire systématiquement un bénéfice. Les prix du béton livré sont évidemment majorés, créant un surcoût réel mais invisible pour les propriétaires et les locataires des immeubles qui paient de la sorte une « taxe mafieuse » ; le prix du béton dans les années 1980 à New York est 70 % plus élevé que dans les autres grandes villes des États-Unis. Les cinq Familles contrôlent au final ce que les autorités judiciaires appellent un « club du béton » (« *Concrete Club* »), fonctionnant sous la forme d’un cartel d’entreprises, aboutissant à une répartition des marchés et à une fixation des prix à leur guise, donc en dehors des lois de la concurrence. L’acheteur ou le loueur d’appartements à New York subit au final un surcoût de 10 à 20 %. À travers la Commission de *Cosa Nostra*, les Familles régulent selon des règles bien établies l’attribution des marchés et la répartition des pots-de-vin : sur les contrats allant jusqu’à 2 millions de dollars, la Famille Colombo prend 1 % ; sur les contrats entre 2 et 5 millions de dollars, ne peuvent contracter

que les entreprises sélectionnées par la Commission, avec pour obligation de céder 2 % ; les contrats au-delà de 5 millions de dollars ne peuvent être attribués qu'à la société S&A Concrete Co, contrôlée par les Familles Genovese et Gambino. La domination du secteur enrichit et confère à la Mafia un pouvoir social et politique considérable. Tel est le contexte dans lequel le jeune promoteur immobilier Donald Trump évolue alors.

Ses projets immobiliers à New York, et en particulier sa grande œuvre à Manhattan, la Trump Tower (58 étages), présentent une singularité technique. Dans les années 1980, la plupart des gratte-ciel sont construits avec des poutrelles d'acier (« *steel girder* ») et quelques-uns avec la méthode du béton préfabriqué/coulé (« *pre-caste concrete* »). Donald Trump opte pour un choix radicalement différent. Les poutrelles d'acier sont très difficiles à stocker en pleine ville, au milieu d'une intense circulation. Il choisit un procédé à la fois plus coûteux et, à bien des égards, plus risqué : le béton prêt à l'emploi (« *ready-mix concrete* »). Il présente l'avantage de réduire les délais de construction, d'être plus solide que les poutrelles d'acier et de ne pas nécessiter d'ignifugation coûteuse. Cependant, ce type de béton doit par définition être versé rapidement, sinon il durcit dans les fûts des camions de livraison, les endommageant, et tout retard génère des délais insupportables pour l'achèvement des bâtiments. La question de la rapidité se pose avec une acuité particulière dans une grande ville comme New York, toujours encombrée. La technique du *ready-mix concrete* rend donc le promoteur immobilier très vulnérable à tout ralentissement dans la chaîne de production, en particulier aux actions syndicales. Toute grève inopinée, même de courte durée, survenant lors de l'un des maillons de la chaîne économique – production, transport, construction – peut se transformer en désastre financier pour le promoteur. Or, dans l'État de New York, les syndicats du bâtiment et des camionneurs (Teamsters) fonctionnent depuis toujours sous le contrôle de la Mafia[16]. En faisant le choix du béton prêt à l'emploi, Donald Trump se livre donc pieds et poings liés « à la merci d'une légion de racketteurs du béton[17] ». Il se place en toute connaissance de cause sous l'emprise absolue de la Mafia et de la « paix syndicale » qu'elle peut assurer. À l'époque, *aucun* entrepreneur ou connaisseur de ce secteur ne peut ignorer l'empire qu'elle exerce sur le béton et surtout le contrôle total par les mafieux d'une chaîne fondée sur le béton prêt à l'emploi. Au demeurant, la situation est si préoccupante que les acteurs majeurs du béton new-yorkais que sont les grandes familles d'entrepreneurs représentés par les LeFrak et les Resnick implorent les autorités judiciaires et politiques de les débarrasser de l'omniprésence mafieuse. S'il est alors difficile d'éviter d'entrer en relation d'affaires avec la Mafia pour un promoteur immobilier à New York, il est patent, comme le souligne Wayne

Barrett, que « Donald Trump pousse la relation beaucoup plus loin qu'il n'aurait dû le faire[18] », alors qu'il avait d'autres choix à sa disposition. Non seulement Donald Trump utilise le béton prêt à l'emploi, mais il contracte en toute connaissance de cause avec des sociétés clairement en « odeur de mafia », telles S&A Concrete Co et Transit-Mix Concrete Corp.

Les différents procès qui s'enchaînent à New York à partir de 1985 montrent que ces deux entreprises, comme tant d'autres, sont détenues en sous-main, via des hommes de paille, par la Mafia ; en l'occurrence S&A Concrete Co est présidée officiellement par Nicholas « Nick » Auletta, un soldat de la Famille Genovese, en réalité par Paul Castellano, chef de la Famille Gambino, et Antony « Tony » Salerno, chef par intérim de la Famille Genovese. Et Transit-Mix Concrete Corp. est présidée par Edward J. « Biff » Halloran, et en fait par Paul Castellano. Edward J. « Biff » Halloran dispose d'un monopole quasi complet sur le béton prêt à l'emploi grâce à la Mafia. Son avocat est Roy Cohn. Il sera condamné à treize ans de prison pour racket et, en 1998, alors qu'il se rend à New York pour régler un différend avec un mafieux, il « disparaît » en chemin et personne ne le reverra plus. En octobre 1988, ses divers crimes commis dans le secteur du béton (racket, blanchiment, corruption, etc.) valent à Anthony Salerno une peine de soixante-dix ans de prison Il meurt en détention. Il était accusé, entre autres, d'avoir fourni à des prix surévalués du béton pour seize immeubles de Manhattan, dont le Trump Plaza.

Afin de gérer ses relations avec les syndicats mafieux, Donald Trump embauche Daniel Sullivan, un ex-cadre des Teamsters proche de feu Jimmy Hoffa, officiellement comme « *labor consultant* » (« conseiller social »). Repris de justice connu pour de multiples infractions, vol qualifié, détention illégale d'arme, agressions, etc., il est aussi un informateur confidentiel du FBI. Il explique à la Sûreté fédérale que Donald Trump sait parfaitement que S&A Concrete Co et Transit-Mix Concrete Corp. sont contrôlées par la Mafia. Le promoteur a confié à Transit-Mix Concrete Corp. ses deux projets immobiliers majeurs de Manhattan : le complexe immobilier de luxe dit Trump Plaza, situé dans l'East Side pour la somme de 8 millions de dollars ; et la Trump Tower sur la 5^{e} Avenue.

Donald Trump utilise aussi comme contractant dans le béton l'homme d'affaires Manny Ciminello, dont les liens avec la Mafia sont profonds. Il sait que celui-ci travaille en *joint-venture* avec S&A Concrete pour l'édification du Trump Plaza. L'homme est d'autant plus précieux qu'il est un ami proche du conseiller municipal Jerry Crispino, qui préside la commission contrôlant tous les projets de développement majeurs de New York. Manny Ciminello est aussi un joueur invétéré dans les casinos de Donald Trump. Leur intimité est telle que

ce dernier l'invite à la célébration en 1990 de son 44e anniversaire.

Si Edward J. « Biff » Halloran fournit le béton, les superstructures sont quant à elles proposées par la société Dic Underhill, dont le président Joe DePaolo travaillait déjà dans des projets immobiliers avec Fred Trump. Or, Dic Underhill présente des capillarités mafieuses patentes. Le frère de Joe DePaolo est propriétaire d'une entreprise de transport liée au frère de Carmine Persico, chef de la Famille Colombo. Et comme tout cet univers est étroitement mêlé, les principaux directeurs de Dic Underhill ont pour avocat Stanley Friedman, l'associé de Roy Cohn.

Par ailleurs, Donald Trump bénéficie de la part des syndicats de New York en « odeur de mafia » d'une protection à toute épreuve, comme le révèle un épisode remontant à 1979. Cette année-là, afin de permettre l'édification de sa future Trump Tower, Donald Trump fait démolir le Bonwit Teller Building sur la 5e Avenue à Manhattan, en embauchant 200 ouvriers non syndiqués, mal payés et sans droits sociaux, la plupart des Polonais sans papiers, qui travaillent aux côtés de quinze ouvriers syndiqués à la House Wreckers Union Local 95 de la Laborers International Union, le syndicat spécialisé dans les travaux de démolition. Ces ouvriers non syndiqués sont payés très en dessous des normes, dorment parfois sur les chantiers, travaillent jusqu'à 7 jours sur 7, 18 heures par jour, et ne bénéficient pas des normes de sécurité (casques, etc.). Cette « *Polish brigade* », comme elle est surnommée, composée d'environ 150 ouvriers, fonctionne donc en dehors des normes syndicales. L'emploi par Donald Trump de travailleurs illégaux n'est évidemment pas le point le plus important ; ce qui mérite d'être souligné est le fait qu'une telle violation des règles syndicales ait pu se dérouler sans manifestations ou grèves de la part du syndicat ayant le monopole du secteur. Son silence signe sa complicité. La démolition fait scandale car, en toute connaissance de cause, et pour gagner du temps, Donald Trump fait détruire une série de bas-reliefs de style Art déco, de grande valeur, sur la façade. En revanche, ce qui demeure dans l'ombre est un scandale au moins équivalent. Afin de gagner du temps et de l'argent, les équipes de la Local 95 abandonnent les matériaux de la démolition dans des décharges sauvages, en toute illégalité. L'amiante du Bonwit Teller qui s'entasse sur le chantier est, au mépris de toutes les règles sanitaires, placé dans des camions sans bâches, pour être déversé dans les égouts, dans l'Hudson River ou dans la mer. Des centaines de milliers d'habitants de New York et du New Jersey sont pour longtemps exposés à ces matières cancérigènes. Ce travail ainsi réalisé à moindre coût est confié à Philip B. Schwab, surnommé « *Demolition Man* », un entrepreneur associé à la Famille de Buffalo. Le travail de démolition du Bonwit

Teller Building se poursuit, au vu et au su de tous sans anicroches, car la House Wreckers Union Local 95 est contrôlée par le redouté Vincent « The Chin » Gigante, le chef de la Famille Genovese, un fait amplement démontré par des pièces judiciaires lors de multiples procès et par un rapport de la *New York State Organized Crime Task Force* ; et la Laborers International Union est aussi citée par le FBI comme étant de longue date associée aux Familles de New York et de Chicago. Évidemment, l'avocat de la House Wreckers Union Local 95 est Roy Cohn. Lorsque les ouvriers polonais se mettent finalement en grève et que le scandale devient public, Donald Trump, paniqué, se tourne alors vers son « conseiller en affaires syndicales », Daniel Sullivan, pour régler le problème. Par ailleurs, la Trump Tower est construite par la société Quadrozzi Concrete Company dont le dirigeant, John Quadrozzi Sr, est lié à la Famille Lucchese et poursuivi en 1992 pour avoir versé des pots-de-vin à la Mafia.

À la fin des années 1970, Donald Trump se lance dans la rénovation de l'hôtel Commodore qui va devenir le Grand Hyatt Hotel situé sur la 42^{e} Rue à Manhattan, à côté de la gare centrale. Ce premier grand projet immobilier est réalisé grâce au partenariat noué avec la famille Pritzker, propriétaire de la marque Hyatt, et par une exemption inédite de taxes foncières accordée par la municipalité démocrate. Le projet fait apparaître de long en long un nombre excessif d'entreprises et d'acteurs divers ayant une empreinte mafieuse. Donald Trump choisit des entreprises liées à la Mafia. Les sociétés livrant le béton, North Berry et Transit-Mix, seront identifiées par la justice comme telles. La société de démolition basée en Pennsylvanie, Cleveland Wrecking, est détenue en partie, de manière masquée, par la Famille de Philadelphie très implantée à Atlantic City. Pour les travaux de charpente, Donald Trump privilégie une société liée à la Famille Genovese ; une écoute fédérale capte le chef du syndicat des charpentiers, la Carpenter's Union, Teddy Maritas, citant l'attribution du contrat des cloisons sèches de l'hôtel à la société Circle Industries, comme un exemple de trucage organisé par la Mafia. Les travaux de plomberie échoient à Wachtel Plumbing, une société impliquée au même moment dans une affaire de racket mafieux à Atlantic City. Le kiosque à journaux dans le hall de l'hôtel est concédé à Ancorp, une société dont l'avocat est Roy Cohn et ses deux dirigeants convaincus de corruption. Le jour de l'inauguration de l'hôtel en 1978, un piquet de grève accueille les invités. Donald Trump est présenté par le gouverneur de l'État à Vito Pitta, vice-président du puissant syndicat des travailleurs de l'hôtellerie, Hotel Employees and Restaurant Employees International Union (HEREIU). Son pouvoir s'explique par le fait, de notoriété publique, qu'il est un associé de la Famille Colombo, puisque le syndicaliste mafieux est cité comme tel dès 1986 par la commission Reagan sur le crime organisé, dans son rapport

spécial sur les syndicats, *The Edge*[19]. Suspecté de racket par le FBI, il échappe toutefois aux poursuites pénales. Il se dit « très ami avec Roy Cohn ». Vito Pitta obtient de Donald Trump en 1985 ce que son prédécesseur n'avait pu arracher : un monopole syndical sur l'embauche des salariés du Grand Hyatt Hotel. Cette relation amicale avec Pitta permet à Donald Trump d'éviter les grèves que l'HEREIU déclenchera à Atlantic City.

En 1980, Donald Trump est convoqué par la *Federal Organized Crime Strike Force* de New York afin d'être interrogé sur ses relations d'affaires avec John Cody, un cadre du syndicat des Teamsters, décrit par le FBI comme un associé de la Famille Gambino. Il dirige sans partage la section locale des Teamsters (Local 282) de 1976 à 1984, en utilisant les armes de la grève et de l'extorsion – avec en arrière-plan la menace de la Mafia – pour « assouplir » les promoteurs immobiliers et les entrepreneurs du béton ; ce qui lui permet de s'enrichir par l'accumulation des pots-de-vin qu'il reçoit. À l'âge de 60 ans, Cody a déjà été sous le coup de huit arrestations, dont l'une pour tentative de viol, trois inculpations et sept ans de prison pour cambriolage. Depuis le début de ses responsabilités syndicales, il vit sous l'observation étroite des services de police et du FBI. Durant les années 1970 et 1980, il est l'homme qui contrôle de fait le flux de béton alimentant les constructions à New York, dont celles de Donald Trump. La Sûreté fédérale est convaincue que Cody obtient de divers promoteurs immobiliers des appartements gratuits à titre de pot-de-vin, dont l'un au sein de la Trump Tower. Trump lui aurait-il offert un appartement contre la promesse de la paix syndicale et une absence de grève ? Interrogé par le FBI, Trump nie tout cadeau à John Cody. Le syndicaliste est clair sur ses relations : « Je connaissais bien Trump. Donald aimait faire des affaires avec moi à travers Roy Cohn », qualifiant l'avocat mafieux de « plutôt bon ami »[20]. En réalité, Donald Trump est terrorisé par John Cody, à qui il ne peut rien refuser. Ses relations mafieuses sont si fortes que, selon le FBI, le boss Carlo Gambino se déplace au mariage de son fils à Long Island, en 1973. Le garde du corps de John Cody est un temps accusé de meurtre, libéré sous caution grâce à l'intervention de son fils banquier ; plus tard, le garde du corps meurt assassiné. À l'été 1982, alors qu'il va être inculpé pour des faits de racket, John Cody envisage de lancer une large campagne de grève dans tout New York. Les Teamsters prévoient de ne plus y livrer de béton. Donald Trump bénéficie pourtant d'un traitement de faveur : il est averti assez tôt et Cody l'aide à accélérer les travaux en cours. Et lorsque le reste de la ville est touché par la grève, celle-ci épargne les chantiers de la Trump Tower et du Trump Plaza à Manhattan. Les enquêteurs découvrent par ailleurs que John Cody développe un intérêt spécial pour la Trump Tower. Une amie, et peut-être une maîtresse, au

train de vie flamboyant, mais sans ressources déclarées, la belle Autrichienne Verina Hixon, devient la propriétaire de trois appartements dans la Trump Tower, valant 10 millions de dollars, situés juste en dessous du triplex où vivent Donald et Ivana Trump. Les époux Trump et Verina Hixon entretiennent des relations amicales. Trump est obligé de répondre favorablement aux exigences de réaménagement des appartements de Verina, telle l'installation d'une piscine, la seule de la tour, car il ne peut rien refuser à John Cody. Le syndicaliste y réside à l'occasion et y investit la somme de 500 000 dollars. À sa demande, Donald Trump aide par ailleurs la jeune femme à obtenir un prêt hypothécaire de 3 millions de dollars sans qu'elle ait besoin de remplir une demande ou de présenter des garanties financières. Pour ajouter à l'étrangeté de la situation, et afin de couvrir les frais d'aménagement des appartements, Verina Hixon bénéficie aussi d'un « prêt », qui a toute l'apparence d'un don, de 100 000 dollars en 1983 provenant du soldat de la Famille Genovese, Nicholas « Nick » Auletta, président en titre de S&A Concrete Co, alors même que cette société ne fournit pas le béton de la Trump Tower mais celui de la Trump Plaza. Toutefois, après la condamnation puis l'emprisonnement de John Cody, Donald Trump change d'attitude et poursuit en justice la jeune femme pour un obscur litige sur les travaux dans ses fastueux appartements. Elle le poursuit à son tour, accusant le milliardaire de recevoir des pots-de-vin de ses partenaires en affaires. Trump prend peur et accepte une négociation mettant fin au litige, le conduisant à verser 500 000 dollars à la plaignante. Que redoutait donc Donald Trump ? Quoi qu'il en soit, John Cody est au final condamné en 1984 à cinq ans de prison pour racket.

Le 10 mars 1993, Sammy « The Bull » Gravano, ex-sous-chef de la Famille Gambino du temps de John Gotti, devenu un des plus célèbres repentis de l'histoire de la Mafia, témoigne devant une commission du Sénat sur la corruption dans la boxe. L'ex-mafieux connaît parfaitement le monde du béton à New York puisqu'il a dirigé une société de construction très prospère, Gem Steel, si prospère que sa réussite lui attire les foudres et la jalousie de son chef de Famille, John Gotti. Homme d'affaires doué, c'est aussi un tueur qui avoue avoir participé à l'assassinat de dix-neuf personnes. Interrogé par le Sénat sur Donald Trump, Gravano explique que la Mafia pouvait « atteindre/rentrer en contact » (« *to reach* ») avec l'homme d'affaires via les syndicats, en particulier Bobby Sasso, le successeur de John Cody à la tête de la section 282 des Teamsters. Puis, interviewé en 1997 par Diane Sawyer, Gravano confirme son accusation : « Donald Trump n'aurait pas pu construire un immeuble si je ne l'avais pas voulu[21]. »

Au final, Donald Trump sait-il ou peut-il ignorer que, comme promoteur

immobilier, il traite avec la Mafia ? La question lui est posée directement lorsqu'il se lance dans la campagne présidentielle. Le *Wall Street Journal* l'interroge à ce sujet en décembre 2015[22]. Donald Trump rappelle qu'à Manhattan, il y avait peut-être trois entreprises de béton et que « pratiquement chaque bâtiment construit l'a été avec ces entreprises », ajoutant que « beaucoup de ces personnes étaient en quelque sorte associées, d'après ce que j'ai lu, je n'en suis pas sûr ». Plus curieusement, il loue la qualité de leur travail : « Pratiquement tous les bâtiments qui ont été construits l'ont été avec ces entreprises. Ces gars étaient d'excellents entrepreneurs. Ils étaient phénoménaux. Ils pouvaient faire trois étages par semaine en béton. Personne d'autre au monde ne pouvait faire trois étages par semaine. Je veux dire qu'ils étaient incroyables. La Trump Tower et d'autres bâtiments. » En résumé, Donald Trump, sans le reconnaître formellement, explique d'une part qu'il n'avait pas d'alternative et d'autre part que ces sociétés travaillaient très bien.

Trump gagne aussi beaucoup d'argent en vendant son nom sous forme de licences pour des produits de consommation courante, tels que la vodka. Mais aussi pour des hôtels et des copropriétés, ce en partenariat au début du XXIe siècle, avec une société de promotion immobilière, le Bayrock Group, domiciliée au 24e étage de la Trump Tower, dirigée et fondée par l'émigré kazakh Tevfik Arif. Ce groupe émerge au moment où les banques et les marchés refusent désormais de prêter de l'argent à un Donald Trump surendetté, dont les casinos perdent beaucoup d'argent. Tevfik Arif est un étrange personnage puisqu'il sera interpellé en 2010 en Turquie dans une affaire de prostitution et de proxénétisme international. Ce partenariat concerne plusieurs projets importants d'hôtels et de résidences en multipropriétés dans l'ex-bloc soviétique et aux États-Unis, dont le Trump SoHo Hotel à New York et la Trump International Hotel and Tower à Fort Lauderdale en Floride. Un des partenaires dans ces deux projets est le milliardaire russe Tamir Sapir ; c'est lui qui a présenté Tevfik Arif à Donald Trump. L'un des collaborateurs de Tamir Sapir est un certain Frederic Contini qui, en 2004, est contraint de plaider coupable et d'accepter une peine de treize ans de prison dans une affaire de racket en lien avec la Famille Gambino. En 2004, l'ex-directeur financier du Bayrock Group pendant cinq ans, Jody Kriss, accuse la société de blanchiment d'argent, de fraude et d'évasion fiscale à grande échelle, de prostitution, de traite des êtres humains, dont des enfants. Il explique à la justice que le Bayrock Group est une « organisation corrompue pratiquant le racket, fonctionnant selon un schéma d'activité criminelle », n'hésitant pas à utiliser en plus de l'extorsion « les menaces de torture et de mort »[23]. Selon lui, Tevfik Arif et le *managing director* Felix Sater lui ont

affirmé que l'argent alimentant le Bayrock Group vient de Russes proches de Vladimir Poutine.

Felix Sater est un émigré russe au riche parcours criminel. Courtier de profession, il est emprisonné pendant quinze mois pour avoir agressé en 1993 un autre courtier dans un bar. Il évite ensuite de justesse la prison en 2000, en coopérant avec la justice, alors qu'il est complice dans une vaste affaire de blanchiment d'argent et de manipulation des cours de la Bourse (dit de « *pump and down* »), découverte en 1996, portant sur 40 millions de dollars, impliquant des *brokers* de Wall Street, des membres de la criminalité organisée russophone et six membres ou associés de la Mafia de New York, bénéficiant à titre principal aux Familles Gambino et Genovese ; parmi les mis en cause : le neveu du chef de la Famille Colombo, Carmine « The Snake » Persico et le beau-frère de Sammy « The Bull » Gravano, sous-chef de la Famille Gambino. L'opération frauduleuse est menée par la société de courtage Whiterock Partners dirigée par Felix Sater et Sal Lauria ; ce dernier est un associé des Familles Gambino et Genovese, et travaille aussi au Bayrock Group. Puis Felix Sater devient un informateur de haut rang pour la DIA, le FBI et la CIA dans des opérations touchant à Al-Qaïda (récupération de missiles Stinger), ce qui lui permet d'obtenir la clémence de la justice dans son affaire de manipulation des cours de la Bourse à Wall Street ; il évite la prison pour « coopération extraordinaire ». Lorsque le *New York Times* révèle le lourd passé de Felix Sater dans une enquête détaillée en 2007[24], le Bayrock Group déclare se séparer de lui en lui offrant un bonus de 750 000 dollars, mais il demeure en réalité partenaire dans la société. Donald Trump, qui affirme pourtant tomber des nues quant à son passé criminel, permet alors à Felix Sater d'intégrer la Trump Organization en devenant officiellement *senior advisor* – ses cartes de visite précisent : « *Senior Advisor to Donald Trump* » ; il dispose aussi d'une adresse mail liée à la Trump Organization. Il est chargé de trouver des affaires immobilières pour le compte du groupe aux États-Unis, mais aussi à l'étranger (Russie, Chine, Ukraine, etc.). Pourtant, Donald Trump n'hésite pas en 2013 à affirmer sous serment qu'il serait incapable de le reconnaître s'il était assis dans la même pièce que lui. Si Felix Sater est un homme plein de ressources, c'est qu'il sait de qui tenir. Il est en effet le fils du gangster russe Mikhail Sheferovsky, lui-même parfois présenté comme un collaborateur de haut rang d'un des plus grands parrains de l'histoire de la criminalité organisée russe, Semion Moguilevitch, qui figurera sur la liste des « *Ten Most Wanted* » du FBI ; cette collaboration est toutefois discutée par certains auteurs. Mikhail Sheferovsky est, quant à lui, partenaire en affaires dans une entreprise de commerce de vitres à Brooklyn avec Ernest « Butch » Montevecchi, un soldat de la Famille Genovese. La spécialité de Mikhail

Sheferovsky est l'extorsion dans le quartier de Brighton Beach, à Brooklyn. Il se dit que Felix Sater aurait été aux États-Unis le gestionnaire des affaires courantes – son *shama* en yiddish[25] – de Semion Moguilevitch.

Les cas de Felix Sater et de Tamir Sapir montrent combien les accointances de Donald Trump dans le monde criminel dépassent l'univers de la seule mafia italo-américaine. Selon les ouvrages documentés des journalistes Craig Unger dans *House of Trump, House of Putin*[26] et Seth Hettena dans *Trump/Russia*[27], l'empire immobilier de Donald Trump sert durant trois décennies à blanchir l'argent sale d'oligarques et de la criminalité organisée russophone, cette dernière étant qualifiée improprement de « mafia russe[28] ». Le projet immobilier du Trump SoHo est ainsi vendu à 77 % à des acheteurs dissimulés derrière des sociétés-écrans ayant réglé en cash. Une grande enquête du média *BuzzFeed* en 2018 titre : « L'argent secret : comment Trump a fait des millions de dollars en vendant des appartements à des acheteurs non identifiés[29]. » Selon cette investigation de Thomas Frank, un cinquième des appartements de luxe vendus par Donald Trump aux États-Unis (New York, Floride, etc.) depuis les années 1980, soit plus de 1 300, l'ont été de manière anonyme et en cash. Leur valeur totale avoisinerait 1,5 milliard de dollars, et encore, l'enquête ne prend-elle pas en compte les multiples opérations immobilières hors des États-Unis, là où les normes anti-blanchiment sont encore plus laxistes : Canada, Panama, Uruguay, Turquie, Inde, Philippines, etc. Certains membres et associés de la mafia italo-américaine bénéficient également de ce dispositif laxiste. En effet, Donald Trump est l'un des premiers promoteurs immobiliers à comprendre qu'il est possible de vendre des appartements de luxe à des sociétés-écrans servant à blanchir les milliards mal acquis à l'étranger. Les acheteurs peuvent rester anonymes et dépenser des centaines de millions dont l'origine est douteuse. Toute une « classe criminelle[30] » internationale se retrouve comme aimantée par les appartements de luxe de la Trump Organization. L'argent sale se déverse aussi dans les casinos de Donald Trump, en particulier au Taj Mahal. Il traite ainsi avec des criminels et des oligarques russophones ayant amassé des fortunes par le pillage de l'ex-URSS dans les années 1990, grâce aux programmes de privatisation accélérée prônés par les organisations internationales et des économistes américains acquis aux thèses ultralibérales. Ce chaos permet à une classe de kleptocrates de faire sortir des milliards de l'ex-URSS vers l'Occident pour les blanchir. Selon Craig Unger, Donald Trump facilite de la sorte l'implantation de la mafia russe aux États-Unis. En passant d'un modèle économique fondé sur la promotion immobilière directe à celui d'un système de licences de son nom au prix fort, Donald Trump engrange des centaines de millions de dollars qui sauvent son empire, tout en limitant les risques

judiciaires. L'apport de cet argent sale en provenance de l'aire russophone permet à son fragile empire de ne pas sombrer. Or, seul ce sauvetage providentiel par de l'argent sale l'autorise à se lancer en 2015 dans la course à l'élection présidentielle. Pourtant, au début des années 2000, la question du blanchiment de l'argent sale par la Trump Organization n'a que peu d'échos, malgré un long article du *Financial Times*[31] apportant des preuves sur ce point. Par ailleurs, comme l'explique James H. Henry, Donald Trump et Vladimir Poutine ne sont pas des « jumeaux maléfiques », mais plutôt des « sous-produits des mêmes escroqueries de la politique néolibérale »[32] née aux États-Unis et importée en Russie. Cet afflux d'argent sale est une réalité d'autant moins neutre que la criminalité organisée est en Russie un phénomène étroitement imbriqué dans l'appareil d'État. Les dirigeants du Bayrock Group ont ainsi des liens forts non seulement avec la « Mafia russophone » et les oligarques russes, mais aussi avec le Kremlin. En Russie, l'État et le crime organisé sont moins des adversaires que des partenaires, voire des réalités symbiotiques. La Mafia peut en effet servir à toutes sortes d'opérations pour les services de renseignement russes. La Russie postsoviétique fonctionne tel un système de protection (« toit » en russe : « *krysha* ») en cascade : l'État protège les mafieux et les oligarques qui eux-mêmes « protègent » (rackettent) une partie de l'économie légale et illégale. Les mafieux et les oligarques travaillent avec et pour l'État russe et ses services de renseignement. L'État russe est en effet une kleptocratie, un État-Mafia ayant institutionnalisé la corruption. Comme le dit Oleg Kalugin, l'ancien chef du contre-espionnage du KGB, « la Mafia est aujourd'hui une des branches du gouvernement russe[33] », un quasi-acteur étatique.

Casinos à Atlantic City : selon que vous serez…

En parallèle de ses activités de promoteur immobilier à New York, Donald Trump se lance dans l'industrie du casino à Atlantic City, dans le New Jersey, l'État voisin. Il espère, non sans raison, trouver dans cette industrie si populaire une source permanente et abondante de revenus en liquide lui permettant de financer son fastueux train de vie et de prendre un peu d'indépendance professionnelle vis-à-vis de son père. Depuis un référendum de 1976, le jeu est légalisé à Atlantic City. Donald Trump s'engouffre donc dans la brèche dès la décennie suivante, pour y construire ou y posséder au fil des années plusieurs hôtels-casinos qui feront tous faillite après quelques années d'exploitation. Pour la Mafia, Atlantic City, à l'image de Las Vegas, est déclarée « ville ouverte » : toutes les Familles peuvent venir y travailler. Cependant, l'industrie du jeu clame haut et fort qu'elle a su expulser la Mafia. Les autorités régulant le jeu dans le New Jersey affirment enquêter étroitement sur les investisseurs afin d'éviter la pénétration par la pègre, en particulier la Mafia. Tout est désormais réputé propre et hors de soupçons. Atlantic City, ville du jeu, tient à sa réputation de ville débarrassée de l'influence mafieuse, affirmant même que son dispositif de contrôle est le plus rigoureux des États-Unis. Comme nous allons le voir, il n'en est rien. L'affirmation selon laquelle Wall Street (des investisseurs propres) aurait chassé les gangsters (la Mafia) du secteur des hôtels-casinos à partir des années 1970 est un mythe. *America Inc.* (la haute finance) aurait chassé *Murder Inc.* (la Mafia) de l'industrie du jeu. Rien de tel ne s'est produit. Les mafieux ont simplement adapté leur manière de piller les hôtels-casinos.

Alors qu'il travaille avec la Mafia à New York, via Roy Cohn, pour ses affaires immobilières, Donald Trump se rapproche de manière préventive du FBI en avril 1981 pour investir dans les casinos. Ainsi que le montre un mémo du FBI résumant l'entretien, il joue les naïfs et présente le risque mafieux comme une rumeur et non comme un fait avéré : « Trump avisa les agents qu'il avait lu

dans la presse et les médias et qu'il avait entendu dire par diverses relations que des éléments du crime organisé étaient connus pour opérer à Atlantic City. Trump prévenait qu'il voulait construire un casino à Atlantic City, mais qu'il ne voulait pas ternir le nom de sa famille par inadvertance[34]. » Connaissant les accointances mafieuses de Donald Trump dans le béton à New York, il y a fort à parier que cette déclaration n'est pas apparue sincère aux représentants de la Sûreté fédérale. Il propose même au FBI de placer des agents sous couverture dans ses futurs établissements de jeu afin de s'assurer qu'ils demeurent exempts de toute pollution mafieuse. Quoi qu'il en soit de sa sincérité, comme tout investisseur, il doit en théorie se soumettre à une longue et minutieuse procédure d'octroi de licence devant durer au moins une année. Mais, ainsi qu'il le raconte lui-même dans *Trump, The Art of the Deal*, il menace de ne pas construire de casino à Atlantic City si l'*Attorney General* John Degnan ne réduit pas la durée de l'enquête d'agrément à six mois. Ou la procédure est accélérée, ou le casino verra le jour à Manhattan, dans le Grand Hyatt Hotel, situé idéalement à côté de la gare centrale. La perspective de perdre un tel investisseur et de voir naître une concurrence de cette ampleur aux portes du New Jersey fait plier John Degnan. Donald Trump obtient gain de cause et se fait désormais le chantre de l'interdiction de la légalisation du jeu sur la côte Est, à l'exception évidemment d'Atlantic City. En mars 1982, il décroche sa licence de jeu haut la main puisqu'il est le premier candidat à en obtenir une avec la « recommandation » de la *New Jersey Division of Gaming Enforcement* de l'*Attorney General* de l'État ; jusque-là, les licences étaient soit refusées, soit délivrées sans commentaires. Pourtant, cette licence n'aurait probablement jamais dû lui être accordée. Lors de l'enquête, il omet en effet de déclarer toutes les investigations fédérales dont il a pu être l'objet par le passé, qu'il y ait un lien ou non avec le crime organisé. Il y en a deux en l'occurrence : l'une sur les conditions d'achat des chantiers ferroviaires de Penn Central à Manhattan, l'autre sur ses relations avec le syndicaliste John Cody. Ces faits incriminants et d'autres, tels ses liens avec la Mafia, auraient dû empêcher la délivrance de la licence ou provoquer son retrait après leur révélation tardive. Néanmoins, certains de ces faits émergent, soit parce que Donald Trump lui-même les évoque dans ses livres hagiographiques, soit parce qu'ils sont rendus publics par les articles et les livres des journalistes David Johnston et Wayne Barrett dix ans plus tard, en 1992. Au fil des années, la situation devient donc très embarrassante pour les autorités de régulation du jeu du New Jersey, qui n'ont pas su ou pas voulu trouver ces faits lors de l'enquête accélérée. Pourtant, la *New Jersey Division of Gaming Enforcement* décide contre toute attente de défendre son travail et de maintenir la licence de jeu, se contentant du témoignage sous serment de Donald Trump au cours duquel

l'homme d'affaires nie toute infraction, toute relation ou contact avec la Mafia ou excipe d'une mémoire défaillante. Mais en raison des multiples révélations du livre de Wayne Barrett, la *New Jersey Division of Gaming Enforcement* est contrainte de mener une nouvelle enquête. Le rapport final du 24 juin 1992 conclut ainsi : « La plupart des questions importantes contenues dans le livre ont déjà fait l'objet d'une enquête par la division et ont été signalées à la commission de contrôle des casinos… Après avoir examiné ses dossiers et réexaminé certaines questions, mené des enquêtes supplémentaires le cas échéant, la division ne pense pas actuellement que l'intégrité ou le caractère de Donald Trump soit affecté négativement par les éléments énoncés dans *Trump, The Deals and the Downfall*[35]. » Son témoignage sous serment est pris pour argent comptant, et il bénéficie de manière évidente d'un traitement préférentiel. Tout dans la procédure est hors norme : la licence est accordée après une enquête anormalement rapide, bâclée sur le fond, sans aucune objection et avant même que son casino ne soit sorti de terre.

À cette époque, dans le New Jersey, la qualité de la « régulation » dépend de manière manifeste de la « qualité » de l'investisseur. Les « chiens de garde » (« *watchdogs* ») se comportent face à Donald Trump en « chiens de salon » (« *lapdogs* »). La presse locale s'en étonne, se demandant avec ironie ce que les autorités de régulation auraient décidé si Donald Trump avait acheté des terrains à Meyer Lansky ! Face à l'accumulation des faits, le régulateur du New Jersey, pris en défaut de vigilance ou de complaisance lors du processus initial d'octroi de la licence, ne veut pas se déjuger. Le facteur politique est évidemment essentiel. Ainsi, le gouverneur du New Jersey de 1982 à 1990, Thomas Kean, est de longue date un ami de Roy Cohn ; l'avocat est un de ses soutiens politiques et organisateur de levées de fonds pour ses campagnes. Donald Trump est aperçu lors de l'une de ses soirées électorales chez Roy Cohn, même si, officiellement, il ne peut être un donateur puisqu'il postule pour une licence de jeu. Thomas Kean peut également compter sur l'aide de Roger Stone. Deux ans plus tard, le gouverneur Kean aide la sœur de Donald Trump, Maryanne Trump Barry, à briguer un poste de juge d'appel dans le New Jersey. Le « deux poids, deux mesures » est évident lorsque l'on sait que le groupe Hilton se voit refuser en 1985 une licence de jeu à Atlantic City en raison de ses relations d'affaires avec l'avocat Sidney Korshak ; un fait que Donald Trump ne peut s'empêcher de relever dans *The Art of the Deal*, en évoquant à propos de Sidney Korshak, avec pudeur, « un historique de connexions avec le crime organisé[36] ». Si le groupe Hilton est rejeté en raison de son association avec Sidney Korshak, pourquoi n'en va-t-il pas de même pour Donald Trump et sa relation autrement plus proche avec Roy Cohn, un avocat mafieux ? D'autant que Korshak n'a jamais

été poursuivi en justice, ce qui est loin d'être le cas de Roy Cohn qui l'a été à quatre reprises. La régulation est donc à géométrie variable : ce qui compte n'est pas sa réalité, mais son *apparence*. Si les autorités régulatrices du jeu à Atlantic City sont aveugles, celles des autres pays le sont moins. En 1987, les autorités australiennes bloquent un projet de construction d'un casino à Sydney initié par Donald Trump. Le résumé du rapport de police, fondé sur des éléments fournis par le FBI, indique clairement : « Atlantic City serait un modèle douteux pour Sydney et, à notre avis, *les liens de Trump avec la Mafia* devraient exclure le consortium Kern/Trump[37]. »

Atlantic City est une « ville ouverte » pour les Familles, cependant l'une d'entre elles y est tout particulièrement implantée : la Famille de Philadelphie (Pennsylvanie) alors dirigée par Nicodemo « Nicky » Scarfo[38]. Dès la légalisation du jeu en 1976, ce mafieux réputé pour sa violence crée deux sociétés afin d'exploiter de manière opportuniste les futurs projets de construction d'hôtels-casinos : Scarf Inc., spécialisée dans le béton, avec à sa tête un autre mafieux, son neveu Philip « Crazy Phil » Leoneti ; et Nat. Nat., spécialisée dans le renforcement du béton. Ces entreprises contractent avec les principaux hôtels et casinos d'Atlantic City, dont le Trump Plaza Hotel and Casino. Surtout, cet hôtel-casino et son parking sont bâtis sur des parcelles de terrain idéalement placées à proximité de la promenade maritime (« *Boardwalk* »), dont les propriétaires sont liés par un écheveau de contrats se trouvant dans l'orbite de Nicodemo Scarfo, regroupés au sein de l'entité appelée Magnum. Donald Trump doit négocier ces terrains avec deux hommes liés étroitement à la Famille de Philadelphie : le « conseiller en affaires syndicales » Daniel Sullivan et un certain Kenny Shapiro.

Ce dernier est en coulisses un personnage important à Atlantic City. Ancien ferrailleur devenu promoteur immobilier, il est considéré comme le banquier et l'investisseur de Scarfo à Philadelphie et dans le New Jersey. Le FBI estime qu'il est le principal faiseur d'affaires de la Mafia à Atlantic City dans les années 1980. Son bureau, situé près du *Boardwalk*, voit défiler tous les mafieux, affairistes et hommes politiques qui comptent. L'association de Kenny Shapiro avec la Mafia est bien connue des autorités. Ainsi, deux semaines après que Donald Trump a obtenu sa licence de jeu, commencent des surveillances policières de son bureau ; les policiers observent la venue de toute une série de mafieux dont par exemple Scarfo en personne, mais aussi les frères Donald et Robert Trump. Kenny Shapiro blanchit l'argent de la Famille de Philadelphie dans des dizaines d'opérations immobilières à Atlantic City et contrôle en secret pour le compte de la Mafia une entreprise de démolition de Pennsylvanie, utilisée pour les hôtels-casinos de Donald Trump : Cleveland Wrecking. La

confiance que voue Nicodemo Scarfo à Kenny Shapiro s'explique par un fait qui sera connu ultérieurement : Kenny est son fils.

Donald Trump négocie d'abord avec Danny Sullivan et Kenny Shapiro un contrat de location des terrains d'une durée de quatre-vingt-dix-huit ans. Mais ce contrat est ensuite converti en contrat de vente à la demande pressante des autorités de régulation du jeu, en raison de la personnalité des deux cocontractants. Un simple contrat de location aurait en effet exigé qu'ils demandent eux aussi une licence de jeu, ce qu'ils n'auraient pas pu obtenir compte tenu de leur curriculum vitae criminel. Pour la négociation finale, alors que Trump exige un rabais de un million de dollars, Shapiro et Sullivan sont épaulés par la présence du chef de la Famille de Bufalino/Pittston/Scranton, William d'Elia.Le mafieux racontera comment Trump accepte de régler le litige, à pile ou face, lancer de pièce qu'il remporte. Lors des auditions devant la commission des jeux du New Jersey, en 1982, Donald Trump est interrogé sur eux : « Je ne pense pas qu'il y ait quoi que ce soit de mal avec ces gens, explique-t-il. La plupart sont à Atlantic City depuis de nombreuses années, et je pense qu'ils ont bonne réputation[39]. » Il précise qu'il est si impressionné par les qualités de Danny Sullivan qu'il l'a embauché comme « négociateur » pour apaiser ou prévenir tout conflit syndical au sein de son Grand Hyatt Hotel à New York. Quoi qu'il en soit, le contrat de vente rapporte 8 millions de dollars à Danny Sullivan et Kenny Shapiro, soit presque trois fois le prix qu'ils avaient payé trois ans auparavant. Il y a aussi un terrain adjacent pour l'indispensable parking de tout hôtel-casino. Les vendeurs sont Salvatore « Salvie » Testa et Frank Narducci Jr, tous deux fils de mafieux « morts en service », un duo de tueurs à gages connu sous le sobriquet des *Young Executioners* ; surtout, tous deux sont capitaines de la Famille de Philadelphie. Cette parcelle où se trouve le night-club Le Bistro détenu par Salvatore Testa est rachetée pour 1,1 million de dollars, soit deux fois le prix du marché. Les autorités de régulation ne s'émeuvent pas outre mesure du passé chargé de Salvatore Testa et de Frank Narducci Jr. Donald Trump se vante même plus tard d'avoir été le seul négociateur de l'opération autour du casino ; il a donc obligatoirement frayé avec ces mafieux. Sait-il qui ils sont réellement ? A-t-il conscience de leurs liens avec la Mafia ? Même si de manière constante, y compris sous serment, il ne cesse d'affirmer n'avoir jamais été associé en toute connaissance de cause avec des individus liés à la criminalité organisée, il apparaît dans ce cas précis qu'il n'a eu aucun doute sur leur moralité. Interrogé par le journaliste Timothy L. O'Brien, il déclare à propos de Daniel Sullivan et Kenneth Shapiro : « Ce sont des durs à cuire. […] Shapiro ressemblait à un mafieux de l'immobilier (« *real estate Mob guy* ») de troisième ordre, local. Rien de spectaculaire. J'ai eu de la

chance. J'ai entendu une rumeur selon laquelle Sullivan, un grand escroc, avait tué Jimmy Hoffa. C'est pour cela que je suis resté sur mes gardes. Vous savez, je me suis dit : "Je ne veux pas être ami avec ce gars."[40] » Donc selon lui, l'un est soupçonné d'assassinat mafieux et l'autre est un petit mafieux. Il ne peut avoir aucun doute sur leurs liens réels avec la Mafia, même s'il feint de les minimiser ou de les redouter ! Donald Trump doit aussi, comme à New York, composer avec les syndicats mafieux de l'hôtellerie. Il fait appel à l'avocat mafieux Paul Victor Viggiano, un associé de Stanley Friedman, pour négocier avec le syndicat contrôlé par Nicodemo Scarfo, l'Hotel and Bartenders' Union. Paul Victor Viggiano a un lien de famille avec un capitaine de la Famille Genovese et compte dans sa clientèle des mafieux et de simples gangsters.

Comme à New York, il faut non seulement savoir composer avec la Mafia mais aussi se faire des amis dans la classe politique. Donald Trump se rapproche de l'un des cinq conseillers municipaux qui briguent la mairie : Michael Matthews. Les deux hommes se connaissent bien. Dès l'annonce de sa candidature, Trump l'invite dans ses bureaux new-yorkais pour lui offrir une contribution de campagne, ce qui est évidemment illégal venant d'un prétendant à une licence de jeu. Mathews refuse, du moins, en apparence. Dans le même temps, le prétendant à la mairie est en discussion avec Frank Gerace et Al Daidone, deux associés de la Famille de Philadelphie, et membres de la section locale (Local 54) du syndicat de l'Hotel Workers Union. Kenny Shapiro se joint aux tractations. Le *deal* est clair : une contribution financière pour la campagne électorale de 150 000 dollars contre une faveur future pour les projets soutenus par les divers représentants de la Mafia. Parmi les contributeurs on retrouve Danny Sullivan, et Donald Trump aurait demandé à Kenny Shapiro de verser une somme pour son compte et ne l'aurait jamais remboursé. Le conseiller municipal Michael Mathews devient maire de la ville (1982), puis un ardent soutien de Donald Trump dans le développement de ses affaires à Atlantic City. Son mandat est toutefois bref puisque, vingt et un mois plus tard, il est poursuivi en justice, puis condamné en 1985 à quinze ans de prison pour vol et extorsion. L'acte d'accusation souligne ses relations proches depuis des années avec Nicodemo Scarfo, du temps déjà où il était simple conseiller municipal. L'enquête montre que le chef de la Famille de Philadelphie lui a remis pour 150 000 dollars de contribution de campagne. Dans cette affaire, Kenny Shapiro est lui aussi condamné pour corruption.

Par ailleurs, l'environnement des casinos de Trump à Atlantic City est pour le moins sujet à caution. Trump entretient des relations d'affaires avec des gangsters notoires, des faits qui à eux seuls, au regard des normes éthiques fixées par les autorités de régulation du jeu, auraient dû provoquer le retrait de sa

licence. Les exemples abondent. Il utilise à titre personnel et pour les plus gros joueurs de ses casinos les services de la société d'hélicoptères dirigée par un certain Joseph Weichselbaum. Trump rémunère à hauteur de 2 millions de dollars par an l'ensemble de ces services. Or, l'intéressé est un gangster professionnel, condamné pour vol qualifié (1965) et détournement de fonds (1979), qui plaide coupable en 1986 à Cincinnati pour des faits de trafic de marijuana et de cocaïne dans trois États (Ohio, Kentucky, Tennessee), organisés par Joseph « Joe Beck » DiPalermo, un capitaine de la Famille Lucchese. Weichselbaum achetait la cocaïne auprès de fournisseurs colombiens et en assurait lui-même la revente aux consommateurs. Donald Trump connaît le passé pénal de son ami et cocontractant. Par ailleurs, les deux hommes sont très proches. Au moment de sa condamnation à trois ans de prison pour ce trafic de drogue (1989), Trump lui décerne un certificat écrit de moralité en déclarant que Joseph Weichselbaum est « consciencieux, franc et diligent[41] ». Son avocat s'appelle Roy Cohn ; il est aussi celui de Joseph DiPalermo. Lorsqu'en 1990 les autorités de régulation du jeu demandent à Trump des explications sur cette lettre de moralité, il répond ne pas en avoir gardé de souvenir ; et les régulateurs se contentent de cette réponse. Au final, Joseph Weichselbaum est interdit de toute activité à Atlantic City en raison de ses relations mafieuses. Peu après cette condamnation et avant d'entrer en prison, Donald Trump loue un de ses appartements personnels dans le Trump Plaza à Joseph Weichselbaum et à son frère pour 7 000 dollars ainsi que des services d'hélicoptères. Donald Trump continue à utiliser les services de sa société lorsque celle-ci fait faillite. Weichselbaum sort de prison sur parole après dix-huit mois, grâce à Donald Trump qui a promis de lui confier un emploi comme « *helicopter consultant* ». Le trafiquant de drogue emménage dans la Trump Tower, où sa petite amie vient d'acheter deux appartements joints pour 2,4 millions de dollars en cash. Nul ne sait d'où vient l'argent. Pourquoi Donald Trump accepte-t-il de prendre tant de risques personnels et professionnels à fréquenter assidûment un gangster si bien connecté à la Mafia ? Peut-être Weichselbaum participait-il à la fourniture de services si prisés par les gros joueurs des casinos, en l'occurrence les drogues et les prostituées…

Donald Trump est aussi ami avec un autre dirigeant de société de services, un certain John Staluppi. Admirateur du bandit de Chicago célèbre dans l'entre-deux-guerres, John Dillinger, il a baptisé ses deux sociétés de son nom : sa compagnie d'hélicoptères est la Dillinger Charter Services, et sa compagnie de décoration et personnalisation de limousines, la Dillinger Coach Works. Pour Dillinger Charter Services, John Staluppi s'associe à Joseph Weichselbaum. Donald Trump confie à John Staluppi en 1988 la modification des intérieurs de

deux lignes de limousines de marque Cadillac pour lesquelles il a vendu son nom : Trump Golden Series Limos et Trump Executive Series Limos. Il en commande une vingtaine pour transporter les joueurs assidus de ses casinos, et accorde à John Staluppi le droit exclusif de fabriquer, commercialiser, promouvoir et vendre les *Limousines Trump* aux États-Unis. Par ailleurs, sa société d'hélicoptères est utilisée pour transporter les plus gros joueurs des casinos de Donald Trump. Cet homme d'affaires millionnaire – sa fortune est estimée à 400 millions de dollars – est constamment sous enquête fédérale et de l'État du New Jersey en raison de sa qualité de soldat au sein de la Famille Colombo. C'est ainsi qu'il est observé à de nombreuses reprises au contact de Carmine « The Snake » Persico, le chef de la Famille Colombo. Pour ces raisons, les autorités de régulation des boissons alcoolisées de New York refusent de lui accorder une licence d'exploitation. John Staluppi est aussi associé dans une société de yachts, Millennium Super Yachts, avec un autre soldat millionnaire de la Famille Colombo, John Rosatti. Tous deux seront de généreux donateurs pour la campagne à la réélection de Donald Trump en 2020.

Donald Trump se montre aussi particulièrement accommodant avec un riche éleveur de chevaux et joueur du nom de Robert LiButti. L'homme joue plus de 20 millions de dollars en jeux d'argent divers entre 1984 et 1990 dans les casinos de Donald Trump ; sur cette somme, il en aurait perdu 14. Il appartient à cette catégorie de joueurs surnommés les « baleines » (« *whales* ») en raison de l'énormité de leurs mises dans les casinos. On comprend pourquoi Donald Trump le traite en ami, cède à ses moindres caprices : ainsi, aucun Afro-Américain ni aucune femme ne doit officier à sa table de craps. Donald Trump lui offre par ailleurs des cadeaux mirifiques se montant à 3,5 millions de dollars : neuf voitures de luxe Ferrari, Mercedes et Rolls-Royce, des voyages en Europe, etc. Cependant, en 1991, ce client privilégié se voit interdit d'entrée dans les casinos d'Atlantic City par les autorités de régulation du New Jersey car il est identifié comme étant un associé de la Famille Gambino dirigée par John Gotti. Lors d'une surveillance électronique, le FBI entend Robert LiButti appeler John Gotti son « boss ». Lors d'une autre conversation enregistrée, LiButti évoque ses déplacements avec Donald Trump en hélicoptère et les conseils qu'il lui donne pour la gestion de ses casinos. Déjà, aux débuts des années 1970, LiButti avait été banni de l'industrie des courses de chevaux pour fraude fiscale. Cependant, Donald Trump se montre imprudent en tentant de séduire sa fille âgée de 35 ans. Ce dernier l'avertit : « Donald, je vais t'arracher tes couilles par les pieds[42]. » Plus tard, lorsqu'un journaliste questionne Donald Trump sur ce joueur hors norme, l'homme d'affaires se contente de répondre comme à son habitude : « S'il se tenait debout devant moi en ce moment, je ne saurais pas à

quoi il ressemble[43]. » L'origine des fonds joués par Robert LiButti dans les casinos de Donald Trump reste mystérieuse…

Un casino de Donald Trump à Atlantic City suscite des questions, en raison de ses liens avec une des mafias chinoises. Le vice-président du marketing du Taj Mahal en charge de l'Asie, qui officie depuis Toronto, Danny Leung, est une figure de la triade de Hong Kong dite « 14K ». Cette identification apparaît dans un rapport du Sénat de 1992 portant sur *Le Crime organisé asiatique*[44]. Danny Leung a pour mission d'attirer de gros joueurs au casino, en particulier en provenance du Canada ; parmi ces joueurs, seize figures de la criminalité organisée italienne commettent une gigantesque escroquerie au détriment du casino mais pour laquelle aucune plainte n'est déposée. Il fait venir également des membres et associés de groupes criminels asiatiques. La police canadienne affirme devant les autorités de régulation du jeu du New Jersey avoir observé Danny Leung dans des salles de jeu illégales de Toronto en présence de chefs du crime organisé asiatique. Il nie ces accusations et conserve sa licence de jeu dans le New Jersey. Le directeur du Taj Mahal, Dennis Gomes, fait un aveu révélateur au syndicaliste du bâtiment et informateur du FBI Ron Fino : « Tous les hôtels et les casinos de Donald Trump, y compris le Taj Mahal, sont envahis par la Mafia. […] Les clients font presque tous partie des mafias russe et italienne[45]. »

Le bilan de Donald Trump en matière d'éthique n'est donc pas reluisant, ce qui ne l'empêche évidemment pas de donner des leçons en la matière. En octobre 1993, devant une commission du Congrès traitant de l'émergence des casinos dans les réserves indiennes, Donald Trump, inquiet de cette concurrence naissante et avec l'aplomb qui le caractérise, déclare que leurs propriétaires sont « vulnérables au crime organisé » et que ces nouveaux acteurs pourraient représenter « le plus grand problème criminel de l'histoire de la nation ».

Cependant, pour toutes ses activités, en particulier hôtelières, Donald Trump est célébré et adulé par certains personnages hauts en couleur. En janvier 2017, le président Donald Trump fête le Nouvel An et son élection dans sa résidence de Mar-a-Lago, en Floride. À son côté, un certain Joseph « Joey No Socks » Cinque mène les acclamations de la foule présente. Associé de la Famille Gambino du temps de John Gotti, dont il est proche, Joseph Cinque est un repris de justice ayant réchappé en 1980 à une tentative d'assassinat et qui est condamné en 1989 pour recel d'œuvres d'art volées, dont deux Chagall et un Miró ; le bureau du procureur de New York retire une proposition de négociation pénale (« *plea bargaining* ») avec le receleur lorsqu'un informateur rapporte une conversation dans laquelle John Gotti lui promet qu'il « prendra soin du procureur ». Par la suite, Joseph Cinque crée une obscure American Academy of Hospitality Sciences délivrant des récompenses, les *Star Diamond Awards*, aux

hôtels et restaurants payant une contribution annuelle. Il s'agit d'une pure escroquerie destinée à ne récompenser que de généreux amis. Ainsi, la moitié des administrateurs de l'Académie sont-ils des employés de l'empire Trump ; Trump est « ambassadeur extraordinaire » et ses deux fils Donald Jr et Eric sont « administrateurs d'honneur ». Le site des *Star Diamond Awards* liste 19 propriétés de Donald Trump parmi les récompensés. Au-delà du conflit d'intérêts patent, la proximité et la complaisance d'un associé de la Famile Gambino avec Donald Trump interrogent.

L'ombre portée d'Alvin Malnik ?

Afin d'attirer des joueurs en masse et de manière régulière, les hôtels-casinos doivent organiser des spectacles. Il faut des vedettes du sport, de la chanson et du cabaret. Atlantic City ne déroge pas à la règle. Donald Trump se lance ainsi dans l'organisation de combats de boxe dans ses casinos, en s'associant avec un des plus célèbres imprésarios de ce sport : Don King. Il est si fier de cette association qu'il l'affiche au début de chaque épisode de son émission de télévision *The Apprentice*. Repris de justice, condamné et brièvement emprisonné pour meurtre, Don King vole les boxeurs pour lesquels il organise des combats. Il a commencé sa carrière criminelle à Cleveland à l'ombre de la Mafia, en caïd des paris clandestins. Ses liens mafieux sont nombreux, allant de Las Vegas à Atlantic City, en passant par Cleveland et évidemment New York, où il fréquente entre autres John Gotti, chef de la Famille Gambino, Matthew « The Horse » Ianniello, chef par intérim de la Famille Genovese, et Michael Franzese, capitaine de la Famille Colombo. Au-delà du fait que les mafieux développent souvent un goût personnel pour ce sport de combat, la boxe présente l'intérêt d'être une source importante de revenus à travers les paris clandestins et le trucage des matchs, et d'être une activité commode pour blanchir de grosses sommes d'argent sale.

Trump veut également faire chanter dans ses casinos la plus grande vedette de la *pop* de son temps : Mickael Jackson. Il échoue malgré des « démarches » auprès du capitaine de la Famille de Los Angeles, Mike Rizzitello, à qui il est prêt à offrir un million de dollars s'il parvient à convaincre le manager de la star, Frank DiLeo. Le *roi de la pop* et son manager échappent à l'emprise du mafieux en demandant la « protection » du Chef de la Famille de Bufalino/Pittston/Scranton, William d'Elia, qui devient ainsi co-manager du chanteur durant une année ! Puis, le 6 avril 1990, lors de la semaine d'ouverture de son casino le Taj Mahal, au milieu d'une foule de plusieurs milliers de

curieux et de fans déchaînés, fier et enjoué, il déambule malgré tout dans le Taj Mahal aux côtés de la star. Cette publicité flatte l'ego de Donald Trump et ne peut qu'aider au lancement de son casino. L'amitié entre les deux hommes remonte aux années 1980. Dans ses Mémoires, *Raising Trump*[46], Ivana Trump raconte comment Michael Jackson, alors âgé de 30 ans, qui vit dans la Trump Tower, est « un bon ami de toute la famille », « la seule personne à pouvoir s'inviter librement à tout moment », venant jouer régulièrement durant des heures avec les enfants Ivanka, Don Jr et Eric. À partir de 2003, alors que Michael Jackson est mis en cause pour des abus sexuels répétés commis sur des enfants, Donald Trump ne cesse de le défendre en public. L'origine de cette amitié durable n'est pas connue. Cependant, en coulisses, un homme compte dans la vie de la vedette de la pop, dont les activités ne sont pas sans lien avec les domaines de compétence de Donald Trump : Alvin Malnik.

Cet homme d'affaires et avocat fiscaliste, inscrit au barreau de Floride, est le parrain officiel du troisième fils de Michael Jackson, Blanket. Cependant, il est aussi, des décennies durant et en toute discrétion, l'ami et le mentor officieux de la star. Les deux hommes sont si proches qu'Alvin Malnik est l'exécuteur testamentaire du chanteur après sa mort, en 2009. Cette proximité n'est pas anodine car Malnik est surtout un associé important de la Mafia, celui qui est considéré comme le successeur de Meyer Lansky. Sa fonction principale est donc de blanchir l'argent de la Mafia. Quand on sait le rôle historique joué par Meyer Lansky, cet héritage n'est pas un fait anodin et le parcours d'Alvin Malnik est éloquent. Dans les années 1960, avocat de Meyer Lansky, il est administrateur de la banque purement mafieuse des Bahamas, Bank of World Commerce. Il supervise les fonds investis par Meyer Lansky dans les hôtels-casinos des Bahamas par le biais de la société Mary Carter Paint Company, renommée en 1968 Resorts International, dont nous avons parlé, dirigée par James Crosby. Resorts International est clairement une société en « odeur de mafia ». C'est cette force financière qui obtient, par un lobbying forcené, la légalisation du jeu à Atlantic City en 1976, afin d'y investir. Aux Bahamas, Alvin Malnik concourt au développement du jeu avec le complexe dit de « Paradise Island ». Alvin Malnik crée en 1964 la société Scopitone, qui commercialise des juke-box, avec un associé notoire de la Mafia, Abe Green, et le soldat Jimmy « Blue Eyes » Alo qui sa vie durant est l'ange gardien de Meyer Lansky ; il s'assure simplement qu'il ne soit pas perturbé dans son travail de blanchisseur et surtout qu'il ne parte pas avec l'argent des Familles. Scopitone dépend clairement des intérêts de la Famile Genovese de New York. Le domaine de compétence d'Alvin Malnik s'étend également au show-business. Une de ses nombreuses sociétés est Film Enterprises and Distributors, qui a pour clients

Peter Lawford, Frank Sinatra et Sammy Davis Jr, trois artistes liés à la Mafia depuis leurs débuts. Il est associé aussi avec Sam Cohen, le propriétaire officiel, ce pour le compte de la Mafia, du Flamingo Hotel & Casino de Las Vegas ; Sam Cohen et Meyer Lansky sont en 1971 accusés d'avoir écrémé pour 38 millions de dollars de recettes pour le compte de la Mafia. Grâce aux fonds des Teamsters, Alvin Malnik, toujours associé à Sam Cohen, blanchit de vastes sommes d'argent, via les sociétés Comal et Coves Associates, dans l'immobilier en Floride et en Pennsylvanie. En 1980 puis en 1983, la commission de contrôle des casinos du New Jersey, citant « des preuves crédibles et substantielles », lui refuse une licence de jeu en constatant qu'il est « un financier mafieux », qu'il est « associé à des acteurs du crime organisé et qu'il participe lui-même à des transactions manifestement illégitimes et illégales »[47]. La commission cite le témoignage de l'ex-capitaine de la Famille Patriarca (Famille de Boston), Vincent Teresa : « C'était un fait connu dans le milieu criminel que traiter avec Al Malnik était la même chose que traiter avec Meyer Lansky » ; et son chef de Famille, Raymond Patriarca, lui aurait précisé « qu'Alvin Malnik était un employé de Meyer Lansky et le but de son association avec Meyer Lansky était qu'Alvin Malnik convertisse le cash illégal en le blanchissant dans divers projets immobiliers[48] ». Alvin Malnik est également le propriétaire du restaurant The Forge, un haut lieu de la vie nocturne et gastronomique de Miami Beach, et d'une société de prêts sur gages, Title Loans of America, une des plus importantes des États-Unis, pratiquant des taux quasi usuraires. Évidemment, en toutes circonstances, l'homme s'affiche comme un généreux philanthrope. Cependant, l'amitié avec Michael Jackson étonne les observateurs les moins naïfs. Ainsi, lorsqu'Alvin Malnik et son épouse reçoivent le chanteur et ses enfants pour un dîner privé en janvier 2003 au Forge, la presse relate abondamment l'événement et se pose la question : « Michael Jackson est-il marié avec la Mafia ? » La réponse arrive en janvier 2004, au moment où les accusations de pédophilie se précisent et que l'empire de Michael Jackson est en quasi-faillite. Le désastre est évité grâce à un prêt de 91 millions de dollars trouvé par Alvin Malnik. Et Donald Trump dans cette saga ? Les chemins d'Alvin Malnik et de Donald Trump se croisent au Taj Mahal, bien au-delà de Michael Jackson. La construction du Taj Mahal commence en effet en 1983 sous l'égide de Resorts International. Après la mort de Jim Crosby en 1986, Resorts International rencontre des difficultés financières et Donald Trump en devient le *chairman*. Il parvient à lever 675 millions de dollars pour financer l'achat et l'achèvement du casino. Il est désormais propriétaire de Resorts International avec environ 90 % des droits de vote. Quel fut le rôle, s'il en eut un, d'Alvin Malnik dans cette opération ? L'histoire ne le dit pas.

L’ombre d’Alvin Malnik plane à nouveau lorsqu’il est question de l’avocat personnel de Donald Trump, Michael Cohen. À la mort de Roy Cohn, Cohen tente de prendre la place de pitbull tenue par Cohn auprès de Donald Trump, mais sans en avoir le talent. Il aime naviguer en eaux troubles, en particulier celles des affairistes et des gangsters russophones. Au début des années 2000, il est le copropriétaire d’un casino flottant, amarré à Miami, The Atlantic, qui, une fois sorti des eaux territoriales, peut fonctionner hors de toute régulation sur les jeux et l’alcool. Le casino va cependant faire faillite, perclus de dettes. Le conseiller juridique de la société est David M. Goldstein, alors en partenariat dans trois affaires différentes avec Alvin Malnik. Le casino est géré par Tatiana Varzar, une restauratrice de Brighton Beach, et son mari, Michael. Au milieu des années 1990, Michael Varzar plaide coupable et est condamné à cinquante-deux mois de prison dans une vaste affaire de fraude fiscale, portant sur environ 34 millions de dollars de taxes détournées sur l’essence, organisée par des gangsters russophones et des mafieux des Familles Colombo, Gambino, Lucchese et Genovese. Tatiana dirige ensuite des cafés et des entreprises, et ouvre aussi un commerce de restauration dans une tour d’appartements appartenant à Donald Trump, en Floride.

Rudolph Giuliani : l'ami et le héros de la lutte anti-Mafia

Dans les années 1980, le FBI et les procureurs fédéraux de New York lancent de vastes enquêtes (*Pizza Connection*, *Commission*) contre les cinq Familles qui se concluent par des procès retentissants et de lourdes condamnations pénales. Il s'agit de la plus vaste offensive contre la Mafia depuis l'ère Kennedy. Ces succès judiciaires majeurs et le battage médiatique qui les ont accompagnés ne parviennent pas à affaiblir la Mafia de New York. En effet, les cinq Familles n'ont pas pour autant relâché leur emprise sur l'industrie du béton dans la ville ; les condamnations n'ont pas suffisamment ébranlé les infrastructures de chacune des Familles qui sont restées fondamentalement intactes ; et une nouvelle génération de mafieux, pour la plupart inconnus des enquêteurs, a rapidement comblé les vides. Comme à son habitude, la presse entonne à tort l'air de « la mort de la Mafia ». Cependant, les coups portés sont rudes, d'autant plus qu'elle n'est pas habituée à une telle agressivité judiciaire. Le cabinet de Roy Cohn est placé sous surveillance par le FBI, avec l'intention d'intercepter les conversations d'Anthony Salerno. Donald Trump n'est pas inquiété. Jeune et ambitieux procureur fédéral pour le district sud de Manhattan, Rudolph Giuliani est l'un des artisans de ces succès (1983-1989). Même s'il est toujours périlleux de trop vouloir personnaliser l'histoire, il est difficile de ne pas reconnaître le rôle déterminant qu'il joue alors. Aimant la lumière des médias, il mène une véritable croisade, en utilisant avec intelligence toutes les facettes de la loi RICO, votée en 1970, justement imaginée pour lutter contre la Mafia, mais jusque-là sous-employée. Italo-Américain, il mène ce combat avec d'autant plus de sincérité qu'une partie de sa famille fut liée à la Mafia, comme le révèle en 2000 une biographie écrite par le journaliste Wayne Barrett, *Rudy!*[49] Harold, son père, a passé un an et demi en prison à Sing Sing en 1943 pour un vol à main armée ; dans les années 1950, il a servi d'homme de main pour le recouvrement de prêts usuraires. Son oncle, Leo D'Avanzo, a dirigé des

opérations de prêts usuraires et de jeux clandestins depuis un bar de Brooklyn. Dans les années 1960, le père et l'oncle sont impliqués dans une fusillade, avec un membre de la Mafia, dans une rue de Brooklyn. Cet oncle est associé à un membre de la Mafia, Jimmy Dano. Enfin, un cousin, Lewis D'Avanzo, a été un associé de la Mafia dirigeant un réseau de vol de voitures, suspecté par ailleurs de plusieurs homicides, et finalement abattu par le FBI en 1977.

Rudolph Giuliani mène son combat contre le crime avec sincérité, mais peut-être pas toujours sans arrière-pensées politiques. James Comey, un de ses adjoints à l'époque, et futur directeur du FBI, affirme que Rudolph Giuliani « avait utilisé certaines affaires, non pas pour rendre la justice, mais dans l'unique but de favoriser sa propre carrière politique[50] ». Dans les années 1980, la scène new-yorkaise voit donc deux hommes se transformer en vedettes montantes, chacun dans sa spécialité : Rudolph Giuliani dans la lutte contre la haute criminalité et Donald Trump dans le monde des affaires. Les deux hommes incarnent le renouveau de la ville et la réussite professionnelle. Ils sont chacun à leur manière deux success-stories comme les médias les aiment. Toutefois, ils ont une face sombre : leur ambition est sans limite et celle-ci est liée en partie à la question mafieuse. Par ailleurs, un fait indéniable questionne : pourquoi et comment le procureur anti-Mafia et le FBI n'ont-ils jamais impliqué Donald Trump dans l'une des enquêtes ouvertes sur les cinq Familles de New York, en particulier dans celle qui fit tomber Anthony Salerno ? Est-ce le hasard des dossiers, un manque de vigilance judiciaire, une absence de preuves, un choix de politique pénale consistant à ne pas s'attaquer aux promoteurs immobiliers considérés comme des victimes et non des complices, ou d'une claire volonté de protéger Donald Trump ? L'histoire des relations du FBI et de Rudolph Giuliani avec Donald Trump reste à écrire. La première rencontre du FBI et de Donald Trump semble remonter à 1977, lorsque l'agent du bureau de New York, Myron Fuller, interroge le promoteur immobilier à la demande de ses collègues du bureau de Miami. Ces derniers s'intéressent à un célèbre hôtel de la ville, le Fontainebleau, détenu en sous-main depuis des décennies par la Mafia. Le FBI veut vérifier une information selon laquelle Donald Trump s'en serait porté acquéreur. Myron Fuller lui demande s'il serait l'homme de paille de Meyer Lansky dans cette opération. Trump explique qu'il a été intéressé brièvement, puis qu'il a décidé d'abandonner ce projet. L'enquête du FBI est classée sans suite. Que s'est-il passé ? Donald Trump ignorait-il le contexte mafieux entourant cet hôtel ? S'est-il retiré après les questions du FBI ? La Mafia avait-elle réellement envisagé de faire du promoteur immobilier un de ses hommes de paille ?

En 1988, les enquêteurs du FBI travaillant pour Rudy Giuliani l'auditionnent

à nouveau, cette fois dans le cadre d'une autre investigation portant sur son rôle dans le blanchiment d'argent du crime lors de la vente d'appartements, une décennie plus tôt. Au début des années 1980, Roy Cohn avait arrangé l'achat pour 2 millions de dollars de deux appartements aux 59e et 60e étages de la Trump Tower par l'un de ses clients, Robert Hopkins, un associé de la Famille Lucchese. Lors de la signature du contrat, en présence de Donald Trump, Robert Hopkins arrive avec une mallette remplie d'argent liquide. L'argent est ensuite déposé dans une banque utilisée par l'un des casinos de Donald Trump. Puis Robert Hopkins exploite ses deux appartements pour diriger une centaine de salles de paris illégaux réparties dans la ville, rapportant environ 500 000 dollars en liquide par semaine. Après son arrestation, les policiers se penchent sur les conditions d'achat des deux appartements et tombent sur le courtier en hypothèque, Frank LaMagra, qui reconnaît avoir rédigé des faux. Son avocat approche l'agent du fisc Tony Lombardi en lui proposant une transaction : l'impunité pour son client contre la mise en cause de Donald Trump. Tony Lombardi est alors considéré comme l'homme de confiance du procureur Rudy Giuliani, « ses yeux, ses oreilles et sa bouche[51] ». Au lieu d'enquêter sur Donald Trump, Lombardi le rencontre à deux reprises pour l'aider à recueillir d'autres preuves contre Robert Hopkins. L'enquête éventuelle sur ses malversations ne débute même pas.

Et lors des investigations, puis du procès d'Anthony Salerno, le chef de la Famille Genovese, le procureur Rudolph Giuliani évite à nouveau de mettre en cause Donald Trump, semblant considérer, contre toute raison, que les promoteurs immobiliers ont plus été des victimes que des complices de la Mafia dans ce racket systémique. Peu après, Donald Trump déclare à la presse qu'il pourrait lever pour 2 millions de dollars de contributions électorales en une demi-heure au profit de Rudy Giuliani, si le procureur se décidait en 1989 à briguer la mairie de New York. Dès lors, leurs relations vont devenir complexes, faites de fascination, de renoncements et de connivence. En janvier 1989, Giuliani quitte en effet ses fonctions de procureur pour se lancer en politique. Trump devient le coprésident de son comité de campagne et lève non pas 2 millions de dollars mais 41 000 dollars ; Giuliani échoue cette année-là, mais conquiert la ville en 1993.

Leurs chemins officiels se rapprochent plus encore lorsque Giuliani soutient activement Donald Trump en 2016 dans la course à l'élection présidentielle, avec l'espoir de devenir secrétaire d'État. Il s'affiche plus que jamais comme un ami de Donald Trump, en soutenant avec ferveur tant l'homme que sa politique. Toutefois, s'il n'obtient pas le poste tant espéré de responsable de la diplomatie américaine, il n'en rejoint pas moins l'équipe d'avocats personnels de Donald

Trump afin d'assurer sa défense dans l'enquête, en avril 2018, sur les interférences russes dans l'élection de 2016. Rudy Giuliani se révèle un partisan farouche, d'une loyauté à toute épreuve. L'enthousiasme et le dévouement avec lequel il défend Donald Trump étonnent, et, parfois, amusent : comment celui qui fut un temps le champion incontestable de la lutte contre la Mafia à New York peut-il accepter de travailler aux côtés d'un homme d'affaires suspecté de longue date d'être en relation avec la Mafia ? Cette alliance entre les deux hommes a pour conséquence, sinon pour objectif, de délivrer une forme de brevet de respectabilité à Donald Trump sur ce terrain sensible de la moralité, donc de le blanchir sur ses liens supposés avec la Mafia.

Le comportement social de Rudy Giuliani semble même avoir changé, comme le sous-entend l'agent spécial du FBI Josh Campbell. De sortie avec des collègues en 2014 dans un bar à la mode de Washington, le Shelly's, ils croisent l'ex-procureur Giuliani accompagné de « deux hommes empâtés dans des costumes trois-pièces d'aspect coûteux ». Josh Campbell demande alors qui ils sont et ses collègues lui répondent que les individus « ressemblaient à des boss de la Mafia »[52]. La défense de Donald Trump menée par Rudy Giuliani devient si virulente qu'il en vient à qualifier à plusieurs reprises les agents du FBI de « troupes d'assaut » (« *stormtroopers* »), une claire référence aux SA du III^{e} Reich. L'injure ne passe pas inaperçue et est d'autant plus blessante que Rudolph Giuliani a travaillé des années durant à leur côté dans la lutte contre les cinq Familles de New York.

Le fait de voir Giuliani occuper la place qui fut naguère celle de Roy Cohn, puis de Michael Cohen, étonne et pousse certains observateurs à revisiter l'histoire de la lutte anti-Mafia à New York dans les années 1980, en s'interrogeant sur l'impunité dont aurait alors pu bénéficier Donald Trump : hasard des enquêtes et absence de preuves, ou opportune bienveillance des autorités judiciaires ? Comment les enquêtes anti-mafieuses portant, entre autres, sur le secteur du béton et du BTP ont-elles pu épargner un acteur aussi central que lui ? L'hypothèse de la corruption – que certains qualifieraient de « complotiste » – est parfois évoquée par la presse. Quand, en 1993, dans *Village Voice*, le journaliste Wayne Barrett relate l'affaire Robert Hopkins dont nous avons parlé, il titre : « La longue histoire de Rudy [Giuliani] d'étouffement des enquêtes contre Trump[53] ». Le magazine démocrate *The Nation*, en 2019, pose la question : « Giuliani et Trump : liés par la corruption depuis le début[54] ? ». Le journaliste Tom Robbins suspecte Rudolph Giuliani d'avoir tué dans l'œuf des enquêtes qui auraient pu gêner Donald Trump, ce dernier lui faisant miroiter un soutien financier lors d'une future candidature à la mairie de New York.

Par ailleurs, en 2019, une enquête du magazine *Newsweek* cite des sources

de services de police soulignant combien Donald Trump a « une relation proche et curieuse avec le bureau du FBI de New York[55] ». Il y aurait été souvent vu. Fut-il alors une source du FBI, ce qui lui aurait permis de bénéficier d'une forme d'impunité ? Cette situation expliquerait alors comment il a pu échapper à toutes les enquêtes fédérales des années 1980 à New York, au moment où tous les syndicats et toutes les sociétés du BTP, ou presque, sont sous influence mafieuse. Autrement dit, la qualité d'informateur du FBI l'aurait protégé de toute convocation devant un grand jury et mis à l'abri de poursuites pénales ; ce, tout en continuant à travailler avec des entreprises et des syndicats en « odeur de mafia ». Avec succès, il aurait habilement joué sur les deux tableaux : le FBI et la Mafia. Le magazine cite Bruce Mouw, le responsable à l'époque des enquêtes du FBI sur la Famille Gambino, qui réfute les allégations selon lesquelles D. Trump aurait été une source confidentielle du FBI et/ou « un atout de la Mafia » (« *Mob asset* ») : « Les contacts avec les syndicalistes mafieux se faisaient via les sociétés de construction, pas les promoteurs[56]. » L'argument est peu convaincant. Tous les témoignages et enquêtes apportent en effet des indices contraires. Il est évident que le FBI a depuis longtemps documenté les liens étroits noués par la Mafia avec Donald Trump. La Sûreté fédérale a pu décider de ne pas l'attaquer par choix tactique, considérant qu'un promoteur immobilier est une cible trop difficile à atteindre devant des tribunaux et que cela pourrait déstabiliser la première industrie de la ville. Cependant, cette explication n'est pas exclusive d'une autre. Son traitement de faveur pourrait aussi s'expliquer par la protection d'un haut cadre du bureau du FBI de New York, en l'occurrence James Kallstrom, « un mâle blanc, conservateur à tendance républicaine[57] », en charge de la surveillance électronique des Familles dans les années 1980, et farouche opposant aux époux Clinton. Donald Trump et James Kallstrom sont amis depuis 1973. Non seulement Trump aurait été un informateur de haut niveau, mais il aurait aussi bénéficié de sympathies politiques dans un bureau de New York parfois qualifié de « Trump Land ». Nageant en eaux troubles, il aurait disposé avec James Kallstrom d'une carte maîtresse protectrice au sein du FBI.

Donald Trump lui-même a parfois reconnu ses tractations avec la Mafia. Si, toute sa vie, il a souvent nié avoir travaillé en connaissance de cause avec des individus liés à la Mafia, en même temps et de manière contradictoire, il se laisse aller tout aussi régulièrement à avouer de telles relations d'affaires. En 2004, Donald Trump se confie en public : « Je ne veux pas avoir de caméras de télévision dans mon bureau, alors que je négocie avec des contractants, des politiciens, des mafieux (« *mobsters* ») et tous ceux avec qui je dois négocier dans mes affaires ; vous savez, les mafieux n'aiment pas, quand ils sont en train

de me parler, avoir des caméras partout dans la pièce. Cela passerait bien à la télévision, mais cela ne leur plairait pas.[58] ». Devant la presse, lors d'un concours de Miss USA, il déclare à nouveau : « Je construis des immeubles. Je dois négocier avec des syndicats, la Mafia (« *the Mob* »), quelques-uns des hommes parmi les plus durs que vous ayez jamais vus dans votre vie[59]. »

Donald Trump, un affairiste fasciné par la Mafia ?

Donald Trump est un narcissique obsédé par l'argent qui considère qu'un gangster est un partenaire en affaires comme un autre. Pour lui, toute relation humaine représente une transaction, peu importe avec qui. Cependant, il ne peut se contenter du seul profit, il lui faut en plus le frisson que procure une forme de « vol moral[60] » comme le dit un de ses anciens collègues. À n'en pas douter, le mafieux est un type humain qui le fascine. Quand il invite ses interlocuteurs à l'appeler par le diminutif « Don », cherche-t-il à créer une fausse intimité pour les mettre à l'aise ou à les intimider en se faisant passer implicitement pour un « parrain » ? Dans ses livres, mais aussi au début de chaque épisode de sa fameuse émission de télévision *The Apprentice*, il cite avec complaisance cette phrase célèbre de Michael Corleone dans *Le Parrain* : « *It's not personal. It's just business.* » La tirade transformée en mantra envoie un message managérial clair : il faut savoir se montrer impitoyable. Tel un mafieux, Donald Trump use systématiquement de l'arme de la corruption et à défaut de la menace. Il aime ainsi, tout homme d'affaires qu'il est, se déplacer avec des gardes du corps armés afin que ses interlocuteurs « se sentent physiquement vulnérables[61] ». En 2013, trois ans avant sa victoire présidentielle, le journaliste David Letterman interroge Donald Trump sans détour dans son *talk-show* sur CBS[62]. « Avez-vous déjà fait sciemment affaire avec le crime organisé ? » Donald Trump fait une grimace, puis répond : « J'ai vraiment essayé de rester loin d'eux autant que possible. Vous savez, en grandissant à New York et en faisant des affaires à New York, je dirais qu'il y a peut-être eu un de ces personnages en cours de route, mais en général j'aime rester loin de ce groupe. J'ai rencontré à l'occasion quelques-unes de ces personnes. Il se trouve que ce sont des gens très gentils (« *They happen to be very nice people* »). » Après ce quasi-éloge des Familles comme étant « des gens très gentils », Donald Trump donne au journaliste un conseil tiré de sa propre expérience : « Vous ne voulez tout simplement pas leur

devoir de l'argent. Ne leur devez pas d'argent. »

En réalité, Donald Trump s'identifie probablement en *parrain*, empruntant à ce type humain son argot, son style de management brutal et paranoïaque, son dédain pour les normes sociales, son amoralisme assumé et sa cupidité. Il se perçoit ainsi et nombreux sont ceux qui le perçoivent de la sorte. Il a pu être écrit que Donald Trump et Roy Cohn incarnent *le style et un état d'esprit mafieux* dans la vie politique américaine[63]. En la matière, les détails comptent. Ce style mafieux déteint sur ses proches collaborateurs. Le conseiller politique Steve Bannon surnomme le fils de Donald Trump, Donald Jr, « Fredo ». Il s'agit d'une autre référence au cinéma : Fredo est le fils crédule et veule de Vito Corleone dans *Le Parrain*. L'avocat mafieux Michael Cohen intègre la Trump Organization en apportant, comme nous l'avons vu, ses multiples relations dans le monde des oligarques et des gangsters russophones, ce qui explique pourquoi il est surnommé « Tom », par référence à Tom Hagen, le conseiller de Don Vito Corleone dans *Le Parrain*. Le surnom n'est pas le fruit du hasard : Michael Cohen se comporte en effet comme un mafieux, italo-américain ou russe, au point d'en devenir quasiment un. Plus tard, quand Michael Cohen devient témoin fédéral dans le cadre de l'enquête portant sur les liens supposés de Donad Trump avec la Russie, Trump le traite de « *rat* » (« rat ») ou pire encore de « *flipper*[64] », reprenant à dessein le vocabulaire des mafieux pour qualifier les informateurs de police, les témoins et les repentis. En effet, Donald Trump ne cesse d'admirer ceux qui refusent de collaborer avec les policiers et les agents fédéraux, et notamment quand ce sont des mafieux.

Donald Trump est souvent décrit tel un boss, y compris de manière troublante par des observateurs initiés. En 2018, l'ex-directeur du FBI James Comey publie un livre de souvenirs comportant un portrait sans équivoque du président des États-Unis. Il compare le leadership, la culture et le style des chefs de *Cosa Nostra* à ceux de Donald Trump. Lors de sa toute première rencontre avec lui et ses principaux collaborateurs dans la Trump Tower, le 6 janvier 2017, James Comey ne peut s'empêcher d'avoir une étrange pensée :

> « Assis là, une image étrange me venait en tête. Je n'arrêtais pas d'essayer de la repousser, parce qu'elle me semblait excessive, trop dramatique, mais elle revenait sans cesse : je pensais aux clubs de la mafia new-yorkaise, image tirée de l'époque où j'étais procureur fédéral à Manhattan dans les années 1990. Le Ravenite. Le Palma Boys. Le Café Giardino[65]. »

Puis, le même mois, James Comey relate un dîner en tête à tête à la Maison Blanche au cours duquel Donald Trump lui assène : « J'ai besoin de loyauté. J'attends de la loyauté[66]. » James Comey déchiffre dans cette demande une exigence de soumission absolue. À ses yeux, cette requête ressemble à une

« cérémonie d'intronisation » au sein de la Mafia avec Donald Trump dans le rôle du « parrain ». Le Président veut un dévouement inconditionnel à sa personne, non le respect de la loi ou l'honnêteté. Le directeur du FBI estime qu'un dirigeant éthique n'aurait jamais exigé de la loyauté car, explique-t-il, « ce sont ceux qui dirigent par la peur – comme les patrons de *Cosa Nostra* – qui exigent la loyauté[67] ». Au final, James Comey sort ébranlé de ce dîner sans accorder à Donald Trump ce qu'il désire si ardemment. Il raconte enfin une réunion à la Maison Blanche en février 2017 avec Trump et son chef de cabinet, Reince Priebus, qui lui rappelle à nouveau des souvenirs de l'époque où il traquait la Mafia à New York :

> « Aspiré dans l'orbite de Trump, j'avais des flash-back qui me ramenaient au début de ma carrière, lorsque j'étais procureur et que je luttais contre la Mafia. Le consentement par le silence. Le parrain qui contrôle tout. Les serments d'allégeance. La mentalité du "eux contre nous". Les mensonges à tous les étages au service d'un code de loyauté qui plaçait l'organisation au-dessus de la loi, de la morale et de la vérité[68]. »

Si cette description cruelle peut s'expliquer en partie par le ressentiment – Donald Trump renvoie le chef du FBI en mai 2017 –, il faut aussi savoir en déchiffrer les sous-entendus, surtout au regard de son parcours professionnel. Avant de devenir chef du FBI, James Comey fut procureur à New York où il traita, sous les ordres de Rudolph Giuliani, de la lutte contre *Cosa Nostra* de 1987 à 1993, en particulier contre la Famille Gambino. Or, il est troublant de noter que, dans ses Mémoires, James Comey file la métaphore sur un style de management emprunté aux codes de la Mafia, sans pour autant donner de détails sur les compromissions mafieuses concrètes de Donald Trump et de ses entreprises. Il semble s'arrêter à mi-chemin, comme le remarque le journaliste et essayiste Michael Wolff dans son livre à succès *Siege* :

> « [Le livre] souligne le thème du comportement mafieux de Donald Trump [*Mafia-like behavior*], et le fait que Comey ne dit rien du tout de la Trump Organization. Si l'antienne du chef du FBI dit que vous agissez comme un parrain de la Mafia [*Mafia don*], c'est un signal éclatant. Et s'il ne mentionne pas l'organisation au centre de votre vie professionnelle et privée, cela signifie quelque chose : l'organisation est une cible du FBI[69]. »

James Comey en dit donc trop ou trop peu. Michael Wolff explique lui aussi combien Donald Trump « dirigeait ses affaires comme s'il s'agissait d'une entreprise criminelle ». Son modèle de vie semble être celui de « la vie mafieuse » (« *mobster life* ») :

> « Non seulement Trump connaissait des mafieux, et faisait des affaires avec eux, mais en plus il les romantisait. Les mafieux étaient plus amusants. Il ne se conformerait pas au comportement exigé par la respectabilité requise ; il ferait tout son possible pour *ne pas être* respectable. Trump était le Dapper Don [référence au flamboyant mafieux John Gotti, surnommé ainsi car les procès glissaient sur

lui][70]. »

Avec Roy Cohn, Donald Trump a en effet fréquenté et observé ces mafieux voyants, lors de leurs virées nocturnes dans les boîtes de nuit chics et à la mode de Manhattan. Dans la même veine, David Frum, ex-plume du président George W. Bush, ose aussi une comparaison mafieuse :

> « Il faut bien voir que Donald Trump, c'est Tony Soprano. Il possède la même mentalité que le parrain de la Mafia dans la série télévisée [*Les Soprano*]. Le fait est que Trump a passé une bonne partie de sa vie de businessman à tout faire pour échapper à la police, et il y a de bonnes raisons à cela. Comme Tony Soprano, il n'aime pas la loi ni les flics. De temps en temps, bien sûr, il en achète un, alors, soudain, il trouve des mérites à celui-là. Mais l'ennui pour lui, c'est que, au niveau fédéral, la police est plus honnête qu'au niveau de l'État de New York ou du New Jersey. Du coup, il est furieux[71]. »

Au final, Donald Trump est un homme d'affaires devenu président qui, pendant quatre décennies, fréquente et réalise des affaires de manière directe ou indirecte, avec un nombre impressionnant de gangsters et de mafieux. Pouvait-il l'ignorer ? Évidemment, non. Au demeurant, il a toujours revendiqué une lucidité à toute épreuve sur ce sujet, comme il l'écrit dans son livre *Surviving at the Top* : « J'ai toujours eu la chance d'avoir une sorte d'intuition à propos des gens, ce qui me permet de sentir qui sont les types louches, et je peux ainsi rester à l'écart[72]. » Par ailleurs, il est intéressant de relever que le Parti démocrate, en particulier lors de la campagne présidentielle de 2015, n'osera pas interroger Donald Trump sur ses relations avec *Cosa Nostra*. Quant au Parti républicain, le mutisme pudique est tout autant de mise ; seul le sénateur Ted Cruz, son concurrent lors des primaires, osera aborder le sujet en évoquant ses « relations d'affaires avec la Mafia ». Il faut croire que personne n'a vraiment envie, encore au XXIe siècle, d'ouvrir la boîte de Pandore mafieuse…

Redevenu simple citoyen après sa défaite en 2020 face à Joe Biden, Donald Trump suscite à nouveau des interrogations quant à ses relations avec la Mafia. Il se fait photographier en public, à deux reprises, en douteuse compagnie : à l'été 2022, avec John Alite, un ex-associé de la Famille Gambino pour laquelle il a commis six assassinats avant de collaborer avec la justice, puis de devenir un *podcaster* connu ; en janvier 2023, avec Joseph « Skinny Joey » Merlino, l'ex-chef de la Famille de Philadelphie. De deux choses l'une : ou l'ex-président est imprudent dans ses relations sociales, ou il envoie de subtils messages.

11
Joe Biden, fin de partie mafieuse ?

Au commencement était le paradis du Delaware

Succédant à Donald Trump, Joe Biden est élu 46e président des États-Unis, en 2020, vierge de toute compromission connue avec la Mafia. Tout au plus le destin est-il facétieux au regard de notre sujet. En effet, Joe Biden est né en 1942 dans la ville de Scranton en Pennsylvanie, siège d'une des plus anciennes Familles de la Mafia, celle dite de « Bufalino-Pittston-Scranton ». Cependant, un observateur sourcilleux de la chose mafieuse ne peut être indifférent au fait que Joe Biden a été sénateur pendant trente-six ans (1973-2009) de l'État du Delaware, un paradis fiscal et bancaire qui héberge 1,2 million de sociétés pour moins de 1 million d'habitants. Cependant, la virginité mafieuse de Joe Biden serait presque parfaite s'il n'y avait pas une anecdote narrée par Frank Sheeran dans ses Mémoires, parus en 2004[1].

Le syndicaliste et associé de la Mafia y raconte longuement un étrange épisode. Alors qu'il dirige la section syndicale 236 des Teamsters, il est sollicité en 1972 par le républicain Caleb Boggs, sénateur du Delaware au Congrès. Le sénateur sortant, en quête d'une réélection, lui demande de pouvoir intervenir devant les membres du syndicat, fort du fait que le président Richard Nixon avait lui-même obtenu le soutien des Teamsters pour sa propre campagne. Après avis du bureau exécutif du syndicat, Frank Sheeran lui refuse cette faveur, excipant du fait que le sénateur ne serait pas assez favorable aux salariés dans le Delaware, donc trop proche du patronat. En revanche, Frank Sheeran accorde cette faveur à son opposant politique du Parti démocrate, un inconnu ou presque, un certain Joe Biden. L'intéressé remporte un franc succès auprès des membres du syndicat, en expliquant que « sa porte sera toujours ouverte aux Teamsters ». Puis, fin 1972, Frank Sheeran dit avoir reçu la visite « d'un avocat très éminent qu'il savait être très important au sein du Parti démocrate » ; il ne dévoile pas son identité. L'avocat lui aurait expliqué que le sénateur Caleb Boggs allait faire publier dans les deux quotidiens les plus lus de l'État, le *Morning News* et

l'*Evening Journal*, des encarts publicitaires embarrassants pour Joe Biden, sur un rythme quotidien, la semaine précédant l'élection. L'avocat souhaite que ces deux journaux ne soient pas diffusés tant qu'ils comporteront ces mises en cause. Sheeran explique qu'il avait « beaucoup de respect pour cet avocat ». Respect ? Il décide d'utiliser tout son pouvoir syndical pour que les journaux ne soient pas distribués, grâce à la mise en place d'un piquet de grève. Après l'élection de Joe Biden, obtenue à une courte majorité de 3 000 voix dans un État de 600 000 habitants, la grève cesse immédiatement. Sheeran rappelle que, selon les républicains, la publication des encarts publicitaires aurait changé l'image de Joe Biden de manière négative et irréparable. Il précise aussi qu'il ignore si celui-ci avait eu vent de cette grève des ouvriers en sa faveur. Il sait en revanche que, une fois élu sénateur, il sera toujours très accessible et attentif aux demandes des Teamsters. Un dernier détail est narré par le syndicaliste qui en dit long sur le climat de ces événements. Durant la grève, explique-t-il, les propriétaires des journaux eurent à se plaindre auprès de Frank Sheeran du fait que l'un de leurs véhicules servant à transporter l'encre d'impression avait fait l'objet d'un attentat à la bombe. Il nie toute implication.

Évidemment, le sens *réel* de cette anecdote, longuement et complaisamment narrée par Sheeran, aurait pu prendre toute sa signification si le nom de l'avocat avait été révélé. Ce mystérieux avocat était-il un *Mob lawyer* bien connu ? Quoi qu'il en soit, en 1972, le jeune Joe Biden scelle le début d'une alliance de long terme avec les Teamsters…

Un fils encombrant

Un père n'est pas responsable des activités professionnelles de son fils, sauf peut-être quand il a pour habitude de l'aider à trouver des emplois bien rémunérés. Ainsi, Hunter, le second fils de Joe Biden, est un homme d'affaires dont les activités professionnelles se sont développées à l'ombre d'un père sénateur, puis vice-président, et souvent en lien avec des pays étrangers (Chine, Inde, Ukraine), une situation qui a fait naître des accusations récurrentes de népotisme et de conflits d'intérêts. Sans revenir sur ces polémiques, souvent exploitées par le Parti républicain, il est indéniable que les affaires de Hunter Biden ne cessent de susciter de légitimes interrogations, en particulier pour celles menées à partir de 2006 dans l'univers de la haute finance. Hunter s'est en effet retrouvé mêlé, peut-être malgré lui, dans des schémas financiers frauduleux de grande ampleur, dont nous n'évoquerons que ceux ayant un lien direct avec notre sujet.

L'une de ces affaires, qui débute en 2014, concerne la tribu indienne des Sioux Oglala, l'une des plus pauvres des États-Unis, qui cherche alors des investisseurs. Ils s'en remettent à des financiers qui leur proposent, via des opérations boursières complexes, de lever des capitaux par des émissions d'actions auprès du public. Cependant, ces financiers se révèlent être des gangsters de haut vol qui les escroquent de plus de 60 millions de dollars. Qui sont ces criminels en col blanc ?

Le maître d'œuvre de l'opération frauduleuse est un certain Jason Galanis. John (le père) et Jason (le fils) sont des associés de la Famille Gambino de New York. John est une relation de Rosario Gambino, dont nous avons parlé précédemment à propos de Roger Clinton Jr et de l'affaire du pardon présidentiel. Il a été condamné à plusieurs reprises, en particulier en 1988 à vingt-sept ans de prison pour des fraudes financières, et en 2019 à dix ans en compagnie de son fils Jason dans une autre affaire de fraude. John et Jason

Galanis sont aussi des relations de Tommy Gambino, le fils de Rosario. John est décrit en 2000 par le magazine *Forbes* comme « un des plus grands criminels en col blanc des dernières décennies ». Jason est, quant à lui, qualifié en 2003 de « nouveau roi du porno » pour ses lucratifs sites en ligne. Tout emprisonné qu'il est, John continue de diriger à distance les activités professionnelles de son fils.

Parmi les autres conspirateurs apparaissent deux hommes d'affaires amis et associés de Hunter Biden : Bevan Cooney et Devon Archer. Bevan Cooney est souvent décrit comme étant le « meilleur ami » de Jason Galanis. Cependant, le nœud gordien de l'affaire passe par Devon Archer. Des millions de l'argent escroqué aux Indiens Oglala transitent par la société Rosemont Seneca Bohaï dirigée par Devon Archer, qui est aussi membre du conseil d'administration de la société financière Burnham Asset Management, dont Hunter Biden est le vice-président. Hunter est, quant à lui, partenaire de Rosemont Seneca Bohaï. La Burnham Asset Management est citée dans les brochures de démarchage comme la société de placements devant recevoir les fonds. Devon Archer et Hunter Biden sont amis depuis leurs années d'études à l'Université de Yale et ensuite associés en affaires pour des opérations, souvent controversées, avec par exemple la Chine et l'Ukraine dans le domaine de l'énergie ; ainsi, Hunter Biden et Devon Archer siègent ensemble au conseil d'administration d'un producteur de gaz ukrainien, Burisma Holdings Ltd, ce qui rapporte à Hunter 50 000 dollars par mois. Cependant, Devon Archer n'est pas seulement l'ami et l'associé de Hunter Biden. Reçu à la Maison Blanche lors de la vice-présidence de Joe Biden, la presse publie une photographie d'une partie de golf dans les Hamptons, en 2014, montrant bras dessus, bras dessous Joe Biden, Devon Archer et Hunter Biden.

Le mafieux Jason Galanis utilise dans les brochures d'appels de fonds pour le public les noms en apparence respectables de Devon Archer et de Hunter Biden afin d'attirer les investisseurs. Le détournement massif de fonds cesse en 2016 par l'arrestation de Jason Galanis, de Bevan Cooney et de Devon Archer. Rien dans l'enquête ne démontre que Hunter Biden a eu connaissance de la fraude, il n'est donc pas inquiété par la justice. Son avocat explique que le nom de son client a été utilisé à son insu pour lever des fonds auprès du public et qu'il n'a aucun lien avec les Galanis et les schémas frauduleux de Devon Archer. Mais est-ce crédible ? Une question demeure : Hunter aurait-il échappé à une mise en cause judiciaire dans cette fraude aux obligations indiennes en raison de sa parenté ?

Par ailleurs, la dangerosité des associés de la Famille Gambino Jason et John Galanis ne peut être sous-estimée. Leur nom réapparaît en octobre 2021 dans l'enquête que mène alors la police de Los Angeles autour de la « disparition » –

probablement de l'assassinat – de Heidi Planck, la comptable/contrôleur financier de la société de placements financiers Camden Capital Partners dirigée par l'homme d'affaires Jason Sugarman. L'associé de Jason Sugarman dans la société n'est autre que Jason Galanis. Cependant, Jason Sugarman et Hunter Biden ne sont pas des inconnus l'un pour l'autre. Des courriels retrouvés dans l'ordinateur de ce dernier montreront que Sugarman travaillait aux côtés de Hunter et de ses partenaires commerciaux chinois en 2015 ; Hunter Biden, Devon Archer et Jason Sugarman ont collaboré pour conclure un accord entre leur société Burnham Financial Group et le fonds chinois Bohai Harvest. Or, la disparition de Heidi Planck se produit au moment où la société de placements financiers Camden Capital Partners est sous enquête fédérale du gendarme boursier, la SEC, pour des fraudes évaluées à 43 millions de dollars, justement en lien avec la fraude contre la tribu des Sioux Oglala. Manifestement, une partie des fonds escroqués est passée par Camden Capital Partners. La comptable en savait-elle trop ?

Dans ses Mémoires parus en 2021, *Les Belles Choses*[2], Hunter Biden raconte avec force détails les malheurs de sa vie : la mort accidentelle de sa mère, de sa sœur, de son frère, ses addictions à la drogue et à l'alcool, les attaques de Donald Trump lors des élections présidentielles de 2020 à propos de ses affaires en Ukraine. Il omet cependant d'évoquer l'épisode de la fraude contre les Sioux Oglala ; par ailleurs, il ne cite le nom de son ami et associé Devon Archer que de manière elliptique, et passe sous silence ceux de Bevan Cooney, Jason Sugarman et des Galanis père et fils.

Au final, que retenir de ces ténébreuses affaires financières de haut vol, dont tous les ressorts ne sont pas connus à ce jour ? Que des associés de la Mafia, les Galanis père et fils, se sont retrouvés à une « étape », à travers les affairistes Devon Archer et Bevan Cooney, du vice-président et bientôt président des États-Unis. Quand on sait que les membres initiés de la Mafia privilégient toujours l'utilisation d'écrans pour leurs opérations les plus sensibles, cette proximité doit faire réfléchir.

Agir sans être vu

« Il faut savoir que le crime n'intéresse aucunement les gouvernements tant qu'il ne recèle pas l'ingrédient politique à incidence électorale[1]. »

Honoré Gévaudan,
ex-directeur central adjoint de la police judiciaire.

« Je règne par l'étonnant pouvoir de l'absence[2]. »

Victor Segalen.

La question de la corruption de la démocratie américaine est amplement traitée depuis des décennies, au point d'être devenue un lieu commun. Les ouvrages sur ce sujet sont innombrables. Encore faut-il se garder de toute illusion rétrospective : il n'y a jamais eu d'âge d'or de la démocratie américaine. Toutefois, les travaux de la plupart des historiens omettent l'une de ses causes majeures : le crime organisé, et singulièrement le rôle de la Mafia. Cette *invisibilisation* ressemble à une forme d'abdication intellectuelle.

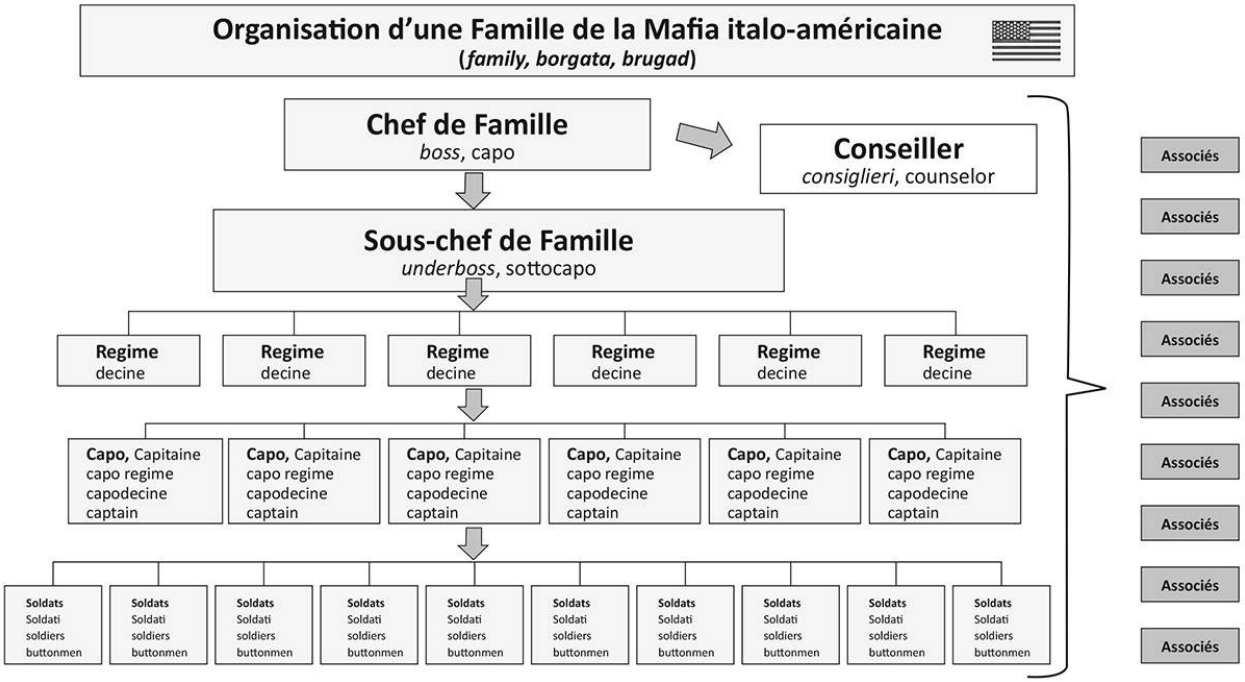
Cependant, que peut-on conclure de cette histoire complexe et trouble des relations entre les présidents des États-Unis et la mafia italo-américaine durant un siècle ? Qu'une démocratie ne laisse pas impunément une entité criminelle aussi sophistiquée s'approcher du pouvoir politique local puis national sans qu'elle s'en trouve corrodée. Car, et c'est là une quasi-*loi criminologique*, les politiciens sortent rarement indemnes de leur fréquentation des criminels professionnels. Naïfs ou corruptibles, ils sont par construction des cibles fragiles. D'autant plus fragiles que l'histoire démontre combien ces criminels peuvent se révéler à la fois d'une grande *brutalité* et d'une immense *subtilité*. Dans ce contexte, Donald Trump aura-t-il été le dernier président des États-Unis en forte « odeur de mafia » ? Seul l'avenir pourra répondre à cette question, au demeurant plus intrigante qu'il n'y paraît au premier abord. En effet, ce livre permet de constater une forme de *persistance mafieuse* dans le système politique américain. Si, de manière objective, la confédération des Familles a perdu en

puissance pour connaître un déclin relatif à partir des années 1970, force est d'admettre que sa capacité à élire des présidents ayant une empreinte mafieuse – de haute ou de basse intensité – ne s'est pas démentie par la suite. De deux choses l'une : ou cette empreinte fonctionne avec un effet retard comme une forme de *persistance rétinienne* ou comme *la lumière d'une étoile morte*, ou, en réalité, les racines de la Mafia sont beaucoup plus profondes, résistantes et invisibles que ce que les branches de l'arbre ne laissent aujourd'hui entrevoir. Seul le temps nous dira donc si Donald Trump aura été le dernier président en forte « odeur de mafia ».

Quoi qu'il en soit, cette expérience américaine permet de tirer un enseignement à l'intersection de la criminologie et de la science politique. La nature des gouvernances contemporaines n'est probablement pas celle que nous croyons. Selon Michel Foucault, *voir sans être vu* serait au cœur de l'art du gouvernement moderne, conformément au modèle benthamien du *panopticon*. L'hypothèse d'une surveillance parfaite et invisible par le pouvoir a beaucoup séduit, sans toujours convaincre, du moins dans les démocraties. Un siècle de vie politique américaine montre, à bas bruit, une réalité différente. Le paradigme du *voir sans être vu* a été remplacé – si tant est qu'il ait jamais existé – depuis longtemps par un *agir sans être vu*, selon un modèle mafieux éprouvé depuis le XIX^e^ siècle en Sicile et ayant fait école depuis. Cette situation est rendue possible par la proximité, voire la symbiose, entre les « élites » politiques et économiques et la haute criminalité.

De manière prédictive, le journaliste Dan E. Moldea termine en 1989 son livre *Interference* par une réflexion dont le contexte américain ne peut occulter la portée plus générale :

> « Le rêve de Lansky était de lier les deux mondes [les élites politiques et criminelles] ensemble afin que l'un ne puisse pas survivre sans l'autre. Ceux d'entre nous qui reconnaissent aujourd'hui l'immense pouvoir du monde souterrain dans notre nation comprennent également à quel point le rêve de Lansky – et notre cauchemar – est proche de se réaliser[3]. »


Organisation d'une Famille de la Mafia italo-américaine
(family, borgata, brugad)
Chef de Famille
boss, capo
Conseiller
consiglieri, counselor
Sous-chef de Famille
underboss, sottocapo
Regime
decine
Capo, Capitaine
capo regime
capodecine
captain
Soldats
Soldati
soldiers
buttonmen
Associés

Bibliographie

Ouvrages

Adler Tim, *Hollywood and the Mob*, Bloomsbury, 2007.

Allsop Kenneth, *The Bootleggers*, True Crime Library, 1961 ; traduction française : *Les Bootleggers, La bataille de la prohibition à Chicago*, Robert Laffont, 1961.

Alter Jonathan, *The Defining Moment, FDR'S Hundred Days and the Triumph of Hope*, Simon & Schuster Paperbacks, 2006.

Andrew Christopher et Dilks David (dir.), *The Missing Dimension, Governments and Intelligence Communities in the Twentieth Century*, University of Illinois Press, 1984.

Asbury Herbert, *The Gangs of New Orleans*, Arrow Books, 2004.

—, *The Gangs of New York, An Informal History of the Underworld*, Vintage, 2008.

Baime A. J., *The Accidental President*, Houghton Mifflin Harcourt, 2017.

Baker Bobby (avec Larry King), *Wheeling and Dealing, Confessions of a Capitol Hill Operator*, W W Norton & Company, 1978.

Balsamo William et Carpozi George, *The Mafia, The First 100 Years*, Virgin Books, 2019.

Barak Gregg, *Criminology on Trump*, Routledge, 2022.

Barrett Wayne, *Trump, The Deals and the Downfall*, HarperCollins Publishers, 1992.

—, *Without Compromise*, Bold Type Books, 2020.

Bart Peter, *Infamous Players, A Tale of Movies, The Mob (and Sex)*, Weinstein Books, 2011.

Bequai August, *Organized Crime, The Fifth Estate*, Lexington Books, 1979.

Bernstein Carl, *A Woman in Charge, The Life of Hillary Rodham Clinton*, Vintage Books, 2008.

Biden Hunter, *Les Belles Choses*, Albin Michel, 2021.

Blair Gwenda, *The Trumps, Three Generations of Builders and a President Candidate*, Simon & Schuster, 2000.

Blakey George Robert et Billings Richard N., *The Plot to Kill the President*, Times Book, 1981 ; réédition : *Fatal Hour*, édition format poche, Berkley Books, 1992.

Block Alan A., *Masters of Paradise, Organized Crime and the Internal Revenue Service in the Bahamas*, Routledge, 1998.

Bobbio Norberto, « La démocratie et le pouvoir occulte », *in Le Futur de la démocratie*, Le Seuil, 2007.

Bolden Abraham, *The Echo from Dealey Plaza*, Three Rivers Press, 2008.

Boltanski Luc, *Énigmes et Complots*, 2012, Gallimard.

Bonanno Bill, *Bound by Honor, A Mafioso's Story*, St. Martin's Press, 1999.

Bonanno Bill et Abramovitz Gary B., *Mafia, The Final Secrets*, Mainstream Publishing, 2011.

Bonanno Joseph, *A Man of Honor, The Autobiography of Joseph Bonanno*, Simon & Schuster, 1983.

Brandt Charles, *I Heard You Paint Houses, The Biggest Hit in Mob History*, Hodder, 2010.

Breckinridge Scott D., *The CIA and the Cold War*, Parlux, 2005.

Browning Frank et Gerassi John, *The American Way of Crime, From Salem to Watergate, a Stunning New Perspective on Crime in America*, Putnam Pub Group, 1980 ; traduction française : *Histoire criminelle des États-Unis*, Nouveau Monde éditions, 2015.

Bruck Connie, *When Hollywood Had a King*, Random House Tradepaperback, 2004.

Buchanan Thomas G., *Who Killed Kennedy ?*, Secker & Warburg, 1964 ; traduction française : *Les Assassins de Kennedy*, Julliard, 1964.

Burbank Jeff, *Las Vegas Babylon, True Tales of Glitter, Glamour, and Greed*, M. Evans and Company, 2005.

Bureau of Narcotics, *Mafia, The Government's Secret File on Organized Crime*, Skyhorse Publishing, 2009.

Cain Michael J., *The Tangled Web, The Life and Death of Richard Cain, Chicago Cop and Mafia Hitman*, Skyhorse Publishing, 2007.

Calvi Fabrizio, *Un parrain à la Maison Blanche*, Albin Michel, 2020.

Campbell Josh, *Crossfire Hurricane, Inside Donald Trump's War on the FBI*, Algonquin Books of Chapel Hill, 2019.

Campbell Rodney, *The Luciano Project, The Secret Wartime Collaboration of The Mafia & The U.S. Navy*, McGraw-Hill Book Company, 1977.

Cannon Lou, *President Reagan, The Role of a Lifetime*, Public Affairs, 2000.

Capeci Jerry, *Gang Land, Fifteen Years of Covering the Mafia*, Alpha, 2003.

Caro Robert A., *The Years of Lyndon Johnson, The Passage of Power*, Vintage Books, 2012.

Chambliss William J., *On the Take, From Petty Crooks to Presidents*, Bloomington and Indianapolis, Indiana University Press (1978), 1988.

Clary David, *Gangsters to Governors, The New Bosses of Gambling in America*, Rutgers University Press, 2017.

Clinton Bill, *My Life*, Alfred A. Knopf, 2004.

Clinton Kelley Virginia (avec James Morgan), *My Life, Leading with my Heart*, Pocket Star Book, 1994.

Cockayne James, *Hidden Power, The Strategic Logic of Organized Crime*, Hurst & Company, 2016.

Cohen Mickey (avec John Peer Nugent), *In My Own Words*, Prentice-Hall, Inc, 1975.

Collier Peter et Horowitz David, *Les Kennedy, Une dynastie américaine*, Payot-Rivages, 2001.

Comey James, *A Higher Loyalty, Truth, Lies, and Leadership*, Pan Books, 2019 ; traduction française : *Mensonges et Vérités, une loyauté à toute épreuve*, Flammarion, 2018.

Constantine Alex, *The Covert War Against Rock*, Feral House, 2000.

Cooley Robert (avec Hillel Levin), *When Corruption Was King, How I Helped the Mob Rule Chicago, Then Brought the Outfit Down*, Da Capo Press, 2006.

Cressey Donald R., *Theft of The Nation, The Structure and Operations of*

Organized Crime in America, Transaction Publishers, 2008 (édition américaine : 1969).

—, *Criminal Organization*, Heinemann Educational Books, 1972.

Dale Scott Peter, *Dallas' 63, The First Deep State Revolt Against the White House*, Open Road, 2015.

—, *American War Machine, Deep Politics, the CIA Global Drug Connection and the Road to Afghanistan*, Rownan & Littlefield Publishers, 2010.

Dallek Robert, *Franklin D. Roosevelt, A Political Life*, Penguin Books, 2017.

—, *Harry S. Truman*, Times Books, 2008.

Dannen Fredric, *Hitmen, Power Brokers and Fast Money Inside the Music Business*, Helter Skelter Publishing, 2003.

D'Antonio Michael, *The Thruth About Trump*, St Martin's Paperbacks, 2016.

Dash Mike, *The First Family, Terror, Extortion and the Birth of the American Mafia*, Simon & Schuster, 2009.

Davis John H., *Mafia Kingfish, Carlos Marcello and the Assassination of John F. Kennedy*, McGraw-Hill Publishing Company, 1989.

—, *Mafia Dynasty, The Rise and Fall of the Gambino Crime Family*, HarperTorch, 1994.

—, *The Kennedy Contract, The Mafia Plot to Assassinate the President*, HarperPaperbacks, 1993.

Debord Guy, *Commentaires sur la société du spectacle*, 1988, in *Œuvres*, Quarto, Gallimard, 2006.

Deitche Scott M., *The Silent Don, The Criminal Underworld of Santo Trafficante Jr*., Barricade Books, 2009.

Demaris Ovid, *The Last Mafioso, The Treacherous World of Jimmy Fratianno*, Ishi Press International, 2010.

Denker Henry, *The Kingmaker*, Mayflower, 1974.

Denoël Yvonnick, *Les Espions du Vatican*, Nouveau Monde éditions, 2021.

Denton Sally, *The Bluegrass Conspiracy, An Inside Story of Power, Greed, Drugs and Murder*, Amazon, 2016.

Denton Sally et Morris Roger, *Une hyper-Amérique, Argent, pouvoir, corruption ou le modèle Las Vegas*, Autrement, 2005 ; édition américaine (avec index et photos) : *The Money and the Power, The Making of Las Vegas and its Hold on*

America, Vintage Books, 2002.

DeStefano Anthony M., *Gotti's Boys, The Mafia Crew That Killed for John Gotti*, Citadell Press, 2019.

De Stefano George, *An Offer We Can't Refuse, The Mafia in the Mind of America*, Faber and Faber, 2006.

Dick Bernard F., *City of Dreams, The Making and Remaking of Universal Pictures,* University Press of Kentucky, 1997.

Donovan Robert J., *Tumultuous Years, The Presidency of Harry S. Truman : 1949-1953*, University of Missouri Press, 1996.

Dorman Michael, *Payoff, The Role of Organized Crime in American Politics,* David McKay Company, 1972.

Dorsett Lyle W., *The Pendergast Machine*, University of Nebraska Press, Lincoln and London, 1968.

Earl Ayers Bradley, *The War That Never Was, An Insider's Account of CIA Covert Operations Against Cuba*, Bobbs-Merrill, 1976.

Edwards Charles D., *America's First*, Research Associates School Times Publication, Frontline Distribution International, 2000.

Ehrenfeld Rachel, *Evil Money*, HarperBusiness, 1992.

Eisenberg Dennis, *Meyer Lansky, Mogul of the Mob*, First Éditions, 1979.

Evans Robert, *The Kid Stays in the Picture, A Notorious Life*, It Books, 2013.

Evans-Pritchard Ambrose, *The Secret Life of Bill Clinton, The Unreported Stories*, Regnery Publishing, 1997.

Exner Judith, *My Story*, Grove Press, 1977.

Fensterwald Bernard Jr, *Assassination of JFK by Coincidence or Conspiracy ?*, Committee to Investigate Assassinations, Zebra Books, 1977.

Ferrell Robert H., *Truman and Pendergast*, University of Missouri Press, 1999.

Fitch Robert, *Solidarity for Sale, How Corruption Destroyed the Labor Movement and Undermined America's Promise*, PublicAffairs, 2006.

Fonzi Gaeton, *The Last Investigation*, Thunder's Mouth Press, 1993.

Fraser Steven, *Labor Will Rule, Sidney Hillman and the Rise of American Labor*, The Free Press, 1991.

Freddoso David, *Gangster Government, Barack Obama and the New*

Washington Thugocracy, Regnery Publishing, 2011.

—, *The Case Against Barack Obama, The Unlikely Rise and Unexamined Agenda of the Media's Favorite Candidate*, Regnery Publishing, 2008.

Friedman Allen et Schwarz Ted, *Power and Greed, Inside the Teamsters Empire of Corruption*, F. Watts, 1989.

Frum David, *Trumpocracy, The Corruption of the American Republic*, HarperCollins, 2018.

Fulsom Don, *Nixon's Darkest Secrets, The Inside Story of America's Most Troubled President*, Thomas Dunne Books, 2012.

—, *The Mafia's President, Nixon and the Mob*, Thomas Dunne Books, 2017.

Garcia Joaquin « Jack » (avec Michael Levin), *Making Jack Falcone, An Undercover FBI Agent Takes Down a Mafia Family*, Simon & Shuster, 2008.

Garrison Jim, *JFK, Affaire non classée*, éditions J'ai Lu, 1992.

Gayraud Jean-François, *Le Monde des mafias, géopolitique du crime organisé*, Odile Jacob, 2005.

—, *Showbiz, people et corruption*, Odile Jacob, 2009.

—, *Le Nouveau Capitalisme criminel*, Odile Jacob, 2014.

Gayraud Jean-François et Thual François, *Géostratégie du crime*, Odile Jacob, 2012.

Gentry Curt, *J. Edgar Hoover, The Man and the Secrets*, W.W. Norton & Company, 1991.

Gévaudan Honoré, *La Bataille de la French Connection*, Jean-Claude Lattès, 1985.

Giancana Samuel et Chuck, *Double Cross, The Explosive Inside Story of the Mobster Who Controlled America*, Warner Books, 1992 ; traduction française : *Notre homme à la Maison Blanche*, Robert Laffont, 1992.

Giancana Antoinette et Renner Thomas C., *Mafia Princess, Growing up in Sam Giancana's Family*, William Morrow and Company, 1984.

Giancana Antoinette, Hughes John R. et Jobe Thomas H., *JFK and Sam, The Connection Between the Giancana and Kennedy Assassinations*, Cumberland House, 2005.

Glushakow H. B., *Mafia Don, Donald Trump's 40 Years of Mob Ties*, Glushakow H.B., 2016.

Goldfarb Ronald L., *Perfect Villains, Imperfect Heroes, Robert F. Kennedy's War Against Organized Crime*, Random House, 1995.

Gosch Martin A. et Hammer Richard, *Lucky Luciano, Le testament,* Stock, 1975.

Hamby Alonzo L., *Man of the People, A Life of Harry S. Truman*, Oxford University Press, 1995.

Hamilton Nigel, *JFK, Une jeunesse insouciante*, Seuil, 1996.

Hancock Larry, *Someone Would Have Talked*, JFK Lancer Productions & Publications, 2006.

Hart Gary et Cohen William S., *The Double Man*, Sphere Books Limited, 1985.

Hartmann Rudolph H., *The Kansas City Investigation, Pendergast's Downfall 1938-1939*, University of Missouri Press, 1999.

Hauerwas Stanley, *L'Amérique, Dieu et la guerre,* Armand Colin, 2018.

Hayde Frank R., *The Mafia and the Machine, The Story of the Kansas City Mob,* Barricade Books, 2007.

Hersh Burton, *Bobby and J. Edgar, The Historic Face-Off Between the Kennedys and J. Edgar Hoover that Transformed America*, Basic Books, 2008.

Hersh Seymour M., *The Dark Side of Camelot*, Little, Brown and Company, 1997 ; traduction française : *La Face cachée du clan Kennedy*, L'Archipel, 1998.

—, *Reporter, A Memoir*, Knopf, 2018.

Hettena Seth, *Trump/Russia, A Definitive History*, Melville House, 2018.

Heymann C. David, *RFK, A Candid Biography of Bobby Kennedy*, A Dutton Book, 1998.

Hill David, *The Vapors, A Southern Family, the New York Mob, and the Rise and Fall of Hot Springs, America's Forgotten Capital of Vice*, Farrar, Straus and Giroux, 2020.

Hofstadter Richard, *Le Style paranoïaque. Théories du complot et droite radicale en Amérique,* François Bourin éditeur, 2012.

Horowitz Carl F., *Union Corruption In America : Still A Growth Industry*, National Institute For Labor Relations Research, 2004.

Hortis C. Alexander, *The Mob and the City, The Hidden History of How the Mafia Captured New York,* Prometheus Books, 2014.

Hougan Jim, *Spooks, The Haunting of America, The Private Use of Secret Agents*, William Morrow & Co, 1978.

Hunt E. Howard, *American Spy, My Secret History in the CIA, Watergate & Beyond*, John Wiley & Sons, 2007.

Ianni Francis A. J., *Des affaires de famille, La mafia à New York*, Terre humaine, Plon, 1973 (édition américaine : 1972).

Inserra Vincent L., *C-1 and the Chicago Mob*, Xlibris, 2014.

Jacobs George et Stadiem William, *My Life with Frank Sinatra*, Itbooks, 2003.

Jacobs James B., *Mobsters, Unions, and Feds, The Mafia and the American Labor Movement*, New York University Press, 2006.

—, *Gotham Unbound, How New York City Was Liberated from the Grip of Organized Crime*, New York University Press, 1999.

Joesten Joachim, *The Dark Side of Lyndon Baines Johnson*, Iconoclassic Books, 2013.

Johnston David, *Temples of Chance, How America Inc. Bought Out Murder Inc. to Win Control of the Casino Business*, Doubleday, 1992.

Johnston David Cay, *The Making of Donald Trump*, Melville House, 2016.

Kaiser David E., *The Road to Dallas*, Belknap Press, 2008.

Kallina Edmund F., *Court house over White House, Chicago and the Presidential Election of 1960*, 1988.

Kaspi André, *Franklin D. Roosevelt*, Tempus, Perrin, 2012.

Kefauver Estes, *Crime in America*, Henry Doubleday, 1951.

Kennedy Robert F., *The Enemy Within, The McClellan Committee's Crusade Against Jimmy Hoffa and Corrupt Labor Union*s, Da Capo Press, 1994 ; traduction française : *Ma lutte contre la corruption*, Robert Laffont, 1965.

—, *Robert Kennedy In His Own Words, The Unpublished Recollections of the Kennedy Years*, Bantam Press, 1988.

Kessler Ronald, *The Sins of the Father, Joseph P. Kennedy and the Dynasty he founded*, Coronet Books, 1996.

Knoedelseder William, *Stiffed, A True Story of MCA, the Music Business, and the Mafia*, Harper Perennial, 1993.

Kobler John, *Al Capone et la guerre des gangs à Chicago*, Robert Laffont, 1972.

Kranish Michael et Fisher Marc, *Trump Revealed, An American Journey of Ambition, Ego, Money, and Power*, Scribner, 2016.

Kurtz Michael L., *The JFK Assassination Debates, Lone Gunman Versus Conspiracy*, University Press of Kansas, 2006.

Lacey Robert, *Meyer Lansky and the Gangster Life*, Little, Brown and Company, 1992 ; traduction française : *Le Parrain des parrains, Meyer Lansky ou la vie d'un gangster*, Payot, 1992.

Lansky Sandra et Stadiem William, *Daughter of the King, Growing up in Gangland*, Weinstein Books, 2014.

Lernoux Penny, *In Banks We Trust*, Penguin Books, 1986.

Litwin Fred, *On the Trail of Delusion*, Northernblues Books, 2020.

Lorenz Marita (avec Ted Schwarz), *Marita*, Robert Laffont, 1994.

Lupo Salvatore, *Histoire de la Mafia des origines à nos jours*, Flammarion, 1999.

Maas Peter, *The Valachi Papers*, Perennial, (première édition 1968) 2003.

—, *Le Repenti. L'incroyable témoignage de Sammy le Taureau, n° 2 de la mafia new-yorkaise*, Presses de la Cité, 1997.

Mahoney Richard D., *The Kennedy Brothers, The Rise and Fall of Jack and Bobby*, Arcade Publishing, 2011.

—, *Sons & Brothers, The Days of Jack and Bobby Kennedy*, Arcade Publishing, 1999.

Maier Thomas, *Mafia Spies, The Inside Story of the CIA, Gangsters, JFK, and Castro*, Skyhorse Publishing, 2021.

Malkin Michelle, *Culture of Corruption, Obama and His Team of Tax Cheats, Crooks and Cronies*, Regnery Publishing, 2009.

Marcellin Raymond, *L'Importune Vérité*, Plon, 1978.

Marshall Jonathan, *Dark Quadrant, Organized Crime, Big Business, and the Corruption of American Democracy*, Rowman & Littlefield, 2021.

Matard-Bonucci Marie-Anne, *Histoire de la Mafia*, éditions Complexe, 1994.

McCarty John, *Bullets Over Hollywood, The American Gangster Picture from the Silents to « The Sopranos »*, Da Capo Press, 2004.

McCoy Alfred, *The Politics of Heroin, CIA Complicity in the Global Drug*

Trade, Afghanistan, Southeast Asia, Central America, Columbia, Laurence Hill Books, 2003.

McCullough David, *Truman*, Simon & Schuster, 1992.

McDougal Dennis, *The Last Mogul, Lew Wasserman, MCA, and the Hidden History of Hollywood*, Crown Publishers, 1998.

McManus Richard, *Some Unpopular History of the United States, The Nixon Years – Jan. 1969 – Aug. 9, 1974*, Book Eight ; Amazon, 2018.

Miller Richard Lawrence, *Truman, The Rise to Power*, McGraw-Hill, 1986.

Missen François, *Marseille connection*, L'Archipel, 2013.

Mitgang Herbert, *Once Upon a Time in New York, Jimmy Walker, Franklin Roosevelt, and the Last Great Battle of the Jazz Age*, Cooper Square Press, 2003.

Moldea Dan E., *The Hoffa Wars*, Paddington Press, 1978.

—, *Dark Victory, Ronald Reagan, MCA, and the Mob*, Viking, 1986.

—, *Interference, How Organized Crime Influences Professional Football*, William Morrow and Company, 1989.

—, *A Washington Tragedy, How the Death of Vincent Foster Ignited a Political Firestorm*, Regnery Publishing, 1998.

—, *The Killing of Robert Kennedy, An Investigation of Motive, Means, and Opportunity*, Moldea.com, 2018.

Morris Roger, *Partners in Power, The Clintons and Their America*, Henry Holt and Company, 1998.

Morrow Robert D., *Betrayal, A Reconstruction of Certain Clandestine Events from the Bay of Pigs to the Assassination of John F. Kennedy*, Henry Regnery Company, 1976.

—, *First Hand Knowledge, How I Participated in the CIA-Mafia Murder of President Kennedy*, S.P.I. Books, 1992.

Mueller Robert, *The Mueller Report, Presented with related Materials by The Washington Post*, Scribner, 2019.

Munn Michael, *The Hollywood Connection, The Mafia and the Movie Business, The Explosive Story*, Robson Books, 1993.

Murphy Paul L. et Arlington René, *La Popessa*, Lieu commun, 1987 ; Grand Central Pub, 1983.

Ness Eliot, *Les Incorruptibles contre la pègre*, Presses de la Cité, 10/18, 1988.

Newark Tim, *Mafia Allies, The True Story of America's Secret Alliance With the Mob in World War II*, Zenith Press, 2007.

Newman John, *Oswald and the CIA*, Skyhorse Publishing, 2008.

Newton Michael, *Mr. Mob, The Life and Crimes of Moe Dalitz*, McFarland & Company, 2009.

—, *The Mafia at Apalachin, 1957*, McFarland & Company, 2012.

Noyes Peter, *Legacy of Doubt, Did the Mafia Kill JFK*, P&G Publications, 2010.

Obama Barack, *The Audacity of Hope, Thoughts on Reclaiming the American Dream*, Canongate Books, 2008.

—, *Dreams from my Father, A Story of Race and Inheritance*, Canongate Books, 2009.

—, *A Promised Land*, Viking, 2020.

O'Brien Timothy L., *Trump Nation, The Art of Being the Donald*, Grand Central Publishing, 2016.

O'Reilly Bill et Dugard Martin, *Killing Kennedy, The End of Camelot*, Henry Holt and Company, 2012.

O'Sullivan Shane, *Who Killed Bobby ? The Unsolved Murder of Robert F. Kennedy*, Skyhorse Publishing, 2018.

Palazzolo Joe et Rothfeld Michael, *The Fixers, The Bottom-Feeders, Crooked Lawyers, Gossipmongers, and Porn Stars Who Created the 45th President*, Random House, 2020.

Peddie S. J., *Sonny, The Last of the Old-Time Mafia Bosses*, Citadel Press, 2022.

Peterson Virgil W., *The Mob, 200 Years of Organized Crime in New York*, Green Hill Publishers, 1983.

—, *Barbarians in Our Midst, A History of Chicago Crime and Politics*, An Atlantic Monthly Press Book, 1952, préface de Estes Kefauver.

Peyrefitte Alain, *C'était de Gaulle*, Gallimard, 2002.

Picci Blaise, *The Five Weeks of Giuseppe Zangara, The Man Who Would Assassinate FDR*, Academy Chicago Publishers, 1998.

Popper Karl, *La Société ouverte et ses ennemis*, 2 tomes, Le Seuil, 1979.

Poulsen Ellen, *The Case Against Lucky Luciano, New York's Most Sensational*

Vice Trial, Clinton Cook Publishing Corp, 2007.

Prados John, *The Ghosts of Langley, Into the CIA's Heart of Darkness*, The New Press, 2007 ; traduction française : *Histoire de la CIA, Les fantômes de Langley*, Perrin, 2019.

—, *The Family Jewels, The CIA, Secrecy, and Presidential Power*, Updated Editions, 2014.

Raab Selwyn, *Five Families, The Rise, Decline, and Resurgence of America's Most Powerful Mafia Empires*, Thomas Dunne Books, 2005.

Raab Selwyn et Ragano Frank, *Mob Lawyer*, Macmillan Publishing Company, 1994.

Raw Charles, Bruce Page et Godfrey Hodgson, *Do You Sincerely Want to Be Rich ? The Full Story of Bernard Cornfeld and IOS*, Library of Larcenary, Broadway Books, 2005.

Reeves Richard, *President Kennedy, Profile of Power*, Simon & Schuster, 1993.

Reid Ed, *The Grim Reapers, The Anatomy of Organized Crime in America, City by City*, A Bantam Book, 1969.

—, *Mafia, The History of the Ruthless Gang That Runs the Nationwide Crime Syndicate*, Ishi Press International, (première édition 1952), 2010.

Reid Ed et Demaris Ovid, *The Green Felt Jungle*, Ishi Press International, (première édition 1963), 2010.

Reppetto Thomas, *American Mafia, A History of Its Rise to Power*, A John Macrae/Owl Book, 2004.

—, *Shadows over the White House, The Mafia and the President*, Enigma Books, 2015.

Reymond William, *Mafia S.A., Les secrets du crime organisé*, Flammarion, 2001.

Roemer William F., *Man against the Mob*, Ivy Books, 1989.

—, *Accardo, The Genuine Godfather*, Balantine Book, 1996.

Rothmiller Mike et Goldman Ivan G., *L.A. Secret Police, Inside the LAPD Elite Spy Network*, Pocket Books, 1992.

Russo Gus, *The Outfit. The Role of Chicago's Underworld in the Shaping of Modern America*, Bloomsbury, 2001.

—, *Supermob, How Sidney Korshak and His Criminal Associates Became*

America's Hidden Power Brokers, Bloomsbury, 2006.

—, *Live by the Sword, The Secret War Against Castro and the Death of JFK*, Bancroft Press, 1998.

Saint Victor Jacques de, *Un pouvoir invisible, Les mafias et la société démocratique XIX^e^-XXI^e^ siècle*, Gallimard, 2012.

Sauvage Léo, *L'Affaire Oswald*, éditions de Minuit, 1965.

Scarpinato Roberto, *Le Retour du prince*, La Contre Allée, 2012.

Scheim David E., *Contract On America, The Mafia Murder of President John F. Kennedy*, Zebra Books, 1989 ; traduction française : *Dallas, 22 novembre 1963… Les assassins du président John F. Kennedy*, Acropole, 1990.

Schlesinger Arthur M., *Robert Kennedy and His Times*, Houghton Mifflin Company, 1978.

Sharp Kathleen, *Mr and Mrs Hollywood, Edie and Lew Wasserman and their Entertainment Empire*, Blackstone Publishing, 2017.

Sheridan Walter, *The Fall and Rise of Jimmy Hoffa*, Saturday Review Press, 1972.

Schreckinger Ben, *The Bidens, Inside the First Family's Fifty-Year Rise to Power*, Twelve, 2021.

Schwarz Ted, *Joseph P. Kennedy, The Mogul, the Mob, the Statesman, and the Making of an American Myth*, John Wiley and Sons, 2003.

—, *Hollywood Confidential, How the Studios Beat the Mob at Their Own Game*, Taylor Trade Publishing, 2007.

Schweizer Peter, *Secret Empires*, Harper, 2019.

Sloan Sam, *Mafia Moll, The Judith Exner Story, The Life of the Mistress of John F. Kennedy*, Ishi Press International, 2008.

Shenon Philip, *Anatomie d'un assassinat, L'histoire secrète de la mort de JFK*, Presses de la Cité, 2013.

Sifakis Carl, *The Mafia Encyclopedia*, Checkmarks Books, 1999.

Simon Roger L., *Wild Turkey*, iPicturesBooks, 2011 ; traduction française : *Cul-sec*, éditions 1018, 1991.

Smith John L., *Running Scared, The Life and Treacherous Times of Las Vegas Casino King Steve Wynn*, Barricade Books, 1995.

—, *Sharks in the Desert, The Founding Fathers and Current Kings of Las Vegas*, Barricade Books, 2005.

Spada James, *Peter Lawford, The Man Who Kept The Secrets*, Bantam Books, 1991.

Spitz Bob, *Reagan, An American Journey*, Penguin Books, 2019.

Steffens Lincoln, *The Shame of the Cities*, McClure, Philipps & Co., 1904.

Strange Susan, *Le Retrait de l'État*, Temps présent, 2011.

Summers Anthony, *Goddess, The Secret Lives of Marilyn Monroe*, Phoenix/Orion Books, 2007.

—, *Le Plus Grand Salaud d'Amérique, J.E. Hoover, patron du FBI*, Seuil, 1995 ; édition américaine : *The Secret Life of J. Edgar Hoover*, Putnam's Sons, 1993.

—, *The Arrogance of Power, The Secret World of Richard Nixon*, Phoenix, 2003.

Summers Anthony et Swan Robbyn, *Sinatra, The Life*, Alfred A. Knopf, 2005, traduction française : *Sinatra*, Denoël, 2006.

Taguieff Pierre-André, *L'Imaginaire du complot mondial, Aspects d'un mythe moderne*, Mille et une nuits, 2006.

Talbot David, *Brothers, The Hidden History of the Kennedy Years*, Free Press, 2007.

Teachout Zephyr, *Corruption in America, From Benjamin Franklin's Snuff Box to Citizens United*, Harvard University Press, 2016.

Theoharis Athan, *J. Edgar Hoover, Sex, And Crime*, Ivan R. Dee, 1995.

—, *From the Secret Files of J. Edgar Hoover*, Ivan R. Dee, 1991.

Tosches Nick, *Dino, Living High in the Dirty Business of Dreams*, Delta, 1999 ; traduction française : *Dino, La belle vie dans la sale industrie du rêve*, Rivages, 2001.

Truman Harry S., *The Autobiography of Harry S. Truman*, University Press of Colorado, 1980.

Truman Margaret, *Harry S. Truman*, New World City, 2015.

Trump Donald, *Trump, How to Get Rich*, Ballantine Books, 2004.

—, *Trump, The Art of the Deal*, Ballantine Books, 2015.

Tuohy John William, *The Salerno Report, The Mafia and the Murder of*

President F. Kennedy, Amazon.

Turner William et Christian Jonn, *The Assassination of Robert F. Kennedy, A Searching Look at the Conspiracy and Cover Up*, Carroll and Graf Publishers, première édition 1978, 1993.

Tyrrell Jr R. Emmett, *Boy Clinton, The Political Biography*, Regnery Publishing, 1996.

Unger Craig, *House of Trump, House of Putin, The Untold Story of Donald Trump and the Russian Mafia*, Bantam Press, 2018.

—, *American Kompromat, How the KGB Cultivated Donald Trump, and Related Tales of Sex, Greed, Power, and Treachery*, Dutton, 2021.

Vincent Lynne et McCain Robert Stacy, *Donkey Cons, Sexe, Crime, and Corruption in the Democratic Party*, Nelson Current, 2006.

Waldron Lamar, *Watergate, The Hidden History, Nixon, The Mafia, and the CIA*, Counterpoint, 2012.

—, *L'Assassinat de JFK*, Les éditions de l'Homme, 2014.

Waldron Lamar et Hartmann Thom, *Ultimate Sacrifice*, Basic Books, 2005.

—, *Legacy of Secrecy, The Long Shadow of the JFK Assassination*, Read How You Want, 2010.

Weiner Tim, *Legacy of Ashes, The History of the CIA*, Anchor, 2008 ; traduction française : *Des cendres en héritage, L'histoire de la CIA*, Tempus Perrin, 2011.

—, *Ennemies, A History of the FBI*, Allen Lane, 2012.

White Hayden, *Metahistory, The Historical Imagination in Nineteenth-Century Europe*, John Hopkins University, 1973.

Wolff Michael, *Siege, Trump Under Fire*, Henry Holt and Company, 2019.

Woodiwiss Michael, *Crime, Crusades and Corruption. Prohibitions in the United States, 1900-1987*, Barnes & Noble, 1988.

—, *Organized Crime and American Power, A History*, University of Toronto Press, 2001.

Yallop David, *In God's Name, An Investigation Into The Murder of Pope John Paul I*, Robinson, 2007.

Zelizer Julian E., *The Presidency of Barack Obama*, Princeton University Press, 2018.

Articles universitaires

Albanese Jay S., « The Italian American Mafia », *in* L. Paoli, *Oxford Handbook of Organized Crime*, Oxford University, 2014.

Blakey Robert, « RICO : The genesis of an idea », *Trends in Organized Crime*, vol. 9, n° 4, été 2006.

Calder James D. et Lynch William S., « From Apalachin to the Buffalo Project : obstacles on the path to the effective federal responses to organized crime, 1957-1967 », *Trends in Organized Crime* (2008) 11 : 207-269, p. 223.

Critchley David, « Buster, Maranzano and the Castelammare War, 1930-1931 », *Global Crime*, vol. 7, n° 1, p. 43-78, février 2006.

Foucault Michel, Prado Plinio Walder, Routhier Françoise, « La vérité et les formes juridiques », in *Chimères. Revue des schizoanalyses*, n° 10, 1990, p. 8-28.

France Pierre, « Pour une sociologie politique du complot (isme) », *Working Papers, Centre européen de sociologie et de science politique*, n° 5, mars 2016.

Jacobs James B. et Peters Ellen, « Labor racketeering : the Mafia and the Unions », *Crime and Justice*, vol. 30 (2003), p. 229-282, University of Chicago Press.

« La Philosophie de la chirurgie », 1936 – sources : Revue médicale suisse, Cairn, encyclopédie Agora, La Croix, Le Monde...

Lupo Salvatore, « The Allies and the Mafia », *Journal of Modern Italian Studies*, vol. 2, n° 1, 1997, p. 21-33.

Marchant Alexandre, « La French Connection, entre mythes et réalités »,

Vingtième Siècle. Revue d'histoire, n° 115, juillet-septembre 2012, p. 89-102, Presses de Sciences Po.

Marshall Jonathan, « The Dictator and the Mafia : how Rafael Trujillo partnered with U.S. criminals to extend his power », *Journal of Global South Studies*, printemps 2018.

McCoy Alfred, « Covert Netherworld : an invisible interstice in the Modern World system », *Comparative Studies in Society and History,* 2016, 58 (4), p. 847-879.

Nowlan Jim, « Corruption in Illinois : an enduring tradition », Paul Simon Public Policy Institute, *University of Illinois Urbana – Champaign*, septembre 2012.

Raab Selwyn, « Fifty years investigation institutional corruption and organized crime : an interview with Selvyn Raab », *Trends in Organized Crime* (2015), 18, p. 74-85.

Schmidtlein Gene, « Harry S. Truman and the Pendergast Machine », *American Studies*, vol. 7, n° 2, 1966.

Whitmer Benjamin, « L'histoire interdite », *America*, n° 4, hiver 2018.

Wolske Alan J., « Jack, Judy, Bobby, Johnny, Frank… : an investigation into the alternative history of the CIA-Mafia collaboration to assassinate Fidel Castro, 1960-1997 », *Intelligence and National Security*, vol. 15, n° 4, p. 104-130, 2000.

Articles de presse

Alexander Harriet, « Missing LA mom Heidi Planck's $43 m fraudster' boss worked with convicted conman with links to Hunter Biden and Gambino crime family : cops continue to search for er body at landfill site », *Dailymail.com*, 2 décembre 2021.

Atkinson Rick et Babcock Charles R., « Reports of Mafia ties Anger Ferraro », *The Washington Post*, 23 octobre 1984.

Bagli Charles V., « Real estate executive with hand in Trump projects rose from tangled past », *The New York Times*, 17 décembre 2007.

Baram Marcus, « Eavesdropping on Roy Cohn and Donald Trump », *The New Yorker*, 14 avril 2017.

Barrett Wayne, « Inside Donald Trump's empire : why he didn't run for president in 2002 », *The Daily Beast*, 31 mai 2011.

—, « How a young Donald Trump forced his way from Avenue Z to Manhattan », *Village Voice*, 15 janvier 1979.

—, « Rudy's long history of quashing Trump probs », *Village Voice*, 12 octobre 1993.

Bartin Steve, « The Chicago Democrats and the Chicago Mob », *Thechicagosyndicate.com*, 9 mars 2008.

—, « The political corruption behind Barack Obama and Chicago », *Thechicagosyndicate.com*, 6 janvier 2008.

Blumenthal Ralph « Ferraro's husband is said to have met Mob figure », *The New York Times*, 12 septembre 1992.

Brenner Marie, « Deal with the Devil », *Vanity Fair*, août 2017.

Burgis Tom, « Dirty money : Trump and the Kazakh connection », *Financial Times*, 19 octobre 2016.

Catanese David, « Giannoulias, Kirk spar on mob loans », *Politico*, 10 octobre 2010.

Cocknaye James, « That time when the Mafia almost fixed the Democratic National Convention », *The Conversation*, 25 juillet 2016.

Cole David, « The terror of our guns », *The New York Review of Books*, 14 juillet 2016.

Comey James, « Donald Trump est inapte à être président », *Le Monde*, 18 avril 2018.

Cormier Anthony et McDaniel Chris, « How Trump's lawyer placed a big casino bet that left dozens empty-handed », *BuzzFeed*, 15 mars 2017.

Corn David, « The many times Donald Trump has lied about his Mob connections », *Mother Jones*, 23 septembre 2016.

Dembart Lee, « *Teamsters* pension loans linked to associates of crime figures », *The New York Times*, 28 octobre 1976.

Drew Christopher et McIntire Mike, « An Obama patron and friend until an indictment », 14 juin 2007, *The New York Times*.

Edwards Charles D., « Did America's first – a fictitious book about the Mob in Chicago, helping put a president into the White House, predict the election of Barack Obama ? », *Thechicagosyndicate.com*, 7 janvier 2009.

Frank Thomas, « Secret money : how Trump made millions selling condos to unknown buyers », *BuzzFeed*, 12 janvier 2018.

Frum David, interview, « Trump, c'est Tony Soprano », *L'Express*, 6 juin 2018.

Gerth Jeff, « Nixon and the Mafia, part 1 », *Computers and Automation*, septembre 1973.

—, « Nixon and the Mafia, conclusion », *Computers and Automation*, novembre 1973.

Goldberg Jeffrey, « Donald Trump's mafia mind-set », *Politics*, 23 août 2018.

Hazlett Bill, « John's Kennedy mystery woman tells her story », *Los Angeles Times*, 18 décembre 1975.

Hedegaard Erik, « The last confessions of E. Howard Hunt », *Rolling Stone*, 5 avril 2007.

Henry James S., « The curious world of Donald Trump's Private Russian Connections », *The American Interest*, 19 décembre 2016.

Hersh Seymour M., « The contrasting lives of Sidney R. Korshak, *The New York Times*, 27 juin 1976 ; « Korshak's power rooted in ties to Labor leaders », *The New York Times*, 28 juin 1976 ; « Major corporations eager to seek Korshak's advice », *The New York Times*, 29 juin 1976 ; « Korshak again a target of a federal investigation », *The New York Times*, 30 juin 1976.

Horsley Carter B., « Alex DiLorenzo Jr dies. Leader in real estate, 58 », *The New York Times*, 6 septembre 1975.

Hochschild Adam, « Bang for the buck », *The New York Review of Books*, 5 avril 2018.

Issac Rael Jean, « The Real Clinton record », *The National Review*, 23 juin 1997.

Jackson David, Chase John et Ray Gibson, « $20 million in loans to felons », *Chicago Tribune*, 1er avril 2010.

Johnston David Cay, « Just what were Donald Trump's ties to the Mob ? », *Politico*, 22 mai 2016.

Klaidman Daniel, « The Mob, the Clintons and the Union boss », *Newsweek*, 19 mai 1996.

Lee Carole E. et Burns Alexander, « Obama's home-field disadvantage », *Politico*, 8 juin 2010.

Lindsey Robert, « California officials identifies 92 as leaders of crime in the State », *The New York Times*, 3 mai 1978.

Mencimer Stephanie, « Ex-official pulls at Unions's infamous roots », *The Washington Post*, 7 juin 1998.

Michaels Dave et Francis Theo, « Hunter Biden's name was used as selling point in fraudulent bond scheme », *The Wall Street Journal*, 24 octobre 2019.

Moldea Dan E., « Tales of Hoffa : why does Hollywood make thugs into heroes ? », *Washington Post*, 27 décembre 1992.

—, « MCA Music & the Mafia : did the Justice Department cut Reagan's Hollywood pals a break ? », *Regardie's*, *Moldea.com*, juin 1988.

—, « La corruption de Ronald Reagan », *Moldea.com*, 1999.

Moldea Dan E. et Friedman Robert I., « Another "insider" and another killed *Sixty Minutes* story », *Moldea.com*, 1999.

Morley Jefferson, « What Jane Roman Said ». Morris Roger, interview avec Suzan Mazur, « Mazur : deeper into the Clintons' CIA & drug nexus », *Scoop, Independent News*, 8 juillet 2007.

Mulligan John E. et Starkman Dean, « An F.O.B and the Mob », *Washington Monthly*, mai 1996.

O'Harrow Robert et Boburg Shawn, « The man who showed Donald Trump how to exploit power and instill fear », *The Washington Post*, 17 juin 2016.

Packer George, « The Mafia style in American politics », *The Atlantic*, 3 octobre 2019.

Parker Will et Clarke Katherine, « Meet Paul Manafort's real estate fixer », *The Real Deal*, 31 août 2017.

Pileggi Nicholas, « The Mob and the Machine », *New York Magazine*, 30 avril 2008.

Pilkington Ed, « "Very nice people", Trump said of the Mafia. "Just don't owe them money" », *The Guardian*, 2 octobre 2019.

Ridgway de Szigethy James, « Partners in crime : the Mafia cops », *Americanmafia.com*, août 2005.

Robbins Tom, « Giuliani and Trump : bound by corruption from the beginning ? », *The Nation*, 11 octobre 2019.

—, « A brief history of Donald Trump and the Mafia », *The Marshall Project*, 28 avril 2016.

Safire William, « The President's friend », *The New York Times*, 16 décembre 1975.

Serrano Richard A., « 5 more cases added to probe of Roger Clinton », *Los Angeles Times*, 29 juin 2001.

Sheehy Gail, « The road to Bimini », *Vanity Fair*, 1er septembre 1987.

Stein Jeff, « Donald Trump's Mafia connections : decades later, is he still linked to the Mob ? », *Newsweek.com*, 1er octobre 2019.

Stern Laurence, « Probers doubt Kennedy knew of poison plot against Castro », *Washington Post*, 16 novembre 1975.

Summers Anthony et Robbyn, « The ghosts of November », *Vanity Fair*, décembre 1994.

Tartikoff Del, « Nevada pols and Mob links », *Electric Nevada*, 1996.

Tuohy John William, « Mob story : the Vice President », *Rick's Porello Americanmafia.com*, juillet 2002.

—, *The Guns of Zangara*, part one, part two, part three.

Tosches Nick, « The man who kept the secrets », *Vanity Fair*, septembre 1997.

Unger Craig, « Why Robert Mueller has Trump Soho in his sights », *Vanity Fair*, 13 août 2017.

Vidal Gore, « The art and arts of E. Howard Hunt », *The New York Review of Books*, 13 décembre 1973.

York Byron, « Mob rules. Bill & Arthur's beautiful friendship », *The American Spectator*, avril 1997.

« More Americans killed by guns since 1968 than in all U.S. wars », *NBC News*, 4 octobre 2017.

« Sidney Korshak, 88, Dies ; Fabled Fixer for the Chicago Mob », *The New York Times*, 22 janvier 1996.

« Trump's bid for Sydney casino 30 years ago rejected due to mafia connections », *The Guardian*, 16 août 2017.

« Trump and the Goodfellas », *The Wall Street Journal*, 11 décembre 2015.

« Mafia loses it place in Federal vocabulary », *The New York Times*, 24 juillet 1970.

Rapports

Horowitz Carl F., « Union corruption in America : still a growth industry », *National Institute for Labor Relations Research*, 2004.

U. S. Senate Special Committee to Investigate Crime in Interstate Commerce : https://catalog.hathitrust.org/Record/004543231

Final Report of the Select Committee on Assassinations, U.S. House of Representatives, Summary of Findings and Recommandations, Introduction par Rex Bradford, Mary Ferrel Foundation Press, 2007.

President's Commission on organized crime, report to the President and the *Attorney General, The Edge : Organized Crime, Business, and Labours Unions*, Washington, D. C : U.S. Government Printing Office, mars 1986.

Commission Warren : *https://www.archives.gov/research/jfk/warren-commission-report*.

Rapport de la CIA *The Family Jewels*, 1973 : *https://www.cia.gov/library/readingroom/collection/family-jewels*

The Challenge of Crime in a Free Society, 1967 : https://www.ncjrs.gov/pdffiles1/nij/42.pdf

State of California, Evelle J. Younger, *Attorney General*, « Organized Crime Control Commission : first report », mai 1978.

House Judiciary Committee Report on Administration's Efforts Against the Influence of Organized Crime in the Laborer's International Union of North America, 2 janvier 1997.

« Asian organized crime : the new international criminal », *Hearings before the Permanent Subcommittee on Investigations of the Committee on*

Governmental Affairs United States Senate, 18 juin et 4 août 1992.

« Report of the division of gaming enforcement to the casino control commission. Supplemental report on the qualification of Donald J. Trump », 1er décembre 1992.

Documentaires

Kuperberg Clara et Julia, *Ronald Reagan, un président sur mesure*, Arte, 53 minutes, 2016.

Shawn Swords, *Wages of Spin II : Bring Down That Wall*, 2014.

CBS *60 Minutes, Hollywood and the Mob*, 1989 : https://www.youtube.com/watch?v=jyIrarCSi6g

Trump : What's The Deal ? Full documentary, Journeyman TV, 1991.

Donald Trump's business links to the Mob, BBC Newsnight, 2016.

Sites Internet

National Archives and Records Administration : www.archives.gov/research/jfk
Mary Farrell Foundation : www.maryferrell.org

Notes

1. Bibliothèque de la Pléiade, Gallimard, 1977.

2. Bibliothèque de la Pléiade, Gallimard, 2011.

La part d'ombre de la démocratie américaine

1. *In* Guy Debord, *Œuvres*, Quarto, Gallimard, 2006.

2. On citera pour mémoire un auteur important et représentatif de ce déni académique : Francis A.J. Ianni, *Des affaires de famille, La Mafia à New York*, Terre humaine, Plon, 1973 (édition américaine : 1972).

3. Donald R. Cressey, *Theft of the Nation, The Structure and Operations of Organized Crime in America*, Transaction Publishers, 2008, page 248 ; Donald R. Cressey, *Criminal Organization*, Heinemann Educational Books, 1972.

4. Littéralement, « Notre chose », en italien. Le terme « Mafia » est utilisé dans le langage courant mais il est impropre ; les mafieux usent du vocable italien de « *Cosa Nostra* » qui désigne un entre-soi criminel typique d'une société secrète.

5. James B. Jacobs, *Gotham Unbound, How New York City Was Liberated from the Grip of Organized Crime*, New York University Press, 1999, pages 1 et 2. Telle est au demeurant la démarche que nous avons adoptée pour nos ouvrages précédents.

6. Le groupe de base au sein de la la mafia italo-américaine, à l'image de sa consœur sicilienne, est la « Famille » (voir Annexe) : il ne s'agit pas d'une réalité biologique mais d'une construction par un processus d'initiation. Une Famille n'est donc pas constituée par des individus ayant tous un lien familial biologique (père, fils, cousin, oncle, neveu, etc.), mais par des hommes de sexe masculin, catholique et d'ascendance italienne, ayant été choisis pour intégrer cette nouvelle entité qui forme désormais leur nouvelle « Famille ».

7. Sur cette question : Jean-François Gayraud, *Le Monde des mafias, Géopolitique du crime organisé*, Odile Jacob, 2005.

8. Cette représentation s'inscrit dans une généalogie. Le *cow-boy* a incarné le héros violent agissant aux frontières de la loi, symbole du monde horizontal des grandes plaines et de la *Frontier*. Face à l'avancée du monde vertical (les villes, les tours), le vacher est progressivement concurrencé dès les années 1930 par le gangster puis, dans les années 1970, par un avatar : le mafieux. Un folklore mafieux s'impose et avec lui une avalanche de films, de livres et de séries télévisées, participant de l'acclimatation dans l'imaginaire américain de cette figure violente longtemps perçue comme une menace étrangère et allogène – l'immigré italien et catholique. Ainsi, par la magie de la fiction, l'inquiétant devient un élément quasi constitutif du paysage national. Hollywood a toujours traité la question mafieuse, mais longtemps de manière dissimulée ou elliptique, probablement par crainte révérencielle. Il est ainsi symptomatique que,

jusqu'aux années 1970, les réalisateurs américains n'osent pas utiliser le mot « Mafia », alors même qu'ils traitent du sujet ; même l'opus premier du *Parrain* l'évite. D'autres mots, manifestement moins tabous, désignent alors *Cosa Nostra* : le Syndicat, l'Organisation, la pègre « *mob* ». À cette surexposition fictionnelle et en même temps prudente, dont la trilogie *Le Parrain* de Francis F. Coppola et la série *Les Soprano* de David Chase constituent l'acmé, correspond de manière symétrique une occultation du rôle de *Cosa Nostra* dans la vie politique, économique et sociale des États-Unis. La mafia italo-américaine est devenue au fil des décennies un objet de divertissement, un sous-produit de la culture populaire, plus rarement un sujet d'études académiques. L'éblouissement fictionnel a englouti la réalité politico-criminelle. La séduction consumériste a été plus forte que la connaissance précise. La mafia italo-américaine a connu le parcours type des réalités criminelles dans la civilisation spectaculaire : une période de déni (« ça n'existe pas »), suivie d'une prise de conscience tardive sur le mode relativiste (« c'est du passé », « cela n'est pas si grave », « tout cela est déjà connu »), pour s'achever en produit de consommation de la société du spectacle. Ne soyons pas dupes : in fine, le traitement de ce réel criminel par le folklore spectaculaire est une forme de déni puisqu'il a pour effet de refouler une réalité dérangeante en la sublimant. Conformément au mécanisme de *La Lettre volée* imaginé par Edgar A. Poe, la lumière des paillettes et des *spot lights* nous éclaire moins qu'elle ne nous aveugle. Ce folklore recèle des effets pervers car le spectateur s'imagine connaître *Cosa Nostra*, alors qu'il n'en perçoit qu'une ombre portée, effrayante mais séduisante. Une fiction produit de la fascination, non de la connaissance.

9. Bill Bonanno et Gary B. Abramovitz, *Mafia, The Final Secrets*, Mainstream Publishing, 2011, page 65.

10. William F. Roemer, *Man against the Mob*, Ivy Books, 1989, page 82.

11. Cité *in* Estes Kefauver, *Crime in America*, Doubleday & Company, 1951, page 86. Également ce second témoignage, tout aussi symptomatique, celui du célèbre mafieux de New York, Willie Moretti : « Après que Moretti eut dit qu'il avait aussi plein d'amis politiques, Halley [chef enquêteur de la commission] lui demanda s'il appartenait à un club politique. "Je n'appartiens à aucun club ; je suis bipartisan", Moretti répondit. » (Cité *in* Estes Kefauver, *op. cit.*, pages 273 et 274).

12. Michael Dorman, *Payoff, The Role of Organized Crime in American Politics*, David McKay Company, 1972, page 1. Cependant, une nuance s'impose afin de ne pas donner une image déformée de la situation. La gigantesque corruption politique aux États-Unis ne s'explique pas seulement par l'action mafieuse. L'Amérique au XX^{e} siècle connaît des autocrates qui, en se comportant en petits dictateurs locaux aux relents parfois fascisants et populistes, parviennent à capter la rente criminelle et à marginaliser le pouvoir mafieux, à l'image des démocrates Huey P. Long, gouverneur de Louisiane (1928-1932) puis sénateur (1932-1935), ou de Frank Hague, maire de Jersey City (1917-1947).

13. Robert F. Kennedy, *The Enemy Within, The McClellan Committee's Crusade against Jimmy Hoffa and Corrupt Labor Unions*, Da Capo Press, 1994 ; traduction française : *Ma Lutte contre la corruption*, Robert Laffont, 1965.

14. Jonathan Marshall, *Dark Quadrant, Organized Crime, Big Business, and the Corruption of American Democracy*, Rowman & Littlefield, 2021, page 4.

15. Cité *in* Michael Dorman, *Payoff*, *op. cit.*, page de garde.

16. Pierre-André Taguieff, *L'Imaginaire du complot mondial. Aspects d'un mythe moderne*, Mille et une nuits, 2006.

17. Karl Popper, *La Société ouverte et ses ennemis*, 2 tomes, Le Seuil, 1979.

18. Richard Hofstadter, *Le Style paranoïaque, Théories du complot et droite radicale en Amérique*, François Bourin Éditeur, 2012.

19. Le système démocratique américain est devenu malade en raison du pouvoir des lobbys et de l'argent – deux phénomènes liés – qu'une décision de la Cour suprême de 2010 (Citizen United vs Federal Election Commission) a conforté. Désormais, les entreprises privées et les syndicats peuvent participer au financement des campagnes sans limitation de versements. La corruption politique a été ainsi en partie légalisée.

20. Roberto Scarpinato, *Le Retour du prince*, La Contre-allée, 2012.

21. Jacques de Saint Victor, *Un pouvoir invisible, Les Mafias et la Société démocratique XIX^e^-XXI^e^ siècle*, Gallimard, 2012.

22. Norberto Bobbio, « La démocratie et le pouvoir occulte », in *Le Futur de la démocratie*, Le Seuil, 2007.

23. Luc Boltanski, *Énigmes et Complots. Une enquête à propos d'enquêtes*, Gallimard, 2012.

24. Michel Foucault, Plinio Walder Prado, Françoise Routhier, « La vérité et les formes juridiques », in *Chimères. Revue des Schizoanalyses*, n^o^ 10, 1990, pages 8 à 28.

25. Frank Browning et John Gerassi, *The American Way of Crime, From Salem to Watergate, a Stunning New Perspective on Crime in America*, Putnam Pub Group, 1980 ; traduction française : *Histoire criminelle des États-Unis*, Nouveau Monde Éditions, 2015.

26. August Bequai, *Organized Crime, The Fifth Estate*, Lexington Books, 1979.

27. Selwyn Raab, « Fifty Years Investigating Institutional Corruption and Organized Crime : an Interview with Selwyn Raab », *Trends in Organized Crime* (2015) 18 : 74-85.

28. Nous voulons écrire une *histoire profonde* en nous inspirant d'une démarche commune à Karl Marx et à Sigmund Freud. Ainsi que le souligne la philosophe Jeanne Hersch, K. Marx et S. Freud proposent une démarche intellectuelle proche puisqu'ils considèrent que les idées sont une superstructure dérivée d'un « autre chose » qui ne se manifeste pas, qui est caché. Cet « autre chose » est la cause déterminante par laquelle on doit expliquer la superstructure : l'organisation politique chez Marx, le conscient chez Freud. Ce qui est manifeste au niveau psychique (Freud) ou social (Marx) ne peut en réalité se comprendre qu'à l'aune d'une infrastructure dissimulée : l'inconscient pour l'un, les rapports de production pour l'autre. Sans déterminisme causal pour autant, si ce n'est dialectique, l'infrastructure cachée (l'économie pour Marx ; l'inconscient pour Freud) conditionne la superstructure culturelle visible : l'organisation politique chez Marx, le conscient chez Freud. Mais ce caché est dissimulé, voire refoulé, car il dérange. Ces mécanismes souterrains font l'histoire : de l'individu et des sociétés. Ces deux penseurs dénoncent ce qui se voit comme étant un déguisement, une réalité trompeuse. Ils se proposent de révéler une réalité cachée, seule réelle et agissante. Chez K. Marx, les idées, les religions et la culture sont des productions et des masques de la vraie réalité cachée, de rapports de force invisibles. Chez S. Freud, ces mêmes idées, religions et culture servent à dissimuler ou à sublimer les pulsions sexuelles refoulées qui sont là aussi la seule réalité. Nous proposons de considérer le crime organisé – entendu au sens large – telle une autre *infrastructure cachée*, en l'occurrence comme une force historique souterraine agissante et d'en révéler les contours avec une *histoire profonde*. Car le crime organisé est une réalité refoulée, au sens de Freud, et configuratrice, au sens de Marx.

29. Hayden White, *L'Histoire s'écrit*, Éditions de La Sorbonne, 2017 ; *Metahistory, The Historical Imagination in Nineteenth-Century Europe*, John Hopkins University, 1973.

30. Christopher Andrew et David Dilks (sous la direction de), *The Missing Dimension, Governments and Intelligence Communities in the Twentieth Century*, University of Illinois Press, 1984.

Franklin D. Roosevelt ou comment signer des pactes avec le diable

1. Mike Dash, *The First Family, Terror, Extortion and the Birth of the American Mafia*, Simon & Schuster, 2009 ; John H. Davis, *Mafia Kingfish, Carlos Marcello and the Assassination of John F. Kennedy*, McGraw-Hill Publishing Company, 1989.

2. Cité *in* David E. Scheim, *Contract on America, The Mafia Murder of President John F. Kennedy*, Zebra Books, 1989, page 97 ; Ed Reid, *The Grim Reapers, The Anatomy of Organized Crime in America, City by City*, Bantam Book, 1969, page 8 ; Selwyn Raab, *Five Families, The Rise, Decline, and Resurgence of America's Most Powerful Mafia Empires*, Thomas Dunne Books, 2005, page18 ; Mike Dash, *The First Family, Terror, Extortion and the Birth of the American Mafia, op. cit*., pages 82 à 94 ; Ed Reid, *Mafia. The History of the Ruthless Gang That Runs the Nationwide Crime Syndicate*, Ishi Press International, (première édition 1952), 2010, page 138.

3. Cette guerre mafieuse courte mais violente prend le nom de la ville de Castellammare del Golfo en Sicile (province de Trapani) car nombre de partisans de Salvatore Maranzano en sont natifs.

4. Jusqu'à Joe Masseria, les chefs de Famille se font appeler « Père » (« *Father* ») traduisant ainsi d'un point de vue symbolique une relation traditionnelle de type filial entre le chef et ses subordonnés ; en imposant le terme « Patron » (« *Boss* »), la relation entre le chef et ses subordonnés devient celle d'un maître avec ses employés. Ce changement sémantique n'est pas neutre. Pour une description de ce phénomène, les mémoires du mafieux Joe Bonanno sont éclairants : Joseph Bonanno, *A Man of Honor, The Autobiography of Joseph Bonanno*, Simon & Schuster, 1983.

5. Cette expression un peu méprisante désigne les chefs mafieux arrivés adultes aux États-Unis et ayant conservé les mœurs mafieuses traditionnelles.

6. Il semble que les Familles de Chicago et de La Nouvelle-Orléans n'ont pas réellement disposé de rite initiatique aussi formalisé qu'à New York.

7. Les historiens discutent du point de savoir si Lucky Luciano avait programmé dès le départ les assassinats d'abord de Joe Masseria puis de Salvatore Maranzano, ou si pour ce second il n'a fait qu'anticiper et prévenir son propre assassinat par Salvatore Maranzano dans une logique de « légitime défense ».

8. Martin A. Gosch et Richard Hammer, *Lucky Luciano, Le Testament*, Stock, 1975, page 186.

9. *Ibid.*, page 187.

10. *Ibid.*, page 188.

11. *Ibid.*, page 189.

12. *Ibid.*, page 188.

13. Sur Jimmy Hines : Carl Sifakis, *The Mafia Encyclopedia*, Checkmark Books, 1999, pages 176 et 177.

14. Ellen Poulsen, *The Case against Lucky Luciano, New York's Most Sensational Vice Trial*, Clinton Cook Publishing Corp, 2007, page 196.

15. Martin A. Gosch et Richard Hammer, *Lucky Luciano, Le Testament, op. cit.*, pages 191 et 192.

16. *Ibid.*, pages 192 et 193.

17. *Ibid.*, page 193.

18. Samuel et Chuck Giancana, *Double Cross, The Explosive, Inside Story of the Mobster Who Controlled America*, Warner Books, 1992, page 121.

19. *Ibid.*, page 113.

20. *Ibid.*, page 113.

21. Martin A. Gosch et Richard Hammer, *Lucky Luciano, Le Testament, op. cit.*, page 194.

22. Cité *in* Joseph Bonanno, *A Man of Honor, The Autobiography of Joseph Bonanno, op. cit.*, page 307.

23. Cité *in* Joseph Bonanno, *ibid.*, page 307.

24. Samuel et Chuck Giancana, *Double Cross, op. cit.*, page 63.

25. Les amateurs d'uchronie connaissent le roman de Philip K. Dick *Le Maître du haut château* paru en 1962 dans lequel Giuseppe Zangara parvient à tuer le président Franklin D. Roosevelt. Son vice-président John Garner lui succède : il échoue à redresser le pays qui s'enfonce dans la crise. Puis les Républicains remportent les élections suivantes et prônent la neutralité. La Seconde Guerre mondiale est finalement remportée par le III^{e} Reich et le Japon impérial.

26. Parmi les historiens, il y a Raymond Moley : *The First New Deal*, Harcourt, Brace & World, 1966, pages 65 à 68. Raymond Moley, conseiller économique du président, est aussi un témoin privilégié de l'attentat puisqu'il se trouve dans le deuxième véhicule du cortège, avec entre autres Vincent Astor. Il rapporte ainsi que Vincent Astor, coïncidence ou prémonition, fait remarquer que « n'importe qui dans un tel endroit pourrait tirer sur lui [Franklin D. Roosevelt] ». Le lendemain de l'attentat, en compagnie du juge Frederic Kernochan de New York, Raymond Moley raconte la visite qu'ils font à Giuseppe Zangara emprisonné. Il tire de l'entretien la conviction que le Calabrais est un homme dérangé par des douleurs physiques graves, haineux des gens puissants, ayant voulu tuer le président élu.

27. Cité *in* Blaise Picchi, *The Five Weeks of Giuseppe Zangara, The Man Who Would Assassinate*

FDR, Academy Chicago Publishers, 1998, page 93.

28. David E. Scheim, *Contract on America, The Mafia Murder of President John F. Kennedy, op. cit.*, pages 23 à 26.

29. Gus Russo, *The Outfit, The Role of Chicago's Underworld in the Shaping of Modern America*, Bloomsbury, 2001, pages 93 à 96.

30. John William Tuohy, *The Guns of Zangara, part one, part two, part three* ; également : *Eliot Ness, Les Incorruptibles contre la pègre*, Presses de la Cité, 10/18, 1988 ; Thomas Reppetto, *American Mafia, A History of Its Rise to Power*, A John Macrae/Owl Book, 2004, page 129.

31. En réalité, la direction de la Famille de Chicago est traditionnellement collégiale. Al Capone puis Frank Nitti ne sont que des boss en titre. Le vrai pouvoir s'exerce de manière plus collective en coulisses. Ce leurre permet aux vrais chefs d'œuvrer à moindre risque. Ces boss de l'ombre sont alors Paul Ricca, Tony Accardo et Murray Humphreys.

32. Kenneth Allsop, *The Bootleggers*, True Crime Library, 1961, pages 243 et 244 ; traduction française : *Les Bootleggers, La Bataille de la prohibition à Chicago*, Robert Laffont, 1961.

33. Samuel et Chuck Giancana, *Double Cross, op. cit.*, pages 63 et 64.

34. Cité *in* Samuel et Chuck Giancana, *ibid*., page 64.

35. Cité *in* Blaise Picchi, *The Five Weeks of Giuseppe Zangara*, *op. cit.*, page 60.

36. Gus Russo, *The Outfit*, *op. cit*., pages 93 à 96 ; August Bequai, *Organized Crime, the Fifth Estate*, *op. cit.*, page 38.

37. Cité *in* Blaise Picchi, *The Five Weeks of Giuseppe Zangara*, *op. cit.*, pages 217 et 224.

38. *Ibid*., page 220.

39. D'autant qu'il y a un précédent durant la Première Guerre mondiale. En avril 1915, Berlin avait expédié aux États-Unis un officier de marine réserviste, Franz von Rintelen avec pour instruction de perturber l'effort des Alliés. Il avait alors identifié les ports de New York comme un maillon faible dans la chaîne des approvisionnements. Il recruta des dockers pour placer des engins explosifs à bord de navires qui brûlèrent puis coulèrent mystérieusement une fois au large. Même après son arrestation, les sabotages continuèrent, démontrant ainsi l'efficacité des services de renseignements du Reich. La leçon ne devait pas être oubliée. Le FBI lança donc très tôt une surveillance active des menées nazies aux États-Unis.

40. Une thèse veut en effet que la Mafia ait incendié volontairement le *Normandie* dans le cadre d'un plan destiné à amener les autorités à la table des négociations. Dans ses mémoires (*Lucky Luciano, Le Testament*, *op. cit.*), Luciano affirme que l'incendie a été organisé par le mafieux Albert Anastasia. Meyer Lansky l'affirme aussi (voir : Dennis Eisenberg, *Meyer Lansky, Mogul of the Mob*, First Editions, 1979). Rien n'est venu corroborer cette affirmation. En réalité, les mafieux appliquent le précepte selon lequel : « Ces événements nous dépassent, feignons d'en être les organisateurs » (Jean Cocteau). Au demeurant, il semble bien que le *Third Naval District* a commencé ses prises de contacts avec la Mafia en décembre 1941, soit avant l'incendie du *Normandie*.

41. Selon les mémoires du mafieux Bill Bonanno, ce fut un accident et non un sabotage : Bill Bonanno et Gary B. Abramovitz, *Mafia, The Final Secrets*, *op. cit.*, page 97.

42. L’ouvrage de référence est : Rodney Campbell, *The Luciano Project, The Secret Wartime Collaboration of the Mafia & the U.S. Navy*, McGraw-Hill Book Company, 1977 ; également : Tim Newark, *Mafia Allies, The True Story of America’s Secret Alliance with the Mob in World War II*, Zenith Press, 2007 ; et avec les précautions d’usage : Martin A. Gosch et Richard Hammer, *Lucky Luciano, Le Testament*, *op. cit.*

43. Sandra Lansky et William Stadiem, *Daughter of the King, Growing up in Gangland*, Weinstein Books, 2014, page 62.

44. S’il est donc établi que la Mafia a aidé à la sécurisation des ports aux États-Unis et à la préparation du débarquement en Sicile, en revanche il n’est pas établi qu’une alliance ait été scellée avec la Mafia sicilienne, en Sicile même, de manière stratégique et consciente pour installer des chefs mafieux aux commandes des communes libérées. Si ce retour au pouvoir des mafieux s’est produit, c’est probablement par un effet d’aubaine et d’opportunité, non avec la complicité planifiée des autorités civiles et militaires en charge du débarquement puis de l’administration provisoire du pays. En démantelant le pouvoir fasciste, les Alliés ont simplement créé un vide que les mafieux ont rempli. Sur cette question : Tim Newark, *Mafia Allies*, *op. cit.*, pages 288 à 294 ; Salvatore Lupo, *Histoire de la Mafia des origines à nos jours*, Flammarion, 1999.

45. Paul L. Murphy et René Arlington, *La Popessa*, Lieu commun, 1987, pages 166 à 170 ; *La Popessa,* Grand Central Pub, 1983. Ce livre mérite attention puisque les auteurs affirment avoir rassemblé leurs informations sur une période de trente-cinq années, en particulier auprès de sœur Pascalina et du cardinal Francis Spellman.

46. Cité *in* Paul L. Murphy et René Arlington, *La Popessa*, *ibid.*, page 169.

47. *Ibid*., page 170.

48. *Ibid*., page 171.

49. Rodney Campbell, *The Luciano Project, The Secret Wartime Collaboration of the Mafia & the U.S. Navy*, *op. cit.*, page 100.

L’inconnu de Kansas City : Harry S. Truman

1. Franklin D. Roosevelt est élu pour la quatrième fois en 1944. La Constitution américaine est amendée en 1947 (22e amendement) pour fixer la limite à l’avenir à deux mandats présidentiels.

2. Albert J. Baime, *The Accidental President, Harry S. Truman and the Four Months that Changed the World*, Houghton Mifflin Harcourt, 2017.

3. Cité *in* Lyle W. Dorsett, *The Pendergast Machine*, University of Nebraska Press, Lincoln and London, 1968, page 39.

4. L’historien Lyle W. Dorsett mentionne brièvement l’épisode et, pudeur typique d’un livre publié en 1968, n’évoque qu’indirectement le rôle de la Mafia, ce par une périphrase : « … *Four persons were killed by gangsters who were a part of the Italian arm of the organization* ». Le livre n’utilise au demeurant jamais le mot « Mafia ».

5. Cité *in* Frank R. Hayde, *The Mafia and the Machine, The Story of the Kansas City Mob*, Barricade Books, 2007, page 27.

6. On le sait peu, mais Kansas City est alors l’autre grande ville du jazz, à côté de La Nouvelle-Orléans et Chicago. Les plus grands artistes y déploient leur art : Count Basie, Bennie Moten, Paul Banks, Lester Young, Coleman Hawkins, Charlie Parker, au demeurant né à Kansas City en 1920, etc.

7. Comme le suggère Frank R. Hayde, il est possible que Johnny Lazia n’ait été qu’un *front boss*, et que le vrai pouvoir au sein de la Famille ait été exercé en réalité par des mafieux restés volontairement en coulisses, conservant ainsi un profil bas. Comme dans d’autres Familles, Johnny Lazia aurait servi à prendre la lumière pour détourner l’attention de mafieux plus discrets encore. Frank R. Hayde désigne un triumvirat formé par : les frères DiGiovanni et James Balestrere. La question pourrait au demeurant se poser pour le successeur de Johnny Lazia, Charles Binaggio.

8. David McCullough, *Truman*, Simon & Schuster, 1992, page 200.

9. Richard Lawrence Miller, *Truman, The Rise to Power*, McGraw-Hill, 1986, page 252.

10. Cité *in* Richard Lawrence Miller, *Truman, The Rise to Power, op. cit.*, page 252 ; Frank R. Hayde, *The Mafia and the Machine. The Story of the Kansas City Mob, op. cit.*, page 36.

11. Frank R. Hayde, *The Mafia and the Machine. The Story of the Kansas City Mob, op. cit.* ; Gene

Schmidtlein, « Harry S. Truman and the Pendergast Machine », *American Studies*, Vol. 7, N° 2, 1966.

12. Sur cet épisode : Frank R. Hayde, *The Mafia and the Machine. The Story of the Kansas City Mob*, *op. cit.*, pages 68 à 72 ; Thomas A. Reppetto, *Shadows over the White House, The Mafia and the Presidents*, Enigma Books, 2015, pages 58 à 74.

13. Les habitants de Kansas City seront, semble-t-il, durablement marqués par cette période, si l'on en croit cette affirmation de Richard Lawrence Miller : « Dans les années 1980, certains habitants de Kansas City redoutaient encore des représailles s'ils révélaient ce qu'ils savaient sur les agissements de la machine Pendergast cinquante ans plus tôt » (*Truman, The Rise to Power*, *op. cit.*, page 167). Frank R. Hayde relève à son tour un détail qui en dit long sur l'atmosphère pesante pouvant régner subtilement dans une ville mafieuse. Lorsque meurt en 2006 le chef de la Famille de Kansas City, Anthony « Tony Ripe » Civella, l'un des journaux de la ville, le *Star*, écrit dans la nécrologie du gangster : « Bien qu'il n'ait engendré que cinq enfants, Tony était devenu la figure paternelle aimée de beaucoup, beaucoup d'autres » (*The Mafia and the Machine. The Story of the Kansas City Mob*, *op. cit.*, page 191).

14. Cité *in* Richard Lawrence Miller, *Truman, The Rise to Power*, *op. cit.*, page 253.

15. La fonction d'une *County Court* est donc purement administrative : c'est une branche de l'exécutif municipal. À la différence d'une *Circuit Court* qui a une vraie fonction judiciaire, la *County Court* constitue donc un rouage essentiel du système de patronage-clientélisme.

16. Il y avait en tout trois postes de juge élu : *Western District Judgeship, Eastern District Judgeship of Jackson County* et *Presiding Judge or Chairman*.

17. Il s'agit d'une fonction de gestionnaire du tribunal.

18. Cité *in* Robert Dallek, *Harry S. Truman*, Times Books, 2008, pages 3 et 4.

19. Robert Dallek, *Harry S. Truman*, *ibid.*, page 7.

20. Richard Lawrence Miller, *Truman, The Rise to Power*, *op. cit.*, p. 167.

21. Alonzo L. Hamby, *Man of the People, A Life of Harry S. Truman*, Oxford University Press, 1995, page 153.

22. Gus Russo, *The Outfit. op. cit*., page 217 ; Richard Lawrence Miller, *Truman, The Rise to Power*, *op. cit.*, page 223.

23. L'ouvrage de Richard Lawrence Miller (*Truman, The Rise to Power, op. cit.*) est à ce titre édifiant.

24. Gus Russo, *The Outfit. op. cit.*, page 218.

25. Alonzo L. Hamby, *Man of the People*, *op. cit.*, page 145.

26. *Ibid.*, page 156.

27. Richard Lawrence Miller, Truman, *The Rise to Power*, *op. cit.*, page 247.

28. David McCullough, *Truman*, *op. cit.*, page194.

29. Raymond Moley fut à la tête du groupe de conseillers de Franklin D. Roosevelt, le Brain Trust, et

l'inventeur du terme « New Deal ». Il s'éloignera ensuite du Parti démocrate pour devenir un journaliste proche des républicains.

30. Rudolph H. Hartmann, *The Kansas City Investigation, Pendergast's Downfall 1938-1939*, University of Missouri Press, 1999, page 160.

31. Cité *in* Richard Lawrence Miller, *Truman, The Rise to Power, op. cit.*, pages 302 et 303 ; Thomas A. Reppetto, *Shadows over the White House. The Mafia and the Presidents, op. cit.*, page 69 ; Alonzo L. Hamby, *Man of the People, op. cit.*, page 231 ; David McCullough, *Truman, op. cit.*, page 237.

32. Ces enquêtes font des dégâts parmi les affidés de la machine Pendergast. Le bilan de l'année 1938 est dévastateur : 278 accusations/poursuites, 63 condamnations, 196 reconnaissances de culpabilité (« *pleas of guilty or no-contest* »), 72 peines de prison, et environ 60 000 dollars d'amendes : voir Alonzo L. Hamby, *Man of the People, op. cit.*, page 230. Sur l'affaire du « renouvellement » : Richard Lawrence Miller, *Truman, The Rise to Power, op. cit.*, pages 300 et suivantes.

33. Alonzo L. Hamby, *Man of the People, op. cit.*, page 230.

34. Cité *in* Gus Russo, *The Outfit, op. cit.*, page 218.

35. Richard Lawrence Miller, *Truman, The Rise to Power, op. cit.*, page 314.

36. Steve Fraser, *Labor Will Rule, Sidney Hillman and the Rise of American Labor*, The Free Press, 1991, page 252.

37. Cité *in* Carl Sifakis, *The Mafia Encyclopedia, op. cit.*, page 213.

38. Curt Gentry, *J. Edgar Hoover, The Man and the Secrets*, W. W. Norton & Company, 1991.

39. Selwyn Raab, *Five Families, The Rise, Decline, and Resurgence of America's Most Powerful Mafia Empires, op. cit.*, pages 71 et 72. Dans ses mémoires (Bill Bonanno et Gary B. Abramovitz, *Mafia, The Final Secrets, op. cit.*, pages 90 et 91), le mafieux Bill Bonanno affirme que, selon son père, le boss Joseph Bonanno, Louis « Lepke » Buchalter fit bien une offre au gouverneur Thomas E. Dewey : des informations sur Sidney Hillman contre la commutation de sa peine. Le même Bill Bonanno rapporte aussi une rumeur selon laquelle le gouverneur Dewey aurait refusé la tractation pour faire plaisir à Lucky Luciano et Meyer Lansky qui voulaient reprendre en main directement les affaires de Louis « Lepke » Buchalter.

40. Cité *in* Steve Fraser, *Labor Will Rule, Sidney Hillman and the Rise of American Labor, op. cit.*, page 253.

41. Cité *in* Gus Russo, *The Outfit, op. cit.*, page 223 ; David McCullough, *Truman, op. cit.*, pages 320.

42. Cité *in* Gus Russo, *The Outfit, op. cit.*, page 223.

43. *Ibid.*, page 223.

44. Cité *in* Frank R. Hayde, *The Mafia and the Machine. The Story of the Kansas City Mob, op. cit.*, page 129.

45. Harry S. Truman, *The Autobiography of Harry S. Truman*, University Press of Colorado, 1980.

46. *Ibid*. *op. cit.*, page 81.

47. *Ibid*., pages 83 et 84.

48. Samuel et Chuck Giancana, *Double Cross, op. cit*., page 162.

49. Sur ce point d'histoire souvent ignoré des historiens classiques : Thomas Reppetto, *American Mafia, op. cit.*, page 195.

50. En 1934, Harry S. Truman avait eu comme concurrent au poste de sénateur, Jacob Tuck Milligan, le frère du procureur Maurice Milligan. La vindicte de Harry S. Truman est donc familiale…

51. En privé, Harry S. Truman explique que le directeur du FBI ne lui fait pas peur. Anthony Summers (*Le Plus Grand Salaud d'Amérique, J.E. Hoover, patron du FBI*, Seuil, 1995, page 142) cite ainsi une lettre de Harry S. Truman à sa femme Bess, datée de l'automne 1947 : « Je suis content que les Services secrets fassent du bon travail. J'étais préoccupé de la situation. Edgar Hoover donnerait son œil droit pour en prendre la tête, et tous les représentants et sénateurs ont peur de lui. Moi pas, et il le sait. Si je peux l'empêcher, il n'y aura ni NKVD ni Gestapo dans ce pays. L'organisation d'Edgar Hoover serait une bonne base pour la mise en place d'un système d'espionnage des citoyens. Très peu pour moi… »

52. Cité *in* Anthony Summers, *Le Plus Grand Salaud d'Amérique, J.E. Hoover, patron du FBI*, *op. cit.* ; édition américaine : *The Secret Life of J. Edgar Hoover*, Putnam's Sons, 1993.

53. Le président Harry S. Truman a réduit les pouvoirs du FBI ; et il s'est opposé au projet de J. Edgar Hoover de contrôler, en plus du renseignement intérieur, le renseignement extérieur. La création de la CIA (succédant à l'OSS) met fin aux rêves de grandeur du directeur du FBI qui ne lui pardonnera pas.

54. Anthony Summers, *Le Plus Grand Salaud d'Amérique, op. cit.* ; David McCullough, *Truman, op. cit.*, pages 673 et 674.

55. Parmi ces curieux personnages, on notera la présence d'un jeune avocat de Saint Louis (Missouri), Clark Clifford, qui sera plus tard l'avocat de John F. Kennedy, secrétaire à la Défense de Lyndon B. Johnson et enfin un des protagonistes importants de l'immense scandale bancaire et criminel de la BCCI.

56. Cité *in* Gus Russo, *The Outfit, op. cit.*, page 224. Sur ce thème, lire aussi : Gus Russo, *Supermob, How Sidney Korshak and His Criminal Associates Became America's Hidden Power Brokers*, Bloomsbury, 2006. Le cas de Jake Harvey est emblématique (voir pages 106 et suivantes).

57. David McCullough, *Truman, op. cit.*, page 868.

58. Robert J. Donovan, *Tumultuous Years, The Presidency of Harry Truman : 1949-1953*, University of Missouri Press, 1996, page 339.

59. Gus Russo, *The Outfit, op. cit.*, page 214.

60. Samuel et Chuck Giancana, *Double Cross, op. cit.*, pages 142 et 143.

61. Curt Gentry, *J. Edgar Hoover, The Man and the Secrets*, W. W. Norton & Company, 1991, page 323. C'est en réalité une partie du ministère de la Justice qui est corrompue, au-delà de Tom Clark. Ainsi, l'un de ses proches collaborateurs, l'*Assistant Attorney General* et chef de la division criminelle puis de la division des taxes, Theron Lamar Caudle, sera finalement renvoyé en raison de sa corruption un peu trop voyante ; la goutte qui fait déborder le vase est sa relation avec Larry « The Fixer » Knohl, un

partenaire de Meyer Lansky.

62. Cité *in* Virgil W. Peterson, *Barbarians in Our Midst, A History of Chicago Crime and Politics*, An Atlantic Monthly Press Book, 1952, page 236.

63. Cité *in* Charles Rappleye et Ed Becker, *All American Mafioso, The Johnny Rosselli Story*, Doubleday, 1991, page 115.

64. Cité *in* Gus Russo, *The Outfit, op. cit.*, page 241.

65. Samuel et Chuck Giancana, *Notre Homme à la Maison Blanche, op. cit.*, pages 128 et 129.

66. Cité *in* Gus Russo, *The Outfit, op. cit.*, page 242 ; William F. Roemer, *Accardo, The Genuine Godfather*, Balantine Books, 1996, page 90 ; Jonathan Marshall, *Dark Quadrant, Organized Crime, Big Business, and the Corruption of American Democracy*, Rowman & Littlefield, 2021, page 33.

67. Samuel et Chuck Giancana, *Notre Homme à la Maison Blanche, op. cit.*, pages 144 ; et la version américaine est un peu plus crue…

68. Cité *in* Gus Russo, *The Outfit, op. cit.*, page 242.

69. Cité *in* Del Tartikoff, « Nevada Polls and Mob Links », *Electric Nevada*, 1996.

70. Il est l'auteur d'ouvrages sur la Mafia devenus des classiques : Virgil W. Peterson, *The Mob, 200 Years of Organized Crime in New York*, Green Hill Publishers, 1983 ; *Barbarians in Our Midts : A History of Chicago Crime and Politics, op. cit.*

71. Ce fidèle de Harry S. Truman, à la carrière politique météorique, se révèlera un choix exécrable au poste d'*Attorney General*. Paresseux et grand buveur, il laissera le ministère de la Justice en grande déshérence, aux mains d'adjoints tout aussi incapables que lui.

72. Virgil Peterson, *The Mob, op. cit*., pages 261.

73. Cité *in* Frank R. Hayde, *The Mafia and the Machine. The Story of the Kansas City Mob*, *op. cit*., page 122.

74. Le rapport final : *U. S. Congress, Senate, Special Committee to Investigate Crime in Interstate Commerce* ; Estes Kefauver, *Crime in America*, Henry Doubleday, 1951.

75. Cité *in* Frank R. Hayde, *The Mafia and the Machine, The Story of the Kansas City Mob, op. cit*., page 122.

76. Estes Kefauver, *Crime in America, op. cit.*, page 2.

77. Le nombre d'auditions, donc de témoins entendus, varie. Le rapport final de la commission évoque le chiffre de 600 mais Estes Kefauver dans son livre *Crime in America (op. cit.)* avance le chiffre de 800 !

78. John H. Davis, *Mafia Kingfish, Carlos Marcello and the Assassination of John F. Kennedy, op. cit.*, page 58.

79. *U. S. Congress, Senate, Special Committee to Investigate Crime in Interstate Commerce, op. c*it., pages 18 à 22.

80. Gus Russo, *The Outfit*, *op. cit.*, page 254.

81. *U. S. Congress, Senate, Special Committee to Investigate Crime in Interstate Commerce.*

82. Le rapport final comporte d'autres *impasses* qui ne tiennent pas du hasard. Il y aura ainsi des oublis évidents lors du passage à Chicago. Estes Kefauver se montre imprudent lors du séjour de la commission dans la capitale de l'Illinois. La Famille locale, *The Outfit*, sait tirer parti de son goût pour les jeunes femmes : c'est un séducteur impénitent. L'avocat mafieux Sidney Korshak aidé par la Mafia de Chicago le fait photographier dans une position compromettante avec une jeune femme à l'hôtel Drake. Estes Kefauver se voit présenter les photos, ce qui le dissuade de certaines auditions par trop gênantes pour la Famille de Chicago et ses alliés politiques, en particulier Sidney Korshak.

83. Dans *Crime in America* (*op. cit.*), Harry S. Truman est cité de manière incidente à cinq reprises, dont une fois cependant avec un lourd sous-entendu, absent du rapport parlementaire. Dans le chapitre 9 du livre (pages 124 et suivantes), il est question des marchés noirs et de l'infiltration de l'économie légale par les mafieux. Le marché du sucre est évoqué à travers un certain David George Lubben, un homme d'affaires devenu proche de mafieux connus. Afin d'augmenter son quota d'achat de sucre, la commission Kefauver découvre que David George Lubben a sollicité un certain Victor R. Messal, *Campaign Manager* dans le Missouri de Harry S. Truman en 1940 pour son élection au poste de sénateur et auparavant son secrétaire (1935-1941). La démarche de David George Lubben auprès de Victor R. Messal semble ne pas avoir abouti. Toutefois, même si aucun trafic d'influence n'est établi, Estes Kefauver ne peut réprimer une admonestation : « L'incident, quoi qu'il en soit, illustre bien l'extrême soin dont devraient faire preuve les personnes dans sa position afin d'éviter de mettre dans l'embarras leurs anciens associés en donnant l'impression qu'ils disposent d'accès privilégiés (« *inside connections* ») » (page 131). L'allusion à Harry S. Truman est transparente.

84. *Crime in America*, *op. cit*., page 21.

85. Alonzo L. Hamby, *Man of the People*, *op. cit.*, page 641.

86. Richard Lawrence Miller, *Truman, The Rise to Power*, *op. cit.*, page 167.

John F. Kennedy : l'étau diabolique

1. « *His papa bought him the presidency* » : Cité *in* Gus Russo, *The Outfit*, *op. cit.*, page 355.

2. Seymour M. Hersh, *The Dark Side of Camelot*, Little Brown and Company, 1997 ; traduction française : *La Face cachée du clan Kennedy*, L'Archipel, 1998.

3. Richard D. Mahoney, *Sons & Brothers. The Days of Jack and Bobby Kennedy*, Arcade Publishing, 1999, page 39.

4. Cité *in* Sally Denton et Roger Morris, *Une hyper-Amérique, Argent, pouvoir, corruption ou le modèle Las Vegas*, Autrement, 2005, page 217.

5. Cité *in* Bill Bonanno et Gary B. Abramovitz, *Mafia, The Final Secrets*, *op. cit.*, page 52.

6. *U. S. Congress, Senate, Special Committee to Investigate Crime in Interstate Commerce*, *op. cit.*, page 161. Il y est précisé que Thomas Cassara a dirigé pour le compte de la Mafia le Wofford Hotel en Floride où avaient l'habitude de se rencontrer des gangsters de tout le pays. Il y représentait les intérêts des Familles de Chicago (Al Capone), de Cleveland (John Angersola) et d'Anthony Carfano, un associé de Frank Costello.

7. Cité *in* Samuel et Chuck Giancana, *Double Cross*, *op. cit.*, page 227.

8. Cité *in* Samuel et Chuck Giancana, *Double Cross*, *op. cit.*, page 230.

9. *Ibid*., page 230.

10. *Ibid*., pages 279 et 280.

11. Anthony Summers, *Le Plus Grand Salaud d'Amérique*, *op. cit.*, pages 249 et 250 ; *Goddess*, Phoenix/Orion Books, 2007.

12. Cité *in* Samuel et Chuck Giancana, *Double Cross*, *op. cit.*, page 287.

13. Cité *in* C. David Heymann, *RFK, A Candid Biography of Bobby Kennedy*, A Dutton Book, 1998, page 533.

14. Cité *in* Richard D. Mahoney, *Sons & Brothers, The Days of Jack and Bobby Kennedy*, *op. cit.*, page 50.

15. Dans l'argot si particulier des gangsters, Frank Sinatra est un « *wanna-be* », contraction de « *want to be* » : « celui qui veut être », en l'occurrence celui qui aurait voulu être un gangster. Le chanteur et acteur dira ainsi à son ami Eddie Fisher : « J'aurais préféré être un don de la Mafia plutôt que président des États-Unis. »

16. À l'époque Paul « The Waiter » Ricca est en prison.

17. Cité *in* Seymour M. Hersh, *La Face cachée du clan Kennedy*, *op. cit.*, pages 130 et 131.

18. Samuel et Chuck Giancana, *Double Cross*, *op. cit.*, pages 267 et 268.

19. *Ibid.*, pages 270, 272, 280.

20. C. David Heymann, *RFK, A Candid Biography of Bobby Kennedy*, *op. cit.*, page 158.

21. Nick Tosches, *Dino, Living High in the Dirty Business of Dreams*, Delta, 1999, pages 325 et 326 ; traduction française : *Dino, La Belle Vie dans la sale industrie du rêve*, Rivages, 2001.

22. Arthur M. Schlesinger, *Robert Kennedy and His Times*, Houghton Mifflin Company, 1978, page 137.

23. Cité *in* C. David Heymann, *RFK, A Candid Biography of Bobby Kennedy*, *op. cit*., page 121.

24. Cité *in* Richard D. Mahoney, *Sons & Brothers*, *op. cit.*, page 25.

25. Cité *in* Gus Russo, *The Outfit*, *op. cit*., page 312.

26. Le scandale de corruption du Teapot Dome secoue les États-Unis entre 1920 et 1923, sous la présidence du républicain Warren G. Harding. Des compagnies pétrolières corrompent le secrétaire d'État à l'Intérieur Albert Bacon Fall afin d'obtenir la concession de réserves stratégiques de pétrole appartenant à l'armée américaine dans le Wyoming à Teapot Dome.

27. Robert F. Kennedy, *The Enemy Within*, *The McClellan Committee's Crusade against Jimmy Hoffa and Corrupt Labor Unions*, *op. cit.* ; traduction française : Robert F. Kennedy, *Ma Lutte contre la corruption*, *op. cit.*

28. Le comité spécial révèle aussi des cas de fraudes et de corruption dans quatre autres syndicats importants : Bakery and Confectionnary Workers (Boulangerie) ; Allied Trades Union ; International Union of Operating Engineers (mécaniciens et ingénieurs) ; United Textile Workers Union (textile).

29. Robert F. Kennedy, *Ma Lutte contre la corruption*, *op. cit*., page 214.

30. Walter Sheridan, *The Fall and Rise of Jimmy Hoffa*, Saturday Review Press, 1972.

31. Robert F. Kennedy, *Ma Lutte contre la corruption*, *op. cit*., page 106.

32. *Ibid.*, page 110.

33. Au début des années 1970, un audit de Price Waterhouse & Company démontre que 89 % des prêts accordés par le fonds de pension des Teamsters allaient à des investissements dans l'immobilier, alors que des fonds similaires ne consacraient que 5 % de leurs prêts à de tels investissements. Qui plus est, ces prêts concernaient souvent des hypothèques de second ou de troisième rang ! Et 36,5 % de ces prêts dans l'immobilier ont fait défaut ou n'étaient remboursés qu'au moyen de prêts complémentaires : voir Dan

E. Moldea, *The Hoffa Wars*, Paddington Press, 1978, page 288.

34. Robert F. Kennedy, *Ma Lutte contre la corruption*, *op. cit*., page 214.

35. *Ibid*., page 109, et pour les trois citations suivantes.

36. Cité *in* Anthony Summers, *Not in Your Lifetime, The Assassination of JFK*, Headline Publishing Group, 2013, page 223 : « *That S.O.B. (Son of bitch) – I'll break his back, the little son of bitch.* »

37. Arthur M. Schlesinger, *Robert Kennedy and His Times*, *op. cit.*, page 166.

38. Cité *in* Arthur M. Schlesinger, *Robert Kennedy and His Times*, *op. cit.*, page 161.

39. *Ibid*., page 167.

40. Robert F. Kennedy, *Ma Lutte contre la corruption*, *op. cit*., pages 146 et 147.

41. Cité *in* Arthur M. Schlesinger, *Robert Kennedy and His Times*, *op. cit.*, page 168 ; *Robert Kennedy in His Own Words, The Unpublished Recollections of the Kennedy Years*, Bantam Press, 1988, page 120.

42. Cité *in* James D. Calder et William S. Lynch, « From Apalachin to the Buffalo Project : Obstacles on the Path to the Effective Federal Responses to Organized Crime, 1957-1967 », *Trends in Organized Crime* (2008) 11 : 207-269, page 223.

43. Bobby auditionne les frères Joey et Lawrence Gallo, deux redoutables mafieux de New York spécialisés dans les juke-boxes, ayant monté leur propre syndicat professionnel avec un autre mafieux, Joe De Grandis. Bobby affirme que « Joey Gallo fut un des plus extraordinaires témoins entendus par la commission » (Robert F. Kennedy, *Ma Lutte contre la corruption*, *op. cit.*, page 317). Surtout, il raconte une scène sidérante faisant suite à une audition : « Quand Joey Gallo nous quitta, il nous remercia de l'avoir traité convenablement : "Je vais aligner mes gens pour l'élection de votre frère en 1960." Passant aux actes, il appela cinq ou six de ses collègues et leur fit promettre de voter pour le sénateur Kennedy à la présidence. Je lui demandais un second service, c'est de ne pas révéler pour qui il allait voter – et même d'annoncer partout qu'il allait voter pour l'autre candidat. Il rit et s'en alla avec un air amusé. » (Robert F. Kennedy, *Ma Lutte contre la corruption*, *op. cit.*, page 320).

44. Avant l'audition publique, Aaron Kohn fait un exposé de quatre heures à Bobby Kennedy, en tête à tête, à Washington. Après l'avoir écouté, Bobby Kennedy lui dit : « Bien, M. Kohn, je vous remercie beaucoup pour cet exposé. Nous attendons avec impatience votre témoignage devant le comité et je peux vous assurer que, tôt ou tard, nous nous occuperons de M. Marcello. Nous ne pouvons permettre que cette forme de corruption existe aux États-Unis » : cité *in* John H. Davis, *Mafia Kingfish, Carlos Marcello and the Assassination of John F. Kennedy*, *op. cit*., page 73.

45. Cité *in* David E. Kaiser, *The Road to Dallas*, Belknap Press of Harvard University Press, 2008, page 24.

46. Cité *in* Jerry Capeci, *The Mafia, The Complete Idiot's Guide to*, Alpha, Penguin Group, 2004, page 200.

47. Cité *in* Selwyn Raab, *Five Families, The Rise, Decline, and Resurgence of America's Most Powerful Mafia Empires*, *op. cit.*, page 123.

48. Les auditions de la commission ne font pas l'unanimité parmi ses membres. Les élus du Parti républicain souhaitent que les investigations s'orientent un peu moins sur le syndicat des Teamsters et plus vers l'AFL-CIO ou l'UAW. En effet, par tradition, les Teamsters penchent plutôt vers les républicains : ce syndicat est ainsi un fervent soutien du président Eisenhower et du vice-président Nixon. En revanche, l'AFL-CIO et l'UAW sont proches des démocrates.

49. Cité *in* Charles Rappleye et Ed Becker, *All American Mafioso*, *op. cit.*, page 203.

50. Cité *in* Samuel et Chuck Giancana, *Double Cross*, *op. cit.*, page 287.

51. Robert F. Kennedy, *Ma Lutte contre la corruption*, *op. cit.*, pages 334 et 335.

52. *Ibid.*, page 335.

53. Cité *in* C. David Heymann, *RFK, A Candid Biography of Bobby Kennedy*, *op. cit*., page 220.

54. Budd Schulberg rédigera l'introduction du livre de Walter Sheridan sur Jimmy Hoffa : *The Fall and Rise of Jimmy Hoffa*, *op. cit.* Dans cette introduction, Budd Schulberg écrit ainsi que Bobby Kennedy avait compris que « le véritable ennemi intérieur était l'alliance efficace et croissante du gros argent, des racketteurs syndicaux, de la pègre, et des procureurs malhonnêtes, des juges et des représentants du gouvernement, sans lesquels des milliards ne pourraient être volés à notre économie » (page 13).

55. Walter Sheridan, *The Fall and Rise of Jimmy*, *op. cit.*, page 15.

56. Cité *in* David Talbot, *Brothers*, *The Hidden History of the Kennedy Years*, Free Press, 2007, page 134 ; Richard D. Mahoney, *Sons & Brothers*, *op. cit.*, page 15.

57. Charles Brandt, *I Heard You Paint Houses*, *The Biggest Hit in The Mob History*, Hodder, 2010, page 90.

58. Curt Gentry, *J. Edgar Hoover, The Man and the Secrets*, *op. cit.*, page 469.

59. Selon Curt Gentry, rapportant les propos d'Inga Arvad, la liaison a peut-être donné naissance à un enfant. Jack et Inga se revoient une dernière fois en novembre 1946. Trois mois plus tard, elle épouse l'acteur Tim McCoy. Six mois plus tard, elle donne naissance à un garçon. Elle avouera plus tard à ce fils qu'elle ignorait avec certitude qui était réellement le père, Jack ou Tim.

60. Frank Ragano et Selwyn Raab, *Mob Lawyer*, Macmillan Publishing Company, 1994, pages 39 et 40.

61. *Ibid*., page 40.

62. Cité *in* Anthony Summers et Robbyn Swan, *Sinatra*, Denoël, 2005.

63. George Jacobs & William Stadiem, *Mr. S, My Life with Frank Sinatra*, HarperCollins, 2003, page 60.

64. Anthony Summers, *Sinatra*, *op. cit.*

65. Judith Exner, *My Story*, Grove Press, 1977.

66. *Ibid*., page 86. Gloria Cahn est l'épouse de Sammy Cahn, le compositeur de certains des plus grands succès musicaux de Frank Sinatra.

67. L'amitié de Frank Sinatra conduit Jack Kennedy à d'autres fréquentations dangereuses. Au début de l'année 1959, le bureau du FBI de Las Vegas observe le jeune sénateur en compagnie de Frank Sinatra et de mafieux.

68. Cité *in* Samuel et Chuck Giancana, *Double Cross, op. cit.*, page 271.

69. L'hôtel Sands est à l'honneur dans ce film. Dans la réalité, ses propriétaires cachés sont les mafieux Meyer Lansky (Miami), Anthony Accardo (Chicago) et Gerardo Catena (New York).

70. Cité *in* Curt Gentry, *J. Edgar Hoover, The Man and the Secrets*, *op. cit.*, pages 471 et 472.

71. Judith Exner, *My Story*, *op. cit.*, pages 86 et 87.

72. *Ibid.*, pages 99 à 104.

73. Cité *in* Samuel et Chuck Giancana, *Double Cross, op. cit.*. page 281.

74. *Ibid*. page 281.

75. Sur cette question controversée pour le vote texan, on se reportera par exemple à : Robert A. Caro, *The Years of Lyndon Johnson, The Passage of Power*, Vintage Books, 2012, page 154 ; Lynn Vincent et Robert Stacy McCain, *Donkey Cons, Sexe, Crime, and Corruption in the Democratic Party*, Thomas Nelson, 2006, pages 48 et 49 ; Gus Russo, *The Outfit, op. cit.*, page 399.

76. Cité *in* Seymour M. Hersh, *La Face cachée du clan Kennedy*, *op. cit.*, page 127.

77. Curt Gentry, *J. Edgar Hoover, The Man and the Secrets*, *op. cit.*, page 472.

78. Edmund F. Kallina, *Courthouse over White House : Chicago and the Presidential Election of 1960*, University Presses of Florida, 1988.

79. Déjà, Jack avait demandé à Sammy Davis Jr de repousser la date de son mariage avec May Britt après l'élection présidentielle (novembre 1960) car ce mariage interracial pouvait lui coûter des voix démocrates du Sud. May Britt ne tournera plus aucun film après ce mariage. Comme quoi, on peut se montrer « progressiste » (Jack ; Hollywood) en paroles et un peu timide dans les faits…

80. Cité *in* Gus Russo, *The Outfit*, *op. cit.*, page 405.

81. *Ibid.*, page 405.

82. *Ibid.*, page 405.

83. Cité *in* C. David Heymann, *RFK, A Candid Biography of Bobby Kennedy*, *op. cit.*, page 184.

84. Gus Russo, *The Outfit*, *op. cit.*, page 406.

85. Robert Dallek, *Franklin D. Roosevelt, A Political Life*, Penguin Books, 2017.

86. David E. Kaiser, *The Road to Dallas*, *op. cit.*, page 84.

87. David Talbot, *Brothers, The Hidden History of the Kennedy Years*, *op. cit.*, page 91.

88. Cité *in* Frank Ragano et Selwyn Raab, *Mob Lawyer*, *op. cit.*, page 218.

89. William F. Roemer, *Man against the Mob*, *op. cit.*, page 150.

90. Cité *in* Gus Russo, *The Outfit*, *op. cit.*, page 407.

91. *Ibid*., page 407.

92. Selwyn Raab, *Five Families, The Rise, Decline, and Resurgence of America's Most Powerful Mafia Empires*, *op. cit.*, page127.

93. Cité *in* Richard D. Mahoney, *Sons & Brothers*, *op. cit.*, page 102 ; Curt Gentry, *J. Edgar Hoover, The Man and the Secrets*, *op. cit.*, page 478

94. William F. Roemer, *Man against the Mob*, *op. cit.*

95. Vincent L. Inserra, *C-1 and the Chicago Mob*, Xlibris, 2014.

96. 1) Interstate Travel Act ; 2) Transmission of Betting Act ; 3) Transporting Wagering Paraphernalia Act ; 4) Fugitive Felon Act ; 5) Federal Firearms Act.

97. Robert Kennedy aurait voulu aller plus loin encore pour développer l'outil du renseignement dans la lutte contre le crime organisé. Il souhaite mettre en place une National Crime Commission comme il venait de le proposer dans son livre *The Enemy Within*. Il y voit un procédé pour contourner le refus du FBI de partager ses renseignements par mépris pour les services de police locaux et les autres agences fédérales, au prétexte de leur manque de fiabilité. Mais le nouveau ministre de la Justice y renonce face à l'opposition résolue de J. Edgar Hoover : le directeur du FBI met sa démission dans la balance. Malgré tout, et ayant écarté le danger d'une entité qui l'aurait supervisé, le FBI va accepter de partager ses informations avec les deux autres grandes agences impliquées dans la lutte contre le crime organisé au niveau fédéral : le Bureau of Narcotics et l'Internal Revenue Service. Cette coordination est confiée non au FBI mais à la section *Organized Crime* du département de la justice.

98. Le gouvernement fédéral américain redécouvre la technique qui avait fonctionné du temps du président Herbert Hoover contre Al Capone dans l'entre-deux-guerres. Excédé par les crimes publics et impunis du mafieux de Chicago, Hoover décida à l'époque d'orienter toutes les agences fédérales dans la traque du gangster en exigeant un résultat.

99. Les raisons de l'inertie de J. Edgar Hoover face à la Mafia constituent en soi un sujet. Aux raisons politiques que nous avons évoquées peuvent s'en ajouter d'autres relevant de sa vie privée, forcément difficiles à démontrer. Ainsi, il a parfois été avancé que la Mafia, ou du moins certains de ses chefs, a su faire chanter le « maître-chanteur » sur la question des mœurs. J. Edgar Hoover entretenait probablement une relation homosexuelle avec son adjoint Clyde Tolson à une époque où l'homosexualité était considérée comme un vice et une faute. L'Amérique est alors homophobe et puritaine ; le directeur du FBI est lui même ouvertement homophobe et fait la chasse aux homosexuels dans l'administration fédérale. Une rumeur persistante de son vivant même, mais jamais définitivement démontrée, veut qu'il ait été soumis à un chantage mafieux sur son homosexualité. Certains auteurs considèrent qu'il y aurait là un début d'explication à sa bienveillance ou à son aveuglement envers *Cosa Nostra*. La question est très débattue chez les historiens. Elle a été largement popularisée par le livre d'Anthony Summers, *Official and Confidential, The Secret Life of J. Edgar Hoover* publié en 1993 (*voir bibliographie*). Elle est largement évoquée et contestée par Athan Theoharis dans *J. Edgar Hoover, Sex, and Crime* paru en 1995 (*voir bibliographie*), un ouvrage pourtant très critique à l'égard du directeur du FBI. Le mafieux Bill Bonanno se

montre quant à lui affirmatif sur cette question dans ses mémoires : « Dans nos cercles, les rumeurs circulaient déjà (années 1950) que des photographies de Hoover habillé en femme existaient, et dans des positions compromettantes, avec son “meilleur ami” et assistant, Clyde Tolson. J’ai personnellement vu les photographies et elles correspondaient exactement à la rumeur. » (Bill Bonanno et Gary B. Abramovitz, *Mafia, The Final Secrets*, *op. cit.*, page 105) ; par ailleurs, J. Edgar Hoover fréquentera l’avocat mafieux et homosexuel Roy Cohn, dont nous reparlerons, comme le rappelle par exemple Burton Hersh (*Bobby and J. Edgar*, Basic Books, 2008, pages 87 et 88).

Au delà d’une homosexualité cachée, le chantage ou la dépendance auraient pu provenir aussi du goût du directeur du FBI pour le pari sur les courses de chevaux. Selon Sam « Mooney » Giancana, Frank Costello sait faire gagner de l’argent à J. Edgar Hoover, sans avoir besoin de lui remettre des enveloppes, ce qui aurait pu être humiliant. Il lui fait passer des tuyaux gagnants sur les courses de chevaux via leur ami commun, le journaliste vedette Walter Winchell (Samuel et Chuck Giancana, *Double Cross*, *op. cit.*, pages 255 et 256). L’affirmation est reprise par John H. Davis (*The Kennedy Contract*, HarperPaperbacks, 1993, page 12) qui cite William G. Hundley, l’ex-chef de l’Organized Crime and Racketeering Division du département de la Justice sous Robert Kennedy. Johnny Roselli se vantera aussi de fréquenter J. Edgar Hoover : « Je connaissais Hoover. Je lui payais des verres et nous parlions. C’était amusant d’être avec le directeur du FBI » (cité *in* Burton Hersh, *Bobby and J. Edgar*, *op. cit.*, page 107).

Que ce chantage mafieux à l’homosexualité cachée ait été une réalité ou non, ce point ne doit pas occulter des raisons plus profondes et systémiques expliquant chez J. Edgar Hoover son aveuglement volontaire à la chose mafieuse : 1. Sa priorité absolue donnée à la lutte contre le communisme et tout ce qui s’y apparentait (gauchisme, droits civiques, etc.) ; 2. La recherche de succès faciles dans la lutte contre le crime (les bandits de grand chemin isolés) dans une logique de politique du chiffre ; 3. La volonté de ne pas approcher un monde mafieux dont la capacité de corruption et les liens avec le monde politique auraient pu nuire à l’institution FBI : sa réputation, ses moyens, etc. Cela pour dire que les secrets d’alcôve, mêmes avérés, ne sont probablement pas des raisons suffisantes pour expliquer un évitement et une bienveillance aussi durables de la question mafieuse. Évidemment, à l’époque, parmi les cercles dirigeants, l’homosexualité de J. Edgar Hoover est un secret de polichinelle. Lorsque le directeur du FBI meurt en 1972, le président Richard Nixon s’exclame : *« Jesus Christ ! That old cocksucker ! »* (« Jésus-Christ ! Ce vieux suceur de bites »).

100. Cité *in* Selwyn Raab, *Five Families, The Rise, Decline, and Resurgence of America’s Most Powerful Mafia Empires*, *op. cit.*, page 127.

101. Ronald L. Goldfarb, *Perfect Villains, Imperfect Heroes, Robert F. Kennedy’s War against Organized Crime*, Random House, 1995, page 62.

102. L’écrivain John H. Davis, s’appuyant sur un rapport du FBI, émet la possibilité que Carlos Marcello ait pu regagner discrètement les États-Unis grâce à un avion prêté par le dictateur dominicain Trujillo, suite peut-être à l’intercession du sénateur de Louisiane Russell Long.

103. John H. Davis, *Mafia Kingfish, Carlos Marcello and the Assassination of John F. Kennedy*, *op. cit.*, page 105.

104. Cité *in* Burton Hersh, *Bobby and J. Edgar*, *op. cit.*, page 305 ; cité *in* C. David Heymann, *RFK, A Candid Biography of Bobby Kennedy*, *op. cit.*, page 216. Sur ce thème, également le témoignage de Jay Golberg : *The Courtroom Is My Theater*, Post Hill Press Book, 2018.

105. Richard D. Mahoney, *Sons & Brothers*, *op. cit.*, page 141.

106. Antoinette Giancana et Thomas C. Renner, *Mafia Princess, Growing up in Sam Giancana’s Family*, William Morrow and Co, 1984 ; également : Antoinette Giancana, John R. Hughes, Thomas

H. Jobe, *JFK and Sam, The Connection between the Giancana and Kennedy Assassinations*, Cumberland House, 2005.

107. Charles Rappleye et Ed Becker, *All American Mafioso, op. cit.*, page 190.

108. Cité *in* Samuel et Chuck Giancana, *Double Cross, op. cit.*, page 277.

109. Alfred W. McCoy, « Covert Netherworld, An Invisible Interstice in the Modern World System », *Comparative Studies in Society and History*, 2016, 58 (4) : 847-879.

110. Michael L. Kurtz, *The JFK Assassination Debates, Lone Gunman versus Conspiracy*, University Press of Kansas, 2006, page 177.

111. « United States Senate Select Committee to Study Governmental Operations with Respect to Intelligence Activities », plus connu sous le nom de son président, le sénateur démocrate de l'Idaho Frank Church, le Church Committee.

L'enquête parlementaire porte sur les opérations d'assassinat de la CIA contre, entre autres, le président cubain Fidel Castro et le président du Congo Patrice Lumumba. Le Church Committee établit que Sam Giancana et Johnny Roselli ont reçu 150 000 dollars de la part de la CIA pour tuer Fidel Castro. Le comité relève que la CIA a organisé au moins 8 opérations pour assassiner Fidel Castro de 1960 à 1965.

112. Arthur M. Schlesinger, *Robert Kennedy and His Times, op. cit.*, page 488.

113. Charles Rappleye et Ed Becker, *All American Mafioso, op. cit.*, page 227.

114. Dan E. Moldea, *The Hoffa Wars, op. cit.*, pages 130 et 131.

115. Robert Maheu est à la tête d'une agence privée de renseignement qui a entre autres pour client le milliardaire Howard Hughes mais aussi la CIA. Robert Maheu fut probablement plus qu'un simple client de l'Agence. Sa société ne fut peut-être qu'une couverture de l'Agence et lui un de ses agents. Il semble que la société ait servi de modèle pour la série télévisée *Mission impossible*. Son cas est un exemple intéressant de « privatisation/externalisation du renseignement » aux États-Unis. On trouve un portrait de Robert Maheu dans Jim Houghan, *Spooks, The Haunting of America, The Private Use of Secret Agents*, William Morrow and Company, 1978. Il est aussi un des personnages des romans de James Ellroy.

116. Cité *in* Anthony Summers, *The Arrogance of Power, op. cit.*, page 197.

117. Anthony Summers, *The Arrogance of Power, The Secret World of Richard Nixon*, Phoenix, 2003 ; Gus Russo, *Live by the Sword, The Secret War against Castro and the Death of JFK*, Bancroft Press, 1998 et *The Outfit, op. cit.*

118. Waldron Lamar, *Watergate, The Hidden History, Nixon, the Mafia, and the CIA*, Counterpoint, 2012.

119. Frank Ragano et Selwyn Raab, *Mob Lawyer, op. cit.*, page 209.

120. *Robert Kennedy and His Times, op. cit.*, pages 483 et 484.

121. *Live by the Sword, op. cit.*, page 246.

122. Cité *in* Gus Russo, *Live by the Sword, op. cit.*, page 246 ; également Ovid Demaris, *The Last Mafioso, The Treacherous World of Jimmy Fratianno*, Ishi Press International, 2010, page 193 ; aussi

page 328.

123. Cité *in* Thomas Maier, *Mafia Spies, The Inside Story of the CIA, Gangsters, JFK, and Castro*, Skyhorse Publishing, 2021, page 180.

124. Frank Ragano, *Mob Lawyer*, *op. cit.*, page 210.

125. Cité *in* Gus Russo, *The Outfit*, *op. cit.*, page 427.

126. Cité *in* Thomas Maier, *Mafia Spies*, *op. cit.*, 2021, page 116.

127. Arthur M. Schlesinger, *Robert Kennedy and His Times*, *op. cit.*, page 443.

128. Curt Gentry, *J. Edgar Hoover, The Man and the Secrets*, *op. cit.*, pages 491 et 492.

129. Cité *in* Curt Gentry, *J. Edgar Hoover*, *The Man and the Secrets*, *op. cit.*, page 492 ; également : Arthur M. Schlesinger, *Robert Kennedy and His Times*, *op. cit.*, page 493.

130. Cité *in* Anthony Summers, *Not in Your Lifetime, The Assassination of JFK*, *op. cit.*, page 218 ; également Arthur M. Schlesinger, *Robert Kennedy and His Times*, *op. cit.*, page 493.

131. Cité *in* Dan E. Moldea, *The Hoffa Wars*, *op. cit.*, page 136.

132. David Talbot, *Brothers*, *The Hidden History of the Kennedy Years*, *op. cit.*, page 87.

133. Gus Russo, *Live by the Sword, The Secret War against Castro and the Death of JFK*, *op. cit.*, page 73.

134. Cité *in* Thomas Maier, *Mafia Spies*, *op. cit.*, page 147.

135. Seymour M. Hersh, *La Face cachée du clan Kennedy*, *op. cit.*, pages 281 et suivantes.

136. *Ibid.*, pages 268 et 269 ; Gus Russo, *Live by the Sword*, *op. cit.*, pages 64 et 65. ; C. David Heymann, *RFK, A Candid Biography of Bobby Kennedy*, *op. cit.*, page 266 ; Thomas Maier, *Mafia Spies*, *op. cit.*, pages 150 et 151.

137. Ronald Goldfarb, *Perfect Villains, Imperfect Heroes, Robert F. Kennedy's War against Organized Crime*, *op. cit.*, pages 271 et 272. Un officier en retraite de la CIA, Scott D. Breckinridge, décrit une opération similaire dans ses mémoires : *The CIA and the Cold War*, Parlux, 2005.

138. Cité *in* C. David Heymann, *RFK, A Candid Biography* of *Bobby Kennedy*, *op. cit.*, page 268. Et les citations suivantes.

139. Cité *in* C. David Heymann, *RFK, A Candid Biography of Bobby Kennedy*, *op. cit.*, pages 244 et 245. Et pour les citations suivantes. Également Thomas Maier, *Mafia Spies*, *op. cit.*, page 229 ; James Spada, *Peter Lawford, The Man who Kept the Secrets*, Bantam Books, 1991, pages 286 et 287.

140. Cité *in* John H. Davis, *Mafia Kingfish, Carlos Marcello and the Assassination of John F. Kennedy*, *op. cit.*, page 236.

141. « *You don't fire God* » : cité *in* Curt Gentry, *J. Edgar Hoover, The Man and the Secrets*, *op. cit.*, page 472.

142. *Ibid*., pages 479 et 480.

143. Arthur M. Schlesinger, *Robert Kennedy and His Times*, *op. cit.*, page 259.

144. Cité *in* David E. Kaiser, *The Road to Dallas*, Belknap Press of Harvard University Press, 2008, pages 124 et 125.

145. David Talbot, *Brothers*, *op. cit.*, page 135.

146. George Jacobs et William Stadiem, *My Life with Frank Sinatra*, *op. cit.*, page 136.

147. Anthony Summers, *Goddess, The Secret Lives of Marilyn Monroe*, Phoenix/Orion Books, 2007, page 316.

148. *Ibid*. page 288.

149. Anthony Summers, *Goddess, The Secret Lives of* Marilyn *Monroe*, *op. cit.*, pages 351 à 358 et 507 à 512.

150. William F. Roemer, *Man against the Mob*, *op. cit.*, page 175 ; Gus Russo, *The Outfit*, *op. cit.*, pages 431 et 432.

151. Cité *in* Gus Russo, *The Outfit*, *op. cit.*, page 432.

152. Cité *in* Anthony Summers, *Goddess, The Secret Lives of Marilyn Monroe*, *op. cit.* page 397.

153. Anthony Summers, *Goddess, The Secret Lives of Marilyn Monroe*, *op. cit.*, page 512.

154. L'historiographie dominante a longtemps présenté John F. Kennedy comme un invétéré coureur de jupons et Robert Kennedy comme un puritain : un mari fidèle et sans maîtresse. La réalité est un peu différente. Robert Kennedy fut lui aussi un séducteur imprudent.

155. Samuel et Chuck Giancana, *Double Cross*, *op. cit.*, pages 311 à 316.

156. Cité *in* Seymour M. Hersh, *La Face cachée du clan Kennedy*, *op. cit.*

157. Gus Russo, *The Outfit*, *op. cit.*, page 424.

158. Cité *in* Anthony Summers, *Goddess, The Secret Lives of Marilyn Monroe*, *op. cit.* page 348.

159. Cité *in* David E. Kaiser, *The Road to Dallas*, *op. cit.*, page 127 ; également George Robert Blakey et Richard N. Billings, *The Plot to Kill the President*, Times Book, 1981, page 57.

160. Gus Russo, *Live by the Sword, The Secret War against Castro and the Death of JFK*, *op. cit.*, page 72.

161. Bing Crosby n'était pas exempt non plus de relations douteuses dans le monde criminel. Le chanteur avait ainsi fréquenté le Purple Gang de Detroit et le gangster de Los Angeles Moe Dalitz.

162. *« Frank, what can we count on the boys from Vegas for ? »* : cité *in* Curt Gentry, *J. Edgar Hoover, The Man and the Secrets*, *op. cit..*, page 490.

163. Le jeu dangereux de Frank Sinatra entre la Mafia et les Kennedy hantera probablement le

chanteur après le 22 novembre 1963. D'autant que le destin s'est montré facétieux avec le comédien. Il ne peut pas avoir oublié qu'il a joué dans une uchronie cinématographique troublante au vu des événements à venir : *Suddenly* (titre français : *Je dois tuer*) de Lewis Allen, en 1954. Dans ce film, dont l'action se situe dans une petite ville de province dans les années 1940, Frank Sinatra interprète le rôle d'un tueur devant assassiner le président des États-Unis à sa descente du train. Le tueur joué par Frank Sinatra prend en otage une famille afin de tirer sur le Président depuis un point haut. Il joue également dans une autre uchronie sortie en 1962 qui a posteriori va résonner étrangement : *The Manchurian Candidate* de John Frankenheimer, dans lequel il est question de l'assassinat d'un candidat à l'élection présidentielle par un tueur manipulé.

164. George Jacobs et William Stadiem, *My Life with Frank Sinatra*, *op. cit.*, page 165.

165. Jack se sait imprudent avec les femmes, comme en attestent deux dossiers d'espionnage. D'abord, il y a la célèbre affaire Keller/Profumo. Le ministre de la Défense britannique du gouvernement MacMillan, John Profumo, doit démissionner quand il s'avère que sa maîtresse, une *call-girl* du nom de Christine Keller, couche avec Yevgeni Ivanov, un membre des services de renseignement militaire soviétique (GRU) en poste à Londres sous couverture diplomatique d'attaché naval. Or, Jack a couché avec deux des *call-girls* impliquées dans le scandale. L'une devait particulièrement l'inquiéter, une Anglo-Tchécoslovaque de 22 ans, Mariella Novotny, qui lui avait été présentée à New York en 1961 par son beau-frère Peter Lawford. Jack et Mariella avaient eu des relations sexuelles à plusieurs reprises, dont une fois lors d'une orgie. Mariella Novotny faisait partie d'un réseau de prostituées œuvrant aux Nations unies, suspecté de travailler pour les services de renseignement russes. Elle connaissait Yevgeni Ivanov : ils s'étaient rencontrés à Londres. Le FBI suit l'affaire de près et ouvre en juin 1963 le dossier qui porte le nom de code « Nœud papillon ». Ensuite, il y a l'affaire Ellen Rometsch, épouse d'un diplomate d'Allemagne de l'Ouest en poste aux États-Unis, qui fut la maîtresse de Jack ; elle est citée comme faisant partie des fameuses nymphes s'étant promenées nues autour de la piscine de la Maison Blanche. Souvent décrite comme une prostituée, le FBI craint qu'elle ne soit une espionne soviétique. Elle était née dans la partie est de l'Allemagne. Alerté par J. Edgar Hoover, Jack prend peur. Ellen Rometsch est expulsée le 21 août 1963 vers l'Allemagne. Dans ses mémoires, Bobby Baker, l'âme damnée de Lyndon B. Johnson, affirme avoir présenté Ellen Rometsch à Jack Kennedy (Bobby Baker, *Wheeling and Dealing, Confessions of a Capitol Hill Operator*, W. W. Norton & Company, 1978, page 80).

166. *« He made a donation to the campaign of President Kennedy but was not getting his money's worth »* : cité *in* Curt Gentry, *J. Edgar Hoover, The Man and the Secrets*, *op. cit.*, page 488.

167. Les opérations anticastristes des années 1960, terreau de l'assassinat du 35e président des États-Unis, et le scandale du Watergate ne sont pas sans lien par la *sociologie* d'une partie de leurs protagonistes. En effet, certains des hommes de main des affaires cubaines se retrouveront dans le cambriolage avorté du Parti démocrate. Il faut citer en particulier un certain Frank Fiorini qui sera connu plus tard sous le nom de Frank Sturgis. (voir infra, chapitre VI)

168. Page 129 : *« Evidence before the committee indicates that a close friend of President Kennedy had frequent contact with the president from the end of 1960 through mid-1962. FBI reports and testimony indicate the president's friend was also a close friend of John Roselli and Sam Giancana and saw them often during this same period. »*

169. Laurence Stern, « Probers Doubt Kennedy Knew of Poison Plot against Castro », *The Washington Post*, 16 novembre 1975.

170. William Safire, « The President's friend », *The New York Times*, 16 décembre 1975.

171. Bill Hazlett, « John Kennedy’s Mystery Woman Tells Her Story », *Los Angeles Times*, 18 décembre 1975.

172. Seymour M. Hersh, *La Face cachée du clan Kennedy*, *op. cit.*, p. 275.

173. *Ibid, p. 288.*.

Assassinat de John F. Kennedy : l'ombre de la Mafia

1. John F. Kennedy est le *quatrième président à être assassiné en fonction* après : Abraham Lincoln (avril 1865 ; auteur : John Wilkes Booth) ; James A. Garfield (juillet 1881 ; auteur : Charles J. Guiteau) ; William McKinley (septembre 1901 ; auteur : Leon F. Czolgosz). Par ailleurs, avant John F. Kennedy, *deux* ou *trois présidents ont fait l'objet d'attentats avortés* : Andrew Jackson (janvier 1835 ; auteur : Richard Lawrence) ; Franklin D. Roosevelt (février 1933 ; auteur : Guiseppe Zangara) : avec l'incertitude que nous avons mentionnée auparavant sur le point de savoir si la vraie cible n'était pas Anton Cermak ! ; Harry S. Truman (novembre 1950 ; auteurs : Griselio Torresola ; Oscar Collazo). Après John F. Kennedy, il y aura l'attentat avorté contre Ronald Reagan (mars 1981 ; auteur : John Warnock Hinckley).

2. Cité *in* Alain Peyrefitte, *C'était de Gaulle*, Quarto, Gallimard, 2002, page 633.

3. Léo Sauvage, *L'Affaire Oswald*, Les Éditions de Minuit, 1965.

4. Cité *in* Alain Peyrefitte, *C'était de Gaulle*, *op. cit.*, pages 632 à 634.

5. Cité *in* Gus Russo, *Live by the Sword, The Secret War against Castro and the Death of JFK*, *op. cit.*, page 37.

6. Cité *in* Gus Russo, *Live by the Sword*, *op. cit.*, page 360 ; également Robert A. Caro, *The Years of Lyndon Johnson, The Passage of Power*, *op. cit.*, page 446.

7. Cité *in* Larry J. Hancock, *Someone Would Have Talked*, JFK Lancer Productions & Publications, 2006, page 328 ; Charles Rappleye et Ed Becker, *All American Mafioso*, *op. cit.*, pages 239 et 240 ; Gus Russo, *Live by the Sword*, *op. cit.*, page 355 ; également John H. Davis, *Mafia Kingfish, Carlos Marcello and the Assassination of John F. Kennedy*, *op. cit.*, pages 250 et 251.

8. Cité *in* Gus Russo, *Live by the Sword*, *op. cit.*, pages 358 et 359.

9. Cité *in* George Robert Blakey et Richard N. Billings, *The Plot to Kill the President*, *op. cit.*, page 71.

10. Michael L. Kurtz, *The JFK Assassination Debates, Lone Gunman versus Conspiracy*, *op. cit.*, page 49.

11. Un point mérite ici une discussion historique : *que voulaient montrer les organisateurs de*

l'attentat ? Souhaitaient-ils ou non que cet assassinat apparaisse comme l'acte d'un tireur solitaire ? Si telle fut la présentation proposée par la commission Warren, rien ne prouve en revanche que c'était le dessein des commanditaires. La thèse du tireur solitaire fut *une réaction* ou *une réponse* du système politique américain à une situation déstabilisante et inquiétante. Mais rien ne dit que les responsables ne souhaitaient pas que l'attentat apparaisse pour ce qu'il était, une conspiration, mais avec des commanditaires dont l'identité serait brouillée. Il est fort possible en effet que la Mafia souhaitait que l'assassinat de John F. Kennedy conduise vers la thèse d'une responsabilité de l'État cubain et de ses services secrets.

12. La composition même de la commission Warren n'a pas facilité l'émergence d'une thèse alternative à celle du tireur solitaire. Plusieurs de ses membres sont a priori hostiles à toute idée de conspiration : 1. Allen Dulles, ancien directeur de la CIA, n'a pas envie que soient déterrés les cadavres de l'alliance de la « Compagnie » avec la Mafia ; il oriente tout de suite le travail de la commission en offrant un livre à ses collègues, *The Assassins* de Robert Donovan, exposant, contre toute vérité historique, comment tous les assassinats politiques dans l'histoire américaine ont été le fait d'acteurs solitaires et fous ! ; ce qui constitue une contre-vérité flagrante. 2. Le représentant démocrate de Louisiane Hale Boggs a bénéficié des fonds de Carlos Marcello pour le financement de plusieurs de ses campagnes électorales. 3. Earl Warren, lui-même, pourtant au-dessus de tout soupçon, n'était peut-être pas à l'aise sur la question mafieuse puisque son ami l'avocat Murray Chotiner, dont nous reparlerons, qui avait dirigé sa campagne pour le poste de gouverneur de Californie, était aussi le conseil de chefs mafieux célèbres et très proche d'un certain D'Alton Smith, frère de Frances Pecora, la secrétaire personnelle de Carlos Marcello, et donc aussi beau-frère du principal collaborateur de Carlos Marcello, Nofio Pecora. 4. Gerald Ford est depuis le départ acquis à la thèse du tireur solitaire et rend compte de l'avancée de l'enquête en secret à J. Edgar Hoover et à Richard Nixon.

13. Cette enquête est le thème central du film à succès d'Oliver Stone, *JFK* (1991), basé sur le livre de Jim Garrison : *On the Trail of the Assassins* paru en 1988 *(JFK, Affaire non classée*, J'ai Lu, 1988*).* Le réalisateur développe une thèse sans fondement, pour ne pas dire fantaisiste : l'attentat contre John F. Kennedy est le fruit d'un coup d'État organisé par le complexe militaro-industriel et la CIA. Dans ce film, Jim Garrison fait partie de la distribution : il joue le rôle du juge Earl Warren, président de la commission d'enquête qui porte son nom. Le film dépeint Jim Garrison en visionnaire méconnu et non pour ce qu'il est, un procureur compromis par la Mafia. Comme l'explique l'avocat mafieux Frank Ragano à Dan E. Moldea (Dan E. Moldea, *The Killing of Robert F. Kennedy, An Investigation of Motive, Means, and Opportunity*, Moldea.com, première édition 1995, 2018, page 287), l'enquête de Jim Garrison aura eu pour objectif de détourner l'attention de Carlos Marcello dans l'enquête sur l'assassinat de John F. Kennedy. En accusant la CIA, Jim Garrison voulait éviter que soit explorée la piste mafieuse. Le procureur sert de bouclier au mafieux.

L'enquête de Garrison ne mérite cependant ni l'excès d'honneur que lui accorde Oliver Stone, ni parfois l'excès d'indignité qui lui est attaché, même si au final l'homme est un démagogue corrompu, probablement acheté par Carlos Marcello dont il est peut-être un ami. Il faut d'abord relever que Jim Garrison développe quelques intuitions justes et fortes : l'assassinat de JFK est le résultat d'un complot/d'une conspiration ; La Nouvelle-Orléans en est l'épicentre ; deux relations de Lee Harvey Oswald : David W. Ferrie et Guy Banister, jouent, comme nous le verrons, un rôle important dans l'affaire ; Lee Harvey Oswald était un agent de la CIA recruté au départ pour tuer Fidel Castro. Mais l'enquête dérape vite après la mort suspecte de David Ferrie. Le procureur Garrison fait arrêter l'homme d'affaires Clay Shaw et l'accuse sans preuve du meurtre de John F. Kennedy : il sera acquitté. Surtout, le procureur Garrison affirme de manière rocambolesque que la conspiration meurtrière contre le 35^{e} président des États-Unis émane de la CIA dont Clay Shaw serait un agent, dans une logique de coup d'État.

Par ailleurs, une circonstance importante et souvent ignorée, mérite d'être relevée. Au-delà de ces erreurs, l'enquête de Garrison prend un soin tout particulier à ne pas impliquer Carlos Marcello, le boss de La Nouvelle-Orléans, alors même que tout le rattache à l'enquête. Walter Sheridan, qui s'intéressera à

l'enquête pour le compte de Bobby Kennedy, pense que l'agitation créée par le procureur Garrison avait justement pour but de détourner l'attention du rôle joué par Carlos Marcello et Jimmy Hoffa dans la conspiration (Walter Sheridan, *The Fall and Rise of Jimmy Hoffa*, *op. cit.*, pages 414 à 435). Dans son livre, Jim Garrison tente longuement de discréditer l'hypothèse mafieuse, tout en prenant soin de ne jamais citer le nom de Carlos Marcello (*JFK, Affaire non classée*, *op. cit.*, pages 291 à 295).

Les liens du procureur Garrison avec le boss de La Nouvelle-Orléans sont nombreux. Son chef enquêteur, Pershing Gervais, est ainsi un associé notoire de Carlos Marcello. Si Jim Garrison se distingue par sa volonté affichée de nettoyer le French Quarter et Bourbon Street de La Nouvelle-Orléans de leurs prostituées, les raids policiers évitent soigneusement les lieux de plaisir contrôlés par Carlos Marcello et ses affidés. Il est intéressant de relever que le procureur clame en 1966 que le crime organisé n'existe pas dans la capitale de la Louisiane et que Carlos Marcello est un « homme d'affaires respectable », en l'occurrence un vendeur de tomates. On comprend pourquoi durant son temps de procureur, Jim Garrison évite les poursuites contre les affidés de Carlos Marcello. De 1965 à 1969, il ne remporte que sept affaires contre des gangsters associés à Carlos Marcello ; en revanche, il rejette 84 autres cas, dont une tentative de meurtre, trois enlèvements et un homicide involontaire.

Un épisode particulier laisse à penser que le procureur était très proche de Carlos Marcello et de ses intérêts. En juin 1967, il tente sans aucun fondement d'impliquer dans l'affaire Kennedy un certain Ed Partin, cadre du syndicat des Teamsters, dont le témoignage avait été déterminant pour la condamnation de Jimmy Hoffa à une peine de prison. Le procureur tentait manifestement de rendre service à Carlos Marcello et Jimmy Hoffa.

Enfin, en compagnie de neuf autres personnes, Jim Garrison est arrêté en 1971 par des agents fédéraux pour corruption : il est accusé d'avoir touché des pots-de-vin afin de protéger des salles de jeux illégales contrôlées par la Famille de Carlos Marcello. Il est acquitté par un jury populaire en 1972 mais ses coaccusés sont condamnés.

Les liens de Jim Garrison avec l'entourage de Carlos Marcello et la Mafia apparaîtront au fil des années. D'abord, Jim Garrison a acheté sa maison à un prix très sous-évalué à un certain Frank Occhipinti, un ami et associé de Carlos Marcello. Ensuite, Jim Garrison passe à trois reprises des vacances au Sands Hotel de Las Vegas dont le manager du casino, Mario Marino, est un associé de Carlos Marcello : durant ces vacances, le procureur se voit offrir un crédit gratuit de 5 000 dollars pour jouer : un crédit qu'il ne consomme ni ne rembourse ! C'est donc un cadeau. Pour compléter le tableau, Jim Garrison entretient des relations avec le mafieux Johnny Roselli. On citera aussi un épisode rocambolesque qui en dit long sur les amitiés douteuses du procureur Garrison : la mort par crise cardiaque au domicile de Garrison de Vic Corona, un des associés de Carlos Marcello. Sans compter que le procureur entretenait des relations cordiales avec trois des frères de Carlos Marcello : Sammy, Vince et Joe. Dans ses mémoires (Charles Brandt, *I Heard You Paint Houses*, *op. cit.*, page 198), Frank Sheeran affirme que Jim Garrison était un « bon ami » de Carlos Marcello et Russell Bufalino. C'est afin de leur faire plaisir que Jim Garrison fait interpeller Walter Sheridan, l'enquêteur favori de Bobby Kennedy et chef de la « Get Hoffa Squad », afin de le discréditer. En 1987, Jim Garrison est vu dînant dans un restaurant de La Nouvelle-Orléans en compagnie des frères de Carlos Marcello, Sammy et Joe, ce dernier assurant l'intérim (« *acting boss* ») pendant l'incarcération de son aîné.

Le film d'Oliver Stone, *JFK*, qui le glorifie, lui fait gagner un million de dollars. Son rôle est incarné par Kevin Costner, ce qui le rend méconnaissable : l'arrogant et truqueur procureur est transformé en héros à la James Stewart.

14. *Final Report of the Select Committee on Assassinations, U.S. House of Representatives, Summary of Findings and Recommendations*, 1979, Introduction par Rex Bradford, Mary Ferrell Foundation Press, 2007.

15. À la lecture du rapport de la HSCA, mais sans que le parallèle soit explicite, il apparaît que les deux assassinats ne sont pas sans rapport du point de vue du modus operandi. Les deux auteurs incriminés

(Lee Harvey Oswald et James Earl Ray) n'avaient aucun mobile apparent. Personne ne les a vus fusil en main, faisant feu sur leur cible respective. L'arme du crime, le fusil, les accusant est à chaque fois retrouvée sur les lieux. Enfin, ces deux assassinats sont le résultat d'une conspiration : il y a eu à chaque fois au moins deux tireurs, dont l'un non identifié. Les deux « assassins solitaires » ont tout de pigeons. Mais au-delà, le rapport du HSCA, comme nous le verrons par la suite, va pointer du doigt la responsabilité du boss de La Louisiane Carlos Marcello dans l'assassinat de John F. Kennedy, et dans l'assassinat du Dr King (pages 383 et suivantes du HSCA), mais pour la récuser.

On pourra aussi se reporter sur cette hypothèse mafieuse dans l'assassinat du Dr King à John H. Davis (*Mafia Kingfish, Carlos Marcello and the Assassination of John F. Kennedy, op. cit.*, pages 339 à 343), à William F. Pepper (*Qui a tué Martin Luther King ?*, Golias, 1998) et à David E. Scheim (*Contract on America, op. cit.*, pages 315 à 318) qui, contrairement au HSCA, la considèrent, non sans raison, comme crédible. La Mafia aurait agi pour le compte du Ku Klux Klan. Carlos Marcello est connu pour ses opinions ségrégationnistes et il considérait que Martin Luther King était un communiste. Enfin, il est notable que dans ces deux assassassinats, le FBI de J. Edgar Hoover s'acharnera à démontrer à chaque fois la thèse du tireur solitaire et à ne pas enquêter sur toutes les pistes tendant à conduire à une conspiration (plus de deux tireurs), que celle-ci soit mafieuse ou politique.

16. *Final Report of the Select Committee on Assassinations, U.S. House of Representatives, op. cit.*, page 34.

17. *Ibid.*, page 34.

18. *Ibid.*, page 128.

19. *Ibid.*, page 95.

20. L'URSS n'avait aucun intérêt à tuer J.F. Kennedy : un autre président aurait été élu après lui, peut-être moins accommodant encore, et le risque d'une guerre nucléaire était trop grand si les Américains avaient eu le moindre soupçon sur leur éventuelle responsabilité. Par ailleurs, après la crise des missiles de Cuba en octobre 1962, Nikita Khrouchtchev et John F. Kennedy ont développé une forme de respect et de confiance mutuels. Quant au régime castriste, là aussi, le risque d'une invasion militaire en représailles était trop grand pour envisager un tel assassinat. Au demeurant, on sait désormais que les tensions entre les États-Unis et le régime castriste sont plutôt à la baisse en 1963. Par ailleurs, durant les décennies suivantes, aucun défecteur soviétique ou cubain ne viendra étayer de manière crédible la thèse d'un assassinat commis par l'Union soviétique ou le régime castriste. Cependant, la thèse d'un complot castriste en représailles aux tentatives répétées d'assassinat menées par la CIA contre Fidel Castro est défendue ; on lira ainsi : Gus Russo, *Live by the Sword, The Secret War against Castro and the Death of JFK, op. cit.* Cet ouvrage peut légitimement susciter des interrogations. En effet, alors que l'auteur est un spécialiste reconnu de la mafia italo-américaine, il occulte ou minimise de manière systématique tous les éléments pouvant raisonnablement conduire à son implication dans l'assassinat. Ce parti-pris vise à démontrer que Lee Harvey Oswald a agi soit sous l'*influence*, soit à l'*instigation* du régime castriste. Pour autant, le livre n'apporte pas d'éléments déterminants en ce sens.

21. Le HSCA exclut aussi parmi les conspirateurs les groupes anticastristes et la Mafia en tant que tels, dans leur globalité, mais – et c'est là la subtilité du rapport final – non le fait que des individus d'une de ces deux entités puissent y avoir pris part. Nous y reviendrons.

22. *Final Report of the Select Committee on Assassinations, U.S. House of Representatives, op. cit.*, page 115.

23. *Ibid.*, page 117.

24. *Ibid*., page 160.

25. *Ibid*., page 161.

26. *Ibid.*, page 162. L'expression mérite d'être citée : « *[…] The use of some kind of cover, a shielding or disguise* ». Le HSCA relève trois cas dans lesquels « la méthodologie employée par des figures du syndicat [du crime] était destinée à isoler et déguiser l'implication du crime organisé » (page 162) : l'attaque à l'acide en avril 1956 à New York du journaliste d'investigation Victor Riesel ; l'assassinat en novembre 1970 à Kansas City de l'homme d'affaires Sol Landie ; l'assassinat du mafieux Joseph « Joe » Colombo en juin 1971 à New York. Dans le premier et le troisième cas, les assaillants furent tués peu après l'attentat. Les auteurs de ces crimes sont qualifiés par le HSCA de « dupes ou d'outils utilisés dans une conspiration dont ils n'avaient pas complètement conscience » (page 163).

27. *Ibid.*, page 168.

28. *Ibid.*, page 166.

29. *Ibid*., page 167.

30. *Ibid.*, page 169 ; l'idée se trouve aussi page 166.

31. *Ibid*., page 161.

32. L'avocat Frank Ragano explique dans ses mémoires combien son client Santo Trafficante était prudent : « Santo était encore plus prudent que ses collègues du Nord. Il n'y avait aucune certitude sur le point de savoir où il apparaîtrait ou sur le jour où il serait à Tampa. Il n'avait ni bureau, ni suite d'hôtel, ni d'habitudes dans un bar ou dans un clubhouse » : Frank Ragano et Selwyn Raab, *Mob Lawyer*, *op. cit.*, page 76.

33. *Final Report of the Select Committee on Assassinations, U.S. House of Representatives, op. cit.*, page 179.

34. Gaeton Fonzi, *The Last Investigation. A Former Federal Investigator for the House Select Committee on Assassinations Breaks His Oath of Silence*, Thunder's Mouth Press, 1993.

35. Thomas G. Buchanan, *Who Killed Kennedy ?* Secker & Warburg, 1964 ; traduction française : *Les Assassins de Kennedy*, Julliard, 1964.

36. Ed Reid, *The Grim Reapers : The Anatomy of Organized Crime in America*, *op. cit.*, pages 160 à 163.

37. Peter Noyes, *Legacy of Doubt, Did the Mafia Kill Kennedy ?*, P&G Publications, 2010.

38. Dan E. Moldea, *The Hoffa Wars*, *op. cit.*

39. George Robert Blakey et Richard N. Billings, *The Plot to Kill the President*, *op. cit.*

40. Plus tard, il marquera encore l'histoire de la lutte contre le crime organisé en imaginant la loi dite RICO (Racketeer Influenced and Corrupt Organizations Act) votée en 1970 qui demeure aujourd'hui encore le principal outil de lutte contre la Mafia et le crime organisé aux États-Unis.

41. George Robert Blakey et Richard N. Billings, *The Plot to Kill the President*, *op. cit*., page 179.

42. Anthony Summers, *Not in our Lifetime, The Assassination of JFK*, *op. cit.* Le titre emprunte une phrase malheureuse du juge Earl Warren à propos de l'assassinat de John F. Kennedy expliquant que l'on ne connaîtra pas la vérité de notre vivant. Le juge Earl Warren ouvrait ainsi la porte à l'idée que la vérité serait volontairement cachée.

43. Scheim David E., *Contract on America, The Mafia Murder of President John F. Kennedy, op. cit.*

44. John H. Davis, *Mafia Kingfish, Carlos Marcello and the Assassination of John F. Kennedy, op. cit.*

45. John H. Davis, *The Kennedy Contract, The Mafia Plot to Assassinate the President*, *op. cit*.

46. Frank Ragano et Selwyn Raab, *Mob Lawyer*, *op. cit.*

47. David E. Kaiser, *The Road to Dallas*, *op. cit.*

48. *Ibid*., page 4.

49. Cité *in Final Report of the Select Committee on Assassinations, U.S. House of Representatives, op. cit*., page 149.

50. Cité *in* David E. Scheim, *Contract on America*, *op. cit.*, page 199.

51. *Ibid*., pages 188 et 189 ; cité *in* Michael L. Kurtz, *The JFK Assassination Debates : Lone Gunman versus Conspiracy*, *op. cit.*, page 196 ; Larry Hancock, *Someone Would Have Talked*, *op. cit.*, pages 227 et 228.

52. Cité *in* David E. Scheim, *Contract on America*, *op. cit.*, pages 194 et 195 ; également Thierry Lentz, *L'Assassinat de John F. Kennedy, Histoire d'un mystère d'État*, Nouveau Monde Éditions, 2018, pages 290 et 291.

53. G. Robert Blakey et Richard N. Billings, *Fatal Hour. The Assassination of President Kennedy by Organized Crime*, Berkley Books, 1992, page 360.

54. Pour une descrition détaillée des relations mafieuses de Jack Ruby dès 1978 : *HSCA Report*, *op. cit.*, pages 149 à 159 ; Dan E. Moldea, *The Hoffa Wars*, *op. cit.*, pages 152 à 159 et 162 à 169 ; John H. Davis, *Mafia Kingfish, Carlos Marcello and the Assassination of John F. Kennedy, op. cit.*, pages 163 à 166 ; David E. Scheim, *Contract on America*, *op. cit.*, pages 121 à 138.

55. *HSCA Report*, *op. cit.*, pages 154 à 156.

56. L'épouse de Nofio J. Pecora est aussi la secrétaire personnelle de Carlos Marcello.

57. Charles Brandt, *I Heard You Paint Houses*, *op. cit.*, page 119.

58. John H. Davis, *Mafia Kingfish, Carlos Marcello and the Assassination of John F. Kennedy, op. cit.*, page 143.

59. *Ibid*., page 210.

60. Cité *in* Thomas Buchanan, *Les Assassins de Kennedy*, *op. cit.*, page 145.

61. Jack Ruby et les mafieux de Dallas entretiennent alors un grand nombre de contacts amicaux au

sein de la police de Dallas. On citera pour mémoire le cas emblématique du sergent Patrick T. Dean qui dîne en compagnie de Joseph Civello, quelques jours après l'affaire d'Apalachin où le mafieux représentait Carlos Marcello. Or c'est le même Patrick T. Dean qui laisse rentrer Jack Ruby au quartier général de la police de Dallas le 24 novembre, jour où il assassine Lee Harvey Oswald.

62. *Final Report of the Select Committee on Assassinations, U.S. House of Representatives, op. cit.*, page 156.

63. Cité *in* Anthony Summers, *Not in Your Lifetime, The Assassination of JFK, op. cit.*, pages 419 et 420.

64. George Robert Blakey et Richard N. Billings, *The Plot to Kill the President*, *op. cit.*, page 339.

65. Mickey Cohen, avec John Peer Nugent, *In My Own Words*, Prentice-Hall, Inc, 1975, page 200.

66. En effet, le rapport final souligne (page 148) que les deux hommes vivaient dans le même quartier à Dallas (Oak Cliff section), avaient des boîtes postales restantes au même endroit (terminal annex) et entretenaient deux relations communes indirectes : la propriétaire/logeuse de Lee Harvey Oswald, Earlene Roberts, a une sœur, Bertha Cheek, qui rencontre Jack Ruby le 18 novembre 1963 dans son night-club ; un compagnon de pension de la maison où Lee Harley Oswald réside, John Carter, est ami avec une employée et amie de Jack Ruby, Wanda Killam.

67. Cette commission n'a pas pu trouver au moins deux témoignages qui semblent démontrer que Jack Ruby connaissait Lee Harvey Oswald. Dans la nuit du 22 au 23 novembre, ils se seraient rencontrés vers 1 h 30 du matin à Dallas, au Lucas B&B Restaurant. Par ailleurs, une ancienne serveuse du Carousel Club, Esther Ann Mash, en 1962 et 1963, affirme les avoir vu ensemble au club avec des gangsters.

68. John H. Davis, *Mafia Kingfish, Carlos Marcello and the Assassination of John F. Kennedy, op. cit.*, page 226.

69. *Final Report of the Select Committee on Assassinations, U.S. House of Representatives, op. cit.*, page 145.

70. Ainsi, selon l'historien Richard D. Mahoney (*Sons & Brothers, The Days of Jack and Bobby Kennedy*, *op. cit.*) cité par Lamar Waldron (Lamar Waldron, *L'Assassinat de JFK*, Les Éditions de l'homme, 2014), six témoins voient Lee Harvey Oswald en compagnie de David W. Ferrie et Guy Banister durant l'été 1963. On citera aussi les témoignages recueillis par un autre historien : Michael L. Kurtz, *The JFK Assassination Debates, Lone Gunman versus Conspiracy*, *op. cit.* Parmi eux, celui de Consuela Martin qui dit avoir vu Oswald dans le bureau de Guy Banister au moins six fois à la fin du printemps et durant l'été 1963 ; Oswald et Banister utilisaient l'adresse du 544 Camp Street pour attirer les militants procastristes afin de les identifier.

71. Michael L. Kurtz, *The JFK Assassination Debates, Lone Gunman versus Conspiracy*, *op. cit.*, pages 160 à 163.

72. *Ibid.*, pages 158 et 159.

73. John H. Davis, *Mafia Kingfish, Carlos Marcello and the Assassination of John F. Kennedy, op. cit.*, page 132.

74. Sur l'importance du témoignage de Silvia Odio, le livre de Gaeton Fonzi, enquêteur du HSCA, est important (*The Last Investigation*, *op. cit.*). Il estime de manière très critique que le rapport du HSCA n'a

pas accordé à ce témoignage toute la considération qu'il méritait.

75. Cité *in* Anthony et Robbyn Summers, « The Ghost of November », *Vanity Fair*, décembre 1994.

76. Cité *in* Anthony Summers, *Not in Your Life Time*, *op. cit.*, pages 243 et 244 ; Gaeton Fonzi, *The Last Investigation*, *op. cit.*, page 31. Sur les liens de Lee Harvey Oswald avec le renseignement en général et la CIA en particulier : John Newman, *Oswald and the CIA*, Skyhorse Publishing, 2008 ; Michael L. Kurtz, *The JFK Assassination Debates, Lone Gunman versus Conspiracy*, *op. cit.*, pages 140 à 195 ; Lamar Waldron, *Ultimate Sacrifice*, Basic Books, 2005, page 240.

77. Anthony Summers, *Not in Your Lifetime, The Assassination of JFK, op. cit.*, page 110.

78. George Robert Blakey et Richard N. Billings, *The Plot to Kill the President*, *op. cit.*, page 257.

79. Cité *in* John H. Davis, *Mafia Kingfish, Carlos Marcello and the Assassination of John F. Kennedy*, *op. cit.*, page 116.

80. Cité *in* John William Tuohy, *The Salerno Report, The Mafia and the Murder of President F. Kennedy*, Amazon, page 148.

81. John H. Davis, *Mafia Kingfish, Carlos Marcello and the Assassination of John F. Kennedy, op. cit.*, page 117.

82. David E. Kaiser, *The Road to Dallas, op. cit.*, pages 139 à 140. Il faut noter que Edward Becker deviendra détective privé à Las Vegas et sera le coauteur avec Charles Rappleye d'une biographie de référence de Johnny Roselli : *All American Mafioso, The Johnny Rosselli Story, op. cit.*

83. Cité *in* Curt Gentry, *J. Edgar Hoover, The Man and the Secrets, op. cit.*, page 496 ; également : George Robert Blakey et Richard N. Billings, *The Plot to Kill the President, op. cit.*, pages 244 et 245 ; John H. Davis, *Mafia Kingfish, Carlos Marcello and the Assassination of John F. Kennedy, op. cit.*, page 109 ; John H. Davis, *The Kennedy Contract, op. cit.*, pages 34 à 35.

84. Cité *in* John H. Davis, *Mafia Kingfish, Carlos Marcello and the Assassination of John F. Kennedy*, *op. cit.*, page 109 ; Anthony Summers, *Not in Your Lifetime, The Assassination of JFK, op. cit.*, page 234.

85. Cité *in* Anthony Summers, *Not in Your Lifetime, The Assassination of JFK, op. cit.*, page 237 ; John H. Davis, *Mafia Kingfish, Carlos Marcello and the Assassination of John F. Kennedy, op. cit.*, pages 109 et 110.

86. Cité *in* John H. Davis, *Mafia Kingfish, Carlos Marcello and the Assassination of John F. Kennedy*, *op. cit.*, page 120 ; John H. Davis, *The Kennedy Contract, op. cit.*, pages 39 et 40.

87. John H. Davis, *Mafia Kingfish, Carlos Marcello and the Assassination of John F. Kennedy*, *op. cit.*, page 114.

88. *Ibid*., page 114.

89. *Ibid*., page 115.

90. John H. Davis, *The Kennedy Contract*, *op. cit.*, pages 40 à 42.

91. John H. Davis, *Mafia Kingfish, Carlos Marcello and the Assassination of John F. Kennedy*, *op. cit.*, pages 220 à 226; John H. Davis, *The Kennedy Contract*, *op. cit.*, pages 40 à 42.

92. Sur cet épisode : Anthony Summers, *Not in Your Lifetime, The Assassination of JFK*, *op. cit.*, page 424.

93. « *Don't worry. We took care of them, didn't we ?* » ; sur le témoignage de Joseph Hauser, également Lamar Waldron, *L'Assassinat de JFK*, *op. cit* ; John H. Davis, *Mafia Kingfish, Carlos Marcello and the Assassination of John F. Kennedy*, *op. cit.*, page 434.

94. « *Yeah, so we put him out of business* ».

95. Cité *in* Anthony Summers, *Not in Your Lifetime, The Assassination of JFK*, *op. cit.*, page 425 ; le journaliste Anthony Summers interviewera Jack Van Laningham et aussi l'agent du FBI Thomas Kimmel ayant recueilli ces informations : ce dernier les confirmera, précisant qu'elles furent à l'époque transmises au quartier général du FBI. Sur les déclarations de Jack Van Laningham, on lira aussi les ouvrages de Lamar Waldron qui a également interviewé Jack Van Laningham à sa sortie de prison et l'agent du FBI Thomas Kimmel : Lamar Waldron et Thom Hartmann, *Ultimate Sacrifice*, *op. cit.* ; Lamar Waldron, *L'Assassinat de JFK*, *op. cit.* ; Lamar Waldrom, *Watergate, The Hidden History*, Scribe Publications Pty Limited, 2012, page 207.

96. Cité *in* Anthony Summers, *Not in Your Lifetime, The Assassination of JFK*, *op. cit.*, page 427.

97. Cité *in* David E. Kaiser, *The Road to Dallas*, *op. cit.*, page 411 ; Cité *in* Anthony Summers, *Not in Your Lifetime, The Assassination of JFK*, *op. cit.*, page 428.

98. Ronald Goldfarb, *Perfect Villains, Imperfect Heroes, Robert F. Kennedy's War against Organized Crime*, *op. cit.*, page 287.

99. *Final Report of the Select Committee on Assassinations, U.S. House of Representatives*, *op. cit.*, page 173.

100. Cité *in* Anthony Summers, *Not in Your Lifetime, The Assassination of JFK, op. cit.*, page 230 ; John H. Davis, *Mafia Kingfish, Carlos Marcello and the Assassination of John F. Kennedy, op. cit.*, page 112. Il convient de souligner que Jimmy Hoffa était bien un millionnaire, enrichi par la prévarication et la corruption.

101. Cité *in* Anthony Summers, *Not in Your Lifetime, The Assassination of JFK, op. cit.*, page 230.

102. *Ibid.*, page 230 ; cité également in Curt Gentry, *J. Edgar Hoover, The Man and the Secrets, op. cit.*, page 496. ; David E. Kaiser, *The Road to Dallas, op. cit.*, pages 141 et 142 ; George Robert Blakey et Richard N. Billings, *The Plot to Kill the President, op. cit.*, page 246 ; John H. Davis, *Mafia Kingfish, Carlos Marcello and the Assassination of John F. Kennedy, op. cit.*, page 112 ; John H. Davis, *The Kennedy Contract, op. cit.*, pages 36 et 37. Et *Final Report of the Select Committee on Assassinations, U.S. House of Representatives, op. cit.*, page 174.

103. *Final Report of the Select Committee on Assassinations, U.S. House of Representatives, op. cit.*, page 174.

104. Cité *in* Anthony Summers, *Not in Your Lifetime, The Assassination of JFK, op. cit.*, page 231.

105. Cité *in* Curt Gentry, *J. Edgar Hoover, The Man and the Secrets, op. cit.*, page 496.

106. David E. Kaiser, *The Road to Dallas, op. cit.*, page 142.

107. *Final Report of the Select Committee on Assassinations, U.S. House of Representatives, op. cit.*, page 174.

108. Sur cet épisode : Anthony Summers, *Not in Your Lifetime, The Assassination of JFK, op. cit.*, pages 429 à 432 ; également Larry Hancock, *Someone Would Have Talked, op. cit.*

109. David E. Kaiser, *The Road to Dallas, op. cit.*, page 404. ; Anthony et Robbyn Summers, « The Ghosts of November », *Vanity Fair, op. cit.*

110. Frank Ragano et Selwyn Raab, *Mob Lawyer, op. cit.*

111. *Final Report of the Select Committee on Assassinations, U.S. House of Representatives, op. cit.*, page 176.

112. David E. Kaiser, *The Road to Dallas, op. cit.*, pages 131 à 134.

113. Cité *in* Walter Sheridan, *The Fall and Rise of Jimmy Hoffa, op. cit.*, page 217 ; Curt Gentry, *J. Edgar Hoover, The Man and the Secrets, op. cit.*, page 495 ; Dan E. Moldea, *The Hoffa Wars, The Rise and Fall of Jimmy Hoffa, op. cit.*, pages 148 et 149 ; John H. Davis, *The Kennedy Contract, op. cit.*, pages 18 à 20.

114. Cité *in* Anthony Summers, *Not in Your Lifetime, The Assassination of JFK, op. cit.*, page 228.

115. *Ibid.*, page 228.

116. Walter Sheridan, *The Fall and Rise of Jimmy Hoffa, op. cit.*, page 217.

117. Cité *in* David E. Kaiser, *The Road to Dallas*, *op. cit.*, page 132.

118. Judith Exner, *My Story*, *op. cit.*, p. 15 : « *They killed Sam, with bullets, as they killed Jack*. »

119. Judith Exner, *My Story*, *op. cit.*, p. 299 : « *No one really knows why Sam was murdered, or Jack, for that matter, and now Johnny. Life in the underworld of crime and the netherworld of politics is cheap. From what I have observed, it is impossible to tell the good men from the bad ; all I can say is that some people are deadly serious about the games they play.* »

120. Frank Ragano et Selwyn Raab, *Mob Lawyer*, *op. cit.* Selwyn Raab est un spécialiste reconnu des questions mafieuses, auteur d'un ouvrage de référence en 2005 sur la Mafia de New York : *Five Families, The Rise, Decline, and Resurgence of America's Most Powerful Mafia Empires*, *op. cit.*

121. Cité *in* Frank Ragano et Selwyn Raab, *Mob Lawyer*, *op. cit.*, p. 135.

122. *Ibid*., page 135.

123. *Ibid*., page 142.

124. *Ibid*., page 143.

125. *Ibid*., page 144.

126. *Ibid*., page 145.

127. *Ibid*., page 150.

128. *Ibid*., page 151.

129. *Ibid*., page 242.

130. *Ibid*., page 348.

131. *Ibid*., page 348.

132. David E. Kaiser, *The Road to Dallas*, *op. cit.*, page 142.

133. John H. Davis, *The Kennedy Contract*, *op. cit.*, p. 265-266.

134. *Fatal Hour*, *op. cit*. Ce livre est la réédition en format poche du livre paru en 1991 : *The Plot to Kill the President*, *op. cit.*

135. Selwyn Raab, « Fifty Years Investigation Institutional Corruption and Organized Crime : an Interview with Selwyn Raab », *Trends in Organized Crime*, *op. cit.*

136. Charles Brandt, *I Heard You Paint Houses*, *op. cit.*, p. 162-163. Sa vie est portée à l'écran par Martin Scorsese en 2019 : *The Irishman*.

137. Cité *in* Charles Brandt, *I Heard You Paint Houses*, *op. cit.*, p. 241-242.

138. Bill Bonanno, *Bound by Honor, A Mafioso's Story*, St Martin's Press, 1999.

139. *Ibid.*, p. 271.

140. *Ibid*., page 272.

141. Sur son témoignage, une source est importante : G. Robert Blakey et Richard N. Billings, *Fatal Hour*, *op. cit.*, pages 415 à 422. Également : Thomas Maier, *Mafia Spies*, *op. cit.*, pages 277 à 279.

142. G. Robert Blakey et Richard N. Billings, *Fatal Hour, op. cit.*, page 418 ; et Richard D. Mahoney, *Sons & Brothers*, *op. cit.*, pages 229 et 408.

143. G. Robert Blakey et Richard N. Billings, *Fatal Hour, op. cit.*, pages 418 à 420.

144. Samuel et Chuck Giancana, *Double Cross*, *op. cit.*, pages 329 et suivantes.

145. Cité *in* Samuel et Chuck Giancana, *Double Cross*, *op. cit.*, page 336.

146. L'agent de police J.D. Tippit est assassiné le 22 novembre 1963 à Dallas, une heure après John F. Kennedy. Cet assassinat, aussi mystérieux que celui du président des États-Unis, demeure une énigme quant à son auteur et son mobile, même si Lee Harvey Oswald en fut l'auteur présumé selon la commission Warren. L'agent de police Roscoe White sera dénoncé par son épouse puis par ses fils comme ayant participé à l'assassinat de JFK en compagnie de Jack Ruby et de Lee Harvey Oswald.

147. David E. Scheim, *Contract on America*, *op. cit.*, pages 177 et suivantes.

148. John H. Davis, *The Kennedy Contract*, *op. cit.*, pages 106 et 107.

149. Marita Lorenz, *Marita*, Robert Laffont, 1994. Voir également ses déclaration in : Gaetan Fonzi, *The Last Investigation*, *op. cit.*, pages 83 à 107.

150. George Robert Blakey et Richard N. Billings, *The Plot to Kill the President*, *op. cit.*, pages 175 et 176. ; *Fatal Hour*, *op. cit.*, page 200.

151. George Robert Blakey et Richard N. Billings, *Fatal Hour*, *op. cit.*, pages 406 ; George Robert Blakey et Richard N. Billings, *The Plot to Kill the President*, *op. cit.*, page 375.

152. George Robert Blakey et Richard N. Billings, *Fatal Hour*, *op. cit.*, pages 402 et suivantes.

153. Charles Rappleye et Ed Becker, *All American Mafioso*, *op. cit.*, page 237.

154. Cité *in* Charles Rappleye et Ed Becker, *All American Mafioso*, *op. cit.*, page 235.

155. David E. Kaiser, *The Road to Dallas*, *op. cit.*, page 415.

156. Le rapport de la commission Warren (*op. cit.*) mentionne Giuseppe Zangara une fois, page 463, dans le chapitre 8 intitulé : « *The Protection of the President* ». La Commission se contente de citer Lee Harvey Oswald comme un nouvel exemple de « loup solitaire » ayant voulu tuer un président des États-Unis, à l'image de Giuseppe Zangara : « *The Commission recognizes that no set of meaningful criteria will yield the names of all potential assassins. Charles J. Guiteau, Leon F. Czolgosz, John Schrank, and Guiseppe Zangara – four assassins or would-be assassins – were all men who acted alone in their criminal acts against our leaders* ».

157. *Final Report of the Select Committee on Assassinations, U.S. House of Representatives,* op. cit., page 23.

158. A l'exception toutefois de David E. Scheim, *Contract on America*, *op. cit.*

159. Samuel et Chuck Giancana, *Double Cross*, *op. cit.*, page 63.

160. Charles Rappleye et Ed Becker, *All American Mafioso*, *op. cit.*, pages 148 à 155.

161. Lamar Waldron et Thom Hartmann, *Ultimate Sacrifice*, *op. cit.*, pages 293 à 298.

162. La leçon sera d'autant mieux retenue que la Mafia a commis une grave erreur lors d'un assassinat précédent contre un représentant de l'État en ayant agi sans filtre. En 1954, la Mafia, en l'occurrence probablement Carlos Marcello, fait assassiner le procureur nouvellement élu d'Alabama qui s'était promis de mettre fin à la corruption généralisée dans l'État. La main de la Mafia est si évidente dans cet assassinat que la garde nationale est envoyée sur place. Par ailleurs, il semble que Johnny Roselli a également été impliqué aux côtés de la CIA (dont E. Howard Hunt) dans l'assassinat du dictateur de la République dominicaine Rafael Trujillo le 30 mai 1961.

163. George Robert Blakey et Richard N. Billings, *The Plot to Kill the President*, *op. cit.*, page 7.

164. Lamar Waldron avec Thom Hartmann, *Ultimate Sacrifice, op. cit.*

165. *HSCA Report*, *op. cit.*, page 233.

166. *HSCA Report*, *op. cit.*, pages 230 à 234.

167. Lamar Waldron avec Thom Hartmann, *Ultimate Sacrifice, op. cit.*

168. Sur ces deux affaires, en plus de l'ouvrage de Lamar Waldron avec Thom Hartmann, *Ultimate Sacrifice*, on peut utilement se reporter à Larry Hancock, *Someone Would Have Talked, op. cit.*, p. 241-258.

169. Le destin d'Abraham Bolden est peu banal. Il est le premier agent noir du Secret Service à intégrer la protection du président des États-Unis. Après le 22 novembre 1963, alors qu'il tente de témoigner pour la commission Warren afin de révéler la tentative d'attentat avortée de Chicago et les défaillances structurelles du Secret Service dans la protection du président des États-Unis (abus d'alcool, soirées en boîtes de nuit, etc.), il est arrêté puis condamné dans une affaire de fausse monnaie, manifestement orchestrée par certains hauts cadres du Secret Service, dans le but de le faire taire. Il est condamné à six ans de prison. L'histoire de Bolden fait immédiatement l'objet d'une grande couverture par la presse nationale aux États-Unis. Il raconte son histoire dans un ouvrage riche en détails sur l'affaire de Chicago et le fonctionnement anomique du Secret Service : Abraham Bolden, *The Echo from Dealey Plaza*, Three Rivers Press, 2008. La question du mode de vie dissolu d'une partie de la protection du président des États-Unis n'est pas indifférente au regard des événements survenus le 22 novembre 1963. Les agents chargés de la protection ont passé la nuit du 21 au 22 novembre dans une boîte de nuit, The Cellar Door Club, à Fort Worth, jusqu'à 2 heures du matin, pour certains à boire de l'alcool, ce qui questionne sur leur fraîcheur physique et mentale et explique peut-être leur temps de réaction le 22 novembre au moment des coups de feu. Surtout, cette boîte de nuit, The Cellar Door Club, est tenue par un ami de Jack Ruby, un certain Pat Kirkwood. Nombre de jeunes femmes travaillant dans cette boîte de nuit étaient aussi parfois employées par Jack Ruby.

170. *HSCA Report*, *op. cit.*, page 231.

171. *HSCA Report*, *op. cit.*, pages 231 et 232.

172. Le « pigeon » qui prendra la responsabilité de l'assassinat est probablement un jeune réfugié cubain, du nom de Gilberto Policardo Lopez. Sur son profil et les similitudes avec Lee Harvey Oswald :

Lamar Waldron avec Thom Hartmann, *Ultimate Sacrifice, op. cit.*, p. 478-481.

173. Cité *in* Lamar Waldron avec Thom Hartmann, *Ultimate Sacrifice, op. cit.*, page 661.

174. Sur cette question, on lira avec intérêt David E. Scheim (*Contract on America, op. cit.*, p. 50-59 ; 298-300) et Thierry Lentz (*L'Assassinat de John F. Kennedy, op. cit.*, p. 197, 308-311) qui citent d'autres cas, en particuliers de morts suspectes de journalistes. La liste est longue. Parmi toutes les morts en relation possible avec le 22 novembre 1963, il faut citer plusieurs cas importants. Il y a deux membres de la Famille de Chicago impliqués dans les complots anti-castristes : Richard Cain est assassiné le 20 décembre 1973 ; Charles Nicoletti est assassiné le 29 mars 1977 alors qu'il est convoqué pour témoigner devant le HSCA. Si l'on en croit le livre de Sam et Chuck Giancana (*Double Cross, op. cit.*), Sam Giancana leur aurait affirmé que ces deux mafieux étaient les vrais tireurs le 22 novembre 1963 et que Lee Harvey Oswald n'avait été qu'un pigeon. Il faut citer aussi les morts de deux associés de la Mafia et de la CIA : la mort suspecte de David Ferrie le 22 février 1967 : la thèse de la rupture d'anévrisme n'a pas toujours convaincu ; l'assassinat le même jour de l'exilé cubain et anticastriste Eladio del Valle.

175. L'hypothèse selon laquelle David W. Ferrie aurait été réduit au silence à l'image de Lee Harvey Oswald n'est pas dénuée de fondement. Une hémorragie cérébrale peut se provoquer. Par ailleurs, il y a aussi l'assassinat de deux de ses plus proches amis et associés : Eladio del Valle du Cuban Revolutionary Council exécuté sur un parking de Miami le lendemain de la mort de David W. Ferrie, le 23 février ; et trois mois plus tard, Mary S. Sherman est assassinée à La Nouvelle-Orléans dans son appartement.

176. Frank Ragano et Selwyn Raab, *Mob Lawyer, op. cit.*, pages 324 et 325 ; également : Dan E. Moldea, *The Hoffa Wars, op. cit.*, pages 366 et 367.

177. Le témoignage de l'avocat de Santo Trafficante et Jimmy Hoffa, Frank Ragano, est éclairant sur ce point : Frank Ragano et Selwyn Raab, *Mob Lawyer, op. cit.*, pages 263 à 278.

178. Cité *in* Dan E. Moldea, *The Hoffa Wars, op. cit.*, pages 393 et 394.

179. Dan E. Moldea, *The Killing of Robert Kennedy, op. cit.*, page 349.

180. Cité *in* John H. Davis, *The Kennedy Contract, op. cit.*, page 55.

181. Cité *in* Anthony Summers, *Not in Your Lifetime, The Assassination of JFK, op. cit.*, page 422.

182. Toutefois, cette hypothèse n'emporte pas toujours l'adhésion. À ce titre, il est intéressant de noter que les agents du FBI de Chicago de l'unité C-1, William F. Roemer (William F. Roemer, *Man against the Mob, op. cit.*, p. 179-180) et Vincent L. Inserra (Vincent L. Inserra, *C-1 and the Chicago Mob, op. cit.*, p. 85-88), deux hommes qui furent au cœur de la lutte contre la Mafia à l'époque des faits, se disent toujours convaincus dans leurs livres de souvenirs, pourtant écrits des décennies après le 22 novembre 1963, de la thèse de la commission Warren : Lee Harvey Oswald fut un tireur solitaire, fou et marxiste. Il n'y eut aucune conspiration pour assassiner John F. Kennedy. Malgré leur talent à l'époque, mais n'ayant rien pu observer sur le moment de pertinent sur l'attentat, peut-être se sont-ils enfermés dans un déni confortable. Ou peut-être se sont-ils laissé intoxiquer. Ainsi William Roemer avoue-t-il avoir eu pour source et ami l'étonnant Richard Cain. Ce personnage haut en couleur fut peut-être au cœur de l'assassinat de John F. Kennedy. Richard Cain aura eu plusieurs vies et visages puisqu'il sera *à la fois* un membre initié de la Famille de Chicago, chef des équipes d'inspecteurs du shérif du Cook County de Chicago (!), et agent de la CIA dans le cadre des opérations anticastristes. Il est piquant de constater que Richard Cain aura été une source du FBI de Chicago alors qu'il en était un membre initié, ce que William Roemer ignorait. On imagine tout le travail d'intoxication que Richard Cain a pu mener avant et après le 22 novembre 1963 !

183. Lamar Waldron avec Thom Hartmann, *Ultimate Sacrifice*, *op. cit.*, page 432.

184. Richard D. Mahoney, *Sons & Brothers*, *op. cit.* pages 268 et 269.

185. *Ibid.*, page 175.

186. Samuel et Chuck Giancana, *Double Cross*, *op. cit.*, pages 259 et 260.

187. Cité *in* Samuel et Chuck Giancana, *Double Cross*, *op. cit.*, page 292.

188. *Ibid.* Gaetan Fonzi estime que le HSCA a commis une faute en refusant d'enquêter profondément sur les liens de Lee Harvey Oswald avec la CIA, considérant qu'il s'agissait d'une « monumentale déréliction de ses devoirs » (p. 405). Plus grave, le HSCA considérera, à tort, le témoignage d'Antonio Veciana comme douteux (*HSCA Report*, *op. cit.*, p. 135-137).

189. Michael L. Kurtz, *The JFK Assassination Debates, Lone Gunman versus Conspiracy*, *op. cit.*, pages 165 et 183.

190. Cité *in* Larry Hancock, *Someone Would Have Talked*, *op. cit.*, page 182 ; Lamar Waldron avec Thom Hartmann, *Ultimate Sacrifice*, *op. cit.*, page 241.

191. Cité *in* Larry Hancock, *Someone Would Have Talked*, *op. cit.*, pages 181 et 182.

192. « *Well, we took care of that SOB, didn't we ?* » ; cité *in* Larry Hancock, *Someone Would Have Talked*, *op. cit.*, page 137.

193. Gaeton Fonzi, *The Last Investigation*, *op. cit.*, page 409.

194. Cette thèse troublante et crédible a été alimentée par plusieurs témoignages. Nous en citerons deux.

1) En 1992, est publié le livre de Robert D. Morrow : *First Hand Knowledge, How I Participated in the CIA-Mafia Murder of President Kennedy* (S.P.I. Books), avec une préface de John H. Davis qui considère l'ouvrage comme un des plus importants qui ait été publié sur le sujet. Robert D. Morrow fut un employé contractuel de la CIA, spécialisé dans la fourniture d'appareils électroniques sophistiqués pour les opérations clandestines de l'Agence. Si l'on en croit son récit, l'assassinat de John F. Kennedy fut un complot avec pour acteurs principaux : la Mafia (Santos Trafficante, Carlos Marcello), des cadres de la CIA (Tracy Barnes et William Harvey), des exilés cubains anticastristes (Sergio Arcacha Smith, Eladio del Valle, Rolando Masferrer, Mario Kohly) et une série d'individus ayant été des associés/agents à la fois de la Mafia et de la CIA : Guy Banister, David Ferrie et Clay Shaw ; l'un des tireurs le 22 novembre 1963 aurait été le Français John Michael Mertz. Il est intéressant de noter que Robert D. Morrow avait publié en 1976 un premier livre : *Betrayal, A Reconstruction of Certain Clandestine Events from the Bay of Pigs to the Assassination of John F. Kennedy* (Henry Regnery Company, 1976) dans lequel il développait déjà cette thèse ; le livre joua d'ailleurs un rôle important dans le déclenchement par le Congrès du HSCA.

2) Les fils de l'espion de la CIA E. Howard Hunt, Saint John et David Hunt. Après la mort de leur père, les deux fils affirment au magazine *Rolling Stone* (« The Last Confessions of E. Howard Hunt ») que leur père leur a fait des révélations orales sur l'assassinat de John F. Kennedy. Selon ces affirmations, il y eut bien une « conspiration » à laquelle participèrent des cadres de la CIA : leur père E. Howard Hunt, William « Bill » Harvey, David Atlee Phillips, Cord Meyer, David Sanchez Morales, Frank Sturgis/Fiorini, plus un assassin français du nom de Lucien Sarti placé au « *grassy knoll* » à Dealey Plaza ; un complot dont aurait été au courant Lyndon B. Johnson ! Affabulations ou mélange de vérités et de mensonges ? Difficile à dire…

195. Cité *in* Seymour Hersh, *La Face cachée des Kennedy*, *op. cit.*, pages 342 et 343.

196. Sur ce point précis, on lira un témoignage peu banal : Gonzales-Mata, *Cygne, Mémoires d'un agent secret*, Grasset, 1976, pages 95 à 99.

197. Bradley Earl Ayers, *The War that Never Was, An Insider's Account of CIA Covert Operations against Cuba*, Bobbs-Merrill, 1976.

198. Charles Rappleye et Ed Becker, *All American Mafioso*, *op. cit.*, page 226.

199. *Ibid.*, page 327.

200. Michael L. Kurtz, *The JFK Assassination Debates, Lone Gunman versus Conspiracy*, *op. cit.*, page 225.

201. *Ibid.*, page XI.

202. Sur ce sujet, les travaux du professeur Lance deHaven-Smith sont intéressants, en particulier son livre *Conspiracy Theory in America* (University of Texas Press, 2013). Cet auteur soutient que la diffusion de ce label péjoratif (théorie du complot) n'est pas le fruit du hasard. Ce label proviendrait de la CIA qui aurait développé un programme clandestin d'action psychologique destiné à discréditer toutes les critiques du rapport Warren en influencant la presse et les décideurs politiques. Lance deHaven-Smith s'appuie sur un long et très explicite télégramme déclassifié de la CIA d'avril 1967 (publié dans son ouvrage), au demeurant cité dès 1977 dans un article du *New York Times* (« Cable Sought to Discredit Critics of Warren Report », 26 décembre 1977). Dans ce télégramme envoyé à ses stations dans le monde, la CIA énumère en effet les arguments à employer pour contrer les critiques du rapport Warren, en particulier en soulignant que les « théories de la conspiration » ont été imaginées par « les propagandistes communistes » !

Lyndon B. Johnson ou l'ère de l'apaisement avec la Mafia

1. Cité *in* George Robert Blakey et Richard N. Billings, *The Plot to Kill the President*, *op. cit.*, page 258 ; David Talbot, *Brothers, The Hidden History of the Kennedy Years*, *op. cit.* page 282.

2. Il s'agit de la théorie dite du « retour de flamme » (« *backfire* » ou « *turnaround theory* »). Selon une première version, une équipe de tueurs envoyés à Cuba pour assassiner Fidel Castro aurait été capturée, torturée et contrainte de retourner aux États-Unis pour commettre un attentat contre John F. Kennedy. Fidel Castro se serait vengé en retournant une équipe de la CIA et de la Mafia contre le 35e président des États-Unis. Une seconde version de cette théorie veut simplement que Fidel Castro se soit vengé des tentatives d'attentat contre sa personne. Quand cette théorie fait surface en 1967, le président Lyndon B. Johnson ordonne à J. Edgar Hoover d'enquêter. Hoover limitera au maximum ses vérifications à l'audition de l'avocat de Johnny Roselli, Edward P. Morgan. Cette théorie a connu un certain succès, ainsi avec l'écrivain Gus Russo (*Live by the Sword*, *op. cit.*).

3. Cité *in* Anthony Summers, *Not in Your Lifetime, The Assassination of JFK*, *op. cit.*, page 383 ; Gus Russo, *Live by the Sword*, *op. cit.*, page 377.

4. Curt Gentry, *J. Edgar Hoover. The Man and the Secrets*, *op. cit.*, page 584.

5. George Robert Blakey et Richard N. Billings, *The Plot to Kill the President*, *op. cit.*, pages 199 et 201.

6. Cité *in* Richard D. Mahoney, *Sons & Brothers*, *op. cit.*, page 304.

7. Cité *in HSCA Report*, *op. cit.*, page 169.

8. Arthur M. Schlesinger, *Robert Kennedy and His Times*, *op. cit.*, page 612.

9. Sur ce concept et son acclimatation à l'histoire des États-Unis, il faut se reporter au politologue Peter Dale Scott : *Dallas'63, The First Deep State Revolt Against the White House*, Open Road, 2015. Selon Peter Dale Scott, le *Deep State* n'est pas une structure mais un système regroupant des forces invisibles se trouvant à la fois à l'extérieur et à l'intérieur de l'État – en particulier au sein des services de renseignement et des armées – qui influencent en profondeur l'action de l'État et le cours de l'histoire, à l'insu du public. L'existence d'un *Deep State* explique la survenance de « *structural deep events* » – à l'image de l'assassinat de JFK le 22 novembre 1963. De même, Peter Dale Scott propose-t-il l'écriture d'une « *deep history* ». L'interprétation d'un événement comme l'attentat du 22 novembre 1963 par le concept de *Deep State* ne conduit par pour autant Peter Dale Scott à accuser la CIA d'en être l'organisateur – comme une interprétation complotiste de ses écrits pourrait le faire croire – mais plutôt à proposer l'hypothèse d'une « conspiration de forces » unissant la Mafia, des membres de la CIA hors contrôle et des militaires d'active ou en retraite (page 159).

10. Cité *in* Arthur Schlesinger, *Robert Kennedy and His Times*, *op. cit.*, page 260.

11. David Talbot, *Brothers, The Hidden History of the Kennedy Years*, *op. cit.*, page 3.

12. *Ibid.*, page 18. David Talbot raconte un autre épisode, au demeurant extraordinaire d'imprudence, qui démontre combien Bobby Kennedy est convaincu de l'existence d'un complot. Dès le 29 novembre 1963, il envoie à Moscou en émissaire secret – en son nom et celui de Jackie Kennedy – un ami de la famille, William Walton, afin de délivrer un message au président Nikita Khrouchtchev, via le GRU (le service de renseignement militaire soviétique). En substance, les Kennedy font savoir aux autorités soviétiques que le 35e président des États-Unis a été assassiné par une large conspiration politique d'opposants !

13. Gus Russo, *The Outfit*, *op. cit.*, page 453.

14. Cité *in* Gus Russo, *Live by the Sword*, *op. cit.*, page 384.

15. David Talbot, *Brothers, The Hidden History of the Kennedy Years*, *op. cit.*, page 21.

16. Comme par une ironie de l'histoire, le matin du 22 novembre, Bobby travaille sur des poursuites à venir contre Sam Giancana pour une affaire de corruption et il attend le verdict du tribunal de La Nouvelle-Orléans, qui doit statuer sur l'authenticité du certificat de naissance guatémaltèque de Carlos Marcello et donc sur la possibilité d'une nouvelle expulsion des États-Unis du mafieux ; tandis que Walter Sheridan, le chef de la « Get Hoffa Squad », est à Nashville pour suivre les développements du procès intenté contre Jimmy Hoffa pour la subornation/corruption d'un jury.

17. Cité *in* David Talbot, *Brothers, The Hidden History of the Kennedy Years*, *op. cit.*, page 21.

18. Cité *in* C. David Heymann, *RFK, A Candid Biography of Bobby Kennedy*, *op. cit.*, page 360.

19. Cité *in* David Talbot, *Brothers, The Hidden History of the Kennedy Years*, *op. cit.*, page 278 : « *I would like to state definitely that I know of no credible evidence to support the allegation that the assassination of President Kennedy was caused by a domestic or foreign conspiracy* » ; également in John H. Davis, *Mafia Kingfish, Carlos Marcello and the Assassination of John F. Kennedy*, *op. cit.*, page 288.

20. Cité *in* C. David Heymann, *RFK, A Candid Biography of Bobby Kennedy*, *op. cit.*, page 360.

21. Cité *in* David Talbot, *Brothers*, *The Hidden History of the Kennedy Years*, *op. cit.*, page 314.

22. La gêne sur la question mafieuse s'est étendue à une partie de l'entourage de Bobby Kennedy. Il est intéressant de noter que l'historien Arthur M. Schlesinger, grand ami de la famille Kennedy, ne mentionne pas une seule fois le nom de Carlos Marcello dans sa monumentale biographie de près de 1 066 pages de Bobby Kennedy, *Robert Kennedy and His Times* (*op. cit.*) parue en 1978.

23. Gore Vidal, « The Art and Arts of E. Howard Hunt », *The New York Review of Books*, 13 décembre 1973.

24. John H. Davis, *The Kennedy Contract*, *op. cit.*, page 156.

25. Allard Lowenstein, politicien démocrate, élu au Congrès, grand militant des droits civiques, contestera avec vigueur la théorie du « tireur solitaire » lors de l'assassinat de Robert Kennedy en 1968.

26. Arthur M. Schlesinger, *Robert Kennedy and His Times*, *op. cit.*, pages 802 et 803.

27. David Talbot, *Brothers, The Hidden History of the Kennedy Years*, *op. cit.*, page 1.

28. Cité *in* David Talbot, *Brothers*, *The Hidden History of the Kennedy Years*, *op. cit.*, page 2.

29. *Ibid*., page 143.

30. C. David Heymann, *RFK, A Candid Biography of Bobby Kennedy*, *op. cit.*, page 359.

31. *Ibid*.

32. Charles Brandt, *I Heard You Paint Houses*, *op. cit.*, page 199.

33. Cité *in* Gus Russo, *The Outfit*, *op. cit.*, page 464.

34. Cités *in* David Kaiser, *The Road to Dallas*, *op. cit.*, pages 394 et 395 ; George Robert Blakey et Richard N. Billings, *The Plot to Kill the President*, *op. cit.*, page 2001.

35. Cité *in* Donald R. Cressey, *Theft of the Nation*, *op. cit.*, page 62.

36. Cité *in* Arthur M. Schlesinger, *Robert Kennedy and His Times*, *op. cit.*, page 629.

37. Cette liste est détaillée *in* John H. Davis, *Mafia Kingfish, Carlos Marcello and the Assassination of John F. Kennedy*, *op. cit.*, pages 258 et 267.

38. *Ibid*., page 266.

39. Arthur M. Schlesinger, *Robert Kennedy and His Times*, *op. cit.*, page 629.

40. Ironie du sort, la grande enquête du FBI sur le KKK dite « *Mississippi Burning* » (le meurtre de trois militants des droits civiques) est résolue en partie grâce à un mafieux devenu informateur, Gregory Scarpa Jr ! Ce que le film éponyme (*Mississippi Burning*, 1988), tout à la gloire du FBI, se garde bien de décrire.

41. L'insécurité dans les rues américaines devient un sujet politique, utilisé par ses opposants politiques, en particulier par le républicain Barry Goldwater. Le 36e président des États-Unis s'empare donc du sujet en instituant une commission d'enquête sur ce thème, comme nous l'avons évoqué précédemment, la *Presidential Commission on Law Enforcement and Administration of Justice*, présidée par Nicholas Katzenbach, dont le rapport est publié en février 1967 : *The Challenge of Crime in a Free Society*. Le rapport final de 339 pages comporte un chapitre 7 sur le « crime organisé » évoquant la Mafia. Surtout, ce chapitre comporte des recommandations pour améliorer la lutte contre le crime organisé et propose à cette fin le vote d'une législation spécifique autorisant « la surveillance électronique ». Les membres de la commission ont manifestement été impressionnés par l'opinion unanime des professionnels de la lutte contre le crime expliquant combien ces micros sont un outil *indispensable*. La Maison Blanche et Nicholas Katzenbach, tentent, mais en vain, de s'opposer à l'inscription de cette recommandation dans le rapport final rendu public.

42. William F. Roemer, *Accardo, The Genuine Godfather*, *op. cit.*, page 240.

43. *Ibid*., page 169 ; sur cette surveillance, également : Athan Theoharis, *J. Edgar Hoover, Sex, And Crime*, Ivan R. Dee, 1995.

44. En 1976, alors que la commission Church convoque Johnny Roselli à témoigner à nouveau, Fred Black le prévient que Santo Trafficante a mis un « contrat » sur sa tête. En 1982, Fred Black est poursuivi pour avoir blanchi 1 million de dollars d'argent issu d'un trafic de cocaïne des cartels colombiens. Il est déclaré coupable et purge une peine de prison de sept années. Il meurt chez lui en 1993.

45. William F. Roemer, *Man against the Mob*, *op. cit.*, page 169.

46. *Ibid*., page 218.

47. Bobby Baker (avec Larry King), *Wheeling and Dealing, Confessions of a Capitol Hill Operator*, *op. cit*., page 34.

48. *Ibid*., page 48.

49. Sally Denton et Roger Morris, *Une hyper-Amérique*, *op. cit.*, page 210 ; John H. Davis, *Mafia Kingfish, Carlos Marcello and the Assassination of John F. Kennedy*, *op. cit.*, pages 272 et 273.

50. Cité *in* Anthony Summers, *Le Plus Grand Salaud d'Amérique*, *op. cit.*, page 200.

51. Sally Denton et Roger Morris, *Une hyper-Amérique*, *op. cit.*, page 48.

52. Bobby Baker (avec Larry King), *Wheeling and Dealing, Confessions of a Capitol Hill Operator*, *op. cit.*, page 211.

53. Curt Gentry, *J. Edgar Hoover, The Man and the Secrets*, *op. cit*., page 559.

54. Cité *in* Gus Russo, *Live by the Sword*, *op. cit.*, page 283.

55. John William Tuohy, « Mob Story : The Vice President », *Rick's Porello Americanmafia.com*, juillet 2002 ; Henry Marshall, *Spartacus-educational.com*

56. Robert Kennedy, *Robert Kennedy, In His Own Words*, TBS The Book Service Ltd, 1988.

57. Cité *in* Burton Hersh, *Bobby and J. Edgar, The Historic Face-Off Between the Kennedys and J. Edgar Hoover that Transformed America*, Basic Books, 2008, page 404.

58. Bobby Baker (avec Larry King), *Wheeling and Dealing, Confessions of a Capitol Hill Operator*, *op. cit.*, pages 267 et 268.

59. Les activités troubles de Bobby Baker présentent de nombreux aspects. Ainsi, il ouvre un club privé en 1961, le Qorum Club, à Washington (*Capitol Hill*), dont les 197 membres sont des parlementaires, des fonctionnaires du Congrès, des ministres et des lobbyistes, aussi bien démocrates que républicains. Le Qorum Club est situé dans l'hôtel le Carroll Arms, qui est juste à côté du Sénat. Bobby Baker utilise son club pour mettre en contact des jeunes femmes avec des politiciens. Il niera toujours être un proxénète : il est a minima un entremetteur. Bobby Baker présente ainsi à Jack Kennedy, à sa demande, une des serveuses du Qorum Club : Ellen Rometsch. Cette jolie brune ressemblant à Elizabeth Taylor est née en Allemagne. Dès que la liaison débute, Bobby Baker en informe Lyndon B. Johnson qui alertera ensuite son ami J. Edgar Hoover, dont les agents en viennent à suspecter la jeune femme d'être une espionne communiste (URSS, Allemagne de l'Est). J. Edgar Hoover fait fuiter l'information vers la presse. La rumeur veut que Bobby Baker ait disposé d'enregistrements et de photographies des ébats sexuels de Jack Kennedy avec Ellen Rometsch. Robert Kennedy exige du directeur du FBI que la jeune femme soit expulsée des États-Unis. J. Edgar Hoover s'exécute, moins probablement pour protéger le Président que pour préserver le vice-président dont l'homme lige, Bobby Baker, pourrait être accusé de proxénétisme si toute l'affaire prenait de l'ampleur. Jack Kennedy est un récidiviste : comme nous l'avons noté précédemment, il avait déjà été inquiété pour ses relations avec Maria Novotny et Suzy Chang qui, nées dans des pays communistes, avaient fait partie du réseau de call-girls ayant fait tomber le ministre britannique John Profumo.

60. Cité *in* Larry Hancock, *Someone Would Have Talked*, *op. cit.*, page 308 ; William J. Chambliss, *On the Take, From Petty Crooks to Presidents*, Bloomington and Indianapolis, Indiana University Press, 1978, page 169 ; David E. Scheim, *Contract On America*, *op. cit.*, page 250.

61. William J. Chambliss, *On the Take, From Petty Crooks to Presidents*, *op. cit.*, page 172.

62. Bobby Baker (avec Larry King) *Wheeling and Dealing, Confessions of a Capitol Hill Operator*, *op. cit.*, pages 271 et 272.

63. William J. Chambliss, *On the Take, From Petty Crooks to Presidents*, *op. cit.*, page 162.

64. Michael Dorman, *Payoff*, *op. cit.*, pages 109 et 110 ; Gus Russo, *Live by the Sword*, *op. cit.* ; Gus Russo, *The Outfit*, *op. cit.*, page 367.

65. John H. Davis, *Mafia Kingfish, Carlos Marcello and the Assassination of John F. Kennedy*, *op. cit.*, pages 139, 272, 273 et 518.

66. Michael Dorman, *Payoff*, *op. cit.*, pages 158 à 186.

67. John H. Davis, *Mafia Kingfish, Carlos Marcello and the Assassination of John F. Kennedy*, *op. cit.*, page 139.

68. Cité *in* Gus Russo, *Live by the Sword*, *op. cit.*, page 415.

69. Samuel et Chuck Giancana, *Double Cross*, *op. cit.*, pages 285, 286 et 332.

70. Frank Ragano et Selwyn Raab, *Mob Lawyer*, *op. cit.*, pages 141 et 150.

71. *Ibid*., page 146.

72. *Ibid*., page 147.

73. Robert A. Caro, auteur d'une biographie en quatre volumes, faisant autorité, de Lyndon B. Johnson, *The Years of Lyndon Johnson*, se dit convaincu de l'innocence du 36e président des États-Unis dans l'assassinat de son prédécesseur (*The Passage of Power*, *op. cit.*, page 450).

74. John H. Davis, *Mafia Kingfish*, *op. cit.*, page 345 ; John H. Davis, *The Kennedy Contract*, *op. cit.*, page 223 ; Lamar Waldron, *Watergate, The Hidden History*, *op. cit.*, pages 396, 397, 410 ; Dan E. Moldea, *The Killing of Robert Kennedy*, *op. cit.*, pages 73 et 74.

75. Cité *in* David Talbot, *Brothers, The Hidden History of the Kennedy Years*, *op. cit.*, page 353.

76. Trois rapprochements peuvent être faits entre les assassinats du 22 novembre 1963 et du 5 juin 1968 qui vont dans le sens d'un complot : 1) Évidemment, il y a *la parenté* des frères Kennedy : il n'est pas si courant que deux assassinats visent deux membres d'une même famille, surtout quand il s'agit de politiciens de premier plan ; 2) Il y a ensuite *le profil apparent du tueur* qui semble identique : un tireur isolé présenté comme fou et marxiste ; 3) Surtout, dans les deux affaires, non loin de la scène de crime, *un même individu* sera identifié mais portant à chaque fois un nom différent – un certain Eugene Hale Brading, alias Jim Braden, un gangster aux relations mafieuses avérées : Eugene et Clyde Smaldone, James Fratianno, Joe Sica, etc. Il semble aussi qu'il connaît l'avocat de Carlos Marcello, G. Wray Gill. Les historiens et enquêteurs n'ont jamais pu déterminer si la présence de Eugene Hale Brading sur ces deux scènes de crime majeures relevait d'une coïncidence (comme il en existe souvent dans des enquêtes aussi

vastes) ou de l'indice d'une conspiration/complot criminel. La réponse à cette question – probablement impossible désormais – aurait été de première importance pour savoir si les frères Kennedy ont été assassinés ou non par la Mafia. On notera aussi que le juge Jim Garrison tenta d'obtenir son extradition pour l'entendre dans le cadre de son enquête mais que le gouverneur de Californie Ronald Reagan s'y opposa.

77. Sur les approximations et les controverses suscitées par l'enquête du LAPD : Dan E. Moldea, *The Killing of Robert Kennedy*, *op. cit.* ; William Turner et Jonn Christian, *The Assassination of Robert F. Kennedy : The Conspiracy and Cover-up*, Carroll and Craf Publishers, 1993 ; Shane O'Sullivan, *Who Killed Bobby ? The Unsolved Murder of Robert F. Kennedy*, Skyhorse Publishing, 2018 ; David Talbot, *Brothers, The Hidden History of the Kennedy Years*, *op. cit.*, pages 370 à 375 ; John H. Davis, *Mafia Kingfish, Carlos Marcello and the Assassination of John F. Kennedy*, *op. cit.*, pages 344 à 358.

78. William Turner et Jonn Christian, *The Assassination of Robert F. Kennedy, op. cit.*

79. On se référera ici surtout à John H. Davis, *Mafia Kingfish, Carlos Marcello and the Assassination of John F. Kennedy*, *op. cit.*, pages 344 à 358.

80. Mickey Cohen (avec John Peer Nugent), *In My Own Words*, *op. cit.*, page 193.

81. Guiseppe Zingara et Sihran Sihran présentent un profil social assez identique par leur fréquentation assidue des champs de courses et leur goût pour les paris.

82. Bill Bonanno, *Bound by Honor*, *op. cit.*, page 272.

83. *Ibid.*

84. *Ibid.*, page 273.

85. Cité *in* Dan E. Moldea, *The Killing of Robert Kennedy*, *op. cit.*, page 233.

86. Cité *in* David E. Scheim, *Contract on America*, *op. cit.*, page 331.

87. *Ibid.*, pages 327 et 328.

88. Samuel et Chuck Giancana, *Double Cross*, *op. cit.*, pages 345 et 346.

89. *Ibid.*, page 346.

90. Cité *in* John H. Davis, *Mafia Kingfish, Carlos Marcello and the Assassination of John F. Kennedy*, *op. cit.*, page 81 ; Richard D. Mahoney, *Sons & Brothers*, *op. cit.*, page 97.

Richard Nixon, un président associé de la Mafia

1. Anthony Summers, *The Arrogance of Power*, *op. cit.* ; Don Fulsom, *Nixon's Darkest Secrets, The Inside Story of America's Most Troubled President*, Thomas Dunne Books, 2012 ; Don Fulsom, *The Mafia's President, Nixon and the Mob*, Thomas Dunne Books, 2017.

2. Anthony Summers, *The Arrogance of Power*, *op. cit.*, page 345.

3. Sally Denton et Roger Morris, *Une Hyper-Amérique*, *op. cit.*, page 67.

4. Mickey Cohen (avec John Peer Nugent), *In My Own Words*, *op. cit*. Sur les Mémoires de Mickey Cohen : Anthony Summers, *The Arrogance of Power*, *op. cit.*, pages 54 et suivantes.

5. Mickey Cohen (avec John Peer Nugent), *In My Own Words*, *op. cit.*, page 232.

6. *Ibid*., page 233.

7. *Ibid*.

8. Anthony Summers, *The Arrogance of Power*, *op. cit.*, page 57 ; Don Fulsom, *Nixon's Darkest Secrets*, *op. cit.*, page 20.

9. Mickey Cohen (avec John Peer Nugent), *In My Own Words*, *op. cit.*, page 235.

10. *Ibid*.

11. Cité *in* Samuel et Chuck Giancana, *Double Cross*, *op. cit.*, page 287.

12. Don Fulsom, *The Mafia's President*, *op. cit.*, pages 159 et 160.

13. Cité *in* Don Fulsom, *The Mafia's President*, *op. cit.*, page 169.

14. *Ibid*.

15. Gus Russo, *Supermob*, *op. cit.*, page 238.

16. Ce monde trouble est plein de coïncidences. Antoinette Giancana, fille de Sam Giancana, raconte dans un livre de souvenirs, *Mafia Princess* (*op. cit.*, pages 159-161), la brève aventure sexuelle qu'elle entretient en 1958 avec Bebe Rebozo, juste après l'avoir rencontré dans un restaurant de Miami où l'émigré cubain dînait en compagnie de Richard Nixon, vice-président des États-Unis, et de Patricia Nixon. Mais il n'est pas évident que Bebe Rebozo ait réalisé avec qui il couchait car Antoinettte Giancana affirme avoir usé d'un alias dès leur première rencontre…

17. Anthony Summers, *The Arrogance of Power*, *op. cit.*, page 112.

18. Anthony Summers, *The Arrogance of Power*, *op. cit.*, page 108.

19. *Ibid*.

20. *Ibid.*

21. Bill Bonanno, *Bound by Honor*, *op. cit.*, page 259.

22. Anthony Summers, *The Arrogance of Power*, *op. cit.*, page 112.

23. Bill Bonanno, *Bound by Honor*, *op. cit.*, pages 259 et 260.

24. Dan E. Moldea, *The Hoffa Wars*, *op. cit.*, p. 105 ; également sur ce personnage peu cité dans les ouvrages de référence : Jeff Gerth, « Nixon and the Mafia, Part 1 », *Computers and Automation*, septembre 1973 ; Jeff Gerth, « Nixon and the Mafia, Conclusion », *Computers and Automation*, novembre 1973.

25. Cité *in* Anthony Summers, *The Arrogance of Power*, *op. cit.*, page 114.

26. *Ibid.*, page 179.

27. Sandra Lansky et William Stadiem, *Daughter of the King, Growing up in Gangland*, *op. cit.*, pages 221 et 222.

28. Anthony Summers, *The Arrogance of Power*, *op. cit.*, pages 253 à 259.

29. Cité *in* Lamar Waldron, *Watergate, The Hidden History*, *op. cit.*, page 647.

30. Cité *in* John H. Davis, *Mafia Kingfish*, *op. cit.*, page 367.

31. Sandra Lansky et William Stadiem, *Daughter of the King, Growing up in Gangland*, *op. cit.*, pages 221 à 223.

32. Cité *in* Anthony Summers, *The Arrogance of Power*, *op. cit.*, page 356. L'allusion à l'impossibilité de recourir aux ouvriers de l'acier s'explique par le fait que Richard Nixon les avait déjà utilisés en mai 1970 à New York pour briser des manifestations anti-guerre du Vietnam ; or ces violences avaient donné lieu à une enquête. Il était donc impossible de les solliciter à nouveau. D'où l'idée de demander ce service aux Teamsters.

33. Cité *in* Don Fulsom, *The Mafia's President*, *op. cit.*, page 93.

34. Dan E. Moldea, *The Hoffa Wars*, *op. cit.*, page 7.

35. Cité *in* Gus Russo, *The Outfit*, *op. cit.*, pages 466 et 467.

36. *Ibid.*, page 467 ; Gus Russo, *Supermob*, *op. cit.*, page 375.

37. *Ibid.*, pages 376 et 377.

38. Bill Bonanno, *Bound by Honor*, *op. cit.*, page 266.

39. Cité *in* Don Fulsom, *Nixon's Darkest Secrets*, *op. cit.*, page 24.

40. Charles Brandt, *I Heard You Paint Houses*, *op. cit.*, page 7.

41. Cité *in* Don Fulsom, *The Mafia's President*, *op. cit.*, page 85.

42. Charles Brandt, *I Heard You Paint Houses*, *op. cit.*, page 7.

43. Cité *in* Walter Sheridan, *The Fall and Rise of Jimmy Hoffa*, *op. cit.*, pages 517 et 521. Le quotidien américain utilise l'expression en juillet 1971 puis dans les jours qui suivent la grâce présidentielle du 23 décembre.

44. Gus Russo, *Supermob*, *op. cit.*, pages 375 et 376.

45. Bobby Baker (avec Larry King), *Wheeling and Dealing, Confessions of a Capitol Hill Operator*, *op. cit.*, page 17.

46. Dan E. Moldea, *The Hoffa Wars*, *op. cit.*, pages 312, 313, 319.

47. Charles Brandt, *I Heard You Paint Houses*, *op. cit.*, pages 197 et 204.

48. *Ibid.*, pages 197 et 205.

49. Cité *in* Frank Ragano et Selwyn Raab, *Mob Lawyer*, *op. cit.*, page 266.

50. Cité *in* Dan E. Moldea, *The Hoffa Wars*, *op. cit.*, page 320 ; Lamar Waldron, *Watergate, The Hidden History*, *op. cit.*, pages 516 et 517 ; Anthony Summers, *The Arrogance of Power*, *op. cit.*, page 399.

51. Cité *in* Anthony Summers, *The Arrogance of Power*, *op. cit.*, page 399.

52. *Ibid.*, pages 54 et 399.

53. Cité *in* Gus Russo, *Supermob*, *op. cit.*, page 380.

54. Sandra Lansky et William Stadiem, *Daughter of the King, Growing up in Gangland*, *op. cit.*, page 221.

55. Frank Ragano et Selwyn Raab, *Mob Lawyer*, *op. cit.*, page 84.

56. *Ibid.*

57. John H. Davis, *Mafia Kingfish*, *op. cit.*, page 356.

58. Le cas de William P. Rogers est intéressant. Durant la présidence Eisenhower (1953-1961), il est *Deputy Attorney General* (1953-1957) puis *Attorney General* (1953-1961). Pendant ces années, le bilan de la lutte contre la Mafia est très maigre, à l'image de l'apathie du FBI de J. Edgar Hoover. Suite à l'affaire du sommet d'Apalachin (1957), il annonce la création en avril 1958 au sein de la division criminelle du ministère de la Justice d'un *Special Group On Organized Crime* dirigé par Milton Wessel. Le FBI refuse d'y coopérer. Au bout de deux ans, l'expérience meurt. Milton Wessel témoigne devant la commission McClellan. Il prévient combien la Mafia est devenue un « monstre » incroyablement puissant et riche. Milton Wessel propose une réforme de la lutte contre la Mafia fondée sur de la concentration et de la coordination, mais William P. Rogers s'y oppose ; autant d'idées que Bobby Kennedy appliquera à partir de 1961. Plus tard, durant la présidence de Richard Nixon, William P. Rogers devient secrétaire d'État (1969-1973). Entre-temps, lors de son retour à la vie civile, l'avocat William P. Rogers est associé du cabinet new-yorkais Rogers & Wells. Or deux hommes associés en « affaires » et ayant une longue histoire dans la vie politique des Bahamas et des finances de la criminalité organisée ont recours de manière fréquente à ce cabinet d'avocats : Mike McLaney et William Colusardo. En 1969, ce prestigieux cabinet d'avocats prend comme client la chaîne de hot dogs *Lums*, qui vient d'acheter l'hôtel-casino de Las Vegas, le Caesars

Palace, notoirement aux mains de la Mafia.

59. Curt Gentry, *J. Edgar Hoover, The Man and the Secrets*, *op. cit.*, page 608.

60. *Ibid*., page 646.

61. Jonathan Marshall, *Dark Quadrant*, *op. cit.*, page 181.

62. Don Fulsom, *The Mafia's President*, *op. cit.*, page 2.

63. Cité *in* « Mafia Loses Its Place in Federal Vocabulary », *The New York Times*, 24 juillet 1970.

64. Cité *in* « Mitchell Says the Term for Mafia Is Syndicate », *The New York Times*, 30 juillet 1970.

65. Cité *in* Samuel et Chuck Giancana, *Double Cross*, *op. cit.*, page 287.

66. Charles Rappleye et Ed Becker, *All American Mafioso*, *op. cit.*, page 327.

67. Henrik Krüger, *The Great Heroin Coup, Drugs, Intelligence & International Fascism*, Trine Day, 2015.

68. *Ibid*., page 122.

69. *Ibid*.

70. *Ibid*., page 186.

71. Raymond Marcellin, *L'Importune Vérité*, Plon, 1978, page 104.

72. Sur cette unité antidrogue : Henrik Krüger, *The Great Heroin Coup, Drugs, Intelligence & International Fascism*, *op. cit.*, page 124 ; Lamar Waldron, *Watergate, The Hidden History*, *op. cit.*, pages 504 à 509.

73. Cité *in* Lamar Waldron, *Watergate, The Hidden History*, *op. cit.*, pages 510 et 511.

74. Cité *in* Dan E. Moldea, *The Hoffa Wars*, *op. cit.*, pages 317 et 318.

75. Gus Russo, *The Outfit*, *op. cit.*, page 468.

76. *Ibid*.

77. Cité *in* William Balsamo et George Carpozi, *The Mafia, The First 100 Years*, Virgin Books, 2019, page 417.

78. L.H. Whittemore, *Peroff, The Man Who Knew Too Much*, Ballantine Books, 1975.

79. La Famille de la Mafia basée à Montréal œuvre en principe sous la tutelle de la Famille Bonanno de New York.

80. Cité *in* L.H. Whittemore, *Peroff*, *op. cit.*, page 265.

81. *Ibid*., page 342.

82. *Ibid*.

83. *Ibid.*

84. Cité *in* Dan E. Moldea, *The Hoffa Wars*, *op. cit.*, page 351 ; également Lamar Waldron, *Watergate, The Hidden History*, *op. cit.*, pages 450 et 451.

85. Dan E. Moldea, *The Hoffa Wars*, *op. cit.*, pages 351 et 352.

86. Alfred McCoy, *The Politics of Heroin, CIA Complicity in the Global Drug Trade, Afghanistan, Southeast Asia, Central America, Columbia*, Laurence Hill Books, 2003, page 255.

87. Lamar Waldron, *Watergate, The Hidden History*, *op. cit.*

88. Dan E. Moldea, *The Hoffa Wars*, *op. cit.*, page 315 ; Lamar Waldron, *Watergate, The Hidden History*, *op. cit.*, pages 628 à 634.

89. L'équipe des « plombiers » comporte en fait sept individus : cinq arrêtées sur place (James McCord, Virgilio Gonzalez, Frank Sturgis/Fiorini, Eugenio Martinez, Bernard Barker) et deux autres qui seront inculpées ultérieurement (E. Howard Hunt, G. Gordon Liddy).

90. Nous avons noté précédemment que : 1) Les fils de Howard Hunt ont prétendu que leur père leur avait avoué son implication dans l'attentat contre John F. Kennedy ; 2) Comme nous l'avons noté, une ancienne maîtresse de Fidel Castro et agent de la CIA, Marita Lorenz, affirme dans ses Mémoires (*Marita*, Robert Laffont, 1994) que l'attentat impliqua Howard Hunt, Frank Sturgis, Jack Ruby, Lee Harvey Oswald, Gerry Patrick Hemming, les frères Novis, et Pedro Diaz Lanz.

91. Samuel et Chuck Giancana, *Double Cross*, *op. cit.*, pages 333 et 335.

92. *Ibid.*, page 294.

93. *Ibid.*, page 334.

94. Lamar Waldron, *Watergate, The Hidden History*, *op. cit.*, page 210.

95. Cité in *Nixonlibrary.gov*.

96. Dan E. Moldea, *The Hoffa Wars*, *op. cit.*, page 7.

97. Cité *in* Lamar Waldron, *Watergate, The Hidden History*, *op. cit.*, page 698.

98. Luigi DiFonzo, *St Peter's Banker, Michele Sindona*, *op. cit.*, page 7.

99. L'histoire est toujours pleine de hasards et d'ironie. Le complexe immobilier du Watergate à Washington, où se déroulera le cambriolage avorté du Parti démocrate, sera la propriété d'une des sociétés de Michele Sindona, la Società Generale Immobiliare (SGI), détenue aussi en partie par le Vatican.

100. Luigi DiFonzo, *St Peter's Banker, Michele Sindona*, *op. cit.*, page 148.

101. *Ibid.*

102. *Ibid.*, page 152.

103. Les crimes de Michele Sindona sont probablement beaucoup plus étendus que ceux retenus par

la justice italienne à son encontre. Si l'on suit l'auteur David Yallop (*In God's Name, An Investigation Into the Murder of Pope John Paul I, op. cit.*), Michele Sindona pourrait figurer parmi les quelques individus ayant eu un intérêt direct à faire assassiner le pape Jean-Paul I^{er} en septembre 1978, assassinat survenu après trente-trois jours de règne. Le mobile : faire taire un pape honnête et lucide souhaitant mettre fin aux malversations impliquant les finances du Vatican.

104. C. David Heymann, *RFK, A Candid Biography of Bobby Kennedy*, *op. cit.*, page 361.

105. Dan E. Moldea, *The Hoffa Wars*, *op. cit.*, page 352.

Ronald Reagan,
une carrière à l'ombre de la Mafia

1. Cité *in* Dan E. Moldea, *Dark Victory, Ronald Reagan, MCA, and the Mob*, Viking, 1986, page 273.

2. *Ibid.*

3. Cité dans le documentaire de Clara et Julia Kuperberg, *Ronald Reagan, un président sur mesure*, Arte, 53 minutes, 2016 ; et Dennis McDougal, *The Last Mogul, Lew Wasserman, MCA, and the Hidden History of Hollywood*, Crown Publishers, 1998, page X.

4. Gus Russo, *Supermob*, *op. cit.*, page 488.

5. Samuel et Chuck Giancana, *Double Cross*, *op. cit.*, page 195.

6. *Ibid.*

7. Cité *in* Connie Bruck, *When Hollywood Had a King*, Random House Trade Paperback, 2004, pages 351 et 352.

8. Nick Tosches, « The Man Who Kept the Secrets », *Vanity Fair*, septembre 1997.

9. Robert Evans, *The Kid Stays in the Picture, A Notorious Life*, It Books, 2013. 1) Sans Sidney Korshak, jamais le film de Francis Ford Coppola *The Godfather* n'aurait vu le jour. À la tête de la Paramount, Robert Evans doit surmonter deux obstacles. D'abord, les menaces de la Mafia contre sa personne et sa famille, qui ne veut pas entendre parler d'un tournage du film à New York. Comme nous l'avons vu précédemment, on est alors au début de la campagne menée par Joe Colombo et la Ligue des droits civiques des Italo-Américains (Italian-American Civil Rights League) pour faire interdire l'usage des mots « Mafia » et « *Cosa Nostra* » à la télévision et au cinéma. Ensuite, le réalisateur veut l'acteur Al Pacino pour interpréter le rôle de Michael Corleone ; or il est pris sur le tournage d'un autre film de la MGM, *The Gang That Couldn't Shoot Straight*. Robert Evans se tourne alors vers Sidney Korshak. Pour les menaces de mort, Sidney Korshak passe un coup de téléphone, pas deux. Où ? L'histoire ne le dit pas, mais les menaces de mort se transforment en sourires de bienvenue. Par ailleurs, Sidney Korshak appelle Kirk Kerkorian, le patron de la MGM, pour qu'il laisse partir Al Pacino ; Kirk Kerkorian ne peut résister car, au même moment, la MGM fait construire à Las Vegas un hôtel-casino, le MGM Grand Hotel and Casino, un investissement qui nécessite des financements et qui ne peut souffrir aucun délai, donc aucune grève ou incident. 2) Si parrain il y a, en réalité Sidney Korshak est celui du fils que Robert Evans a eu avec l'actrice Ali MacGraw. 3) Dans *Le Parrain*, le personnage de l'avocat Tom Hagen, interprété par Robert Duvall, fait penser immanquablement à Sidney Korshak.

10. « Sidney Korshak, 88, Dies ; Fabled Fixer for the Chicago Mob », *The New York Times*, 22 janvier 1996.

11. Cité *in* Gus Russo, *Supermob*, *op. cit.*, page 43.

12. Cité *in* Kathleen Sharp, *Mr and Mrs Hollywood, Edie and Lew Wasserman and their Entertainment Empire*, Blackstone Publishing, 2017, page 191.

13. Gus Russo, *Supermob*, *op. cit.*, page 43. Il avait l'habitude de dire : « *The more corporations, the more places to hide capital* », cité *in* Dennis McDougal, *The Last Mogul*, *op. cit.*, page 35.

14. Connie Bruck, *When Hollywood Had a King*, *op. cit.*, page 139.

15. Au demeurant, la dépendance historique de MCA à la Mafia de Chicago fera toujours l'objet d'interrogations au sein de l'entreprise, comme le montre une anecdote citée par Connie Bruck (*When Hollywood Had a King*, *op. cit.*, page 323). Le 5 juin 1973, Jules Stein démissionne de son poste de directeur du conseil d'administration de MCA et est remplacé par Lew Wasserman ; le juriste de MCA, Sidney Sheinberg, qui succèdera lui-même à Lew Wasserman, se prépare pour partir à Chicago afin de participer au conseil d'administration organisant la succession lorsqu'un de ses collaborateurs et ami spécule ouvertement de manière significative : « Maintenant, tu vas aller rencontrer le *vrai* conseil d'administration. »

16. Kathleen Sharp, *Mr and Mrs Hollywood*, *op. cit.*, page 123.

17. Connie Bruck, *When Hollywood Had a King*, *op. cit.*, page 267.

18. Kathleen Sharp, *Mr and Mrs Hollywood*, *op. cit.*, page 91.

19. Cité *in* Dan E. Moldea, « La corruption de Ronald Reagan », *Moldea.com*, 1999.

20. Dan E. Moldea, *Dark Victory*, *op. cit.*, page 104.

21. Connie Bruck, *When Hollywood Had a King*, *op. cit.*, page 171.

22. *Ibid.*, page 182.

23. Cité *in* Dan E. Moldea, *Dark Victory*, *op. cit.*, page 160.

24. Gus Russo, *Supermob*, *op. cit.*, page 157 ; Dennis McDougal, *The Last Mogul*, *op. cit.*, page 328.

25. Dennis McDougal, *The Last Mogul*, *op. cit.*, pages 328 et 329.

26. Dan E. Moldea, *Dark Victory*, *op. cit.*, page 240.

27. Cité *in* Dan E. Moldea, *Dark Victory*, *op. cit.*, page 241 ; Kathleen Sharp, *Mr and Mrs Hollywood*, *op. cit.*, page 131.

28. Cité in Gus Russo, *Supermob*, *op. cit.*, page 361.

29. *Ibid.*

30. Henry Denker, *The Kingmaker*, Mayflower, 1974.

31. *Ibid.*, page 10.

32. Cité *in* Gus Russo, *Supermob*, *op. cit.*, page 234.

33. *Ibid.*, page 48.

34. *Ibid.*, page 234.

35. *Ibid*., page 523.

36. Seymour M. Hersh, « The Contrasting Lives of Sidney R. Korshak », *The New York Times*, 27 juin 1976 ; « Korshak's Power Rooted in Ties to Labor Leaders », *The New York Times*, 28 juin 1976 ; « Major Corporations Eager to Seek Korshak's Advice », *The New York Times*, 29 juin 1976 ; « Korshak Again the Target of a Federal Investigation », *The New York Times*, 30 juin 1976. Plus tard, dans ses Mémoires (*Reporter*, *A Memoir*, Knopf, 2018, pages 233 et 234) Seymour Hersh raconte, encore sidéré plus de trois décennies après les faits, un épisode de cette enquête démontrant l'immense pouvoir de Sidney Korshak. De manière confidentielle, le journaliste est informé par le *District Attorney* de Los Angeles John Van de Kamp que l'avocat mafieux a réussi à obtenir la totalité de ses relevés téléphoniques et de voyages depuis l'intérieur du *New York Times* ; ce qui signifie que ses sources sont possiblement compromises. Il doit donc en urgence les prévenir. En parallèle, Seymour Hersh mène sa propre enquête interne au journal et découvre que l'un des employés vient de Chicago et a des liens familiaux avec l'*Outfit.*

37. À une exception toutefois, qui passera inaperçue dans un article de 1950 par Lester Velie paru dans le magazine *Collier's.*

38. Roger L. Simon, *Wild Turkey*, iPicturebooks, 2011 ; traduction française : *Cul-sec*, éditions 1018, 1991.

39. State of California, Evelle J. Younger, *Attorney General*, « Organized Crime Control Commission : First Report », mai 1978, page 61 ; Robert Lindsey, « California Official Identifies 92 As Leaders of Crime in the State », *The New York Times*, 3 mai 1978 ; Dan E. Moldea, *Dark Victory*, *op. cit.*, page 285.

40. Allen Friedman et Ted Schwarz, *Power and Greed*, *Inside the Teamsters Empire of Corruption*, F. Watts, 1989, page 258.

41. Cité *in* Bob Spitz, *Reagan*, *An American Journey*, Penguin Books, 2019, page 455.

42. Cité *in* David E. Scheim, *Contract on America*, *op. cit.*, page 349.

43. Cité *in* Dan E. Moldea, *Dark Victory*, *op. cit.*, page 303.

44. Ovid Demaris, *The Last Mafioso*, *op. cit.*

45. Cité *in* Michael Newton, *The FBI Encyclopedia*, 2012 ; Dan E. Moldea, *Dark Victory*, *op. cit.*, page 318.

46. Cité *in* Dan E. Moldea, *Dark Victory*, *op. cit.*, page 320.

47. Cité *in* David E. Scheim, *Contract on America*, *op. cit.*, page 354.

48. *Ibid*., page 355.

49. Allen Friedman et Ted Schwarz, *Power and Greed*, *op. cit.*, page 258.

50. Cité *in* Selwyn Raab, *Five Families*, *The Rise, Decline, and Resurgence of America's Most Powerful Mafia Empires*, *op. cit.*, page 230.

51. Cité *in* John H. Davis, *Mafia Dynasty*, *The Rise and Fall of the Gambino Crime Family*, HarperTorch, 1994, pages 206 et 207.

52. Cité *in* William Knoedelseder, *Stiffed, A True Story of MCA, the Music Business, and the Mafia*, Harper Perennial, 1993, page 406.

53. Cité *in* Kathleen Sharp, *in Mr and Mrs Hollywood*, *op. cit.*, page 500.

54. Cité *in* Gus Russo, *Supermob*, *op. cit.*, page 504.

55. *Ibid.* ; Dennis McDougal, *The Last Mogul*, *op. cit.*, page 446.

56. Cité *in* Gus Russo, *Supermob*, *op. cit.*, page 505. Voir également William Knoedelseder, *Stiffed*, *op. cit.*, pages 161 et 236. L'enquête de Marvin Rudnick ne parviendra pas à identifier le « petit ami » de la fille de Lew Wasserman, Lynne ; il est possible en fait que le scripteur de la lettre anonyme se soit trompé et que la victime du meurtre ait été une autre personne liée aux Wasserman. Des sources de Dan E. Moldea pensent que la cible fut en réalité « le petit ami de la fille de Lew Wasserman, Carol Leif » (Dennis McDougal, *The Last Mogul*, *op. cit.*, page 452).

57. Cité *in* William Knoedelseder, *Stiffed*, *op. cit.* page 138.

58. *Ibid.*

59. Cité *in* Dan E. Moldea, « MCA Music & the Mafia : Did the Justice Department cut Reagan's Hollywood pals a Break ? », *Regardie's*, juin 1988.

60. Cité *in* Gus Russo, *Supermob*, *op. cit.*, page 502.

61. Cité *in* Shawn Swords, *Wages of Spin II, Bring Down The Wall.*

62. Cité *in* Kathleen Sharp, *Mr and Mrs Hollywood*, *op. cit.*, page 503.

63. Reportage télévisé « Hollywood and the Mob », CBS News, novembre 1989.

64. Cité *in* Dan E. Moldea, *Dark Victory*, *op. cit.*, page 328.

65. *The Edge : Organized Crime, Business, and Labor Unions. Report to the President and the Attorney General*, United States. President's Commission on Organized Crime, University of California, 1986.

66. Cité *in* Dan E. Moldea, *Dark Victory*, *op. cit.*, pages 348 et 349.

67. *The Edge*, *op. cit.*, pages 89 et 90.

68. *Ibid.*, page 33.

69. *Ibid.*, pages 90 et 91.

70. *Ibid.*, page 89.

71. Cité *in* Dan E. Moldea, *Dark Victory*, *op. cit.*, page 332.

72. Cité *in* Kathleen Sharp, *Mr and Mrs Hollywood*, *op. cit.*, page 470.

73. Cité *in* Rick Atkinson et Charles R. Babcock, « Reports of Mafia Ties Anger Ferraro », *The Washington Post*, 23 octobre 1984 ; Ralph Blumenthal, « Ferraro's Husband Is Said To Have Met Mob

Figure », *The New York Times*, 12 septembre 1992.

74. John B. Roberts II, *Reagan's Cowboys, Inside the 1984 Reelection Campaign's Secret Operation Against Geraldine Ferraro*, MacFarland and Co, 2020.

75. Dan E. Moldea, « La corruption de Ronald Reagan », *op. cit*.

76. Lou Cannon, *President Reagan, The Role of a Lifetime*, Public Affairs, 2000. L'index du livre est révélateur : Jules Stein et Sidney Korshak ne sont pas cités une seule fois ; Lew Wasserman est cité seulement quatre fois ; le mot « Mafia » n'apparaît qu'une fois mais de manière anecdotique à propos d'une blague de Ronald Reagan sur ce sujet.

77. « *This the West, sir. When the legend becomes fact, print the legend.* »

78. Gail Sheehy, « The Road to Bimini », *Vanity Fair*, 1er septembre 1987.

79. spartacus-educational.com › JFKhartG

80. Gary Hart et William S. Cohen, *The Double Man*, Sphere Books Limited, 1985.

81. Cité *in* Roger Morris, *Partners in Power, The Clintons and their America*, Regnery Publishing, 1996, page 434.

82. De manière troublante et involontairement prédictive, les auteurs de *The Double Man* décrivent à Miami un club privé pour riches et noceurs, The Barriers, qui ressemble beaucoup au *resort* de l'île Turnberry.

83. Roger Morris, *Partners in Power, The Clintons and their America, op. cit.*, page 434.

84. Cité *in* David Talbot, *Brothers, The Hidden History of the Kennedy Years, op. cit.*, page 381.

85. *Ibid*., page 382.

Bill Clinton, un progressiste en eaux troubles

1. Cité *in* Kathleen Sharp, *Mr and Mrs Hollywood*, *op. cit.*, pages 524 et 525 ; Gus Russo, *Supermob*, *op. cit.*, page 523. Lew Wasserman a été un financier important des campagnes présidentielles de Bill Clinton. En 1995, le président Bill Clinton décore Lew Wasserman de la *Presidential Medal of Freedom*, soit de la décoration civile la plus prestigieuse.

2. Cité *in* Roger Morris, *Partners in Power, The Clintons and their America*, *op. cit.*, page 13.

3. David Hill, *The Vapors, A Southern Family, the New York Mob, and the Rise and Fall of Hot Springs, America's Forgotten Capital of Vice*, Farrar, Straus and Giroux, 2020.

4. Bill Clinton, *My Life*, Alfred A. Knopf, 2004, page 26.

5. On peut effectuer un parallèle intéressant entre les jeunesses de Bill et Hillary Clinton. 1) Hillary Clinton est élevée par Hugh Rodham, un père autoritaire battant sa femme et probablement ses enfants. 2) La famille Rodham vivra dans deux villes hautement mafieuses, Scranton en Pennsylvanie et Chicago dans l'Illinois. Hugh Rodham est dans les affaires de draperie et gagne bien sa vie grâce à des contrats pour les hôtels et les compagnies aériennes, un univers alors largement sous l'influence de la Mafia. Les biographes d'Hillary Clinton ne creusent jamais ce sujet.

6. Virginia Clinton Kelley (avec James Morgan), *My Life, Leading with my Heart*, Pocket Star Book, 1994, page 65.

7. Roger Morris, interview avec Suzan Mazur, « Mazur : Deeper into the Clintons' CIA & Drug Nexus », *Scoop, Independent News*, 8 juillet 2007.

8. Virginia Clinton Kelley (avec James Morgan), *My Life, Leading with my Heart*, page 216.

9. *Ibid.*

10. Cité *in* Roger Morris, *Partners in Power, The Clintons and their America*, *op. cit.*, page 425.

11. Ambrose Evans-Pritchard, *The Secret Life of Bill Clinton, The unreported stories*, Regnery Publishing, 1997, pages 262 et 263.

12. Ce modèle criminel existe alors au-delà même des États du sud des États-Unis. L'historienne et journaliste Sally Denton en offre une description glaçante pour le Kentucky dans les années 1970-1980 : Sally Denton, *The Bluegrass Conspiracy, An Inside Story of Power, Greed, Drugs and Murder*, Amazon, 2016.

13. Ambrose Evans-Pritchard, *The Secret Life of Bill Clinton*, *op. cit.*, pages 276 et suivantes.

14. Carl Bernstein, *A Woman in Charge, The Life of Hillary Rodham Clinton*, Vintage Books, 2008.

15. Cité *in* Roger Morris, *Partners in Power, The Clintons and their America*, *op. cit.*, page 324.

16. *Ibid.*, page 325 ; Ambrose Evans-Pritchard, *The Secret Life of Bill Clinton*, *op. cit.*, page 241.

17. Ambrose Evans-Pritchard, *The Secret Life of Bill Clinton*, *op. cit.*, pages 233 et suivantes ; Roger Morris, *Partners in Power, The Clintons and their America*, *op. cit.*, pages 325 et 326.

18. Cité *in* Roger Morris, *Partners in Power, The Clintons and their America*, *op. cit.*, page 326.

19. Ambrose Evans-Pritchard, *The Secret Life of Bill Clinton*, *op. cit.*, page 308.

20. Il faut noter que Dan Lasater entretient également une relation amicale avec le gouverneur démocrate du Kentucky, John Y. Brown Jr (1979-1983), le propriétaire historique de la chaîne de restauration Kentucky Fried Chicken (KFC) et James Lambert, lui aussi ami et partenaire en affaires du gouverneur. À titre de contribution électorale, Dan Lasater donne 300 000 dollars en cash à son ami gouverneur via James Lambert ; John Brown Jr avait demandé 1 million de dollars. Comme le raconte avec force détails Sally Denton (*The Bluegrass Conspiracy*, *op. cit.),* le Kentucky ressemble alors à une *république bananière* qui n'a rien à envier à l'Arkansas pour sa corruption des élites, de l'administration et le poids du trafic de drogue dans la vie locale. James Lambert sera condamné plus tard pour plus de 60 chefs d'accusation liés à la drogue. L'enquête révèlera que certains des associés, relations et amis de James Lambert et du gouverneur John Brown Jr étaient impliqués dans une organisation internationale de contrebande de cocaïne et d'armes à feu appelée *The Company*, née au Kentucky à l'instigation de policiers corrompus. Le gouverneur John Brown ne sera pas inquiété directement par la justice, mais ses ambitions présidentielles seront définitivement compromises quand l'une des ramifications de l'enquête démontre qu'il a retiré en 1981 pour 1,3 million de dollars d'argent en liquide d'une banque de Miami. Il n'est pas indifférent de savoir que les époux Clinton et les époux Brown sont très amis. Bill Clinton invitera d'ailleurs son ami John Brown à coucher à la Maison Blanche. Au final, on ne peut que remarquer *la ressemblance des schémas criminels* à l'œuvre : deux États voisins, à la même époque, voient deux trafiquants de drogue majeurs, qui plus est amis, prendre en partie le contrôle d'un gouverneur en fonctions, alors que celui-ci est à l'aube de sa carrière politique et rêve de la Maison Blanche.

21. Bill Clinton, *My Life*, *op. cit.*

22. Cité *in* Roger Morris, *Partners in Power, The Clintons and their America*, *op. cit.*, page 331.

23. Cité *in* R. Emmett Tyrrell Jr, *Boy Clinton, The Political Biography*, Regnery Publishing, 1996.

24. Selon le journaliste Ambrose Evans-Pritchard, qui dit avoir recueilli le témoignage du fils de Jerry Parks, Gary, son père, aurait déclaré de manière énigmatique après avoir appris la mort de Vincent Foster : « Je suis un homme mort. » Il aurait aussi dit à son épouse, Jane, que « les gens » de Bill Clinton étaient en train de « nettoyer la maison » et qu'il était « le prochain sur la liste » (Ambrose Evans-Pritchard, *The Secret Life of Bill Clinton*, *op. cit.*, p. 233). Jerry Parks se dit même convaincu que son père a été assassiné à la demande de Bill Clinton afin de protéger sa carrière (Ambrose Evans-Pritchard, *The Secret Life of Bill Clinton*, *op. cit.*, p. 236).

25. Cité *in* Byron York, « Mob Rules ; Bill & Arthur's Beautiful Friendship », *The American Spectator*, avril 1997.

26. James B. Jacobs, *Mobsters, Unions, and Feds, The Mafia and the American Labor Movement*, NYU Press, 2007, page 226.

27. John E. Mulligan et Dean Starkman, « An F.O.B and the Mob », *Washington Monthly*, mai 1996.

28. *House Judiciary Committee Report on Administration's Efforts Against the Influence of Organized Crime in the Laborer's International Union of North America*, 2 janvier 1997. Et pour les

citations suivantes.

29. Bill Clinton, *My Life*, *op. cit.*

30. John L. Smith, *Running Scared, The Life and Treacherous Times of Las Vegas Casino King Steve Wynn*, Barricade Books, 1995.

Barack Obama, l'immaculé de Chicago ?

1. Jim Nowlan, « Corruption In Illinois : An Enduring Tradition », Paul Simon Public Policy Institute, *University of Illinois Urbana-Champaign*, septembre 2012.

2. Le fait que Tony Rezko est probablement un associé de la Mafia n'a pas échappé au bureau du *District Attorney* de Chicago.

3. Cité *in* Steve Bartin, « The political Corruption Behind Barack Obama and Chicago », *Thechicagosyndicate.com*, 6 janvier 2008.

4. *Ibid*.

5. Cité *in* David Freddoso, *The Case Against Barack Obama, The Unlikely Rise and Unexamined Agenda of the Media's Favorite Candidate*, Regnery Publishing, 2008, page 13.

6. Cité *in* David Catanese, « Giannoulias, Kirk spar on mob loans », *Politico*, 10 octobre 2010.

7. Cité *in* Carole E. Lee et Alexander Burns, « Obama's home-field disadvantage », *Politico*, 8 juin 2010.

8. Gus Russo, *Supermob*, *op. cit.*, pages 66 et suivantes et 438 et suivantes.

9. Samuel et Chuck Giancana, *Double Cross*, *op. cit.*, pages 118, 119 et 243.

10. Alan A. Block, *Masters of Paradise, Organized Crime and the Internal Revenue Service in the Bahamas*, Routledge, 1998, page 192.

11. Gus Russo, *Supermob*, *op. cit.*, pages 67 et 68, et 438 et suivantes.

12. Cité *in* Gus Russo, *Supermob*, *op. cit.*, page 522.

13. Barack Obama, *Dreams from my Father, A Story of Race and Inheritance*, Canongate Books, 2009.

14. Barack Obama, *The Audacity of Hope, Thoughts on Reclaiming the American Dream*, Canongate Books, 2008.

15. Barack Obama, *A Promised Land*, Viking, 2020.

16. Afin de répondre à cette question, peut-être faudrait-il creuser dans l'entourage amical et professionnel de Barack Obama. Le cas de Rahm Emanuel est intéressant. Maire de Chicago de 2009 à 2019, il fut le premier chef de cabinet de Barack Obama à la Maison Blanche. Or Rahm Emanuel aura comme principal soutien politique à Chicago un certain John T. Coli Sr, inculpé en 2017 par la justice fédérale pour une affaire d'extorsion de fonds. Président du *Joint Council 25* du syndicat des Teamsters à Chicago depuis quinze ans, il est accusé d'avoir extorqué 100 000 dollars aux Cinespace Chicago Film Studios, où se tournent notamment les séries télévisées *Chicago Fire* et *Chicago P.D.* Membre des Teamsters depuis 1971, John T. Coli est un proche soutien du président du syndicat, James Hoffa, fils de

Jimmy Hoffa. Via des membres de sa famille, John T. Coli contrôle entre autres la section 727 et ses 9 000 membres. En 2011, John T. Coli et des proches avaient déjà été inculpés pour association de malfaiteurs pour détournement d'argent de la caisse de retraite, mais les charges sont abandonnées en 2014. Surtout, John T. Coli est le fils d'Eco James Coli, qui fut un associé et un homme de main/tueur à gages de la Mafia de Chicago à partir des années 1940. Il sera aussi le secrétaire-trésorier de la section 727 des Teamsters.

17. Charles D. Edwards, *America's First*, Research Associates School Times Publications, Frontline Distribution International, Chicago, 2000.

18. Charles D. Edwards, « Did America's First – A Fictitious Book about the Mob in Chicago, Helping Put a President into the White House, Predict the Election of Barack Obama ? », *Thechicagosyndicate.com*, 7 janvier 2009.

19. Charles D. Edwards, *America's First*, *op. cit.*, pages 24 et 25.

20. Le livre comporte aussi un passage audacieux montrant que l'auteur ne redoute pas les procès en diffamation. En effet, page 232, Charles Edwards introduit dans son roman le personnage de Steve Wynn, en qualité de directeur exécutif de l'hôtel-casino Mirage de Las Vegas et le présente comme responsable/superviseur (« *overseer* ») pour la Famille Giovinci. Or, nous avons vu précédemment, lors du chapitre traitant de Bill Clinton, que Steve Wynn avait poursuivi en justice le journaliste John L. Smith et son éditeur pour avoir affirmé dans l'ouvrage *Running Scared*, paru en 1995, qu'il était un « paravent » de la Famille Genovese. Cette fois, Charles Edwards n'est pas poursuivi pour cette affirmation de complicité mafieuse. Même si l'ouvrage de John L. Smith est une enquête journalistique et celui de Charles Edwards un roman, l'accusation est identique. Comment comprendre que ce qui était insupportable en 1995 devient possible en 2000 ? De deux choses l'une : ou le roman est réellement passé inaperçu, ou Charles Edwards a obtenu une forme d'autorisation pour publier cette grave accusation.

21. Charles D. Edwards, *America's First*, *op. cit.*, page ii.

Notons par ailleurs que Barack Obama et Tony Rezko sont les personnages d'un autre roman à clé, écrit par un certain G. A. Beller : *Not Black and White, From the Very Windy City to 1600 Pennsylvania Avenue*, G. Anton Publisher, 2015. Ce faux roman raconte de manière très précise nombre d'événements survenus réellement dans la vie politique de Chicago durant les décennies 1990 et 2000. Le personnage principal du livre est un certain Saidah « Sam » Alsheriti, un Américain d'origine syrienne, qui correspond en tous points au portrait de Tony Rezko. Sam Alsheriti est décrit comme un gangster en col blanc de haut niveau qui, en coulisses, fait et défait les carrières politiques au sein du Parti démocrate de l'Illinois. Il est en particulier le mentor et financier d'un brillant et jeune juriste afro-américain, Malik Alawi, qu'il fait élire sénateur de l'Illinois et qu'il propulse ensuite dans la course à la Maison Blanche ; nul ne peut ignorer qu'il dépeint Barack Obama. Le roman décrit Alsheriti/Rezko comme un grand corrupteur en cheville avec la Mafia à travers le maire de la ville de Rosemont (pages 234, 235 et 238).

22. Charles D. Edwards a donné une rare interview en juillet 2000. On y apprend qu'il a alors 31 ans, qu'il est afro-américain, et qu'il a vécu dans le Queens à New York avant de migrer à Chicago, où il travaille à la mairie de la ville.

Donald Trump, en affaires avec la Mafia

1. Pour les ouvrages et articles de ces trois auteurs : voir la bibliographie.

2. Will Parker et Katherine Clarke, « Meet Paul Manafort's Real Estate Fixer », *The Real Deal*, 31 août 2017.

3. David Cay Johnston, *The Making of Donald Trump*, Melville House, 2016, page 32.

4. Donald Trump, *Trump, The Art of the Deal*, Ballantine Books, 2015, pages 99 et 100.

5. Cité *in* Marie Brenner, « Deal with the Devil », *Vanity Fair*, août 2017.

6. Wayne Barrett, *Trump, The Deals and the Downfall*, HarperCollins Publishers, 1992, page 132.

7. Tony Kushner, *Angels in America*, cité *in* Craig Unger, *House of Trump, House of Putin, The Untold Story of Donald Trump and the Russian Mafia*, Bantam Press, 2018, page 24.

8. Les frères Carlos et Joe Marcello, Frank Costello ; Moe Dalitz ; Carmine De Sapio ; le capitaine de la Famille Genovese Jerry Catena ; Anthony « Fat Tony » Salerno, chef par intérim de la Famille Genovese ; Paul « Big Paul » Castellano, chef de la Famille Gambino ; John Gotti, capitaine et futur chef de la Famille Gambino, Carmine « The Snake » Persico, sous-chef puis chef de la Famille Colombo, Frank Cocchiaro, soldat au sein de la Famille DeCavalcante du New Jersey, Carmine Galante, tueur et futur chef de la Famille Bonanno, Nicholas « Nick » Rattenni, capitaine de la Famille Genovese, Thomas Gambino, capitaine de la Famille éponyme, Joe Beck DiPalermo, soldat de la Famille Lucchese, etc.

9. Wayne Barrett, *Trump, The Deals and the Downfall*, *op. cit.*, page 256.

10. *Ibid*., pages 200, 201 et 256.

11. Cité *in* Robert O'Harrow et Shawn Boburg, « The man who showed Donald Trump how to exploit power and instill fear », *The Washington Post*, 17 juin 2016.

12. Cité *in* Wayne Barrett, *Trump, The Deals and the Downfall*, *op. cit.*, page 293 ; Robert O'Harrow et Shawn Boburg, « The man who showed Donald Trump how to exploit power and instill fear », *The Washington Post*, 17 juin 2016.

13. Donald Trump, *Trump, The Art of the Deal*, *op. cit.*, page 100.

14. Marcus Baram, « Eavesdropping on Roy Cohn and Donald Trump », *The New Yorker*, 14 avril 2017.

15. Carter B. Horsley, « Alex DiLorenzo Jr Dies ; Leader in Real Estate, 58 », *The New York Times*, 6 septembre 1975.

16. La question cruciale *des délais de livraison* explique pourquoi des décennies durant le marché aux poissons de Fulton (Fulton Fish Market) de New York fut sous l'emprise complète de la Mafia via le contrôle des syndicats : un poisson qui n'est pas livré à temps en raison d'une grève pourrit vite et devient

donc invendable en quelques heures.

17. Wayne Barrett, *Trump, The Deals and the Downfall*, *op. cit.*, page 193.

18. *Ibid*., page 200.

19. *The Edge : Organized Crime, Business, and Labor Unions : report to the President and the Attorney general, op. cit*., pages 12 à 14.

20. Cité *in* Wayne Barrett, *Trumps, The Deals and the Downfall*, *op. cit.*, page 194.

21. The Sammy « the Bull » Gravano interviews, *Ganglandgazette.com* également en 2021 un autre témoignage de Sammy « The Bull » Gravano concernant Donald Trump..

22. « Trump and the Goodfellas », *The Wall Street Journal*, 11 décembre 2015. Et pour les citations suivantes.

23. Cité *in* Wayne Barrett, « Inside Donald Trump's Empire : Why He Didn't Run for President in 2002 », *The Daily Beast*, 31 mai 2011 ; Craig Unger, « Why Robert Mueller Has Trump SoHo in His Sights », *Vanity Fair*, 13 août 2017.

24. Charles V. Bagli, « Real Estate Executive With Hand in Trump Projects Rose From Tangled Past », *The New York Times*, 17 décembre 2007.

25. Le *shama* est un employé de synagogue qui fournit divers services et gère les affaires courantes.

26. Craig Unger, *House of Trump, House of Putin, op. cit.*

27. Seth Hettena, *Trump/Russia, A Definitive History*, Melville House, 2018.

28. Cette terminologie en vogue est impropre pour deux raisons : ces criminels ne sont pas tous russes mais russophones, puisqu'il y a de nombreuses nationalités et origines ethniques (Géorgiens, Ukrainiens, Tchétchènes, etc.) ; ensuite, ces criminels fonctionnent en bandes qui ne sont pas *stricto sensu* des sociétés secrètes, même si elles sont souvent dirigées par des « voleurs dans la loi » ou « *vory v zakone* », un état personnel qui constitue une distinction individuelle et non une organisation.

29. Thomas Frank, « Secret Money : How Trump Made Millions Selling Condos To Unknown Buyers », *BuzzFeed*, 12 janvier 2018.

30. Wayne Barrett, *Trump, The Deals and the Downfall*, *op. cit.*, page 202.

31. Tom Burgis, « Dirty Money : Trump and the Kazakh Connection », *Financial Times*, 19 octobre 2016.

32. James S. Henry, « The Curious World of Donald Trump's Private Russian Connections », *The American Interest*, 19 décembre 2016.

33. Cité *in* Craig Unger, *House of Trump, House of Putin, op. cit.*, page 18.

34. Cité *in* Robbins Tom, « A Brief History of Donald Trump and the Mafia », *The Marshall Project*, 28 avril 2016.

35. « Report of the Division of Gaming Enforcement to the Casino Control Commission.

Supplemental Report on the Qualification of Donald J. Trump », 1er décembre 1992.

36. Donald Trump, *The Art of the Deal*, *op. cit.*, page 229.

37. Cité *in* « Trump's bid for Sydney casino 30 years ago rejected due to Mafia connections », *The Guardian*, 16 août 2017.

38. Le monde est petit. Donald Trump aura dans ses équipes une certaine Kellyanne Conway, qui est l'arrière-petite-fille de Jimmy « The Brute » DiNatale, un associé de Nicodemo « Nicky » Scarfo. À la Maison Blanche, elle est durant trois ans la conseillère en communication du président Donald Trump. C'est elle qui invente l'expression de « faits alternatifs ». La famille biologique de Jimmy « The Brute » DiNatale niera toujours qu'il fut un associé de la Mafia. Pourtant, lorsqu'il meurt en 1983, des membres de la Famille de Philadelphie viennent lui rendre un dernier hommage.

39. Cité *in* Wayne Barrett, *Trump, The Deals and the Downfall*, *op. cit.*, page 231.

40. Cité *in* Timothy L. O'Brien, *Trump Nation, The Art of Being the Donald*, Grand Central Publishing, 2016, page 118 ; David Corn, « The Many Times Donald Trump Has Lied About His Mob Connections », *Mother Jones*, 23 septembre 2016.

41. Cité *in* Tom Robbins, « A Brief History of Donald Trump and the Mafia », *The Marshall Project*, 28 avril 2016.

42. Cité *in* David Johnston, *Temples of Chance, How America Inc. Bought Out Murder Inc. to Win Control of the Casino Business*, Doubleday, 1992, page 102 ; David Cay Johnston, *The Making of Donald Trump*, *op. cit.*, page 197.

43. Cité *in* Tom Robbins, « A Brief History of Donald Trump and the Mafia », *The Marshall Project*, 28 avril 2016.

44. « Asian Organized Crime : The New International Criminal », *Hearings before the Permanent Subcommittee on Investigations of the Committee on Governmental Affairs United States Senate*, 18 juin et 4 août 1992.

45. Cité *in* Fabrizio Calvi, *Un parrain à la Maison Blanche*, Albin Michel, 2020, pages 210 et 212.

46. Ivana Trump, *Raising Trump, Family Values From America's First Mother*, Gallery Books, 2018, page 115.

47. Cité *in* Jean-François Gayraud, *Le Monde des mafias*, *op. cit.*, pages 120 et 121 ; Xavier Raufer, *Le Grand Réveil des mafias*, Jean-Claude Lattès, 2003.

48. Cité *in* « Crime Figures Found Involved in Poconos », *The New York Times*, 17 avril 1978 ; Lee Dembart, « Teamsters Pension Loans Linked To Associates of Crime Figures », *The New York Times*, 28 octobre 1976.

49. Wayne Barrett, *Rudy! An Investigative Biography of Rudolph Giuliani*, Basick Books, 2000.

50. James Comey, *A Higher Loyalty, Truth, Lies, and Leadership*, Pan Books, 2019 ; traduction française : *Mensonges et Vérités, Une loyauté à toute épreuve*, Flammarion, 2018, page 38.

51. Tom Robbins, « Giuliani and Trump : Bound by Corruption From the Beginning ? », *The Nation*,

11 octobre 2019.

52. Josh Campbell, *Crossfire Hurricane, Inside Donald Trump's War on the FBI*, Algonquin Books of Chapel Hill, 2019, page 185.

53. Wayne Barrett, « Rudy's Long History of Quashing Trump Probes », *Village Voice*, 12 octobre 1993.

54. Tom Robbins, « Giuliani and Trump : Bound by Corruption From the Beginning ? », *The Nation*, 11 octobre 2019.

55. Jeff Stein, « Donald Trump's Mafia connections : Decades later, Is He Still Linked to the Mob ? », *Newsweek.com*, 1er octobre 2019. Sur le même thème d'un Donald Trump informateur de la police : Marcus Baram, « State Investigative Report On Trump Shows Complexity of Alleged Mob Ties », *Fast Company*, 7 mars 2016.

56. Cité *in* Jeff Stein, « Donald Trump's Mafia connections : Decades later, Is He Still Linked to the Mob ? », *Newsweek.com*, 1er octobre 2019.

57. Fabrizio Calvi, *Un parrain à la Maison Blanche*, *op. cit.*, page 224.

58. Cité *in* Jeff Stein, « Donald Trump's Mafia connections : Decades later, Is He Still Linked to the Mob ? », *Newsweek.com*, 1er octobre 2019.

59. Cité *in* David Corn, « The Many Times Donald Trump Has Lied About His Mob Connections », *Mother Jones*, 23 septembre 2016.

60. Cité *in* Wayne Barrett, « How a Young Donald Trump Forced His Way From Avenue Z to Manhattan », *Village Voice*, 15 janvier 1979.

61. Michael D'Antonio, *The Thruth About Trump*, St Martin's Paperbacks, 2016, page 11.

62. Ed Pilkington, « "Very nice people", Trump said of the Mafia. "Just don't owe them money" », *The Guardian*, 2 octobre 2019.

63. Jeffrey Goldberg, « Donald Trump's Mafia Mind-Set », *Politics*, 23 août 2018 ; George Packer, « The Mafia Style in American Politics », *The Atlantic*, 3 octobre 2019.

64. Une « *flipper* » désigne une femme ayant un rapport sexuel avec deux hommes au même moment.

65. James Comey, *Mensonges et Vérités*, *op. cit.*, page 307.

66. *Ibid*., page 326.

67. *Ibid*., page 333.

68. *Ibid*., pages 342 et 343 . On retrouve la description d'un Donald Trump en « *Mafia don* » chez un haut cadre du FBI, Josh Campbell, ex-collaborateur de James Comey : Josh Campbell, *Crossfire Hurricane, Inside Donald Trump's War on the FBI*, *op. cit.*, page 218.

69. Michael Wolff, *Siege, Trump Under Fire*, Henry Holt and Company, 2019, page 50.

70. *Ibid*., page 82.

71. Cité *in* « Trump, c'est Tony Soprano ! », *L'Express*, 6 juin 2018.

72. Cité *in* James S. Henry, « The Curious World of Donald Trump's Private Russian Connections », *The American Interest*, 19 décembre 2016.

Joe Biden, fin de partie mafieuse ?

1. Charles Brandt, *I heard you Paint Houses*, *op. cit.*, pages 222 à 225. L'anecdote racontée par Frank Sheeran est confirmée par Bill Stevenson, qui fut le premier mari de Jill Biden (la seconde épouse de Joe Biden) dans l'ouvrage : Ben Schreckinger, *The Bidens, Inside the First Family's Fifty-year Rise to Power*, Twelve, 2021.

2. Hunter Biden, *Les Belles Choses*, Albin Michel, 2021.

Agir sans être vu

1. Honoré Gévaudan, *La Bataille de la French Connection*, Jean-Claude Lattès, 1985, pages 20 et 21.

2. « Stèles », *in* Victor Segalen, *Œuvres complètes, Cycle chinois, Cycle archéologique et sinologique*, coll. « Bouquins », Robert Laffont, 1995.

3. Dan E. Moldea, *Interference, How Organized Crime Influences Professional Football*, William Morrow and Company, 1989, page 436.

Suivez toute l’actualité des Éditions Plon sur
www.plon.fr

Nous suivre sur